



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

## Procès-verbaux

---

Du 8 mars au 22 juin 1988  
Du 18 octobre au 23 décembre 1988  
Du 14 mars au 21 juin 1989

DEUXIÈME SESSION  
TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

VOL. CXX

---

QUÉBEC

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0825-9607

## TABLE DES MATIÈRES

### PAGE

Proclamations: Convocation de l'Assemblée (2 <sup>e</sup> session) . . . . .	VII
Dissolution de l'Assemblée (33 <sup>e</sup> Législature) ..	IX
Élections générales . . . . .	XI
 Résumé des travaux de la session . . . . .	 XIII
 Procès-verbaux de l'Assemblée nationale . . . . .	 1
 Liste des documents dont la loi prescrit le dépôt . . . . .	 17
 Fonctions parlementaires . . . . .	 1087
 Circonscriptions électorales (liste alphabétique) . . . . .	 1089
 Membres de l'Assemblée nationale (liste alphabétique) . . . . .	 1093
 Membres du Conseil exécutif . . . . .	 1099
 Adjointes parlementaires . . . . .	 1113
 Index des Procès-verbaux . . . . .	 1115





# PROCLAMATION



(Convocation)

J. GILLES LAMONTAGNE  
(L.S.)

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC

*ÉLIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada  
et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi*

À Nos très aimés et fidèles Membres de l'Assemblée nationale du Québec,

SALUT:

## PROCLAMATION

ATTENDU que l'Assemblée nationale de la Province de Québec se trouve convoquée en vue de l'expédition des affaires pour le mardi huitième jour de mars prochain, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du Conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de proroger la trente-troisième Législature à cette même date.

À CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir dans le cadre de la présente session, vous convoquons par les présentes pour une nouvelle session, le mardi 8 mars prochain, à 14 heures, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, à l'Hôtel du Parlement, en la Ville de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau de la Province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable J. GILLES LAMONTAGNE,  
C.P., C.D., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre Ville de Québec, le troisième jour de mars, l'an de grâce  
mil neuf cent quatre-vingt-huit et de Notre Règne le trente-septième.

Par ordre,

*Le Secrétaire de l'Assemblée nationale,*

PIERRE DUCHESNE



# PROCLAMATION



*(Dissolution)*

J. GILLES LAMONTAGNE  
(L.S.)

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC

*ÉLIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada  
et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.*

À Nos très aimés et fidèles Membres de l'Assemblée nationale, ainsi qu'à  
tous ceux que les présentes peuvent concerner,

SALUT:

## PROCLAMATION

ATTENDU que sur l'avis du Conseil exécutif de la Province de Québec, Nous  
avons jugé à propos de dissoudre la présente Assemblée;

À CES CAUSES, Nous dissolvons par les présentes ladite Assemblée.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres patentes et à  
icelles fait apposer le Grand Sceau de la Province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable J. GILLES LAMONTAGNE,  
C.P., C.D., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre Ville de Québec, le neuvième jour d'août, l'an de grâce  
mil neuf cent quatre-vingt-neuf et de Notre Règne le trente-huitième.

Par ordre,

*Le Secrétaire de l'Assemblée nationale,*

PIERRE DUCHESNE



# PROCLAMATION



*(Élections générales)*

**J. GILLES LAMONTAGNE**  
(L.S.)

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC

*ÉLIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada  
et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi*

À tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

## PROCLAMATION

ATTENDU que c'est Notre désir et Notre bon plaisir de rencontrer aussitôt que possible le peuple de la Province de Québec et d'obtenir son avis exprimé en Parlement;

À CES CAUSES, Nous faisons connaître par les présentes que, sur l'avis du Conseil exécutif de la Province de Québec, Nous avons ce jour enjoint le directeur général des élections de tenir des élections générales lundi, le 25 septembre 1989, en vue de la constitution d'une nouvelle Assemblée. Le scrutin devra avoir lieu dans toutes les circonscriptions électorales où il sera nécessaire d'en tenir un. Le décret ordonnant des élections générales est en date du 9 août 1989.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau de la Province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable J. GILLES LAMONTAGNE,  
C.P., C.D., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre Ville de Québec, le neuvième jour d'août, l'an de grâce  
mil neuf cent quatre-vingt-neuf et de Notre Règne le trente-huitième.

Par ordre,

*Le Secrétaire de l'Assemblée nationale,*

**PIERRE DUCHESNE**



# RÉSUMÉ DES TRAVAUX

SESSION 1988-1989

---

## DEUXIÈME SESSION TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

---

Début de la session : Le mardi 8 mars 1988

Dissolution : Le 9 août 1989

*Nombre*

Séances ..... 134

Documents déposés à l'Assemblée ..... 991

Projets de loi présentés :

Projets de loi du gouvernement ..... 159

Projets de loi publics au nom des députés ..... 4

Projets de loi d'intérêt privé ..... 74

Projets de loi sanctionnés :

Projets de loi du gouvernement ..... 147

Projets de loi publics au nom des députés ..... 3

Projets de loi d'intérêt privé ..... 61

Préavis inscrits au *Feuilleton* :

Affaires inscrites par les députés de l'Opposition ..... 10

Motions de censure ..... 6

Motions du gouvernement ..... 1

Interpellations ..... 16

Questions écrites ..... 13





# **ASSEMBLÉE NATIONALE**

## **PROCÈS-VERBAUX**

---

**SESSION 1988-1989**

**PRÉSIDENT: PIERRE LORRAIN**

---



---

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

**AFFAIRES DU JOUR**

La deuxième session de la trente-troisième Législature de la province de Québec ayant été convoquée aujourd'hui pour l'expédition des affaires par proclamation de Son Excellence J. Gilles Lamontagne, Lieutenant-gouverneur, les députés présents prennent séance.

Son Excellence le Lieutenant-gouverneur fait son entrée à l'Assemblée nationale et, ayant pris place au fauteuil, il lui plaît de lire l'allocution suivante:

Mesdames et Messieurs  
de l'Assemblée nationale,

En inaugurant les travaux de cette deuxième session de la trente-troisième Législature, je me dois tout d'abord de rappeler à votre mémoire le souvenir d'un illustre Québécois prématurément disparu, monsieur René Lévesque. Élu à l'Assemblée nationale avec l'équipe du Premier ministre Jean Lesage et par la suite fondateur du Parti Québécois, monsieur René Lévesque a été pendant plus de vingt-cinq années, dont neuf à titre de Premier ministre du Québec, l'un des artisans de la naissance et de l'affirmation du Québec moderne. Le Québec tout entier lui a rendu un hommage ému et reconnaissant pour son respect des institutions et son attachement aux valeurs démocratiques de notre société et pour cette idée haute, noble et généreuse qu'il a toujours eue à l'égard du Québec et du peuple québécois.

L'ouverture des travaux de la présente session coïncide avec la journée internationale de la femme. Vous commencerez d'ailleurs la session par un débat sur la condition féminine, témoignant ainsi de l'intérêt soutenu de la société québécoise pour les droits de la femme et sa volonté de la voir occuper de façon équitable la place qui lui revient.

Mesdames et messieurs de l'Assemblée nationale, le Québec peut avoir l'ambition d'être au sein du Canada une société distincte, fière de son identité culturelle et linguistique particulière, mais encore, il peut avoir cette distinction additionnelle d'être le coin du pays où le développement économique et le progrès social et humain comptent parmi les plus élevés au monde.

Mesdames et messieurs de l'Assemblée nationale, je vous informe aujourd'hui des orientations législatives et parlementaires que le gouvernement soumettra à votre intention au cours de la session. À l'échelle internationale, le Québec existe, c'est une société maintenant largement ouverte sur le monde. Des hommes et des femmes d'ici, beaucoup de jeunes, oeuvrent de plus en plus à l'étranger. Nos entreprises sont à l'affût de nouveaux marchés et de nouvelles technologies; nos artistes, nos créateurs et nos chercheurs témoignent à l'échelle du monde de la vitalité de la société québécoise. Aussi, le gouvernement croit le moment venu de beaucoup mieux planifier, organiser et diriger l'action extérieure du Québec autant dans sa dimension proprement politique que dans celle des échanges d'ordre économique, social et culturel.

Le développement des programmes de coopération, le renforcement de l'aide aux entreprises cherchant à conquérir de nouveaux marchés, ainsi que la recherche d'investissements à l'étranger et la consolidation et l'élargissement de nos rapports, en particulier avec la France et le monde francophone, tels seront les principaux objectifs du nouveau ministère des Affaires internationales.

Le présent secrétariat aux Affaires canadiennes continuera d'être attaché au ministère du Conseil exécutif. Le gouvernement va cependant vous inviter à donner à ce secrétariat des responsabilités plus précises relatives au suivi de l'impact de certaines politiques fédérales sur le Québec, à la défense et à la promotion des intérêts fondamentaux du Québec et au renforcement du rôle du Québec en tant que partenaire économique majeur de la fédération canadienne.

Fort des résultats concrets déjà obtenus au niveau du taux de croissance de l'économie, des investissements et de la création d'emplois, le gouvernement demandera à l'Assemblée nationale d'approuver les grandes lignes de force de sa politique économique, soit une collaboration positive et créatrice avec le gouvernement canadien, la reconnaissance du rôle capital de l'entreprise privée et des petites et moyennes entreprises, et le maintien d'un climat sain de relations de travail.

Le gouvernement demandera à l'Assemblée nationale de poursuivre ses efforts au titre de la rigueur administrative et financière de l'État, sur la base des principes suivants: le maintien d'un taux de croissance des dépenses budgétaires inférieur à l'augmentation en valeur de l'économie; la réduction du déficit jusqu'au niveau des dépenses en capital en vue d'éliminer le financement par emprunt des dépenses courantes, et le raffermissement de la marge de manoeuvre financière de l'État pour satisfaire aux nouveaux besoins et permettre à l'État de faire face aux aléas de la conjoncture.

Également, le gouvernement indique à cette Assemblée que vous aurez à compléter la réforme fiscale. Vous aurez également à participer à l'effort de transparence, de simplification et d'humanisation des pratiques et procédures du ministère du Revenu.

Le gouvernement déposera devant l'Assemblée nationale une nouvelle politique énergétique pour le Québec. Les objectifs de cette politique seront ceux du renforcement de la sécurité de nos approvisionnements, de la stimulation de la concurrence entre différentes formes d'énergie et de la maximisation de la rentabilité économique du potentiel énergétique, en termes de revenus, de création d'emplois et de développement régional. Cette politique précisera également la façon dont le Québec entend maintenir un juste équilibre entre le développement énergétique et la protection de l'environnement et le respect des droits autochtones.

Le gouvernement saisira l'Assemblée nationale d'un plan d'action majeur en faveur des régions qui comportera plusieurs volets visant à favoriser l'entrepreneuriat local et régional, entre autres dans le domaine technologique; ce plan d'action constituera également la première véritable politique de modulation des programmes gouvernementaux en conformité avec les caractéristiques propres à chacune des régions. Le gouvernement va étendre par ailleurs à l'échelle de tout le territoire québécois la pratique de la conclusion avec les régions d'une entente-cadre de développement pour mieux sceller l'association du gouvernement et des intervenants des régions. Cette nouvelle politique de développement régional va également comporter des éléments spécifiques pour Montréal et Québec.

Dans le domaine du transport, l'Assemblée nationale sera appelée à étudier la question cruciale de la révision du plan de transport de la région métropolitaine de Montréal. Vous aurez également à adopter des projets de loi concernant la publicité le long des routes et le régime d'indemnisation de l'assurance-automobile. La question du camionnage en vrac retiendra également votre attention.

Avec les producteurs agricoles, le gouvernement suivra évidemment de très près le dossier de la libéralisation des échanges. Le gouvernement proposera par ailleurs à cette Assemblée une nouvelle politique de conservation des sols ainsi qu'un ambitieux programme de gestion des résidus agricoles nécessaire à l'assainissement des eaux en milieu rural. De nouvelles mesures seront présentées à cette Assemblée pour protéger le droit de produire des agriculteurs ainsi que pour garantir le paiement des sommes dues par les acheteurs. Après consultation avec les milieux concernés, le gouvernement vous proposera d'améliorer les mécanismes actuels des plans conjoints. Également, vous serez invités à confier de nouveaux mandats à la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires. Enfin, le gouvernement s'assurera d'une première participation québécoise au régime tripartite de stabilisation du gouvernement fédéral.

Des amendements à la loi sur la forêt et des moyens en vue d'améliorer la voirie forestière vous seront également soumis.

Le gouvernement invitera l'Assemblée nationale à poursuivre son travail dans le domaine des institutions financières, en particulier en ce qui concerne le décloisonnement de l'activité des intermédiaires et l'encadrement des holdings. D'importants amendements à la loi des valeurs mobilières et à la loi des assurances vous seront également proposés. Enfin, l'Assemblée nationale sera appelée à adopter une loi-cadre concernant les caisses d'épargne et de crédit.

Un plan d'action d'envergure dans le domaine du développement technologique vous sera soumis et sera suivi de la tenue d'un Sommet de la science et de la technologie. Ce plan d'action consacrera le rôle dominant du secteur privé et il sera l'occasion d'un élargissement considérable des programmes d'aide et de soutien au développement technologique.

La reconnaissance de la valeur des administrations régionales et municipales, le financement des services municipaux et le fardeau fiscal des contribuables sont des questions importantes. Au terme des discussions présentement en cours, l'Assemblée nationale sera appelée à étudier les mesures correctives qui s'imposent. Des projets de loi vous seront également soumis relativement à la rémunération des élus municipaux et à la poursuite de la refonte des lois municipales.

Dans la foulée des initiatives déjà prises, le gouvernement vous soumettra les grandes orientations d'une politique d'habitation déterminant la place des intervenants privés et du gouvernement marquant une préoccupation prioritaire pour la famille et les plus démunis.

Tout le Québec est maintenant engagé résolument à préserver et à développer la qualité de son environnement. L'Assemblée nationale va à cet égard être associée à d'importantes mesures, surtout d'ordre réglementaire, financier et technique, en particulier dans le domaine des pluies acides et dans celui de la gestion des déchets, des sols contaminés, des réserves écologiques, des espèces menacées et de l'assainissement des eaux. La pollution agricole déjà évoquée et la pollution industrielle feront l'objet de deux vastes programmes que le gouvernement compte soumettre à votre attention.

Une nouvelle politique des activités de plein air vous sera soumise, et vous serez appelés à réviser les pouvoirs de la Régie de la sécurité dans les sports. Au cours de la session, aura lieu le Sommet sur l'utilisation de la faune, et un projet de loi vous sera proposé relativement à la protection des habitats fauniques et de certaines espèces fauniques.

Alors qu'entrera en vigueur la loi sur les mines, le gouvernement vous demandera d'étudier des mesures qui permettront la relance de la prospection et de l'exploration minière et l'amélioration de la productivité de l'industrie minière, en particulier en matière de recherche.

Dans le domaine du tourisme, le gouvernement vous proposera de prendre de nouvelles dispositions relatives à la mise en valeur du potentiel touristique des régions et des efforts additionnels seront consacrés au marketing.

L'accessibilité et la démocratisation de l'éducation demeurent des choses toujours aussi importantes. L'Assemblée nationale sera toutefois appelée à privilégier la formation des jeunes et les services offerts à tous les niveaux.

Vous aurez à revoir les formules de financement du niveau postsecondaire, à maintenir une place significative aux établissements privés et à favoriser l'accès des adultes au savoir.

Cette Assemblée aura à adopter deux importants projets de loi: l'un sur l'instruction publique, l'autre sur les élections scolaires. Des mesures vous seront proposées en vue d'améliorer l'enseignement de la langue seconde, des mathématiques et des sciences, de doter les analphabètes et les clientèles défavorisées d'une formation de base, d'améliorer les équipements pédagogiques et d'aider les élèves en difficultés d'adaptation.

Vous aurez également à vous pencher sur la réforme de l'aide financière aux étudiants et sur l'amélioration du taux de fréquentation collégiale et universitaire.

Le gouvernement soumettra à l'Assemblée nationale un important plan de développement en matière de culture scientifique. Par ailleurs, les fonds de formation de chercheurs et l'aide à la recherche seront accrus.

En plus de poursuivre sa politique de formation professionnelle des jeunes, le gouvernement vous proposera, enfin, une nouvelle politique d'adaptation de la main-d'oeuvre pour permettre aux travailleurs de faire face aux changements actuels; cette politique comportera, entre autres, des volets spécifiques pour l'Est de Montréal, les travailleurs âgés et le contexte du libre-échange.

Dans le domaine social, le gouvernement invite l'Assemblée nationale à articuler son action autour de trois axes prioritaires: le soutien à la famille, le renforcement de la protection sociale et l'amélioration des services de santé et des services sociaux.

Des mesures spécifiques significatives de l'intérêt du gouvernement pour la famille vous seront proposées.

La réforme de l'aide sociale axée sur la réinsertion au marché du travail des personnes aptes au travail et sur l'élimination de la discrimination en raison de l'âge des bénéficiaires se concrétisera par la présentation d'un projet de loi, élaboré à la lumière des travaux de la Commission parlementaire des affaires sociales.

Le gouvernement soumettra en outre à votre attention une révision du rôle de l'Office des personnes handicapées et un programme de développement des services à domicile de manière à mieux aider les personnes handicapées.

Les personnes âgées désireuses de demeurer autonomes et de continuer de vivre dans leur milieu verront leur aide accrue, et le gouvernement vous proposera également de mettre de nouvelles ressources de manière à renforcer notre présent réseau de centres d'accueil et d'hébergement.

À la suite de la publication du rapport Harnois et des travaux de la commission parlementaire, l'Assemblée nationale sera appelée à doter le Québec d'une politique humaine et généreuse en matière de santé mentale, axée sur la désinstitutionnalisation, la réinsertion sociale et le développement des mesures de soutien et de support.



Le domaine de la condition féminine demeure toujours aussi prioritaire. Dans la réalisation des éléments du plan d'action à cet égard, le gouvernement vous demandera d'étudier un avant-projet de loi pour assurer une meilleure équité économique entre les conjoints. Un important programme de services de garde vous sera soumis.

Un projet de loi vous sera également présenté pour faciliter la perception des pensions alimentaires. Le gouvernement continuera de développer les mesures déjà prises au titre de l'accès à l'égalité et de la conciliation des responsabilités professionnelles et familiales. Vous serez également appelés à adopter des éléments prioritaires d'une politique de sécurité du revenu, en particulier pour les femmes les plus démunies, les femmes au foyer et les femmes à la retraite.

Vous aurez enfin à étudier de nouvelles mesures de lutte contre la violence conjugale.

De nouveaux moyens seront mis à la disposition de la Protection de la jeunesse, dont la loi sera d'ailleurs modifiée relativement au problème de preuve applicable en matière d'abus sexuels sur les enfants.

Un projet de loi vous sera également soumis pour mieux reconnaître les droits des victimes d'actes criminels.

La portée de la loi sur la protection du consommateur sera étendue au domaine immobilier en conformité avec les dispositions de la loi sur le bâtiment.

La loi sur la curatelle publique sera modifiée pour améliorer la situation des personnes concernées.

Au cours des deux dernières années, des sommes additionnelles très considérables ont été investies dans le secteur hospitalier, et d'une façon spécifique en ce qui concerne la mise en oeuvre d'un programme triennal de redressement de la situation des services d'urgence.

Par ailleurs, le rapport de la Commission Rochon a été rendu public et, au terme d'un processus nécessaire de consultation et d'évaluation de ce rapport, l'Assemblée nationale aura à donner suite à plusieurs importantes recommandations de cette commission en vue de consolider et de développer les services de santé et les services sociaux.

Vous aurez également à suivre de près la réforme des services ambulanciers, et des mesures vous seront proposées pour combler la pénurie de la main-d'oeuvre infirmière.

Une société se distingue par le dynamisme et l'originalité de sa culture. Des mesures vous seront soumises pour mieux soutenir les grands secteurs de l'activité culturelle, dont les bibliothèques publiques, le marché de l'art, les équipements culturels et les arts d'interprétation.

Vous serez également appelés à réviser la loi sur les biens culturels en vue de mettre en oeuvre une nouvelle politique en matière de protection de patrimoine. Des mesures vous seront soumises pour mieux soutenir, en collaboration avec le secteur privé, l'industrie cinématographique. Des projets de loi vous seront présentés pour intégrer l'Institut québécois de recherche sur la culture au réseau universitaire et pour établir un statut juridique distinct pour la Bibliothèque nationale.

Vous serez appelés à étendre la définition du statut de l'artiste aux secteurs des arts visuels, des métiers d'art et des écrivains et à considérer le régime fiscal des artistes.

Le gouvernement demandera à l'Assemblée nationale de créer la Régie des télécommunications afin de consolider la juridiction québécoise en la matière, et la Régie des services publics sera ainsi remplacée. L'Assemblée nationale procédera également à la révision de la loi d'accès à l'information et la loi sur le ministère des Communications.

Le gouvernement proposera à cette Assemblée d'étudier les éléments d'un vigoureux plan de redressement et de consolidation du français langue maternelle dans les écoles primaires et secondaires.

Le gouvernement, par ailleurs, demandera à l'Assemblée nationale d'étudier, après consultation, de nouvelles dispositions relatives au renforcement de l'usage du français en milieu de travail et il y aura, à la suite du jugement de la Cour suprême, la question de l'affichage public de la publicité commerciale.

Le gouvernement va soumettre à l'attention de cette Assemblée un important énoncé de politique en matière d'immigration qui prendra en compte, entre autres, l'impératif absolu de l'intégration des immigrants à la majorité francophone et l'amélioration des relations interculturelles.

Le gouvernement informe l'Assemblée qu'il poursuit présentement l'étude de la façon dont l'État devrait se structurer pour garantir le maximum d'efficacité à son action relativement au problème démographique, entre autres dans ses dimensions natalité, immigration et famille.

L'Assemblée nationale aura à adopter des amendements à la loi électorale de nature à faciliter le droit de vote.

Tout en poursuivant les efforts d'une meilleure gestion des approvisionnements et services, le gouvernement vous invitera à vous pencher sur une nouvelle politique de régionalisation des processus d'adjudication des contrats gouvernementaux.

Des projets de loi seront présentés à votre Assemblée pour unifier les cours de justice, pour rationaliser les tribunaux administratifs et pour réformer le régime des cours municipales et le système des huissiers. Vous aurez enfin à poursuivre la réforme du Code civil.

En terminant l'énoncé des orientations législatives et parlementaires du gouvernement, je voudrais m'associer aux vœux qui ont déjà été adressés au nouveau chef de l'Opposition officielle, le député de Joliette, monsieur Guy Chevette, dont votre Assemblée connaît l'expérience et le dévouement, et de dire une nouvelle fois toute l'amitié et la gratitude du peuple québécois à monsieur Pierre-Marc Johnson pour toutes les années qu'il a consacrées au service du Québec.

Mesdames et Messieurs de l'Assemblée nationale, je vous souhaite bon travail. J'ose espérer que tous, libéraux, péquistes, indépendant, vous travaillerez dans la plus grande harmonie possible, pour le mieux-être des Québécois et Québécoises.

Son Excellence le Lieutenant-gouverneur se retire.

---

M. le Président occupe le fauteuil.

M. Bourassa, Premier ministre, prononce le discours d'ouverture.

Le discours est terminé.

**8 mars 1988**

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 46 et 188 du Règlement, Mme Gagnon-Tremblay, ministre déléguée à la Condition féminine, propose:

Que l'Assemblée nationale du Québec souligne la Journée internationale des femmes.

Après débat, la motion est adoptée.

---

M. le Président lève la séance à 15 h 45.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mercredi 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**

---

---

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES DU JOUR

### Débat sur le discours d'ouverture de la session

Conformément à l'article 49 du Règlement, M. Chevette, chef de l'Opposition officielle, entame le débat sur le discours d'ouverture prononcé par le Premier ministre.

À la fin de son intervention, M. Chevette propose:

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir d'une part, livré un message inaugural dénué de toutes mesures concrètes et substantielles aptes à solutionner les véritables problèmes qui affectent la population québécoise, notamment en matière de langue, de services de santé et de services sociaux, et d'autre part, pour avoir présenté une politique économique qui se limite à une complaisance inefficace avec le gouvernement fédéral et à la récupération électoraliste du plan de développement d'Hydro-Québec.

Le débat se poursuit sur le discours d'ouverture.

Sur motion de M. Boulerice (Saint-Jacques), le débat est ajourné.

---

À 12 h 56, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

**Quinze heures**

**AFFAIRES COURANTES**

**Dépôts de documents**

Par Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles:

Rapport annuel du Conseil de la langue française, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 1 de la session)

Rapport annuel de la Commission de toponymie, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 2 de la session)

Par M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes:

Rapport annuel du Secrétariat aux Affaires intergouvernementales canadiennes, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 3 de la session)

Par M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation:

Rapport annuel de la Société du Parc des expositions agro-alimentaires, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1986.

(Document n° 4 de la session)

Par M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources:

Rapport annuel d'Hydro-Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1987.

(Document n° 5 de la session)

Par M. le Président:

Lettre de démission du député de Roberval, M. Michel Gauthier, en date du 2 février 1988.

(Document n° 6 de la session)

Liste des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale.  
(Voir Annexe).

(Document n° 7 de la session)

Conformément aux dispositions de l'article 109 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*, les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée:

- Décision 268, en date du 16 décembre 1987, concernant le Règlement sur les missions officielles;
- Décision 270, en date du 16 décembre 1987, concernant un ajout à la somme allouée pour le service de recherche du Parti québécois pour l'exercice financier 1987-1988;
- Décision 271, en date du 16 décembre 1987, concernant le programme d'assurance à l'intention des députés de l'Assemblée nationale;
- Décision 276, en date du 3 février 1988, concernant le Règlement sur les sommes requises pour l'administration et le fonctionnement des biens et services reliés à la fonction de député;
- Décision 281, en date du 3 février 1988, concernant le Règlement sur le plan d'organisation administrative de l'Assemblée;
- Décision 282, en date du 10 février 1988, concernant le Règlement sur la mutation et la promotion d'un cadre supérieur.

(Document n° 8 de la session)

### **Dépôts de rapports de commissions**

Par M. le Président, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 121 et 134 du Règlement:

Rapport de la Commission de l'Assemblée nationale qui a siégé le 4 février 1988 afin de statuer sur le renouvellement de la composition des commissions.

(Document n° 9 de la session)

Sur motion de M. Saintonge, vice-président de l'Assemblée, ce rapport est adopté.

---

Par M. le Président, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux règles de fonctionnement des commissions:

Compte-rendu de la réunion du comité directeur de la Commission de l'Assemblée nationale qui s'est tenue le 12 février 1988 pour combler des vacances survenues aux commissions suivantes:

- la Commission des affaires sociales
- la Commission de l'économie et du travail
- la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation
- la Commission de la culture.

(Document n° 10 de la session)

Sur motion de M. Saintonge, vice-président de l'Assemblée, ce rapport est adopté.

### **Questions et réponses orales**

Il est procédé à la période des questions orales des députés.

### **Motions sans préavis**

M. Gendron, leader de l'Opposition, propose:

QUE l'Assemblée nationale offre ses condoléances aux familles et aux proches des quatre permanents syndicaux décédés à la suite d'un accident d'avion survenu le 22 février dernier.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit, après quoi la motion est adoptée.



### **Avis touchant les travaux des commissions**

Par M. Gratton, leader du gouvernement:

- Avis concernant la poursuite de la consultation générale par la Commission des affaires sociales relativement au document intitulé: *Pour une politique de sécurité du revenu.*

Par M. le Président:

- Avis concernant la vérification des engagements financiers du ministre délégué aux Pêcheries, par la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation.

### **AFFAIRES DU JOUR**

#### **Débat sur le discours d'ouverture de la session**

L'Assemblée reprend le débat sur le discours d'ouverture et sur la motion de censure suivante proposée par M. Chevette, chef de l'Opposition officielle:

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir d'une part, livré un message inaugural dénué de toutes mesures concrètes et substantielles aptes à solutionner les véritables problèmes qui affectent la population québécoise, notamment en matière de langue, de services de santé et de services sociaux, et d'autre part, pour avoir présenté une politique économique qui se limite à une complaisance inefficace avec le gouvernement fédéral et à la récupération électorale du plan de développement d'Hydro-Québec.

Le débat se poursuit.

Sur motion de M. Gendron, leader de l'Opposition, le débat est ajourné.

**9 Mars 1988**

---

M. le Vice-président lève la séance à 17 h 48.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**

9 mars 1988

---

LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRESCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

---

TABLE DES MATIÈRES

	Page		Page
Lieutenant-gouverneur	18	Environnement	35
Premier ministre	18	Finances	36
Vice-Première ministre	19	Finances et Privatisation	37
Administration	19	Forêts	38
Affaires culturelles	19	Industrie et Commerce	40
Affaires intergouvernementales canadiennes	23	Justice	43
Affaires municipales	23	Loisir, Chasse et Pêche	45
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	24	Main d'oeuvre et Sécurité du Revenu	46
Approvisionnements et Services	26	Mines et Affaires Autochtones	47
Commerce extérieur et Développement technologique	28	Petites et Moyennes entreprises	49
Communautés culturelles et Immigration	29	Relations internationales	49
Communications	29	Revenu	49
Condition féminine	31	Santé et Services sociaux	49
Conseil du Trésor	31	Solliciteur général	51
Éducation	32	Tourisme	52
Énergie et Ressources	32	Transports	52
Enseignement supérieur et Science	33	Travail	55
		Président de l'Assemblée nationale	57

## LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRESCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le lieutenant-gouverneur.	Rapport annuel de l'Éditeur officiel du Québec concernant les exemplaires du recueil des lois qui ont été imprimés au cours de l'année précédente.	L.R.Q., c. I-16, ss. 25 et 26.	A chaque session.
Le Premier ministre.	Toute proclamation mettant en vigueur et déclarant valide toute Convention complémentaire à laquelle le Québec est partie, destinée à modifier, annuler ou remplacer la Convention de la Baie James et du Nord québécois.	L.R.Q., c. C-67, a. 4.	Dans les 15 jours de son adoption, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le Premier ministre.	Toute proclamation approuvant, mettant en vigueur et déclarant valide toute convention complémentaire à laquelle le Québec est partie, destinée à modifier, annuler ou remplacer la Convention du Nord-Est québécois.	L.R.Q., c. C-67.1, a. 4.	Dans les 15 jours de son adoption, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le Premier ministre.	Toute directive portant sur les objectifs et l'orientation de SIDBEC ainsi que les documents pertinents.	L.R.Q., c. E-14, a. 9.3.	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le Premier ministre.	Rapport annuel du ministre du Conseil exécutif, excluant les activités prévues à la section II reliées aux affaires intergouvernementales canadiennes.	L.R.Q., c. M-30, a. 4.	Dans les 6 mois de la fin de chaque exercice, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le Premier ministre.	Rapport des activités du Conseil permanent de la jeunesse.	1987, c.58, a. 31.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

9 mars 1988

LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRÉSCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le Vice-Première ministre.	Rapport annuel de l'Office des ressources humaines.	L.R.Q., c. F-3.1.1, a. 97.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le Vice-Première ministre.	Rapport annuel de la Commission de la fonction publique.	L.R.Q., c. F-3.1.1, a. 124.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre délégué à l'Administration.	Rapport annuel de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances.	L.R.Q., c. R-10, a. 161.	Dans les 30 jours, si l'Assemblée nationale est en session, ou si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les 15 jours de la reprise des travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport annuel de la Commission des biens culturels du Québec.	L.R.Q., c. B-4, a. 7.11.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Copie d'une liste des biens culturels reconnus et classés depuis la dernière liste publiée dans la Gazette officielle du Québec.	L.R.Q., c. B-4, a. 14.	A chaque session.
Le ministre des Affaires culturelles.	Tout avis de la Commission des biens culturels du Québec sur le classement d'un bien culturel.	L.R.Q., c. B-4, a. 29.	Dans les 60 jours de la décision de la Commission si l'Assemblée est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

9 mars 1988

---

LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRESCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

---

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport annuel de l'Office de la langue française.	L.R.Q., c. C-11, a. 120.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport annuel de la Commission de protection de la langue française.	L.R.Q., c. C-11, a. 184.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport annuel du Conseil de la langue française.	L.R.Q., c. C-11, a. 204.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport annuel et les états financiers de l'Institut québécois du cinéma.	L.R.Q., c. C-18.1, a. 43.	Dans les 30 jours de leur réception, si elle est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de la session suivante ou, selon le cas, de la reprise de ses travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport annuel et les états financiers de la Société générale du cinéma.	L.R.Q., c. C-18.1, a. 70.	Dans les 30 jours de leur émission si l'Assemblée est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de la session suivante ou, suivant le cas, de la reprise de ses travaux.

9 mars 1988

LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRESCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Affaires culturelles.	Toute entente conclue et tout certificat de conformité émis en vertu de l'article 105.1 de la loi sur le cinéma.	L.R.Q., c. C-18.1, 105.1.	Dans les 30 jours de leur émission, si l'Assemblée est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de la session suivante ou, suivant le cas, de la reprise de ses travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport annuel de la Régie du cinéma.	L.R.Q., c. C-18.1, a. 146.	Dans les 30 jours de sa réception si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de la session suivante ou de la reprise de ses travaux, selon le cas.
Le ministre des Affaires culturelles.	Tout avis du Conseil consultatif de la lecture et du livre concernant les projets de règlement visés dans la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre.	L.R.Q., c. D-8.1, a. 8.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session, sinon dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou, selon le cas, dans les 15 jours de la reprise de ses travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport annuel du Conseil consultatif de la lecture et du livre.	L.R.Q., c. D-8.1, a. 13.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les 15 jours de la reprise de ses travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Tout mandat spécifique demandé par le ministre concernant l'Institut québécois de recherche sur la culture.	L.R.Q., c. I-13.2, a. 25.	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

## LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRESCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport annuel de l'Institut québécois de recherche sur la culture.	L.R.Q., c. I-13.2, a. 31.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les 15 jours de la reprise de ses travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport annuel de son activité et de celle des organismes sous sa juridiction.	L.R.Q., c. M-20, a. 5.	Dans les 15 premiers jours de chaque session.
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport annuel et états financiers de la corporation du Musée des beaux-arts de Montréal	L.R.Q., c. M-42, a. 14.	Le plus tôt possible.
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport annuel et états financiers du Musée du Québec, du Musée d'Art contemporain de Montréal et du Musée de la Civilisation.	L.R.Q., c. M-44, a. 34.	Dans les 30 jours de leur réception, si elle est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Tout arrêté du gouvernement autorisant l'acquisition d'actions ou de biens visée dans le paragraphe a du premier alinéa de l'article 20 de la Loi constituant la Société de développement des industries de la culture et des communications.	L.R.Q., c. S-10.01, a. 20.	Sans délai, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Toute directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société de développement des industries de la culture et des communications.	L.R.Q., c. S-10.01, a. 24.	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport annuel de la Société de développement des industries de la culture et des communications.	L.R.Q., c. S-10.01, a. 26.	Dans les 30 jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours qui suivent l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.



9 mars 1988

LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRESCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport annuel et les états financiers de la Société de la Place des Arts de Montréal.	L.R.Q., c. S-12.1, a. 28.	Dans les 30 jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours qui suivent l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport annuel et les états financiers de la Société du Grand Théâtre de Québec.	L.R.Q., c. S-14.01, a. 28.	Dans les 30 jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours qui suivent l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport annuel de la Commission de reconnaissance des associations d'artistes.	1987, c.72, a. 55.	Dans les 30 jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, sinon, dans les 30 jours de la reprise de ses travaux.
Le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes.	Rapport annuel du ministère du Conseil exécutif concernant les activités reliées aux affaires intergouvernementales canadiennes.	L.R.Q., c. M-30, a. 4.1.	Dans les 6 mois de la fin de chaque exercice, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre des Affaires municipales.	Rapport annuel de la Société d'aménagement de l'Outaouais.	L.R.Q., c. C-37.1, a. 230.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.

## LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRESCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Affaires municipales.	Rapport annuel de son ministère.	L.R.Q., c. M-22.1, a. 10.	Dans les 6 mois qui suivent la fin de cet exercice, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Affaires municipales.	Rapport annuel de la Régie du logement.	L.R.Q., c. R-8.1, a. 25.	Dans les 30 jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Affaires municipales.	Toute directive portant sur les objectifs et l'orientation de la Société d'habitation du Québec.	L.R.Q., c. S-8, a.3.4, édicté par 1987, c.10, a. 3.4.	Dans les quinze jours de leur approbation, devant l'Assemblée nationale si elle siège ou dans les quinze jours de la reprise de ses travaux.
Le ministre des Affaires municipales.	Rapport annuel de la Société d'habitation du Québec.	L.R.Q., c. S-8, a. 24.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des Affaires municipales.	Proclamation faite en vertu du premier paragraphe de l'article 23 de la Loi sur les villages cris et le village naskapi.	L.R.Q., c. V-5.1, a. 23.	Dans les 15 jours de son adoption par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport annuel du Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers sur son administration de la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers.	L.R.Q., c. A-29.1, a. 28.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

9 mars 1988

LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRESCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport annuel des opérations de la Régie des assurances agricoles du Québec.	L.R.Q., c. A-30, a. 19.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport annuel de l'Office du crédit agricole du Québec sur son administration de la Loi favorisant le crédit agricole à long terme par les institutions privées.	L.R.Q., c. C-75.1, a. 44.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session, suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport annuel de l'Office du crédit agricole du Québec sur son administration de la Loi favorisant l'établissement de jeunes agriculteurs.	L.R.Q., c. E-12.1, a. 31.	Dans les 30 jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport annuel de son ministère.	L.R.Q., c. M-14, a. 3.	Dans les 15 jours de l'ouverture de chaque session.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport annuel de la Régie des marchés agricoles du Québec.	L.R.Q., c. M-35, a. 14.1.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport annuel de la Régie des marchés agricoles du Québec sur son administration de la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés.	L.R.Q., c. P-30, a. 60.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante.

9 mars 1988

LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRESCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport annuel de la Commission de protection du territoire agricole du Québec.	L.R.Q., c. P-41.1, a. 20.	Dans les 30 jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours qui suivent l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport annuel et les états financiers de la Société du Parc des expositions agro-alimentaires.	L.R.Q., c.S-14.2, a.29.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Toute directive portant sur les objectifs et l'orientation de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires.	L.R.Q., c. S-21, a. 4.	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux, après un ajournement de plus de 20 jours.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport annuel de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires.	L.R.Q., c. S-21, a. 18.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des Approvisionnement et Services.	Rapport annuel de son ministère.	L.R.Q., c. M-23.01, a. 11.	Dans les 6 mois de la fin de chaque exercice financier si l'Assemblée est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

## LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRESCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Approvisionnement et Services.	Rapport annuel du Bureau de la protection civile du Québec.	L.R.Q., c. P-38.1, a. 15.	Dans les 30 jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Approvisionnement et Services.	Tout décret d'état d'urgence du gouvernement visé à l'article 16 de la Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre.	L.R.Q., c. P-38.1, a. 24.	Au plus tard le troisième jour au cours duquel siège l'Assemblée nationale, après son adoption.
Le ministre des Approvisionnement et Services.	Rapport annuel du Fonds de secours aux personnes sinistrées.	L.R.Q., c. P-38.1, a. 37.	Dans les 30 jours si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Approvisionnement et Services.	Rapport annuel de la Régie des installations olympiques.	L.R.Q., c. R-7, a. 29.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des Approvisionnement et Services.	Tout décret du gouvernement portant sur un mandat connexe aux objets de la Société immobilière du Québec.	L.R.Q., c. S-17.1, a. 22.	Dans les 15 jours de sa prise, devant l'Assemblée nationale si elle siège ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Approvisionnement et Services.	Tout décret du gouvernement portant sur une matière visée dans les paragraphes 2° ou 3° du premier alinéa de l'article 33 de la Loi sur la Société immobilière du Québec.	L.R.Q., c. S-17.1, a. 33.	Dans les 15 jours de la prise, devant l'Assemblée nationale si elle siège ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

9 mars 1988

LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRESCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Approvisionnement et Services.	Toute directive donnée en vertu de l'article 38 de la Loi sur la Société immobilière du Québec.	L.R.Q., c. S-17.1, a. 38.	Dans les 15 jours de son approbation ou de son adoption, selon le cas, devant l'Assemblée nationale si elle siège ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre des Approvisionnement et Services.	Rapport annuel et les états financiers de la Société immobilière du Québec.	L.R.Q., c. S-17.1, a. 42.	Dans les 15 jours de leur réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique.	Toute directive portant sur les objectifs et l'orientation de l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche.	L.R.Q., c. A-7.1, a. 18.	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique.	Tout décret du gouvernement autorisant l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche à dépasser le niveau de participation à une société en commandite prévu au paragraphe troisième du deuxième alinéa de l'article 22.	L.R.Q., c. A-7.1, a. 22.	Dans les 15 jours de sa prise, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique.	Rapport annuel de l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche.	L.R.Q., c. A-7.1, a. 31.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

## LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRÉSCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique.	Tout décret autorisant la délivrance de lettres patentes constituant des corporations qui ont pour objet le développement de la recherche et de la technologie.	L.R.Q., c. M-15.1.1, a.12.	Dans les 30 jours si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique.	Rapport annuel de son ministère.	L.R.Q., c. M-29.1, a. 11.	Dans les 6 mois qui suivent la fin de cet exercice, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration.	Rapport annuel du Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration.	L.R.Q., c.C-57.2, a.20.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre des Communautés culturelles et de l'immigration.	Rapport annuel de son ministère.	L.R.Q., c. M-23.1, a. 9.	Dans les 6 mois qui suivent la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée nationale n'est pas en session, au plus tard le 15 <sup>e</sup> jour au cours duquel elle siège après l'expiration de ce délai.
Le ministre des Communications.	Toute entente conclue en vertu de l'article 68 ou 68.1 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels ainsi que l'avis sur chaque entente de la Commission d'accès à l'information.	L.R.Q., c. A-2.1, a. 70.	Dans les 15 jours de son approbation si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

9 mars 1988

LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRESCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Communications.	Rapport annuel de la Commission d'accès à l'information.	L.R.Q., c. A-2.1, a. 119.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre des Communications.	Tout décret ordonnant à un organisme public de surseoir à l'exécution d'une décision de la Commission d'accès à l'information ayant pour effet d'ordonner de communiquer un document ou un renseignement.	L.R.Q., c. A-2.1, a. 145.	Dans les 15 jours qui suivent la prise du décret si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre des Communications.	Rapport quinquennal sur la mise en oeuvre de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.	L.R.Q., c. A-2.1, a. 179.	Dans les 15 jours de sa réception, si l'Assemblée nationale siège ou, si elle ne siège pas, auprès de son président.
Le ministre des Communications.	Calendrier de l'entrée en vigueur et de la prise d'effet des dispositions de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.	L.R.Q., c. A-2.1, a. 181.	Dans les 15 jours de son adoption si l'Assemblée nationale siège ou, si elle ne siège pas, auprès de son président.
Le ministre des Communications.	Rapport annuel de son ministère.	L.R.Q., c. M-24, a. 14.	Dans les 6 mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.
Le ministre des Communications.	Rapport concernant les entreprises de radio-télévision et de câblodistribution ayant bénéficié de l'assistance financière pour la programmation éducative.	L.R.Q., c. P-30.1, a. 10.	Dans les 6 mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.
Le ministre des Communications.	Rapport annuel de la Société de radio-télévision du Québec.	L.R.Q., c. S-11.1, a. 18.	Dans les 30 jours suivant sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les 15 jours de la reprise des travaux.



9 mars 1988

LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRESCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
La ministre déléguée à la Condition féminine.	Rapport annuel du Conseil du statut de la femme.	L.R.Q., c. C-59, a. 18.	Sans délai.
La ministre déléguée à la Condition féminine.	Rapport annuel de l'Office des services de garde à l'enfance.	L.R.Q., c. S-4.1, a. 65.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les 15 jours de la reprise des travaux.
La ministre déléguée à la Condition féminine.	Toute directive portant sur les objectifs et l'orientation de l'Office des services de garde à l'enfance.	L.R.Q., c. S-4.1, a. 67.	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le Président du Conseil du trésor.	Rapport sur la réalisation des programmes d'accès à l'égalité par les ministères et les organismes gouvernementaux.	L.R.Q., c. F-3.1.1, a. 80.	Une fois l'an.
Le Président du Conseil du trésor.	Rapport contenant l'avis de la Commission de la fonction publique et indiquant les emplois ou les catégories d'emplois soustraits aux dispositions de la Loi sur la fonction publique.	L.R.Q., c. F-3.1.1, a. 84.	Dans les 30 jours de sa réception, si l'Assemblée nationale siège ou, si elle ne siège pas, au président de l'Assemblée nationale.
Le Président du Conseil du trésor.	Rapport sur la mise en oeuvre de la Loi sur la fonction publique.	L.R.Q., c. F-3.1.1, a. 172.	Dans les 15 jours de sa réception, si l'Assemblée nationale siège ou, si elle ne siège pas, auprès du Président de l'Assemblée nationale.
Le Président du Conseil du trésor.	Tout projet de règlement fixant les salaires et échelles de salaire pour l'année en cours.	L.R.Q., c. R-8.2, a. 54.	Au cours de la deuxième ou de la troisième semaine de mars de chaque année si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, le projet doit être publié au cours de ces semaines à la Gazette officielle du Québec.

## LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRÉSCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Éducation.	Rapport annuel du Conseil supérieur de l'éducation, et l'état et les besoins de l'éducation.	L.R.Q., c. C-60, a. 9.	A chaque session.
Le ministre de l'Éducation.	Rapport des activités de la Commission consultative de l'enseignement privé pour l'année scolaire précédente.	L.R.Q., c. E-9, a. 8.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Éducation.	Rapport annuel de son ministère.	L.R.Q., c. M-15, a. 4.	Dans les 15 jours de l'ouverture de chaque session.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Tout arrêté en conseil adopté en vertu de la Loi autorisant la concession de certaines forces hydrauliques à Belleterre Québec Mines Limited.	1947, c. 40, a. 1.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 premiers jours de la session suivante.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Les arrêtés en conseil adoptés en vertu de l'article 4 de la Loi pour assurer la stabilité et l'essor industriels de la ville et de la région de Matane.	1959-60, c. 23, a. 4.	Dans les 15 premiers jours de la session suivante.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Rapport annuel de la Société de développement de la Baie James.	L.R.Q., c. D-8, a. 33.	Sans délai
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Tout décret du gouvernement pris en vertu de l'article 6 ou de l'article 6.1 de la Loi sur l'exportation de l'électricité.	L.R.Q., c. E-23, a. 6.2.	Dans les 15 jours de sa prise, si l'Assemblée nationale est en session, ou si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Rapport sur l'état des forêts au Québec.	L.R.Q., c. F-4.1, a. 212.	A compter de 1990 et à tous les 5 ans par la suite.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Rapport annuel détaillé des biens et des opérations d'Hydro-Québec.	L.R.Q., c. H-5, a. 20.	A chaque session.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Rapport annuel de son ministère.	L.R.Q., c. M-15.1, a. 11.	Dans les 6 mois qui suivent la fin de chaque exercice, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

## LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRESCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Rapport des demandes faites à la Régie de l'électricité et du gaz, des ordonnances qu'elle a rendues depuis son entrée en fonction ou, selon le cas, depuis son rapport précédent, et des enquêtes faites pendant la même période.	L.R.Q., c. R-6, a. 46.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 3 premières semaines de la session suivante.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Décret autorisant le ministre des Finances à payer à la Société québécoise d'initiatives pétrolières une somme prévue à l'article 9.2 de la Loi sur la Société québécoise d'initiatives pétrolières.	L.R.Q., c. S-22, a. 9.2.	A chaque session.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Rapport annuel de la Société québécoise d'initiatives pétrolières.	L.R.Q., c. S-22, a. 20.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou, dans les 30 jours de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Toute directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et orientations de la Société québécoise d'initiatives pétrolières.	L.R.Q., c. S-22, a. 23.	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Arrêtés en conseil autorisant le ministre de l'Énergie et des Ressources à accorder une réduction de droits de coupe aux concessionnaires forestiers.	L.R.Q., c. T-9, a. 6.	Dans les 10 premiers jours de la session.
Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.	Rapport, avis et recommandations du Comité d'accréditation des associations étudiantes.	L.R.Q., c. A-3.02, a. 63.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.	Rapport annuel de l'Office des professions du Québec.	L.R.Q., c. C-26, a. 16.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.

9 mars 1988

LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRESCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.	Rapport annuel du Conseil inter-professionnel du Québec.	L.R.Q., c. C-26, a. 22.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.	Rapport annuel de tout Bureau institué au sein d'une corporation professionnelle et l'état financier de la corporation.	L.R.Q., c. C-26, a. 104.	Dans les 30 jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 10 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.	Rapport annuel du Conseil des collèges, et sur l'état et les besoins de l'enseignement collégial.	L.R.Q., c. C-57.1, a. 24.	Dans les 30 jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les 15 jours de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.	Rapport annuel du Conseil des universités.	L.R.Q., c. C-58, a. 17.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.	Rapport annuel du Conseil de la Science et de la Technologie.	L.R.Q., c. D-9.1, a. 34.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session, ou si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.	Plan triennal des activités du Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche.	L.R.Q., c. D-9.1, a. 83.	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

9 mars 1988

# LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRESCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.	Rapport annuel du Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche.	L.R.Q., c. D-9.1, a. 96.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.	Tout plan quinquennal d'investissements universitaires.	L.R.Q., c. I-17, a. 4.	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.	Rapport des activités de son ministère pour chaque exercice financier.	L.R.Q., c.M-15.1.1, a. 13.	Dans les 6 mois de la fin de cet exercice si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.	Rapport annuel et les états financiers de la Société de la Maison des sciences et des techniques.	L.R.Q., c. S-11.02, a. 28.	Dans les 30 jours de leur réception si elle est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.	Rapport annuel des activités de l'Université du Québec, y compris celles des universités constituantes, instituts de recherche et écoles supérieures.	L.R.Q., c. U-1, a. 25.	Sans délai.
Le ministre de l'Environnement.	Rapport annuel de son ministère.	L.R.Q., c. M-15.2, a. 9.	Dans les 6 mois qui suivent la fin de chaque exercice, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

9 mars 1988

LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRESCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Environnement.	Rapport annuel du Conseil consultatif de l'environnement.	L.R.Q., c. Q-2, a. 19.	Sans délai.
Le ministre de l'Environnement.	Rapport annuel du Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James.	L.R.Q., c. Q-2, a. 147.	Sans délai.
Le ministre de l'Environnement.	Rapport annuel du Comité consultatif de l'environnement Kativik.	L.R.Q., c. Q-2, a. 176.	Sans délai.
Le ministre de l'Environnement.	Rapport annuel de la Société québécoise d'assainissement des eaux.	L.R.Q., c. S-18.21, a. 38.	Dans les 30 jours suivant la réception, si l'Assemblée est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les 15 jours de la reprise des travaux.
Le ministre des Finances.	Rapport annuel de son ministère.	L.R.Q., c. A-6, a. 11.1.	Dans les 6 mois qui suivent la fin de chaque exercice, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Finances.	Etat de tous les rapports et mandats spéciaux et de toute dépense encourue en conséquence.	L.R.Q., c. A-6, a. 42.	Pas plus tard que le troisième jour au cours duquel l'Assemblée nationale siège après la signature des mandats.
Le ministre des Finances.	Etat des rapports du contrôleur des finances des décisions du Conseil du trésor, et de toute dépense encourue en conséquence d'un mandat de paiement émis malgré le refus du contrôleur des finances.	L.R.Q., c. A-6, a. 55.	Au plus tard le troisième jour au cours duquel l'Assemblée nationale siège après la signature du mandat émis sur l'ordre du Conseil du trésor.
Le ministre des Finances.	Etat des comptes publics pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. A-6, a. 72.	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de l'exercice financier ou, si l'Assemblée nationale ne siège pas, au plus tard le quinzième jour au cours duquel elle siège par la suite.

9 mars 1988

LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRESCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Finances.	Règlements de la Caisse de dépôt et placement du Québec.	L.R.Q., c. C-2, a. 13.	Dans les 15 jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des Finances.	Rapport annuel de la Caisse de dépôt et placement du Québec.	L.R.Q., c. C-2, a. 44.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des Finances.	Etat détaillé de tous les cautionnements fournis sous l'autorité de la Loi sur les employés publics, et des changements qui peuvent y avoir été faits depuis l'époque à laquelle le dernier état a été soumis à la Législature.	L.R.Q., c. E-6, a. 42.	Dans les 15 jours de l'ouverture de chaque session.
Le ministre des Finances.	Etats financiers et rapport annuel de la Société des loteries et courses du Québec.	L.R.Q., c. S-13.1, a. 25.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation.	Rapport annuel de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec.	L.R.Q., c. A-26, a. 20.	Dès que le ministre a reçu le rapport du vérificateur général visé à l'article 21 ou au plus tard le trente avril de la même année, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation.	Rapport de l'inspecteur général des institutions financières sur l'état des affaires de tous les assureurs exerçant au Québec, pour l'année ayant pris fin le 31 décembre précédent.	L.R.Q., c. A-32, a. 324.	Au plus tard le 30 juin suivant la fin de chaque année ou, si l'Assemblée nationale ne siège pas, dans les 15 premiers jours de la session suivante.

9 mars 1988

LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRESCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation.	Rapport du ministre sur l'application de la Loi sur les assurances.	L.R.Q., c. A-32, A. 425.1.	A tous les cinq ans.
Le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation.	Rapport annuel du capital, du trafic et des frais d'exploitation de toute compagnie de chemin de fer constituée en corporation dans le but de construire, entretenir ou exploiter un chemin de fer au Québec.	L.R.Q., c. C-14, a. 170.	Dans les 21 premiers jours de chaque session.
Le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation.	Etat indiquant les permis accordés à des compagnies étrangères au cours de l'exercice financier précédent, le fonds social autorisé des corporations étrangères munies de permis et les honoraires payés pour chaque permis.	L.R.Q., c. C-46, a. 13.	A chaque session.
Le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation.	Rapport annuel de l'inspecteur général.	L.R.Q., c. I-11.1, a. 21.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation.	Rapport annuel de la Commission des valeurs mobilières que Québec.	L.R.Q., c. V-1.1, a. 302.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation.	Rapport quinquennal sur la mise en oeuvre de la Loi sur les valeurs mobilières.	L.R.Q., c. V-1.1, a. 352.	Dans les 15 jours de sa réception, si l'Assemblée nationale siège ou, si elle ne siège pas, auprès de son président.
Le ministre délégué aux Forêts.	Rapport annuel de l'Office du crédit agricole du Québec concernant l'administration de la Loi sur le crédit forestier.	L.R.Q., c. C-78, a. 51.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.



## LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRESCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre délégué aux Forêts.	Rapport annuel de l'Office du crédit agricole du Québec sur l'administration de la Loi favorisant le crédit forestier par les institutions privées.	L.R.Q., c. C-78.1, a. 69.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre délégué aux Forêts.	Tout décret du gouvernement portant sur un paiement visé aux articles 7 et 7.1 de la Loi sur la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec.	L.R.Q., c. S-12, a. 9.	Dans les 15 jours de sa prise, devant l'Assemblée nationale si elle siège ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre délégué aux Forêts.	Toute directive portant sur les objectifs et l'orientation de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec.	L.R.Q., c. S-12, a. 19.1.	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les 15 jours de la reprise des travaux.
Le ministre délégué aux Forêts.	Rapport annuel de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec.	L.R.Q., c. S-12, a. 25.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre délégué aux Forêts.	Les arrêtés en conseil adoptés en vertu des articles 92 et 93 de la Loi sur les terres et forêts.	L.R.Q., c. T-9, a. 94.	Dans les 15 premiers jours de la session suivante.
Le ministre délégué aux Forêts.	Les arrêtés en conseil adoptés en vertu de l'article 106 de la Loi sur les terres et forêts.	L.R.Q., c. T-9, a. 106.	Dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivant la fin de l'année financière du gouvernement.
Le ministre délégué aux Forêts.	Décret du gouvernement autorisant l'expédition, hors du Québec, de bois non entièrement ouvré provenant du domaine public du Québec.	L.R.Q., c. U-2, a. 3.	Dans les 15 jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante.

9 mars 1988

LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRESCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Toute directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation du Centre de recherche industrielle du Québec.	L.R.Q., c. C-8, a. 26.1.	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Rapport annuel des activités de Sidbec.	L.R.Q., c. E-1b, a. 15.	A chaque session.
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Tout mandat spécifique confié à l'Institut national de productivité par le ministre.	L.R.Q., c. I-13.1, a. 25.	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les 15 jours de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Rapport annuel de l'Institut national de productivité.	L.R.Q., c. I-13.1, a. 28.	Dans les 30 jours suivant sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Rapport annuel de son ministère.	L.R.Q., c. M-17, a. 11.	Dans les 6 mois qui suivent la fin de chaque exercice, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

9 mars 1988

LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRESCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Toute directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société de développement des coopératives.	L.R.Q., c. S-10.001, a. 22.	Dans les 15 jours de son approbation, devant l'Assemblée nationale si elle siège ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Rapport annuel de la Société de développement des coopératives.	L.R.Q., c. S-10.001, a. 34.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Toute directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la société de développement industriel du Québec.	L.R.Q., c. S-11.01, a. 32.1.	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Rapport annuel de la Société de développement industriel du Québec.	L.R.Q., c. S-11.01, a. 34.	Dans les 30 jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les 15 jours de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Toute directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société des alcools du Québec.	L.R.Q., c. S-13, a. 20.2.	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

9 mars 1988

LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRESCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Rapport annuel de la Société des alcools du Québec.	L.R.Q., c. S-13, a. 59.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Rapport annuel de la Société du parc industriel du centre du Québec.	L.R.Q., c. S-15, a. 17.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Rapport annuel de la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel.	L.R.Q., c. S-16, a. 27.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Toute directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société générale de financement du Québec ainsi que les documents pertinents.	L.R.Q., c. S-17, a. 15.	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Rapport annuel de la Société générale de financement du Québec.	L.R.Q., c. S-17, a. 17.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Rapport annuel de la Société Inter-Port de Québec.	L.R.Q., c. S-18, a. 16.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.

9 mars 1988

LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRESCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de la Justice.	Tout décret autorisant l'établissement d'un fichier confidentiel, ou décret qui le modifie ou l'abroge, ainsi que l'avis de la Commission d'accès à l'information.	L.R.Q., c. A-2.1, a. 82.	Dans les 15 jours qui suivent la prise du décret si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre de la Justice.	Rapport annuel de la Commission d'appel en matière de lésions professionnelles.	L.R.Q., c. A-3.001, a. 396.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session, ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre de la Justice.	Rapport annuel de la Commission des services juridiques.	L.R.Q., c. A-14, a. 93.	Dans les 6 mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.
Le ministre de la Justice.	Rapport annuel de la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec concernant la Loi visant à favoriser le civisme.	L.R.Q., c. C-20, a. 25.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de la Justice.	Rapport des activités et états financiers du Fonds d'indemnisation du courtage immobilier pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. C-73, a. 9.32.	Dans les 30 jours de leur réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre de la Justice.	Rapport annuel de l'administration du curateur public.	L.R.Q., c. C-80, a. 40.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 10 jours de l'ouverture de la session suivante.

## LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRÉSCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de la Justice.	Liste des commissions délivrées pendant l'année aux employés publics.	L.R.Q., c. E-6, a. 6.	Dans les 15 premiers jours de la session.
Le ministre de la Justice.	Rapport annuel de la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec, concernant la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels.	L.R.Q., c. I-6, a. 23.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de la Justice.	Rapport annuel de son ministère.	L.R.Q., c. M-19, a. 16.1.	Dans les 6 mois qui suivent la fin de chaque exercice, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de la Justice.	Rapport annuel du Comité de la protection de la jeunesse.	L.R.Q., c. P-34.1, a. 30.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de la Justice.	Rapport annuel de l'Office de la protection du consommateur.	L.R.Q., c. P-40.1, a. 303.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de la Justice.	Rapport annuel du Fonds d'aide aux recours collectifs.	L.R.Q., c. R-2.1, a. 17.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de la Justice.	Rapport annuel de la Société québécoise d'information juridique.	L.R.Q., c. S-20, a. 16.	Sans délai.

## LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRESCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de la Justice.	Toute liste des lois transmise par la Commission de refonte des lois et des règlements dès qu'elle a terminé ses travaux de substitution et, si elle a procédé à une nouvelle refonte, celle des règlements qui ont été l'objet d'une substitution d'unités de mesure, avec l'énumération des articles visés par une telle substitution.	1984, c. 47, a. 224.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.	Rapport annuel et états financiers de la Fondation pour la conservation et la mise en valeur de la faune et de son habitat.	L.R.Q., c. C-61.1, a. 160.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.	Rapport annuel de son activité et de celle des organismes sous sa juridiction.	L.R.Q., c. M-30.1, a. 4.	Dans les 15 premiers jours de chaque session.
Le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.	Rapport de l'Administration régionale Kativik.	L.R.Q., c. P-30.2, a. 15.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou, selon le cas, dans les 15 jours de la reprise des travaux.
Le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.	Rapport des activités de la Régie sur la sécurité dans les sports ainsi que les rapports du vérificateur général, pour l'année civile précédente.	L.R.Q., c. S-3.1, a. 17.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les 15 jours de la reprise des travaux.
Le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.	Décret portant sur tout mandat connexe aux objets de la Société des établissements de plein air du Québec dont les frais sont supportés, en tout ou en partie, par le gouvernement.	L.R.Q., c. S-13.01, a. 19.	Dans les 15 jours de la prise, si l'Assemblée nationale siège ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

9 mars 1988

LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRESCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.	Toute directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société des établissements de plein air du Québec.	L.R.Q., c. S-13.01, a. 30.	Dans les 15 jours de son approbation, si l'Assemblée nationale siège ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.	Rapport annuel et les états financiers de la Société des établissements de plein air du Québec.	L.R.Q., c. S-13.01, a. 34.	Dans les 15 jours de leur réception, si l'Assemblée nationale siège ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu.	Rapport annuel de la Régie des rentes du Québec en vertu de la Loi sur les allocations familiales du Québec.	L.R.Q., c. A-17, a. 30.	Sans délai, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu.	Rapport annuel de la Commission des affaires sociales.	L.R.Q., c. C-34, a. 44.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu.	Rapport annuel de son ministère.	L.R.Q., c. M-19.1, a. 5.	Dans les 6 mois qui suivent la fin de chaque exercice financier ou, si l'Assemblée nationale n'est pas en session, au plus tard le quinzième jour au cours duquel elle siège après l'expiration de ce délai.
Le ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu.	Rapport annuel de la Commission des normes du travail.	L.R.Q., c. N-1.1, a. 27.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.



9 mars 1988

**LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRESCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE**

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu.	Rapport annuel de la Régie des rentes du Québec.	L.R.Q., c. R-9, a. 37.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 premiers jours de la session suivante.
Le ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu.	Rapport quinquennal de l'analyse actuarielle sur l'application de la loi sur le régime de rentes du Québec et de l'état du compte de la Régie des rentes du Québec.	L.R.Q., c. R-9, a. 218.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 5 premiers jours de la session suivante.
Le ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu.	Rapport de tout projet de loi modifiant la Loi sur le Régime de rentes du Québec.	L.R.Q., c. R-9, a. 218.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 5 premiers jours de la session suivante.
Le ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu.	Rapport annuel de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris.	L.R.Q., c. S-3.2, a. 43.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu.	Deux rapports triennaux sur les effets de la Loi sur l'abolition de la retraite obligatoire et modifiant certaines dispositions législatives.	1982, c. 12, a. 22.	Le premier rapport au plus tard le 1er octobre 1985 et le deuxième au plus tard le 1er octobre 1988 ou, si l'Assemblée nationale ne siège pas, après de son président.
Le ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones.	Tout arrêté du gouvernement approuvant un paiement visé à l'article 13 de la Loi constituant la Société nationale de l'amiante.	L.R.Q., c. S-18.2, a. 14.	Sans délai si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

9 mars 1988

LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRESCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones.	Tout arrêté du gouvernement autorisant l'acquisition d'une entreprise ou d'actions formant le fonds social d'une entreprise visée au paragraphe b du premier alinéa de l'article 16 de la Loi constituant la Société nationale de l'amiante.	L.R.Q., c. S-18-2, a. 16.	Sans délai si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones.	Toute directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société nationale de l'amiante.	L.R.Q., c. S-18-2, a. 18.	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les 15 jours de la reprise des travaux.
Le ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones.	Rapport annuel de la Société nationale de l'amiante.	L.R.Q., c. S-18-2, a. 57.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones.	Tout décret du gouvernement approuvant un paiement visé aux articles 10, 11 ou 11.1 de la Loi sur la Société québécoise d'exploration minière.	L.R.Q., c. S-19, a. 13.	A chaque session.
Le ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones.	Toute directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société québécoise d'exploration minière.	L.R.Q., c. S-19, a. 23.	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones.	Rapport annuel de la Société québécoise d'exploration minière.	L.R.Q., c. S-19, a. 25.	A chaque session.

9 mars 1988

LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRESCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre délégué aux Petites et Moyennes entreprises.	Rapport annuel du secrétaire général de l'Office franco-québécois pour la jeunesse.	L.R.Q., c. O-5, a. 6.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Relations internationales.	Rapport annuel de ses activités.	L.R.Q., c. M-25.1, a. 9.	Dans les 15 premiers jours de chaque session.
Le ministre du Revenu.	Rapport annuel de la Régie des loteries et courses du Québec.	L.R.Q., c. L-6, a. 18.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre du Revenu.	Rapport annuel de son ministère.	L.R.Q., c. M-31, a. 9.1.	Dans les 6 mois qui suivent la fin de chaque exercice, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre du Revenu.	Etat annuel des remises faites par le gouvernement de tout droit payable à la Couronne ainsi que de toute confiscation ou pénalité pécuniaire imposée dont l'imposition a été autorisée pour contravention aux lois fiscales ou aux dispositions régissant l'administration de quelque ouvrage public produisant un péage ou un revenu.	L.R.Q., c. M-31, a. 94.	Dans les 15 premiers jours de la session suivante.
Le ministre de la Santé et des Services sociaux.	Plan triennal des activités du Fonds de la recherche en santé du Québec.	L.R.Q., c. D-9.1, a. 83.	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

9 mars 1988

LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRÉSCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Epoque où la présentation doit être faite
Le ministre de la Santé et des Services sociaux.	Rapport annuel des activités du Fonds de la recherche en santé du Québec.	L.R.Q., c. D-9.1, a. 96.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre de la Santé et des Services sociaux.	Toute directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de l'Office des personnes handicapées du Québec.	L.R.Q., c. E-20.1, a. 24.	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de la Santé et des Services sociaux.	Rapport annuel de son ministère.	L.R.Q., c. M-19.2, a. 12.	Dans les 6 mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.
Le ministre de la Santé et des Services sociaux.	Tout arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 17 de la Loi sur la protection de la santé publique.	L.R.Q., c. P-35, a. 22.	Au plus tard le troisième jour au cours duquel siège l'Assemblée nationale après l'adoption de l'arrêté.
Le ministre de la Santé et des Services sociaux.	Rapport annuel de la Régie de l'assurance-maladie du Québec.	L.R.Q., c. R-5, a. 25.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de la Santé et des Services sociaux.	Toute directive portant sur les objectifs et l'orientation de la Régie de l'assurance-maladie du Québec.	L.R.Q., c. R-5, a. 32.	Dans les 5 jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 5 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de la Santé et des Services sociaux.	Rapport annuel de tout conseil régional de la santé et des services sociaux.	L.R.Q., c. S-5, a. 41.	Dans les 30 jours si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 10 jours de l'ouverture de la session suivante.

9 mars 1988

LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRESCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de la Santé et des Services sociaux.	Tout décret approuvant et mettant en vigueur toute entente complémentaire destinée à modifier l'Entente concernant la construction et l'exploitation d'un centre hospitalier sur le territoire de Kahnawake.	1984, c. 13, a. 3.	Dans les 15 jours qui suivent la date où il a été pris si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre de la Santé et des Services sociaux.	Rapport annuel des activités du Conseil des affaires sociales et de la famille.	L.R.Q., c. C-57, a. 17.	Sans délai.
Le ministre de la Santé et des Services sociaux.	Rapport annuel de l'Office des personnes handicapées du Québec.	L.R.Q., c. E-20.1, a. 23.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le Solliciteur général.	Rapport annuel de la Commission québécoise des libérations conditionnelles.	L.R.Q., c. L-1.1, a. 47.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le Solliciteur général.	Rapport des activités de son ministère pour chaque exercice financier.	L.R.Q., c. M-31.01, a. 10.	Dans les 6 mois de la fin de cet exercice si l'Assemblée est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le Solliciteur général.	Rapport annuel de la Régie des permis d'alcool du Québec.	L.R.Q., c. P-9.1, a. 21.	Dans les 30 jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

9 mars 1988

**LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRESCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE**

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le Solliciteur général.	Rapport annuel des activités de la Commission de police du Québec.	L.R.Q., c. P-13, a. 37.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le Solliciteur général.	Tout arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 95 de la Loi de police.	L.R.Q., c. P-13, a. 97.	Au plus tard le troisième jour au cours duquel siège l'Assemblée nationale, après son adoption.
Le Solliciteur général.	Rapport annuel des activités des coroners pour l'année civile précédente.	L.R.Q., c. R-0.2, a. 29.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre du Tourisme.	Rapport annuel de son ministère.	L.R.Q., c. M-31.1, a. 10.	Dans les 6 mois de la fin de chaque exercice financier si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre du Tourisme.	Rapport annuel de la Société du Palais des congrès de Montréal.	L.R.Q., c. S-14.1, a. 27.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les 30 jours de la reprise des travaux.
Le ministre des Transports.	Rapport annuel de l'Office des autoroutes du Québec.	L.R.Q., c. A-34, a. 24.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou, selon le cas, de la reprise des travaux.

9 mars 1988

LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRESCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Transports.	Rapport contenant un compte rendu détaillé des deniers reçus et dépensés par la compagnie de chemin de fer ainsi qu'un état classifié des voyageurs et effets transportés par elle et une copie certifiée du dernier rapport annuel.	L.R.Q., c. C-14, a. 164.	Dans les premiers jours de la session suivante.
Le ministre des Transports.	Règlement adopté en vertu de l'article 188 de la Loi sur les chemins de fer.	L.R.Q., c. C-14, a. 189.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 7 premiers jours de la session suivante.
Le ministre des Transports.	Rapport annuel de son ministère.	L.R.Q., c. M-28, a. 12.	Dans les 6 mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.
Le ministre des Transports.	Rapport annuel de l'Office de planification et de développement du Québec.	L.R.Q., c. O-3, a. 14.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des Transports.	Rapport annuel de la Régie de l'assurance automobile du Québec.	L.R.Q., c. R-4, a. 19.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Transports.	Rapport annuel de la Société des traversiers du Québec.	L.R.Q., c. S-14, a. 19.	Dans les 30 jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 10 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des Transports.	Rapport annuel de la Société québécoise des transports.	L.R.Q., c. S-22-1, a. 30.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou, suivant le cas, dans les 15 jours de la reprise de ses travaux.

9 mars 1988

LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRESCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Transports.	Toute directive portant sur les objectifs et l'orientation de la Société québécoise des transports.	L.R.Q., c. S-22.1, a. 31.	Sans délai, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou, suivant le cas, dans les 15 jours de la reprise des travaux.
Le ministre des Transports.	Rapport annuel du Conseil de la recherche et du développement en transports.	L.R.Q., c. T-12, a. 12.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Transports.	Rapport annuel de la Commission des transports du Québec.	L.R.Q., c. T-12, a. 29.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 10 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des Transports.	Rapport annuel sur tous les travaux sous son contrôle indiquant l'état de chaque ouvrage, le montant des recettes et des dépenses sur chacun, et contenant toutes autres informations nécessaires.	L.R.Q., c. T-15, a. 7.	Dans les 10 premiers jours de chaque session.
Le ministre des Transports.	Les arrêtés en conseil, ou un résumé de ceux-ci, établis sous le régime de la section II de la Loi sur les travaux publics.	L.R.Q., c. T-15, a. 55.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 premiers jours de la session suivante.
Le ministre des Transports.	Arrêtés ministériels adoptés en vertu de l'article 65 de la Loi sur la voirie.	L.R.Q., c. V-8, a. 66.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 premiers jours de la session suivant leur adoption.



9 mars 1988

LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRESCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Transports.	Rapport sur l'examen de l'application de la Loi sur le camionnage et de son effet, notamment en matière de sécurité, pour la période entre la fin de la troisième année et celle de la quatrième année de l'entrée en vigueur de cette loi.	1987, c. 97, a.126.	Dans les 6 mois de ce délai.
Le ministre des Transports.	Rapport de la Commission des transports du Québec relatif à l'application de la Loi sur le camionnage, pour chacune des années 1988, 1989 et 1990.	1987, c.97, a.127.	Dans les 15 jours suivant les 4 mois qui suivent la fin de l'année.
Le ministre du Travail.	Rapport du conseil d'administration sur la gestion et la direction du syndicat mis en tutelle.	1975, c. 57, a. 11.	Dans les 15 jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre du Travail.	Rapport des activités et états financiers de la Commission du bâtiment du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c.B-1.1, a. 147.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre du Travail.	Rapport annuel du Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre et des études qu'il a effectuées ou a fait effectuer.	L.R.Q., c. C-55, a. 15.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou, selon le cas, dans les 15 jours de la reprise de ses travaux.
Le ministre du Travail.	Rapport d'activités de la Corporation des maîtres électriciens du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. M-3, a. 20.11.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

9 mars 1988

LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRESCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre du Travail.	Rapport d'activités de la Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. M-4, a. 19.11.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre du Travail.	Rapport annuel de son ministère.	L.R.Q., c. M-32.1, a. 12.	Dans les 6 mois qui suivent la fin de chaque exercice si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre du Travail.	Rapport des activités de la Régie des entreprises de construction du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. Q-1, a. 24.	Dans les 30 jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre du Travail.	Rapport annuel de l'Institut de recherche et d'information sur la rémunération.	L.R.Q., c. R-8.2, a. 23.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre du Travail.	Rapport annuel de l'Office de la construction du Québec.	L.R.Q., c. R-20, a. 9.	Dans les 30 jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre du Travail.	Rapport annuel de la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec.	L.R.Q., c. S-2.1, s. 163.	Sans délai, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

9 mars 1988

LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRESCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre du Travail.	Tout règlement et entente étendant les bénéfices à toute personne visée par l'article 170 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail.	L.R.Q., c. S-2.1, a. 170.	Sans délai, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le Président de l'Assemblée nationale.	Règles et règlements adoptés par le Bureau de l'Assemblée nationale.	L.R.Q., c. A-23.1, a. 109.	Dans les 15 jours de leur adoption si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le Président de l'Assemblée nationale.	Rapport des activités et des recommandations de la Commission des droits de la personne, pour l'année civile précédente.	L.R.Q., c. C-12, a. 68.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le Président de l'Assemblée nationale.	Rapport annuel et recommandations du Protecteur du citoyen.	L.R.Q., c. F-32, a. 29, édicté par 1987, c. 46, a. 8.	Dans les 3 jours de sa réception, si elle est en session, ou, sinon, dans les 3 jours de la reprise de ses travaux.
Le Président de l'Assemblée nationale.	Rapport de la Commission de la représentation dans lequel elle propose une délimitation des circonscriptions électorales du Québec à la suite d'une élection générale.	L.R.Q., c. R-24.1, a. 25.3, édicté par 1987, c. 28, a. 9.	Dans les 15 jours de sa réception si elle siège ou, si elle ne siège pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le Président de l'Assemblée nationale.	Rapport annuel et les états financiers de la Commission de la représentation.	L.R.Q., c. R-24.1, a. 39.4, édicté par 1987, c. 28, a. 19.	Dans les 15 jours de leur réception si elle siège ou, si elle ne siège pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

9 mars 1988

LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRESCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le Président de l'Assemblée nationale.	Avis écrit de démission du vérificateur général.	L.R.Q., c. V-5.01, a. 12.	Dans les 3 jours de la réception de cet avis ou, si l'Assemblée nationale ne siège pas, dans les 3 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le Président de l'Assemblée nationale.	Rapport annuel du vérificateur général.	L.R.Q., c. V-5.01, a. 44.	Dans les 3 jours de sa réception si l'Assemblée nationale ne siège pas ou, dans les 3 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le Président de l'Assemblée nationale.	Rapport spécial du vérificateur général sur toute affaire d'une importance ou d'une urgence telle qu'elle ne saurait, à son avis, attendre la présentation de son rapport annuel.	L.R.Q., c. V-5.01, a. 45.	Dans les 3 jours de sa réception si l'Assemblée nationale ne siège pas ou, dans les 3 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le Président de l'Assemblée nationale.	Copie de toute entente conclue en vertu des articles 58 et 59 de la Loi sur le vérificateur général.	L.R.Q., c. V-5.01, a. 60.	Dans les 3 jours de sa réception si l'Assemblée nationale ne siège pas ou, dans les 3 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le Président de l'Assemblée nationale.	Tout règlement soumis à l'approbation du Bureau de l'Assemblée nationale par le vérificateur général.	L.R.Q., c. V-5.01, a. 61.	Dans les 3 jours de son approbation ou, si l'Assemblée nationale ne siège pas, ou dans les 3 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le Président de l'Assemblée nationale.	Rapport du vérificateur général lorsqu'il estime ses prévisions budgétaires annuelles insuffisantes après modifications par le Bureau de l'Assemblée nationale.	L.R.Q., c. V-5.01, a. 65.	Dans les 3 jours de sa réception ou, si l'Assemblée nationale ne siège pas, dans les 3 jours de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

9 mars 1988

---

LISTE DES DOCUMENTS DONT LA LOI PRESCRIT LE DÉPÔT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

---

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le Président de l'Assemblée nationale.	Tout règlement du Bureau de l'Assemblée nationale autorisant le vérificateur général à déroger à une disposition d'un règlement, d'une politique, d'une directive ou d'une décision du gouvernement.	L.R.Q., C. V-5.01, a. 69.	Dans les 3 jours de son adoption ou, si l'Assemblée nationale ne siège pas, dans les 3 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le Président de l'Assemblée nationale.	Rapport du vérificateur nommé par le Bureau de l'Assemblée nationale afin de vérifier les livres et comptes relatifs au vérificateur général.	L.R.Q., c. V-5.01, a. 70.	Dans les 3 jours de sa réception ou, si l'Assemblée nationale ne siège pas, dans les 3 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le Président de l'Assemblée nationale.	Rapport annuel des activités respectives du directeur général des élections et de la Commission de la représentation prévues par la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.	1987, c.57, a. 886.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

Déposé conformément à l'article 58 du Règlement de l'Assemblée nationale

Le Président

PIERRE LORRAIN



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Dépôts de documents

Par Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles:

Rapport annuel de la Société du Grand Théâtre de Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 11 de la session)

Rapport annuel de l'Institut québécois de recherche sur la culture, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 12 de la session)

---

M. Levesque, ministre des Finances, transmet le message suivant de l'honorable Lieutenant-gouverneur à M. le Président qui en fait lecture à l'Assemblée:

### CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

L'honorable Lieutenant-gouverneur du Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits supplémentaires (n° 2) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1988, conformément aux dispositions de l'article 54 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

Québec, le 10 mars 1988

J. Gilles Lamontagne

(Document n° 13 de la session)

M. Levesque, ministre des Finances, dépose les crédits supplémentaires (n° 2) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1988.

(Document n° 14 de la session)

Sur motion de M. Gratton, leader du gouvernement, ces crédits sont renvoyés en commission plénière.

---

Par M. Ryan, ministre de l'Éducation:

Rapport intitulé: *L'Éducation populaire autonome au Québec*, préparé par le Comité national de révision du programme d'aide aux organismes volontaires d'éducation populaire (OVEP).

(Document n° 15 de la session)

Par M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources:

Plan de développement d'Hydro-Québec 1988-1990.

(Document n° 16 de la session)

Du consentement de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission de l'économie et du travail se réunisse les 15 et 16 mars 1988, à la salle Louis-Joseph-Papineau, afin de procéder à l'étude de la proposition tarifaire d'Hydro-Québec pour l'année 1988;

QU'aux fins de l'exécution de ce mandat, la commission entende la direction d'Hydro-Québec; et

QUE le ministre de l'Énergie et des Ressources soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

La motion est adoptée.

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période des questions orales des députés.

### Avis touchant les travaux des commissions



Par M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement:

- La Commission des affaires sociales se réunira afin de poursuivre la consultation générale sur le document intitulé: *Pour une politique de sécurité du revenu*.
- La Commission de l'économie et du travail se réunira afin d'examiner la proposition tarifaire d'Hydro-Québec pour l'année 1988.

Par M. le Vice-président:

- La Commission de la culture se réunira afin d'entendre la Commission d'accès à l'information dans le cadre de la consultation générale relativement au rapport sur la mise en oeuvre de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

### **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

Par M. le Vice-président:

Le vendredi 18 mars 1988, M. Desbiens (Dubuc) s'adressera à M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, dans le cadre de l'interpellation qui portera sur "l'intégrité du territoire faunique".

### **AFFAIRES DU JOUR**

#### **Débat sur le discours d'ouverture de la session**

L'Assemblée reprend le débat sur le discours d'ouverture et sur la motion de censure suivante proposée par M. Chevrete, chef de l'Opposition officielle:

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir d'une part, livré un message inaugural dénué de toutes mesures concrètes et substantielles aptes à solutionner les véritables problèmes qui affectent la population québécoise, notamment en matière de langue, de services de santé et de services sociaux, et d'autre part, pour avoir présenté une politique économique qui se limite à une complaisance inefficace avec le gouvernement fédéral et à la récupération électorale du plan de développement d'Hydro-Québec.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, Mme Vermette (Marie-Victorin) présente la motion de censure suivante:

QUE cette Assemblée blâme le gouvernement libéral de ne présenter aucune mesure concrète pour solutionner les problèmes des femmes, reniant ainsi ses engagements électoraux trompeurs.

Le débat se poursuit.

---

À 17 h 50, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

#### Vingt heures

Le débat se poursuit sur le discours d'ouverture et sur les motions de censure présentées par M. Chevrette, chef de l'Opposition officielle, et Mme Vermette (Marie-Victorin).

Sur motion de M. Gendron, leader de l'Opposition, le débat est ajourné.

---

Mme la Vice-présidente lève la séance à 21 h 54.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mardi 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**

---

---

**Quatorze heures**

**Moment de recueillement**

M. le Vice-président dépose le Message reçu de Sa Majesté la Reine Elizabeth II à l'occasion du Jour du Commonwealth qui est célébré chaque année le deuxième lundi de mars.

(Document n° 17 de la session)

**AFFAIRES COURANTES**

**Dépôt de documents**

Par M. Levesque, ministre des Finances:

Rapport annuel de la Caisse de dépôt et placement du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1987.

(Document n° 18 de la session)

États financiers et statistiques financières de la Caisse de dépôt et placement du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1987.

(Document n° 19 de la session)

Par M. Paradis, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu:

Rapport annuel du Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 20 de la session)

Par M. Séguin, ministre du Revenu:

Rapport annuel du ministère du Revenu, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 21 de la session)

Par M. Gratton, ministre délégué à la Réforme électorale:

Document de réflexion et de consultation sur la révision de la Loi électorale, en date de mars 1988.

(Document n° 22 de la session)

Du consentement de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement et ministre délégué à la Réforme électorale, propose:

QU'un comité de travail de parlementaires soit constitué pour procéder à l'analyse du *Document de réflexion et de consultation sur la révision de la Loi électorale* préparé par le Secrétariat à la Réforme électorale et déposé devant cette Assemblée par le ministre délégué à la Réforme électorale;

QUE le mandat de ce comité soit de préparer le travail de la commission parlementaire qui suivra, notamment en dégageant les points de consensus autour des propositions contenues dans ledit document;

QUE le ministre délégué à la Réforme électorale et leader du gouvernement soit membre dudit comité de travail;

QUE les autres membres du comité soient les suivants:

- |  |                        |
|--|------------------------|
| - La députée de Vachon,  | Mme Christiane Pelchat |
| - Le député de Taschereau,   | M. Jean Leclerc        |
| - Le député de Saguenay,   | M. Ghislain Maltais    |
| - Le leader de l'Opposition officielle<br>et député d'Abitibi-Ouest, | M. François Gendron    |
| - Le député de Shefford,   | M. Roger Paré          |
| - Le député indépendant de Gouin,                                    | M. Jacques Rochefort   |

QUE Me Claude Rioux, de la Direction de la législation à l'Assemblée nationale, agisse à titre de secrétaire du comité; et

QUE ce comité ne constitue pas une commission au sens du Règlement de l'Assemblée et qu'il établisse les règles de sa procédure.

La motion est adoptée.

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période des questions orales des députés.

### Motions sans préavis

M. Dauphin (Marquette) propose:

QUE l'Assemblée nationale offre ses condoléances à la famille et aux proches de Me Marcel Crête, juge en chef de la Cour d'appel, décédé le 11 mars 1988.

Du consentement de l'Assemblée un débat s'ensuit, après quoi la motion est adoptée.

### Avis touchant les travaux des commissions

Par M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement:

- La Commission de l'économie et du travail se réunira afin de poursuivre l'étude de la proposition tarifaire d'Hydro-Québec pour l'année 1988.
- La Commission des affaires sociales se réunira afin de poursuivre la consultation générale sur le document intitulé: *Pour une politique de sécurité du revenu*.

Par M. le Vice-président:

a) Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement:

- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation se réunira afin de vérifier les engagements financiers du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

- La Commission des institutions se réunira afin de tenir une séance de travail.
- b) Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 143 et 145 du Règlement:
  - La Commission des institutions se réunira afin d'entendre la Commission des droits de la personne dans le cadre du mandat d'examen des orientations, des activités et de la gestion de cet organisme.
  - La Commission de l'Assemblée nationale se réunira afin de statuer sur l'application de l'article 127 du Règlement de l'Assemblée nationale.

## **AFFAIRES DU JOUR**

### **Débat sur le discours d'ouverture de la session**

L'Assemblée reprend le débat sur le discours d'ouverture et sur les motions de censure suivantes:

De M. Chevrette, chef de l'Opposition officielle:

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir d'une part, livré un message inaugural dénué de toutes mesures concrètes et substantielles aptes à solutionner les véritables problèmes qui affectent la population québécoise, notamment en matière de langue, de services de santé et de services sociaux, et d'autre part, pour avoir présenté une politique économique qui se limite à une complaisance inefficace avec le gouvernement fédéral et à la récupération électorale du plan de développement d'Hydro-Québec.

Et de Mme Vermette (Marie-Victorin):

QUE cette Assemblée blâme le gouvernement libéral de ne présenter aucune mesure concrète pour solutionner les problèmes des femmes, reniant ainsi ses engagements électoraux trompeurs.

Le débat se poursuit.

---

À 17 h 48, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

**Vingt heures**

Le débat se poursuit sur le discours d'ouverture et sur les motions de censure présentées par M. Chevette, chef de l'Opposition officielle, et Mme Vermette (Marie-Victorin).

À la fin de son intervention, M. Desbiens (Dubuc) propose:

QUE cette Assemblée blâme le gouvernement libéral, et particulièrement le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, de remettre en cause l'accessibilité des territoires fauniques du Québec et de refuser de tenir à ce sujet une véritable consultation démocratique au moyen d'une commission parlementaire.

Le débat se poursuit sur le discours d'ouverture et sur les trois motions de censure.

Sur motion de M. Chagnon (Saint-Louis), le débat est ajourné.

---

M. le Vice-président lève la séance à 22 h 00.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mercredi 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**





---

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES DU JOUR

### Crédits supplémentaires

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 87 du Règlement, M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

QUE l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'effectuer, pendant la durée des affaires du jour de la présente séance, l'étude des crédits supplémentaires n°2 pour l'année 1987-1988; et

QU'il soit procédé, avant la fin de ladite séance, à l'adoption du projet de loi relatif à ces crédits.

La motion est adoptée.

En conséquence, l'Assemblée se constitue en commission plénière pour l'exécution du mandat qui lui est confié.

Les crédits supplémentaires sont étudiés en commission plénière.

Mme la Présidente de la commission plénière rapporte que la commission, n'ayant pas fini de délibérer, poursuivra ses travaux après les affaires courantes de la présente séance.

---

À 13 h 02, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

## AFFAIRES COURANTES

### Dépôt de documents

Par M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Côté, ministre des Transports, responsable du Développement régional:

Rapport annuel de l'Office de planification et de développement du Québec, pour l'exercice terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 23 de la session)

### Dépôt de rapports de commissions

Par M. le Président:

Rapport de la Commission de l'Assemblée nationale qui a siégé le 16 mars 1988 afin d'apporter des modifications aux Règles de procédure de l'Assemblée nationale et de statuer sur l'application de l'article 127 du Règlement.

(Document n° 24 de la session)

M. Saintonge, vice-président de l'Assemblée nationale, propose:

QUE soit adopté le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale;

QUE les modifications qu'il apporte au Règlement de l'Assemblée nationale et aux Règles de fonctionnement soient en vigueur pour deux ans malgré une clôture de la session; et

QUE soient intégralement consignées au *Procès-verbal* de la présente séance les modifications qu'il contient.

La motion est adoptée.

En conséquence, sont apportés pour une durée de deux ans malgré une clôture de la session, les amendements suivants:

Au Règlement de l'Assemblée nationale

- 1) Que l'article 127 du Règlement de l'Assemblée nationale soit modifié en insérant, après le premier alinéa, l'alinéa suivant:

Lorsqu'elle détermine la composition de chaque commission, la commission de l'Assemblée nationale peut fixer le nombre de membres qui, dans chaque groupe parlementaire, exercent un droit de vote. Elle peut également décider que tous les membres des commissions participent aux consentements unanimes et exercent un droit de vote lors de la mise aux voix des motions devant être adoptées à la majorité des membres de chaque groupe parlementaire. Ces décisions sont prises à l'unanimité et n'affectent en rien tout autre droit d'un membre, y compris le droit de parole et le droit de présenter des motions.

- 2) Que l'article 138 du Règlement de l'Assemblée nationale soit remplacé par le suivant:

138. Le président organise, anime les travaux de sa commission et prend part à ses délibérations.

Le président et le vice-président d'une commission exercent un droit de vote.

- 3) Que l'article 156 du Règlement de l'Assemblée nationale soit modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

156. Le quorum d'une commission est du tiers des membres qui exercent un droit de vote. Le quorum d'une sous-commission est constitué de la majorité des membres qui exercent un droit de vote.

Aux Règles de fonctionnement des commissions

Que les Règles de fonctionnement concernant les commissions soient modifiées en ajoutant après l'article 1, l'article suivant:

1.1 Au besoin, le whip de chaque groupe parlementaire ou son représentant identifie, sous réserve de l'article 138, les membres qui exercent un droit de vote.

### Dépôt de pétitions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 62 du Règlement:

Par M. Paré (Shefford):

Trois extraits de pétitions concernant:

- les coûts supplémentaires assumés par les producteurs acéricoles à cause de la pollution;  
(Document n° 25 de la session)
- la hausse des amendes imposées pour fraude dans la présentation des produits de l'érable;  
(Document n° 26 de la session)
- l'utilisation du colorimètre pour déterminer la transuritance du sirop d'érable.  
(Document n° 27 de la session)

Par M. Gendron (Abitibi-Ouest):

Extrait d'une pétition concernant l'entreposage au centre de Senneterre des BPC provenant exclusivement de la région de l'Abitibi.  
(Document n° 28 de la session)

Par M. Bradet (Charlevoix):

Extrait d'une pétition concernant le projet du Massif de Petite-Rivière-Saint-François.  
(Document n° 29 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période des questions orales des députés.

## Motions sans préavis

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

QUE, conformément à l'article 48 du Règlement, les projets de loi suivants soient inscrits au *Feuilleton* au stade où ils se trouvaient lors de la clôture de la 1<sup>re</sup> session de la 33<sup>e</sup> Législature:

- 41 Loi sur le Conseil consultatif sur l'emploi et la sécurité du revenu - M. Paradis, ministre du Travail;
- 49 Loi modifiant la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers - M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;
- 54 Loi sur le registre des associations et entreprises - M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation;
- 64 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal - M. Séguin, ministre du Revenu;
- 94 Loi sur le Conseil de la famille - M. Dutil, ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux;
- 96 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et la Loi sur la Commission municipale concernant la délimitation des districts électoraux municipaux - M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales;
- 101 Loi modifiant de nouveau la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la Loi sur les parcs - M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche;
- 106 Loi sur les élections scolaires - M. Ryan, ministre de l'Éducation;
- 107 Loi sur l'instruction publique - M. Ryan, ministre de l'Éducation;
- 110 Loi sur la Régie des télécommunications - M. French, ministre des Communications.

**16 mars 1988**

---

La motion est adoptée à la majorité des voix.

---

M. Brassard, whip de l'Opposition, propose:

QUE le député de Duplessis, M. Denis Perron, soit nommé membre de la Commission de l'économie et du travail.

La motion est adoptée.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

Par M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement:

- La Commission de l'économie et du travail se réunira afin de compléter l'étude de la proposition tarifaire d'Hydro-Québec pour l'année 1988.
- La Commission des affaires sociales se réunira, de consentement avec l'Opposition, afin de poursuivre sa consultation générale sur le document intitulé: *Pour une politique de sécurité du revenu*.

Par M. le Président:

- La Commission de l'économie et du travail se réunira afin de procéder à l'élection du président et du vice-président en exécution de l'article 134 du Règlement.

#### **AFFAIRES DU JOUR**

##### **Crédits supplémentaires**

L'Assemblée se constitue de nouveau en commission plénière afin de poursuivre l'étude des crédits supplémentaires n°2 pour l'année 1987-1988.

L'étude des crédits supplémentaires étant terminée, M. Saintonge, président de la commission plénière, fait le rapport suivant:

M. le Président,

J'ai l'honneur de rapporter que la commission plénière a adopté, à la majorité des voix, tous les crédits supplémentaires n°2 et que le gouvernement est autorisé à prendre sur le fonds consolidé du revenu une somme maximum de 177 100 000 \$ pour le paiement des crédits supplémentaires de dépenses du Québec présentés à l'Assemblée nationale pour l'année financière 1987-1988, auxquelles il n'a pas été autrement pourvu, soit le montant des crédits à voter pour chacun des différents programmes énumérés à l'annexe du projet de loi qui sera présenté.

Le rapport est adopté.

M. Gobeil, ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du Trésor, au nom de M. Levesque, ministre des Finances, présente le projet de loi 13, Loi n°5 sur les crédits, 1987-1988, et propose:

QUE l'Assemblée en soit saisie;  
QUE le principe de ce projet de loi soit adopté;  
QUE le projet de loi soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 13 est adopté.

---

M. le Président lève la séance à 17 h 55.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**





---

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## **AFFAIRES COURANTES**

### **Présentation de projets de loi**

Les projets de loi suivants sont l'un après l'autre présentés et, sur motion de leur auteur, l'Assemblée accepte d'en être saisie:

- 2 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Affaires culturelles -  
Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles;
- 15 Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de  
la faune concernant les habitats fauniques -M. Picotte, ministre  
du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

### **Dépôt de documents**

Par M. French, ministre des Communications:

Décret 1298-87, en date du 26 août 1987, concernant une entente entre le gouvernement du Québec et la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada sur la communication de renseignements nominatifs.

(Document n° 30 de la session)

Décret 1830-87, en date du 2 décembre 1987, concernant l'échange de certains renseignements entre la Régie de l'assurance automobile du Québec et le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du Revenu.

(Document n° 31 de la session)

### **Dépôt de rapports de commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 47 du Règlement:

Par M. Bélanger (Laval-des-Rapides):

Rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 5, 6, 7, 12, 13, 14 19 et 20 janvier 1988, a étudié le projet de politique de santé mentale pour le Québec tel qu'énoncé dans le rapport du comité présidé par le docteur Gaston Harnois et rendu public le 30 septembre 1987.

(Document n° 32 de la session)

Rapport de la Commission des affaires sociales qui, le 16 février 1988, a procédé à l'élection du vice-président de la Commission.

(Document n° 33 de la session)

Par M. Richard (Nicolet):

Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, le 16 février 1988, a procédé à l'élection du vice-président de la Commission.

(Document n° 34 de la session)

Par M. Després (Limoilou):

Rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 25 février 1988, a étudié le rapport du Vérificateur général du Québec pour l'année financière terminée le 31 mars 1987.

(Document n° 35 de la session)

Rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 25 février et 1<sup>er</sup> mars 1988, a vérifié les engagements financiers du Vérificateur général du Québec (décembre 1985 à juillet 1986) et du ministère du Revenu (août à décembre 1987).

(Document n° 36 de la session)

Rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 1<sup>er</sup> mars 1988, a procédé à l'étude trimestrielle de la politique budgétaire du gouvernement et de l'évolution des finances publiques.

(Document n° 37 de la session)

Par M. Filion (Taillon):

Rapport de la Commission des institutions qui, les 2 et 3 février 1988, a étudié le rapport préliminaire de la Commission de la représentation électorale et, à cette fin, a entendu la Commission de la représentation électorale.

(Document n° 38 de la session)

### Questions et réponse orales

Il est procédé à la période des questions orales des députés.

### Motions sans préavis

M. Boulerice (Saint-Jacques) présente une motion qui ne peut être mise en discussion faute de consentement unanime.

### Avis touchant les travaux des commissions

Par M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement:

- La Commission des affaires sociales se réunira aux fins suivantes:
  - 1) la poursuite de la consultation générale sur le document intitulé:  
*Pour une politique de sécurité du revenu,*
  - 2) la poursuite de l'étude détaillée du projet de loi 94, Loi sur le Conseil de la famille.

Par M. le Vice-président:

- La Commission de l'économie et du travail se réunira pour la vérification des engagements financiers du ministère de l'Énergie et des Ressources (secteur Mines).
- La Commission des institutions se réunira pour la vérification des engagements financiers du ministère des Relations internationales et du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes.

### Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

Par M. le Vice-président:

Le vendredi 25 mars 1988, Mme Harel (Maisonneuve) s'adressera à M. Paradis, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du Revenu dans le cadre de l'interpellation qui portera sur "l'aide sociale".

## **AFFAIRES DU JOUR**

### **Débat sur le discours d'ouverture de la session**

L'Assemblée reprend le débat sur le discours d'ouverture et sur les motions de censure suivantes:

De M. Chevette, chef de l'Opposition officielle:

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir d'une part, livré un message inaugural dénué de toutes mesures concrètes et substantielles aptes à solutionner les véritables problèmes qui affectent la population québécoise, notamment en matière de langue, de services de santé et de services sociaux, et d'autre part, pour avoir présenté une politique économique qui se limite à une complaisance inefficace avec le gouvernement fédéral et à la récupération électoraliste du plan de développement d'Hydro-Québec.

De Mme Vermette (Marie-Victorin):

QUE cette Assemblée blâme le gouvernement libéral de ne présenter aucune mesure concrète pour solutionner les problèmes des femmes, reniant ainsi ses engagements électoraux trompeurs.

Et de M. Desbiens (Dubuc):

QUE cette Assemblée blâme le gouvernement libéral, et particulièrement le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, de remettre en cause l'accessibilité des territoires fauniques du Québec et de refuser de tenir à ce sujet une véritable consultation démocratique au moyen d'une commission parlementaire.

Le débat se poursuit.

17 mars 1988

---

À 17 h 46, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

**Vingt heures**

Le débat se poursuit sur le discours d'ouverture et sur les trois motions de censure.

Sur motion de M. Cusano, whip adjoint du gouvernement, le débat est ajourné.

---

Sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mardi 14 h 00.

En conséquence, la séance est levée à 21 h 15.

---

**SANCTION DE PROJETS DE LOI**

Le jeudi 17 mars 1988, à 15 h 30, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Vaillancourt, le représentant du Premier ministre, de M. Garon, le représentant du Chef de l'Opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur du Québec de sanctionner le projet de loi suivant:

13    Loi n°5 sur les crédits, 1987-1988.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

Du consentement de l'Assemblée et sur motion de M. Gratton, leader du gouvernement, il est ordonné:

QU'il soit permis à la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration de procéder à une déclaration ministérielle plus tard au cours de la présente séance, à un moment à convenir avec l'Opposition officielle.

## Dépôt de documents

Par M. Ryan, ministre de l'Éducation:

Rapport du Comité d'étude sur l'aménagement des services universitaires sur la Côte-Nord, en date du 10 février 1988.

(Document n° 39 de la session)

Par M. le Président:

Liste des membres et des membres suppléants qui composeront le Bureau de l'Assemblée nationale:

### Députés représentant le parti ministériel

#### Membres:

- M. Michel Bissonnet
- M. William Cusano
- M. Georges Vaillancourt
- M. Yvon Vallières

#### Membres suppléants:

- M. Mark Assad
- Mme Claire-Hélène Hovington
- M. Jean Leclerc
- M. Maximilien Polak

Députés représentant le parti de l'Opposition officielle

Membres:

- M. André Boulerice
- M. Jacques Brassard
- Mme Carmen Juneau

Membres suppléants:

- M. Roger Paré
- M. Jean-Guy Parent

(Document n° 40 de la session)

Cette liste est adoptée sur motion de Mme Bégin, vice-présidente de l'Assemblée, conformément à l'article 91 de la *Loi sur l'Assemblée nationale* (L.R.Q., A-23.1).

**Dépôt de rapports de commissions**

Par M. Lemieux (Vanier):

Rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 27, 28 janvier et 2 février 1988, a étudié en détail le projet de loi:

- 64 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal - Rapporté avec amendements.

(Document n° 41 de la session)

Rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 16 mars 1988, a procédé à l'élection du président et du vice-président de la Commission.

(Document n° 42 de la session)

Par M. Théorêt (Vimont):

Rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 15 et 16 mars 1988, a étudié la proposition tarifaire d'Hydro-Québec pour l'année 1988.

(Document n° 43 de la session)

Rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 16 mars 1988, a procédé à l'élection du président et du vice-président de la Commission.

(Document n° 44 de la session)



Par les présidents des commissions:

Rapports des commissions qui, le 16 mars 1988, ont procédé à l'élection d'un président et d'un vice-président:

- Par M. Filion (Taillon), pour la Commission des institutions.  
(Document n° 45 de la session)
- Par M. Bélanger (Laval-des-Rapides), pour la Commission des affaires sociales.  
(Document n° 46 de la session)
- Par M. Richard (Nicolet), pour la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation.  
(Document n° 47 de la session)
- Par M. Parent (Bertrand), pour la Commission de l'aménagement et des équipements.  
(Document n° 48 de la session)
- Par M. Parent (Sauvé), pour la Commission de l'éducation.  
(Document n° 49 de la session)
- Par Mme Harel (Maisonnette), vice-présidente, pour la Commission de la culture.  
(Document n° 50 de la session)

### Questions et réponses orales

Du consentement de l'Assemblée, au cours d'un complément de réponse, M. Rocheleau, ministre des Approvisionnements et Services, dépose:

Documents concernant des paiements effectués à deux employés du Bureau de la protection civile à Montréal et comptabilisés à l'administration du programme d'assistance financière et non au code réservé pour les indemnités aux sinistrés.

(Document n° 51 de la session)

### Déclarations ministérielles

Mme Robic, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, fait savoir la position du Gouvernement du Québec à l'égard du refus d'accorder un statut de réfugié à vingt-sept familles turques, et propose des mesures aux autorités fédérales pour parer à toute éventualité de cas semblables.

M. Boulerice (Saint-Jacques) répond au nom de l'Opposition officielle, et la Ministre termine par une courte réplique.

### Motions sans préavis

Mme Gagnon-Tremblay, ministre déléguée à la Condition féminine, propose:

QUE cette Assemblée offre ses condoléances à la famille de Mme Yvette Rousseau, décédée le 17 mars dernier.

Du consentement de l'Assemblée une discussion s'ensuit, après quoi la motion est adoptée.

---

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

QUE, conformément à l'article 48 du Règlement, les projets de loi d'intérêt privé suivants soient inscrits au *Feuilleton* au stade où ils se trouvaient lors de la clôture de la 1<sup>re</sup> session de la 33<sup>e</sup> Législature:

- 218 Loi concernant la Ville d'Anjou - M. Trudel (Bourget);
- 219 Loi modifiant la Loi concernant la cité de Salaberry-de-Valleyfield - M. Marcil (Beauharnois);
- 230 Loi modifiant la Loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer de Roberval-Saguenay - M. Desbiens (Dubuc);

231 Loi modifiant la Loi concernant les maîtres entrepreneurs en réfrigération du Québec - M. Bélanger (Laval-des-Rapides);

234 Loi concernant la Corporation des marchands de meubles du Québec - M. Gobé (Lafontaine).

La motion est adoptée.

---

M. Gratton, de consentement avec l'Opposition, propose:

QUE le projet de loi d'intérêt privé 230, Loi modifiant la Loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer de Roberval-Saguenay, soit déferée à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée, et que le ministre des Transports soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

Par M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement:

- La Commission des affaires sociales se réunira aux fins suivantes:
  - 1) la poursuite de l'étude détaillée du projet de loi 94, Loi sur le Conseil de la famille;
  - 2) la poursuite de la consultation générale sur le document intitulé:  
*Pour une politique de sécurité du revenu.*

Par Mme la Vice-présidente:

Avis concernant la vérification des engagements financiers:

- La Commission des institutions, pour les engagements financiers concernant:

- 1) les Affaires autochtones;
  - 2) la Protection du consommateur et le ministère de la Justice.
- La Commission de l'éducation, pour ceux du ministère de l'Éducation et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science.
  - La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

### **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

Le débat de la prochaine séance sur les affaires inscrites en vertu de l'article 97 du Règlement portera sur la motion de M. Boulerice (Saint-Jacques), laquelle se lit comme suit:

QUE cette Assemblée exige du gouvernement libéral des mesures nouvelles et vigoureuses garantissant l'intégration des immigrants à la majorité francophone du Québec.

### **AFFAIRES DU JOUR**

#### **Débat sur le discours d'ouverture de la session**

L'Assemblée reprend le débat sur le discours d'ouverture et sur les motions de censure suivantes:

De M. Chevette, chef de l'Opposition officielle:

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir d'une part, livré un message inaugural dénué de toutes mesures concrètes et substantielles aptes à solutionner les véritables problèmes qui affectent la population québécoise, notamment en matière de langue, de services de santé et de services sociaux, et d'autre part, pour avoir présenté une politique économique qui se limite à une complaisance inefficace avec le gouvernement fédéral et à la récupération électorale du plan de développement d'Hydro-Québec.

De Mme Vermette (Marie-Victorin):

QUE cette Assemblée blâme le gouvernement libéral de ne présenter aucune mesure concrète pour solutionner les problèmes des femmes, reniant ainsi ses engagements électoraux trompeurs.

Et de M. Desbiens (Dubuc):

QUE cette Assemblée blâme le gouvernement libéral, et particulièrement le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, de remettre en cause l'accessibilité des territoires fauniques du Québec et de refuser de tenir à ce sujet une véritable consultation démocratique au moyen d'une commission parlementaire.

Le débat se poursuit.

---

À 17 h 20, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

**Vingt heures**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 209 du Règlement, M. Brassard (Lac-Saint-Jean) reprend le débat sur le discours d'ouverture et les motions de censures.

Sur motion de M. Gendron, leader de l'Opposition, le débat est ajourné.

---

Sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mercredi 10 h 00.

**22 mars 1988**

---

En conséquence, la séance est levée à 21 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES DU JOUR

### Débat sur le discours d'ouverture de la session

L'Assemblée reprend le débat sur le discours d'ouverture et sur les motions de censure suivantes:

De M. Chevrette, chef de l'Opposition officielle:

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir d'une part, livré un message inaugural dénué de toutes mesures concrètes et substantielles aptes à solutionner les véritables problèmes qui affectent la population québécoise, notamment en matière de langue, de services de santé et de services sociaux, et d'autre part, pour avoir présenté une politique économique qui se limite à une complaisance inefficace avec le gouvernement fédéral et à la récupération électorale du plan de développement d'Hydro-Québec.

De Mme Vermette (Marie-Victorin):

QUE cette Assemblée blâme le gouvernement libéral de ne présenter aucune mesure concrète pour solutionner les problèmes des femmes, reniant ainsi ses engagements électoraux trompeurs.

Et de M. Desbiens (Dubuc):

QUE cette Assemblée blâme le gouvernement libéral, et particulièrement le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, de remettre en cause l'accessibilité des territoires fauniques du Québec et de refuser de tenir à ce sujet une véritable consultation démocratique au moyen d'une commission parlementaire.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Gendron, leader de l'Opposition, propose:

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement libéral qui ne présente aucune solution concrète aux problèmes du Québec et se satisfait d'un discours d'ouverture vague et vide de contenu.

Le débat se poursuit sur le discours d'ouverture et sur les motions de censure.

Au terme du débat, il est procédé à la mise aux voix des motions de censure; des votes par appel nominal sont exigés.

À la demande de M. Gratton, leader du gouvernement, ces votes sont reportés à la période des affaires courantes de la présente séance.

#### **Motions du gouvernement**

M. Gratton, ministre délégué à la Réforme électorale, propose:

QUE, conformément à l'article 37 de la Loi sur la représentation électorale (L.R.Q., c. R-24.1) modifiée par la Loi modifiant la Loi sur la représentation électorale et d'autres dispositions législatives (L.Q., 1987, c. 28), un projet de loi soit présenté aux fins d'annuler la tenue du recensement des électeurs pour l'année 1988.

Un débat s'ensuit.

Au cours de son intervention, M. Gratton, de consentement unanime, dépose:

Copie de correspondance adressée le 11 février 1988 au Directeur général des élections du Québec et au leader de l'Opposition officielle relativement à la procédure à suivre pour l'annulation du recensement des électeurs prévu pour l'automne 1988.

(Document n° 52 de la session)

Le débat se poursuit.



**23 mars 1988**

---

Le débat est ajourné sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement.

---

À 12 h 58, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

**Quinze heures**

## **AFFAIRES COURANTES**

### **Présentation de projets de loi**

M. Savoie, ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones, présente le projet de loi 5, Loi modifiant la Loi sur les mines, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

### **Dépôt de documents**

Par M. Paradis, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du Revenu:

Rapport annuel de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1987.

(Document n° 53 de la session)

### **Dépôt de rapports de commissions**

Par M. Richard (Nicolet):

Rapport de la Commission de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation qui, les 10 et 15 mars 1988, a vérifié les engagements financiers du ministre délégué aux Pêcheries et du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (juillet - décembre 1987).  
(Document n° 54 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période des questions orales des députés.

### Votes reportés

L'Assemblée procède aux votes par appel nominal sur les motions de censure suivantes, présentées dans le cadre du débat sur le discours d'ouverture:

Motion de M. Chevette, chef de l'Opposition:

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir d'une part, livré un message inaugural dénué de toutes mesures concrètes et substantielles aptes à solutionner les véritables problèmes qui affectent la population québécoise, notamment en matière de langue, de services de santé et de services sociaux, et d'autre part, pour avoir présenté une politique économique qui se limite à une complaisance inefficace avec le gouvernement fédéral et à la récupération électoraliste du plan de développement d'Hydro-Québec.

Cette motion, mise aux voix, est rejetée, les voix se divisant ainsi:

(Vote n° 1)

### POUR

Blackburn	Claveau	Godin	Parent
Blais	Desbiens	Harel	(Bertrand)
Boulerice	Dufour	Jolivet	Perron
Brassard	Filion	Juneau	Rocheffort
Chevrette	Gendron	Paré	Vermette

# CONTRE

Audet	Després	Latulippe	Picotte
Bacon	Dionne	Lavoie-Roux	Polak
Beaudin	Dougherty	Leclerc	Poulin
Bégin	Doyon	Lefebvre	Rémillard
Bélanger	Dubois	Legault	Richard
(Laval-des-Rap.)	Dutil	Lemieux	Robic
Bélanger	Farrah	Lemire	Rocheleau
(Még.-Compton)	Fortier	Levesque	Ryan
Bélisle	Gagnon-Tremblay	Maciocia	Saintonge
Bissonnet	Gardner	Maltais	St-Roch
Bleau	Gauvin	Marcil	Savoie
Bourassa	Gobé	Marx	Séguin
Brouillette	Gobeil	Messier	Sirros
Camden	Gratton	Middlemiss	Thérien
Cannon	Hamel	Pagé	Thuringer
Cardinal	Hétu	Paradis	Tremblay
Chagnon	Hovington	(Brome-Miss.)	(Rimouski)
Côté	Johnson	Paradis	Trépanier
(Charlesbourg)	(Vaud.-Soulanges)	(Matapédia)	Trudel
Côté	Joly	Parent	Vaillancourt
(Riv.-du-Loup)	Kehoe	(Sauvé)	Vallerand
Cusano	Khelfa	Pelchat	Vallières
Dauphin	Laporte	Philibert	

Pour 19 Contre 82

Motion de Mme Vermette (Marie-Victorin):

QUE cette Assemblée blâme le gouvernement libéral de ne présenter aucune mesure concrète pour solutionner les problèmes des femmes, reniant ainsi ses engagements électoraux trompeurs.

Cette motion, mise aux voix, est rejetée, les voix se divisant ainsi:

(Vote n° 2)

# POUR

Blackburn	Boulerice	Chevrette	Desbiens
Blais	Brassard	Claveau	Dufour

Filion	Harel	Paré	Perron
Gendron	Jolivet	Parent	Rocheport
Godin	Juneau	(Bertrand)	Vermette

# CONTRE

Audet	Després	Latulippe	Picotte
Bacon	Dionne	Lavoie-Roux	Polak
Beaudin	Dougherty	Leclerc	Poulin
Bégin	Doyon	Lefebvre	Rémillard
Bélanger	Dubois	Legault	Richard
(Laval-des-Rap.)	Dutil	Lemieux	Robic
Bélanger	Farrah	Lemire	Rocheleau
(Még.-Compton)	Fortier	Levesque	Ryan
Bélisle	Gagnon-Tremblay	Maciocia	Saintonge
Bissonnet	Gardner	Maltais	St-Roch
Bleau	Gauvin	Marcil	Savoie
Bourassa	Gobé	Marx	Séguin
Brouillette	Gobeil	Messier	Sirros
Camden	Gratton	Middlemiss	Thérien
Cannon	Hamel	Pagé	Thuringer
Cardinal	Hétu	Paradis	Tremblay
Chagnon	Hovington	(Brome-Miss.)	(Rimouski)
Côté	Johnson	Paradis	Trépanier
(Charlesbourg)	(Vaud.-Soulanges)	(Matapédia)	Trudel
Côté	Joly	Parent	Vaillancourt
(Riv.-du-Loup)	Kehoe	(Sauvé)	Vallerand
Cusano	Khelfa	Pelchat	Vallières
Dauphin	Laporte	Philibert	

Pour 19 Contre 82

Motion de M. Desbiens (Dubuc):

QUE cette Assemblée blâme le gouvernement libéral, et particulièrement le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, de remettre en cause l'accessibilité des territoires fauniques du Québec et de refuser de tenir à ce sujet une véritable consultation démocratique au moyen d'une commission parlementaire.

Cette motion, mise aux voix, est rejetée, les voix se divisant ainsi:

(Vote n° 3)

POUR

Blackburn	Claveau	Godin	Parent
Blais	Desbiens	Harel	(Bertrand)
Boulerice	Dufour	Jolivet	Perron
Brassard	Filion	Juneau	Rocheport
Chevrette	Gendron	Paré	Vermette

CONTRE

Audet	Després	Latulippe	Picotte
Bacon	Dionne	Lavoie-Roux	Polak
Beaudin	Dougherty	Leclerc	Poulin
Bégin	Doyon	Lefebvre	Rémillard
Bélangier	Dubois	Legault	Richard
(Laval-des-Rap.)	Dutil	Lemieux	Robic
Bélangier	Farrah	Lemire	Rocheleau
(Még.-Compton)	Fortier	Levesque	Ryan
Bélisle	Gagnon-Tremblay	Maciocia	Saintonge
Bissonnet	Gardner	Maltais	St-Roch
Bleau	Gauvin	Marcil	Savoie
Bourassa	Gobé	Marx	Séguin
Brouillette	Gobeil	Messier	Sirros
Camden	Gratton	Middlemiss	Thérien
Cannon	Hamel	Pagé	Thuringer
Cardinal	Hétu	Paradis	Tremblay
Chagnon	Hovington	(Brome-Miss.)	(Rimouski)
Côté	Johnson	Paradis	Trépanier
(Charlesbourg)	(Vaud.-Soulanges)	(Matapédia)	Trudel
Côté	Joly	Parent	Vaillancourt
(Riv.-du-Loup)	Kehoe	(Sauvé)	Vallerand
Cusano	Khelfa	Pelchat	Vallières
Dauphin	Laporte	Philibert	

Pour 19 Contre 82

Motion de M. Gendron, leader de l'Opposition:

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement libéral qui ne présente aucune solution concrète aux problèmes du Québec et se satisfait d'un discours d'ouverture vague et vide de contenu.

Cette motion, mise aux voix, est rejetée, les voix se divisant ainsi:

(Vote n° 4)

POUR

Blackburn	Claveau	Godin	Parent
Blais	Desbiens	Harel	(Bertrand)
Boulerice	Dufour	Jolivet	Perron
Brassard	Filion	Juneau	Rocheport
Chevrette	Gendron	Paré	Vermette

CONTRE

Audet	Després	Latulippe	Picotte
Bacon	Dionne	Lavoie-Roux	Polak
Beaudin	Dougherty	Leclerc	Poulin
Bégin	Doyon	Lefebvre	Rémillard
Bélanger	Dubois	Legault	Richard
(Laval-des-Rap.)	Dutil	Lemieux	Robic
Bélanger	Farrah	Lemire	Rocheleau
(Még.-Compton)	Fortier	Levesque	Ryan
Bélisle	Gagnon-Tremblay	Maciocia	Saintonge
Bissonnet	Gardner	Maltais	St-Roch
Bleau	Gauvin	Marcil	Savoie
Bourassa	Gobé	Marx	Séguin
Brouillette	Gobeil	Messier	Sirros
Camden	Gratton	Middlemiss	Thérien
Cannon	Hamel	Page	Thuringer
Cardinal	Hétu	Paradis	Tremblay
Chagnon	Hovington	(Brome-Miss.)	(Rimouski)
Côté	Johnson	Paradis	Trépanier
(Charlesbourg)	(Vaud.-Soulanges)	(Matapédia)	Trudel
Côté	Joly	Parent	Vaillancourt
(Riv.-du-Loup)	Kehoe	(Sauvé)	Vallerand
Cusano	Khelfa	Pelchat	Vallières
Dauphin	Laporte	Philibert	

Pour 19 Contre 82

## Motions sans préavis

M. Chevette, chef de l'Opposition officielle, propose:

QUE cette Assemblée nationale dénonce vigoureusement les propos sans fondement et inacceptables du Commissaire aux langues officielles du Canada à l'effet que la minorité anglophone du Québec est maltraitée et humiliée; et

QUE l'Assemblée nationale réaffirme qu'elle a toujours exercé la compétence linguistique qui est la sienne de façon tout à fait démocratique de manière à assurer la survie de la collectivité francophone et à endiguer le flot d'anglicisation.

Du consentement de l'Assemblée et sur motion de M. Gendron, leader de l'Opposition, il est ordonné:

QUE le débat sur cette motion ne sera constitué que de deux interventions de chaque groupe parlementaire et sera suivi d'un vote.

Il est ensuite procédé au débat.

Au cours de son intervention, M. Bourassa, Premier ministre, propose l'amendement suivant:

QUE le premier alinéa de la motion en discussion soit remplacé par le suivant:

"QUE cette Assemblée nationale dénonce vigoureusement les propos tenus par le Commissaire aux langues officielles du Canada au sujet de la minorité anglophone du Québec et lui demande de s'expliquer; et"

QUE le deuxième alinéa soit modifié en remplaçant à la fin les mots "le flot" par les mots "la menace".

Du consentement de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, il est ordonné que le débat se poursuivra tant sur la motion d'amendement que sur la motion principale.

Le débat se poursuit.

Au terme du débat, il est procédé à la mise aux voix des deux motions; des votes par appel nominal sont exigés.

À la demande de M. Gratton, ces votes sont reportés à la prochaine séance.

---

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission des institutions procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques dans le cadre de l'étude de l'avant-projet de loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des obligations, et ce, à compter du 23 août 1988;

QUE les mémoires soient reçus au Secrétariat des commissions au plus tard le 1<sup>er</sup> août 1988; et

QUE le ministre de la Justice soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

Du consentement de l'Assemblée, cette motion est adoptée sans débat.

---

M. Godin (Mercier) propose:

QUE l'Assemblée nationale félicite le réalisateur Jean-Claude Lauzon et tous les artisans du film "Un Zoo la nuit" qui ont fait honneur au Québec en remportant treize prix lors de la remise des prix Génie.

Du consentement de l'Assemblée une discussion s'ensuit, après quoi la motion est adoptée.



## **Avis touchant les travaux des commissions**

Par M. Gratton, leader du gouvernement, avec le consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- La Commission des affaires sociales se réunira afin de poursuivre la consultation générale sur le document intitulé: *Pour une politique de sécurité du revenu.*

## **AFFAIRES DU JOUR**

### **Affaires inscrites par les députés de l'Opposition**

Conformément à l'article 97 du Règlement, M. Boulerice (Saint-Jacques) propose:

QUE cette Assemblée exige du gouvernement libéral des mesures nouvelles et vigoureuses garantissant l'intégration des immigrants à la majorité francophone du Québec.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement.

---

À 18 h 01, M. le Vice-président lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Dépôt de documents

Par Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, responsable de l'Office des ressources humaines:

Rapport annuel du ministère des Affaires culturelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 55 de la session)

Rapport annuel de la Société de la Place des Arts de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 2 septembre 1987.

(Document n° 56 de la session)

Rapport annuel de l'Office des ressources humaines, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 57 de la session)

Deux avis de la Commission des biens culturels du Québec concernant le classement de:

- la maison Baribeau à la Pérade;
- la maison, la grange-écurie et le site historique des prêtres Chaumont à Sainte-Anne-des-Plaines.

(Document n° 58 de la session)

Par M. French, ministre des Communications:

Rapport annuel de la Société de radio-télévision du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 59 de la session)

M. Levesque, ministre des Finances, transmet le message suivant de l'honorable Lieutenant-gouverneur à M. le Président qui en fait lecture à l'Assemblée:

#### CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

L'honorable Lieutenant-gouverneur du Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits pour l'année financière se terminant le 31 mars 1989, conformément aux dispositions de l'article 54 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

Québec, le 24 mars 1988

J. Gilles Lamontagne

M. Levesque, ministre des Finances, dépose les crédits pour l'année financière se terminant le 31 mars 1989.

(Document n° 60 de la session)

M. Gratton, leader du gouvernement, donne avis que la commission plénière procédera, sur une période de cinq heures, à l'étude et à l'adoption des crédits provisoires, le mardi 29 mars, ou le mercredi 30 mars et le jeudi 31 mars 1988.

---

#### Dépôt de rapports de commissions

Par M. Richard (Nicolet):

Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, le 23 février 1988, a étudié en détail le projet de loi:

- 49 Loi modifiant la loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers -  
Rapporté avec amendements.

(Document n° 61 de la session)

#### Questions et réponses orales

Du consentement de l'Assemblée, au cours d'un complément de réponse, M. Picotte, ministre délégué aux Pêcheries, dépose:

Liste des usines de transformation et de préparation des produits marins au Québec qui ne respectent pas les normes gouvernementales.

(Document n° 62 de la session)

### Votes reportés

L'Assemblée procède aux votes par appel nominal sur l'amendement proposé par M. Bourassa, Premier ministre, et sur la motion principale proposée par M. Chevrette, chef de l'Opposition officielle, en vertu de l'article 84 du Règlement. Cette motion se lit ainsi:

QUE cette Assemblée nationale dénonce vigoureusement les propos sans fondement et inacceptables du Commissaire aux langues officielles du Canada à l'effet que la minorité anglophone du Québec est maltraitée et humiliée; et

QUE l'Assemblée nationale réaffirme qu'elle a toujours exercé la compétence linguistique qui est la sienne de façon tout à fait démocratique de manière à assurer la survie de la collectivité francophone et à endiguer le flot d'anglicisation.

Est d'abord mis aux voix l'amendement proposé par M. Bourassa, lequel amendement se lit ainsi:

QUE le premier alinéa de la motion en discussion soit remplacé par le suivant:

"QUE cette Assemblée nationale dénonce vigoureusement les propos tenus par le Commissaire aux langues officielles du Canada au sujet de la minorité anglophone du Québec et lui demande de s'expliquer; et"

QUE le deuxième alinéa soit modifié en remplaçant à la fin les mots "le flot" par les mots "la menace".

(Vote n° 5)

POUR

Assad	Després	Kehoe	Philibert
Audet	Dionne	Khelfa	Picotte
Bacon	Dougherty	Laporte	Polak
Bégin	Doyon	Latulippe	Poulin
Bélanger	Dufour	Lavoie-Roux	Rémillard
(Laval-des-Rap.)	Dutil	Leclerc	Richard
Bélanger	Farrah	Lefebvre	Robic
(Még.-Compton)	Filion	Lemieux	Ryan
Bissonnet	Forget	Lemire	Saintonge
Blackburn	Fortin	Levesque	St-Roch
Blais	French	Lincoln	Savoie
Bleau	Gagnon-Tremblay	Maciocia	Séguin
Boulerice	Gardner	Maltais	Sirros
Bourassa	Garon	Marx	Théoret
Bradet	Gauvin	Messier	Thérien
Brassard	Gendron	Middlemiss	Thuringer
Brouillette	Gobé	Pagé	Tremblay
Camden	Gobeil	Paradis	(Rimouski)
Cannon	Godin	(Brome-Miss.)	Trépanier
Cardinal	Gratton	Paradis	Trudel
Chevrette	Hamel	(Matapédia)	Vaillancourt
Ciaccia	Harel	Paré	Vallerand
Claveau	Hétu	Parent	Vallières
Côté	Hovington	(Bertrand)	Vermette
(Riv.-du-Loup)	Johnson	Parent	
Cusano	(Vaud.-Soulanges)	(Sauvé)	
Dauphin	Jolivet	Pelchat	
Desbiens	Joly	Perron	

CONTRE

(Aucun)

L'amendement est adopté par le vote suivant:

Pour 99 Contre 0

Est ensuite mise aux voix la motion, ainsi amendée, de M. Chevrette, chef de l'Opposition officielle:

QUE cette Assemblée nationale dénonce vigoureusement les propos tenus par le Commissaire aux langues officielles du Canada au sujet de la minorité anglophone du Québec et lui demande de s'expliquer; et

QUE l'Assemblée nationale réaffirme qu'elle a toujours exercé la compétence linguistique qui est la sienne de façon tout à fait démocratique de manière à assurer la survie de la collectivité francophone et à endiguer la menace d'anglicisation.

(Vote n° 6)

# POUR

Assad	Després	Kehoe	Philibert
Audet	Dionne	Khelfa	Picotte
Bacon	Dougherty	Laporte	Polak
Bégin	Doyon	Latulippe	Poulin
Bélanger	Dufour	Lavoie-Roux	Rémillard
(Laval-des-Rap.)	Dutil	Leclerc	Richard
Bélanger	Farrah	Lefebvre	Robic
(Még.-Compton)	Filion	Lemieux	Ryan
Bissonnet	Forget	Lemire	Saintonge
Blackburn	Fortin	Levesque	St-Roch
Blais	French	Lincoln	Savoie
Bleau	Gagnon-Tremblay	Maciocia	Séguin
Boulerice	Gardner	Maltais	Sirros
Bourassa	Garon	Marx	Théoret
Bradet	Gauvin	Messier	Thérien
Brassard	Gendron	Middlemiss	Thuringer
Brouillette	Gobé	Pagé	Tremblay
Camden	Gobeil	Paradis	(Rimouski)
Cannon	Godin	(Brome-Miss.)	Trépanier
Cardinal	Gratton	Paradis	Trudel
Chevrette	Hamel	(Matapédia)	Vaillancourt
Ciaccia	Harel	Paré	Vallerand
Claveau	Hétu	Parent	Vallières
Côté	Hovington	(Bertrand)	Vermette
(Riv.-du-Loup)	Johnson	Parent	
Cusano	(Vaud.-Soulanges)	(Sauvé)	
Dauphin	Jolivet	Pelchat	
Desbiens	Joly	Perron	

CONTRE

(Aucun)

La motion amendée est adoptée par le vote suivant:

Pour 99 Contre 0

**Motions sans préavis**

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose:

QUE cette Assemblée félicite tous ceux et celles qui, au Québec, font métier de théâtre et qui souligneront de façon particulière, le 27 mars prochain, la Journée mondiale du théâtre.

Du consentement de l'Assemblée une discussion s'ensuit, après quoi la motion est adoptée.

**Avis touchant les travaux des commissions**

Par M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement:

- La Commission des affaires sociales se réunira afin de poursuivre la consultation générale sur le document intitulé: *Pour une politique de sécurité du revenu*.

Par Mme la Vice-présidente:

- La Commission des institutions se réunira afin d'entendre la Commission des droits de la personne dans le cadre du mandat d'examen des orientations, des activités et de la gestion de cet organisme.
- La Commission de l'aménagement et des équipements se réunira afin de vérifier les engagements financiers du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.



## AFFAIRES DU JOUR

### Motions du gouvernement

L'Assemblée reprend le débat sur la motion présentée par M. Gratton, ministre délégué à la Réforme électorale:

QUE, conformément à l'article 37 de la Loi sur la représentation électorale (L.R.Q., c. R-24.1) modifiée par la Loi modifiant la Loi sur la représentation électorale et d'autres dispositions législatives (L.Q., 1987, c. 28), un projet de loi soit présenté aux fins d'annuler la tenue du recensement des électeurs pour l'année 1988.

Le débat se poursuit.

Le débat étant clos, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Gratton, leader du gouvernement, le vote est reporté à la prochaine séance.

### Projets de loi du gouvernement

M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 15, Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune concernant les habitats fauniques.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 15 est adopté.

---

À 18 h 10, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

Vingt heures

Sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 15 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

**Prise en considération des rapports de commissions**

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 64, Loi modifiant de nouveau la loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, ainsi qu'un amendement présenté par M. Séguin, ministre du Revenu.

Après débat, l'amendement et le rapport, amendé, sont adoptés à la majorité des voix.

---

Sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mardi 14 h 00.

En conséquence, Mme la Vice-présidente lève la séance à 21 h 04.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Dépôt de documents

Par M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation:

Rapport quinquennal sur la mise en oeuvre de la *Loi sur les valeurs mobilières* (L.R.Q.,c.V-1.1), en date de mars 1988.

(Document n<sup>o</sup> 63 de la session)

Entente Québec-Canada visant à coordonner certaines politiques sur la réglementation des courtiers et conseillers en valeurs liés à des institutions financières fédérales, en date du 28 mars 1988.

(Document n<sup>o</sup> 64 de la session)

Par M. le Président:

Diagramme de l'Assemblée nationale pour la 2<sup>e</sup> session, 33<sup>e</sup> Législature, en date du 29 mars 1988.

(Document n<sup>o</sup> 65 de la session)

### Dépôt de rapports de commissions

Par M. Parent (Sauvé):

Rapport de la Commission de l'éducation qui, le 22 mars 1988, a vérifié les engagements financiers du ministère de l'Éducation (juillet - décembre 1987) et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science (octobre 1987 - janvier 1988).

(Document n<sup>o</sup> 66 de la session)

Par M. Charbonneau (Verchères):

Rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 23, 25 février et 22 mars 1988, a vérifié les engagements financiers du ministère de l'Énergie et des Ressources (décembre 1985 - décembre 1987) incluant les secteurs Mines et Forêts (septembre - décembre 1987).

(Document n<sup>o</sup> 67 de la session)

### Dépôt de pétitions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, sont déposés deux extraits de pétition concernant la hausse des amendes imposées pour fraude dans la présentation des produits de l'érable:

- l'un par M. Gardner, député d'Arthabaska;  
(Document n<sup>o</sup> 68 de la session)
- l'autre par M. Messier, député de Saint-Hyacinthe.  
(Document n<sup>o</sup> 69 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période des questions orales des députés.

### Votes reportés

L'Assemblée procède au vote par appel nominal sur la motion suivante, présentée par M. Gratton, ministre délégué à la Réforme électorale:

QUE, conformément à l'article 37 de la Loi sur la représentation électorale (L.R.Q., c. R-24.1) modifiée par la Loi modifiant la Loi sur la représentation électorale et d'autres dispositions législatives (L.Q., 1987, c. 28), un projet de loi soit présenté aux fins d'annuler la tenue du recensement des électeurs pour l'année 1988.

Mise aux voix, cette motion qui requiert l'approbation de la majorité des membres de chaque groupe parlementaire est rejetée, les voix se répartissant ainsi:

(Vote n° 7)

POUR

Audet	Dionne	Khelfa	Polak
Bacon	Dougherty	Lavoie-Roux	Poulin
Baril	Doyon	Leclerc	Rémillard
Beaudin	Dubois	Lefebvre	Richard
Bégin	Dutil	Legault	Rivard
Bélanger	Farrah	Lemieux	Robic
(Laval-des-Rap.)	Forget	Lemire	Rocheleau
Bélanger	Fortier	Levesque	Ryan
(Még.-Compton)	Fortin	Lincoln	St-Roch
Bélisle	French	MacDonald	Savoie
Bissonnet	Gagnon-Tremblay	Maciocia	Séguin
Bleau	Gardner	Maltais	Sirros
Bourassa	Gauvin	Marcil	Thérien
Bradet	Gobé	Marx	Thuringer
Brouillette	Gobeil	Messier	Tremblay
Camden	Gratton	Middlemiss	(Iberville)
Cannon	Hamel	Paradis	Tremblay
Cardinal	Hétu	(Brome-Miss.)	(Rimouski)
Ciaccia	Houde	Paradis	Trépanier
Côté	Hovington	(Matapédia)	Trudel
(Riv.-du-Loup)	Johnson	Parent	Vallerand
Cusano	(Vaud.-Soulanges)	(Sauvé)	Vallières
Dauphin	Joly	Philibert	
Després	Kehoe	Picotte	

CONTRE

Boulerice	Desbiens	Godin	Parent
Brassard	Dufour	Harel	(Bertrand)
Charbonneau	Filion	Jolivet	Perron
Chevrette	Garon	Juneau	Vermette
Claveau	Gendron	Paré	

ABSTENTION

Rocheport

Groupe formant le gouvernement (99)  
Pour 85 : Contre 0

Groupe formant l'Opposition officielle (20)  
Pour 0 : Contre 18

Député indépendant (1)  
Abstention: 1

### **Motions sans préavis**

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que la motion de renvoi antérieurement adoptée à l'égard du projet de loi d'intérêt privé 231 soit modifiée ainsi:

QUE le projet de loi d'intérêt privé 231, Loi modifiant la Loi concernant les maîtres entrepreneurs en réfrigération du Québec, soit déferé à la Commission de l'économie et du travail, pour consultation et étude détaillée, et que le ministre du Travail soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

### **Avis touchant les travaux des commissions**

Par M. Gratton, leader du gouvernement:

- La Commission des affaires sociales se réunira afin de poursuivre la consultation générale sur le document intitulé: *Pour une politique de sécurité du revenu*.

Par M. le Vice-président:

Avis concernant la vérification des engagements financiers:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour les engagements financiers du ministère de l'Environnement.

- La Commission de la culture, pour ceux du ministère des Affaires culturelles et du ministère des Communications.
- La Commission des institutions, pour ceux du ministère du Solliciteur général.

### **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

Du consentement de l'Assemblée et sur motion de M. Gratton, leader du gouvernement, il est ordonné:

QUE la séance de jeudi prochain débutera à 10 heures et pourra continuer au delà de 13 heures, jusqu'à ce que l'Assemblée décide d'ajourner ses travaux.

M. le Vice-président informe l'Assemblée qu'à la prochaine séance le débat sur les affaires inscrites en vertu de l'article 97 du Règlement se poursuivra sur la motion de M. Boulerice (Saint-Jacques), laquelle se lit comme suit:

QUE cette Assemblée exige du gouvernement libéral des mesures nouvelles et vigoureuses garantissant l'intégration des immigrants à la majorité francophone du Québec.

### **Projets de loi du gouvernement**

M. Séguin, ministre du Revenu, propose l'adoption du projet de loi 64, Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 64 est adopté.

### **Prise en considération des rapports de commissions**

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation relatif au projet de loi 49, Loi

modifiant la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers, ainsi que trois amendements présentés par M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Après débat, les amendements et le rapport, amendé, sont adoptés à la majorité des voix.

---

À 18 h 01, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

**Vingt heures**

### **Crédits provisoires**

Sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin de procéder à l'étude des crédits provisoires du budget 1988-1989.

Ces crédits sont étudiés en commission plénière.

M. le Président de la commission plénière rapporte que la commission n'a pas fini de délibérer.

---

M. le Vice-président de l'Assemblée lève la séance à 22 h 00.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mercredi 10 h 02.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES DU JOUR

### Crédits budgétaires

Sur motion de Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin de poursuivre l'étude des crédits provisoires pour 1988-1989.

Au terme de l'étude des crédits provisoires, Mme la présidente de la commission plénière fait le rapport suivant à l'Assemblée:

M. le Vice-président,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière a adopté en bloc les crédits provisoires, soit une somme maximum de 6 217 967 741,67 \$ qui pourra être prise sur le fonds consolidé du revenu pour le paiement d'une partie du budget des dépenses du Québec présenté à l'Assemblée nationale pour l'année financière 1988-1989, auxquelles il n'a pas été autrement pourvu.

Cette somme se partage ainsi:

1° 5 839 701 800,00 \$ représentant 1/4 des crédits à voter pour chacun des programmes apparaissant au budget des dépenses du gouvernement pour cette année financière;

2° 68 103 350,00 \$ représentant 1/4 additionnel des crédits à voter pour le programme 3 "Évaluation foncière" du ministère des Affaires municipales;

3° 2 985 783,33 \$ représentant 2/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 5 "Relations avec les municipalités" du ministère des Affaires municipales;

4° 22 669 250,00 \$ représentant 1/4 additionnel des crédits à voter pour le programme 2 "Financement agricole" du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;

5<sup>0</sup> 37 482 633,33 \$ représentant 2/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 3 "Enseignement privé" du ministère de l'Éducation;

6<sup>0</sup> 665 066,67 \$ représentant 2/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 4 "Financement forestier" du ministère de l'Énergie et des Ressources;

7<sup>0</sup> 3 799 866,67 \$ représentant 2/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 2 "Gestion de la trésorerie et de la dette publique" du ministère des Finances;

8<sup>0</sup> 4 962 675,00 \$ représentant 1/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 1 "Développement du loisir, des sports et du plein air" du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche;

9<sup>0</sup> 154 021 415,67 \$ représentant 1/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 6 "Prestations d'aide sociale" du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu;

10<sup>0</sup> 83 575 900,00 \$ représentant 1/4 additionnel des crédits à voter pour le programme 6 "Transport scolaire" du ministère des Transports.

Le rapport est adopté.

Sur motion de Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, au nom du ministre des Finances, l'Assemblée accepte d'être saisie du projet de loi 18, Loi n<sup>o</sup> 1 sur les crédits, 1988-1989, en adopte le principe et adopte le projet de loi proprement dit.

Sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, les crédits budgétaires, sauf ceux de l'Assemblée nationale, sont renvoyés pour étude aux diverses commissions compétentes, le tout en conformité avec l'article 281 du Règlement.

---

À 13 h 06, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

## **AFFAIRES COURANTES**

### **Déclarations ministérielles**

M. Gobeil, ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du Trésor, communique à l'Assemblée la proposition gouvernementale à l'intention des employées et employés de l'État visant à prolonger les conventions collectives jusqu'à la fin de l'année 1989 et comportant une majoration des taux et des échelles salariales.

M. Gendron, leader de l'Opposition officielle, répond au nom de sa formation politique, et le Ministre termine par une brève réplique.

### **Présentation de projets de loi**

M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, présente le projet de loi 11, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le cadastre, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

### **Dépôt de documents**

Par M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources:

Rapport annuel du ministère de l'Énergie et des Ressources, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n<sup>o</sup> 70 de la session)

Par M. MacDonald, ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique:

- Décret 286-87, en date du 25 février 1987, concernant la constitution du Parc technologique et de développement industriel du grand Québec.
- Décret 210-88, en date du 17 février 1988, concernant la modification du texte des lettres patentes du Parc technologique du Québec métropolitain.

(Document n° 71 de la session)

Du consentement de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

QUE l'étude des décrets autorisant la délivrance de lettres patentes concernant le Parc technologique du Québec métropolitain soit déferée à la Commission de l'économie et du travail; et

QUE le ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

---

Par M. Séguin, ministre du Revenu:

Rapport concernant la remise de droits, intérêts et pénalités en vertu de l'article 94 de la *Loi sur le ministère du Revenu* (L.R.Q., c.M-31) entre le 28 février 1986 et le 8 mars 1988.

(Document n° 72 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période des questions orales des députés.

### **Motions sans préavis**

M. Parent (Bertrand) présente une motion qui ne peut être mise en discussion faute de consentement unanime.

### **Avis touchant les travaux des commissions**

Par M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, avec le consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- La Commission des affaires sociales se réunira afin de poursuivre la consultation générale sur le document intitulé: *Pour une politique de sécurité du revenu.*

Par M. le Vice-président:

- La Commission du budget et de l'administration se réunira, à une heure modifiée, afin de vérifier les engagements financiers du ministère des Approvisionnements et Services.

### **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

M. le Vice-président convoque une réunion des leaders des groupes parlementaires pour préciser les modalités de l'étude des crédits pour 1988-1989, le tout en conformité avec l'article 285 du Règlement.

### **AFFAIRES DU JOUR**

L'Assemblée reprend le débat sur la motion proposée par M. Boulerice (Saint-Jacques) en vertu de l'article 97 du Règlement:

QUE cette Assemblée exige du gouvernement libéral des mesures nouvelles et vigoureuses garantissant l'intégration des immigrants à la majorité francophone du Québec.

Lors de son intervention, M. Maciocia (Viger) propose:

QUE la motion en discussion soit amendée en ajoutant à la deuxième ligne, après le mot "libéral", les mots "qu'il poursuive la mise en place" et en remplaçant le mot "des" par le mot "de".

Après avoir entendu quelques remarques sur la recevabilité de cette motion, Mme la Vice-présidente prend l'affaire en délibéré.

Le débat se poursuit sur la motion de M. Boulerice (Saint-Jacques).

Mme la Vice-présidente interrompt le débat pour rendre la décision suivante sur la recevabilité de la motion d'amendement proposée par M. Maciocia (Viger).

#### DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La motion d'amendement est déclarée recevable pour le motif suivant:

L'amendement proposé ne change pas la nature de la motion principale et ne l'écarte pas: il n'ajoute qu'une précision au sens de la motion principale. Celle-ci, tout comme l'amendement, invite le Gouvernement à mettre en place des mesures nouvelles garantissant l'intégration des immigrants à la majorité francophone du Québec.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 199, le débat reprend sur la motion d'amendement et sur la motion principale.

Au terme du débat, il est procédé à la mise aux voix des deux motions; des votes par appel nominal sont exigés.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, ces votes sont reportés à la prochaine séance.

---

Mme la Vice-présidente lève la séance à 18 h 00.

**30 mars 1988**

---

En conséquence et conformément à l'ordre adopté précédemment, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**





---

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Dépôt de documents

Par M. Rémillard, ministre des Relations internationales:

Rapport annuel du ministère des Relations internationales, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n<sup>o</sup> 73 de la session)

Par M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources:

Rapport annuel de la Régie de l'électricité et du gaz, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n<sup>o</sup> 74 de la session)

Par M. Marx, ministre de la Justice:

Rapports annuels du Curateur public, pour les exercices financiers terminés les 31 décembre 1983, 1984, 1985 et 1986.

(Document n<sup>o</sup> 75 de la session)

Par M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Côté, ministre des Transports:

Rapport annuel de la Société québécoise des transports, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1986.

(Document n<sup>o</sup> 76 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période des questions orales des députés.

# Votes reportés

L'Assemblée procède aux votes par appel nominal sur l'amendement proposé par M. Maciocia (Viger), et sur la motion principale proposée par M. Boulerice (Saint-Jacques) en vertu de l'article 97, laquelle motion se lit ainsi:

QUE cette Assemblée exige du gouvernement libéral des mesures nouvelles et vigoureuses garantissant l'intégration des immigrants à la majorité francophone du Québec.

Est d'abord mis aux voix l'amendement suivant proposé par M. Maciocia (Viger):

QUE la motion en discussion soit amendée en ajoutant à la deuxième ligne, après le mot "libéral", les mots "qu'il poursuive la mise en place" et en remplaçant le mot "des" par le mot "de".

(Vote n° 8)

## POUR

Audet	Cannon	Forget	Laporte
Bacon	Cardinal	French	Latulippe
Baril	Chagnon	Gagnon-Tremblay	Lavoie-Roux
Beaudin	Charbonneau	Gardner	Leclerc
Bégin	Chevrette	Garon	Lefebvre
Bélanger	Ciaccia	Gauvin	Legault
(Laval-des-Rap.)	Claveau	Gendron	Lemieux
Bélanger	Cusano	Gobé	Lemire
(Még.-Compton)	Dauphin	Gobeil	Levesque
Bissonnet	Després	Gratton	Maciocia
Blais	Dionne	Hamel	Marcil
Bleau	Dougherty	Harel	Marx
Boulerice	Doyon	Hétu	Middlemiss
Bourbeau	Dubois	Hovington	Pagé
Bradet	Dufour	Jolivet	Paradis
Brassard	Dutil	Joly	(Brome-Miss.)
Brouillette	Farrah	Juneau	Paradis
Camden	Filion	Kehoe	(Matapédia)

Paré	Rémillard	Savoie	Tremblay
Parent	Richard	Sirros	( <i>Rimouski</i> )
( <i>Bertrand</i> )	Rivard	Théoret	Vallerand
Pelchat	Robic	Thérien	Vermette
Philibert	Rocheleau	Thuringer	
Picotte	Ryan	Tremblay	
Polak	St-Roch	( <i>Iberville</i> )	

CONTRE

(Aucun)

L'amendement est adopté par le vote suivant:

Pour 90 Contre 0

Est ensuite mise aux voix la motion de M. Boulerice (Saint-Jacques), ainsi amendée:

QUE cette Assemblée exige du gouvernement libéral qu'il poursuive la mise en place de mesures nouvelles et vigoureuses garantissant l'intégration des immigrants à la majorité francophone du Québec.

(Vote n° 9)

POUR

Audet	Brouillette	Dufour	Hétu
Bacon	Camden	Dutil	Hovington
Baril	Cannon	Farrah	Jolivet
Beaudin	Cardinal	Filion	Joly
Bégin	Chagnon	Forget	Juneau
Bélanger	Charbonneau	French	Kehoe
( <i>Laval-des-Rap.</i> )	Chevrette	Gagnon-Tremblay	Laporte
Bélanger	Ciaccia	Gardner	Latulippe
( <i>Még.-Compton</i> )	Claveau	Garon	Lavoie-Roux
Bissonnet	Cusano	Gauvin	Leclerc
Blais	Dauphin	Gendron	Lefebvre
Bleau	Després	Gobé	Legault
Boulerice	Dionne	Gobeil	Lemieux
Bourbeau	Dougherty	Gratton	Lemire
Bradet	Doyon	Hamel	Levesque
Brassard	Dubois	Harel	Maciocia

Marcil	Parent	Robic	Tremblay
Marx	(Bertrand)	Rocheleau	(Iberville)
Middlemiss	Pelchat	Ryan	Tremblay
Page	Philibert	St-Roch	(Rimouski)
Paradis	Picotte	Savoie	Vallerand
(Brome-Miss.)	Polak	Sirros	Vermette
Paradis	Rémillard	Théoret	
(Matapédia)	Richard	Thérien	
Paré	Rivard	Thuringer	

# CONTRE

(Aucun)

La motion, amendée, est adoptée par le vote suivant:

Pour 90 Contre 0

## Avis touchant les travaux des commissions

Par M. Gratton, leader du gouvernement:

- Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:
- La Commission des affaires sociales se réunira afin de compléter la consultation générale sur le document intitulé: *Pour une politique de sécurité de revenu.*
  - La Commission de l'aménagement et des équipements se réunira pour l'étude des crédits budgétaires du ministère des Affaires municipales (programmes 1 à 8).
  - La Commission de l'économie et du travail se réunira pour l'étude des crédits budgétaires du ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique.

Par M. le Vice-président:

- La Commission du budget et de l'administration se réunira pour la vérification des engagements financiers du ministère des Approvisionnements et Services.

Du consentement de l'Assemblée et sur motion de M. Gratton, il est ordonné:

QUE l'organisation des travaux des commissions pour l'étude des crédits budgétaires puisse se faire malgré les dispositions de l'article 282 du Règlement.

#### **Projets de loi du gouvernement**

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose l'adoption du projet de loi 49, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 49 est adopté.

---

M. French, ministre des Communications, propose que soit maintenant adopté le principe du projet de loi 110, Loi sur la Régie des télécommunications.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 110 est adopté.

Sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 110 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de la culture.

---

Mme la Vice-présidente lève la séance à 12 h 42.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mardi 12 avril 1988, à 14 h 00.

## SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le jeudi 31 mars 1988 à 13 h 00, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de Mme Bégin, vice-présidente de l'Assemblée nationale, de M. Hétu, le représentant du Premier ministre, de M. Garon, le représentant du Chef de l'Opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Administrateur du Québec de sanctionner les projets de loi suivants:

- 18 Loi n<sup>o</sup> 1 sur les crédits, 1988-1989
- 49 Loi modifiant la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers
- 64 Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Dépôt de documents

Par M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Lincoln, ministre de l'Environnement:

Document intitulé: *Politique d'utilisation des pesticides en milieu forestier.*  
(Document nº 77 de la session)

Du consentement de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission de l'aménagement et des équipements procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques dans le cadre de l'étude du document intitulé: *Politique d'utilisation des pesticides en milieu forestier*, et ce, à compter du 24 mai 1988;

QUE les mémoires soient reçus au Secrétariat des commissions au plus tard le 12 mai 1988; et

QUE le ministre de l'Environnement et le ministre délégué aux Forêts soient membres de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 170 du Règlement, M. Gratton dépose la liste des 47 organismes qui seront entendus lors de la consultation sur le document intitulé: *Politique d'utilisation des pesticides en milieu forestier.*

(Document nº 78 de la session)

Par M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation:

Document de consultation intitulé: *Décloisonnement des intermédiaires.*  
(Document n<sup>o</sup> 79 de la session)

Du consentement de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission du budget et de l'administration procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques dans le cadre de l'étude du document intitulé: *Décloisonnement des intermédiaires*, et ce, à compter du 31 mai 1988;

QUE les mémoires soient reçus au Secrétariat des commissions au plus tard le 20 mai 1988; et

QUE le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

---

Par M. le Président:

Diagramme de l'Assemblée nationale, 2<sup>e</sup> session, 33<sup>e</sup> Législature, en date du 12 avril 1988.

(Document n<sup>o</sup> 80 de la session)

Prévisions budgétaires de la Commission de la représentation électorale pour l'exercice financier 1988-1989 et rapport financier préliminaire pour 1987-1988.

(Document n<sup>o</sup> 81 de la session)

Prévisions budgétaires du Directeur général des élections pour l'exercice financier 1988-1989 et rapport financier préliminaire pour 1987-1988.

(Document n<sup>o</sup> 82 de la session)



## Dépôt de rapports de commissions

Par M. Bélanger (Laval-des-Rapides):

Rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 22, 23, 24, 25, 29 février, 1<sup>er</sup>, 10, 14, 15, 16, 17, 21, 22, 23, 24, 28, 29, 30 et 31 mars 1988, a procédé à une consultation générale et tenu des auditions publiques afin d'étudier le document intitulé: *Pour une politique de sécurité du revenu*.

(Document n<sup>o</sup> 83 de la session)

Par M. Parent (Bertrand):

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 9 février, 23, 24 et 29 mars 1988, a vérifié les engagements financiers du ministère des Affaires municipales (mai - décembre 1987), du ministre responsable de l'Habitation (août - décembre 1987), du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche (août - décembre 1987) et du ministère de l'Environnement (août - décembre 1987).

(Document n<sup>o</sup> 84 de la session)

## Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, avec le consentement de l'Assemblée, M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, dépose:

Un échange de correspondance entre le cabinet du ministre de l'Énergie et des Ressources et le député d'Ungava ayant trait à certains contrats accordés pour des travaux à la centrale de La Grande 2.

(Document n<sup>o</sup> 85 de la session)

Conformément à l'article 214 du Règlement, M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, dépose:

Lettre du ministre de la Justice en date du 3 mars 1988 et lettre du ministre des Affaires municipales en date du 18 mars 1988 concernant des transactions immobilières à Ville Saint-Laurent.

(Document n<sup>o</sup> 86 de la session)

### **Motions sans préavis**

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose:

QUE les membres de cette Assemblée adoptent une motion de félicitations pour M. Frédéric Back à l'occasion de l'obtention d'un Oscar pour son film "L'homme qui plantait des arbres".

Du consentement de l'Assemblée, un débat s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose:

QUE l'Assemblée nationale accepte de souligner la Semaine de la conservation de la faune.

Du consentement de l'Assemblée, la motion est adoptée après débat.

---

M. Gratton, leader du gouvernement, propose, en vertu de l'article 129 du Règlement:

QUE M. Jean Leclerc, député de Taschereau, remplace M. Guy Rivard, député de Rosemont, comme membre permanent de la Commission de l'économie et du travail.

La motion est adoptée.

### **Avis touchant les travaux des commissions**

Avec le consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143, M. Gratton, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission des affaires sociales, pour l'étude détaillée du projet de loi 94, Loi sur le Conseil de la famille.
- Les commissions suivantes, pour l'étude des crédits budgétaires:

La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère des Affaires municipales (programmes 1 à 10);

La Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique;

La Commission des institutions, pour ceux du ministère de la Justice (programme 7) et ceux du ministère du Solliciteur général;

La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour ceux du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (programme 10);

La Commission du budget et de l'administration, pour ceux du ministère des Finances (programmes 6 et 7).

---

M. le Vice-président de l'Assemblée lève la séance à 15 h 32.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mercredi 15 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

---

Quinze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Dépôt de documents

Par M. Marx, ministre de la Justice:

Rapport annuel 1987 relatif aux autorisations obtenues par le Procureur général du Québec en vertu de la *Loi sur la protection de la vie privée*, tel que requis en vertu de l'article 178.22 du Code criminel.

(Document n<sup>o</sup> 87 de la session)

Par Mme Gagnon-Tremblay, ministre déléguée à la Condition féminine:

Rapport annuel de l'Office des services de garde à l'enfance, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n<sup>o</sup> 88 de la session)

### Dépôt de rapports de commissions

Par M. Hamel (Sherbrooke):

Rapport de la Commission de la culture qui, les 22 et 29 mars 1988, a vérifié les engagements financiers des ministères des Communautés culturelles et de l'Immigration, des Affaires culturelles et des Communications (octobre 1987 - février 1988).

(Document n<sup>o</sup> 89 de la session)

### Dépôt de pétitions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement:

**Par Mme Juneau (Johnson):**

**Deux extraits de pétitions concernant:**

- les coûts supplémentaires assumés par les producteurs acéricoles par suite de la pollution.  
(Document n<sup>o</sup> 90 de la session)
- l'utilisation du colorimètre pour déterminer la transuritanche du sirop d'érable.  
(Document n<sup>o</sup> 91 de la session)

**Questions et réponses orales**

Au cours de la période de questions, avec le consentement de l'Assemblée, les documents suivants sont déposés:

**Par M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources:**

Lettre du 6 avril 1987 du cabinet du Premier ministre à M. Raymond Côté concernant une demande d'appui pour l'obtention d'un emploi à la Baie-James.

(Document n<sup>o</sup> 92 de la session)

**Par M. Gendron, leader de l'Opposition officielle:**

Liste des directions des ministères, Édition février 1987.

(Document n<sup>o</sup> 93 de la session)

**Motions sans préavis**

**M. Gratton, leader du gouvernement, propose:**

QUE les prévisions budgétaires du Directeur général des élections, pour l'exercice financier 1988-1989, soient renvoyées pour étude à la Commission des institutions.

Du consentement de l'Assemblée, la motion est adoptée.

M. Boulerice (Saint-Jacques) propose:

QUE cette Assemblée adresse ses félicitations à madame Sylvie Tremblay pour l'obtention du prix "CIEL-Raymond-Lévesque".

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit, après quoi la motion est adoptée.

**Avis touchant les travaux des commissions**

Avec le consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143, M. Gratton, leader du gouvernement, convoque, pour l'étude des crédits budgétaires, les commissions suivantes:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère des Affaires municipales (programmes 9 et 10) et ceux du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche;
- La Commission des institutions, pour ceux du ministère du Solliciteur général;
- La Commission du budget et de l'administration, pour ceux alloués au ministre délégué à la Privatisation et ceux du ministère des Finances (programmes 1 à 5 et 8);
- La Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère de l'Industrie et du Commerce;
- La Commission de l'éducation, pour ceux du ministère de l'Éducation.

---

À 16 h 10, Mme la Vice-présidente lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**





---

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## **AFFAIRES COURANTES**

### **Dépôt de documents**

Par M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science:

Rapport annuel du Conseil des collèges, pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 1986 au 30 juin 1987.

(Document n<sup>o</sup> 94 de la session)

Par M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche:

Rapport annuel de la Fondation de la faune du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n<sup>o</sup> 95 de la session)

### **Questions et réponses orales**

Au cours de la période de questions, avec le consentement de l'Assemblée, les documents suivants sont déposés:

Par M. Gendron, leader de l'Opposition officielle:

Copie d'un rapport du secrétaire trésorier de la ville de Malartic en date du 14 décembre 1987 faisant état de certains comptes payés et à payer et copies de certaines pièces justificatives.

(Document n<sup>o</sup> 96 de la session)

**Par M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales:**

Trois lettres adressées par le ministre des Affaires municipales au maire de la ville de Malartic les 4 juillet et 27 août 1986 et le 28 septembre 1987 de même qu'un communiqué de presse daté du 5 septembre 1986 concernant la situation financière de cette ville.

(Document n<sup>o</sup> 97 de la session)

**Par Mme Juneau (Johnson):**

Copie d'une lettre du maire de Saint-Valérien-de-Milton à M. Adrien Pélouquin, maire de Windsor, concernant une invitation à un brunch organisé par l'association libérale du comté de Johnson.

(Document n<sup>o</sup> 98 de la session)

### **Motions sans préavis**

Madame Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose:

QUE les membres de cette Assemblée adoptent une motion de félicitations pour le révérend père Georges-Henri Lévesque à l'occasion de l'obtention du Prix du mérite canadien "Jeunesse-Education".

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit, après quoi la motion est adoptée.

### **Avis touchant les travaux des commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque, pour l'étude des crédits budgétaires, les commissions suivantes:

- La Commission du budget et de l'administration, pour ceux du ministère des Finances (programmes 1 à 5 et 8) et ceux du ministère des Approvisionnements et Services;
- La Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère de l'Industrie et du Commerce;

- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche;
- La Commission de l'éducation, pour ceux du ministère de l'Éducation;
- La Commission des affaires sociales, pour ceux du ministère de la Santé et des Services sociaux;
- La Commission des institutions, pour ceux du ministère de la Justice.

---

À 15 h 10, M. le Président lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mardi 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose les rapports du Directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants:

201 Loi concernant Quebecair - Air Quebec;

204 Loi modifiant la Loi sur le Collège militaire Royal de Saint-Jean;

224 Loi concernant la cession de certains immeubles par la ville de Montréal à l'Hôpital Royal Victoria.

(Document n<sup>o</sup> 99 de la session)

---

M. Bélisle (Mille-Iles) présente le projet de loi d'intérêt privé 201, Loi concernant Quebecair - Air Quebec, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 201 soit renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Transports soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

---

Mme Pelchat (Vachon) présente le projet de loi d'intérêt privé 204, Loi modifiant la Loi sur le Collège militaire Royal de Saint-Jean, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 204 soit renvoyé à la Commission de l'éducation pour consultation et étude détaillée et que le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

---

M. Chagnon (Saint-Louis) présente le projet de loi d'intérêt privé 224, Loi concernant la cession de certains immeubles par la ville de Montréal à l'Hôpital Royal Victoria, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 224 soit renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

### Dépôt de pétitions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Gendron (Abitibi-Ouest) dépose:

Extrait d'une pétition concernant la construction d'un entrepôt de BPC à Senneterre.

(Document n<sup>o</sup> 100 de la session)

### Questions et réponses orales

À la fin de la période de questions, avec le consentement de l'Assemblée, M. Filion (Taillon) dépose:

Relevé des mandats confiés aux avocats de la pratique privée par le ministère de la Justice ou un organisme sous sa responsabilité entre le 1<sup>er</sup> avril 1987 et le 11 mars 1988 ainsi que l'ensemble de ces relevés pour la période de 1986 et 1987.

(Document n<sup>o</sup> 101 de la session)

### Motions sans préavis

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Semaine québécoise de l'action bénévole qui a pour thème: La reconnaissance concrète de l'action bénévole.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

### Avis touchant les travaux des commissions

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque, pour l'étude des crédits budgétaires, les commissions suivantes:

- La Commission des affaires sociales, pour ceux du ministère de la Santé et des Services sociaux;
- La Commission des institutions, pour ceux du ministère de la Justice et ceux du ministère des Relations internationales;
- La Commission du budget et de l'administration, pour ceux du ministère des Approvisionnements et Services;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère de l'Environnement;

**19 avril 1988**

---

- La Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère du Tourisme;
  - La Commission de l'éducation, pour ceux du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science.
- 

À 15 h 16, Mme la Vice-présidente lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mercredi 15 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

**Quinze heures**

**Moment de recueillement**

**AFFAIRES COURANTES**

**Dépôt de pétitions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Audet (Beauce-Nord) dépose:

Extrait d'une pétition concernant les coûts supplémentaires assumés par les producteurs acéricoles par suite de la pollution.

(Document nº 102 de la session)

**Questions et réponses orales**

Au cours de la période de questions, avec le consentement de l'Assemblée, M. Marx, ministre de la Justice, dépose le document suivant:

Lettre du sous-ministre associé Jean-K. Samson au sous-ministre de la Justice en date du 20 avril 1988 concernant le paiement des honoraires des avocats Allan Hilton et Harvey W. Yarosky qui ont assuré la représentation des intimés dans l'affaire "Chaussures Brown".

(Document nº 103 de la session)

**Avis touchant les travaux des commissions**

Avec le consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque, pour l'étude des crédits budgétaires, les commissions suivantes:

- La Commission des affaires sociales, pour ceux du ministère de la Santé et des Services sociaux;
- La Commission de l'éducation, pour ceux du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science;
- La Commission du budget et de l'administration, pour ceux alloués au Conseil du Trésor;
- La Commission de l'économie et du travail, pour ceux alloués au ministre délégué aux Petites et Moyennes Entreprises et ceux du ministère du Travail;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère de l'Environnement.

---

À 16 h 00, M. le Président lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

M. Gratton, ministre du Tourisme, présente le projet de loi 19, Loi sur l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

---

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, présente le projet de loi 7, Loi sur l'organisation territoriale municipale, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

### Dépôt de documents

Par M. French, ministre des Communications:

Décret 358-88 concernant une entente entre l'Union des producteurs agricoles et le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation en vertu de l'article 68.1 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements professionnels*.

(Document n<sup>o</sup> 104 de la session)

## Dépôt de rapports de commissions

Par M. Filion (Taillon):

Rapport de la Commission des institutions qui, les 22, 23 et 30 mars 1988, a vérifié les engagements financiers concernant la Protection du consommateur, les Affaires autochtones, les Affaires intergouvernementales canadiennes, la Réforme électorale, les ministères de la Justice, du Solliciteur général et des Relations internationales (août 1987 - janvier 1988) ainsi que ceux du Conseil exécutif (octobre 1987 - janvier 1988).

(Document n<sup>o</sup> 105 de la session)

## Dépôt de pétitions

Du consentement de l'Assemblée:

Par M. Audet (Beauce-Nord):

Extraits de pétitions concernant:

- la hausse des amendes imposées pour fraude dans la présentation des produits de l'érable;

(Document n<sup>o</sup> 106 de la session)

- l'utilisation du colorimètre pour déterminer la transuritance du sirop d'érable.

(Document n<sup>o</sup> 107 de la session)

Par Mme Blackburn (Chicoutimi):

Extrait de pétition concernant l'avenir des 80 Centres de femmes du Québec.

(Document n<sup>o</sup> 108 de la session)

Par M. Després (Limoilou):

Extrait de pétition concernant une nouvelle école primaire à être accordée à la Commission scolaire de Beauport.

(Document n<sup>o</sup> 109 de la session)

**Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel**

M. Rémillard, ministre des Relations internationales, au cours d'une intervention portant sur un fait personnel, réfute l'accusation portée contre lui par la presse du 21 avril 1988 et, du consentement de l'Assemblée, dépose:

Une lettre du Directeur général de l'administration du ministère des Relations internationales en date du 20 avril 1988 indiquant la provenance de fonds pour l'attribution d'un contrat.

(Document n<sup>o</sup> 110 de la session)

**Questions et réponses orales**

Au cours de la période de questions, avec le consentement de l'Assemblée, M. Marx, ministre de la Justice, dépose:

Une lettre en date du 3 juillet 1987 de Me Allan R. Hilton à M. Jean-K. Samson, sous-ministre associé, ministère de la Justice, relatant une entente concernant le paiement d'honoraires professionnels dans l'affaire "Chaussures Brown".

(Document n<sup>o</sup> 111 de la session)

**Motions sans préavis**

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose:

QUE cette Assemblée offre ses condoléances à la famille de monsieur Jean Gascon, à l'occasion du décès de cet éminent homme de théâtre.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

Mme Robic, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, propose:

QUE l'Assemblée nationale offre sa sympathie au peuple arménien et plus particulièrement à la communauté arménienne du Québec à l'occasion du 73<sup>e</sup> anniversaire du génocide de ce peuple survenu le 24 avril 1915.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose:

QUE cette Assemblée accepte de souligner la tenue des premiers Jeux scolaires qui se dérouleront à Beauport du 22 au 30 avril prochain.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

M. Desbiens (Dubuc) propose:

QUE l'Assemblée nationale s'associe à la volonté du Saguenay-Lac-Saint-Jean afin que la ouananiche soit reconnue comme emblème animalier de cette région.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque, pour l'étude des crédits budgétaires, les commissions suivantes:

- La Commission du budget et de l'administration, pour ceux du ministère du Revenu;

- La Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère du Travail;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère de l'Environnement et du ministère des Transports;
- La Commission de la culture, pour ceux du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration;
- La Commission des affaires sociales, pour ceux du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu;
- La Commission des institutions, pour ceux alloués au ministre délégué aux Affaires autochtones.

#### **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

Par Mme la Vice-présidente:

Le vendredi 29 avril 1988, M. Filion (Taillon) s'adressera à M. Rivard, ministre délégué aux Affaires culturelles, dans le cadre de l'interpellation qui portera sur "la situation précaire du français au Québec".

---

À 15 h 42, Mme la Vice-présidente lève la séance.

En conséquence, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**





---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Dépôt de rapports de commissions

Par M. Bélanger (Laval-des-Rapides):

Rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 16 février, 22 mars et 12 avril 1988, a étudié en détail le projet de loi:

94 Loi sur le Conseil de la famille - Rapporté avec amendements.  
(Document nº 112 de la session)

### Dépôt de pétitions

Du consentement de l'Assemblée, quatre extraits de pétition concernant l'avenir des 80 Centres de femmes du Québec sont déposés respectivement:

- par M. Gardner, député d'Arthabaska;  
(Document nº 113 de la session)
- par Mme Bélanger, députée de Mégantic-Compton;  
(Document nº 114 de la session)
- par M. Maltais, député de Saguenay;  
(Document nº 115 de la session)
- par M. Gauvin, député de Montmagny-L'Islet.  
(Document nº 116 de la session)

## Questions et réponses orales

Il est procédé à la période des questions orales des députés.

## Motions sans préavis

M. Brassard (Lac-Saint-Jean) présente une motion qui ne peut être mise en discussion faute de consentement unanime.

## Avis touchant les travaux des commissions

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque, pour l'étude des crédits budgétaires, les commissions suivantes:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère des Transports;
- La Commission de la culture, pour ceux du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration;
- La Commission des affaires sociales, pour ceux du ministère de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu, du Conseil exécutif (programme 3) et des organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine;
- La Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère de l'Énergie et des Ressources (programmes 5 à 9);

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, la commission suivante:

- La Commission des institutions, pour ceux alloués au ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes.

26 avril 1988

---

À 15 h 06, M. le Président lève la séance.

En conséquence, l'Assemblée ajourne ses travaux à mercredi 15 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Quinze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Dépôt de documents

Par M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science:

Réponse à la question écrite de Mme Blackburn (Chicoutimi) concernant les honoraires versés à M<sup>e</sup> René Dussault pour tout travail relié au dossier de l'acuponcture. Question n<sup>o</sup> 3, *Feuilleton* du 27 avril 1988.

(Document n<sup>o</sup> 117 de la session)

Par M. Paradis, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu:

Réponse à la question écrite de Mme Harel (Maisonneuve) concernant le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale admissibles et actuellement inscrits à des programmes gouvernementaux. Question n<sup>o</sup> 4, *Feuilleton* du 27 avril 1988.

(Document n<sup>o</sup> 118 de la session)

### Dépôt de pétitions

Par Mme Juneau (Johnson):

Extrait de pétition concernant la période d'attente imposée aux étudiants de techniques policières de la région de Sherbrooke.

(Document n<sup>o</sup> 119 de la session)

Du consentement de l'Assemblée, trois extraits de pétition concernant l'avenir des 80 Centres de femmes du Québec sont déposés respectivement:

- par Mme Vermette, députée de Marie-Victorin;

(Document n<sup>o</sup> 120 de la session)

- par M. Polak, député de Sainte-Anne;  
(Document n<sup>o</sup> 121 de la session)
- par Mme Cardinal, députée de Châteauguay.  
(Document n<sup>o</sup> 122 de la session)

Par Mme Hovington (Matane), du consentement de l'Assemblée:

Extrait de pétition concernant la transformation du bois dans la municipalité régionale de comté Denis-Riverin.  
(Document n<sup>o</sup> 123 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, avec le consentement de l'Assemblée, M. Séguin, ministre du Revenu, dépose:

Copie de lettres patentes, lettres patentes supplémentaires et certificat de changement de raison sociale concernant le Comité d'action positive (PAC), devenu l'Institut de recherche et d'éducation de l'Alliance.  
(Document n<sup>o</sup> 124 de la session)

### Motions sans préavis

M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne aujourd'hui la Semaine de l'entreprise qui se tiendra du 29 avril au 7 mai prochain.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

### Avis touchant les travaux des commissions

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque, pour l'étude des crédits budgétaires, les commissions suivantes:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère des Transports;

- La Commission des affaires sociales, pour ceux alloués au Conseil exécutif (programme 3) et aux organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine;
- La Commission de la culture, pour ceux du ministère des Communications;
- La Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère de l'Énergie et des Ressources (programme 10, secteur Mines).

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, les commissions suivantes:

- La Commission de la culture, pour ceux du ministère des Affaires culturelles;
- La Commission des institutions, pour ceux alloués au ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes;
- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour ceux du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (programmes 1 à 9);
- La Commission des affaires sociales, pour ceux alloués au ministre délégué à la Famille, à la Santé et aux Services sociaux.

---

À 16 h 17, M. le Vice-président lève la séance.

En conséquence, l'Assemblée ajourne ses travaux à jeudi 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**





---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Dépôt de pétitions

Deux extraits de pétition provenant d'étudiants en techniques policières de régions différentes et concernant la période d'attente qui leur est imposée avant leur admission à l'Institut de police du Québec sont déposés respectivement:

- Par Mme Harel (Maisonneuve), pour les étudiants du Cégep de  
Maisonneuve;  
(Document n<sup>o</sup> 125 de la session)
- Par Mme Juneau (Johnson), pour les étudiants du Cégep de Rimouski.  
(Document n<sup>o</sup> 126 de la session)

Du consentement de l'Assemblée:

Deux extraits de pétition concernant l'avenir des 80 Centres de femmes du Québec sont déposés:

- l'un par M. Gobé (Lafontaine);  
(Document n<sup>o</sup> 127 de la session)
- l'autre par M. Tremblay (Rimouski).  
(Document n<sup>o</sup> 128 de la session)

Par Mme Bélanger (Mégantic-Compton), du consentement de l'Assemblée:

Deux extraits de pétition concernant:

- la hausse des amendes imposées pour fraude dans la présentation des  
produits de l'érable;  
(Document n<sup>o</sup> 129 de la session)

- l'utilisation du colorimètre pour déterminer la transuritanche du sirop d'érable.

(Document n° 130 de la session)

#### **Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel**

M. Chevrette, chef de l'Opposition officielle, par un avis transmis au Président, conformément aux articles 69 et 71 du Règlement, demande la permission de soulever une question de privilège et une question de fait personnel à la suite des propos tenus par M. Marx, ministre de la Justice et Procureur général, au cours de la séance d'hier.

M. le Président rend la décision suivante:

#### **DÉCISION DU PRÉSIDENT**

En disant qu'il aurait des choses à révéler "sur la moralité des péquistes lorsqu'ils ont administré la justice", le Procureur général n'a pas prononcé des propos qui donnent ouverture à une question de droit ou de privilège puisque ces insinuations ne constituent pas une menace au sens du paragraphe 10 de l'article 55 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*.

Le chef de l'Opposition officielle peut cependant intervenir sur une question de fait personnel, notamment parce que le Procureur général l'a associé aux propos concernant la moralité de l'Opposition et que cette association peut laisser planer un doute ou un soupçon sur la moralité des actes posés par le chef de l'Opposition officielle.

#### **Questions et réponses orales**

Au cours d'un complément de réponse, avec le consentement de l'Assemblée, M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, dépose:

Échange de correspondance concernant la demande d'agrandissement du territoire de la pourvoirie Club de chasse et pêche Archer Inc.

(Document n° 131 de la session)

### **Motions sans préavis**

M. Côté, ministre délégué aux Forêts, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la tenue de la Semaine de l'arbre et des forêts qui se déroulera cette année du 1<sup>er</sup> au 7 mai prochain.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

Pour consultation générale:

- La Commission de l'éducation, relativement au projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires, et au projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique.

Pour étude des crédits budgétaires:

- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour ceux du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (programmes 1 à 9);
- La Commission de la culture, pour ceux de la Commission d'accès à l'information;
- La Commission des affaires sociales, pour ceux de l'Office des personnes handicapées du Québec;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux de l'Office de planification et de développement du Québec.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, la commission suivante:

- La Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère de l'Énergie et des Ressources (programmes 1 à 4 [secteur Forêts] et programme 10 [secteur Mines]).

### **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

Par Mme la Vice-présidente:

Le vendredi 6 mai 1988, M. Parent (Bertrand) s'adressera à M. MacDonald, ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique, dans le cadre de l'interpellation qui portera sur "l'avis du Conseil de la Science et de la Technologie rendu public le 26 avril 1988".

---

À 15 h 40, Mme la Vice-présidente lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mardi 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Dépôt de documents

M. le Président dépose:

Le rapport de la Commission de la représentation électorale sur la délimitation des circonscriptions électorales du Québec, en date du 28 avril 1988, intitulé: *La carte électorale du Québec*.

(Document n<sup>o</sup> 132 de la session)

### Dépôt de pétitions

Deux extraits de pétition provenant d'étudiants en techniques policières de régions différentes et concernant la période d'attente qui leur est imposée avant leur admission à l'Institut de police du Québec sont déposés respectivement:

- par M. Brassard (Lac-Saint-Jean), pour les étudiants de la région d'Alma;

(Document n<sup>o</sup> 133 de la session)

- par M. Boulerice (Saint-Jacques), pour les étudiants du Cégep d'Ahuntsic.

(Document n<sup>o</sup> 134 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période des questions orales des députés.

### **Motions sans préavis**

M. Paradis, ministre du Travail, propose:

QUE cette Assemblée souligne l'implication et l'apport des travailleuses et travailleurs du Québec au développement de la société québécoise.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

Pour étude détaillée de projets de loi:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, relativement au projet de loi 96, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et la Loi sur la Commission municipale concernant la délimitation des districts électoraux municipaux;
- La Commission de la culture, relativement au projet de loi 110, Loi sur la Régie des télécommunications.

Pour consultation générale:

- La Commission de l'éducation, relativement au projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires, et au projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique.

Pour étude des crédits budgétaires:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux de l'Office de planification et de développement du Québec.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, les commissions suivantes:

- La Commission de la culture, pour ceux du ministère des Affaires culturelles (programme 5);
- La Commission des institutions, pour ceux alloués au Conseil exécutif (programmes 1 et 2).

### **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

M. le Président informe l'Assemblée que le débat de la prochaine séance sur les affaires inscrites en vertu de l'article 97 du Règlement portera sur la motion de M. Brassard (Lac-Saint-Jean), laquelle se lit comme suit:

QUE cette Assemblée exige du gouvernement fédéral qu'il abandonne sa conception erronée que la langue à protéger au Québec est la langue anglaise, qu'il retire du projet de loi C-72, Loi concernant le statut et l'usage des langues officielles du Canada, les dispositions qui ne sont pas conformes aux principes et objectifs de la Charte de la langue française et qu'il renonce à s'immiscer dans un domaine de juridiction du Québec.

---

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, et du consentement de l'Assemblée, l'interpellation prévue pour le vendredi 6 mai 1988 est reportée au vendredi 13 mai 1988.

---

À 15 h 23, Mme la Vice-présidente lève la séance.

**3 mai 1988**

---

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mercredi 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES DU JOUR

### Crédits budgétaires

En exécution de l'article 286 du Règlement, l'Assemblée se constitue en commission plénière pour l'étude des crédits de l'Assemblée nationale pour l'année 1988-1989.

Au cours de cette étude en commission plénière et du consentement de la commission, M. Lorrain, président de l'Assemblée nationale, dépose un document intitulé:

Dotation des postes de cadres supérieurs (du 1<sup>er</sup> avril 1987 au 31 mars 1988).

(Document n° 135 de la session)

Puis, M. Saintonge, président de la commission plénière, fait rapport à l'Assemblée.

---

À 13 h 15, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, présente le projet de loi 17, Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

### Dépôt de documents

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Savoie, ministre délégué aux Mines:

Le rapport annuel de la Société nationale de l'amiante, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987;

(Document n<sup>o</sup> 136 de la session)

Par M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales:

La réponse à la question écrite de M. Paré (Shefford) concernant certaines prévisions de dépenses pour chacun des programmes d'aide de la Société d'habitation du Québec. Question n<sup>o</sup> 3, *Feuilleton* du 4 mai 1988.

(Document n<sup>o</sup> 137 de la session)

### Dépôt de rapports de commissions

M. le Président dépose:

Les rapports des commissions parlementaires qui ont étudié les crédits budgétaires pour l'exercice financier 1988-1989.

(Document n<sup>o</sup> 138 de la session)

## Dépôt de pétitions

M. Parent (Bertrand) dépose:

Un extrait de pétition provenant des étudiants en techniques policières du Cégep John Abbott de Montréal et concernant la période d'attente qui leur est imposée avant leur admission à l'Institut de police du Québec.

(Document n<sup>o</sup> 139 de la session)

Du consentement de l'Assemblée, deux extraits de pétition concernant l'avenir des 80 Centres de femmes du Québec sont déposés:

- l'un par Mme Bleau (Groulx);

(Document n<sup>o</sup> 140 de la session)

- l'autre par M. Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue).

(Document n<sup>o</sup> 141 de la session)

M. Boulerice (Saint-Jacques), du consentement de l'Assemblée, dépose:

Un extrait de pétition concernant le financement du réseau actuel de garderies.

(Document n<sup>o</sup> 142 de la session)

## Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, avec le consentement de l'Assemblée, Mme Blackburn (Chicoutimi) dépose:

Une lettre en date du 28 janvier 1988 adressée à M. Claude Ryan, ministre de l'Éducation, par un groupe de parents du secteur français du réseau scolaire relativement à la situation des élèves francophones au sein de la CEPGM.

(Document n<sup>o</sup> 143 de la session)

À l'occasion d'un complément de réponse et à la demande de Mme Blackburn (Chicoutimi), M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, dépose le document suivant:

Sommaire des coûts reliés aux ententes convenues entre le Collège du Vieux-Montréal et cinq cadres dont le contrat d'engagement a été résilié.

(Document n<sup>o</sup> 144 de la session)

### **Motions sans préavis**

M. Lincoln, ministre de l'Environnement, propose:

QUE cette Assemblée souligne la dixième édition du Mois de l'environnement qui a pour thème, cette année: "L'environnement... c'est pour la vie".

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'éducation, afin de poursuivre sa consultation générale sur le projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires, et le projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 96, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et la Loi sur la Commission municipale concernant la délimitation des districts électoraux municipaux;
- La Commission des institutions, afin de procéder à l'étude des prévisions budgétaires du Directeur général des élections pour l'année 1988-1989.

## AFFAIRES DU JOUR

### Affaires inscrites par les députés de l'Opposition

Conformément à l'article 97 du Règlement, M. Brassard (Lac-Saint-Jean) propose:

QUE cette Assemblée exige du gouvernement fédéral qu'il abandonne sa conception erronée que la langue à protéger au Québec est la langue anglaise, qu'il retire du projet de loi C-72, Loi concernant le statut et l'usage des langues officielles du Canada, les dispositions qui ne sont pas conformes aux principes et objectifs de la Charte de la langue française et qu'il renonce à s'immiscer dans un domaine de juridiction du Québec.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement.

---

À 18 h 00, M. le Vice-président lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Dépôt de documents

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation:

Le rapport annuel du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n<sup>o</sup> 145 de la session)

Par M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation:

Le rapport annuel de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1987.

(Document n<sup>o</sup> 146 de la session)

Par M. French, ministre intérimaire de l'Immigration et des Communautés culturelles:

L'entente Canada-Québec concernant les immigrants investisseurs ainsi qu'un dossier s'y rapportant.

(Document n<sup>o</sup> 147 de la session)

### **Dépôt de pétitions**

M. Jolivet (Laviolette) dépose:

Un extrait de pétition provenant des étudiants en techniques policières du Cégep de Trois-Rivières et concernant la période d'attente qui leur est imposée avant leur admission à l'Institut de police du Québec.

(Document n<sup>o</sup> 148 de la session)

### **Questions et réponses orales**

Il est procédé à la période des questions orales des députés.

### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque la commission suivante:

- La Commission de l'éducation, afin de poursuivre sa consultation générale sur le projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires, et le projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique.

### **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

M. le Président informe l'Assemblée que le vendredi 13 mai 1988, M. Parent (Bertrand) s'adressera à M. MacDonald, ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique, dans le cadre de l'interpellation qui portera sur "l'avis du Conseil de la Science et de la Technologie rendu public le 26 avril 1988".



## **AFFAIRES DU JOUR**

### **Crédits budgétaires**

L'Assemblée procède au débat restreint sur les rapports des commissions qui ont étudié les crédits budgétaires pour l'année financière 1988-1989.

M. le Vice-président interrompt le débat et informe l'Assemblée qu'à la suite d'une réunion avec les leaders parlementaires, le temps de parole pour la durée de ce débat sera réparti comme suit:

- les deux groupes parlementaires se partageront également la durée du débat;
- le temps non utilisé par un groupe ne sera pas transférable à l'autre;
- la durée de chacune des interventions ne sera soumise à aucune limite autre que celles qui précèdent.

Le débat se poursuit.

Le débat terminé, Mme la Vice-présidente informe l'Assemblée que la mise aux voix de ces rapports sera faite en conformité avec l'article 288 du Règlement.

### **Prise en considération des rapports de commissions**

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales qui a étudié le projet de loi 94, Loi sur le Conseil de la famille, ainsi que les amendements présentés avec le consentement de l'Assemblée par M. Jolivet (Laviolette).

Du consentement unanime, le débat se poursuit au-delà de 18 h 00.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement.

**5 mai 1988**

---

À 18 h 34, M. le Vice-président lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mardi 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

M. Marx, ministre de la Justice, présente l'un après l'autre les projets de loi suivants et l'Assemblée accepte d'en être saisie:

- 3 Loi modifiant le Code civil en matière de copropriété et d'emphytéose;
- 10 Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires et d'autres dispositions législatives en vue d'instituer la Cour unifiée;
- 20 Loi portant abrogation de certaines dispositions législatives.

---

M. Paradis, ministre du Travail et ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, présente le projet de loi 31, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 31 soit renvoyé à la Commission de l'économie et du travail pour consultations particulières et auditions publiques et que le ministre du Travail soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

203 Loi concernant la ville de Sherbrooke.

(Document n<sup>o</sup> 149 de la session)

M. Hamel (Sherbrooke) présente le projet de loi d'intérêt privé 203, Loi concernant la ville de Sherbrooke, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 203 soit renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

#### Dépôt de pétitions

Mme Cardinal (Châteauguay) dépose:

Un extrait de pétition concernant la concurrence déloyale créée par certains commerçants autochtones de la réserve indienne de Kahnawake.

(Document n<sup>o</sup> 150 de la session)

M. Saint-Roch (Drummond) dépose:

Un extrait de pétition concernant la décision prise par la Commission de la représentation électorale du Québec de détacher les municipalités de Saint-Cyrille-de-Wendover et de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, paroisse et village, de la circonscription de Drummond pour les inclure dans celle de Richmond.

(Document n<sup>o</sup> 151 de la session)

Du consentement de l'Assemblée:

M. Audet (Beauce-Nord) dépose deux extraits de pétition concernant certaines localités devant être détachées de la circonscription de Beauce-Sud pour être rattachées à celle de Beauce-Nord:

- l'un provenant des citoyens de Saint-Éphrem-de-Beauce;  
(Document n<sup>o</sup> 152 de la session)
- l'autre provenant des citoyens de Sainte-Clothilde-de-Beauce.  
(Document n<sup>o</sup> 153 de la session)

Deux extraits de pétition concernant l'avenir des 80 Centres de femmes du Québec sont déposés:

- l'un par M. Assad (Papineau);  
(Document n<sup>o</sup> 154 de la session)
- l'autre par M. Dufour (Jonquière).  
(Document n<sup>o</sup> 155 de la session)

### **Questions et réponses orales**

Il est procédé à la période des questions orales des députés.

### **Motions sans préavis**

M. Boulerice (Saint-Jacques) présente une motion qui ne peut être mise en discussion faute de consentement unanime.

### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'éducation, afin de poursuivre sa consultation générale sur le projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires, et le projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 101, Loi modifiant de nouveau la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la Loi sur les parcs, et du projet de loi 15, Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune concernant les habitats fauniques;

- La Commission des institutions, afin de procéder à l'étude des prévisions budgétaires du Directeur général des élections pour l'année 1988-1989.

## **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

M. le Président informe l'Assemblée que du consentement unanime, l'interpellation prévue pour le vendredi 13 mai 1988 se tiendra de 9 heures à 11 heures.

## **AFFAIRES DU JOUR**

### **Débats statutaires**

L'Assemblée procède au débat sur le rapport de la Commission de la représentation électorale sur la délimitation des circonscriptions électorales du Québec.

M. le Président interrompt le débat et informe l'Assemblée qu'à la suite d'une réunion avec les leaders parlementaires, le temps de parole pour la durée de ce débat sera réparti comme suit:

- après les interventions respectives du leader du gouvernement et du leader de l'Opposition, trois membres de la formation gouvernementale prendront la parole en alternance avec un membre de l'Opposition et ce jusqu'à la fin du débat;
- chaque intervention sera limitée à un maximum de 14 minutes;
- il n'y aura aucune réplique.

Le débat se poursuit.

10 mai 1988

---

À 17 h 55, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

Vingt heures

L'Assemblée reprend le débat sur le rapport de la Commission de la représentation électorale sur la délimitation des circonscriptions électorales du Québec.

Le débat terminé, sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mercredi 10 h 00.

En conséquence, à 21 h 48, Mme la Vice-présidente lève la séance.

*Le Président*

PIERRE LORRAIN





---

Dix heures

Moment de recueillement

## **AFFAIRES DU JOUR**

### **Prise en considération des rapports de commissions**

L'Assemblée reprend le débat sur le rapport de la Commission des affaires sociales qui a étudié le projet de loi 94, Loi sur le Conseil de la famille, ainsi que les amendements présentés avec le consentement de l'Assemblée par M. Jolivet (Laviolette).

Le débat terminé, le vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Dutil, ministre délégué à la Famille, à la Santé et aux Services sociaux, le vote sur les amendements et sur le rapport est reporté à la période des affaires courantes.

---

### **Adoption du principe**

M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que le principe du projet de loi 11, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le cadastre, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 11 est adopté.

Sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 11 est renvoyé à la Commission de l'économie et du travail pour étude détaillée.

---

M. Savoie, ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones, propose que le principe du projet de loi 5, Loi modifiant la Loi sur les mines, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 5 est adopté.

Sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 5 est renvoyé à la Commission de l'économie et du travail pour étude détaillée.

---

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 7, Loi sur l'organisation territoriale municipale, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Dufour (Jonquière).

---

À 12 h 45, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

## AFFAIRES COURANTES

### Déclarations ministérielles

Dans une déclaration ministérielle, M. Paradis, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, annonce certaines modifications apportées au document intitulé: *Pour une politique de sécurité du revenu* dévoilé le 10 décembre dernier.

Mme Harel (Maisonneuve) répond au nom de l'Opposition officielle et le Ministre termine par une courte réplique.

### Présentation de projets de loi

Les projets de loi suivants sont l'un après l'autre présentés et, sur motion de leur auteur, l'Assemblée accepte d'en être saisie:

- 1 Loi sur la publicité le long des routes - M. Côté, ministre des Transports;
- 6 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal - M. Séguin, ministre du Revenu;
- 8 Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels - M. Marx, ministre de la Justice;
- 12 Loi sur la Régie du gaz naturel - M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources;
- 16 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le transport par autobus - M. Côté, ministre des Transports;
- 21 Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles concernant le paiement des produits agricoles - M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;
- 22 Loi modifiant le Code des professions - M. Ryan, ministre responsable de l'application des lois professionnelles;

- 32 Loi modifiant la Loi sur Hydro-Québec - M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources;
- 37 Loi sur la sécurité du revenu - M. Paradis, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu.
- 

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

- 235 Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Hyacinthe.  
(Document n<sup>o</sup> 156 de la session)

M. Messier (Saint-Hyacinthe) présente le projet de loi d'intérêt privé 235, Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Hyacinthe, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 235 soit renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

#### Dépôt de documents

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Gratton, leader du gouvernement:

La liste des organismes qui seront invités à se faire entendre lors des consultations particulières qui auront lieu dans le cadre de l'étude du projet de loi 31, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre;

(Document n<sup>o</sup> 157 de la session)

Par Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles:

L'avis de la Commission des biens culturels du Québec sur le classement du site historique de Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud;

(Document n<sup>o</sup> 158 de la session)

Par M. Côté, ministre des Transports:

Le rapport annuel de la Société des traversiers du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987;

(Document n<sup>o</sup> 159 de la session)

Par M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation:

Le rapport annuel de l'Inspecteur général des institutions financières sur la tarification en assurance automobile, pour l'année 1987.

(Document n<sup>o</sup> 160 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période des questions orales des députés.

### Votes reportés

L'Assemblée procède au vote par appel nominal reporté sur les amendements proposés par M. Jolivet (Laviolette) au projet de loi 94, Loi sur le Conseil de la famille, et au rapport de la Commission des affaires sociales qui a étudié ce projet de loi.

(Vote n<sup>o</sup> 10)

#### POUR

Blais	Desbiens	Godin	Parent
Boulerice	Dufour	Jolivet	(Bertrand)
Brassard	Filion	Juneau	Perron
Charbonneau	Garon	Paré	Vermette
Claveau	Gendron		

CONTRE

Audet	Dauphin	Leclerc	Poulin
Baril	Després	Lefebvre	Rémillard
Beaudin	Dionne	Legault	Richard
Bégin	Dougherty	Lemire	Rivard
Bélanger	Dubois	Lincoln	Ryan
(Még.-Compton)	Dutil	MacDonald	Saintonge
Bélisle	Forget	Maciocia	St-Roch
Bissonnet	Fortier	Maltais	Savoie
Bleau	French	Marcil	Séguin
Bourassa	Gagnon-Tremblay	Marx	Sirros
Bourbeau	Gardner	Pagé	Thuringer
Bradet	Gauvin	Paradis	Tremblay
Brouillette	Gervais	(Brome-Miss.)	(Iberville)
Camden	Gobé	Paradis	Tremblay
Cannon	Gratton	(Matapédia)	(Rimouski)
Cardinal	Hétu	Parent	Trudel
Chagnon	Johnson	(Sauvé)	Vaillancourt
Ciaccia	Joly	Philibert	Vallerand
Côté	Kehoe	Picotte	Vallières
(Charlesbourg)	Khelfa	Polak	
Côté	Latulippe		
(Riv.-du-Loup)	Lavoie-Roux		

Les amendements sont rejetés par le vote suivant:

Pour 17 Contre 75

L'Assemblée procède au vote par appel nominal reporté sur le rapport de la Commission des affaires sociales qui a étudié le projet de loi 94, Loi sur le Conseil de la famille.

(Vote n° 11)

POUR

Audet	Bégin	Bélisle	Bourassa
Baril	Bélanger	Bissonnet	Bourbeau
Beaudin	(Még.-Compton)	Bleau	Bradet

Brouillette	French	Lincoln	Richard
Camden	Gagnon-Tremblay	MacDonald	Rivard
Cannon	Gardner	Maciocia	Ryan
Cardinal	Gauvin	Maltais	Saintonge
Chagnon	Gervais	Marcil	St-Roch
Ciaccia	Gobé	Marx	Savoie
Côté	Gratton	Page	Séguin
(Charlesbourg)	Hétu	Paradis	Sirros
Côté	Johnson	(Brome-Miss.)	Thuringer
(Riv.-du-Loup)	Joly	Paradis	Tremblay
Dauphin	Kehoe	(Matapédia)	(Iberville)
Després	Khelfa	Parent	Tremblay
Dionne	Latulippe	(Sauvé)	(Rimouski)
Dougherty	Lavoie-Roux	Philibert	Trudel
Dubois	Leclerc	Picotte	Vaillancourt
Dutil	Lefebvre	Polak	Vallerand
Forget	Legault	Poulin	Vallières
Fortier	Lemire	Rémillard	

# CONTRE

Blais	Desbiens	Godin	Parent
Boulerice	Dufour	Jolivet	(Bertrand)
Brassard	Filion	Juneau	Perron
Charbonneau	Garon	Paré	Vermette
Claveau	Gendron		

Le rapport est adopté par le vote suivant:

Pour 75 Contre 17

## Motions sans préavis

M. Bourassa, Premier ministre, propose:

QUE l'Assemblée nationale offre ses félicitations à monsieur François Mitterrand pour sa ré-élection à titre de président de la France, ainsi qu'à monsieur Michel Rocard, pour sa nomination au poste de premier ministre.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

**Avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'économie et du travail, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 5, Loi modifiant la Loi sur les mines;
- La Commission de la culture, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 110, Loi sur la Régie des télécommunications;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, d'une part afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 101, Loi modifiant de nouveau la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la Loi sur les parcs, et du projet de loi 15, Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune concernant les habitats fauniques, et, d'autre part, afin d'entendre les intéressés et de procéder à l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé 203, Loi concernant la ville de Sherbrooke, et 224, Loi concernant la cession de certains immeubles par la ville de Montréal à l'Hôpital Royal Victoria;
- La Commission de l'éducation, afin de poursuivre sa consultation générale sur le projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires, et le projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique.

**AFFAIRES DU JOUR**

**Affaires inscrites par les députés de l'Opposition**

L'Assemblée reprend le débat sur la motion présentée par M. Brassard (Lac-Saint-Jean) en vertu de l'article 97 du Règlement:

QUE cette Assemblée exige du gouvernement fédéral qu'il abandonne sa conception erronée que la langue à protéger au Québec est la langue anglaise, qu'il retire du projet de loi C-72, Loi concernant le statut et l'usage des langues officielles du Canada, les dispositions qui ne sont pas conformes aux principes et objectifs de



11 mai 1988

---

la Charte de la langue française et qu'il renonce à s'immiscer dans un domaine de juridiction du Québec.

M. le Vice-président informe l'Assemblée qu'à la suite d'une réunion avec les leaders, le temps de parole, pour la suite de ce débat, sera ainsi réparti: mise à part une période de 15 minutes réservée à l'auteur de la motion pour sa réplique, le temps sera partagé également entre les deux groupes parlementaires.

Le débat se poursuit sur la motion de M. Brassard (Lac-Saint-Jean).

Le débat terminé, la motion est mise aux voix. Le vote par appel nominal est exigé et à la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la prochaine séance.

---

À 18 h 00, M. le Vice-président lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

Les projets de loi suivants sont l'un après l'autre présentés et, sur motion de leur auteur, l'Assemblée accepte d'en être saisie:

- 4 Loi modifiant le Code civil et le Code de procédure civile en matière de séparation de corps - M. Marx, ministre de la Justice;
- 24 Loi sur le traitement des élus municipaux - M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales;
- 25 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services - M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Rocheleau, ministre des Approvisionnements et Services;
- 26 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications - M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. French, ministre des Communications;
- 27 Loi sur la Société de promotion économique du Québec métropolitain et modifiant la Loi sur la Société Inter-Port de Québec - M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce;
- 28 Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec et d'autres dispositions législatives en matière de promotion et de développement industriels - M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales;
- 29 Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles - M. Paradis, ministre du Travail;

- 34 Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives - M. Dutil, ministre délégué à la Famille, à la Santé et aux Services sociaux;
- 38 Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale - M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales.

### Dépôt de pétitions

Sont déposés trois extraits de pétition concernant la présentation, au Québec, de tous les films, quelle que soit leur langue d'origine:

- par M. Dauphin, député de Marquette;  
(Document n<sup>o</sup> 161 de la session)
- par M. Chagnon, député de Saint-Louis;  
(Document n<sup>o</sup> 162 de la session)
- par M. Bissonnet, député de Jeanne-Mance.  
(Document n<sup>o</sup> 163 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, avec le consentement de l'Assemblée, Mme Juneau (Johnson) dépose le document suivant:

*Rapport synthèse des deux enquêtes sur le "fait français", Direction du sport d'élite, Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, Juin 1987.*  
(Document n<sup>o</sup> 164 de la session)

### Votes reportés

L'Assemblée procède au vote par appel nominal sur la motion proposée par M. Brassard (Lac-Saint-Jean) en vertu de l'article 97, laquelle se lit ainsi:

QUE cette Assemblée exige du gouvernement fédéral qu'il abandonne sa conception erronée que la langue à protéger au Québec est la langue anglaise, qu'il retire du projet de loi C-72, Loi concernant le statut et l'usage des langues officielles du Canada, les dispositions qui ne sont pas conformes aux principes et objectifs de la Charte de la langue française et qu'il renonce à s'immiscer dans un domaine de juridiction du Québec.

(Vote n° 12)

#### POUR

Blackburn	Claveau	Gendron	Paré
Blais	Desbiens	Godin	Rocheffort
Boulerice	Dufour	Harel	Vermette
Brassard	Filion	Jolivet	
Charbonneau	Garon	Juneau	

#### CONTRE

Audet	Cusano	Kehoe	Rémillard
Bacon	Dauphin	Khelfa	Richard
Baril	Després	Laporte	Rivard
Bégin	Dionne	Leclerc	Ryan
Bélanger	Dougherty	Lefebvre	Saintonge
(Laval-des-Rap.)	Doyon	Legault	St-Roch
Bélanger	Dubois	Lemire	Savoie
(Még.-Compton)	Dutil	MacDonald	Séguin
Bélisle	Forget	Maltais	Thérien
Bissonnet	Fortier	Marcil	Thuringer
Bleau	Gagnon-Tremblay	Marx	Tremblay
Bourassa	Gardner	Messier	(Iberville)
Bradet	Gauvin	Page	Tremblay
Brouillette	Gervais	Paradis	(Rimouski)
Camden	Gobé	(Brome-Miss.)	Trépanier
Cannon	Gratton	Parent	Trudel
Cardinal	Héту	(Sauvé)	Vaillancourt
Chagnon	Hovington	Philibert	Vallerand
Côté	Johnson	Picotte	Vallières
(Riv.-du-Loup)	Joly	Poulin	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour 18      Contre 72

### **Motions sans préavis**

M. Dutil, ministre délégué à la Famille, à la Santé et aux Services sociaux, propose:

QUE cette Assemblée souligne la tenue de la Journée internationale de l'infirmière et de l'infirmier en ce 12 mai 1988.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'éducation, afin de poursuivre sa consultation générale sur le projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires, et le projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, d'une part afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 101, Loi modifiant de nouveau la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la Loi sur les parcs, et du projet de loi 15, Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune concernant les habitats fauniques, et, d'autre part, afin d'entendre les intéressés et de procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 201, Loi concernant Quebecair-Air Quebec.

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose que le principe du projet de loi 2, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Affaires culturelles, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 2 est adopté.

Sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 2 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de la culture, laquelle sera présidée par un président de séance.

---

M. Dutil, ministre délégué à la Famille, à la Santé et aux Services sociaux, propose l'adoption du projet de loi 94, Loi sur le Conseil de la famille.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 94 est adopté.

---

À 18 h 00, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

Vingt heures

**Affaires prioritaires**

M. Levesque, ministre des Finances, prononce le discours du budget.

Au cours de son intervention, M. Levesque dépose, avec le consentement de l'Assemblée, les documents suivants:

- État sommaire des opérations financières pour 1986-1987 et 1987-1988;  
(Document n<sup>o</sup> 165 de la session)
- Soutien financier du gouvernement du Québec et du gouvernement fédéral à l'égard des enfants pour l'année d'imposition 1989;  
(Document n<sup>o</sup> 166 de la session)
- État des opérations financières pour 1988-1989.  
(Document n<sup>o</sup> 167 de la session)

À la fin de son intervention, M. Levesque propose que l'Assemblée nationale approuve la politique budgétaire du gouvernement.

M. Parent (Bertrand) fait quelques commentaires au nom de l'Opposition officielle.

---

À 22 h 05, M. le Président lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mardi 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

**AFFAIRES COURANTES**

**Dépôt de rapports de commissions**

M. Dauphin (Marquette) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 11 mai 1988, a procédé à l'étude des prévisions budgétaires du Directeur général des élections pour l'année financière 1988-1989.

(Document n° 168 de la session)

---

M. Parent (Bertrand) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 10, 11 et 12 mai 1988, a étudié en détail le projet de loi:

- 101 Loi modifiant de nouveau la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la Loi sur les parcs - Rapporté avec amendements, dont un au titre.

(Document n° 169 de la session)

**Dépôt de pétitions**

Du consentement de l'Assemblée, Mme Blackburn (Chicoutimi) dépose:

Un extrait de pétition concernant l'ouverture d'établissements commerciaux le dimanche.

(Document n° 170 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, avec le consentement de l'Assemblée, M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, dépose:

Une lettre en date du 12 janvier 1988 du Club Lions de Joliette inc. adressée à Mme Violette Trépanier, adjointe parlementaire au ministre des Affaires municipales, recommandant des personnes pour siéger au conseil du HLM de Saint-Liguori.

(Document n<sup>o</sup> 171 de la session)

### Motions sans préavis

M. Marx, ministre de la Justice et Solliciteur général, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Semaine de la police qui se tient cette année du 13 au 20 mai.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

### Avis touchant les travaux des commissions

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'économie et du travail, afin d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi 11, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le cadastre, et afin de procéder à l'étude des décrets autorisant la délivrance de lettres patentes concernant le Parc technologique du Québec métropolitain;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et de procéder à l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 203, Loi concernant la ville de Sherbrooke, et le projet de loi 224, Loi concernant la cession de certains immeubles par la ville de Montréal à l'Hôpital Royal Victoria;

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, la commission suivante:

- La Commission de l'éducation, afin de poursuivre sa consultation générale sur le projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires, et le projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique.

## **AFFAIRES DU JOUR**

### **Affaires prioritaires**

Avec le consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 273 du Règlement, M. Parent (Bertrand) entame le débat sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Gendron, leader de l'Opposition officielle.

---

À 17 h 27, du consentement unanime, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

**Vingt heures**

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances.

À la fin de son intervention, Mme Vermette (Marie-Victorin) présente la motion de censure suivante:

**17 mai 1988**

---

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de négliger les services de garde à l'enfance et de priver ainsi les familles québécoises de mesures d'aide concrètes.

Du consentement unanime, le débat se poursuit au-delà de 22 h 00.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Brassard (Lac-Saint-Jean).

---

À 22 h 08, M. le Vice-président lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mercredi 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**

---

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES DU JOUR

### Affaires prioritaires

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

Et sur la motion de censure de Mme Vermette (Marie-Victorin):

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de négliger les services de garde à l'enfance et de priver ainsi les familles québécoises de mesures d'aide concrètes.

Au cours de son intervention, M. Chevette, chef de l'Opposition officielle, propose:

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral d'instaurer un régime d'imposition qui favorise les riches au détriment des citoyens dont les revenus sont plus faibles, de présenter des mesures trompeuses nettement insuffisantes pour soutenir les familles, de négliger la mission sociale de l'État et d'effectuer des opérations financières inquiétantes pour masquer l'état réel du déficit du Québec.

Le débat se poursuit sur la motion principale et sur les motions de censure.

Le débat est ajourné sur la motion de Mme Hovington (Matane).

À 13 h 00, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

**Quinze heures**

## **AFFAIRES COURANTES**

### **Dépôt de documents**

M. Gratton, leader du gouvernement, dépose au nom de M. Côté, ministre des Transports:

Le rapport annuel du ministère des Transports, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n<sup>o</sup> 172 de la session)

### **Dépôt de rapports de commissions**

M. Charbonneau (Verchères) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 11 mai 1988, a étudié en détail le projet de loi:

5 Loi modifiant la Loi sur les mines - Rapporté avec amendements.

(Document n<sup>o</sup> 173 de la session)

### **Dépôt de pétitions**

Mme Bleau (Groulx) dépose deux extraits de pétition concernant la décision prise par la Commission de la représentation électorale de détacher certaines localités de la circonscription de Groulx:

- l'un provenant des citoyens de ville de Lorraine;

(Document n<sup>o</sup> 174 de la session)

Et, du consentement de l'Assemblée:

- l'autre provenant des citoyens de ville de Bois-des-Filion.  
(Document n<sup>o</sup> 175 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, avec le consentement de l'Assemblée, M. Chevrette, chef de l'Opposition officielle, dépose:

Trois notes de services en date des 7, 17 et 18 mars 1987 concernant la suspension de deux techniciens ambulanciers d'Urgences Santé.  
(Document n<sup>o</sup> 176 de la session)

---

Du consentement unanime, M. Boulerice (Saint-Jacques) dépose:

Un document préparé par le Directeur général du Conservatoire de musique de Québec faisant état de certaines mesures envisagées dans un contexte de restrictions budgétaires pour maintenir la qualité des services offerts et permettant de poursuivre le développement des activités pédagogiques.  
(Document n<sup>o</sup> 177 de la session)

---

À l'occasion d'un complément de réponse, avec le consentement de l'Assemblée, M. Rocheleau, ministre des Approvisionnements et Services, dépose le document suivant:

Note de service du Bureau de la protection civile de Montréal concernant les dépenses administratives, en date du 10 mai 1988, reliées au programme d'assistance financière établi à la suite des inondations du 14 juillet 1987.  
(Document n<sup>o</sup> 178 de la session)

### **Motions sans préavis**

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose:

QUE les membres de cette Assemblée soulignent de façon particulière la Journée internationale des musées et félicitent tous ceux et celles qui oeuvrent dans le réseau muséal du Québec.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

M. Gratton, ministre du Tourisme, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Semaine nationale de sensibilisation au tourisme, célébrée cette année du 16 au 22 mai 1988.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de la culture, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 110, Loi sur la Régie des télécommunications;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre, d'une part, l'étude détaillée du projet de loi 15, Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune concernant les habitats fauniques, et, d'autre part, afin d'entendre les intéressés et de procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 201, Loi concernant Quebecair - Air Quebec;



- La Commission de l'éducation, afin de poursuivre sa consultation générale sur le projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires, et le projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique.

---

Mme la Vice-présidente avise l'Assemblée que la Commission des institutions se réunira afin de procéder à l'étude du décret concernant l'exclusion de dispositions apparaissant dans l'annexe de la *Loi portant abrogation de lois et dispositions législatives omises lors des refontes de 1888, 1909, 1925, 1941, 1964 et 1977* (1987, c. 37).

## AFFAIRES DU JOUR

### Affaires prioritaires

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, et sur les motions de censure proposées par Mme Vermette (Marie-Victorin) et par M. Chevrette, chef de l'Opposition officielle.

À la fin de son intervention, M. Paré (Shefford) propose:

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement libéral d'improviser un programme d'accession à la propriété dont les modalités sont quasi inaccessibles aux familles du Québec et de refuser de remettre sur pied le programme d'accession à la propriété institué par le gouvernement du Parti Québécois qui venait en aide annuellement à plus de 10 000 familles québécoises.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Gauvin (Montmagny-L'Islet).

---

**18 mai 1988**

---

À 18 h 00, Mme la Vice-présidente lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**

---

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## **AFFAIRES COURANTES**

### **Questions et réponses orales**

Il est procédé à la période des questions orales des députés.

### **Motions sans préavis**

M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose:

QUE les membres de cette Assemblée soulignent la Semaine Québec en forme qui se tiendra, cette année, du 20 au 29 mai prochain.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 201, Loi concernant Quebecair - Air Quebec;
- La Commission de l'éducation, afin de poursuivre sa consultation générale sur le projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires, et le projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique;

- La Commission de l'économie et du travail, afin d'entreprendre ses consultations particulières sur le projet de loi 31, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre;
- La Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre le débat sur le discours du budget.

## **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

Mme la Vice-présidente informe l'Assemblée que le vendredi 27 mai 1988, M. Charbonneau (Verchères) s'adressera à M. Lincoln, ministre de l'Environnement, dans le cadre de l'interpellation qui portera sur "l'environnement".

## **AFFAIRES DU JOUR**

### **Affaires prioritaires**

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

Et sur les motions de censure suivantes:

De Mme Vermette (Marie-Victorin):

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de négliger les services de garde à l'enfance et de priver ainsi les familles québécoises de mesures d'aide concrètes.

De M. Chevrette, chef de l'Opposition officielle:

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral d'instaurer un régime d'imposition qui favorise les riches au détriment des citoyens dont les revenus sont plus faibles, de présenter des mesures trompeuses nettement insuffisantes pour soutenir les familles, de négliger la mission sociale de l'État

et d'effectuer des opérations financières inquiétantes pour masquer l'état réel du déficit du Québec.

De M. Paré (Shefford):

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement libéral d'improviser un programme d'accession à la propriété dont les modalités sont quasi inaccessibles aux familles du Québec et de refuser de remettre sur pied le programme d'accession à la propriété institué par le gouvernement du Parti Québécois qui venait en aide annuellement à plus de 10 000 familles québécoises.

Le débat se poursuit jusqu'à ce que Mme la Vice-présidente constate qu'il n'y a plus d'intervenants.

En conséquence, le débat est suspendu pour se poursuivre à la Commission du budget et de l'administration.

---

À 17 h 48, du consentement unanime, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

Vingt heures

#### **Adoption du principe**

M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que le principe du projet de loi 12, Loi sur la Régie du gaz naturel, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Blais (Terrebonne).

---

19 mai 1988

---

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, proposant que le principe du projet de loi 7, Loi sur l'organisation territoriale municipale, soit maintenant adopté.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Doyon (Louis-Hébert).

---

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi 14 h 00.

En conséquence, Mme la Vice-présidente lève la séance à 21 h 26.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## **AFFAIRES COURANTES**

### **Dépôts de documents**

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation:

Le rapport annuel de la Régie des assurances agricoles du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987;

(Document n° 179 de la session)

Par M. Marx, Solliciteur général:

Le rapport annuel de la Sûreté du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1987.

(Document n° 180 de la session)

### **Dépôts de rapports de commissions**

Les rapports suivants sont déposés:

Par M. Charbonneau (Verchères):

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 18 mai 1988, a procédé à l'étude des décrets autorisant la délivrance de lettres patentes concernant le Parc technologique du Québec métropolitain.

(Document n° 181 de la session)

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 17 mai 1988, a étudié en détail le projet de loi:

- 11 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le cadastre - Rapporté avec amendements.

(Document n<sup>o</sup> 182 de la session)

Par M. Filion (Taillon):

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 19 mai 1988, a procédé à l'étude du décret concernant l'exclusion de dispositions apparaissant dans l'annexe de la *Loi portant abrogation de lois et dispositions législatives omises lors des refontes de 1888, 1909, 1925, 1941, 1964 et 1977* (1987,c.37).

(Document n<sup>o</sup> 183 de la session)

Par M. Parent (Bertrand):

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 17 et 18 mai 1988, a étudié en détail le projet de loi:

- 15 Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune concernant les habitats fauniques - Rapporté avec amendements, dont un au titre.

(Document n<sup>o</sup> 184 de la session)

Les rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 18 mai 1988, a entendu les intéressés et étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé:

- 203 Loi concernant la ville de Sherbrooke - Rapporté avec amendements.

(Document n<sup>o</sup> 185 de la session)

- 224 Loi concernant la cession de certains immeubles par la ville de Montréal à l'Hôpital Royal Victoria - Rapporté avec amendements.

(Document n<sup>o</sup> 186 de la session)

Sur motion de M. Parent (Bertrand), les rapports relatifs aux projets de loi d'intérêt privé 203 et 224 sont adoptés.



### Dépôts de pétitions

Du consentement de l'Assemblée, M. Tremblay (Rimouski) dépose:

Un extrait de pétition concernant l'annexion du secteur compris entre La Pocatière et Saint-Simon à la région 01.

(Document n<sup>o</sup> 187 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, avec le consentement de l'Assemblée, M. Filion (Taillon) dépose:

Un document préparé par la Commission de formation professionnelle de la main-d'oeuvre, région métropolitaine de Montréal, présentant en français et en anglais les services offerts.

(Document n<sup>o</sup> 188 de la session)

### Motions sans préavis

M. Chevette, chef de l'Opposition officielle, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne le 40<sup>e</sup> anniversaire du Fleurdelisé, drapeau officiel du Québec.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose:

QUE les membres de cette Assemblée soulignent le 50<sup>e</sup> anniversaire de Canards illimités Canada.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

**Avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'éducation, afin de poursuivre sa consultation générale sur le projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires, et le projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique;
- La Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre le débat sur le discours du budget.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, la commission suivante:

- La Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre ses consultations particulières sur le projet de loi 31, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre.

---

Mme la Vice-présidente donne l'avis suivant:

- La Commission du budget et de l'administration se réunira afin de tenir une séance de travail.

**Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

M. le Président informe l'Assemblée que le débat de la prochaine séance sur les affaires inscrites en vertu de l'article 97 du Règlement portera sur la motion de Mme Vermette (Marie-Victorin), laquelle se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale du Québec exige du gouvernement fédéral le respect intégral des compétences du Québec dans le secteur des garderies et du gouvernement du Québec qu'il modifie son attitude en exerçant ses compétences afin de doter les familles québécoises des services de garde auxquels elles ont droit.

## AFFAIRES DU JOUR

### Adoption du principe

M. Gratton, ministre du Tourisme, informe l'Assemblée que l'honorable Lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 19, Loi sur l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 19 est adopté.

Sur motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 19 est renvoyé à la Commission de l'économie et du travail pour étude détaillée.

---

M. Marx, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 3, Loi modifiant le Code civil en matière de copropriété et d'emphytéose, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 3 est adopté.

Sur motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 3 est renvoyé à la Commission des institutions pour étude détaillée.

M. Marx, ministre de la Justice, informe l'Assemblée que l'honorable Lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 8, Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 8 est adopté.

Sur motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 8 est renvoyé à la Commission des institutions pour étude détaillée.

---

À 18 h 00, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

**Vingt heures**

M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que le principe du projet de loi 32, Loi modifiant la Loi sur Hydro-Québec, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 32 est adopté.

Sur motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 32 est renvoyé à la Commission de l'économie et du travail pour étude détaillée.

---

**24 mai 1988**

---

À 21 h 57, M. le Vice-président lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mercredi 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES DU JOUR

### Adoption du principe

M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce, propose que le principe du projet de loi 27, Loi sur la Société de promotion économique du Québec métropolitain et modifiant la Loi sur la Société Inter-Port de Québec, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Claveau (Ungava).

---

M. Séguin, ministre du Revenu, propose que le principe du projet de loi 6, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 6 est adopté.

Sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 6 est renvoyé à la Commission du budget et de l'administration pour étude détaillée.

À 13 h 00, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose les rapports du Directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 209 Loi concernant la Ville de Métabetchouan;
- 214 Loi concernant Elzéar Plourde Ltée;
- 217 Loi concernant Vilmont Inc.;
- 228 Loi modifiant la Loi concernant le sanatorium Ross.  
(Document n<sup>o</sup> 189 de la session)

---

M. Brassard (Lac-Saint-Jean) présente le projet de loi d'intérêt privé 209, Loi concernant la Ville de Métabetchouan, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 209 soit renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.



M. Dufour (Jonquière) présente le projet de loi d'intérêt privé 214, Loi concernant Elzéar Plourde Ltée, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 214 soit renvoyé à la Commission du budget et de l'administration pour consultation et étude détaillée et que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

---

M. Maciocia (Viger) présente le projet de loi d'intérêt privé 217, Loi concernant Vilmont Inc., et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 217 soit renvoyé à la Commission du budget et de l'administration pour consultation et étude détaillée et que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

---

M. Beaudin (Gaspé) présente le projet de loi d'intérêt privé 228, Loi modifiant la Loi concernant le sanatorium Ross, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 228 soit renvoyé à la Commission des affaires sociales pour consultation et étude détaillée et que la ministre de la Santé et des Services sociaux soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

### Dépôts de documents

Le document suivant est déposé:

Par M. Côté, ministre des Transports:

Un dossier d'information en date du 8 février 1988 provenant de la Régie de l'assurance automobile du Québec et concernant l'immatriculation des motocyclettes.

(Document n<sup>o</sup> 190 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

Les rapports suivants sont déposés:

Par M. Lemieux (Vanier):

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 24 et 25 mai 1988, a poursuivi le débat sur le discours du budget.

(Document n<sup>o</sup> 191 de la session)

Par Mme Harel (Maisonnette):

Le rapport de la Commission de la culture qui, les 4, 11 et 18 mai 1988, a étudié en détail le projet de loi:

110 Loi sur la Régie des télécommunications - Rapporté avec amendements.

(Document n<sup>o</sup> 192 de la session)

### Dépôts de pétitions

Du consentement de l'Assemblée, deux extraits de pétition concernant l'avenir des 80 Centres de femmes du Québec sont déposés:

- l'un par Mme Blackburn (Chicoutimi);

(Document n<sup>o</sup> 193 de la session)

- l'autre par M. Claveau (Ungava).

(Document n<sup>o</sup> 194 de la session)

M. Perron (Duplessis), du consentement de l'Assemblée, dépose deux extraits de pétition:

- l'un concernant la décision de la Cour suprême relativement à l'avortement;

(Document n<sup>o</sup> 195 de la session)

- l'autre concernant l'embauche des travailleurs forestiers de la région de Port-Cartier.

(Document n<sup>o</sup> 196 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période des questions orales des députés.

### Motions sans préavis

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Semaine de l'âge d'or au Québec et d'une façon particulière la contribution de nos aînés à notre vie collective.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

### Avis touchant les travaux des commissions

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'éducation, afin de poursuivre sa consultation générale sur le projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires, et le projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique;

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 201, Loi concernant Quebecair - Air Quebec.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, la commission suivante:

- La Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre ses consultations particulières sur le projet de loi 31, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre.

---

Mme la Vice-présidente donne l'avis suivant:

- La Commission de l'aménagement et des équipements se réunira afin de tenir une séance de travail.

## **AFFAIRES DU JOUR**

### **Affaires inscrites par les députés de l'Opposition**

Mme Vermette (Marie-Victorin) propose:

QUE l'Assemblée nationale du Québec exige du gouvernement fédéral le respect intégral des compétences du Québec dans le secteur des garderies et du gouvernement du Québec qu'il modifie son attitude en exerçant ses compétences afin de doter les familles québécoises des services de garde auxquels elles ont droit.

Un débat s'élève.

Mme la Vice-présidente interrompt le débat et informe l'Assemblée qu'à la suite d'une réunion avec les leaders parlementaires, le temps de parole pour la durée de ce débat sera réparti comme suit:

- l'auteur de la motion aura un droit de réplique de 15 minutes;
- les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période allouée à ce débat.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, Mme Gagnon-Tremblay, ministre déléguée à la Condition féminine, propose l'amendement suivant:

QUE la motion soit modifiée en remplaçant dans la cinquième ligne les mots "modifie son attitude en exerçant" par les mots "s'assure de faire preuve d'une attitude lui permettant de continuer à exercer".

M. le Vice-président autorise quelques remarques sur la recevabilité de cet amendement puis rend la décision suivante:

#### DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

L'amendement proposé peut être interprété comme demandant au gouvernement d'ajuster le cas échéant son attitude dans l'exercice de ses compétences. Il n'écarte pas le principe de la motion principale; il la modifie et par là, tente d'obtenir l'adhésion du plus grand nombre.

En conséquence, il est conforme à l'article 197 et est recevable.

Le débat se poursuit.

À la fin de sa réplique, Mme Vermette (Marie-Victorin) propose l'amendement suivant:

QUE la motion soit modifiée en ajoutant, après la cinquième ligne, entre les mots "compétences" et "afin", les mots "de façon beaucoup plus responsable".

Après avoir autorisé quelques remarques sur la recevabilité de cet amendement, M. le Vice-président le déclare recevable.

Le débat terminé, les motions d'amendement et la motion principale sont mises aux voix.

Un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, et du consentement de l'Assemblée, le vote sur les motions est reporté à demain après les votes sur les motions de censure, sur la motion du ministre des Finances, sur les rapports regroupés des commissions qui ont étudié les crédits budgétaires et sur le projet de loi qui y fait suite.

---

À 18 h 00, M. le Vice-président lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose les rapports du Directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 200 Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal;
- 205 Loi concernant la conversion de la Fédération des caisses d'établissement du Québec, des caisses d'épargne et de crédit qui lui sont affiliées et de la Corporation de fonds de sécurité de la Fédération des caisses d'établissement du Québec ainsi que leur fusion avec Société d'entraide économique du Québec inc.;
- 206 Loi concernant La Laurentienne, mutuelle d'Assurance;
- 223 Loi concernant la ville de Saint-Basile-le-Grand;
- 232 Loi concernant la Ville de Bromont.

(Document n<sup>o</sup> 197 de la session)

---

Mme Trépanier (Dorion) présente le projet de loi d'intérêt privé 200, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 200 soit renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

---

M. Chevette (Joliette) présente le projet de loi d'intérêt privé 205, Loi concernant la conversion de la Fédération des caisses d'établissement du Québec, des caisses d'épargne et de crédit qui lui sont affiliées et de la Corporation de fonds de sécurité de la Fédération des caisses d'établissement du Québec ainsi que leur fusion avec Société d'entraide économique du Québec inc., et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 205 soit renvoyé à la Commission du budget et de l'administration pour consultation et étude détaillée et que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

---

M. Lemieux (Vanier) présente le projet de loi d'intérêt privé 206, Loi concernant La Laurentienne, mutuelle d'Assurance, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 206 soit renvoyé à la Commission du budget et de l'administration pour consultation et étude détaillée et que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.



La motion est adoptée.

---

M. Latulippe (Chambly) présente le projet de loi d'intérêt privé 223, Loi concernant la ville de Saint-Basile-le-Grand, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 223 soit renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

---

M. Tremblay (Iberville) présente le projet de loi d'intérêt privé 232, Loi concernant la Ville de Bromont, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 232 soit renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

### Dépôts de documents

Du consentement de l'Assemblée, M. Chevette, chef de l'Opposition officielle, dépose:

Liasse de lettres concernant le financement des Maisons de jeunes du Québec.

(Document n<sup>o</sup> 198 de la session)

### Dépôts de pétitions

Du consentement de l'Assemblée, M. Perron (Duplessis) dépose:

Un extrait de pétition concernant l'expropriation de certains commerçants et propriétaires de Schefferville.

(Document n<sup>o</sup> 199 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée, M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, dépose le document suivant:

Échange de correspondance entre le ministère des Affaires municipales, un locataire et le procureur de certains résidents de Schefferville concernant les indemnités rattachées à leur départ de cette localité.

(Document n<sup>o</sup> 200 de la session)

### Motions sans préavis

M. Chevette, chef de l'Opposition officielle, présente une motion qui ne peut être mise en discussion faute de consentement unanime.

Mme Vermette (Marie-Victorin) propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Semaine nationale pour l'intégration des personnes handicapées.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'éducation, afin de poursuivre sa consultation générale sur le projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires, et le projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique;
- La Commission de l'économie et du travail, afin d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi 19, Loi sur l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec;
- La Commission du budget et de l'administration, afin d'entreprendre sa consultation générale sur le document intitulé: *Décloisonnement des intermédiaires*.

#### **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

Du consentement de l'Assemblée, M. Paradis, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, dépose le document suivant:

Copie d'un communiqué de presse concernant les demandes de prestations devant être faites en vertu du programme SUPRET.

(Document n° 201 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 299 du Règlement, le vendredi 3 juin 1988, Mme Blackburn (Chicoutimi) s'adressera à M. Ryan, ministre de l'Éducation et ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, dans le cadre de l'interpellation qui portera sur "l'éducation des adultes".

---

M. le Président fait part à l'Assemblée de la tenue d'un débat de fin de séance qui aura lieu à la demande de M. Perron (Duplessis) et qui portera sur une question adressée à M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, concernant la ville de Schefferville.

## **AFFAIRES DU JOUR**

### **Affaires prioritaires**

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement, et sur les motions de censure présentées par Mme Vermette (Marie-Victorin), par M. Chevette, chef de l'Opposition officielle, et par M. Paré (Shefford).

Le débat terminé, l'Assemblée procède à la mise aux voix des motions de censure et de la motion de M. Levesque, ministre des Finances.

Un vote par appel nominal ayant été demandé, l'Assemblée procède donc aux votes sur les motions suivantes:

La motion de censure de Mme Vermette (Marie-Victorin):

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de négliger les services de garde à l'enfance et de priver ainsi les familles québécoises de mesures d'aide concrètes.

(Vote n° 13)

POUR

Blackburn	Chevrette	Gendron	Parent
Blais	Claveau	Harel	(Bertrand)
Brassard	Desbiens	Jolivet	Perron
Charbonneau	Dufour	Paré	Vermette

CONTRE

Audet	Després	Khelfa	Poulin
Bacon	Dionne	Laporte	Rémillard
Baril	Dougherty	Latulippe	Richard
Beaudin	Dubois	Leclerc	Robic
Bégin	Farrah	Lefebvre	Rocheleau
Bélanger	Forget	Lemieux	Ryan
(Laval-des-Rap.)	Fortier	Levesque	Saintonge
Bélanger	Fortin	Maltais	St-Roch
(Még.-Compton)	French	Messier	Savoie
Bissonnet	Gagnon-Tremblay	Middlemiss	Séguin
Bleau	Gardner	Paradis	Théorêt
Bourassa	Gauvin	(Brome-Miss.)	Thuringer
Bourbeau	Gervais	Paradis	Tremblay
Bradet	Gobé	(Matapédia)	(Rimouski)
Brouillette	Gratton	Parent	Vaillancourt
Camden	Hains	(Sauvé)	Vallerand
Cannon	Hamel	Pelchat	Vallières
Chagnon	Hovington	Philibert	
Cusano	Joly	Polak	

La motion est rejetée, les voix se divisant ainsi:

Pour: 15 Contre: 68

La motion de censure de M. Chevrette, chef de l'Opposition officielle:

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral d'instaurer un régime d'imposition qui favorise les riches au détriment des citoyens dont les revenus sont plus faibles, de présenter des mesures trompeuses nettement insuffisantes pour soutenir les familles, de négliger la mission sociale de l'État et d'effectuer des opérations financières inquiétantes pour masquer l'état réel du déficit du Québec.

(Vote n° 14)

# POUR

Blackburn	Chevrette	Gendron	Parent
Blais	Claveau	Harel	(Bertrand)
Brassard	Desbiens	Jolivet	Perron
Charbonneau	Dufour	Paré	Vermette

# CONTRE

Audet	Després	Khelfa	Poulin
Bacon	Dionne	Laporte	Rémillard
Baril	Dougherty	Latulippe	Richard
Beaudin	Dubois	Leclerc	Robic
Bégin	Farrah	Lefebvre	Rocheleau
Bélanger	Forget	Lemieux	Ryan
(Laval-des-Rap.)	Fortier	Levesque	Saintonge
Bélanger	Fortin	Maltais	St-Roch
(Még.-Compton)	French	Messier	Savoie
Bissonnet	Gagnon-Tremblay	Middlemiss	Séguin
Bleau	Gardner	Paradis	Théorêt
Bourassa	Gauvin	(Brome-Miss.)	Thuringer
Bourbeau	Gervais	Paradis	Tremblay
Bradet	Gobé	(Matapédia)	(Rimouski)
Brouillette	Gratton	Parent	Vaillancourt
Camden	Hains	(Sauvé)	Vallerand
Cannon	Hamel	Pelchat	Vallières
Chagnon	Hovington	Philibert	
Cusano	Joly	Polak	

La motion est rejetée, les voix se divisant ainsi:

Pour: 15 Contre: 68

La motion de censure de M. Paré (Shefford):

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement libéral d'improviser un programme d'accession à la propriété dont les modalités sont quasi inaccessibles aux familles du Québec et de refuser de remettre sur pied le programme d'accession à la propriété institué par le gouvernement du Parti Québécois qui venait en aide annuellement à plus de 10 000 familles.

(Vote n° 15)

POUR

Blackburn	Chevrette	Gendron	Parent
Blais	Claveau	Harel	(Bertrand)
Brassard	Desbiens	Jolivet	Perron
Charbonneau	Dufour	Paré	Vermette

CONTRE

Audet	Bradet	Fortin	Laporte
Bacon	Brouillette	French	Latulippe
Baril	Camden	Gagnon-Tremblay	Leclerc
Beaudin	Cannon	Gardner	Lefebvre
Bégin	Chagnon	Gauvin	Lemieux
Bélanger	Cusano	Gervais	Levesque
(Laval-des-Rap.)	Després	Gobé	Maltais
Bélanger	Dionne	Gratton	Messier
(Még.-Compton)	Dougherty	Hains	Middlemiss
Bissonnet	Dubois	Hamel	Paradis
Bleau	Farrah	Hovington	(Brome-Miss.)
Bourassa	Forget	Joly	Paradis
Bourbeau	Fortier	Khelfa	(Matapédia)

Parent (Sauvé)	Rémillard Richard	St-Roch Savoie	Tremblay (Rimouski)
Pelchat	Robic	Séguin	Vaillancourt
Philibert	Rocheleau	Théorêt	Vallerand
Polak	Ryan	Thuringer	Vallières
Poulin	Saintonge		

La motion est rejetée, les voix se divisant ainsi:

Pour: 15    Contre: 68

L'Assemblée procède au vote par appel nominal sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

(Vote n<sup>o</sup> 16)

POUR

Audet	Després	Khelfa	Poulin
Bacon	Dionne	Laporte	Rémillard
Baril	Dougherty	Latulippe	Richard
Beaudin	Dubois	Leclerc	Robic
Bégin	Farrah	Lefebvre	Rocheleau
Bélanger	Forget	Lemieux	Ryan
(Laval-des-Rap.)	Fortier	Levesque	Saintonge
Bélanger	Fortin	Maltais	St-Roch
(Még.-Compton)	French	Messier	Savoie
Bissonnet	Gagnon-Tremblay	Middlemiss	Séguin
Bleau	Gardner	Paradis	Théorêt
Bourassa	Gauvin	(Brome-Miss.)	Thuringer
Bourbeau	Gervais	Paradis	Tremblay
Bradet	Gobé	(Matapédia)	(Rimouski)
Brouillette	Gratton	Parent	Vaillancourt
Camden	Hains	(Sauvé)	Vallerand
Cannon	Hamel	Pelchat	Vallières
Chagnon	Hovington	Philibert	
Cusano	Joly	Polak	



CONTRE

Blackburn	Chevrette	Gendron	Parent
Blais	Claveau	Harel	(Bertrand)
Brassard	Desbiens	Jolivet	Perron
Charbonneau	Dufour	Paré	Vermette

La motion est adoptée, les voix se divisant ainsi:

Pour: 68      Contre: 15

---

Les rapports regroupés des commissions qui ont étudié les crédits budgétaires pour l'année financière 1988-1989 sont alors mis aux voix et adoptés à la majorité des voix.

M. Levesque, ministre des Finances, présente ensuite le projet de loi 30, Loi n<sup>o</sup>2 sur les crédits, 1988-1989, propose l'adoption de son principe et l'adoption du projet de loi proprement dit.

La motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 30 est adopté.

---

**Votes reportés**

L'Assemblée procède au vote par appel nominal reporté sur la motion présentée par Mme Vermette (Marie-Victorin) en vertu de l'article 97 du Règlement:

QUE l'Assemblée nationale du Québec exige du gouvernement fédéral le respect intégral des compétences du Québec dans le secteur des garderies et du gouvernement du Québec qu'il modifie son attitude en exerçant ses compétences

afin de doter les familles québécoises des services de garde auxquels elles ont droit.

Et sur les motions d'amendement de Mme Gagnon-Tremblay, ministre déléguée à la Condition féminine, et de Mme Vermette (Marie-Victorin).

L'amendement de Mme Gagnon-Tremblay, ministre déléguée à la Condition féminine, qui se lit comme suit:

QUE la motion soit modifiée en remplaçant dans la cinquième ligne les mots "modifie son attitude en exerçant" par les mots "s'assure de faire preuve d'une attitude lui permettant de continuer à exercer".

(Vote n° 17)

#### POUR

Audet	Després	Khelfa	Poulin
Bacon	Dionne	Laporte	Rémillard
Baril	Dougherty	Latulippe	Richard
Beaudin	Dubois	Leclerc	Robic
Bégin	Farrah	Lefebvre	Rocheleau
Bélanger	Forget	Lemieux	Ryan
(Laval-des-Rap.)	Fortier	Levesque	Saintonge
Bélanger	Fortin	Maltais	St-Roch
(Még.-Compton)	French	Messier	Savoie
Bissonnet	Gagnon-Tremblay	Middlemiss	Séguin
Bleau	Gardner	Paradis	Théorêt
Bourassa	Gauvin	(Brome-Miss.)	Thuringer
Bourbeau	Gervais	Paradis	Tremblay
Bradet	Gobé	(Matapédia)	(Rimouski)
Brouillette	Gratton	Parent	Vaillancourt
Camden	Hains	(Sauvé)	Vallerand
Cannon	Hamel	Pelchat	Vallières
Chagnon	Hovington	Philibert	
Cusano	Joly	Polak	

CONTRE

Blackburn	Chevrette	Gendron	Parent
Blais	Claveau	Harel	(Bertrand)
Brassard	Desbiens	Jolivet	Perron
Charbonneau	Dufour	Paré	Vermette

L'amendement est adopté, les voix se divisant ainsi:

Pour: 68 Contre: 15

L'amendement de Mme Vermette (Marie-Victorin), qui se lit comme suit:

QUE la motion soit modifiée en ajoutant après la cinquième ligne, entre les mots "compétences" et "afin", les mots "de façon beaucoup plus responsable".

(Vote n° 18)

POUR

Blackburn	Chevrette	Gendron	Parent
Blais	Claveau	Harel	(Bertrand)
Brassard	Desbiens	Jolivet	Perron
Charbonneau	Dufour	Paré	Vermette

CONTRE

Audet	Bleau	Dionne	Gauvin
Bacon	Bourassa	Dougherty	Gervais
Baril	Bourbeau	Dubois	Gobé
Beaudin	Bradet	Farrah	Gratton
Bégin	Brouillette	Forget	Hains
Bélanger	Camden	Fortier	Hamel
(Laval-des-Rap.)	Cannon	Fortin	Hovington
Bélanger	Chagnon	French	Joly
(Még.-Compton)	Cusano	Gagnon-Tremblay	Khelfa
Bissonnet	Després	Gardner	Laporte

Latulippe	Paradis	Robic	Théorêt
Leclerc	(Matapédia)	Rocheleau	Thuringer
Lefebvre	Parent	Ryan	Tremblay
Lemieux	(Sauvé)	Saintonge	(Rimouski)
Levesque	Pelchat	St-Roch	Vaillancourt
Maltais	Philibert	Savoie	Vallerand
Messier	Polak	Séguin	Vallières
Middlemiss	Poulin		
Paradis	Rémillard		
(Brome-Miss.)	Richard		

L'amendement est rejeté, les voix se divisant ainsi:

Pour: 15 Contre: 68

La motion amendée de Mme Vermette (Marie-Victorin), qui se lirait comme suit:

QUE l'Assemblée nationale du Québec exige du gouvernement fédéral le respect intégral des compétences du Québec dans le secteur des garderies et du gouvernement du Québec qu'il s'assure de faire preuve d'une attitude lui permettant de continuer à exercer ses compétences afin de doter les familles québécoises des services de garde auxquels elles ont droit.

(Vote n° 19)

# POUR

Audet	Bissonnet	Camden	Dionne
Bacon	Blackburn	Cannon	Dougherty
Baril	Blais	Chagnon	Dubois
Beaudin	Bleau	Charbonneau	Dufour
Bégin	Bourassa	Chevrette	Farrah
Bélanger	Bourbeau	Claveau	Forget
(Laval-des-Rap.)	Bradet	Cusano	Fortier
Bélanger	Brassard	Desbiens	Fortin
(Még.-Compton)	Brouillette	Després	French

Gagnon-Tremblay	Laporte	Parent	Ryan
Gardner	Latulippe	(Bertrand)	Saintonge
Gauvin	Leclerc	Parent	St-Roch
Gendron	Lefebvre	(Sauvé)	Savoie
Gervais	Lemieux	Pelchat	Séguin
Gobé	Levesque	Perron	Théorêt
Gratton	Maltais	Philibert	Thuringer
Hains	Messier	Polak	Tremblay
Hamel	Middlemiss	Poulin	(Rimouski)
Harel	Paradis	Rémillard	Vaillancourt
Hovington	(Brome-Miss.)	Richard	Vallerand
Jolivet	Paradis	Robic	Vallières
Joly	(Matapédia)	Rocheleau	Vermette
Khelfa	Paré		

## CONTRE

(Aucun)

La motion amendée de Mme Vermette (Marie-Victorin) est donc adoptée par le vote suivant:

Pour: 83    Contre: 0

---

## Adoption du principe

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 28, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec et d'autres dispositions législatives en matière de promotion et de développements industriels, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 28 est adopté.

Sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 28 est renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour étude détaillée.

---

À 18 h 00, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

**Vingt heures**

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, proposant que le principe du projet de loi 7, Loi sur l'organisation territoriale municipale, soit maintenant adopté.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement.

---

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 38, Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 38 est adopté.

Sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 38 est renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour étude détaillée.

---

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 24, Loi sur le traitement des élus municipaux, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Dufour (Jonquière).

#### **Débat de fin de séance**

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, répond à la question soulevée par M. Perron (Duplessis) concernant la ville de Schefferville.

---

À 22 h 09, Mme la Vice-présidente lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mardi 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**





---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

233 Loi concernant Les Immeubles Benoît Inc.

(Document n<sup>o</sup> 202 de la session)

M. Hétu (Labelle) présente le projet de loi d'intérêt privé 233, Loi concernant Les Immeubles Benoît Inc., et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 233 soit renvoyé à la Commission du budget et de l'administration pour consultation et étude détaillée et que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

### Dépôts de documents

M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, dépose les documents suivants:

- Le cadre de référence pour le plan quinquennal d'investissements universitaires 1987-1992;

(Document n<sup>o</sup> 203 de la session)

- Le décret 401-88 concernant l'approbation du plan quinquennal d'investissements universitaires pour la période du 1<sup>er</sup> juin 1987 au 31 mai 1992.

(Document n<sup>o</sup> 204 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

Les rapports suivants sont déposés:

Par M. Charbonneau (Verchères):

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 26 mai 1988, a étudié en détail le projet de loi:

- 19 Loi sur l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec-Rapporté avec amendements.

(Document n<sup>o</sup> 205 de la session)

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 24, 25 et 26 mai 1988, a procédé à des consultations particulières sur le projet de loi:

- 31 Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre.

(Document n<sup>o</sup> 206 de la session)

Par M. Parent (Bertrand):

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 19 et 25 mai 1988, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:

- 201 Loi concernant Quebecair - Air Quebec - Rapporté sans amendement.

(Document n<sup>o</sup> 207 de la session)

Sur motion de M. Parent (Bertrand), le rapport relatif au projet de loi d'intérêt privé 201 est adopté.

### Dépôts de pétitions

Sont déposés deux extraits de pétition concernant le projet de réforme de l'aide sociale proposé par le ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu:

- l'un par Mme Blackburn (Chicoutimi);  
(Document n<sup>o</sup> 208 de la session)
- l'autre par M. Paré (Shefford).  
(Document n<sup>o</sup> 209 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Paré (Shefford) dépose:

Un extrait de pétition concernant la parité de l'aide sociale pour les personnes de moins de 30 ans.  
(Document n<sup>o</sup> 210 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période des questions orales des députés.

### Motions sans préavis

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose:

QUE les membres de cette Assemblée soulignent la Semaine de la chanson française d'ici.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

M. Bourassa, Premier ministre, propose:

QU'à l'occasion de l'accession de l'archevêque de Montréal au siège cardinalice, l'Assemblée nationale félicite chaleureusement monseigneur Paul Grégoire et lui souhaite un cardinalat des plus fructueux.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

M. Boulerice (Saint-Jacques) propose:

QUE cette Assemblée adresse ses plus sincères félicitations à l'équipe du Cirque du soleil qui s'est méritée l'admiration des critiques et du public new-yorkais.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement, M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre sa consultation générale sur le document intitulé: *Décloisonnement des intermédiaires*;
- La Commission des institutions, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 8, Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels, et du projet de loi 3, Loi modifiant le Code civil en matière de copropriété et d'emphytéose;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entreprendre ses consultations particulières sur le document intitulé: *Politique d'utilisation des pesticides en milieu forestier*;

- La Commission de l'économie et du travail, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 32, Loi modifiant la Loi sur Hydro-Québec, et du projet de loi 12, Loi sur la Régie du gaz naturel;
- La Commission de la culture, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 2, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Affaires culturelles.

## **AFFAIRES DU JOUR**

### **Adoption du principe**

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, proposant que le principe du projet de loi 12, Loi sur la Régie du gaz naturel, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 12 est adopté.

Sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 12 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

---

M. Rocheleau, ministre des Approvisionnements et Services, informe l'Assemblée que l'honorable Lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 25, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 25 est adopté.

Sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 25 est renvoyé en commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

---

À 18 h 00, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

#### Vingt heures

M. Paradis, ministre du Travail, propose que le principe du projet de loi 29, Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 29 est adopté.

Sur motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 29 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

---

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, proposant que le principe du projet de loi 7, Loi sur l'organisation territoriale municipale, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 7 est adopté.

Sur motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 7 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

---

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, proposant que le principe du projet de loi 24, Loi sur le traitement des élus municipaux, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 24 est adopté.

Sur motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 24 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

---

À 22 h 05, M. le Vice-président lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mercredi 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**





---

---

Dix heures

Moment de recueillement

## **AFFAIRES COURANTES**

Du consentement de l'Assemblée et sur motion de M. Gratton, leader du gouvernement, il est ordonné:

QUE malgré l'article 21 du Règlement, l'Assemblée procède d'abord, aujourd'hui, aux affaires du jour, les affaires courantes étant reportées à quinze heures cet après-midi.

## **AFFAIRES DU JOUR**

### **Adoption du principe**

M. Ryan, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le principe du projet de loi 22, Loi modifiant le Code des professions, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 22 est adopté.

Sur motion de M. Pagé, au nom du leader du gouvernement, le projet de loi 22 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation.

---

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le principe du projet de loi 21, Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles concernant le paiement des produits agricoles, soit maintenant adopté.

**1er juin 1988**

---

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 21 est adopté.

Sur motion de M. Pagé, au nom du leader du gouvernement, le projet de loi 21 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation.

---

M. French, ministre des Communications, informe l'Assemblée que l'honorable Lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 26, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 26 est adopté.

Sur motion de M. Pagé, au nom du leader du gouvernement, le projet de loi 26 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de la culture.

---

À 12 h 50, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

**Quinze heures**

## **AFFAIRES COURANTES**

### **Présentation de projets de loi**

M. le Président communique et dépose les rapports du Directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 213 Loi concernant la fusion par absorption entre la Coopérative Forestière du Nord-Ouest et la Fédération des Chantiers Coopératifs de l'Ouest Québécois;
- 221 Loi modifiant la Loi fusionnant le Trust Général du Canada et la Société d'Administration et de Fiducie.  
(Document n<sup>o</sup> 211 de la session)

---

M. Gendron (Abitibi-Ouest) présente le projet de loi d'intérêt privé 213, Loi concernant la fusion par absorption entre la Coopérative Forestière du Nord-Ouest et la Fédération des Chantiers Coopératifs de l'Ouest Québécois, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 213 soit renvoyé à la Commission de l'économie et du travail pour consultation et étude détaillée et que le ministre de l'Industrie et du Commerce soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

---

M. Chagnon (Saint-Louis) présente le projet de loi d'intérêt privé 221, Loi modifiant la Loi fusionnant le Trust Général du Canada et la Société d'Administration et de Fiducie, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 221 soit renvoyé à la Commission du budget et de l'administration pour consultation et étude détaillée et que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

## Dépôts de documents

Les documents suivants sont déposés:

Par Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles:

Un avis de la Commission des biens culturels du Québec concernant le classement de la cathédrale Christ Church de Montréal.

(Document n<sup>o</sup> 212 de la session)

Par Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux:

Le rapport annuel du ministère de la Santé et des Services sociaux, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n<sup>o</sup> 213 de la session)

Par M. Lincoln, ministre de l'Environnement:

Un document intitulé: *L'environnement au Québec: un premier bilan.*

(Document n<sup>o</sup> 214 de la session)

## Dépôts de pétitions

Sont déposés deux extraits de pétition concernant le projet de réforme de l'aide sociale proposé par le ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu:

- l'un par M. Brassard, député de Lac-Saint-Jean;  
(Document n<sup>o</sup> 215 de la session)

- l'autre, du consentement de l'Assemblée, par M. Chevette, chef de l'Opposition officielle.  
(Document n<sup>o</sup> 216 de la session)

M. Garon (Lévis), du consentement de l'Assemblée, dépose:

Un extrait de pétition concernant l'étiquetage et la mise en marché des produits irradiés.

(Document n<sup>o</sup> 217 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période des questions orales des députés.

### Motions sans préavis

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 188 du Règlement, M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission de l'aménagement et des équipements procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques le 8 juin 1988 afin d'examiner l'opportunité de mettre en vigueur les articles 10, 14, 15, 51, 63 et 101 de la loi 76, *Loi sur le camionnage*;

QUE les organismes suivants soient invités à être entendus par ladite commission, et ce dans l'ordre et selon l'horaire ci-après indiqués:

- |                    |  |
|--------------------|--|
| 11 h 30 à 12 h 00: | Remarques préliminaires<br>15 minutes - ministre;<br>15 minutes - porte-parole de l'Opposition officielle; |
| 12 h 00 à 13 h 00: | L'Association du camionnage du Québec inc.;  |
| 15 h 00 à 16 h 00: | L'Association des propriétaires indépendants de camions-remorques et semi-remorques;                       |
| 16 h 00 à 17 h 00: | L'Association des manufacturiers canadiens; et   |

QUE le ministre des Transports soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

M. Lincoln, ministre de l'Environnement, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Semaine de lutte contre les précipitations acides de la Nouvelle-Angleterre et de l'est du Canada qui a débuté le 29 mai et se poursuit jusqu'au 4 juin 1988.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

Du consentement de l'Assemblée, M. Lincoln, ministre de l'Environnement, dépose:

Proclamation du Premier ministre du Québec concernant la Semaine des précipitations acides de la Nouvelle-Angleterre et de l'est du Canada.

(Document n<sup>o</sup> 218 de la session)

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre sa consultation générale sur le document intitulé: *Décloisonnement des intermédiaires*;
- La Commission de la culture, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 26, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications;
- La Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 12, Loi sur la Régie du gaz naturel.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, la commission suivante:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre ses consultations particulières sur le document intitulé: *Politique d'utilisation des pesticides en milieu forestier*.

---

M. le Vice-président donne l'avis suivant:

- La Commission de la culture se réunira afin de tenir une séance de travail.

## **AFFAIRES DU JOUR**

### **Adoption du principe**

M. Marx, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 4, Loi modifiant le Code civil et le Code de procédure civile en matière de séparation de corps, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 4 est adopté.

Sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 4 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

---

M. Marx, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 20, Loi portant abrogation de certaines dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 20 est adopté.

Sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 20 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

---

À 17 h 29, du consentement unanime, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

#### **Vingt heures**

M. Paradis, ministre du Travail et ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, propose que le principe du projet de loi 31, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À la fin de son intervention, M. Chevette, chef de l'Opposition officielle, propose l'amendement suivant:

QUE la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en ajoutant à la fin les mots "dans cinq mois".

M. le Vice-président suspend la séance pour réunir les leaders des groupes parlementaires. À la reprise des travaux, il informe l'Assemblée que les deux heures du débat restreint sur la motion de report seront réparties également entre les deux groupes, que le temps non utilisé par l'un des groupes ne pourra l'être par l'autre et que, dans ce cadre, le temps de parole de chaque intervenant ne sera pas limité.

Un débat s'ensuit sur la motion de report proposée par M. Chevette, chef de l'Opposition officielle.



**1er juin 1988**

---

**Le jeudi 2 juin 1988**

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, et du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 223 du Règlement, il est ordonné:

QUE le vote par appel nominal sur cette motion soit reporté à la séance du lundi 6 juin 1988.

Sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, et du consentement unanime, il est ordonné:

QUE le débat sur l'adoption du principe du projet de loi 31 reprenne à la séance du lundi 6 juin 1988 ou à une séance subséquente et, qu'à cette occasion, il soit limité à deux interventions par groupe parlementaire, incluant le droit de réplique du ministre.

---

À 0 h 10, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, M. le Vice-président ajourne les travaux à 10 h 00.

---

#### SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le mercredi 1<sup>er</sup> juin 1988, à 11 h 00, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Saintonge, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Messier, le représentant du Premier ministre, de M. Jolivet, le

**1er juin 1988**

---

représentant du Chef de l'Opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur du Québec de sanctionner les projets de loi suivants:

- 30 Loi n<sup>o</sup> 2 sur les crédits, 1988-1989;
- 94 Loi sur le Conseil de la famille.

*Le président*

**PIERRE LORRAIN**

---

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Déclarations ministérielles

M. Paradis, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, fait part d'une décision du gouvernement de hausser le taux horaire du salaire minimum, l'entrée en vigueur de cette augmentation étant prévue pour le 1<sup>er</sup> octobre 1988.

Mme Harel (Maisonneuve) fait quelques commentaires au nom de l'Opposition officielle et le ministre termine par une courte réplique.

### Dépôts de documents

Le document suivant est déposé:

Par Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles:

Un avis de la Commission des biens culturels du Québec concernant le classement de la maison Woodbury-Matte à l'Ancienne-Lorette.

(Document n<sup>o</sup> 219 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, avec le consentement de l'Assemblée, M. Côté, ministre des Transports, dépose:

Un échange de correspondance concernant le mur de protection de la façade principale de l'église Saint-François à l'île d'Orléans.

(Document n<sup>o</sup> 220 de la session)

## **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre sa consultation générale sur le document intitulé: *Décloisonnement des intermédiaires*;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre ses consultations particulières sur le document intitulé: *Politique d'utilisation des pesticides en milieu forestier*;
- La Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 12, Loi sur la Régie du gaz naturel;
- La Commission de l'éducation, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 22, Loi modifiant le Code des professions.

---

M. le Président donne l'avis suivant:

- La Commission des institutions se réunira afin de tenir une séance de travail.

## **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 299 du Règlement, le vendredi 10 juin 1988, M. Jolivet (Laviolette) s'adressera à M. Dutil, ministre délégué à la Famille, à la Santé et aux Services sociaux, dans le cadre de l'interpellation qui portera sur "l'absence de véritable politique familiale".

## AFFAIRES DU JOUR

### Affaires prioritaires

M. Fillion (Taillon) propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale blâme vigoureusement le gouvernement qui, par la voix de son ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, a tenu des propos irresponsables en ridiculisant les personnes qui, par leur action tout à fait démocratique, contribuent à assurer la survie de la collectivité francophone et à endiguer la menace d'anglicisation.

Un débat s'élève.

M. le Vice-président interrompt le débat et informe l'Assemblée qu'à la suite d'une réunion avec les leaders parlementaires, le temps de parole pour la durée de ce débat sera réparti comme suit:

- l'auteur de la motion aura un droit de réplique de 15 minutes;
- les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période allouée à ce débat;
- la durée de chacune des interventions ne sera soumise à aucune limite.

Le débat se poursuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n<sup>o</sup> 20)

#### POUR

Blackburn	Claveau	Godin	Paré
Blais	Desbiens	Harel	Perron
Brassard	Fillion	Jolivet	Rocheffort
Charbonneau	Garon	Juneau	Vermette
Chevrette	Gendron		

CONTRE

Bacon	Doyon	Legault	Rémillard
Bégin	Dubois	Lemieux	Richard
Bélanger	Dutil	Lemire	Rivard
(Laval-des-Rap.)	Forget	Levesque	Robic
Bélisle	Fortier	Lincoln	Ryan
Bissonnet	French	Maciocia	Saintonge
Bleau	Gagnon-Tremblay	Marcil	St-Roch
Bourassa	Gauvin	Marx	Séguin
Bourbeau	Gobé	Messier	Sirros
Bradet	Gratton	Pagé	Théorêt
Camden	Hains	Paradis	Thérien
Cannon	Hamel	(Matapédia)	Thuringer
Cardinal	Héту	Parent	Tremblay
Ciaccia	Hovington	(Sauvé)	(Iberville)
Côté	Joly	Pelchat	Trudel
(Riv.-du-Loup)	Kehoe	Philibert	Vaillancourt
Dauphin	Khelfa	Polak	Vallerand
Dionne	Leclerc	Poulin	Vallières
Dougherty	Lefebvre		

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 18    Contre: 69

---

À 13 h 00, M. le Président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

Projets de loi du gouvernement

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

QU'en raison de l'urgence de la situation, il y a lieu, conformément aux dispositions des articles 182 et 183 du Règlement, et ce, en vue de l'adoption du projet de loi 23, Loi modifiant la Loi sur la représentation électorale, de proposer:

QUE les règles ci-après mentionnées soient suspendues: les articles 20, 21, 22 et 54, les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> alinéas de l'article 87, les articles 88 à 93, 111 à 114, 205 à 208, 230, 232, 233, 236, 237, 240, 241, le 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 244, à l'article 248: les mots "et l'adoption du projet de loi est fixée à une séance subséquente" et les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> alinéas de l'article 256;

QUE les règles ci-dessus énumérées soient suspendues jusqu'à l'adoption dudit projet de loi;

QUE, malgré les dispositions de l'article 29, toutes les séances de l'Assemblée nationale soient publiques;

QUE, malgré les dispositions de l'article 245, la commission plénière fasse rapport au plus tard 1 heure après le début de ses travaux;

QUE dix minutes avant l'expiration de ce délai, le président de la commission plénière mette aux voix, sans débat, les articles et les amendements dont la commission n'aurait pas disposé;

QUE le débat sur l'adoption du projet de loi soit limité à un maximum de 20 minutes par groupe parlementaire et qu'une réplique de 5 minutes soit accordée au ministre qui présente ledit projet de loi;

QUE, dès l'adoption de la présente motion, l'Assemblée puisse siéger jusqu'à l'adoption du projet de loi 23, Loi modifiant la Loi sur la représentation électorale, avec suspension de 18 h 00 à 19 h 00.

Le projet de loi 23, Loi modifiant la Loi sur la représentation électorale, est distribué.

Après une suspension, l'Assemblée entreprend le débat restreint sur la motion de suspension des règles présentée par M. Gratton, leader du gouvernement.

M. le Président interrompt le débat et informe l'Assemblée qu'après une réunion des leaders, le temps de parole sera réparti de la façon suivante:

- l'auteur de la motion aura un droit de réplique de 15 minutes;

- M. Rochefort, député indépendant de Gouin, disposera de 15 minutes;
- les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période allouée à ce débat.

Le débat se poursuit sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 21)

# POUR

Baril	Doyon	Lefebvre	Poulin
Bégin	Dubois	Legault	Rocheleau
Bélisle	Forget	Lincoln	Saintonge
Bissonnet	Fortier	Maciocia	St-Roch
Bleau	Gauvin	Marcil	Sirros
Bradet	Gobé	Messier	Théorêt
Camden	Gratton	Paradis	Thérien
Cardinal	Hétu	(Matapédia)	Thuringer
Côté	Hovington	Parent	Tremblay
(Riv.-du-Loup)	Joly	(Sauvé)	(Iberville)
Dauphin	Kehoe	Pelchat	Trudel
Dionne	Khelfa	Philibert	Vaillancourt
Dougherty	Latulippe	Polak	Vallières

# CONTRE

Blackburn	Claveau	Godin	Parent
Blais	Desbiens	Harel	(Bertrand)
Brassard	Filion	Jolivet	Perron
Charbonneau	Garon	Juneau	Rochefort
Chevrette	Gendron	Paré	Vermette

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 48 Contre: 19



À 18 h 00, M. le Président suspend la séance jusqu'à 19 h 15.

---

19 h 15

M. Gratton, ministre délégué à la Réforme électorale, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi 23, Loi modifiant la Loi sur la représentation électorale.

La motion est adoptée.

M. Gratton, ministre délégué à la Réforme électorale, propose que le principe du projet de loi 23 soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n<sup>o</sup> 22)

POUR

Baril	Dubois	Leclerc	Polak
Bissonnet	Forget	Lemire	Poulin
Bleau	Fortier	Lincoln	Richard
Bradet	French	MacDonald	Ryan
Brouillette	Gauvin	Marcil	St-Roch
Camden	Gobé	Marx	Séguin
Cardinal	Gratton	Paradis	Sirros
Côté	Hains	(Matapédia)	Thérien
(Riv.-du-Loup)	Hétu	Parent	Thuringer
Dougherty	Hovington	(Sauvé)	Vallières
Doyon	Khelfa	Pelchat	

CONTRE

Blackburn	Claveau	Godin	Paré
Blais	Desbiens	Harel	Parent
Brassard	Filion	Jolivet	(Bertrand)
Charbonneau	Garon	Juneau	Vermette
Chevrette	Gendron		

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 40    Contre: 17

En conséquence, le principe du projet de loi 23 est adopté.

Sur motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 23 est renvoyé en commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté à la majorité des voix.

M. Gratton, ministre délégué à la Réforme électorale, propose l'adoption du projet de loi 23, Loi modifiant la Loi sur la représentation électorale.

Un débat s'élève.

Le vendredi 3 juin 1988

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Gratton, leader du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

**2 juin 1988**

---

À 0 h 16, sur motion de M. Gratton, leader du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à ce matin 10 h 00.

---

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Dépôts de rapports de commissions

Les rapports suivants sont déposés:

Par M. Trudel (Bourget):

Le rapport de la Commission de la culture qui, le 1<sup>er</sup> juin 1988, a étudié en détail le projet de loi:

- 26 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications-  
Rapporté sans amendement.

(Document n<sup>o</sup> 221 de la session)

Par M. Charbonneau (Verchères):

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 1<sup>er</sup> juin 1988, a étudié en détail le projet de loi:

- 32 Loi modifiant la Loi sur Hydro-Québec - Rapporté sans  
amendement.

(Document n<sup>o</sup> 222 de la session)

### Dépôts de pétitions

Sont déposés, du consentement de l'Assemblée, trois extraits de pétition concernant le financement des centres d'accueil et d'hébergement:

- l'un par M. Chevette (Joliette);

(Document n<sup>o</sup> 223 de la session)

- l'un par Mme Juneau (Johnson); (Document n° 224 de la session)
- l'un par M. Paré (Shefford). (Document n° 225 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée, M. Dutil, ministre délégué à la Famille, à la Santé et aux Services sociaux, dépose:

Le contrat d'engagement intervenu entre le ministère de la Santé et des Services sociaux, l'hôpital Saint-Luc et M. Pierre Lamarche, avocat.  
(Document n° 226 de la session)

### Votes reportés

L'Assemblée procède au vote par appel nominal reporté sur la motion de M. Gratton, ministre délégué à la Réforme électorale, proposant que le projet de loi 23, Loi modifiant la Loi sur la représentation électorale, soit adopté.

(Vote n° 23)

### POUR

Audet	Doyon	Lefebvre	Rémillard
Baril	Dubois	Legault	Richard
Bégin	Dutil	Lemire	Rocheleau
Bélisle	Forget	Maciocia	Ryan
Bissonnet	Fortier	Marcil	Saintonge
Bleau	French	Marx	St-Roch
Bourbeau	Gagnon-Tremblay	Paradis	Séguin
Bradet	Gobé	(Brome-Miss.)	Sirros
Brouillette	Gratton	Paradis	Théorêt
Camden	Hains	(Matapédia)	Thuringer
Cannon	Hétu	Parent	Tremblay
Ciaccia	Hovington	(Sauvé)	(Iberville)
Côté	Johnson	Pelchat	Trudel
(Riv.-du-Loup)	Joly	Philibert	Vaillancourt
Dauphin	Kehoe	Polak	Vallerand
Dionne	Leclerc	Poulin	Vallières

**3 juin 1988**

---

**CONTRE**

Blackburn	Chevrette	Godin	Paré
Blais	Claveau	Harel	Parent
Boulerice	Garon	Jolivet	(Bertrand)
Charbonneau	Gendron	Juneau	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 59    Contre: 14

En conséquence, le projet de loi 23 est adopté.

**Avis touchant les travaux des commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque la commission suivante:

- La Commission du budget et de l'administration, afin de terminer sa consultation générale sur le document intitulé: *Décloisonnement des intermédiaires*.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143, la commission suivante:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin de terminer ses consultations particulières sur le document intitulé: *Politique d'utilisation des pesticides en milieu forestier*.

**Motions sans préavis**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 244 du Règlement, M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission des affaires sociales, avant d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi 34, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et

**3 juin 1988**

---

les services sociaux et d'autres dispositions législatives, procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques et ce, une fois adopté le principe dudit projet de loi; et

QUE le ministre délégué à la Famille, à la Santé et aux Services sociaux soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

---

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Semaine de la municipalité qui se tiendra cette année du 6 au 12 juin 1988.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

À 11 h 24, sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, et du consentement unanime, l'Assemblée ajourne ses travaux à lundi 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

229 Loi concernant la succession de Morris Wexler.  
(Document nº 227 de la session)

---

Mme Dougherty (Jacques-Cartier) présente le projet de loi d'intérêt privé 229, Loi concernant la succession de Morris Wexler, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 229 soit renvoyé à la Commission des institutions pour consultation et étude détaillée et que le ministre de la Justice soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

### Dépôts de documents

M. Levesque, ministre des Finances, transmet le message suivant de l'honorable Lieutenant-gouverneur à M. le Président qui en fait lecture à l'Assemblée:

## CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

L'honorable Lieutenant-gouverneur du Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits supplémentaires # 1 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1989, conformément aux dispositions de l'article 54 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

Québec, le 6 juin 1988

J. Gilles Lamontagne

M. Levesque, ministre des Finances, dépose les crédits supplémentaires # 1 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1989.

(Document n° 228 de la session)

Sur motion de M. Gratton, leader du gouvernement, les crédits supplémentaires # 1 pour 1988-1989 sont renvoyés en commission plénière.

---

Les documents suivants sont déposés:

Par M. French, ministre des Communications:

Le décret n° 993-87 concernant une entente entre le gouvernement du Québec et The Northwest Territories Cancer Registry sur l'accès et l'utilisation de renseignements nominatifs.

(Document n° 229 de la session)

Par M. Gratton, leader du gouvernement:

La liste des organismes invités à être entendus par la Commission des affaires sociales lors des consultations particulières portant sur le projet de loi 34, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives.

(Document n° 230 de la session)

**Dépôts de rapports de commissions**

Le rapport suivant est déposé:

Par M. Trudel (Bourget):

Le rapport de la Commission de la culture qui, le 1<sup>er</sup> juin 1988, a étudié en détail le projet de loi:

- 2 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Affaires culturelles-  
Rapporté avec des amendements à la version anglaise.  
(Document n<sup>o</sup> 231 de la session)

**Dépôts de pétitions**

Du consentement de l'Assemblée, M. Charbonneau (Verchères) dépose:

Un extrait de pétition concernant la réforme de l'aide sociale et les contrôles effectués auprès des personnes assistées sociales.  
(Document n<sup>o</sup> 232 de la session)

**Questions et réponses orales**

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée, M. Côté, ministre des Transports, dépose:

Un échange de correspondance entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial relativement à un projet de voie rapide entre Thetford-Mines et l'autoroute 20.  
(Document n<sup>o</sup> 233 de la session)

**Votes reportés**

L'Assemblée procède au vote par appel nominal reporté sur l'amendement de M. Chevette, chef de l'Opposition officielle, à la motion de M. Paradis, ministre du Travail et ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu,

proposant que le principe du projet de loi 31, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre, soit maintenant adopté.

L'amendement se lit comme suit:

QUE la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en ajoutant à la fin les mots "dans cinq mois".

(Vote n° 24)

POUR

Blackburn	Chevrette	Harel	Paré
Boulerice	Claveau	Jolivet	Perron
Charbonneau	Gendron	Juneau	Vermette

CONTRE

Bacon	Côté	Johnson	Paradis
Baril	( <i>Riv.-du-Loup</i> )	Joly	( <i>Matapédia</i> )
Beaudin	Cusano	Kehoe	Pelchat
Bégin	Dauphin	Khelfa	Picotte
Bélanger	Després	Latulippe	Polak
( <i>Laval-des-Rap.</i> )	Dougherty	Leclerc	Poulin
Bélanger	Doyon	Lefebvre	Rémillard
( <i>Még.-Compton</i> )	Dutil	Legault	Richard
Bélisle	Farrah	Lemieux	Rivard
Bissonnet	Fortier	Lemire	Rocheleau
Bleau	French	Levesque	Saintonge
Bourassa	Gagnon-Tremblay	Maltais	St-Roch
Camden	Gardner	Marcil	Savoie
Cardinal	Gauvin	Marx	Séguin
Chagnon	Gobé	Page	Thuringer
Ciaccia	Gobeil	Paradis	Trudel
Côté	Gratton	( <i>Brome-Miss.</i> )	Vallières
( <i>Charlesbourg</i> )	Hovington		

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 12 Contre: 64

**Avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'économie et du travail, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 29, Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles;
- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 21, Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles concernant le paiement des produits agricoles;
- La Commission de l'éducation, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 22, Loi modifiant le Code des professions;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin de procéder à l'étude détaillée des projets de loi suivants: le projet de loi 38, Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale; le projet de loi 7, Loi sur l'organisation territoriale municipale; le projet de loi 28, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec et d'autres dispositions législatives en matière de promotion et de développements industriels; le projet de loi 24, Loi sur le traitement des élus municipaux;
- La Commission des affaires sociales, afin d'entreprendre ses consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 34, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives.

**AFFAIRES DU JOUR**

**Prise en considération de rapports de commissions**

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de la culture relatif au projet de loi 110, Loi sur la Régie des télécommunications.

Le rapport est adopté.

### **Adoption du principe**

M. Côté, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi 1, Loi sur la publicité le long des routes, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 1 est adopté.

Sur motion de M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, au nom du leader du gouvernement, le projet de loi 1 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

---

M. Côté, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi 16, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le transport par autobus, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

---

À 18 h 00, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

### **Vingt heures**

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 16, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le transport par autobus.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 16 est adopté.

Sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 16 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

---

M. Bélisle (Mille-Iles) propose l'adoption du principe du projet de loi d'intérêt privé 201, Loi concernant Quebecair - Air Québec.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 201 est adopté.

M. Bélisle (Mille-Iles) propose l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 201.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 201 est adopté.

---

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Paradis, ministre du Travail et ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, proposant que le principe du projet de loi 31, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 31 est adopté.

Sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 31 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

**6 juin 1988**

---

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce, proposant que le principe du projet de loi 27, Loi sur la Société de promotion économique du Québec métropolitain et modifiant la Loi sur la Société Inter-Port de Québec, soit maintenant adopté.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement.

---

À 22 h 55, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mardi 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

---

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

242 Loi concernant le Club des Portes de l'Estrie Inc.  
(Document nº 234 de la session)

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 37 des Règles de fonctionnement, Mme Juneau (Johnson) présente le projet de loi d'intérêt privé 242, Loi concernant le Club des Portes de l'Estrie Inc., et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 242 soit renvoyé à la Commission du budget et de l'administration pour consultation et étude détaillée et que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

### Dépôts de documents

Les documents suivants sont déposés:

Par Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles:

Un avis de la Commission des biens culturels du Québec concernant le classement du pont couvert Marchand dans la municipalité de Mansfield-et-Pontefract.

(Document n<sup>o</sup> 235 de la session)

Par M. Marx, Solliciteur général:

Rapport annuel du Bureau du coroner, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1987.

(Document n<sup>o</sup> 236 de la session)

Par M. Gratton, leader du gouvernement:

L'horaire des travaux de la Commission des affaires sociales qui procédera à des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 34, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives.

(Document n<sup>o</sup> 237 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

Les rapports suivants sont déposés:

Par M. Lemieux (Vanier):

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, du 31 mai au 3 juin 1988, a procédé à une consultation générale dans le cadre du document intitulé: *Décloisonnement des intermédiaires*.

(Document n<sup>o</sup> 238 de la session)

Par M. Parent (Bertrand):

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 1<sup>er</sup>, 2 et 3 juin 1988, a procédé à des consultations particulières dans le cadre du document intitulé: *Politique d'utilisation des pesticides en milieu forestier*.

(Document n<sup>o</sup> 239 de la session)

## Dépôts de pétitions

Du consentement de l'Assemblée, M. Paré (Shefford) dépose:

Un extrait de pétition concernant la réforme de l'aide sociale et les contrôles effectués auprès des personnes assistées sociales.

(Document n<sup>o</sup> 240 de la session)

## Questions et réponses orales

Il est procédé à la période des questions orales des députés.

## Avis touchant les travaux des commissions

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission du budget et de l'administration, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 6, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, et des projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 206, Loi concernant La Laurentienne, mutuelle d'Assurance; le projet de loi 205, Loi concernant la conversion de la Fédération des caisses d'établissement du Québec, des caisses d'épargne et de crédit qui lui sont affiliées et de la Corporation de fonds de sécurité de la Fédération des caisses d'établissement du Québec ainsi que leur fusion avec Société d'entraide économique du Québec inc.; et le projet de loi 221, Loi modifiant la Loi fusionnant le Trust Général du Canada et la Société d'Administration et de Fiducie;
- La Commission de l'économie et du travail, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 31, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre;

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre l'étude détaillée des projets de loi suivants: le projet de loi 7, Loi sur l'organisation territoriale municipale; le projet de loi 28, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec et d'autres dispositions législatives en matière de promotion et de développements industriels; et le projet de loi 24, Loi sur le traitement des élus municipaux;
- La Commission des institutions, afin de procéder à l'étude détaillée des projets de loi suivants: le projet de loi 8, Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels; le projet de loi 3, Loi modifiant le Code civil en matière de copropriété et d'emphytéose; le projet de loi 4, Loi modifiant le Code civil et le Code de procédure civile en matière de séparation de corps; et le projet de loi 20, Loi portant abrogation de certaines dispositions législatives.

## **AFFAIRES DU JOUR**

### **Adoption**

M. French, ministre des Communications, propose l'adoption du projet de loi 110, Loi sur la Régie des télécommunications.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 110 est adopté.

### **Adoption du principe**

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce, proposant que le principe du projet de loi 27, Loi sur la Société de promotion économique du Québec métropolitain et modifiant la Loi sur la Société Inter-Port de Québec, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 27 est adopté.

Sur motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 27 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

---

M. Dutil, ministre délégué à la Famille, à la Santé et aux Services sociaux, propose que le principe du projet de loi 34, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

---

À 12 h 48, du consentement unanime, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

#### **Quinze heures**

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 34, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives.

---

À 18 h 00, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

7 juin 1988

---

**Vingt heures**

L'Assemblée poursuit le débat sur l'adoption du principe du projet de loi 34.

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Gratton, leader du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

---

À 22 h 45, sur motion de M. Gratton, leader du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à mercredi 10 h 00.

---

**SANCTION DE PROJETS DE LOI**

Le mardi 7 juin 1988, à 13 h 10, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de Mme Bégin, vice-présidente de l'Assemblée nationale, de M. Beaudin, le représentant du Premier ministre, de M. Gendron, le représentant du Chef de l'Opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 23 Loi modifiant la Loi sur la représentation électorale;
- 110 Loi sur la Régie des télécommunications;
- 201 Loi concernant Quebecair - Air Quebec.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**

---

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Dépôts de documents

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Ryan, ministre responsable de l'application des lois professionnelles:

Le rapport annuel du Conseil interprofessionnel du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n<sup>o</sup> 241 de la session)

Par M. Rocheleau, ministre des Approvisionnements et Services:

Le rapport annuel de la Régie des installations olympiques, pour l'exercice financier terminé le 31 octobre 1987.

(Document n<sup>o</sup> 242 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

Les rapports suivants sont déposés:

Par M. Trudel (Bourget):

Le rapport de la Commission de la culture qui, les 9, 10, 11 février et 15 mars 1988, a procédé à une consultation générale sur le Rapport sur la mise en oeuvre de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* - Rapport contenant des recommandations.

(Document n<sup>o</sup> 243 de la session)

**Par M. Charbonneau (Verchères):**

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 6 juin 1988, a étudié en détail le projet de loi:

- 29 Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles - Rapporté sans amendement.

(Document n<sup>o</sup> 244 de la session)

**Par M. Parent (Bertrand):**

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 6 juin 1988, a étudié en détail le projet de loi:

- 38 Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale - Rapporté avec un amendement.

(Document n<sup>o</sup> 245 de la session)

### **Questions et réponses orales**

Il est procédé à la période des questions orales des députés.

### **Votes reportés**

L'Assemblée procède au vote par appel nominal reporté sur la motion de M. Dutil, ministre délégué à la Famille, à la Santé et aux Services sociaux, proposant que le principe du projet de loi 34, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.



(Vote n° 25)

POUR

Bacon	Côté	Laporte	Ryan
Baril	( <i>Riv.-du-Loup</i> )	Lavoie-Roux	St-Roch
Beaudin	Dougherty	Lefebvre	Savoie
Bégin	Dubois	Legault	Séguin
Bélanger	Dutil	Levesque	Sirros
( <i>Laval-des-Rap.</i> )	Farrah	Lincoln	Thérien
Bélanger	Fortier	Marx	Thuringer
( <i>Még.-Compton</i> )	French	Middlemiss	Tremblay
Bélisle	Gardner	Paradis	( <i>Rimouski</i> )
Bissonnet	Gauvin	( <i>Brome-Miss.</i> )	Trudel
Bleau	Gobé	Pelchat	Vaillancourt
Bourbeau	Gobeil	Philibert	Vallerand
Brouillette	Gratton	Picotte	Vallières
Camden	Hains	Polak	
Cannon	Hovington	Poulin	
Cardinal	Johnson	Rémillard	
Ciaccia	Joly	Rivard	
Côté	Kehoe	Robic	
( <i>Charlesbourg</i> )	Kheffa	Rocheleau	

CONTRE

Blackburn	Claveau	Gendron	Parent
Boulerice	Desbiens	Godin	( <i>Bertrand</i> )
Brassard	Dufour	Jolivet	Perron
Charbonneau	Filion	Juneau	Rocheffort
Chevrette	Garon	Paré	Vermette

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 64 Contre: 19

En conséquence, le principe du projet de loi 34 est adopté.

Sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 34 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

## Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin de procéder à des consultations particulières visant à examiner l'opportunité de mettre en vigueur les articles 10, 14, 15, 51, 63 et 101 de la loi 76, *Loi sur le camionnage*; et à l'étude détaillée des projets de loi suivants: le projet de loi 7, *Loi sur l'organisation territoriale municipale*; le projet de loi 28, *Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec* et d'autres dispositions législatives en matière de promotion et de développement industriels; le projet de loi 24, *Loi sur le traitement des élus municipaux*; le projet de loi d'intérêt privé 232, *Loi concernant la Ville de Bromont*; et le projet de loi d'intérêt privé 235, *Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Hyacinthe*;
- La Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 6, *Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts* et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal; et de procéder à l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 214, *Loi concernant Elzéar Plourde Ltée*; le projet de loi 217, *Loi concernant Vilmont Inc.*; le projet de loi 233, *Loi concernant Les Immeubles Benoît Inc.*; le projet de loi 242, *Loi concernant le Club des Portes de l'Estrie Inc.*;
- La Commission de l'économie et du travail, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 213, *Loi concernant la fusion par absorption entre la Coopérative Forestière du Nord-Ouest et la Fédération des Chantiers Coopératifs de l'Ouest Québécois*;
- La Commission des affaires sociales, afin de procéder à des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 34, *Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux* et d'autres dispositions législatives;

- La Commission de l'éducation, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 204, Loi modifiant la Loi sur le Collège militaire Royal de Saint-Jean.

### **Motions sans préavis**

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose:

QUE l'Assemblée nationale adopte une motion de condoléances à l'occasion du décès de l'abbé Maurice Proulx, pionnier du cinéma québécois.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

### **AFFAIRES DU JOUR**

#### **Adoption du principe**

M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose que le principe du projet de loi 17, Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 17 est adopté.

Sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 17 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

---

À 13 h 07, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

## Projets de loi du gouvernement

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

QU'en raison de l'urgence de la situation, il y a lieu, conformément aux dispositions des articles 182 et 183 du Règlement, et ce, en vue de l'adoption du projet de loi 9, Loi sur le recensement des électeurs en 1988, de proposer:

QUE les règles ci-après mentionnées soient suspendues: les articles 20, 21, 22 et 54, les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> alinéas de l'article 87, les articles 88 à 93, 111 à 114, 205 à 208, 230, 232, 233, 236, 237, 240, 241, le 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 244, à l'article 248: les mots "et l'adoption du projet de loi est fixée à une séance subséquente" et les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> alinéas de l'article 256;

QUE les règles ci-dessus énumérées soient suspendues jusqu'à l'adoption dudit projet de loi;

QUE, malgré les dispositions de l'article 29, toutes les séances de l'Assemblée nationale soient publiques;

QUE, malgré les dispositions de l'article 245, la commission plénière fasse rapport au plus tard 1 heure après le début de ses travaux;

QUE dix minutes avant l'expiration de ce délai, le président de la commission plénière mette aux voix, sans débat, les articles et les amendements dont la commission n'aurait pas disposé;

QUE le débat sur l'adoption du projet de loi soit limité à un maximum de 20 minutes par groupe parlementaire et qu'une réplique de 5 minutes soit accordée au ministre qui présente ledit projet de loi;

QUE, dès l'adoption de la présente motion, l'Assemblée puisse siéger jusqu'à l'adoption du projet de loi 9, Loi sur le recensement des électeurs en 1988.

Le projet de loi 9, Loi sur le recensement des électeurs en 1988, est distribué.

Après une suspension, l'Assemblée entreprend le débat restreint sur la motion de suspension des règles présentée par M. Gratton, leader du gouvernement.

M. le Président interrompt le débat et informe l'Assemblée qu'après une réunion des leaders, le temps de parole sera réparti de la façon suivante:

- l'auteur de la motion aura un droit de réplique de 15 minutes;
- M. Rochefort, député indépendant de Gouin, disposera de 15 minutes;
- les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période allouée à ce débat;
- le temps non utilisé par l'un des groupes ne pourra l'être par l'autre;
- dans ce cadre, la durée de chacune des interventions ne sera soumise à aucune limite.

Le débat se poursuit sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Gratton, ministre délégué à la Réforme électorale, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi 9, Loi sur le recensement des électeurs en 1988.

La motion est adoptée.

M. Gratton, ministre délégué à la Réforme électorale, propose que le principe du projet de loi 9 soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

---

À 17 h 57, du consentement de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, les travaux sont suspendus jusqu'à 19 h 00.

---

**8 juin 1988**

---

**Dix-neuf heures**

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 9, Loi sur le recensement des électeurs en 1988.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 9 est adopté.

Sur motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 9 est renvoyé en commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

M. Gratton, ministre délégué à la Réforme électorale, propose l'adoption du projet de loi 9, Loi sur le recensement des électeurs en 1988.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 9 est adopté.

---

À 20 h 33, sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à jeudi 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**

---

---

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose les rapports du Directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants:

208 Loi concernant le Centre de Ski Le Relais Inc.;

212 Loi concernant la succession de Napoléon M. Lagueux.  
(Document n<sup>o</sup> 246 de la session)

---

M. Poulin (Chauveau) présente le projet de loi d'intérêt privé 208, Loi concernant le Centre de Ski Le Relais Inc., et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 208 soit renvoyé à la Commission des institutions pour consultation et étude détaillée et que le ministre de la Justice soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

---

M. Doyon (Louis-Hébert) présente le projet de loi d'intérêt privé 212, Loi concernant la succession de Napoléon M. Lagueux, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 212 soit renvoyé à la Commission des institutions pour consultation et étude détaillée et que le ministre de la Justice soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

### **Dépôts de rapports de commissions**

Les rapports suivants sont déposés:

Par M. Parent (Sauvé):

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, les 2 et 6 juin 1988, a étudié en détail le projet de loi:

- 22 Loi modifiant le Code des professions - Rapporté avec des amendements.

(Document n<sup>o</sup> 247 de la session)

Par Mme Bleau (Groulx):

Les rapports de la Commission des institutions qui, le 7 juin 1988, a étudié en détail les projets de loi:

- 3 Loi modifiant le Code civil en matière de copropriété et d'emphytéose - Rapporté sans amendement.

(Document n<sup>o</sup> 248 de la session)

- 4 Loi modifiant le Code civil et le Code de procédure civile en matière de séparation de corps - Rapporté avec des amendements, dont un au titre.

(Document n<sup>o</sup> 249 de la session)



- 20 Loi portant abrogation de certaines dispositions législatives-  
Rapporté sans amendement.**

(Document n<sup>o</sup> 250 de la session)

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 31 mai et 7 juin 1988, a étudié en détail le projet de loi:

- 8 Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels - Rapporté avec des  
amendements.**

(Document n<sup>o</sup> 251 de la session)

### **Questions et réponses orales**

Il est procédé à la période des questions orales des députés.

### **Avis touchant les travaux des commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre l'étude détaillée des projets de loi suivants: le projet de loi 7, Loi sur l'organisation territoriale municipale; le projet de loi 28, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec et d'autres dispositions législatives en matière de promotion et de développement industriels; le projet de loi 24, Loi sur le traitement des élus municipaux; et afin d'entendre les intéressés et de procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 200, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal;
- La Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 31, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre; et de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 27, Loi sur la Société de promotion économique du Québec métropolitain et modifiant la Loi sur la Société Inter-Port de Québec;

- La Commission des affaires sociales, afin de terminer ses consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 34, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives;
- La Commission des institutions, afin d'entendre les intéressés et de procéder à l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 212, Loi concernant la succession de Napoléon M. Lagueux; le projet de loi 229, Loi concernant la succession de Morris Wexler; le projet de loi 208, Loi concernant le Centre de Ski Le Relais Inc.

#### Motions sans préavis

M. Brassard (Lac-Saint-Jean) propose:

QUE cette Assemblée souligne le 150<sup>e</sup> anniversaire de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose:

QUE les membres de cette Assemblée adoptent une motion de félicitations pour les six personnalités québécoises à qui le gouvernement de la République française vient de décerner l'Ordre des arts et des lettres.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

## AFFAIRES DU JOUR

### Crédits budgétaires

Du consentement unanime et sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, il est ordonné:

QUE la période de huit heures allouée à la commission plénière pour l'étude des crédits supplémentaires #1 pour l'année financière 1988-1989 soit répartie comme suit:

#### Jeudi 9 juin 1988

Conseil du Trésor	30 minutes
Ministère des Finances	30 minutes
Ministère des Affaires culturelles	45 minutes
Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu	1 heure
Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche	30 minutes
Ministère des Affaires municipales	45 minutes
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	1 heure

#### Lundi 13 juin 1988

Ministère des Transports	2 heures
Ministère de l'Énergie et des Ressources	1 heure

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se transforme en commission plénière pour l'étude des crédits supplémentaires #1 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1989.

La commission plénière procède à l'étude de ces crédits supplémentaires.

**9 juin 1988**

---

À 13 h 26, M. le Président de la commission plénière suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

**Quinze heures**

La commission plénière poursuit l'étude des crédits supplémentaires #1 pour l'année financière 1988-1989.

---

À 17 h 38, M. le Président de la commission plénière suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

**Vingt heures**

L'étude des crédits supplémentaires # 1 se poursuit en commission plénière.

À 22 h 00, M. le Président de la commission plénière avise Mme la Vice-présidente de l'Assemblée que la commission n'a pas fini de délibérer.

En conséquence, conformément à l'ordre précédemment adopté, les travaux de la commission plénière sont ajournés à la séance du lundi 13 juin 1988.

---

9 juin 1988

---

Sur motion de Mme Gagnon-Tremblay, ministre déléguée à la Condition féminine, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à vendredi 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Dépôts de rapports de commissions

Les rapports suivants sont déposés:

Par M. Bélanger (Laval-des-Rapides):

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 8 et 9 juin 1988, a procédé à des consultations particulières et tenu des auditions publiques avant d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi 34, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives.

(Document n<sup>o</sup> 252 de la session)

Par M. Charbonneau (Verchères):

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 1<sup>er</sup> et 2 juin 1988, a étudié en détail le projet de loi:

12 Loi sur la Régie du gaz naturel - Rapporté avec des amendements.

(Document n<sup>o</sup> 253 de la session)

Par M. Parent (Bertrand):

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 8 juin 1988, a procédé à des consultations particulières afin d'examiner l'opportunité de mettre en vigueur les articles 10, 14, 15, 51, 63 et 101 de la loi 76, *Loi sur le camionnage*.

(Document n<sup>o</sup> 254 de la session)

Par M. Dufour (Jonquière):

Le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, le 6 juin 1988, a étudié en détail le projet de loi:

- 21 Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles concernant le paiement des produits agricoles - Rapporté sans amendement.

(Document n<sup>o</sup> 255 de la session)

### Dépôts de pétitions

Du consentement de l'Assemblée, M. Poulin (Chauveau) dépose:

L'extrait d'une pétition adressée par M. Jean-Louis Hélie concernant le système administratif actuel et le préjudice moral et matériel qui en résulte.

(Document n<sup>o</sup> 256 de la session)

Sont déposés, du consentement de l'Assemblée, deux extraits de pétition concernant la réforme de l'aide sociale et les contrôles effectués auprès des personnes assistées sociales:

- l'un par M. Jolivet (Laviolette);

(Document n<sup>o</sup> 257 de la session)

- l'autre par Mme Harel (Maisonneuve);

(Document n<sup>o</sup> 258 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période des questions orales des députés.

### Motions sans préavis

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission de l'économie et du travail tienne un débat sur l'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis les 16 et 17 juin 1988, à la salle du Conseil législatif;



QUE les débats de ladite commission soient télédiffusés à compter du début de ses travaux jusqu'à ce que la commission ait complété le présent mandat;

QUE la ministre des Affaires culturelles, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, le ministre responsable de la Protection du consommateur, le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Science, le ministre de l'Industrie et du Commerce, le ministre du Travail, de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu et le ministre des Relations internationales et délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes ainsi que les députés de Mercier, de Laviolette, de Saint-Jacques et de Maisonneuve puissent participer aux délibérations de ladite commission touchant leur secteur de responsabilité et ce, pour la durée du mandat; et

QUE le Premier ministre, le Chef de l'Opposition officielle et le ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique soient membres de ladite commission pour la durée du mandat.

Puis, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Gratton dépose un document intitulé:

Commission parlementaire extraordinaire sur l'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis; Règles de procédures, Thème et horaire.

(Document n° 259 de la session)

Du consentement de l'Assemblée, la motion est adoptée.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre l'étude détaillée des projets de loi suivants: le projet de loi 24, Loi sur le traitement des élus municipaux; le projet de loi 1, Loi sur la publicité le long des routes; et le projet de loi 16, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le transport par autobus;
- La Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 31, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction et la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'œuvre;

- La Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 6, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal;
- La Commission des affaires sociales, afin d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi 34, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives.

## AFFAIRES DU JOUR

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 188 du Règlement, M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

QUE l'Assemblée ajourne maintenant ses travaux afin de permettre à la Commission des affaires sociales de tenir l'interpellation prévue pour ce matin;

QUE cet ajournement ait sur la présente séance l'effet d'une suspension; et

QU'en conséquence, l'Assemblée reprenne les affaires du jour à 15 heures cet après-midi.

La motion est adoptée.

En conséquence, la séance est ajournée jusqu'à 15 h 00.

---

À 11 h 15, M. le Président lève la séance.

---

Quinze heures

### **Adoption du principe**

M. Marx, ministre de la Justice, informe l'Assemblée que l'honorable Lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 10, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires et d'autres dispositions législatives en vue d'instituer la Cour unifiée, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 10 est adopté.

Sur motion de M. Marx, ministre de la Justice, le projet de loi 10 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

---

À 16 h 16, sur motion de M. Marx, ministre de la Justice, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à lundi 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## **AFFAIRES COURANTES**

### **Présentation de projets de loi**

M. Rémillard, ministre des Relations internationales, présente le projet de loi 42, Loi sur le ministère des Affaires internationales, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

### **Dépôts de documents**

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce:

Le rapport annuel de Sidbec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1987.

(Document nº 260 de la session)

Par Mme Gagnon-Tremblay, ministre déléguée à la Condition féminine:

Le rapport annuel du Conseil du statut de la femme, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document nº 261 de la session)

**Dépôts de rapports de commissions**

Les rapports suivants sont déposés:

Par M. Lemieux (Vanier):

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 7, 8 et 10 juin 1988, a étudié en détail le projet de loi:

- 6 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal - Rapporté sans amendement.

(Document n° 262 de la session)

Par M. Théorêt (Vimont):

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 7, 9 et 10 juin 1988, a étudié en détail le projet de loi:

- 31 Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 263 de la session)

Par M. Parent (Bertrand):

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 6, 7, 8 et 9 juin 1988, a étudié en détail le projet de loi:

- 7 Loi sur l'organisation territoriale municipale - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 264 de la session)

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 9 juin 1988, a étudié en détail le projet de loi:

- 28 Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec et d'autres dispositions législatives en matière de promotion et de développement industriels - Rapporté sans amendement.

(Document n° 265 de la session)

### Dépôts de pétitions

Sont déposés, du consentement de l'Assemblée, deux extraits de pétition concernant la réforme de l'aide sociale:

- l'un par M. Boulerice (Saint-Jacques);  
(Document n<sup>o</sup> 266 de la session)
- l'autre par M. Paré (Shefford).  
(Document n<sup>o</sup> 267 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période des questions orales des députés.

### Motions sans préavis

Mme Gagnon-Tremblay, ministre déléguée à la Condition féminine, propose:

QUE cette Assemblée adresse ses condoléances à la famille de madame Francine C. McKenzie, présidente du Conseil du statut de la femme, décédée le 10 juin dernier.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

QUE le ministre de l'Énergie et des Ressources puisse participer aux délibérations de la commission formée aux termes de la motion adoptée le 10 juin dernier sur l'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis et ce, lorsque celles-ci porteront sur son secteur de responsabilité.

Du consentement de l'Assemblée, la motion est adoptée.

**Avis touchant les travaux des commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement, M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 24, Loi sur le traitement des élus municipaux, et le projet de loi 16, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le transport par autobus;
- La Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 27, Loi sur la Société de promotion économique du Québec métropolitain et modifiant la Loi sur la Société Inter-Port de Québec;
- La Commission des affaires sociales, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 34, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives;
- La Commission des institutions, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 10, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires et d'autres dispositions législatives en vue d'instituer la Cour unifiée.

**AFFAIRES DU JOUR**

**Crédits budgétaires**

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, l'Assemblée se constitue de nouveau en commission plénière afin de poursuivre l'étude des crédits supplémentaires #1 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1989.

L'étude des crédits supplémentaires étant terminée, M. le Président de la commission plénière fait le rapport suivant:



M. le Vice-président,

J'ai l'honneur de rapporter que la commission plénière a adopté les crédits supplémentaires #1 et que le gouvernement est autorisé à prendre sur le fonds consolidé du revenu une somme maximum de 140 300 000 \$ pour le paiement des crédits supplémentaires de dépenses du Québec présentés à l'Assemblée nationale pour l'année financière 1988-1989, auxquelles il n'a pas été autrement pourvu, soit le montant des crédits à voter pour chacun des différents programmes énumérés à l'annexe du projet de loi qui sera présenté.

Le rapport est adopté.

M. Côté, ministre des Transports, au nom de M. Levesque, ministre des Finances, présente le projet de loi 39, Loi n<sup>o</sup> 3 sur les crédits, 1988-1989, et propose:

QUE l'Assemblée en soit saisie;  
QUE son principe soit adopté; et  
QUE le projet de loi soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 39 est adopté.

---

À 18 h 38, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

Vingt heures

#### **Prise en considération de rapports de commissions**

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 19, Loi sur l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec.

Le rapport est adopté sans débat.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'éducation relatif au projet de loi 22, Loi modifiant le Code des professions.

Après débat, le rapport est adopté.

### **Adoption**

M. Rocheleau, ministre des Approvisionnements et Services, propose l'adoption du projet de loi 25, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 25 est adopté.

### **Prise en considération de rapports de commissions**

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 5, Loi modifiant la Loi sur les mines.

Après débat, le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation relatif au projet de loi 21, Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles concernant le paiement des produits agricoles, ainsi que les amendements proposés par M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Après débat, les amendements sont adoptés.

Le rapport amendé est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 15, Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune concernant les habitats fauniques, ainsi que les amendements proposés par M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

Après débat, les amendements sont adoptés.

Le rapport amendé est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 101, Loi modifiant de nouveau la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la Loi sur les parcs.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

---

À 21 h 37, sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

---

**Dix heures**

**Moment de recueillement**

**AFFAIRES COURANTES**

**Présentation de projets de loi**

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, présente le projet de loi 14, Loi sur la réorganisation municipale du territoire de la municipalité de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

**Dépôts de rapports de commissions**

Les rapports suivants sont déposés:

Par M. Parent (Bertrand):

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 10 juin 1988, a étudié en détail le projet de loi:

- 1 Loi sur la publicité le long des routes - Rapporté avec des amendements.

(Document nº 268 de la session)

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 9, 10 et 13 juin 1988, a étudié en détail le projet de loi:

- 24 Loi sur le traitement des élus municipaux - Rapporté avec des amendements.

(Document nº 269 de la session)

Par M. Filion (Taillon):

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 24 septembre 1986, 24, 25, 26 novembre 1987 et 24 mars 1988, a procédé à des consultations particulières et tenu des auditions publiques et, les 10, 13 et 17 juin, 24 septembre, 22 octobre, 18 et 19 novembre 1986, les 14 janvier, 2 avril, 10 et 17 juin, 18 août, 22 et 27 octobre, 14 décembre 1987 ainsi que les 27 janvier, 15 mars et 2 juin 1988, a siégé en séance de travail afin d'examiner les orientations, les activités et la gestion de la Commission des droits de la personne - Rapport contenant des recommandations.

(Document n<sup>o</sup> 270 de la session)

### Dépôts de pétitions

Sont déposés, du consentement de l'Assemblée, deux extraits de pétition concernant la réforme de l'aide sociale:

- l'un par M. Garon (Lévis);

(Document n<sup>o</sup> 271 de la session)

- l'autre par M. Filion (Taillon).

(Document n<sup>o</sup> 272 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période des questions orales des députés.

### Motions sans préavis

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose:

QUE les membres de cette Assemblée adoptent une motion de félicitations pour mademoiselle Brigitte Rolland à l'occasion de l'obtention du Prix d'Europe.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

**Avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 16, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le transport par autobus, et du projet de loi 17, Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports;
- La Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 27, Loi sur la Société de promotion économique du Québec métropolitain et modifiant la Loi sur la Société Inter-Port de Québec;
- La Commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 10, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires et d'autres dispositions législatives en vue d'instituer la Cour unifiée.

**AFFAIRES DU JOUR**

**Prise en considération de rapports de commissions**

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de la culture relatif au projet de loi 2, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Affaires culturelles.

Après débat, le rapport est adopté.

**Adoption**

M. Savoie, ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones, propose l'adoption du projet de loi 5, Loi modifiant la Loi sur les mines.

Un débat s'ensuit.

**14 juin 1988**

---

Au cours du débat, M. Savoie propose, conformément à l'article 257 du Règlement, que le projet de loi soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude d'un amendement.

Un débat s'élève sur cette motion après quoi elle est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 5 est renvoyé en commission plénière.

### **Prise en considération de rapports de commissions**

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de la culture relatif au projet de loi 26, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications.

Le rapport est adopté.

### **Adoption**

M. Gratton, ministre du Tourisme, propose l'adoption du projet de loi 19, Loi sur l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 19 est adopté.

---

À 12 h 17, du consentement de l'Assemblée, les travaux sont suspendus jusqu'à 15 h 00.

---



**Quinze heures**

**Adoption du principe**

M. Paradis, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, propose que le principe du projet de loi 37, Loi sur la sécurité du revenu, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le débat est ajourné.

---

À 18 h 00, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

**Vingt heures**

**Prise en considération de rapports de commissions**

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 7, Loi sur l'organisation territoriale municipale.

Après débat, le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 28, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec et d'autres dispositions législatives en matière de promotion et de développement industriels.

Après débat, le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 38, Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale.

Après débat, le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 29, Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

Après débat, le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 31, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

---

14 juin 1988

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 6, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Gendron, leader de l'Opposition officielle.

---

À 21 h 58, sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à mercredi 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Dépôts de documents

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Marx, ministre de la Justice:

Le rapport annuel de l'Office de la protection du consommateur, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n<sup>o</sup> 273 de la session)

Par M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation:

Le rapport annuel de l'Inspecteur général des institutions financières sur l'état des affaires des assureurs ayant exercé au Québec en 1987.

(Document n<sup>o</sup> 274 de la session)

Par M. le Président:

La lettre de démission de M. Norman Moyer, en date du 2 juin 1988, en tant que membre de la Commission des droits de la personne.

(Document n<sup>o</sup> 275 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

Les rapports suivants sont déposés:

Par M. Parent (Bertrand):

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 13 et 14 juin 1988, a étudié en détail le projet de loi:

- 16 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le transport par autobus - Rapporté avec des amendements.  
(Document n<sup>o</sup> 276 de la session)

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 14 juin 1988, a étudié en détail le projet de loi:

- 17 Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports - Rapporté avec des amendements.  
(Document n<sup>o</sup> 277 de la session)

**Par M. Charbonneau (Verchères):**

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 9, 13 et 14 juin 1988, a étudié en détail le projet de loi:

- 27 Loi sur la Société de promotion économique du Québec métropolitain et modifiant la Loi sur la Société Inter-Port de Québec - Rapporté avec des amendements.  
(Document n<sup>o</sup> 278 de la session)

**Par M. Filion (Taillon):**

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 13 et 14 juin 1988, a étudié en détail le projet de loi:

- 10 Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires et d'autres dispositions législatives en vue d'instituer la Cour unifiée - Rapporté avec des amendements, dont un au titre.  
(Document n<sup>o</sup> 279 de la session)

### **Questions et réponses orales**

Il est procédé à la période des questions orales des députés.

### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission des affaires sociales, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 34, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives;
- La Commission du budget et de l'administration, afin d'entendre les intéressés et de procéder à l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 205, Loi concernant la conversion de la Fédération des caisses d'établissement du Québec, des caisses d'épargne et de crédit qui lui sont affiliées et de la Corporation de fonds de sécurité de la Fédération des caisses d'établissement du Québec ainsi que leur fusion avec Société d'entraide économique du Québec inc.; le projet de loi 214, Loi concernant Elzéar Plourde Ltée; le projet de loi 217, Loi concernant Vilmont Inc.; le projet de loi 233, Loi concernant Les Immeubles Benoît Inc.; le projet de loi 242, Loi concernant le Club des Portes de l'Estrie Inc.; le projet de loi 206, Loi concernant La Laurentienne, mutuelle d'Assurance; le projet de loi 221, Loi modifiant la Loi fusionnant le Trust Général du Canada et la Société d'Administration et de Fiducie;
- La Commission de l'éducation, afin d'entendre les intéressés et de procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 204, Loi modifiant la Loi sur le Collège militaire Royal de Saint-Jean;
- La Commission de l'économie et du travail, afin d'entendre les intéressés et de procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 213, Loi concernant la fusion par absorption entre la Coopérative Forestière du Nord-Ouest et la Fédération des Chantiers Coopératifs de l'Ouest Québécois.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 40 des Règles de fonctionnement, la commission suivante:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et de procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 209, Loi concernant la Ville de Métabetchouan.

M. Gratton informe l'Assemblée que l'avis concernant l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 235, Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Hyacinthe, est annulé.

---

M. le Président donne l'avis suivant:

- La Commission de l'éducation se réunira afin de tenir une séance de travail.

## **AFFAIRES DU JOUR**

### **Adoption**

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que l'Assemblée se constitue en commission plénière pour l'étude d'un amendement proposé par M. Savoie, ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones, au projet de loi 5, Loi modifiant la Loi sur les mines.

La motion est adoptée.

L'amendement est adopté en commission plénière et le projet de loi 5, ainsi amendé, est rapporté; le rapport est adopté.

Le débat reprend sur la motion portant adoption du projet de loi 5.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 5 est adopté.

### **Prise en considération de rapports de commissions**

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 11, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le cadastre.



Après débat, le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 12, Loi sur la Régie du gaz naturel, ainsi que les amendements proposés par M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources.

Après débat, les amendements sont adoptés.

Le rapport amendé est adopté à la majorité des voix.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 32, Loi modifiant la Loi sur Hydro-Québec.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

### **Adoption**

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose l'adoption du projet de loi 2, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Affaires culturelles.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 2 est adopté.

À 13 h 00, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

### Adoption

M. Ryan, ministre de l'Éducation, au nom de M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose l'adoption du projet de loi 21, Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles concernant le paiement des produits agricoles.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 21 est adopté.

---

M. Ryan, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose l'adoption du projet de loi 22, Loi modifiant le Code des professions.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 22 est adopté.

---

M. Paradis, ministre du Travail, propose l'adoption du projet de loi 29, Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 29 est adopté.

---

M. Paradis, ministre du Travail et ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, propose l'adoption du projet de loi 31, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre.

Sur motion de M. Paradis, l'Assemblée se constitue en commission plénière pour l'étude d'un amendement qu'il indique.

L'amendement est adopté en commission plénière et le projet de loi 31, ainsi amendé, est rapporté; le rapport est adopté.

Le débat reprend sur la motion portant adoption du projet de loi 31.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 31 est adopté.

#### **Prise en considération de rapports de commissions**

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 24, Loi sur le traitement des élus municipaux.

Le rapport est adopté sans débat.

#### **Adoption**

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose l'adoption du projet de loi 7, Loi sur l'organisation territoriale municipale.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 7 est adopté.

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose l'adoption du projet de loi 28, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec et d'autres dispositions législatives en matière de promotion et de développement industriels.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 28 est adopté.

---

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose l'adoption du projet de loi 38, Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 38 est adopté.

---

À 17 h 55, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

**Vingt heures**

### **Adoption**

M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose l'adoption du projet de loi 15, Loi modifiant de nouveau la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune concernant les habitats fauniques (*titre amendé*).

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 15 est adopté.

---

M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose l'adoption du projet de loi 101, Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la Loi sur les parcs (*titre amendé*).

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 101 est adopté.

#### **Prise en considération de rapports de commissions**

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 3, Loi modifiant le Code civil en matière de copropriété et d'emphytéose.

Le rapport est adopté sans débat.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 4, Loi modifiant le Code civil et le Code de procédure civile en matière de séparation de corps.

Le rapport est adopté sans débat.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 8, Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels.

Le rapport est adopté sans débat.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 20, Loi portant abrogation de certaines dispositions législatives.

Le rapport est adopté sans débat.

### **Adoption du principe**

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Paradis, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, proposant que le principe du projet de loi 37, Loi sur la sécurité du revenu, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À la fin de son intervention, M. Chevette, chef de l'Opposition officielle, propose l'amendement suivant:

**QUE** la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en ajoutant à la fin les mots "dans six mois".

Mme la Vice-présidente suspend la séance pour réunir les leaders des groupes parlementaires. À la reprise des travaux, elle informe l'Assemblée que les deux heures du débat restreint sur la motion de report seront réparties également entre les deux groupes, que le temps non utilisé par l'un des groupes ne pourra l'être par l'autre et que, dans ce cadre, le temps de parole de chaque intervenant ne sera pas limité.

Un débat s'ensuit sur la motion de report proposée par M. Chevette, chef de l'Opposition officielle.

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

---

15 juin 1988

---

(Vote n<sup>o</sup> 26)

POUR

Blackburn	Desbiens	Harel	Perron
Boulerice	Dufour	Jolivet	Rocheport
Brassard	Garon	Paré	
Chevrette	Gendron	Parent	
Claveau	Godin	(Bertrand)	

CONTRE

Baril	Doyon	Latulippe	Picotte
Beaudin	Dubois	Leclerc	Polak
Bégin	Dutil	Legault	Poulin
Bélanger	Farrah	Lemieux	Richard
(Laval-des-Rap.)	Forget	Lemire	Robic
Bélisle	Fortier	Levesque	Savoie
Bleau	Gardner	Messier	Séguin
Bradet	Gervais	Middlemiss	Théorêt
Chagnon	Gobé	Paradis	Thérien
Côté	Gratton	(Brome-Miss.)	Thuringer
(Riv.-du-Loup)	Hamel	Paradis	Tremblay
Cusano	Hovington	(Matapédia)	(Iberville)
Dauphin	Joly	Parent	Tremblay
Després	Kehoe	(Sauvé)	(Rimouski)
Dionne	Khelfa	Pelchat	Trudel
Dougherty	Laporte	Philibert	Vallières

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 16 Contre: 57

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 37, Loi sur la sécurité du revenu.

Le jeudi 16 juin 1988

Sur motion de M. Gervais (L'Assomption), le débat est ajourné.

**15 juin 1988**

---

À 1 h 06, M. le Vice-président lève la séance.

En conséquence, les travaux sont ajournés à ce matin 10 h 00.

---

### **SANCTION DE PROJETS DE LOI**

Le 15 juin 1988, à 12 h 10, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Bradet, le représentant du Premier ministre, de M. Brassard, le représentant du Chef de l'Opposition officielle, et du Secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 5 Loi modifiant la Loi sur les mines;
- 9 Loi sur le recensement des électeurs en 1988;
- 19 Loi sur l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec;
- 25 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services;
- 39 Loi n<sup>o</sup> 3 sur les crédits, 1988-1989.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Dix heures

Moment de recueillement

## **AFFAIRES COURANTES**

### **Présentation de projets de loi**

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, présente le projet de loi 43, Loi sur la Bibliothèque nationale du Québec, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

### **Dépôts de documents**

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Levesque, ministre des Finances:

Le rapport annuel de la Société des loteries et courses du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 280 de la session)

Par M. Marx, ministre de la Justice:

Un avant-projet de loi intitulé: Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit de la preuve et de la prescription et du droit international privé.

(Document n° 281 de la session)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission des institutions procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques à compter du 4 octobre 1988 dans le cadre de l'étude de l'avant-projet de loi, Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit de la preuve et de la prescription et du droit international privé;

**16 juin 1988**

---

**QUE les mémoires soient reçus au Secrétariat des commissions au plus tard le 9 septembre 1988; et**

**QUE le ministre de la Justice soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.**

**La motion est adoptée.**

**Par M. Paradis, ministre du Travail:**

**Le rapport annuel de l'Institut de recherche et d'information sur la rémunération, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988;**

**(Document n° 282 de la session)**

**Le rapport annuel du ministère du Travail, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988;**

**(Document n° 283 de la session)**

**Le rapport annuel de la Commission de la construction du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1987.**

**(Document n° 284 de la session)**

**Par M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation:**

**Un avant-projet de loi intitulé: Loi sur les caisses d'épargne et de crédit.**

**(Document n° 285 de la session)**

**Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement, propose:**

**QUE la Commission du budget et de l'administration procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques à compter du 13 septembre 1988 dans le cadre de l'étude de l'avant-projet de loi, Loi sur les caisses d'épargne et de crédit;**

**QUE les mémoires soient reçus au Secrétariat des commissions au plus tard le 19 août 1988; et**

**QUE le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.**

**La motion est adoptée.**

Par M. Côté, ministre délégué aux Forêts:

Le rapport annuel de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (Rexfor), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n<sup>o</sup> 286 de la session)

Par M. le Président:

Le rapport du Directeur général des élections sur l'organisation et la tenue du référendum du 1<sup>er</sup> octobre 1987 au Nouveau-Québec, rédigé en français, en anglais et en inuktitut.

(Document n<sup>o</sup> 287 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

Les rapports suivants sont déposés:

Par M. Lemieux (Vanier):

Les rapports de la Commission du budget et de l'administration qui, le 15 juin 1988, a procédé à la consultation des intéressés et étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 205 Loi concernant la conversion de la Fédération des caisses d'établissement du Québec, des caisses d'épargne et de crédit qui lui sont affiliées et de la Corporation de fonds de sécurité de la Fédération des caisses d'établissement du Québec ainsi que leur fusion avec Société d'entraide économique du Québec inc.- Rapporté avec des amendements.

(Document n<sup>o</sup> 288 de la session)

- 206 Loi concernant La Laurentienne, mutuelle d'Assurance - Rapporté avec des amendements.

(Document n<sup>o</sup> 289 de la session)

- 214 Loi concernant Elzéar Plourde Ltée - Rapporté sans amendement.

(Document n<sup>o</sup> 290 de la session)

- 217 Loi concernant Vilmont Inc. - Rapporté sans amendement.

(Document n<sup>o</sup> 291 de la session)

- 221 Loi modifiant la Loi fusionnant le Trust Général du Canada et la Société d'Administration et de Fiducie - Rapporté avec un amendement.

(Document n<sup>o</sup> 292 de la session)

- 233 Loi concernant Les Immeubles Benoît Inc. - Rapporté sans amendement.

(Document n<sup>o</sup> 293 de la session)

- 242 Loi concernant le Club des Portes de l'Estrie Inc. - Rapporté avec un amendement.

(Document n<sup>o</sup> 294 de la session)

Sur motion de M. Lemieux (Vanier), les rapports relatifs aux projets de loi d'intérêt privé 205, 206, 214, 217, 221, 233 et 242 sont adoptés.

Par M. Parent (Sauvé):

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, le 15 juin 1988, a procédé à la consultation des intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:

- 204 Loi modifiant la Loi sur le Collège militaire Royal de Saint-Jean- Rapporté avec un amendement.

(Document n<sup>o</sup> 295 de la session)

Sur motion de M. Parent (Sauvé), le rapport relatif au projet de loi d'intérêt privé 204 est adopté.

### Dépôts de pétitions

Sont déposés cinq extraits de pétition concernant la réforme de l'aide sociale:

- par M. Trudel (Bourget);

(Document n<sup>o</sup> 296 de la session)

- par M. Khelfa (Richelieu);

(Document n<sup>o</sup> 297 de la session)

- par M. Messier (Saint-Hyacinthe);  
(Document n<sup>o</sup> 298 de la session)
- par M. Parent (Sauvé);  
(Document n<sup>o</sup> 299 de la session)
- par M. Leclerc (Taschereau).  
(Document n<sup>o</sup> 300 de la session)

**Mme Juneau (Johnson) dépose:**

Un extrait de pétition concernant les coupures effectuées dans le réseau des camps familiaux.

(Document n<sup>o</sup> 301 de la session)

**Mme Harel (Maisonnette) dépose:**

Un extrait de pétition concernant l'injustice sociale dont sont victimes les femmes mariées sous le régime de séparation de biens.

(Document n<sup>o</sup> 302 de la session)

Et, du consentement de l'Assemblée, M. Messier (Saint-Hyacinthe) dépose:

Un extrait de pétition concernant le projet de loi relatif à l'aide sociale.

(Document n<sup>o</sup> 303 de la session)

### **Questions et réponses orales**

Il est procédé à la période des questions orales des députés.

### **Avis touchant les travaux des commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement, M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et de procéder à l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 200, Loi modifiant la charte

de la Ville de Montréal; le projet de loi 232, Loi concernant la Ville de Bromont; le projet de loi 209, Loi concernant la Ville de Métabetchouan;

- La Commission des affaires sociales, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 34, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives;
- La Commission des institutions, afin d'entendre les intéressés et de procéder à l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 212, Loi concernant la succession de Napoléon M. Lagueux; le projet de loi 208, Loi concernant le Centre de Ski Le Relais Inc.; le projet de loi 229, Loi concernant la succession de Morris Wexler.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, la commission suivante:

- La Commission de l'économie et du travail, afin, d'une part, de tenir un débat sur l'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis et, d'autre part, d'entendre les intéressés et de procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 213, Loi concernant la fusion par absorption entre la Coopérative Forestière du Nord-Ouest et la Fédération des Chantiers Coopératifs de l'Ouest Québécois.

#### Motions sans préavis

Du consentement de l'Assemblée, M. Bourassa, Premier ministre, propose:

QUE conformément aux articles 104 et 105 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1), Me Jacques O'Bready, actuellement sous-ministre du ministère des Affaires municipales, administrateur d'État I, soit nommé membre et président de la Commission d'accès à l'information, au même salaire annuel, pour un mandat de cinq ans à compter du 15 août 1988;

QUE le salaire annuel de Me Jacques O'Bready soit révisé annuellement, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1989, selon les paramètres retenus par le gouvernement dans sa politique salariale pour la révision des échelles de traitements des cadres supérieurs de la fonction publique;

QUE Me Jacques O'Bready participe au régime d'assurance collective des employés cadres des secteurs public et parapublic du Québec;

QUE Me Jacques O'Bready continue de participer au régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP);

QUE Me Jacques O'Bready soit remboursé, sur présentation de pièces justificatives mais sans autorisation préalable, des dépenses occasionnées par l'exercice de ses fonctions, jusqu'à concurrence d'un montant annuel de 3 600 \$;

QUE Me Jacques O'Bready reçoive l'allocation prévue à l'article 3<sup>o</sup> du décret 2399-83 du 23 novembre 1983 modifié par le décret 1529-87 du 7 octobre 1987;

QUE pour les frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions, Me Jacques O'Bready soit remboursé conformément aux règles applicables aux dirigeants d'organismes édictées par le décret 2500-83 du 30 novembre 1983 et ses modifications futures; et

QU'à compter de la date de son entrée en fonction, Me Jacques O'Bready ait droit à des vacances annuelles payées de vingt-cinq jours ouvrables.

L'Assemblée procède à la mise aux voix de cette motion.

(Vote n<sup>o</sup> 27)

# POUR

Assad	Bradet	Desbiens	Gobé
Baril	Brassard	Després	Gobeil
Beaudin	Camden	Dionne	Godin
Bégin	Cannon	Dougherty	Gratton
Bélanger	Charbonneau	Doyon	Hains
(Laval-des-Rap.)	Chevrette	Dubois	Hamel
Bélanger	Ciaccia	Dufour	Harel
(Még.-Compton)	Claveau	Dutil	Hétu
Bélisle	Côté	Farrah	Jolivet
Bissonnet	(Charlesbourg)	Filion	Joly
Blackburn	Côté	Fortier	Juneau
Boulerice	(Riv.-du-Loup)	Gardner	Kehoe
Bourassa	Cusano	Gauvin	Khelfa
Bourbeau	Dauphin	Gendron	Laporte

Latulippe	Marx	Picotte	Séguin
Leclerc	Messier	Polak	Sirros
Lefebvre	Middlemiss	Poulin	Théorêt
Legault	Pagé	Rémillard	Thérien
Lemieux	Paradis	Richard	Thuringer
Lemire	(Brome-Miss.)	Rivard	Tremblay
Levesque	Paré	Rocheffort	(Rimouski)
Lincoln	Parent	Ryan	Trudel
MacDonald	(Bertrand)	Saintonge	Vaillancourt
Maciocia	Parent	St-Roch	Vallerand
Maltais	(Sauvé)	Savoie	Vallières

CONTRE

(Aucun)

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 92    Contre: 0

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission des institutions procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques à compter du 16 août 1988 afin d'examiner toute proposition de révision de la *Loi électorale* (L.R.Q., chap. E-3.2) sur la base notamment du *Document de réflexion et de consultation sur la révision de la Loi électorale* déposé à l'Assemblée nationale le 15 mars 1988 et du document intitulé *Résultats des travaux du comité de travail sur la révision de la Loi électorale*;

QU'une fois les consultations terminées, ladite commission puisse se réunir à nouveau afin d'examiner les sujets qui pourraient faire l'objet de modifications à la *Loi électorale*;

QUE les mémoires soient reçus au Secrétariat des commissions au plus tard le 22 juillet 1988;

QUE le ministre délégué à la Réforme électorale et le député de Gouin soient membres de ladite commission pour la durée du mandat; et



QUE le ministre des Communications puisse participer aux travaux de ladite commission lorsque celle-ci abordera les sujets relevant de son secteur de responsabilité.

Du consentement de l'Assemblée, la motion est adoptée sans débat.

M. Gratton dépose, du consentement unanime:

La liste des personnes et organismes invités à être entendus par la commission parlementaire sur la révision de la *Loi électorale*.

(Document n<sup>o</sup> 304 de la session)

## AFFAIRES DU JOUR

### Affaires prioritaires

M. Brassard (Lac-Saint-Jean) propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement libéral de faire preuve de mollesse et d'irresponsabilité en refusant de protéger vigoureusement les compétences linguistiques du Québec menacées par le projet de loi fédéral C-72 sur les langues officielles.

Un débat s'ensuit.

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

Mme la Vice-présidente reporte le vote à la prochaine séance.

---

À 13 h 00, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

### Adoption

M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose l'adoption du projet de loi 11, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le cadastre.

La motion est adoptée sans débat.

En conséquence, le projet de loi 11 est adopté.

---

M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose l'adoption du projet de loi 12, Loi sur la Régie du gaz naturel.

La motion est adoptée sans débat.

En conséquence, le projet de loi 12 est adopté.

---

M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose l'adoption du projet de loi 32, Loi modifiant la Loi sur Hydro-Québec.

La motion est adoptée sans débat et à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 32 est adopté.

**16 juin 1988**

---

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. French, ministre des Communications, propose l'adoption du projet de loi 26, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications.

La motion est adoptée sans débat.

En conséquence, le projet de loi 26 est adopté.

### **Adoption du principe**

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Paradis, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, proposant que le principe du projet de loi 37, Loi sur la sécurité du revenu, soit maintenant adopté.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement.

### **Prise en considération de rapports de commissions**

L'Assemblée reprend le débat sur la prise en considération du rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 6, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.

Le rapport est adopté à la majorité des voix.

---

À 17 h 58, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

Vingt heures

**Prise en considération de rapports de commissions**

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 17, Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports.

Après débat, le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 27, Loi sur la Société de promotion économique du Québec métropolitain et modifiant la Loi sur la Société Inter-Port de Québec.

Après débat, le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 1, Loi sur la publicité le long des routes.

Après débat, le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 16, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le transport par autobus.

Après débat, le rapport est adopté.

---

### **Adoption du principe**

L'Assemblée reprend le débat sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 37, Loi sur la sécurité du revenu.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement.

### **Prise en considération de rapports de commissions**

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 10, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires et d'autres dispositions législatives en vue d'instituer la Cour unifiée, ainsi que l'amendement proposé par M. Filion (Taillon).

Après débat, l'amendement est rejeté.

Le rapport est adopté.

---

### **Adoption**

M. Marx, ministre de la Justice, propose l'adoption du projet de loi 3, Loi modifiant le Code civil en matière de copropriété et d'emphytéose.

La motion est adoptée sans débat.

En conséquence, le projet de loi 3 est adopté.

---

**16 juin 1988**

---

M. Marx, ministre de la Justice, propose l'adoption du projet de loi 4, Loi modifiant le Code civil et le Code de procédure civile en matière familiale (*titre amendé*).

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 4 est adopté.

---

M. Marx, ministre de la Justice, propose l'adoption du projet de loi 8, Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 8 est adopté.

---

M. Marx, ministre de la Justice, propose l'adoption du projet de loi 20, Loi portant abrogation de certaines dispositions législatives.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 20 est adopté.

### **Adoption du principe**

L'Assemblée reprend le débat sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 37, Loi sur la sécurité du revenu.

**Le vendredi 17 juin 1988**

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

**16 juin 1988**

---

À la demande de M. Lefebvre, leader du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

---

À 1 h 05, sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à ce matin 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**





---

---

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

M. Marx, ministre de la Justice, présente le projet de loi 33, Loi modifiant le Code de procédure civile concernant le recouvrement de pensions alimentaires, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

---

M. Côté, ministre des Transports, présente le projet de loi 40, Loi sur la sécurité du transport terrestre guidé, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

---

M. Gobeil, ministre délégué à l'Administration et Président du Conseil du trésor, présente le projet de loi 44, Loi concernant la prorogation de certaines conventions collectives du secteur public, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

## Dépôts de documents

Les documents suivants sont déposés:

Par Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles:

Le rapport annuel de la Société générale du cinéma du Québec, pour l'exercice financier terminé le 29 mars 1988.

(Document n<sup>o</sup> 305 de la session)

Par M. Gratton, leader du gouvernement:

Un document présenté à la consultation par M. Herbert Marx, ministre de la Justice, et Mme Monique Gagnon-Tremblay, ministre déléguée à la Condition féminine, lequel s'intitule: *Les droits économiques des conjoints*.

(Document n<sup>o</sup> 306 de la session)

Du consentement unanime, M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission des institutions procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques à compter du 14 septembre 1988 sur le document intitulé: *Les droits économiques des conjoints*;

QUE les mémoires soient reçus au Secrétariat des commissions au plus tard le 17 août 1988; et

QUE la ministre déléguée à la Condition féminine et le ministre de la Justice soient membres de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

Par M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources:

Le rapport annuel de la Société québécoise d'initiatives pétrolières (Soquip), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n<sup>o</sup> 307 de la session)

Par M. Côté, ministre des Transports:

Le rapport annuel de la Commission des transports du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988;

(Document n<sup>o</sup> 308 de la session)

Le rapport annuel de la Régie de l'assurance automobile du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1987.

(Document n<sup>o</sup> 309 de la session)

Par M. Marx, Solliciteur général:

Le rapport annuel de la Régie des permis d'alcool du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988;

(Document n<sup>o</sup> 310 de la session)

Le rapport annuel de la Commission de police du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1987.

(Document n<sup>o</sup> 311 de la session)

Par M. Paradis, ministre du Travail et ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu:

Le rapport annuel de la Régie des entreprises de construction du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987;

(Document n<sup>o</sup> 312 de la session)

Le rapport annuel de la Commission de la santé et de la sécurité du travail, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1987;

(Document n<sup>o</sup> 313 de la session)

Le rapport annuel de la Régie des rentes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n<sup>o</sup> 314 de la session)

Par M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce:

Le rapport annuel de la Société des alcools du Québec, pour l'exercice financier terminé le 26 mars 1988;

(Document n<sup>o</sup> 315 de la session)

Le rapport annuel de la Société de développement des coopératives, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n<sup>o</sup> 316 de la session)

Par M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation:

Le rapport annuel de la Commission des valeurs mobilières du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n<sup>o</sup> 317 de la session)

Par M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, responsable de l'Habitation:

Le rapport annuel de la Société d'habitation du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1987.

(Document n<sup>o</sup> 318 de la session)

Par M. French, ministre des Communications:

Le rapport annuel du ministère des Communications, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988;

(Document n<sup>o</sup> 319 de la session)

Le rapport annuel de la Commission d'accès à l'information, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n<sup>o</sup> 320 de la session)

Par M. Rocheleau, ministre des Approvisionnements et Services:

Le rapport annuel de la Société immobilière du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n<sup>o</sup> 321 de la session)

Par M. Gobeil, ministre délégué à l'Administration et Président du Conseil du trésor:

Le rapport annuel de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1987.

(Document n<sup>o</sup> 322 de la session)

Par M. Dutil, ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux, au nom de Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux:

Le rapport annuel de la Régie de l'assurance-maladie du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n<sup>o</sup> 323 de la session)

Par M. Savoie, ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones:

Le rapport annuel de la Société québécoise d'exploration minière (Soquem), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n<sup>o</sup> 324 de la session)

Par M. Gratton, ministre du Tourisme:

Le rapport annuel du ministère du Tourisme, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n<sup>o</sup> 325 de la session)

Par Mme Gagnon-Tremblay, ministre déléguée à la Condition féminine:

La réponse à la question écrite de Mme Vermette (Marie-Victorin) concernant le nombre de personnes et de groupes qui ont eu recours aux services de Consult-Action en 1987-1988. Question n<sup>o</sup> 6, *Feuilleton* du 15 juin 1988.

(Document n<sup>o</sup> 326 de la session)

Par M. le Président:

La décision 291, en date du 14 juin 1988, concernant le Règlement sur la promotion de monsieur Gérard Laliberté à titre de cadre supérieur (630) classe III;

La décision 292, en date du 14 juin 1988, concernant le Règlement sur la promotion de monsieur Gilles Paradis à titre de cadre supérieur (630) classe III;

La décision 293, en date du 14 juin 1988, concernant le Règlement sur la promotion de monsieur Gilles Angers à titre de cadre supérieur (630) classe IV.

(Document n<sup>o</sup> 327 de la session)

## Dépôts de rapports de commissions

Les rapports suivants sont déposés:

Par M. Parent (Bertrand):

Les rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 16 juin 1988, a procédé à la consultation des intéressés et étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 200 Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal - Rapporté avec des amendements.  
(Document n<sup>o</sup> 328 de la session)
- 209 Loi concernant la Ville de Métabetchouan - Rapporté avec un amendement.  
(Document n<sup>o</sup> 329 de la session)
- 232 Loi concernant la Ville de Bromont - Rapporté avec des amendements.  
(Document n<sup>o</sup> 330 de la session)

Sur motion de M. Parent (Bertrand), les rapports relatifs aux projets de loi d'intérêt privé 200, 209 et 232 sont adoptés.

Par M. Filion (Taillon):

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 16 juin 1988, a procédé à la consultation des intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:

- 212 Loi concernant la succession de Napoléon M. Lagueux - Rapporté sans amendement.  
(Document n<sup>o</sup> 331 de la session)

Sur motion de M. Filion (Taillon), le rapport relatif au projet de loi d'intérêt privé 212 est adopté.

Par M. Charbonneau (Verchères):

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 16 juin 1988, a procédé à la consultation des intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:

213 Loi concernant la fusion par absorption entre la Coopérative Forestière du Nord-Ouest et la Fédération des Chantiers Coopératifs de l'Ouest Québécois - Rapporté sans amendement.

(Document n<sup>o</sup> 332 de la session)

Sur motion de M. Charbonneau (Verchères), le rapport relatif au projet de loi d'intérêt privé 213 est adopté.

### Dépôts de pétitions

Du consentement de l'Assemblée, Mme Dionne (Kamouraska - Témiscouata) dépose:

Un extrait de pétition concernant la qualité de l'éducation, priorité de la Commission scolaire de Rivière-du-Loup.

(Document n<sup>o</sup> 333 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période des questions orales des députés.

### Votes reportés

L'Assemblée procède au vote par appel nominal reporté sur la motion de censure présentée par M. Brassard (Lac-Saint-Jean), laquelle se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement libéral de faire preuve de mollesse et d'irresponsabilité en refusant de protéger vigoureusement les compétences linguistiques du Québec menacées par le projet de loi fédéral C-72 sur les langues officielles.

(Vote n° 28)

POUR

Blackburn	Claveau	Harel	Parent
Boulerice	Dufour	Jolivet	(Bertrand)
Brassard	Filion	Juneau	Vermette
Charbonneau	Gendron	Paré	
Chevrette	Godin		

CONTRE

Audet	Dionne	Laporte	Richard
Bacon	Dougherty	Leclerc	Rivard
Baril	Doyon	Lefebvre	Robic
Beaudin	Dubois	Legault	Rocheleau
Bégin	Dutil	Lemieux	Ryan
Bélanger	Farrah	Lemire	Saintonge
(Laval-des-Rap.)	Fortier	Levesque	St-Roch
Bélanger	French	MacDonald	Savoie
(Még.-Compton)	Gagnon-Tremblay	Marx	Séguin
Bélisle	Gardner	Messier	Sirros
Bourassa	Gauvin	Middlemiss	Théorêt
Bourbeau	Gervais	Page	Thérien
Bradet	Gobé	Paradis	Thuringer
Camden	Gobeil	(Brome-Miss.)	Tremblay
Cannon	Gratton	Paradis	(Iberville)
Côté	Hains	(Matapédia)	Tremblay
(Charlesbourg)	Hamel	Pelchat	(Rimouski)
Côté	Hétu	Picotte	Trudel
(Riv.-du-Loup)	Johnson	Polak	Vaillancourt
Cusano	Joly	Poulin	Vallerand
Després	Khelfa	Rémillard	Vallières

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 16 Contre: 76



L'Assemblée procède au vote par appel nominal reporté sur la motion de M. Paradis, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, proposant que le principe du projet de loi 37, Loi sur la sécurité du revenu, soit maintenant adopté.

(Vote n° 29)

# POUR

Audet	Dionne	Laporte	Richard
Bacon	Dougherty	Leclerc	Rivard
Baril	Doyon	Lefebvre	Robic
Beaudin	Dubois	Legault	Rocheleau
Bégin	Dutil	Lemieux	Ryan
Bélanger	Farrah	Lemire	Saintonge
(Laval-des-Rap.)	Fortier	Levesque	St-Roch
Bélanger	French	MacDonald	Savoie
(Még.-Compton)	Gagnon-Tremblay	Marx	Séguin
Bélisle	Gardner	Messier	Sirros
Bourassa	Gauvin	Middlemiss	Théorêt
Bourbeau	Gervais	Page	Thérien
Bradet	Gobé	Paradis	Thuringer
Camden	Gobeil	(Brome-Miss.)	Tremblay
Cannon	Gratton	Paradis	(Iberville)
Côté	Hains	(Malapédia)	Tremblay
(Charlesbourg)	Hamel	Pelchat	(Rimouski)
Côté	Hétu	Picotte	Trudel
(Riv.-du-Loup)	Johnson	Polak	Vaillancourt
Cusano	Joly	Poulin	Vallerand
Després	Khelfa	Rémillard	Vallières

# CONTRE

Blackburn	Claveau	Harel	Parent
Boulerice	Dufour	Jolivet	(Bertrand)
Brassard	Filion	Juneau	Vermette
Charbonneau	Gendron	Paré	
Chevrette	Godin		

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 76 Contre: 16

En conséquence, le principe du projet de loi 37 est adopté.

Sur motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 37 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission des affaires sociales, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 34, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives;
- La Commission de l'éducation, afin de poursuivre sa consultation générale sur le projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires, et le projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique;
- La Sous-commission des institutions, afin d'entreprendre sa consultation générale dans le cadre de l'étude de l'avant-projet de loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des obligations.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, la commission suivante:

- La Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre le débat sur l'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis.

---

M. le Vice-président donne l'avis suivant:

- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation se réunira afin de tenir une séance de travail.

## Motions sans préavis

M. Rivard, ministre délégué aux Affaires culturelles et responsable de l'application de la Charte de la langue française, propose:

QUE les membres de cette Assemblée soulignent le millénaire de l'adoption par les Ukrainiens de la foi chrétienne dans leur pays.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

## AFFAIRES DU JOUR

### Adoption du principe

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 230 et 237 du Règlement, M. Gobeil, ministre délégué à l'Administration et Président du Conseil du trésor, propose l'adoption du principe du projet de loi 44, Loi concernant la prorogation de certaines conventions collectives du secteur public.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 44 est adopté.

Sur motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 44 est renvoyé en commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

### Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 230 du Règlement, M. Gobeil, ministre délégué à l'Administration et Président du Conseil du trésor, propose l'adoption du projet de loi 44, Loi concernant la prorogation de certaines conventions collectives du secteur public.

La motion est adoptée.

**En conséquence, le projet de loi 44 est adopté.**

---

**M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose l'adoption du projet de loi 17, Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports.**

**La motion est adoptée.**

**En conséquence, le projet de loi 17 est adopté.**

---

**M. Côté, ministre des Transports, propose l'adoption du projet de loi 1, Loi sur la publicité le long des routes.**

**Après débat, la motion est adoptée.**

**En conséquence, le projet de loi 1 est adopté.**

---

**M. Côté, ministre des Transports, propose l'adoption du projet de loi 16, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le transport par autobus.**

**Après débat, la motion est adoptée.**

**En conséquence, le projet de loi 16 est adopté.**

---

17 juin 1988

---

M. Marx, ministre de la Justice, propose l'adoption du projet de loi 10, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires et d'autres dispositions législatives en vue d'instituer la Cour du Québec (*titre amendé*).

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 10 est adopté.

---

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose l'adoption du projet de loi 24, Loi sur le traitement des élus municipaux.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 24 est adopté.

---

M. Séguin, ministre du Revenu, propose l'adoption du projet de loi 6, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.

Un débat s'ensuit.

---

À 13 h 00, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

### Adoption

Le débat portant sur l'adoption du projet de loi 6 est ajourné sur la motion de M. Gendron, leader de l'Opposition officielle.

---

M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce, propose l'adoption du projet de loi 27, Loi sur la Société de promotion économique du Québec métropolitain et modifiant la Loi sur la Société Inter-Port de Québec.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 27 est adopté.

---

L'Assemblée reprend le débat sur la motion portant adoption du projet de loi 6, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.

Au cours de son intervention, du consentement de l'Assemblée, M. Séguin, ministre du Revenu, dépose le document suivant:

Cahier spécial publié par le ministère du Revenu du Québec dans *La Presse* du 20 février 1988 concernant la déclaration de revenus du contribuable québécois pour 1987.

(Document n° 334 de la session)

La motion portant adoption du projet de loi 6 est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 6 est adopté.

### Projets de loi d'intérêt privé

Du consentement unanime pour déroger, lorsqu'il y a lieu, aux articles 22 et 268 du Règlement, l'Assemblée procède à l'adoption du principe et à l'adoption proprement dite des projets de loi d'intérêt privé suivants.

M. Doyon (Louis-Hébert) propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 212, Loi concernant la succession de Napoléon M. Lagueux.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 212 est adopté.

---

M. Chevette (Joliette) propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 205, Loi concernant la conversion de la Fédération des caisses d'établissement du Québec, des caisses d'épargne et de crédit qui lui sont affiliées et de la Corporation de fonds de sécurité de la Fédération des caisses d'établissement du Québec ainsi que leur fusion avec Société d'entraide économique du Québec inc.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 205 est adopté.

---

M. Dufour (Jonquière) propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 214, Loi concernant Elzéar Plourde Ltée.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 214 est adopté.

---

M. Maciocia (Viger) propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 217, Loi concernant Vilmont Inc.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 217 est adopté.

---

M. Chagnon (Saint-Louis) propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 221, Loi modifiant la Loi fusionnant le Trust Général du Canada et la Société d'Administration et de Fiducie.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 221 est adopté.

---

M. Hétu (Labelle) propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 233, Loi concernant Les Immeubles Benoît Inc.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 233 est adopté.

---

Mme Juneau (Johnson) propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 242, Loi concernant le Club des Portes de l'Estrie Inc.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 242 est adopté.

---



M. Gendron (Abitibi-Ouest) propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 213, Loi concernant la fusion par absorption entre la Coopérative Forestière du Nord-Ouest et la Fédération des Chantiers Coopératifs de l'Ouest Québécois.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 213 est adopté.

---

M. Hamel (Sherbrooke) propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 203, Loi concernant la ville de Sherbrooke.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 203 est adopté.

---

M. Chagnon (Saint-Louis) propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 224, Loi concernant la cession de certains immeubles par la ville de Montréal à l'Hôpital Royal Victoria.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 224 est adopté.

---

Mme Trépanier (Dorion) propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 200, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 200 est adopté.

---

M. Brassard (Lac-Saint-Jean) propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 209, Loi concernant la Ville de Métabetchouan.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 209 est adopté.

---

M. Tremblay (Iberville) propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 232, Loi concernant la Ville de Bromont.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 232 est adopté.

---

Mme Pelchat (Vachon) propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 204, Loi modifiant la Loi sur le Collège militaire Royal de Saint-Jean.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 204 est adopté.

---

M. Lemieux (Vanier) propose l'adoption du principe du projet de loi d'intérêt privé 206, Loi concernant La Laurentienne, mutuelle d'Assurance.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

M. Lemieux (Vanier) propose l'adoption du projet de loi 206.

La motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 206 est adopté.

---

Sur motion de M. Gratton, leader du gouvernement, les travaux sont ajournés au mardi 21 juin 1988, 15 h 00.

À 17 h 17, Mme la Vice-présidente lève la séance.

---

#### SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le vendredi 17 juin 1988, à 18 h 15, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Gobé et de Mme Pelchat, les représentants du Premier ministre, de M. Claveau, le représentant du Chef de l'Opposition officielle, et du Secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 1 Loi sur la publicité de long des routes;
- 2 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Affaires culturelles;
- 3 Loi modifiant le Code civil en matière de copropriété et d'emphytéose;
- 4 Loi modifiant le Code civil et le Code de procédure civile en matière familiale (*titre amendé*);
- 6 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal;

- 7 Loi sur l'organisation territoriale municipale;
- 8 Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels;
- 10 Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires et d'autres dispositions législatives en vue d'instituer la Cour du Québec (*titre amendé*);
- 11 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le cadastre;
- 12 Loi sur la Régie du gaz naturel;
- 15 Loi modifiant de nouveau la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune concernant les habitats fauniques (*titre amendé*);
- 16 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le transport par autobus;
- 17 Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports;
- 20 Loi portant abrogation de certaines dispositions législatives;
- 21 Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles concernant le paiement des produits agricoles;
- 22 Loi modifiant le Code des professions;
- 24 Loi sur le traitement des élus municipaux;
- 26 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications;
- 27 Loi sur la Société de promotion économique du Québec métropolitain et modifiant la Loi sur la Société Inter-Port de Québec;
- 28 Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec et d'autres dispositions législatives en matière de promotion et de développement industriels;
- 29 Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles;

- 31 Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre;
- 32 Loi modifiant la Loi sur Hydro-Québec;
- 38 Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale;
- 44 Loi concernant la prorogation de certaines conventions collectives du secteur public;
- 101 Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la Loi sur les parcs (*titre amendé*);
- 200 Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal;
- 203 Loi concernant la ville de Sherbrooke;
- 204 Loi modifiant la Loi sur le Collège militaire Royal de Saint-Jean;
- 205 Loi concernant la conversion de la Fédération des caisses d'établissement du Québec, des caisses d'épargne et de crédit qui lui sont affiliées et de la Corporation de fonds de sécurité de la Fédération des caisses d'établissement du Québec ainsi que leur fusion avec Société d'entraide économique du Québec inc.;
- 206 Loi concernant La Laurentienne, mutuelle d'Assurance;
- 209 Loi concernant la Ville de Métabetchouan;
- 212 Loi concernant la succession de Napoléon M. Lagueux;
- 213 Loi concernant la fusion par absorption entre la Coopérative Forestière du Nord-Ouest et la Fédération des Chantiers Coopératifs de l'Ouest Québécois;
- 214 Loi concernant Elzéar Plourde Ltée;
- 217 Loi concernant Vilmont Inc.;

- 221 Loi modifiant la Loi fusionnant le Trust Général du Canada et la Société d'Administration et de Fiducie;
- 224 Loi concernant la cession de certains immeubles par la ville de Montréal à l'Hôpital Royal Victoria;
- 232 Loi concernant la Ville de Bromont;
- 233 Loi concernant Les Immeubles Benoît Inc.;
- 242 Loi concernant le Club des Portes de l'Estrie Inc.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**

---

Quinze heures

Moment de recueillement

## **AFFAIRES COURANTES**

### **Dépôts de documents**

Les documents suivants sont déposés:

Par Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles:

Un avis de la Commission des biens culturels du Québec sur le classement du site archéologique de la rive ouest de l'embouchure de la rivière Métabetchouan.

(Document n° 335 de la session)

Par M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce:

Le rapport annuel du Centre de recherche industrielle du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 336 de la session)

### **Dépôts de rapports de commissions**

Le rapport suivant est déposé:

Par M. Charbonneau (Verchères):

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 16 et 17 juin 1988, a procédé à un débat sur l'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis.

(Document n° 337 de la session)

## Questions et réponses orales

Il est procédé à la période des questions orales des députés.

## Motions sans préavis

Mme Bacon, Vice-Première ministre, propose:

QU'à la suite du décès de monsieur Fernand Séguin, l'Assemblée nationale souligne l'extraordinaire contribution de ce communicateur scientifique au rayonnement de la connaissance et du savoir et offre aux membres des familles éprouvées ses plus sincères condoléances.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

M. Desbiens (Dubuc) propose:

QUE l'Assemblée nationale félicite, d'une part, la Fédération québécoise de la faune qui s'est vue décerner le prix Doug-Clark à titre d'organisme ayant accompli l'oeuvre la plus remarquable pour la faune et, d'autre part, le président de cet organisme, monsieur Léopold Quintal, qui s'est vu accorder le prix Roland-Michener pour son engagement personnel et bénévole dans la gestion et la sauvegarde de la faune québécoise.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

## Avis touchant les travaux des commissions

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque la commission suivante:

- La Commission des affaires sociales, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 34, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives.



21 juin 1988

---

## AFFAIRES DU JOUR

---

À 16 h 18, sur motion de M. Gratton, leader du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à mercredi 15 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Quinze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Dépôts de documents

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation:

Le rapport annuel de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (Soquia), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n<sup>o</sup> 338 de la session)

Par M. Marx, ministre de la Justice:

Le rapport annuel de la Commission de la santé et de la sécurité du travail concernant l'administration de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels* et de la *Loi visant à favoriser le civisme*, pour l'année 1987.

(Document n<sup>o</sup> 339 de la session)

Par M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales:

Le rapport annuel de la Commission municipale du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n<sup>o</sup> 340 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période des questions orales des députés.

## **Motions sans préavis**

M. Chevette, chef de l'Opposition officielle, propose:

QUE l'Assemblée nationale offre ses meilleurs voeux au peuple du Québec à l'occasion de notre fête nationale.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

## **AFFAIRES DU JOUR**

### **Projets de loi du gouvernement**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 232 du Règlement, M. Dutil, ministre délégué à la Famille, à la Santé et aux Services sociaux, présente le projet de loi 46, Loi modifiant la Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

### **Adoption du principe**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 230 et 237 du Règlement, M. Dutil, ministre délégué à la Famille, à la Santé et aux Services sociaux, propose que le principe du projet de loi 46, Loi modifiant la Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 46 est adopté.

Sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 46 est renvoyé en commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

## **Adoption**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 230 du Règlement, M. Dutil, ministre délégué à la Famille, à la Santé et aux Services sociaux, propose l'adoption du projet de loi 46, Loi modifiant la Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux.

La motion est adoptée sans débat.

En conséquence, le projet de loi 46 est adopté.

---

Sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux au mardi 18 octobre 1988, 14 h 00.

À 17 h 25, M. le Président lève la séance.

---

## **SANCTION DE PROJETS DE LOI**

Le mercredi 22 juin 1988, à 17 h 30, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de Mme Bégin, vice-présidente de l'Assemblée nationale, de M. Dutil, le représentant du Premier ministre, de M. Jolivet, le représentant du Chef de l'Opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur de sanctionner le projet de loi suivant:

- 46 Loi modifiant la Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



Quatorze heures

Moment de recueillement

M. le Président communique une lettre que le Secrétaire général de l'Assemblée nationale a reçue du Directeur général des élections du Québec relativement à l'élection de M. René Serge Larouche, député d'Anjou, et de M. Gaston Blackburn, député de Roberval.

M. le Président dépose ensuite les documents suivants:

- la lettre mentionnée ci-dessus et le certificat d'élection;  
(Document n° 341 de la session)
- le rapport du Directeur général des élections relatif aux résultats officiels du scrutin tenu le 20 juin 1988 dans les circonscriptions électorales d'Anjou et de Roberval.  
(Document n° 342 de la session)

M. René Serge Larouche, député de la circonscription électorale d'Anjou, ainsi que M. Gaston Blackburn, député de la circonscription électorale de Roberval, ayant prêté et souscrit le serment d'office, prennent leurs sièges à l'Assemblée.

**AFFAIRES COURANTES**

Dépôts de documents

Les documents suivants sont déposés:

Par Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles:

Le rapport annuel du Musée d'art contemporain de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988;

(Document n° 343 de la session)

Un avis de la Commission des biens culturels du Québec sur le classement de la Bibliothèque Saint-Sulpice à Montréal.

(Document n° 344 de la session)

Par M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science:

Le rapport annuel de l'Office des professions du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988;

(Document n° 345 de la session)

Le rapport annuel du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 346 de la session)

Par M. Rémillard, ministre de la Justice:

Le rapport annuel du Fonds d'aide aux recours collectifs, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 347 de la session)

Par Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux:

Les rapports annuels des conseils régionaux de la santé et des services sociaux, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 348 de la session)

Par M. MacDonald, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie:

Le rapport annuel de la Société de développement industriel du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988;

(Document n° 349 de la session)

Le rapport annuel de la Société Inter-Port de Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 350 de la session)

Par M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation:

Le rapport annuel de l'Inspecteur général des institutions financières, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 351 de la session)



Par M. le Président:

La lettre de démission du député de Hull, M. Gilles Rochelcau, en date du 13 octobre 1988;

(Document n° 352 de la session)

La lettre de démission du député de Papineau, M. Mark Assad, en date du 17 octobre 1988;

(Document n° 353 de la session)

Le nouveau diagramme de l'Assemblée nationale en date du 18 octobre 1988;

(Document n° 354 de la session)

Le rapport annuel des activités respectives du Directeur général des élections et de la Commission de la représentation électorale du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988;

(Document n° 355 de la session)

Le rapport de la Commission de la représentation électorale du Québec concernant les dépenses reliées à la délimitation des circonscriptions électorales, en date de septembre 1988;

(Document n° 356 de la session)

Le rapport du vérificateur des comptes relatifs au Vérificateur général, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988;

(Document n° 357 de la session)

Le rapport annuel de la Commission des droits de la personne, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1987;

(Document n° 358 de la session)

Le rapport annuel de la Commission de la fonction publique ainsi que le rapport du Vérificateur général sur les frais d'administration de la commission, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988;

(Document n° 359 de la session)

Les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale:

- Décision 295, en date du 4 août 1988, concernant le Règlement sur le traitement, les avantages sociaux et les autres conditions de travail du

Secrétaire général et du Secrétaire général adjoint de l'Assemblée nationale;

- Décision 296, en date du 4 août 1988, concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les allocations aux députés;
- Décision 298, en date du 4 août 1988, concernant le Règlement sur la nomination d'une agente de protocole (agente d'information) à la Direction des relations parlementaires et des services aux députés;
- Décision 299, en date du 16 août 1988, concernant le Règlement sur les emplois ou fonctions d'un caractère occasionnel et leurs titulaires à l'Assemblée nationale.

(Document n° 360 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

Les rapports suivants sont déposés:

Par M. Lemieux (Vanier):

Rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 13, 14 et 15 septembre 1988, a procédé à une consultation générale et tenu des auditions publiques dans le cadre de l'avant-projet de loi, Loi sur les caisses d'épargne et de crédit.

(Document n° 361 de la session)

Par M. Richard (Nicolet):

Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, les 20 septembre et 11 octobre 1988, a vérifié les engagements financiers du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et du ministre délégué aux Pêcheries pour les mois de janvier à juin 1988.

(Document n° 362 de la session)

Par M. Parent (Sauvé):

Rapport de la Commission de l'éducation qui, les 3, 4, 5, 10, 11, 12, 17, 18, 19, 24, 25, 26 mai ainsi que les 23, 24, 25, 30, 31 août et le 1<sup>er</sup> septembre 1988, a procédé à une consultation générale et tenu des auditions publiques dans le cadre de l'étude du projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires,

et du projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique.

(Document n° 363 de la session)

Par M. Parent (Bertrand):

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 1<sup>er</sup>, 15 et 21 septembre et 13 octobre 1988, a vérifié les engagements financiers du ministère des Transports pour les mois de novembre 1986 (volet voirie seulement) à juin 1988, du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche pour les mois de janvier à juin 1988 et du ministère des Affaires municipales pour les mois de janvier à juin 1988.

(Document n° 364 de la session)

### Dépôts de pétitions

Mme Harel (Maisonneuve) dépose:

Un extrait de pétition concernant l'injustice sociale dont sont victimes les femmes mariées sous le régime de séparation de biens.

(Document n° 365 de la session)

### Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel

M. le Président informe l'Assemblée et donne lecture d'un avis d'une question de privilège qu'il a reçu de M. Gendron, leader de l'Opposition officielle, dénonçant une violation de droit et de privilège de l'Assemblée commise par M. Lincoln, député de Nelligan et ministre de l'Environnement.

M. le Président permet une courte intervention de part et d'autre sur la recevabilité de cette question et prend le tout en délibéré.

### Questions et réponses orales

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

### **Avis touchant les travaux des commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque la commission suivante:

- La Commission de la culture, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 43, Loi sur la Bibliothèque nationale du Québec.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, la commission suivante:

- La Commission des institutions, afin de poursuivre ses auditions dans le cadre de sa consultation générale sur le document intitulé: *Les droits économiques des conjoints*.

### **Motions sans préavis**

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose:

QUE les membres de cette Assemblée rendent hommage à Félix Leclerc.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

Mme Bacon propose:

QUE les membres de cette Assemblée rendent hommage à Jean Marchand.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose:

QUE les membres de cette Assemblée rendent hommage à Claude Brunet.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

M. Jolivet, député de Laviolette, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Semaine de la santé et de la sécurité au travail qui se déroule du 17 au 22 octobre prochain.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

À l'occasion du débat, M. Séguin, ministre du Travail, propose l'amendement suivant:

QUE la motion soit amendée en enlevant le point à la fin du texte et en ajoutant les mots suivants: "et que le troisième mercredi d'octobre de chaque année soit reconnu officiellement comme étant la journée commémorative des accidentés du travail."

M. le Vice-président déclare l'amendement recevable.

L'amendement est adopté sans débat.

Le débat se poursuit sur la motion principale telle qu'amendée.

La motion est adoptée.

---

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose:

QUE les membres de cette Assemblée félicitent les six personnalités québécoises récipiendaires des Prix du Québec 1988.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose:

QUE l'Assemblée nationale accepte de féliciter les athlètes qui ont participé aux jeux Olympiques et plus particulièrement Mme Caroline Waldo et M. Victor Davis pour leur performance.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

M. Boulerice, député de Saint-Jacques, propose:

QUE l'Assemblée nationale du Québec exprime au peuple chilien sa solidarité à l'égard du rétablissement de la démocratie au Chili.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

QUE le nom de M. Pierre Paradis soit substitué à celui de M. André Bourbeau comme parrain du projet de loi 14, Loi sur la réorganisation municipale du territoire de la municipalité de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent, et du projet de loi 96, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et la Loi sur la Commission municipale concernant la délimitation des districts électoraux municipaux;

QUE le nom de M. Gil Rémillard soit substitué à celui de M. Herbert Marx comme parrain du projet de loi 33, Loi modifiant le Code de procédure civile concernant le recouvrement de pensions alimentaires;

Que le nom de M. Yves Séguin soit substitué à celui de M. Pierre Paradis comme parrain du projet de loi 41, Loi sur le Conseil consultatif sur l'emploi et la sécurité du revenu;

QUE le nom de M. Paul Gobeil soit substitué à celui de M. Gil Rémillard comme parrain du projet de loi 42, Loi sur le ministère des Affaires internationales; et

QUE le nom de M. André Bourbeau soit substitué à celui de M. Pierre Paradis comme parrain du projet de loi 37, Loi sur la sécurité du revenu.

La motion est adoptée.

---

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

Que M. Gaston Blackburn, député de Roberval, soit nommé membre permanent de la Commission des institutions.

La motion est adoptée.

---

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

QUE M. René Serge Larouche, député d'Anjou, remplace M. Jean Leclerc, député de Taschereau, comme membre permanent de la Commission de l'économie et du travail;

QUE M. André J. Hamel, député de Sherbrooke, remplace M. Albert Khelfa, député de Richelieu, comme membre permanent de la Commission de l'éducation; et

QUE M. Albert Khelfa, député de Richelieu, remplace M. André J. Hamel, député de Sherbrooke, comme membre permanent de la Commission de la culture.

La motion est adoptée.

---

Du consentement de l'Assemblée, M. Brassard, whip en chef de l'Opposition officielle, dépose la liste des modifications apportées à la composition des commissions parlementaires par l'Opposition officielle.

(Document n° 366 de la session)

M. Brassard propose que ladite liste soit adoptée.

La motion est adoptée.

### **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

Mme la Vice-présidente informe l'Assemblée que le débat de la prochaine séance sur les affaires inscrites en vertu de l'article 97 du Règlement portera sur la motion de M. Charbonneau (Verchères), laquelle se lit comme suit:

QUE cette Assemblée exige que le gouvernement du Québec mette sur pied une commission d'enquête dont le mandat serait premièrement d'examiner les circonstances ayant permis qu'une catastrophe comme celle de Saint-Basile-le-Grand ait pu survenir, deuxièmement d'examiner toute la problématique de la gestion des déchets dangereux au Québec et finalement de proposer les solutions qui permettraient au gouvernement de tenir ses promesses à l'égard du virage écologique.

### **AFFAIRES DU JOUR**

#### **Projets de loi du gouvernement**



*Adoption du principe*

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, informe l'Assemblée que l'honorable Lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 43, Loi sur la Bibliothèque nationale du Québec, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Un débat s'élève.

Du consentement pour déroger à l'article 20 du Règlement, l'Assemblée poursuit ses travaux après 18 heures.

Le débat se poursuit.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 43 est adopté.

Sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 43 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de la culture.

---

Après une brève suspension, M. le Président rend sa décision sur la question de privilège soulevée par M. Gendron, leader de l'Opposition officielle.

DÉCISION DU PRÉSIDENT

La question de privilège soulevée par le leader de l'Opposition officielle est irrecevable pour les motifs suivants:

- les faits invoqués ne constituent pas, *prima facie*, un bris de privilège ou un outrage au Parlement;
- l'allégation de l'intention délibérée de tromper la Chambre n'est pas un fait mais plutôt une prétention sur laquelle le Président ne peut prendre appui pour décider de la recevabilité d'une question de privilège.

**18 octobre 1968**

---

À 18 h 55, M. le Président lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mercredi 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**

---

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

M. Paradis, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 14, Loi sur la réorganisation municipale du territoire de la municipalité de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent, soit maintenant adopté.

Un débat s'élève.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement.

### Débats sur les rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de la culture qui a procédé à une consultation générale sur le Rapport sur la mise en oeuvre de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

M. le Vice-président informe l'Assemblée que le temps de parole de ce débat restreint, limité à deux heures, sera réparti également entre les deux groupes parlementaires et que le temps non utilisé par l'un des groupes ne pourra l'être par l'autre. Dans ce cadre, aucune autre limite n'est fixée au temps de parole de chacun des intervenants.

Un débat s'élève.

Du consentement pour déroger à l'article 20 du Règlement, l'Assemblée poursuit ses travaux au-delà de 13 h 00.

Le débat se termine et, conformément à l'article 95 du Règlement, il n'est suivi d'aucune décision de l'Assemblée.

---

À 13 h 06, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

## AFFAIRES COURANTES

### Déclarations ministérielles

M. Lincoln, ministre de l'Environnement, fait état de la gestion des déchets dangereux dans le contexte actuel et, se prévalant des pouvoirs que lui confère l'article 6.3 de la *Loi sur la qualité de l'environnement*, mandate le Bureau des audiences publiques sur l'environnement pour tenir une enquête sur les problèmes et les solutions de l'élimination des déchets dangereux au Québec.

M. Charbonneau (Verchères) commente la déclaration ministérielle.

Du consentement de l'Assemblée, la séance est suspendue pour quelques instants en raison d'une panne d'électricité.

La séance reprend.

---

### Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

19 octobre 1988

---

M. Gratton, leader du gouvernement, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, convoque la commission suivante:

- La Commission des institutions, afin de poursuivre sa consultation générale sur le document intitulé: *Les droits économiques des conjoints*.

---

En raison de l'impossibilité d'assurer la publication du *Journal des débats*, à 16 h 00, avec le consentement de l'Assemblée, M. le Président lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Dépôts de documents

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Ryan, ministre responsable de l'application des lois professionnelles:

Les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987, des corporations professionnelles suivantes:

- Corporation professionnelle des conseillers et conseillères d'orientation du Québec;  
(Document n° 367 de la session)
- Ordre des techniciens en radiologie du Québec;  
(Document n° 368 de la session)
- Corporation professionnelle des travailleurs sociaux du Québec;  
(Document n° 369 de la session)
- Corporation professionnelle des urbanistes du Québec.  
(Document n° 370 de la session)

Les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988, des corporations professionnelles suivantes:

- Corporation professionnelle des administrateurs agréés du Québec;  
(Document n° 371 de la session)
- Ordre des architectes du Québec;  
(Document n° 372 de la session)

- Ordre des chimistes du Québec;  
(Document n° 373 de la session)
- Corporation professionnelle des comptables agréés du Québec;  
(Document n° 374 de la session)
- Ordre des comptables en management accrédités du Québec;  
(Document n° 375 de la session)
- Corporation professionnelle des conseillers et conseillères d'orientation du Québec;  
(Document n° 376 de la session)
- Corporation professionnelle des conseillers en relations industrielles du Québec;  
(Document n° 377 de la session;
- Ordre des dentistes du Québec;  
(Document n° 378 de la session)
- Corporation professionnelle des diététistes du Québec;  
(Document n° 379 de la session)
- Corporation professionnelle des évaluateurs agréés du Québec;  
(Document n° 380 de la session)
- Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec;  
(Document n° 381 de la session)
- Ordre des ingénieurs du Québec;  
(Document n° 382 de la session)
- Ordre des ingénieurs forestiers du Québec;  
(Document n° 383 de la session)
- Corporation professionnelle des inhalothérapeutes du Québec;  
(Document n° 384 de la session)
- Corporation professionnelle des médecins vétérinaires du Québec;  
(Document n° 385 de la session)



- Chambre des notaires du Québec;  
(Document n° 386 de la session)
- Ordre des pharmaciens du Québec;  
(Document n° 387 de la session)
- Corporation professionnelle des physiothérapeutes du Québec;  
(Document n° 388 de la session)
- Corporation professionnelle des psychologues du Québec;  
(Document n° 389 de la session)
- Corporation professionnelle des techniciens dentaires du Québec;  
(Document n° 390 de la session)
- Ordre des techniciens en radiologie du Québec;  
(Document n° 391 de la session)
- Corporation professionnelle des technologistes médicaux du Québec;  
(Document n° 392 de la session)
- Ordre des technologues des sciences appliquées du Québec.  
(Document n° 393 de la session)

Par M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation:

Le rapport annuel de la Commission de protection du territoire agricole du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.  
(Document n° 394 de la session)

Par Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux:

Le rapport annuel du Fonds de la recherche en santé du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988;  
(Document n° 395 de la session)

Trois prospectus concernant les programmes de bourses et de subventions du Fonds de la recherche en santé du Québec, pour l'année 1989-1990.  
(Document n° 396 de la session)

Par M. French, ministre des Communications et ministre délégué à la Technologie:

Le décret n° 922-88 concernant l'approbation d'une entente relative à la communication de renseignements nominatifs entre la Fondation de l'Hôpital général de la région de l'Amiante Inc. et l'Hôpital général de la région de l'Amiante Inc.;

(Document n° 397 de la session)

Le décret n° 923-88 concernant l'approbation d'une entente relative à la communication de renseignements nominatifs entre la Fondation de l'Hôpital Laval et l'Hôpital Laval;

(Document n° 398 de la session)

Le décret n° 924-88 concernant l'approbation d'une entente relative à la communication de renseignements nominatifs entre la Fondation Centre hospitalier régional de l'Outaouais et le Centre hospitalier régional de l'Outaouais;

(Document n° 399 de la session)

Le décret n° 1305-88 concernant l'approbation d'une entente relative à la communication de renseignements nominatifs entre la Fondation du Centre hospitalier Sainte-Marie Inc. et le Centre hospitalier Sainte-Marie;

(Document n° 400 de la session)

Le rapport annuel de l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 401 de la session)

Par M. Bourassa, Premier ministre:

Le rapport annuel du ministère du Conseil exécutif, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 402 de la session)

### **Dépôts de rapports de commissions**

Le rapport suivant est déposé:

Par M. Trudel (Bourget):

Rapport de la Commission de la culture qui, le 20 septembre 1988, a vérifié les engagements financiers du ministère des Affaires culturelles pour les mois de janvier à juillet 1988.

(Document n° 403 de la session)

### Dépôts de pétitions

Sont déposés, du consentement de l'Assemblée, deux extraits de pétition concernant le respect du dimanche comme jour de repos:

- l'un par M. Filion (Taillon);

(Document n° 404 de la session)

- l'autre par Mme Vermette (Marie-Victorin).

(Document n° 405 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée, Mme Harel (Maisonneuve) dépose le document suivant:

Un questionnaire servant aux agents de vérification du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu lors d'enquêtes effectuées auprès des femmes prestataires d'aide sociale.

(Document n° 406 de la session)

### Avis touchant les travaux des commissions

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de la culture, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 43, Loi sur la Bibliothèque nationale du Québec;
- La Sous-commission des institutions, afin d'entreprendre sa consultation générale sur l'avant-projet de loi intitulé: Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des obligations.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, la commission suivante:

- La Commission des institutions, afin de terminer sa consultation générale sur le document intitulé: *Les droits économiques des conjoints*.

---

M. le Président donne l'avis suivant:

- La Commission du budget et de l'administration se réunira afin de vérifier les engagements financiers des organismes relevant du ministre délégué aux Finances et à la Privatisation.

#### **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

Du consentement de l'Assemblée et sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, il est ordonné:

QUE, à la suite de la déclaration ministérielle du mercredi 19 octobre 1988, le ministre de l'Environnement puisse exercer son droit de réplique à la séance du mardi 25 octobre 1988, lors de la période des affaires courantes;

QUE la période de questions des séances du 25, 26 et 27 octobre 1988 soit prolongée de quinze minutes; et

QU'il soit permis de débattre une motion de l'Opposition officielle pendant une durée maximale d'une heure trente minutes lors de la séance du mercredi 7 décembre 1988, après la période des affaires courantes.

---

Du consentement de l'Assemblée, le sujet de l'interpellation du vendredi 28 octobre 1988 portera sur "la situation du transport ambulancier au Québec". M. Chevette, chef de l'Opposition officielle, s'adressera à M. Dutil, ministre délégué à la Famille, à la Santé et aux Services sociaux.

## AFFAIRES DU JOUR

### Affaires prioritaires

M. Brassard (Lac-Saint-Jean) propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le Gouvernement libéral qui, par sa mollesse et son attentisme, a gravement manqué à son devoir de défense vigoureuse des intérêts du Québec, n'a pas obtenu la juste part des retombées économiques liées aux investissements fédéraux et laisse s'accréditer au Canada anglais le mythe que le Québec soit choyé par le régime fédéral.

Un débat s'élève.

Mme la Vice-présidente interrompt le débat et informe l'Assemblée qu'à la suite d'une réunion avec les leaders parlementaires, le temps de parole pour la durée de ce débat sera réparti comme suit:

- l'auteur de la motion aura un droit de réplique de 15 minutes;
- les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période allouée à ce débat;
- la durée de chacune des interventions ne sera soumise à aucune limite.

Le débat se poursuit.

---

À 18 h 00, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

Vingt heures

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de censure proposée par M. Brassard (Lac-Saint-Jean).

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

---

À 22 h 00, Mme la Vice-présidente lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mardi 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Déclarations ministérielles

Conformément à l'ordre adopté lors de la séance du jeudi 20 octobre 1988, M. Lincoln, ministre de l'Environnement, exerce le droit de réplique prévu à la déclaration ministérielle du mercredi 19 octobre 1988 portant sur la gestion des déchets dangereux.

### Dépôts de rapports de commissions

Les rapports suivants sont déposés:

Par M. Bélanger (Laval-des-Rapides):

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 4 et 12 octobre 1988, a vérifié les engagements financiers du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu (juillet 1987 à juillet 1988) et du ministère de la Santé et des Services sociaux (janvier 1987 à juillet 1988).

(Document n° 407 de la session)

Par M. Filion (Taillon):

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 12, 13, 18, 19 et 20 octobre 1988, a procédé à une consultation générale et tenu des auditions publiques sur le document intitulé: *Les droits économiques des conjoints*.

(Document n° 408 de la session)

### Dépôts de pétitions

M. Bélisle (Mille-Îles) dépose:

Un extrait de pétition concernant l'ouverture des marchés aux puces le dimanche.

(Document n° 409 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, avec le consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, Mme Harel (Maisonneuve) dépose les documents suivants:

- Copie d'un questionnaire rempli par une prestataire d'aide sociale afin d'évaluer et de commenter la visite d'un agent du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du Revenu;

(Document n° 410 de la session)

- Décision de la Commission des droits de la personne concernant une plainte déposée par une prestataire d'aide sociale.

(Document n° 411 de la session)

### Votes reportés

L'Assemblée procède au vote par appel nominal sur la motion de censure présentée par M. Brassard (Lac-Saint-Jean), laquelle se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le Gouvernement libéral qui, par sa mollesse et son attentisme, a gravement manqué à son devoir de défense vigoureuse des intérêts du Québec, n'a pas obtenu la juste part des retombées économiques liées aux investissements fédéraux et laisse s'accréditer au Canada anglais le mythe que le Québec soit choyé par le régime fédéral.



(Vote n° 30)

POUR

Blais	Claveau	Godin	Parent
Boulerice	Filion	Harel	(Bertrand)
Brassard	Garon	Jolivet	Perron
Chevrette	Gendron	Juneau	

CONTRE

Baril	Dauphin	Joly	Philibert
Bégin	Després	Kehoe	Polak
Bélanger	Dionne	Laporte	Poulin
(Laval-des-Rap.)	Dougherty	Larouche	Rémillard
Bélisle	Dubois	Latulippe	Richard
Bissonnet	Dutil	Lavoie-Roux	Rivard
Blackburn	Farrah	Leclerc	Ryan
(Roberval)	Forget	Lefebvre	Saintonge
Bleau	Fortier	Legault	St-Roch
Bourassa	French	Levesque	Savoie
Bourbeau	Gagnon-Tremblay	Lincoln	Séguin
Bradet	Gardner	MacDonald	Sirros
Brouillette	Gauvin	Messier	Théoret
Camden	Gervais	Middlemiss	Thérien
Cardinal	Gobé	Pagé	Thuringer
Chagnon	Gobeil	Paradis	Tremblay
Ciaccia	Gratton	(Brome-Miss.)	(Iberville)
Côté	Hamel	Paradis	Tremblay
(Charlesbourg)	Hétu	(Matapédia)	(Rimouski)
Côté	Houde	Parent	Vallerand
(Riv.-du-Loup)	Hovington	(Sauvé)	Vallières
Cusano	Johnson	Pelchat	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 14 Contre: 78

**Avis touchant les travaux des commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Sous-commission des institutions, afin de poursuivre sa consultation générale sur l'avant-projet de loi intitulé: Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des obligations.

---

M. le Vice-président donne l'avis suivant:

- La Commission du budget et de l'administration se réunira afin de vérifier les engagements financiers de la Commission des valeurs mobilières du Québec, organisme relevant du ministre délégué aux Finances et à la Privatisation;
- La Commission de l'économie et du travail se réunira afin de vérifier les engagements financiers du ministère de l'Énergie et des Ressources, secteur Forêts.

**Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

M. le Vice-président informe l'Assemblée que le débat de la prochaine séance sur les affaires inscrites en vertu de l'article 97 du Règlement portera sur la motion de M. Charbonneau (Verchères), laquelle se lit ainsi:

QUE cette Assemblée exige que le gouvernement du Québec mette sur pied une commission d'enquête dont le mandat serait premièrement d'examiner les circonstances ayant permis qu'une catastrophe comme celle de Saint-Basile-le-Grand ait pu survenir, deuxièmement d'examiner toute la problématique de la gestion des déchets dangereux au Québec et finalement de proposer les solutions qui permettraient au gouvernement de tenir ses promesses à l'égard du virage écologique.

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Paradis, ministre des Affaires municipales, proposant que le principe du projet de loi 14, Loi sur la réorganisation municipale du territoire de la municipalité de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 14 est adopté.

Sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 14 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

---

M. Ryan, ministre de l'Éducation, propose que le principe du projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

---

À 18 h 00, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

25 octobre 1988

---

**Vingt heures**

L'Assemblée poursuit le débat sur l'adoption du principe du projet de loi 107.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Jolivet, leader adjoint de l'Opposition officielle.

---

À 22 h 00, M. le Vice-président lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mercredi 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

M. Gobeil, ministre des Affaires internationales, informe l'Assemblée que l'honorable Lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 42, Loi sur le ministère des Affaires internationales, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 42 est adopté.

Sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 42 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

---

À 13 h 00, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Ryan, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

- 45 Loi modifiant la Loi sur les agronomes;
- 47 Loi modifiant la Loi sur les chimistes professionnels;
- 52 Loi modifiant la Loi sur l'optométrie.

Ces motions sont adoptées.

### Dépôts de documents

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Rémillard, ministre de la Justice:

Le rapport annuel du Curateur public, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1987.

(Document n° 412 de la session)

Par M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu:

Le rapport annuel de la Commission des normes du travail, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 413 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, après en avoir été requis en vertu de l'article 214 du Règlement, M. Lincoln, ministre de l'Environnement, dépose:

Copie d'un document intitulé: *Étude sur les lignosulfonates*, Marie-André Rousseau, Direction de la coordination, ministère de l'Environnement, octobre 1986.

(Document n° 414 de la session)

### Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Sous-commission des institutions, afin de poursuivre sa consultation générale sur l'avant-projet de loi intitulé: Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des obligations.

## AFFAIRES DU JOUR

### Affaires inscrites par les députés de l'Opposition

M. Parent (Bertrand), au nom de M. Charbonneau (Verchères), propose la motion suivante:

QUE cette Assemblée exige que le gouvernement du Québec mette sur pied une commission d'enquête dont le mandat serait premièrement d'examiner les circonstances ayant permis qu'une catastrophe comme celle de Saint-Basile-le-Grand ait pu survenir, deuxièmement d'examiner toute la problématique de la gestion des déchets dangereux au Québec et finalement de proposer les solutions qui permettraient au gouvernement de tenir ses promesses à l'égard du virage écologique.

Avant que le débat ne s'amorce, M. le Vice-président informe l'Assemblée qu'à la suite d'une réunion avec les leaders parlementaires, le temps de parole pour la présente séance sera réparti comme suit:

- les deux groupes parlementaires se partageront également la période allouée à ce débat;
- la durée de chacune des interventions ne sera soumise à aucune limite.

Le débat s'ensuit.

Sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le débat est ajourné.

---

À 18 h 00, Mme la Vice-présidente lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

M. Ryan, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

48 Loi modifiant la Loi sur les comptables agréés;

50 Loi modifiant la Loi sur les médecins vétérinaires;

51 Loi modifiant la Loi médicale.

Ces motions sont adoptées.

M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

55 Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Énergie et des Ressources.

La motion est adoptée.

### Dépôts de documents

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Ryan, ministre responsable de l'application des lois professionnelles:

Le rapport annuel de la Corporation professionnelle des orthophonistes et audiologistes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 415 de la session)

Par M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Côté, ministre des Transports:

Les états financiers consolidés de la Société québécoise des transports, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1987.

(Document n° 416 de la session)

### **Questions et réponses orales**

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Sous-commission des institutions, afin de poursuivre sa consultation générale sur l'avant-projet de loi intitulé: Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des obligations.

### **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

M. le Président informe l'Assemblée que le vendredi 4 novembre 1988, M. Garon (Lévis) s'adressera à M. Côté, ministre des Transports, dans le cadre de l'interpellation portant sur le document: "Plan d'action 1988-1998 - Le transport dans la région de Montréal".

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Ryan, ministre de l'Éducation, proposant que le principe du projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique, soit maintenant adopté.

À la fin de son intervention, M. Jolivet, leader adjoint de l'Opposition officielle, propose l'amendement suivant:

QUE la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en ajoutant à la fin les mots "dans six mois".

Avant que ne s'amorce le débat restreint sur cet amendement, M. le Président suspend la séance et réunit les leaders parlementaires.

À la reprise des travaux, M. le Président informe l'Assemblée que le temps de parole pour ce débat, limité à deux heures, sera réparti également entre les deux groupes parlementaires et que le temps non utilisé par l'un des groupes pourra l'être par l'autre. Dans ce cadre, aucune autre limite n'est fixée au temps de parole de chacun des intervenants.

L'Assemblée entreprend le débat sur l'amendement proposé par M. Jolivet, leader adjoint de l'Opposition officielle.

Le débat terminé, l'amendement est mis aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 31)

#### POUR

Boulerice  
Brassard  
Chevrette  
Claveau

Desbiens  
Dufour  
Gendron  
Godin

Harel  
Jolivet  
Parent  
(Bertrand)

Vermette

CONTRE

Audet	Gardner	Khelfa	Richard
Bissonnet	Gauvin	Larouche	Rivard
Bradet	Gervais	Lefebvre	Robic
Camden	Gobé	Legault	Ryan
Cannon	Gratton	Lemire	St-Roch
Cusano	Hains	Maciocia	Sirros
Dauphin	Hamel	Messier	Trépanier
Després	Hétu	Parent	Vallières
Dougherty	Hovington	(Sauvé)	
Forget	Joly	Polak	
Gagnon-Tremblay	Kehoe	Poulin	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 12 Contre: 40

---

À 17 h 56, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

Vingt heures

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion d'adoption du principe du projet de loi 107.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement.

---

À 22 h 01, Mme la Vice-présidente lève la séance.

**27 octobre 1988**

---

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mardi 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

À la demande de M. Chevrette, chef de l'Opposition officielle, et du consentement unanime, l'Assemblée observe une minute de silence à la mémoire de M. René Lévesque, ex-Premier ministre du Québec décédé le 1<sup>er</sup> novembre 1987.

### Présentation de projets de loi

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Ryan, ministre de l'Éducation et ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

- 56 Loi modifiant la Loi sur les dentistes;
- 57 Loi modifiant la Loi sur la podiatrie;
- 58 Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Éducation;
- 61 Loi modifiant la Loi sur la pharmacie;
- 62 Loi modifiant la Loi sur les infirmières et les infirmiers.

Ces motions sont adoptées successivement.

## Dépôts de documents

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Lincoln, ministre de l'Environnement:

Le rapport annuel du Conseil consultatif de l'environnement, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 417 de la session)

Par M. Rivard, ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française:

Le rapport annuel de la Commission de protection de la langue française, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 418 de la session)

Par M. le Président:

Les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du 25 octobre 1988:

- Décision 300 concernant le Règlement sur les frais de déplacement des messagers - chauffeurs;
- Décision 301 concernant le Règlement sur les envois sans adresse;
- Décision 303 concernant le Règlement d'application sur le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale;
- Décision 304 concernant le Règlement relatif au paiement d'une allocation de départ à une fonctionnaire de l'Assemblée nationale.

(Document n° 419 de la session)

## Dépôts de rapports de commissions

Le rapport suivant est déposé:



Par M. Trudel (Bourget):

Le rapport de la Commission de la culture qui, les 18 et 20 octobre 1988, a étudié en détail le projet de loi:

- 43 Loi sur la Bibliothèque nationale du Québec - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 420 de la session)

### Dépôts de pétitions

Du consentement de l'Assemblée, Mme Vermette (Marie-Victorin) dépose:

Un extrait de pétition concernant le respect du dimanche comme jour de repos.

(Document n° 421 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée, M. Filion (Taillon) dépose:

Copie d'une lettre signée par M. Pierre Martel, président du Conseil de la langue française, concernant l'emploi d'une langue autre que le français dans les textes et documents de l'Administration québécoise.

(Document n° 422 de la session)

### Motions sans préavis

M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose:

QUE l'Assemblée nationale félicite les athlètes qui ont participé aux Jeux paralympiques de Séoul.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

M. Boulerice, député de Saint-Jacques, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne le décès d'Alfred Pellan et offre à sa famille ses condoléances.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi 42, Loi sur le ministère des Affaires internationales;
- La Sous-commission des institutions, afin de poursuivre sa consultation générale sur l'avant-projet de loi intitulé: Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des obligations;
- La Commission des affaires sociales, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 228, Loi modifiant la Loi concernant le sanatorium Ross.

---

M. le Président donne l'avis suivant:

- La Commission du budget et de l'administration se réunira afin de vérifier les engagements financiers du Conseil du Trésor et des organismes relevant du ministre délégué à l'Administration.

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Ryan, ministre de l'Éducation, proposant que le principe du projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique, soit maintenant adopté.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement.

---

À 17 h 30, du consentement de l'Assemblée, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

#### **Vingt heures**

Le débat reprend sur la motion d'adoption du principe du projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

---

**1er novembre 1988**

---

À 21 h 30, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à mercredi 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**

---

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de la culture relatif au projet de loi 43, Loi sur la Bibliothèque nationale du Québec.

Après débat, le rapport est adopté.

#### *Adoption du principe*

M. Ryan, ministre de l'Éducation, propose que le principe du projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires, soit maintenant adopté.

Un débat s'élève.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement.

---

À 13 h 00, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

M. Paradis, ministre des Affaires municipales, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 53 Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec concernant la paroisse de Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport.

La motion est adoptée.

### Dépôts de documents

Le document suivant est déposé:

Par M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche:

La réponse à la question écrite de Mme Juneau (Johnson) concernant les lettres acheminées aux organismes bénéficiaires du Programme d'aide au développement des équipements de loisir pour l'année 1987-1988. Question n° 2, *Feuilleton* du 2 novembre 1988.

(Document n° 423 de la session)

### Dépôts de pétitions

Du consentement de l'Assemblée, deux extraits de pétition sont déposés:

- l'un par Mme Blackburn (Chicoutimi), concernant les activités du groupe Les Relevailles;

(Document n° 424 de la session)

- l'autre par M. Claveau (Ungava), concernant les services pharmaceutiques offerts à la population locale de Chibougamau.

(Document n° 425 de la session)

## Questions et réponses orales

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

## Votes reportés

M. le Président met aux voix la motion de M. Ryan, ministre de l'Éducation, proposant que le principe du projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique, soit maintenant adopté.

(Vote n° 32)

### POUR

Audet	Ciaccia	Hains	Marx
Bacon	Côté	Hamel	Messier
Baril	(Charlesbourg)	Héту	Middlemiss
Beaudin	Côté	Hovington	Pagé
Bégin	(Riv.-du-Loup)	Johnson	Paradis
Bélanger	Cusano	Joly	(Brome-Miss.)
(Laval-des-Rap.)	Dauphin	Khelfa	Paradis
Bélanger	Dougherty	Laporte	(Matapédia)
(Még.-Compton)	Doyon	Larouche	Philibert
Bélisle	Dubois	Lavoie-Roux	Picotte
Bissonnet	Dutil	Leclerc	Polak
Blackburn	Forget	Lefebvre	Poulin
(Roberval)	Fortier	Legault	Rémillard
Bleau	French	Lemire	Richard
Bourbeau	Gagnon-Tremblay	Levesque	Rivard
Bradet	Gardner	Lincoln	Robic
Brouillette	Gervais	MacDonald	Ryan
Camden	Gobé	Maciocia	Saintonge
Cannon	Gobeil	Maltais	St-Roch
Chagnon	Gratton	Marcil	Savoie

Séguin  
Théoret  
Thérien  
Thuringer

Tremblay  
(Iberville)  
Tremblay  
(Rimouski)

Trépanier  
Trudel  
Vaillancourt  
Vallerand

Vallières

CONTRE

Blackburn  
(Chicoutimi)  
Boulerice  
Brassard  
Chevrette

Claveau  
Dufour  
Filion  
Garon  
Gendron

Harel  
Jolivet  
Juneau  
Parent  
(Bertrand)

Perron  
Rocheport

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 84 Contre: 15

En conséquence, le principe du projet de loi 107 est adopté.

Sur motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 107 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation.

**Avis touchant les travaux des commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, M. Gratton, leader du gouvernement, convoque:

- La Sous-commission des institutions, afin de poursuivre sa consultation générale sur l'avant-projet de loi intitulé: Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des obligations.

---

Mme la Vice-présidente donne l'avis suivant:

- La Commission du budget et de l'administration se réunira afin de vérifier les engagements financiers du ministère des Approvisionnement et Services.



## AFFAIRES DU JOUR

### Affaires inscrites par les députés de l'Opposition

L'Assemblée reprend le débat sur la motion présentée par M. Charbonneau (Verchères), laquelle se lit comme suit:

QUE cette Assemblée exige que le gouvernement du Québec mette sur pied une commission d'enquête dont le mandat serait premièrement d'examiner les circonstances ayant permis qu'une catastrophe comme celle de Saint-Basile-le-Grand ait pu survenir, deuxièmement d'examiner toute la problématique de la gestion des déchets dangereux au Québec et finalement de proposer les solutions qui permettraient au gouvernement de tenir ses promesses à l'égard du virage écologique.

Mme la Vice-présidente interrompt le débat et informe l'Assemblée qu'à la suite d'une réunion avec les leaders parlementaires, le temps de parole au cours de la présente séance sera réparti de la façon suivante: l'auteur de la motion aura un droit de réplique de 15 minutes et les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période allouée à ce débat. Dans ce cadre, la durée de chacune des interventions ne sera soumise à aucune limite.

Du consentement de l'Assemblée, il est permis à M. Parent (Bertrand) d'exercer le droit de réplique prévu lors de ce débat.

Le débat se poursuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

**2 novembre 1988**

---

À 18 h 00, M. le Vice-président lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Présentation de projets de loi

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 73 Loi modifiant la Loi sur les allocations familiales et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

---

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. MacDonald, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 66 Loi abrogeant la Loi sur la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel.

La motion est adoptée.

---

M. Séguin, ministre du Travail, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

65 Loi modifiant la Loi sur la santé et la sécurité du travail.

La motion est adoptée.

### **Dépôts de documents**

Le document suivant est déposé:

Par M. Lincoln, ministre de l'Environnement:

Le rapport annuel de la Société québécoise d'assainissement des eaux, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 426 de la session)

### **Dépôts de rapports de commissions**

Le rapport suivant est déposé:

Par M. Filion (Taillon):

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 1<sup>er</sup> novembre 1988, a étudié en détail le projet de loi:

42 Loi sur le ministère des Affaires internationales - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 427 de la session)

### **Dépôts de pétitions**

M. Parent (Bertrand) dépose:

Un extrait de pétition concernant le dépotoir de pneus de Saint-Amable.

(Document n° 428 de la session)

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Thérien (Rousseau) dépose:

Un extrait de pétition concernant l'avenir des camps familiaux du Québec.  
(Document n° 429 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

### Votes reportés

M. le Président met aux voix la motion présentée par M. Charbonneau (Verchères) aux affaires inscrites par les députés de l'Opposition. Cette motion se lit ainsi:

QUE cette Assemblée exige que le gouvernement du Québec mette sur pied une commission d'enquête dont le mandat serait premièrement d'examiner les circonstances ayant permis qu'une catastrophe comme celle de Saint-Basile-le-Grand ait pu survenir, deuxièmement d'examiner toute la problématique de la gestion des déchets dangereux au Québec et finalement de proposer les solutions qui permettraient au gouvernement de tenir ses promesses à l'égard du virage écologique.

(Vote n° 33)

### POUR

Blackburn	Chevrette	Gendron	Paré
(Chicoutimi)	Claveau	Godin	Parent
Blais	Dufour	Harel	(Bertrand)
Boulerice	Filion	Jolivet	Perron
Brassard	Garon	Juneau	Vermette

CONTRE

Bacon	Cusano	Khelfa	Poulin
Baril	Dauphin	Laporte	Rémillard
Beaudin	Dionne	Larouche	Rivard
Bégin	Dougherty	Latulippe	Ryan
Bélanger	Doyon	Lavoie-Roux	Saintonge
(Laval-des-Rap.)	Dubois	Leclerc	St-Roch
Bélanger	Dutil	Lefebvre	Savoie
(Még.-Compton)	Forget	Legault	Séguin
Bélisle	Fortier	Lemieux	Sirros
Bissonnet	French	Levesque	Thérien
Blackburn	Gagnon-Tremblay	Lincoln	Thuringer
(Roberval)	Gardner	Maltais	Tremblay
Bleau	Gervais	Marcil	(Iberville)
Bourassa	Gobé	Marx	Trépanier
Bourbeau	Gobeil	Messier	Trudel
Bradet	Gratton	Paradis	Vallerand
Brouillette	Hains	(Matapédia)	Vallières
Camden	Hamel	Parent	
Cannon	Hétu	(Sauvé)	
Chagnon	Hovington	Philibert	
Côté	Joly	Picotte	
(Charlesbourg)	Kehoe	Polak	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 18 Contre: 76

Motions sans préavis

M. Chevrette, chef de l'Opposition officielle, présente une motion qui ne peut être mise en discussion faute de consentement unanime.

**Avis touchant les travaux des commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Sous-commission des institutions, afin de poursuivre sa consultation générale sur l'avant-projet de loi intitulé: Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des obligations.

**Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

M. le Vice-président informe l'Assemblée que, du consentement unanime pour déroger à l'article 298 du Règlement, l'interpellation prévue pour le vendredi 11 novembre 1988 aura lieu le jeudi 10 novembre 1988 et portera sur le sujet suivant: "L'absence d'une véritable politique de la santé au Québec". Mme Blackburn (Chicoutimi) s'adressera alors à Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux.

**AFFAIRES DU JOUR**

**Projets de loi du gouvernement**

*Adoption*

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose que le projet de loi 43, Loi sur la Bibliothèque nationale du Québec, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 43 est adopté.

*Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Ryan, ministre de l'Éducation, proposant que le principe du projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 106 est adopté.

Sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 106 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation.

---

À 16 h 45, du consentement de l'Assemblée, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

**Vingt heures**

*Adoption du principe*

M. Côté, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi 40, Loi sur la sécurité du transport terrestre guidé, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 40 est adopté.

Sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 40 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

---



**3 novembre 1988**

---

À 21 h 30, sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

**Quatorze heures**

**Moment de recueillement**

**AFFAIRES COURANTES**

**Présentation de projets de loi**

M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

63 Loi modifiant la Loi sur l'Université du Québec.

La motion est adoptée.

---

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

67 Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires.

La motion est adoptée.

---

M. Marx, ministre de la Sécurité publique, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

68 Loi modifiant la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus.

La motion est adoptée.

---

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:

246 Loi concernant Rageot Ltée.

(Document n° 430 de la session)

M. Messier (Saint-Hyacinthe) présente le projet de loi d'intérêt privé 246, Loi concernant Rageot Ltée, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 246 soit renvoyé à la Commission du budget et de l'administration pour consultation et étude détaillée et que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

### Dépôts de documents

Les documents suivants sont déposés:

Par Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles:

Le rapport annuel de la Société générale des industries culturelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 431 de la session)

Par M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche:

Le rapport annuel de la Régie de la sécurité dans les sports du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 432 de la session)

Par M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu:

La convention complémentaire n° 8 à la Convention de la Baie James et du Nord québécois, en date du 27 septembre 1988, ainsi que la proclamation enregistrée le 3 novembre 1988 concernant son entrée en vigueur.

(Document n° 433 de la session)

Par M. Séguin, ministre du Revenu:

Le rapport annuel de la Régie des loteries et courses du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 434 de la session)

Par M. le Président:

Lettre datée du 2 novembre 1988 et signée par M. Vallières, whip en chef du gouvernement, concernant la désignation de M. Després (Limoilou), en remplacement de M. Assad (Papineau), à titre de membre suppléant du Bureau de l'Assemblée nationale.

(Document n° 435 de la session)

Sur motion de M. le Vice-président, cette désignation est agréée par l'Assemblée.

### Questions et réponses orales

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

### Motions sans préavis

M. Brassard, député de Lac-Saint-Jean, propose:

QUE les membres de cette Assemblée offrent leurs condoléances à la famille de monsieur Marcel Lachance, page à l'Assemblée nationale, décédé le 3 novembre 1988.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

Mme Trépanier, députée de Dorion, propose:

QUE l'Assemblée nationale félicite tous ceux et celles qui ont été élus au sein des différents conseils municipaux lors des élections de dimanche dernier, le 6 novembre, et remercie ceux et celles qui ont accepté de se présenter ou qui se sont retirés après plusieurs années de service auprès de leurs concitoyens.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Sous-commission des institutions, afin de compléter sa consultation générale sur l'avant-projet de loi intitulé: Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des obligations;
- La Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique, et le projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires;
- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 34, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives, et afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 228, Loi modifiant la Loi concernant le sanatorium Ross.

M. le Président donne l'avis suivant:

- La Commission de l'aménagement et des équipements se réunira afin de vérifier les engagements financiers du ministère de l'Environnement.

### **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

M. le Président informe l'Assemblée que le débat de la prochaine séance sur les affaires inscrites par les députés de l'Opposition portera sur la motion de M. Parent (Bertrand), laquelle se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale du Québec exige du gouvernement libéral la fermeture des magasins d'alimentation le dimanche, à l'exception des commerces de dépannage de trois (3) employés ou moins, respectant ainsi la qualité de vie des personnes qui oeuvrent dans ce secteur.

### **AFFAIRES DU JOUR**

#### **Projets de loi du gouvernement**

#### *Prise en considération des rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 42, Loi sur le ministère des Affaires internationales.

Après débat, le rapport est adopté.

*Adoption du principe*

M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, informe l'Assemblée que l'honorable Lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 55, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Énergie et des Ressources, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 55 est adopté.

Sur motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 55 est renvoyé en commission plénière.

Du consentement unanime, au cours de l'étude en commission plénière, M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, dépose:

La liste de prix des documents diffusés par la Photocartothèque québécoise, Centre d'information géographique et foncière, en date d'avril 1988.

(Document n° 436 de la session)

À 18 h 00, M. le Président de la commission plénière suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

**Vingt heures**

La commission plénière poursuit l'étude du projet de loi 55, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Énergie et des Ressources.

L'étude étant terminée, le projet de loi 55 est rapporté et le rapport est adopté.



**8 novembre 1988**

---

À 20 h 40, sur motion de M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, l'Assemblée ajourne ses travaux à mercredi 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 33, Loi modifiant le Code de procédure civile concernant le recouvrement de pensions alimentaires, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 33 est adopté.

Sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 33 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

#### *Adoption*

M. Gobeil, ministre des Affaires internationales, propose l'adoption du projet de loi 42, Loi sur le ministère des Affaires internationales.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 42 est adopté.

## Débats sur les rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions qui, les 24 septembre 1986, 24, 25, 26 novembre 1987 et 24 mars 1988, a examiné les orientations, les activités et la gestion de la Commission des droits de la personne.

Mme la Vice-présidente communique à l'Assemblée la répartition du temps de parole de deux heures prévu pour la discussion de ce rapport. Les deux groupes parlementaires se partageront également la période allouée à ce débat et le temps non utilisé par l'un des groupes ne pourra l'être par l'autre. Dans ce cadre, la durée de chacune des interventions ne sera soumise à aucune limite.

Le débat s'engage.

Sur motion de M. Dauphin (Marquette), le débat est ajourné.

---

À 13 h 05, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 59 Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois.

La motion est adoptée.

### Dépôts de documents

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation:

Les décrets, contrats de vente et conventions de clôture concernant la vente des actions de Madelipêche inc., de certains actifs et des actions des Crustacés des Îles inc.

(Document n° 437 de la session)

Par M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources:

La réponse à la question écrite de M. Claveau (Ungava) concernant l'exportation d'électricité par Hydro-Québec. Question n° 5, *Feuilleton* du 9 novembre 1988.

(Document n° 438 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est ensuite procédé à la période de questions orales des députés.

### Avis touchant les travaux des commissions

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 34, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives.

## AFFAIRES DU JOUR

### Affaires inscrites par les députés de l'Opposition

M. Parent (Bertrand) propose la motion suivante:

QUE l'Assemblée nationale du Québec exige du gouvernement libéral la fermeture des magasins d'alimentation le dimanche, à l'exception des commerces de dépannage de trois (3) employés ou moins, respectant ainsi la qualité de vie des personnes qui oeuvrent dans ce secteur.

Mme la Vice-présidente informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole prévu pour la discussion de cette motion au cours de la présente séance. Les deux groupes parlementaires se partageront également la période allouée à ce débat et, dans ce cadre, aucune limite ne sera fixée à chacune des interventions.

Le débat s'ensuit.

Sur motion de M. Gendron, leader de l'Opposition officielle, le débat est ajourné.

---

À 18 h 00, M. le Vice-président lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 78 Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs.

La motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 244 du Règlement et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, il est ordonné:

QUE la Commission de la culture procède à des consultations particulières dans le cadre de l'étude détaillée du projet de loi 78, Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs;

QUE ladite commission tienne des auditions publiques les 29 et 30 novembre et le 1<sup>er</sup> décembre 1988; et

QUE la ministre des Affaires culturelles soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Gratton dépose la liste des vingt organismes qui seront entendus par la Commission de la culture lors de l'étude du projet de loi 78, Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs.

(Document n° 439 de la session)

---

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

72 Loi modifiant la Loi sur les jurés.

La motion est adoptée.

**Dépôts de documents**

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, dépose:

Un avis de la Commission des biens culturels du Québec concernant le classement de la maison Stuart-Henry.

(Document n° 440 de la session)

M. French, ministre des Communications et ministre des Approvisionnements et Services, dépose:

Le décret n° 1626-88 concernant l'approbation d'une entente sur le couplage de renseignements personnels entre la Régie des rentes du Québec et la Commission de la santé et de la sécurité du travail.

(Document n° 441 de la session)

Le rapport annuel du ministère des Approvisionnements et Services, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 442 de la session)



### Dépôts de pétitions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Filion (Taillon) dépose:

Un extrait de pétition concernant le respect du dimanche comme jour de repos.

(Document n° 443 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est ensuite procédé à la période de questions orales des députés.

### Motions sans préavis

M. Ryan, ministre de l'Éducation, propose:

QUE cette Assemblée, à l'occasion du Jour du souvenir, exprime sa profonde gratitude envers ceux et celles qui ont sacrifié leur vie pour servir la cause noble entre toutes d'une paix fondée sur le respect des droits humains et de la dignité inviolable des individus et des peuples.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Bourassa, Premier ministre, propose:

QUE conformément aux articles 4, 5 et 8 de la *Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic* (L.R.Q., c. R-8.2), madame Nicole P. Gendreau, Directrice générale du Bureau de la statistique du Québec, soit nommée à compter du 1<sup>er</sup> décembre 1988 membre du conseil d'administration et vice-présidente de l'Institut de recherche et d'information sur la rémunération, pour la durée non écoulée du mandat du vice-président à remplacer, soit jusqu'au 19 juin 1990;

QUE conformément à l'article 7 de cette loi, madame Nicole P. Gendreau soit nommée à nouveau membre du conseil d'administration et vice-présidente de l'Institut de recherche et d'information sur la rémunération pour un mandat se terminant le 30 novembre 1993.

(Vote n° 34)

POUR

Audet	Côté	Hétu	Perron
Bacon	(Riv.-du-Loup)	Hovington	Philibert
Baril	Cusano	Jolivet	Picotte
Beaudin	Dauphin	Joly	Polak
Bégin	Desbiens	Khelfa	Poulin
Bélanger	Després	Larouche	Rémillard
(Laval-des-Rap.)	Dionne	Lavoie-Roux	Richard
Bélanger	Dougherty	Leclerc	Robic
(Még.-Compton)	Doyon	Lefebvre	Rocheffort
Bélisle	Dubois	Legault	Ryan
Bissonnet	Dufour	Lemire	Saintonge
Blackburn	Dutil	Levesque	St-Roch
(Chicoutimi)	Farrah	Lincoln	Savoie
Blackburn	Filion	MacDonald	Séguin
(Roberval)	Forget	Maciocia	Sirros
Blais	Fortier	Maltais	Théoret
Brassard	French	Marcil	Thuringer
Brouillette	Gagnon-Tremblay	Marx	Tremblay
Camden	Gardner	Messier	(Iberville)
Cardinal	Garon	Pagé	Tremblay
Chagnon	Gauvin	Paradis	(Rimouski)
Charbonneau	Gendron	(Brome-Miss.)	Trépanier
Chevrette	Gervais	Paradis	Trudel
Ciaccia	Gobé	(Matapédia)	Vaillancourt
Claveau	Gratton	Paré	Vallières
Côté	Hamel	Parent	Vermette
(Charlesbourg)	Harel	(Bertrand)	

CONTRE

(aucun)

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 96 Contre: 0

---

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

QUE la deuxième semaine de novembre soit reconnue Semaine d'appréciation de la jeunesse.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 40, Loi sur la sécurité du transport terrestre guidé;
- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 34, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives.

## Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. le Vice-président informe l'Assemblée que le vendredi 18 novembre 1988, Mme Harel (Maisonneuve) s'adressera à M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, dans le cadre de l'interpellation portant sur "le dossier des régimes de retraite et la situation des retraités et pré-retraités au Québec".

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

M. Séguin, ministre du Travail, propose que le principe du projet de loi 65, Loi modifiant la Loi sur la santé et la sécurité du travail, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 65 est adopté.

Sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 65 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

---

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, propose que le principe du projet de loi 73, Loi modifiant la Loi sur les allocations familiales et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

**10 novembre 1988**

---

Du consentement de l'Assemblée, le débat se poursuit au-delà de 18 h 00.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement.

---

À 18 h 50, sur motion de M. Lefebvre, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi 14 h 00.

---

#### **SANCTION DE PROJETS DE LOI**

Le jeudi 10 novembre 1988, à 11 h 55, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de Mme Bégin, vice-présidente de l'Assemblée nationale, de M. Larouche, le représentant du Premier ministre, de M. Brassard, le représentant du Chef de l'Opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 42 Loi sur le ministère des Affaires internationales;
- 43 Loi sur la Bibliothèque nationale du Québec.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

Les projets de loi suivants sont l'un après l'autre présentés et, sur motion de leur auteur, l'Assemblée accepte d'en être saisie:

- 60 Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives et prévoyant certaines dispositions concernant l'impôt sur la vente en détail - M. Séguin, ministre du Revenu;
- 69 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications - M. French, ministre des Communications;
- 70 Loi sur les caisses d'épargne et de crédit - M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation;
- 71 Loi modifiant la Loi sur le régime des eaux - M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources;
- 74 Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et la Loi sur les accidents du travail - M. Séguin, ministre du Travail;
- 75 Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur - M. Marx, ministre de la Sécurité publique;
- 76 Loi modifiant la Loi sur les transports - M. Côté, ministre des Transports;

- 77 Loi modifiant le Code de la sécurité routière - M. Côté, ministre des Transports;
- 79 Loi modifiant la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique - M. MacDonald, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie;
- 80 Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux - Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux;
- 81 Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière de sécurité publique - M. Marx, ministre de la Sécurité publique;
- 82 Loi modifiant le Code de procédure civile - M. Rémillard, ministre de la Justice;
- 83 Loi constituant la municipalité de Cantley - M. Paradis, ministre des Affaires municipales;
- 84 Loi modifiant la Loi sur les forêts - M. Côté, ministre délégué aux Forêts;
- 85 Loi sur certains aspects du statut des juges municipaux - M. Rémillard, ministre de la Justice;
- 86 Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives - M. Marx, ministre de la Sécurité publique;
- 87 Loi modifiant la Loi sur le notariat - M. Ryan, ministre responsable de l'application des lois professionnelles;
- 88 Loi modifiant la Loi sur les opticiens d'ordonnances - M. Ryan, ministre responsable de l'application des lois professionnelles;
- 89 Loi modifiant la Loi sur l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec - M. Gratton, ministre du Tourisme;
- 90 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances des municipalités et des organismes intermunicipaux - M. Paradis, ministre des Affaires municipales;



- 91 Loi sur l'acquisition de voitures pour la ligne de trains entre les villes de Montréal et de Rigaud - M. Côté, ministre des Transports;
- 92 Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives - M. Côté, ministre des Transports;
- 93 Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'exploration minière - M. Savoie, ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones;
- 95 Loi modifiant la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes - M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu;
- 97 Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise - M. MacDonald, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie;
- 98 Loi modifiant la Loi sur les courses de chevaux - M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;
- 99 Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives - M. Lincoln, ministre de l'Environnement;
- 100 Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole - M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;
- 102 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux - Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux.

---

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:

- 241 Loi concernant la Ville de Saint-Georges.

(Document n° 444 de la session)

M. Audet (Beauce-Nord) présente le projet de loi d'intérêt privé 241, Loi concernant la Ville de Saint-Georges, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 241 soit renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

#### Dépôts de rapports de commissions

M. Bélanger (Laval-des-Rapides) dépose:

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, le 8 novembre 1988, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:

228 Loi modifiant la Loi concernant le sanatorium Ross - Rapporté avec un amendement.

(Document n° 445 de la session)

Sur motion de M. Bélanger (Laval-des-Rapides), le rapport relatif au projet de loi d'intérêt privé 228 est adopté.

---

M. Parent (Bertrand) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 8 novembre 1988, a vérifié les engagements financiers du ministère de l'Environnement pour les mois de janvier à juin 1988.

(Document n° 446 de la session)

### Dépôts de pétitions

M. Parent (Bertrand) dépose:

Un extrait de pétition concernant le respect du dimanche comme jour de repos.

(Document n° 447 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, Mme Harel (Maisonneuve) dépose:

Une lettre de l'Office des services de garde à l'enfance concernant la demande d'enregistrement d'un projet de service de garde.

(Document n° 448 de la session)

### Motion sans préavis

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Semaine de sensibilisation à la prévention de la toxicomanie.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

### Avis touchant les travaux des commissions

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 40, Loi sur la sécurité du transport terrestre guidé;
- La Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires, et le projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique;
- La Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 65, Loi modifiant la Loi sur la santé et la sécurité du travail.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, les commissions suivantes:

- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 34, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives;
- La Commission de l'éducation, afin de tenir des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique.

---

Mme la Vice-présidente donne les avis suivants:

- La Commission de la culture se réunira afin de vérifier les engagements financiers du ministère des Communications.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- La Commission de l'Assemblée nationale se réunira fin de statuer sur diverses affaires.

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, proposant que le principe du projet de loi 73, Loi modifiant la Loi sur les allocations familiales et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 73 est adopté.

Sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 73 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

---

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, propose que le principe du projet de loi 59, Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crïs bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, soit maintenant adopté.

Un débat s'élève.

---

À 18 h 00, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

Vingt heures

Sur la motion de M. Paradis, ministre des Affaires municipales, le débat sur l'adoption du principe du projet de loi 59, Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crs bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, est ajourné.

---

M. Marx, ministre de la Sécurité publique, propose que le principe du projet de loi 68, Loi modifiant la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 68 est adopté.

Sur motion de M. Paradis, ministre des Affaires municipales, le projet de loi 68 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

---

M. Paradis, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 53, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec concernant la paroisse de Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 53 est adopté.

Sur motion de M. Paradis, ministre des Affaires municipales, le projet de loi 53 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

---

M. MacDonald, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, propose que le principe du projet de loi 66, Loi abrogeant la Loi sur la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 66 est adopté.

Sur motion de M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, le projet de loi 66 est renvoyé en commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

---

À 21 h 34, sur motion de M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, l'Assemblée ajourne ses travaux à mercredi 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**





---

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption*

M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose l'adoption du projet de loi 55, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Énergie et des Ressources.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 55 est adopté.

#### *Adoption du principe*

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 67, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 67 est adopté.

Sur motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 67 est renvoyé en commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

## Débats sur les rapports de commissions

L'Assemblée reprend le débat sur le rapport de la Commission des institutions qui, les 24 septembre 1986, 24, 25, 26 novembre 1987 et 24 mars 1988, a examiné les orientations, les activités et la gestion de la Commission des droits de la personne.

Le débat prend fin.

---

À 12 h 45, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

## AFFAIRES COURANTES

### Dépôts de documents

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Ryan, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le rapport annuel de l'Ordre des denturologistes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 449 de la session)

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Côté, ministre des Transports, dépose:

Le rapport annuel du Conseil de la recherche et du développement en transport, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 450 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

M. Charbonneau (Verchères) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 11, 12 et 26 octobre 1988, a vérifié les engagements financiers du ministère du Tourisme (octobre 1987 à juillet 1988), du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie (octobre 1987 à avril 1988) et du ministère de l'Énergie et des Ressources, secteur Forêts (janvier à juillet 1988).

(Document n° 451 de la session)

### Dépôts de pétitions

Sont déposés deux extraits de pétition concernant le respect du dimanche comme jour de repos:

- l'un par M. Blais (Terrebonne);

(Document n° 452 de la session)

- l'autre par M. Charbonneau (Verchères).

(Document n° 453 de la session)

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue) dépose:

Un extrait de pétition concernant le budget du centre local de services communautaires Partage des eaux.

(Document n° 454 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est ensuite procédé à la période de questions orales des députés.

### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 34, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives;
- La Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 65, Loi modifiant la Loi sur la santé et la sécurité du travail;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 14, Loi sur la réorganisation municipale du territoire de la municipalité de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent, et le projet de loi 53, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec concernant la paroisse de Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, la commission suivante:

- La Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires, et le projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique.

### **AFFAIRES DU JOUR**

#### **Affaires inscrites par les députés de l'Opposition**

L'Assemblée reprend le débat sur la motion proposée par M. Parent (Bertrand), laquelle se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale du Québec exige du gouvernement libéral la fermeture des magasins d'alimentation le dimanche, à l'exception des commerces de dépannage de trois (3) employés ou moins, respectant ainsi la qualité de vie des personnes qui oeuvrent dans ce secteur.

M. le Vice-président informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole prévu pour la discussion de cette motion au cours de la présente séance. Mis à part un droit de réplique de quinze minutes accordé à l'auteur de la motion, les deux groupes parlementaires se partageront également la période allouée à ce débat et, dans ce cadre, aucune limite ne sera fixée à chacune des interventions.

Le débat se poursuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, et du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 223 du Règlement, le vote est reporté à la période des affaires courantes du mardi 22 novembre 1988.

---

À 18 h 00, M. le Vice-président lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Dépôts de documents

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, dépose:

Le rapport annuel de l'Institut québécois du cinéma, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 455 de la session)

#### Dépôts de rapports de commissions

M. Parent (Bertrand) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 10 et 15 novembre 1988, a étudié en détail le projet de loi:

- 40 Loi sur la sécurité du transport terrestre guidé - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 456 de la session)

#### Questions et réponses orales

Il est ensuite procédé à la période de questions orales des députés.

### **Motions sans préavis**

M. Charbonneau (Verchères) propose:

QUE cette Assemblée, à l'occasion de la Journée des patriotes, dimanche prochain, réitère ses hommages et sa reconnaissance aux hommes et aux femmes qui, en 1837 et 1838, ont lutté, souffert et, dans certains cas, perdu la vie pour que la démocratie parlementaire s'instaure chez nous et que la population du Québec obtienne la maîtrise complète de ses affaires et de sa destinée.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

### **Avis touchant les travaux des commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement, M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 34, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives;
- La Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 65, Loi modifiant la Loi sur la santé et la sécurité du travail;
- La Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi 33, Loi modifiant le Code de procédure civile concernant le recouvrement de pensions alimentaires, et le projet de loi 72, Loi modifiant la Loi sur les jurés.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- La Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires, et le projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique.



## Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

Mme la Vice-présidente informe l'Assemblée que le vendredi 25 novembre 1988, M. Claveau (Ungava) s'adressera à M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, dans le cadre de l'interpellation portant sur "la politique énergétique du gouvernement libéral".

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, proposant que le principe du projet de loi 59, Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crs bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 59 est adopté.

Sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 59 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

---

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 72, Loi modifiant la Loi sur les jurés, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 72 est adopté.

Sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 72 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

---

À 15 h 53, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Déclarations ministérielles

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, fait part des principales modifications apportées à la politique de sécurité du revenu, notamment à l'allocation de disponibilité des personnes aptes au travail, à la contribution alimentaire parentale, à la question du logement et au programme d'aide à l'emploi.

Mme Harel (Maisonneuve) fait quelques commentaires au nom de l'Opposition officielle et le ministre termine par une courte réplique.

### Dépôts de documents

M. Paradis, ministre des Affaires municipales et responsable de l'Habitation, dépose:

Le rapport annuel de la Régie du logement, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 457 de la session)

M. Côté, ministre délégué aux Forêts, dépose:

Le rapport intitulé *La forêt privée: un potentiel à développer*, présenté par M. Audet (Beauce-Nord), président du Comité sur l'orientation de la politique relative à la forêt privée.

(Document n° 458 de la session)

## Dépôts de rapports de commissions

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 31 mars, les 11 et 25 octobre ainsi que les 1<sup>er</sup> et 3 novembre 1988, a vérifié, pour la période allant d'août 1987 à août 1988, les engagements financiers du ministère des Approvisionnements et Services, du ministère du Revenu, des organismes relevant du ministre délégué aux Finances et à la Privatisation et du ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du Trésor.

(Document n° 459 de la session)

M. Filion (Taillon) dépose:

Les rapports de la Commission des institutions qui, le 17 novembre 1988, a étudié en détail les projets de loi:

- 33 Loi modifiant le Code de procédure civile concernant le recouvrement de pensions alimentaires - Rapporté avec un amendement;

(Document n° 460 de la session)

- 72 Loi modifiant la Loi sur les jurés - Rapporté sans amendement.

(Document n° 461 de la session)

M. Parent (Bertrand) dépose:

Les rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 17 novembre 1988, a étudié en détail les projets de loi:

- 14 Loi sur la réorganisation municipale du territoire de la municipalité de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent - Rapporté avec des amendements;

(Document n° 462 de la session)

- 53 Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec concernant la paroisse de Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport - Rapporté sans amendement.

(Document n° 463 de la session)

### Dépôts de pétitions

Sont déposés deux extraits de pétition concernant la fermeture de certains établissements commerciaux le dimanche:

- l'un par M. Parent (Bertrand);  
(Document n° 464 de la session)
- l'autre par M. Boulerice (Saint-Jacques).  
(Document n° 465 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

### Votes reportés

M. le Président met aux voix la motion présentée par M. Parent (Bertrand) aux affaires inscrites par les députés de l'Opposition. Cette motion se lit ainsi:

QUE l'Assemblée nationale du Québec exige du gouvernement libéral la fermeture des magasins d'alimentation le dimanche, à l'exception des commerces de dépannage de trois (3) employés ou moins, respectant ainsi la qualité de vie des personnes qui oeuvrent dans ce secteur.

(Vote n° 35)

POUR

Blackburn	Charbonneau	Garon	Juneau
( <i>Chicoutimi</i> )	Chevrette	Gendron	Parent
Blais	Claveau	Godin	( <i>Bertrand</i> )
Boulerice	Dufour	Harel	Vermette
Brassard	Filion	Jolivet	

CONTRE

Audet	Cusano	Latulippe	Picotte
Bacon	Dauphin	Lavoie-Roux	Polak
Baril	Després	Leclerc	Poulin
Bégin	Doyon	Lefebvre	Rémillard
Bélanger	Dubois	Legault	Richard
( <i>Laval-des-Rap.</i> )	Dutil	Lemieux	Rivard
Bélanger	Farrah	Levesque	Robic
( <i>Még.-Compton</i> )	Forget	Lincoln	Rocheport
Bélisle	Fortier	MacDonald	Ryan
Bissonnet	French	Maciocia	Saintonge
Blackburn	Gagnon-Tremblay	Maltais	St-Roch
( <i>Roberval</i> )	Gardner	Marcil	Savoie
Bourassa	Gauvin	Marx	Séguin
Bourbeau	Gobé	Messier	Théoret
Bradet	Gratton	Middlemiss	Thuringer
Brouillette	Hains	Paradis	Tremblay
Camden	Hamel	( <i>Brome-Miss.</i> )	( <i>Iberville</i> )
Cannon	Hétu	Paradis	Tremblay
Cardinal	Houde	( <i>Matapédia</i> )	( <i>Rimouski</i> )
Chagnon	Hovington	Parent	Trépanier
Côté	Johnson	( <i>Sauvé</i> )	Trudel
( <i>Charlesbourg</i> )	Kehoe	Pelchat	Vallerand
Côté	Khelfa	Philibert	Vallières
( <i>Riv.-du-Loup</i> )	Laporte		

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 17 Contre: 84

**Avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires, et le projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique;
- La Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi 68, Loi modifiant la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus;
- La Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 70, Loi sur les caisses d'épargne et de crédit.

**Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

Mme la Vice-présidente informe l'Assemblée que le débat de la prochaine séance sur les affaires inscrites par les députés de l'Opposition portera sur la motion de M. Chevrette, chef de l'Opposition officielle, laquelle se lit ainsi:

QUE l'Assemblée nationale du Québec demande au gouvernement du parti libéral de respecter ses engagements électoraux à l'égard des jeunes, de cesser de remettre en question l'autonomie financière des organismes de jeunes et de fournir les moyens garantissant la qualité de vie des jeunes adultes.

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose que le principe du projet de loi 78, Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 78 est adopté.

Sur motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 78 est renvoyé pour consultations particulières et étude détaillée à la Commission de la culture.

### Projets de loi d'intérêt privé

#### *Adoption du principe et adoption*

M. Houde (Berthier), au nom de M. Beaudin (Gaspé), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 228, Loi modifiant la Loi concernant le sanatorium Ross.

Les motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 228 est adopté.



**Projets de loi du gouvernement**

*Adoption du principe*

M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, informe l'Assemblée que l'honorable Lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 70, Loi sur les caisses d'épargne et de crédit, et propose que le principe du projet de loi soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

---

À 18 h 00, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

**Vingt heures**

L'Assemblée poursuit le débat sur l'adoption du principe du projet de loi 70, Loi sur les caisses d'épargne et de crédit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 70 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 70 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

---

22 novembre 1988

---

À 21 h 45, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à mercredi 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**

---

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

M. Séguin, ministre du Travail, propose que le principe du projet de loi 74, Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et la Loi sur les accidents du travail, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 74 est adopté.

Sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 74 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

---

M. Lincoln, ministre de l'Environnement, propose que le principe du projet de loi 99, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Jolivet, leader adjoint de l'Opposition officielle.

---

À 13 h 00, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

### AFFAIRES COURANTES

#### Dépôts de documents

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science et ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le rapport annuel du Conseil des universités, pour l'exercice financier terminé le 31 juillet 1988;

(Document n° 466 de la session)

Le rapport annuel de l'Ordre des chiropraticiens du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 467 de la session)

M. Lincoln, ministre de l'Environnement, dépose:

Le rapport annuel du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 468 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

M. Trudel (Bourget) dépose:

Le rapport de la Commission de la culture qui, le 15 novembre 1988, a vérifié les engagements financiers du ministère des Communications pour les mois de mars à septembre 1988.

(Document n° 469 de la session)

M. Filion (Taillon) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 22 novembre 1988, a étudié en détail le projet de loi:

68 Loi modifiant la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus - Rapporté sans amendement.

(Document n° 470 de la session)

### Dépôts de pétitions

Sont déposés deux extraits de pétition concernant la fermeture de certains établissements commerciaux le dimanche:

- l'un par M. Chevette, chef de l'Opposition officielle;  
(Document n° 471 de la session)
- l'autre par M. Filion (Taillon).  
(Document n° 472 de la session)

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Parent (Bertrand) dépose:

- Deux extraits de pétition concernant le respect du dimanche comme jour de repos.  
(Documents n<sup>os</sup> 473 et 474 de la session)

**Questions et réponses orales**

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Lincoln, ministre de l'Environnement, dépose:

Une liasse de documents concernant la destruction des déchets organiques dangereux au Québec, et plus particulièrement l'élimination des BPC.

(Document n° 475 de la session)

**Avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires, et le projet de loi 107, Loi sur les élections scolaires;
- La Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 70, Loi sur les caisses d'épargne et de crédit;
- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 37, Loi sur la sécurité du revenu.

## AFFAIRES DU JOUR

### Affaires inscrites par les députés de l'Opposition

M. Chevette, chef de l'Opposition officielle, propose la motion suivante:

QUE l'Assemblée nationale du Québec demande au gouvernement du parti libéral de respecter ses engagements électoraux à l'égard des jeunes, de cesser de remettre en question l'autonomie financière des organismes de jeunes et de fournir les moyens garantissant la qualité de vie des jeunes adultes.

M. le Vice-président informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole prévu pour l'ensemble du débat. Mis à part un droit de réplique de quinze minutes accordé à l'auteur de la motion, les deux groupes parlementaires se partageront également la période totale allouée à la discussion de cette motion et le temps non utilisé par l'un des groupes pourra être attribué à l'autre. Dans ce cadre, la durée de chacune des interventions ne sera soumise à aucune autre limite.

Le débat s'amorce.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le débat est ajourné.

---

À 18 h 00, Mme la Vice-présidente lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi 14 h 00.

*Le Président*

PIERRE LORRAIN





---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Déclarations ministérielles

Mme Gagnon-Tremblay, ministre déléguée à la Condition féminine, fait part du projet de politique gouvernementale sur les services de garde à l'enfance contenu dans le document intitulé: *Pour un meilleur équilibre*.

Mme Harel (Maisonneuve) fait quelques commentaires au nom de l'Opposition officielle et la ministre termine par une courte réplique.

### Dépôts de documents

Mme Gagnon-Tremblay, ministre déléguée à la Condition féminine, dépose:

Le rapport annuel de l'Office des services de garde à l'enfance, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988;

(Document n° 476 de la session)

Le document d'orientation intitulé: *Pour un meilleur équilibre* concernant l'énoncé de politique sur les services de garde à l'enfance.

(Document n° 477 de la session)

Du consentement de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission permanente des affaires sociales procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques à compter du 7 février 1989 et ce, afin d'étudier l'énoncé de politique sur les services de garde à l'enfance déposé en cette Chambre aujourd'hui, le 24 novembre 1988;

QUE les mémoires soient transmis au Secrétariat des commissions au plus tard le 13 janvier 1989; et

QUE la ministre déléguée à la Condition féminine soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

---

M. MacDonald, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, dépose:

Le rapport annuel du ministère de l'Industrie et du Commerce, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 478 de la session)

#### Dépôts de rapports de commissions

M. Charbonneau (Verchères) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 16 et 17 novembre 1988, a étudié en détail le projet de loi:

- 65 Loi modifiant la Loi sur la santé et la sécurité du travail  
- Rapporté avec des amendements.

(Document n° 479 de la session)

M. le Président dépose:

Le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale qui, le 16 novembre 1988, a statué sur diverses affaires.

(Document n° 480 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est ensuite procédé à la période de questions orales des députés.

### Avis touchant les travaux des commissions

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 37, Loi sur la sécurité du revenu;
- La Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires, et le projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique;
- La Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 70, Loi sur les caisses d'épargne et de crédit;
- La Commission de la culture, afin de tenir des consultations particulières sur le projet de loi 78, Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 99, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives.

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Lincoln, ministre de l'Environnement, proposant que le principe du projet de loi 99, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 99 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 99 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

---

M. Marx, ministre de la Sécurité publique, propose que le principe du projet de loi 75, Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 75 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 75 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

---

M. Marx, ministre de la Sécurité publique, propose que le principe du projet de loi 81, Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière de sécurité publique, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 81 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 81 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

---

À 16 h 55, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## **AFFAIRES COURANTES**

### **Déclarations ministérielles**

M. Séguin, ministre du Revenu, annonce quelques mesures visant à simplifier la déclaration de revenus des contribuables québécois et mettant à l'essai un programme de remboursement d'impôt anticipé.

M. Dufour (Jonquière) fait quelques commentaires au nom de l'Opposition officielle et le ministre termine par une courte réplique.

### **Dépôts de documents**

M. Séguin, ministre du Revenu, dépose:

Les nouveaux formulaires de déclarations simplifiée et détaillée de revenus pour l'année 1988.

(Document n° 481 de la session)

### **Dépôts de pétitions**

Sont déposés deux extraits de pétition concernant la fermeture de certains établissements commerciaux le dimanche:

- l'un par M. Parent (Bertrand);

(Document n° 482 de la session)

- l'autre par Mme Vermette (Marie-Victorin).

(Document n° 483 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, avec le consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, Mme Harel (Maisonneuve) dépose:

Une lettre lui étant adressée, en date du 22 novembre 1988, par M. Jacques Lachapelle, président de la Commission des droits de la personne du Québec, faisant part des recommandations de la commission quant aux mesures de vérification utilisées auprès des bénéficiaires d'aide sociale.

(Document n° 484 de la session)

### Avis touchant les travaux des commissions

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 37, Loi sur la sécurité du revenu;
- La Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires, et le projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique;
- La Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi 75, Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur, et le projet de loi 81, Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière de sécurité publique.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- La Commission de la culture, afin de tenir des consultations particulières sur le projet de loi 78, Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs.



## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

M. Côté, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi 92, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

---

M. le Vice-président interrompt le débat pour informer l'Assemblée de la tenue d'un débat de fin de séance qui aura lieu à la demande de Mme Harel (Maisonneuve) et qui portera sur une question adressée à M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, concernant les visites à domicile effectuées chez les bénéficiaires d'aide sociale.

---

Le débat se poursuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 92 est adopté.

Sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 92 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

M. Côté, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi 76, Loi modifiant la Loi sur les transports, soit maintenant adopté.

Un débat s'élève.

---

À 18 h 00, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

Le débat se poursuit sur la motion d'adoption du principe du projet de loi 76, Loi modifiant la Loi sur les transports.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 76 est adopté.

Sur motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 76 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

---

M. Côté, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi 91, Loi sur l'acquisition de voitures pour la ligne de trains entre les villes de Montréal et de Rigaud, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 91 est adopté.

Sur motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 91 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

#### Débat de fin de séance

L'Assemblée tient le débat sur la question soulevée par Mme Harel (Maisonneuve) et adressée à M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, concernant les visites à domicile effectuées chez les bénéficiaires d'aide sociale.

---

À 22 h 19, Mme la Vice-présidente lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mercredi 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

### *Adoption du principe*

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, informe l'Assemblée que l'honorable Lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 100, Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Dutil, ministre délégué à la Famille, à la Santé et aux Services sociaux.

---

À 13 h 00, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose les rapports du Directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 239 Loi concernant la municipalité du Lac-Nominingue;
- 244 Loi concernant la succession de Georg Stellari;
- 247 Loi concernant la cité de Côte Saint-Luc;
- 249 Loi concernant un immeuble du cadastre de la cité de Montréal (quartier Saint-Antoine);
- 250 Loi concernant certains immeubles du cadastre de la cité de Montréal (quartier Sainte-Anne);
- 251 Loi concernant St. Bernard Fish and Game Club;
- 256 Loi sur la Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec;
- 259 Loi concernant le Collège de Saint-Césaire;
- 260 Loi concernant AY Unergie Inc.

(Document n° 485 de la session)

M. Richard (Nicolet) présente le projet de loi d'intérêt privé 251, Loi concernant St. Bernard Fish and Game Club, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Cannon (La Peltre), au nom de M. Chagnon (Saint-Louis), présente le projet de loi d'intérêt privé 260, Loi concernant AY Unergie Inc., et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que les projets de loi d'intérêt privé 251 et 260 soient renvoyés à la Commission du budget et de l'administration pour consultation et étude détaillée et que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation soit membre de la commission pour l'étude de ces projets de loi.

Les motions sont adoptées.

---

M. Hétu (Labelle) présente le projet de loi d'intérêt privé 239, Loi concernant la municipalité du Lac-Nominingue, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Polak (Sainte-Anne) présente le projet de loi d'intérêt privé 247, Loi concernant la cité de Côte Saint-Luc, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Després (Limoilou) présente le projet de loi d'intérêt privé 256, Loi sur la Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que les projets de loi d'intérêt privé 239, 247 et 256 soient renvoyés à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ces projets de loi.

Les motions sont adoptées.

M. Parent (Sauvé) présente le projet de loi d'intérêt privé 244, Loi concernant la succession de Georg Stellari, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Cannon (La Peltrie), au nom de M. Chagnon (Saint-Louis), présente le projet de loi d'intérêt privé 249, Loi concernant un immeuble du cadastre de la cité de Montréal (quartier Saint-Antoine), et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Polak (Sainte-Anne) présente le projet de loi d'intérêt privé 250, Loi concernant certains immeubles du cadastre de la cité de Montréal (quartier Sainte-Anne), et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Tremblay (Iberville) présente le projet de loi d'intérêt privé 259, Loi concernant le Collège de Saint-Césaire, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que les projets de loi d'intérêt privé 244, 249, 250 et 259 soient renvoyés à la Commission des institutions pour consultation et étude détaillée et que le ministre de la Justice soit membre de la commission pour l'étude de ces projets de loi.

Les motions sont adoptées.

### Dépôts de pétitions

Sont déposés trois extraits de pétition concernant la fermeture de certains établissements commerciaux le dimanche:

- un par M. Chevette, chef de l'Opposition officielle;

(Document n° 486 de la session)



- un par Mme Harel, députée de Maisonneuve;  
(Document n° 487 de la session)
  - un par M. Fillion, député de Taillon.  
(Document n° 488 de la session)
- 

M. Bélisle, député de Mille-Îles, dépose:

Un extrait de pétition concernant les échéances fixées par le gouvernement du Québec à son plan d'action 1988-1998 en matière de transport dans la région de Montréal.

(Document n° 489 de la session)

---

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Parent, député de Bertrand, dépose:

Un extrait de pétition concernant le respect du dimanche comme jour de repos.

(Document n° 490 de la session)

#### **Questions et réponses orales**

Il est ensuite procédé à la période de questions orales des députés.

## **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 37, Loi sur la sécurité du revenu;
- La Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 70, Loi sur les caisses d'épargne et de crédit;
- La Commission de la culture, afin de tenir des consultations particulières sur le projet de loi 78, Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs.

---

## **AFFAIRES DU JOUR**

### **Affaires inscrites par les députés de l'Opposition**

L'Assemblée reprend le débat sur la motion proposée par M. Chevette, chef de l'Opposition officielle. Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale du Québec demande au gouvernement du parti libéral de respecter ses engagements électoraux à l'égard des jeunes, de cesser de remettre en question l'autonomie financière des organismes de jeunes et de fournir les moyens garantissant la qualité de vie des jeunes adultes.

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, et du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 223 du Règlement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la séance du vendredi 2 décembre 1988.

---

À 18 h 00, Mme la Vice-présidente lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Dix heures

Moment de recueillement

### **AFFAIRES COURANTES**

#### **Dépôts de documents**

M. Côté, ministre des Transports et responsable du Développement régional, dépose:

Le rapport annuel de l'Office de planification et de développement du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 491 de la session)

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Le rapport annuel du Conseil des affaires sociales et de la famille, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 492 de la session)

#### **Dépôts de pétitions**

M. Blais (Terrebonne) dépose:

Un extrait de pétition concernant la fermeture de certains établissements commerciaux le dimanche.

(Document n° 493 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Parent (Bertrand) dépose:

Une lettre adressée au professeur Christian Roy, Département de génie chimique de l'Université Laval, par le directeur des Affaires gouvernementales et environnementales de la compagnie Ultramar Canada inc., M. Raynald Archambault, concernant l'établissement d'un centre d'excellence pour la conversion des ressources énergétiques.

(Document n° 494 de la session)

### Motions sans préavis

M. Boulerice (Saint-Jacques) propose:

QU'à l'instar de l'Organisation mondiale de la santé, l'Assemblée nationale du Québec souligne la Journée mondiale de lutte contre le sida.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

Mme Blackburn (Chicoutimi) propose:

QUE l'Assemblée nationale du Québec adresse ses félicitations au docteur Gilles Côté et à son équipe de l'Institut de cardiologie de Montréal qui ont enregistré une première mondiale en effectuant une angioplastie au laser pour débloquer les artères coronaires.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

## **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 37, Loi sur la sécurité du revenu;
- La Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires, et le projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 99, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- La Commission de la culture, afin de tenir des consultations particulières sur le projet de loi 78, Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs.

---

## **AFFAIRES DU JOUR**

### **Projets de loi du gouvernement**

#### *Adoption du principe*

M. Paradis, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 90, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances des municipalités et des organismes intermunicipaux, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

---

À 13 h 00, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 90, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances des municipalités et des organismes intermunicipaux.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 90 est adopté.

Sur motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 90 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

---

M. Paradis, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 83, Loi constituant la municipalité de Cantley, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 83 est adopté.

Sur motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 83 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

---



M. Côté, ministre délégué aux Forêts, informe l'Assemblée que l'honorable Lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 84, Loi modifiant la Loi sur les forêts, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Un débat s'amorce.

---

À 18 h 00, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

**Vingt heures**

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion d'adoption du principe du projet de loi 84, Loi modifiant la Loi sur les forêts.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 84 est adopté.

Sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 84 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

---

M. Marx, ministre de la Sécurité publique, informe l'Assemblée que l'honorable Lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 86, Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

**1er décembre 1988**

---

Un débat s'élève.

**Le vendredi 2 décembre 1988**

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement.

---

À 0 h 15, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à ce matin 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**

Dix heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Présentation de projets de loi

M. Filion (Taillon) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 191 · Loi modifiant la Charte de la langue française et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

#### Dépôts de pétitions

Sont déposés cinq extraits de pétition concernant la fermeture de certains établissements commerciaux le dimanche:

- un par Mme Harel (Maisonneuve);  
(Document n° 495 de la session)
- un par Mme Vermette (Marie-Victorin);  
(Document n° 496 de la session)
- deux par M. Parent (Bertrand);  
(Documents n<sup>os</sup> 497 et 498 de la session)
- un, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 62 du Règlement, par Mme Juneau (Johnson).  
(Document n° 499 de la session)

## Questions et réponses orales

Il est ensuite procédé à la période de questions orales des députés.

## Votes reportés

M. le Président met aux voix la motion présentée par M. Chevette, chef de l'Opposition officielle. Cette motion se lit ainsi:

QUE l'Assemblée nationale du Québec demande au gouvernement du parti libéral de respecter ses engagements électoraux à l'égard des jeunes, de cesser de remettre en question l'autonomie financière des organismes de jeunes et de fournir les moyens garantissant la qualité de vie des jeunes adultes.

(Vote n° 36)

### POUR

Blackburn (Chicoutimi)	Charbonneau	Garon	Juneau
Blais	Chevette	Gendron	Parent
Boulerice	Desbiens	Godin	(Bertrand)
Brassard	Dufour	Harel	Rocheport
	Filion	Jolivet	Vermette

### CONTRE

Audet	Bélisle	Camden	Cusano
Bacon	Bissonnet	Cannon	Dauphin
Beaudin	Blackburn	Cardinal	Després
Bégin	(Roberval)	Ciaccia	Dionne
Bélanger	Bourassa	Côté	Dougherty
(Laval-des-Rap.)	Bourbeau	(Charlesbourg)	Doyon
Bélanger	Bradet	Côté	Dubois
(Még.-Compton)	Brouillette	(Riv.-du-Loup)	Dutil

Forget	Hétu	Messier	Robic
Fortier	Joly	Pagé	Ryan
French	Kehoe	Parent	Séguin
Gagnon-Tremblay	Larouche	(Sauvé)	Thérien
Gardner	Leclerc	Philibert	Thuringer
Gauvin	Lefebvre	Picotte	Tremblay
Gobé	Legault	Polak	(Rimouski)
Gratton	Lemire	Poulin	Trépanier
Hains	Lincoln	Richard	Trudel
Hamel	Maltais	Rivard	Vallières

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 18 Contre: 65

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires, et le projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique;
- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 37, Loi sur la sécurité du revenu;
- La Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 70, Loi sur les caisses d'épargne et de crédit.

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

M. French, ministre des Communications, propose que le principe du projet de loi 69, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 69 est adopté.

Sur la motion de M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, le projet de loi 69 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de la culture.

---

À 13 h 00, M. le Président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

#### Quinze heures

M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que le principe du projet de loi 71, Loi modifiant la Loi sur le régime des eaux, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Sur la motion de M. Blais (Terrebonne), le débat est ajourné.

M. Séguin, ministre du Revenu, informe l'Assemblée que l'honorable Lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 60, Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives et prévoyant certaines dispositions concernant l'impôt sur la vente en détail, et propose que le principe du projet de loi soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 60 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 60 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

---

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, proposant que le principe du projet de loi 100, Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole, soit maintenant adopté.

Du consentement de l'Assemblée, le débat se poursuit au-delà de 18 h 00.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le débat est ajourné.

---

À 18 h 45, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, et du consentement unanime, l'Assemblée ajourne ses travaux à lundi 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**





---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose les rapports du Directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants:

220 Loi concernant la ville de Roberval;

248 Loi concernant l'École nationale de théâtre du Canada.

(Document n° 500 de la session)

---

M. Blackburn (Roberval) présente le projet de loi d'intérêt privé 220, Loi concernant la ville de Roberval, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Tremblay (Iberville) présente le projet de loi d'intérêt privé 248, Loi concernant l'École nationale de théâtre du Canada, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose successivement que les projets de loi d'intérêt privé 220 et 248 soient renvoyés à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ces projets de loi.

Les motions sont adoptées.

### Dépôts de documents

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Ryan, ministre de l'Éducation et ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le rapport annuel du ministère de l'Éducation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988;

(Document n° 501 de la session)

Le rapport annuel de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 502 de la session)

M. Lincoln, ministre de l'Environnement, dépose:

Le rapport annuel du Conseil consultatif sur les réserves écologiques, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 503 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

M. Marcil (Beauharnois) dépose:

Les rapports de la Commission des institutions qui, le 30 novembre 1988, a étudié en détail les projets de loi:

- 75 Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur - Rapporté avec des amendements;

(Document n° 504 de la session)

- 81 Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière de sécurité publique - Rapporté avec un amendement.

(Document n° 505 de la session)

## Dépôts de pétitions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Larouche (Anjou) dépose:

Un extrait de pétition demandant que soient modifiés le Code civil et la Loi sur la curatelle publique quant à la procuration applicable en cas de déclaration d'invalidité.

(Document n° 506 de la session)

## Questions et réponses orales

Il est ensuite procédé à la période de questions orales des députés.

## Avis touchant les travaux des commissions

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 37, Loi sur la sécurité du revenu;
- La Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires, et le projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique;
- La Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 70, Loi sur les caisses d'épargne et de crédit.

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, proposant que le principe du projet de loi 71, Loi modifiant la Loi sur le régime des eaux, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 71 est adopté.

Sur motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 71 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

---

M. Gratton, ministre du Tourisme, propose que le principe du projet de loi 89, Loi modifiant la Loi sur l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 89 est adopté.

Sur motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 89 est renvoyé en commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

---

M. Savoie, ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones, informe l'Assemblée que l'honorable Lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 93, Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'exploration minière, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

---

À 18 h 00, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

**Vingt heures**

Le débat se poursuit sur la motion d'adoption du principe du projet de loi 93, Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'exploration minière.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 93 est adopté.

Sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 93 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

---

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le principe du projet de loi 80, Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 80 est adopté.

Sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 80 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

---

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Marx, ministre de la Sécurité publique, proposant que le principe du projet de loi 86, Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 86 est adopté.

Sur motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 86 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 68, Loi modifiant la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus.

Après débat, le rapport est adopté.

---

À 22 h 44, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Dépôts de documents

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Ryan, ministre de l'Éducation, dépose:

Le rapport annuel de la Commission consultative de l'enseignement privé, pour l'exercice financier 1987-1988.

(Document n° 507 de la session)

M. Rivard, ministre délégué aux Affaires culturelles et responsable de l'application de la Charte de la langue française, dépose:

Le rapport annuel de l'Office de la langue française, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 508 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

M. Fillion (Taillon) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 16, 17, 18, 23 et 24 août ainsi que les 20, 21 et 22 septembre 1988, a tenu des consultations particulières et des auditions publiques afin d'examiner toute proposition de révision de la *Loi électorale* et les sujets qui pourraient y faire l'objet de modifications.

(Document n° 509 de la session)

## Questions et réponses orales

Il est ensuite procédé à la période de questions orales des députés.

## Avis touchant les travaux des commissions

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires, et le projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 99, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives;
- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 37, Loi sur la sécurité du revenu;
- La Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 70, Loi sur les caisses d'épargne et de crédit;
- La Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi 86, Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives;
- La Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 74, Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et la Loi sur les accidents du travail, et le projet de loi 84, Loi modifiant la Loi sur les forêts.

## Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. le Président informe l'Assemblée que lors de la prochaine séance, conformément à l'ordre adopté le 20 octobre dernier, une motion sera débattue aux affaires inscrites par les députés de l'Opposition.



Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale du Québec exige du gouvernement libéral qu'il procède à la restauration et au renforcement de la Charte de la langue française et qu'il fasse adopter à cette fin les dispositions du projet de loi 191, "Loi modifiant la Charte de la langue française et d'autres dispositions législatives" d'ici l'ajournement des travaux de l'Assemblée prévu pour le 21 décembre 1988.

---

## AFFAIRES DU JOUR

Conformément à l'article 249 du Règlement, M. le Président convoque les leaders des groupes parlementaires pour qu'ils s'entendent sur le moment où le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 37, Loi sur la sécurité du revenu, devrait être déposé à l'Assemblée.

---

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

M. Côté, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi 77, Loi modifiant le Code de la sécurité routière, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 77 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 77 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

---

M. le Vice-président fait part à l'Assemblée qu'aucun accord n'a pu être conclu entre les leaders concernant le dépôt du rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 37, Loi sur la sécurité du revenu.

En conséquence, conformément à l'article 251 du Règlement, M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission des affaires sociales, à qui a été confiée l'étude détaillée du projet de loi 37, Loi sur la sécurité du revenu, mette fin à ses travaux quant à ce mandat dès l'adoption de la présente motion et fasse rapport au moment prévu de la période des affaires courantes de la séance qui suit celle au cours de laquelle aura été adoptée la présente motion.

Le débat sur cette motion aura lieu à une séance suivante.

---

À 12 h 40, sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mercredi 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**

Dix heures

Moment de recueillement

## **AFFAIRES COURANTES**

### **Dépôts de rapports de commissions**

M. Filion (Taillon) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 25, 26 et 27 octobre, les 1<sup>er</sup>, 3 et 8 novembre ainsi que le 6 décembre 1988, a tenu une consultation générale et des auditions publiques sur l'avant-projet de loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des obligations.

(Document n° 510 de la session)

### **Dépôts de pétitions**

M. Parent (Bertrand) dépose:

Un extrait de pétition concernant la fermeture de certains établissements commerciaux le dimanche.

(Document n° 511 de la session)

### **Questions et réponses orales**

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Lincoln, ministre de l'Environnement, dépose:

Deux documents portant sur l'élimination des neiges usées et ayant pour titres: *Élaboration d'un guide pour l'aménagement des lieux d'élimination de la neige usée* (version préliminaire) et *Politique sur l'élimination des neiges usées*.

(Document n° 512 de la session)

### Motions sans préavis

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission de l'aménagement et des équipements procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques les 24, 25 et 26 janvier 1989 afin de procéder à l'examen des volets Développement du réseau autoroutier et Projets de développement du réseau de transport collectif du plan d'action 1988-1998 intitulé: *Le transport dans la région de Montréal* rendu public par le ministre des Transports le 10 août 1988;

QUE les mémoires soient transmis au Secrétariat des commissions au plus tard le 9 janvier 1989; et

QUE le ministre des Transports soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

Du consentement de l'Assemblée, un débat s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

M. Gratton informe l'Assemblée que la liste des organismes invités à se faire entendre lors de ces consultations particulières sera déposée ultérieurement.

### Avis touchant les travaux des commissions

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires, et le projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique;

- La Commission de la culture, afin d'étudier en détail le projet de loi 69, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 83, Loi constituant la municipalité de Cantley, et le projet de loi 90, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances des municipalités et des organismes intermunicipaux;
- La Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 70, Loi sur les caisses d'épargne et de crédit;
- La Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 71, Loi modifiant la Loi sur le régime des eaux.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Affaires inscrites par les députés de l'Opposition

Conformément à l'ordre adopté à la séance du 20 octobre 1988, M. Fillion (Taillon) propose:

QUE l'Assemblée nationale du Québec exige du gouvernement libéral qu'il procède à la restauration et au renforcement de la Charte de la langue française et qu'il fasse adopter à cette fin les dispositions du projet de loi 191, "Loi modifiant la Charte de la langue française et d'autres dispositions législatives" d'ici l'ajournement des travaux de l'Assemblée prévu pour le 21 décembre 1988.

M. le Vice-président informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole prévu pour l'ensemble du débat. Mis à part un droit de réplique de quinze minutes accordé à l'auteur de la motion, les deux groupes parlementaires

se partageront également la période totale allouée à la discussion de cette motion et le temps non utilisé par l'un des groupes pourra être attribué à l'autre. Dans ce cadre, la durée de chacune des interventions ne sera soumise à aucune autre limite.

Le débat s'amorce.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

---

À 12 h 38, du consentement de l'Assemblée, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

## **Projets de loi du gouvernement**

### *Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, proposant que le principe du projet de loi 100, Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 100 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 100 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation.

---

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le principe du projet de loi 98, Loi modifiant la Loi sur les courses de chevaux, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 98 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 98 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation.

#### Motions du gouvernement

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission des affaires sociales, à qui a été confiée l'étude détaillée du projet de loi 37, Loi sur la sécurité du revenu, mette fin à ses travaux quant à ce mandat dès l'adoption de la présente motion et fasse rapport au moment prévu de la période des affaires courantes de la séance qui suit celle au cours de laquelle aura été adoptée la présente motion.

Un débat s'ensuit.

---

À 18 h 00, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

Vingt heures

Le débat se poursuit sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement.

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Gratton, leader du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

---

À 23 h 45, sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à jeudi 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Dix heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Présentation de projets de loi

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du Trésor, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 103 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et modifiant la Loi sur l'assurance-maladie.

La motion est adoptée.

---

M. le Président communique et dépose les rapports du Directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 252 Loi concernant la Ville de LaSalle;
- 254 Loi modifiant l'Acte pour incorporer le Collège Morrin, à Québec.  
(Document n° 513 de la session)
-

M. Parent (Sauvé), au nom de M. Fortin (Marguerite-Bourgeoys), présente le projet de loi d'intérêt privé 252, Loi concernant la Ville de LaSalle, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 252 soit renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

---

M. Cannon (La Peltrie) présente le projet de loi d'intérêt privé 254, Loi modifiant l'Acte pour incorporer le Collège Morrin, à Québec, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 254 soit renvoyé à la Commission de l'éducation pour consultation et étude détaillée et que le ministre de l'Éducation soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

#### Dépôts de documents

M. Marx, ministre de la Sécurité publique, dépose:

Le rapport annuel de la Commission québécoise des libérations conditionnelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 514 de la session)

M. le Président dépose:

Le rapport annuel remis à l'Assemblée nationale par le Vérificateur général du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 515 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

Mme Harel (Maisonneuve) dépose:

Le rapport de la Commission de la culture qui, les 29 et 30 novembre ainsi que le 1<sup>er</sup> décembre 1988, a tenu des consultations particulières dans le cadre de l'étude détaillée du projet de loi:

- 78 Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs;

(Document n° 516 de la session)

Le rapport de la Commission de la culture qui, le 7 décembre 1988, a étudié en détail le projet de loi:

- 69 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications  
- Rapporté avec des amendements.

(Document n° 517 de la session)

M. Charbonneau (Verchères) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 6 décembre 1988, a étudié en détail le projet de loi:

- 74 Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et la Loi sur les accidents du travail - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 518 de la session)

M. Parent (Bertrand) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 7 décembre 1988, a étudié en détail le projet de loi:

- 83 Loi constituant la municipalité de Cantley - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 519 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### Votes reportés

Deux motions sont mises aux voix par M. le Président.

La première motion, présentée par M. Filion (Taillon) aux affaires inscrites par les députés de l'Opposition, se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale du Québec exige du gouvernement libéral qu'il procède à la restauration et au renforcement de la Charte de la langue française et qu'il fasse adopter à cette fin les dispositions du projet de loi 191, "Loi modifiant la Charte de la langue française et d'autres dispositions législatives" d'ici l'ajournement des travaux de l'Assemblée prévu pour le 21 décembre 1988.

(Vote n° 37)

POUR

Blackburn	Chevrette	Garon	Parent
(Chicoutimi)	Claveau	Gendron	(Bertrand)
Blais	Desbiens	Godin	Perron
Brassard	Dufour	Harel	Rocheport
Charbonneau	Filion	Juneau	Vermette

CONTRE

Audet	Cusano	Khelfa	Pelchat
Baril	Dauphin	Laporte	Philibert
Beaudin	Després	Larouche	Picotte
Bégin	Dougherty	Latulippe	Polak
Bélanger	Doyon	Lavoie-Roux	Poulin
(Laval-des-Rap.)	Dubois	Leclerc	Rémillard
Bélanger	Dutil	Lefebvre	Rivard
(Még.-Compton)	Farrah	Lemieux	Robic
Bissonnet	Forget	Lemire	Ryan
Blackburn	Fortier	Levesque	Saintonge
(Roberval)	French	Lincoln	St-Roch
Bleau	Gagnon-Tremblay	MacDonald	Savoie
Bourassa	Gardner	Maltais	Sirros
Bourbeau	Gauvin	Marcil	Thérien
Bradet	Gervais	Marx	Thuringer
Brouillette	Gobé	Messier	Tremblay
Camden	Gratton	Middlemiss	(Iberville)
Cannon	Hains	Pagé	Tremblay
Chagnon	Hamel	Paradis	(Rimouski)
Ciaccia	Hétu	(Brome-Miss.)	Vaillancourt
Côté	Hovington	Paradis	Vallières
(Charlesbourg)	Johnson	(Matapédia)	
Côté	Joly	Parent	
(Riv.-du-Loup)	Kehoe	(Sauvé)	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 18 Contre: 83

La deuxième motion, présentée par M. Gratton, leader du gouvernement, en vertu de l'article 251 du Règlement, se lit comme suit:

QUE la Commission des affaires sociales, à qui a été confiée l'étude détaillée du projet de loi 37, Loi sur la sécurité du revenu, mette fin à ses travaux quant à ce mandat dès l'adoption de la présente motion et fasse rapport au moment prévu de la période des affaires courantes de la séance qui suit celle au cours de laquelle aura été adoptée la présente motion.

(Vote n° 38)

POUR

Audet	Cusano	Khelfa	Pelchat
Baril	Dauphin	Laporte	Philibert
Beaudin	Després	Larouche	Picotte
Bégin	Dougherty	Latulippe	Polak
Bélanger	Doyon	Lavoie-Roux	Poulin
(Laval-des-Rap.)	Dubois	Leclerc	Rémillard
Bélanger	Dutil	Lefebvre	Rivard
(Még.-Compton)	Farrah	Lemieux	Robic
Bissonnet	Forget	Lemire	Ryan
Blackburn	Fortier	Levesque	Saintonge
(Roberval)	French	Lincoln	St-Roch
Bleau	Gagnon-Tremblay	MacDonald	Savoie
Bourassa	Gardner	Maltais	Sirros
Bourbeau	Gauvin	Marcil	Thérien
Bradet	Gervais	Marx	Thuringer
Brouillette	Gobé	Messier	Tremblay
Camden	Gratton	Middlemiss	(Iberville)
Cannon	Hains	Pagé	Tremblay
Chagnon	Hamel	Paradis	(Rimouski)
Ciaccia	Hétu	(Brome-Miss.)	Vaillancourt
Côté	Hovington	Paradis	Vallières
(Charlesbourg)	Johnson	(Matapédia)	
Côté	Joly	Parent	
(Riv.-du-Loup)	Kehoe	(Sauvé)	

CONTRE

Blackburn	Chevrette	Garon	Parent
(Chicoutimi)	Claveau	Gendron	(Bertrand)
Blais	Desbiens	Godin	Perron
Brassard	Dufour	Harel	Rocheport
Charbonneau	Filion	Juneau	Vermette

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 83 Contre: 18

**Avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin d'étudier en détail le projet de loi 98, Loi modifiant la Loi sur les courses de chevaux, et le projet de loi 100, Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 90, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances des municipalités et des organismes intermunicipaux;
- La Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 71, Loi modifiant la Loi sur le régime des eaux, et le projet de loi 93, Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'exploration minière;
- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 73, Loi modifiant la Loi sur les allocations familiales et d'autres dispositions législatives.

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu, propose que le principe du projet de loi 95, Loi modifiant la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 95 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 95 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

#### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 75, Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur.

Le rapport est adopté.

#### *Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, au nom de M. Marx, ministre de la Sécurité publique, propose que le projet de loi 75, Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur, soit adopté.



La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 75 est adopté.

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 81, Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière de sécurité publique.

Le rapport est adopté.

*Adoption du principe*

M. MacDonald, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, informe l'Assemblée que l'honorable Lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 79, Loi modifiant la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 79 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 79 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

---

À 12 h 43, du consentement de l'Assemblée, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

*Adoption du principe*

M. MacDonald, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, propose que le principe du projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placement dans l'entreprise québécoise, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 97 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 97 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

---

M. le Président déclare qu'à la demande de M. Gratton, leader du gouvernement, il a convoqué les leaders des groupes parlementaires pour qu'ils s'entendent sur le moment du dépôt du rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 34, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives, et qu'au terme de cette réunion, aucun accord n'a pu être conclu.

En conséquence, M. Gratton, leader du gouvernement, conformément à l'article 251 du Règlement, propose:

QUE la Commission des affaires sociales, à qui a été confiée l'étude détaillée du projet de loi 34, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives, mette fin à ses travaux quant à ce mandat dès l'adoption de la présente motion et fasse rapport au moment prévu de la période des affaires courantes de la séance qui suit celle au cours de laquelle aura été adoptée la présente motion.

Le débat sur cette motion aura lieu à une séance suivante.

8 décembre 1988

---

À 16 h 22, sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à vendredi 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Déclarations ministérielles

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du Trésor, fait part à l'Assemblée des offres salariales que le gouvernement présente pour l'année 1989 aux employés des secteurs public et parapublic dont les conventions collectives seront échues le 31 décembre prochain.

M. Gendron, leader de l'Opposition officielle, fait quelques commentaires et le ministre termine par une courte réplique.

### Présentation de projets de loi

M. French, ministre des Approvisionnements et Services, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

105 Loi modifiant la Loi sur la Régie des installations olympiques.

La motion est adoptée.

---

M. Gratton, ministre délégué à la Réforme électorale, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

104 Loi électorale.

La motion est adoptée.

### Dépôts de documents

M. French, ministre des Communications, dépose:

Copie d'une lettre adressée le 5 décembre 1988 à M. Guy Lord, président du conseil d'administration de la Société Radio-Québec, relativement aux attentes du gouvernement à l'endroit de cette société d'État.

(Document n° 520 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

M. Bélanger (Laval-des-Rapides) dépose:

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 24, 29 et 30 novembre ainsi que les 1<sup>er</sup>, 2, 5 et 6 décembre 1988, a étudié en détail le projet de loi:

37 Loi sur la sécurité du revenu - Rapporté sans avoir été adopté.

(Document n° 521 de la session)

M. Richard (Nicolet) dépose:

Le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, le 8 décembre 1988, a étudié en détail le projet de loi:

98 Loi modifiant la Loi sur les courses de chevaux - Rapporté sans amendement.

(Document n° 522 de la session)

M. Parent (Bertrand) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 29 novembre, 1<sup>er</sup> et 6 décembre 1988, a étudié en détail le projet de loi:

99 Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 523 de la session)

### Dépôts de pétitions

Mme Harel (Maisonneuve) dépose:

Un extrait de pétition concernant le respect des droits des bénéficiaires d'aide sociale faisant l'objet d'enquêtes.

(Document n° 524 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Lincoln, ministre de l'Environnement, dépose:

Quatre lettres concernant la construction d'un centre de transfert de déchets dangereux dans la municipalité de Saint-Augustin-de-Desmaures.

(Document n° 525 de la session)

### Motions sans préavis

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne le 40<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme qui, pour la première fois sur la scène internationale, consacrait les grands droits et les libertés fondamentales que sont

notamment les droits et libertés de conscience, de religion, d'opinion, de communication, d'expression, de réunion pacifique, d'association, de presse et des autres moyens de communication.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose:

QUE l'Assemblée nationale offre sa profonde sympathie au peuple arménien affligé par le séisme survenu dans la république soviétique de l'Arménie.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires, et le projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 76, Loi modifiant la Loi sur les transports, le projet de loi 77, Loi modifiant le Code de la sécurité routière, le projet de loi 91, Loi sur l'acquisition de voitures pour la ligne de trains entre les villes de Montréal et de Rigaud, et le projet de loi 92, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives;
- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 80, Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux;



- La Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi 86, Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption*

M. Marx, ministre de la Sécurité publique, propose que le projet de loi 68, Loi modifiant la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 68 est adopté.

---

M. Marx, ministre de la Sécurité publique, propose que le projet de loi 81, Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière de sécurité publique, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 81 est adopté.

### Motions du gouvernement

L'Assemblée tient le débat sur la motion présentée à la séance du 8 décembre 1988 par M. Gratton, leader du gouvernement. Cette motion se lit ainsi:

QUE la Commission des affaires sociales, à qui a été confiée l'étude détaillée du projet de loi 34, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives, mette fin à ses travaux quant à ce mandat dès l'adoption de la présente motion et fasse rapport au moment prévu de la période des affaires courantes de la séance qui suit celle au cours de laquelle aura été adoptée la présente motion.

---

À 13 h 00, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

### Quinze heures

Le débat se poursuit sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement.

À la fin du débat, M. le Vice-président suspend la séance pour prendre en délibéré un rappel au règlement relatif à la possibilité, pour M. Dutil, ministre délégué à la Famille, à la Santé et aux Services sociaux, d'exercer le droit de réplique prévu à l'article 251 du Règlement.

À la reprise de la séance, M. le Vice-président rend la décision suivante:

### DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Dans le cas présent, le droit de réplique prévu à l'article 251 du Règlement appartient en propre au leader du gouvernement qui a présenté la motion de clôture et, en conséquence, ne peut être exercé à sa place par l'auteur du projet de loi.

Le motif à l'appui de cette décision est le suivant: dans l'économie générale du Règlement de l'Assemblée, le droit de réplique est personnel et incessible et ce malgré les articles 17 et 189.

Le débat étant terminé, la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 39)

POUR

Beaudin	Ciaccia	Gauvin	Paradis
Bégin	Côté	Gervais	(Matapédia)
Bélanger	(Charlesbourg)	Gobé	Parent
(Laval-des-Rap.)	Cusano	Hains	(Sauvé)
Bélanger	Dauphin	Héту	Rémillard
(Még.-Compton)	Després	Johnson	Richard
Blackburn	Dionne	Joly	Rivard
(Roberval)	Dougherty	Kehoe	St-Roch
Bleau	Doyon	Khelfa	Théoret
Bradet	Dutil	Lavoie-Roux	Tremblay
Brouillette	Farrah	Leclerc	(Iberville)
Camden	Forget	Legault	Vallières
Cannon	Fortier	Lemieux	
Cardinal	French	Middlemiss	
Chagnon	Gardner	Page	

CONTRE

Blais	Claveau	Godin	Parent
Brassard	Garon	Harel	(Bertrand)
Chevrette	Gendron	Juneau	Vermette

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 50 Contre: 11

9 décembre 1988

---

À 18 h 40, sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, et du consentement unanime, l'Assemblée ajourne ses travaux à lundi 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Dépôts de documents

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Ryan, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le rapport annuel de la Corporation professionnelle des médecins du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 526 de la session)

M. le Président dépose:

Copie d'une lettre adressée à Mme Harel (Maisonnette), en date du 12 décembre 1988, dénonçant l'intervention de cette dernière quant à la recevabilité des amendements proposés par M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, au rapport de la Commission des affaires sociales sur le projet de loi 37, Loi sur la sécurité du revenu.

(Document n° 527 de la session)

#### Dépôts de rapports de commissions

M. Blais (Terrebonne) dépose:

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 10, 13, 15, 16, 17, 20, 21 et 22 juin ainsi que les 9, 10, 11, 16, 17 et 22 novembre 1988, a étudié en détail le projet de loi:

- 34 Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives - Rapporté sans avoir été adopté.

(Document n° 528 de la session)

M. Charbonneau (Verchères) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 7 et 8 décembre 1988, a étudié en détail le projet de loi:

- 71 Loi modifiant la Loi sur le régime des eaux - Rapporté sans amendement.

(Document n° 529 de la session)

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 8 décembre 1988, a étudié en détail le projet de loi:

- 93 Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'exploration minière - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 530 de la session)

M. Parent (Bertrand) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 9 décembre 1988, a étudié en détail le projet de loi:

- 91 Loi sur l'acquisition de voitures pour la ligne de trains entre les villes de Montréal et de Rigaud - Rapporté sans amendement.

(Document n° 531 de la session)

## Dépôts de pétitions

M. Filion (Taillon) dépose:

Un extrait de pétition concernant le respect des droits des bénéficiaires d'aide sociale faisant l'objet d'enquêtes.

(Document n° 532 de la session)

## Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

## Motions sans préavis

Mme Juneau (Johnson) propose:

QUE l'Assemblée nationale du Québec adresse ses félicitations aux athlètes récipiendaires des prix Méritas décernés lors du 16<sup>e</sup> Gala du mérite sportif québécois.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

## Avis touchant les travaux des commissions

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 76, Loi modifiant la Loi sur les transports, le projet de loi 77, Loi modifiant le Code de la sécurité routière, et le projet de loi 92, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives;
- La Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 84, Loi modifiant la Loi sur les forêts;
- La Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi 86, Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives;

- La Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires, et le projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement,  
M. Côté, ministre des Transports, dépose:

Copie de la correspondance échangée entre les ministres fédéral et provincial des Transports relativement au projet de rationalisation du réseau ferroviaire canadien.

(Document n° 533 de la session)

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

M. Ryan, ministre de l'Éducation, informe l'Assemblée que l'honorable Lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 58, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Éducation, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 58 est adopté.



Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 58 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation.

---

M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose que le principe du projet de loi 63, Loi modifiant la Loi sur l'Université du Québec, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 63 est adopté.

---

À 18 h 00, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

**Vingt heures**

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 63 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation.

---

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 99, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives, ainsi que les amendements proposés par M. Lincoln, ministre de l'Environnement.

Après débat, les amendements sont adoptés.

Le rapport amendé est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales concernant le projet de loi 37, Loi sur la sécurité du revenu, les amendements proposés par M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, et les amendements proposés par Mme Harel (Maisonneuve).

Avant que ne s'engage le débat, M. le Président fait état de la réunion des leaders parlementaires tenue conformément à l'article 253 du Règlement. Puis, il se prononce sur la recevabilité des amendements: d'une part, il déclare irrecevables les amendements proposés par M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, aux articles 84 et 132 et, d'autre part, il juge recevables tous les autres amendements proposés par M. Bourbeau et Mme Harel.

M. le Président précise ensuite comment il entend organiser la mise aux voix des amendements et du rapport.

Le débat s'ensuit sur les amendements et sur le rapport.

Le débat terminé, les amendements et le rapport sont alors mis aux voix; des votes par appel nominal sont exigés.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, les votes sont reportés à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

---

À 23 h 59, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Levesque, ministre des Finances, transmet le message suivant de l'honorable Lieutenant-gouverneur à M. le Président qui en fait lecture à l'Assemblée:

### CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

L'honorable Lieutenant-gouverneur du Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits supplémentaires # 2 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1989, conformément aux dispositions de l'article 54 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

Québec, le 13 décembre 1988

J. Gilles Lamontagne

M. Levesque, ministre des Finances, dépose les crédits supplémentaires # 2 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1989.

(Document n° 534 de la session)

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, les crédits supplémentaires # 2 pour 1988-1989 sont renvoyés en commission plénière.

## Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

## Votes reportés

M. le Président met aux voix le rapport de la Commission des affaires sociales sur le projet de loi 37, Loi sur la sécurité du revenu, ainsi que les amendements transmis par M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, et par Mme Harel (Maisonneuve).

---

Les amendements de M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, proposant la suppression des articles et intitulés suivants, soit les articles 12, 45, 50, 125, 130 et la section I du chapitre III, sont adoptés, les voix se divisant ainsi:

(Vote n° 40)

### POUR

Audet	Bradet	Dutil	Hovington
Bacon	Brouillette	Farrah	Johnson
Baril	Chagnon	Forget	Joly
Beaudin	Ciaccia	Fortier	Kehoc
Bégin	Côté	French	Khelfa
Bélanger	(Charlesbourg)	Gagnon-Tremblay	Laporte
(Laval-des-Rap.)	Côté	Gardner	Larouche
Béliste	(Riv.-du-Loup)	Gauvin	Lavoie-Roux
Bissonnet	Cusano	Gervais	Leclerc
Blackburn	Dauphin	Gobé	Lefebvre
(Roberval)	Dionne	Gratton	Legault
Bleau	Dougherty	Hains	Lemicux
Bourassa	Doyon	Hétu	Lemire
Bourbeau	Dubois	Houde	Levesque

Lincoln	Paradis	Ryan	Thuringer
MacDonald	(Matapédia)	Saintonge	Tremblay
Maciocia	Pelchat	St-Roch	(Iberville)
Maltais	Philibert	Savoie	Tremblay
Marcil	Picotte	Séguin	(Rimouski)
Marx	Polak	Sirros	Trudel
Messier	Poulin	Théoret	Vaillancourt
Middlemiss	Rémillard	Thérien	Vallières
Pagé	Richard		
Paradis	Rivard		
(Brome-Miss.)	Robic		

CONTRE

Blackburn	Charbonneau	Gendron	Parent
(Chicoutimi)	Chevrette	Harel	(Bertrand)
Blais	Dufour	Jolivet	Perron
Boulerice	Filion	Juneau	Rocheffort
Brassard	Garon	Paré	Vermette

Pour: 86 Contre: 18

---

Les amendements proposés par Mme Harel (Maisonneuve) aux articles 1 et 2 sont rejetés, les voix se divisant ainsi:

(Vote n° 41)

POUR

Blackburn	Charbonneau	Gendron	Parent
(Chicoutimi)	Chevrette	Harel	(Bertrand)
Blais	Dufour	Jolivet	Perron
Boulerice	Filion	Juneau	Rocheffort
Brassard	Garon	Paré	Vermette

## CONTRE

Audet	Dionne	Larouche	Polak
Bacon	Dougherty	Lavoie-Roux	Poulin
Baril	Doyon	Leclerc	Rémillard
Beaudin	Dubois	Lefebvre	Richard
Bégin	Dutil	Legault	Rivard
Bélanger	Farrah	Lemieux	Robic
(Laval-des-Rap.)	Forget	Lemire	Ryan
Bélisle	Fortier	Levesque	Saintonge
Bissonnet	French	Lincoln	St-Roch
Blackburn	Gagnon-Tremblay	MacDonald	Savoie
(Roberval)	Gardner	Maciocia	Séguin
Bleau	Gauvin	Maltais	Sirros
Bourassa	Gervais	Marcil	Théoret
Bourbeau	Gobé	Marx	Thérien
Bradet	Gratton	Messier	Thuringer
Brouillette	Hains	Middlemiss	Tremblay
Chagnon	Héту	Pagé	(Iberville)
Ciaccia	Houde	Paradis	Tremblay
Côté	Hovington	(Brome-Miss.)	(Rimouski)
(Charlesbourg)	Johnson	Paradis	Trudel
Côté	Joly	(Matapédia)	Vaillancourt
(Riv.-du-Loup)	Kehoe	Pelchat	Vallières
Cusano	Khelfa	Philibert	
Dauphin	Laporte	Picotte	

Pour: 18 Contre: 86

Les amendements proposés par M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, aux articles 9, 11, 13, 15, 16, 17, 18, 20, 23, 24, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, l'amendement proposant que la section II du chapitre III devienne la section I, l'amendement à l'article 44, l'amendement proposant que la section III du chapitre III devienne la section II, les amendements aux articles 47, 48, 49, 52, 53, 56, 59, 60, 61, 64, 66, 67, 68, 72, 74, 75, 76, 78, 81, 82, 83, 90, 92, 94, 95, 96, 100, 102, 103, 104, 105, 110, 112, 115, 116, 117, 120, 122, 124, 126, 128, 129, 131, 134, l'amendement proposant de remplacer, partout où elle se trouve dans le texte anglais, l'expression "work income supplement program for parents" par "parental wage assistance program",

l'amendement proposant la renumérotation, les articles ajoutés, soit les articles 18.1, 22.1, 34.1, le nouvel intitulé inséré avant l'article 52, le nouvel intitulé inséré avant l'article 56, les articles 66.1, 106.1, 114.1, 114.2, 114.3, 121.1, 122.1, 123.1, 126.1, 128.1, sont adoptés, les voix se divisant ainsi:

(Vote n° 42)

POUR

Audet	Dionne	Larouche	Polak
Bacon	Dougherty	Lavoie-Roux	Poulin
Baril	Doyon	Leclerc	Rémillard
Beaudin	Dubois	Lefebvre	Richard
Bégin	Dutil	Legault	Rivard
Bélanger	Farrah	Lemieux	Robic
(Laval-des-Rap.)	Forget	Lemire	Ryan
Bélisle	Fortier	Levesque	Saintonge
Bissonnet	French	Lincoln	St-Roch
Blackburn	Gagnon-Tremblay	MacDonald	Savoie
(Roberval)	Gardner	Maciocia	Séguin
Bleau	Gauvin	Maltais	Sirros
Bourassa	Gervais	Marcil	Théoret
Bourbeau	Gobé	Marx	Thérien
Bradet	Gratton	Messier	Thuringer
Brouillette	Hains	Middlemiss	Tremblay
Chagnon	Héту	Pagé	(Iberville)
Ciaccia	Houde	Paradis	Tremblay
Côté	Hovington	(Brome-Miss.)	(Rimouski)
(Charlesbourg)	Johnson	Paradis	Trudel
Côté	Joly	(Matapédia)	Vaillancourt
(Riv.-du-Loup)	Kehoe	Pelchat	Vallières
Cusano	Khelfa	Philibert	
Dauphin	Laporte	Picotte	

CONTRE

Blackburn	Charbonneau	Gendron	Parent
(Chicoutimi)	Chevrette	Harel	(Bertrand)
Blais	Dufour	Jolivet	Perron
Boulerice	Filion	Juneau	Rocheftort
Brassard	Garon	Paré	Vermette

Pour: 86 Contre: 18

Tous les articles du projet de loi 37, Loi sur la sécurité du revenu, qui n'ont pas été adoptés en commission et qui ne sont pas amendés sont adoptés, les voix se divisant ainsi:

(Vote n° 43)

POUR

Audet	Dionne	Larouche	Polak
Bacon	Dougherty	Lavoie-Roux	Poulin
Baril	Doyon	Leclerc	Rémillard
Beaudin	Dubois	Lefebvre	Richard
Bégin	Dutil	Legault	Rivard
Bélanger	Farrah	Lemieux	Robic
(Laval-des-Rap.)	Forget	Lemire	Ryan
Bélisle	Fortier	Levesque	Saintonge
Bissonnet	French	Lincoln	St-Roch
Blackburn	Gagnon-Tremblay	MacDonald	Savoie
(Roberval)	Gardner	Maciocia	Séguin
Bleau	Gauvin	Maltais	Sirros
Bourassa	Gervais	Marcil	Théoret
Bourbeau	Gobé	Marx	Thérien
Bradet	Gratton	Messier	Thuringer
Brouillette	Hains	Middlemiss	Tremblay
Chagnon	Héту	Pagé	(Iberville)
Ciaccia	Houde	Paradis	Tremblay
Côté	Hovington	(Brome-Miss.)	(Rimouski)
(Charlesbourg)	Johnson	Paradis	Trudel
Côté	Joly	(Matapédia)	Vaillancourt
(Riv.-du-Loup)	Kehoe	Pelchat	Vallières
Cusano	Khelfa	Philibert	
Dauphin	Laporte	Picotte	

CONTRE

Blackburn	Charbonneau	Gendron	Parent
(Chicoutimi)	Chevrette	Harel	(Bertrand)
Blais	Dufour	Jolivet	Perron
Boulerice	Fillion	Juneau	Rocheport
Brassard	Garon	Paré	Vermette

Pour: 86 Contre: 18



Tous les articles du projet de loi, de 1 à 134, ainsi que le titre et les sous-titres, tels qu'ils apparaissent au projet de loi et au rapport de la commission et tels qu'ils ont été amendés par les votes précédents, sont adoptés, les voix se divisant ainsi:

(Vote n° 44)

POUR

Audet	Dionne	Larouche	Polak
Bacon	Dougherty	Lavoie-Roux	Poulin
Baril	Doyon	Leclerc	Rémillard
Beaudin	Dubois	Lefebvre	Richard
Bégin	Dutil	Legault	Rivard
Bélanger	Farrah	Lemieux	Robic
(Laval-des-Rap.)	Forget	Lemire	Ryan
Bélisle	Fortier	Levesque	Saintonge
Bissonnet	French	Lincoln	St-Roch
Blackburn	Gagnon-Tremblay	MacDonald	Savoie
(Roberval)	Gardner	Maciocia	Séguin
Bleau	Gauvin	Maltais	Sirros
Bourassa	Gervais	Marcel	Théoret
Bourbeau	Gobé	Marx	Thérien
Bradet	Gratton	Messier	Thuringer
Brouillette	Hains	Middlemiss	Tremblay
Chagnon	Hétu	Pagé	(Iberville)
Ciaccia	Houde	Paradis	Tremblay
Côté	Hovington	(Brome-Miss.)	(Rimouski)
(Charlesbourg)	Johnson	Paradis	Trudel
Côté	Joly	(Matapédia)	Vaillancourt
(Riv.-du-Loup)	Kehoe	Pelchat	Vallières
Cusano	Khelfa	Philibert	
Dauphin	Laporte	Picotte	

CONTRE

Blackburn	Charbonneau	Gendron	Parent
(Chicoutimi)	Chevrette	Harel	(Bertrand)
Blais	Dufour	Jolivet	Perron
Boulerice	Filion	Juneau	Rochefort
Brassard	Garon	Paré	Vermette

Pour: 86 Contre: 18

Le rapport, ainsi amendé, de la Commission des affaires sociales concernant le projet de loi 37, Loi sur la sécurité du revenu, est adopté, les voix se divisant ainsi:

(Vote n° 45)

POUR

Audet	Dionne	Laporte	Picotte
Bacon	Dougherty	Lavoie-Roux	Polak
Baril	Doyon	Leclerc	Poulin
Beaudin	Dubois	Lefebvre	Rémillard
Bégin	Dutil	Legault	Richard
Bélanger	Farrah	Lemieux	Rivard
<i>(Laval-des-Rap.)</i>	Forget	Lemire	Robic
Bélisle	Fortier	Levesque	Ryan
Bissonnet	French	Lincoln	Saintonge
Blackburn	Gagnon-Tremblay	MacDonald	St-Roch
<i>(Roberval)</i>	Gardner	Maciocia	Savoie
Bleau	Gauvin	Maltais	Séguin
Bourassa	Gervais	Marcil	Sirros
Bourbeau	Gobé	Marx	Théoret
Bradet	Gratton	Messier	Thérien
Chagnon	Hains	Middlemiss	Thuringer
Ciaccia	Héту	Pagé	Tremblay
Côté	Houde	Paradis	<i>(Iberville)</i>
<i>(Charlesbourg)</i>	Hovington	<i>(Brome-Miss.)</i>	Tremblay
Côté	Johnson	Paradis	<i>(Rimouski)</i>
<i>(Riv.-du-Loup)</i>	Joly	<i>(Matapédia)</i>	Trudel
Cusano	Kehoe	Pelchat	Vaillancourt
Dauphin	Khelfa	Philibert	Vallières

CONTRE

Blackburn	Charbonneau	Gendron	Parent
<i>(Chicoutimi)</i>	Chevrette	Harel	<i>(Bertrand)</i>
Blais	Dufour	Jolivet	Perron
Boulerice	Filion	Juneau	Rocheftort
Brassard	Garon	Paré	Vermette

Pour: 84 Contre: 18

**Avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires, et le projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 90, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances des municipalités et des organismes intermunicipaux;
- La Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi 86, Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives;
- La Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 79, Loi modifiant la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique, le projet de loi 84, Loi modifiant la Loi sur les forêts, et le projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placement dans l'entreprise québécoise.

---

Mme la Vice-présidente donne l'avis suivant:

- La Commission des institutions se réunira afin de vérifier les engagements financiers relevant de la compétence du Premier ministre (décembre 1985 et février à octobre 1988).

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption*

M. Lincoln, ministre de l'Environnement, propose que le projet de loi 99, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 99 est adopté.

---

M. Gratton, ministre du Tourisme, propose que le projet de loi 89, Loi modifiant la Loi sur l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 89 est adopté.

---

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, propose que le projet de loi 37, Loi sur la sécurité du revenu, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

---

À 13 h 00, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du projet de loi 37, Loi sur la sécurité du revenu.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le débat est ajourné.

#### *Adoption du principe*

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 85, Loi sur certains aspects du statut des juges municipaux, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 85 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 85 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

#### *Adoption*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, proposant que le projet de loi 37, Loi sur la sécurité du revenu, soit adopté.

---

À 17 h 55, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

**Vingt heures**

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du projet de loi 37, Loi sur la sécurité du revenu.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales concernant le projet de loi 34, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives, ainsi que les amendements transmis par M. Dutil, ministre délégué à la Famille, à la Santé et aux Services sociaux.

Avant que le débat ne s'amorce, Mme la Vice-présidente fait état de la réunion des leaders parlementaires qui s'est tenue conformément à l'article 253 du Règlement et déclare que tous les amendements proposés par M. Dutil, ministre délégué à la Famille, à la Santé et aux Services sociaux, sont recevables.

Mme la Vice-présidente précise ensuite comment sera organisée la mise aux voix des amendements et du rapport.

Le débat s'ensuit sur les amendements et sur le rapport.

13 décembre 1988

---

Le mercredi 14 décembre 1988

Le débat terminé, les amendements et le rapport sont alors mis aux voix; des votes par appel nominal sont exigés.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, les votes sont reportés à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

---

À 0 h 03, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à ce matin 10 h 00.

---

#### SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le 13 décembre 1988, à 11 h 45, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Saintonge, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Hétu, le représentant du Premier ministre, de M. Claveau, le représentant du Chef de l'Opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 55 Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Énergie et des Ressources;
- 68 Loi modifiant la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus;
- 75 Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur;
- 81 Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière de sécurité publique;
- 228 Loi modifiant la Loi concernant le sanatorium Ross.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**





---

Dix heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Présentation de projets de loi

M. Chagnon (Saint-Louis), au nom de M. Parent (Sauvé), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 192 Loi concernant le régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

La motion est adoptée.

---

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

- 255 Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal.  
(Document n° 535 de la session)
-

Mme Trépanier (Dorion) présente le projet de loi d'intérêt privé 255, Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 255 soit renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

#### Dépôts de documents

M. Côté, ministre des Transports, dépose:

Le rapport annuel de la Société des traversiers du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 536 de la session)

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, dépose:

Le rapport annuel du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 537 de la session)

M. Levesque, ministre des Finances, dépose:

La réponse à la question écrite de M. Parent (Bertrand) concernant le coût des mesures fiscales à l'égard de la recherche - développement (R & D).  
Question n° 3, *Feuilleton* du 14 décembre 1988.

(Document n° 538 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

M. Parent (Bertrand) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 9 et 12 décembre 1988, a étudié en détail le projet de loi:

76 Loi modifiant la Loi sur les transports - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 539 de la session)

### Dépôts de pétitions

M. Boulerice (Saint-Jacques) dépose:

Un extrait de pétition concernant la fermeture de certains établissements commerciaux le dimanche.

(Document n° 540 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Rémillard, ministre de la Justice, dépose:

Un document en date du 13 décembre 1988 intitulé: *Rapport concernant les honoraires et déboursés des procureurs de La Chaussure Brown's inc.*

(Document n° 541 de la session)

### Votes reportés

M. le Président met aux voix la motion de M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, proposant l'adoption du projet de loi 37, Loi sur la sécurité du revenu.

(Vote n° 46)

POUR

Audet	Côté	Khelfa	Polak
Bacon	( <i>Riv.-du-Loup</i> )	Laporte	Poulin
Baril	Cusano	Larouche	Rémillard
Beaudin	Després	Latulippe	Richard
Bégin	Dougherty	Lavoie-Roux	Rivard
Bélanger	Dubois	Leclerc	Robic
( <i>Laval-des-Rap.</i> )	Dutil	Lefebvre	Ryan
Bélanger	Farrah	Legault	Saintonge
( <i>Még.-Compton</i> )	Forget	Lemieux	St-Roch
Bélisle	Fortier	Lemire	Savoie
Bissonnet	French	Levesque	Séguin
Blackburn	Gagnon-Tremblay	Lincoln	Sirros
( <i>Roberval</i> )	Gardner	MacDonald	Théoret
Bleau	Gauvin	Maciocia	Thérien
Bourassa	Gervais	Maltais	Thuringer
Bourbeau	Gobé	Marcil	Tremblay
Bradet	Gratton	Marx	( <i>Iberville</i> )
Brouillette	Hains	Messier	Tremblay
Camden	Hétu	Middlemiss	( <i>Rimouski</i> )
Cannon	Houde	Pagé	Trépanier
Chagnon	Hovington	Paradis	Trudel
Ciaccia	Johnson	( <i>Brome-Miss.</i> )	Vaillancourt
Côté	Joly	Pelchat	Vallières
( <i>Charlesbourg</i> )	Kehoe	Philibert	

CONTRE

Blackburn	Chevrette	Godin	Parent
( <i>Chicoutimi</i> )	Claveau	Harel	( <i>Bertrand</i> )
Blais	Desbiens	Jolivet	Perron
Boulerice	Dufour	Juneau	Rocheport
Brassard	Filion	Paré	Vermette
Charbonneau	Gendron		

La motion est adoptée, les voix se divisant ainsi:

Pour: 87 Contre: 20

En conséquence, le projet de loi 37 est adopté.

---

M. le Président met ensuite aux voix le rapport de la Commission des affaires sociales sur le projet de loi 34, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives, ainsi que les amendements transmis par M. Dutil, ministre délégué à la Famille, à la Santé et aux Services sociaux.

---

Les amendements de M. Dutil, ministre délégué à la Famille, à la Santé et aux Services sociaux, proposant la suppression des articles 149.16, 149.18, 149.19, 149.20 et 149.29, introduits par l'article 2 du projet de loi, et l'article 20, sont adoptés, les voix se divisant ainsi:

(Vote n° 47)

POUR

Audet	Bradet	Fortier	Larouche
Bacon	Camden	French	Lavoie-Roux
Baril	Cannon	Gagnon-Tremblay	Leclerc
Beaudin	Chagnon	Gardner	Lefebvre
Bégin	Ciaccia	Gauvin	Legault
Bélanger	Côté	Gervais	Lemicux
(Laval-des-Rap.)	(Charlesbourg)	Gobé	Lemire
Bélanger	Côté	Gratton	Levesque
(Még.-Compton)	(Riv.-du-Loup)	Hains	Lincoln
Bélisle	Cusano	Héту	MacDonald
Bissonnet	Després	Houde	Maciocia
Blackburn	Dougherty	Johnson	Maltais
(Roberval)	Dubois	Joly	Marcil
Bleau	Dutil	Kehoe	Marx
Bourassa	Farrah	Khelfa	Middlemiss
Bourbeau	Forget	Laporte	Pagé

Paradis (Brome-Miss.)	Richard	Séguin	Tremblay (Rimouski)
Pelchat	Rivard	Sirros	Trépanier
Philibert	Robic	Théoret	Trudel
Polak	Ryan	Thérien	Vaillancourt
Poulin	Saintonge	Thuringer	Vallières
Rémillard	St-Roch	Tremblay (Iberville)	
	Savoie		

CONTRE

Blackburn (Chicoutimi)	Chevrette	Godin	Parent (Bertrand)
Blais	Claveau	Harel	Perron
Boulerice	Desbiens	Jolivet	Rocheffort
Brassard	Dufour	Juneau	Vermette
Charbonneau	Filion	Paré	
	Gendron		

Pour: 83 Contre: 20

Les amendements proposés par M. Dutil, ministre délégué à la Famille, à la Santé et aux Services sociaux, aux articles 149.6, 149.9, 149.17, 149.27, 149.28, 149.30 et 149.32, introduits par l'article 2 du projet de loi, aux articles 3, 4, 6, 7, 13, 14, 15, 16, 17 et 22 ainsi qu'aux titres respectifs de la section VI.1 et de la sous-section 2 de la section VI.1, introduits par l'article 2 du projet de loi, sont adoptés, les voix se divisant ainsi:

(Vote n° 48)

POUR

Audet	Bélanger	Bourassa	Côté
Bacon	(Még.-Compton)	Bourbeau	(Charlesbourg)
Baril	Bélisle	Bradet	Côté
Beaudin	Bissonnet	Camden	(Riv.-du-Loup)
Bégin	Blackburn	Cannon	Cusano
Bélanger	(Roberval)	Chagnon	Després
(Laval-des-Rap.)	Bleau	Ciaccia	Dougherty

Dubois	Joly	Marcil	St-Roch
Dutil	Kehoe	Marx	Savoie
Farrah	Khelfa	Middlemiss	Séguin
Forget	Laporte	Pagé	Sirros
Fortier	Larouche	Paradis	Théoret
French	Lavoie-Roux	(Brome-Miss.)	Thérien
Gagnon-Tremblay	Leclerc	Pelchat	Thuringer
Gardner	Lefebvre	Philibert	Tremblay
Gauvin	Legault	Polak	(Iberville)
Gervais	Lemieux	Poulin	Tremblay
Gobé	Lemire	Rémillard	(Rimouski)
Gratton	Levesque	Richard	Trépanier
Hains	Lincoln	Rivard	Trudel
Hétu	MacDonald	Robic	Vaillancourt
Houde	Maciocia	Ryan	Vallières
Johnson	Maltais	Saintonge	

CONTRE

Blackburn	Chevrette	Godin	Parent
(Chicoutimi)	Claveau	Harel	(Bertrand)
Blais	Desbiens	Jolivet	Perron
Boulerice	Dufour	Juneau	Rocheffort
Brassard	Filion	Paré	Vermette
Charbonneau	Gendron		

Pour: 83 Contre: 20

---

Les nouveaux articles proposés par M. Dutil, soit les articles 149.26.1, 149.30.1, 149.32.1, 149.32.2, 149.32.3, introduits par l'article 2 du projet de loi, et les articles 6.1, 6.2, 7.1, 12.1, 12.2, 21.1, 21.2, 21.3 sont adoptés, les voix se divisant ainsi:

(Vote n° 49)

POUR

Audet	Côté	Khelfa	Poulin
Bacon	(Riv.-du-Loup)	Laporte	Rémillard
Baril	Cusano	Larouche	Richard
Beaudin	Després	Lavoie-Roux	Rivard
Bégin	Dougherty	Leclerc	Robic
Bélanger	Dubois	Lefebvre	Ryan
(Laval-des-Rap.)	Dutil	Legault	Saintonge
Bélanger	Farrah	Lemieux	St-Roch
(Még.-Compton)	Forget	Lemire	Savoie
Bélisle	Fortier	Levesque	Séguin
Bissonnet	French	Lincoln	Sirros
Blackburn	Gagnon-Tremblay	MacDonald	Théoret
(Roberval)	Gardner	Maciocia	Thérien
Bleau	Gauvin	Maltais	Thuringer
Bourassa	Gervais	Marcil	Tremblay
Bourbeau	Gobé	Marx	(Iberville)
Bradet	Gratton	Middlemiss	Tremblay
Camden	Hains	Pagé	(Rimouski)
Cannon	Hétu	Paradis	Trépanier
Chagnon	Houde	(Brome-Miss.)	Trudel
Ciaccia	Johnson	Pelchat	Vaillancourt
Côté	Joly	Philibert	Vallières
(Charlesbourg)	Kehoe	Polak	

CONTRE

Blackburn	Chevrette	Godin	Parent
(Chicoutimi)	Claveau	Harel	(Bertrand)
Blais	Desbiens	Jolivet	Perron
Boulrice	Dufour	Juneau	Rocheffort
Brassard	Filion	Paré	Vermette
Charbonneau	Gendron		

Pour: 83 Contre: 20



Tous les articles du projet de loi 34 qui n'ont pas été adoptés en commission et qui ne sont pas amendés sont adoptés, les voix se divisant ainsi:

(Vote n° 50)

POUR

Audet	Côté	Khelfa	Poulin
Bacon	( <i>Riv.-du-Loup</i> )	Laporte	Rémillard
Baril	Cusano	Larouche	Richard
Beaudin	Després	Lavoie-Roux	Rivard
Bégin	Dougherty	Leclerc	Robic
Bélanger	Dubois	Lefebvre	Ryan
( <i>Laval-des-Rap.</i> )	Dutil	Legault	Saintonge
Bélanger	Farrah	Lemieux	St-Roch
( <i>Még.-Compton</i> )	Forget	Lemire	Savoie
Bélisle	Fortier	Levesque	Séguin
Bissonnet	French	Lincoln	Sirros
Blackburn	Gagnon-Tremblay	MacDonald	Théoret
( <i>Roberval</i> )	Gardner	Maciocia	Thérien
Bleau	Gauvin	Maltais	Thuringer
Bourassa	Gervais	Marcil	Tremblay
Bourbeau	Gobé	Marx	( <i>Iberville</i> )
Bradet	Gratton	Middlemiss	Tremblay
Camden	Hains	Pagé	( <i>Rimouski</i> )
Cannon	Hétu	Paradis	Trépanier
Chagnon	Houde	( <i>Brome-Miss.</i> )	Trudel
Ciaccia	Johnson	Pelchat	Vaillancourt
Côté	Joly	Philibert	Vallières
( <i>Charlesbourg</i> )	Kehoe	Polak	

CONTRE

Blackburn	Chevrette	Godin	Parent
( <i>Chicoutimi</i> )	Claveau	Harel	( <i>Bertrand</i> )
Blais	Desbiens	Jolivet	Perron
Boulerice	Dufour	Juneau	Rochefort
Brassard	Filion	Paré	Vermette
Charbonneau	Gendron		

Pour: 83 Contre: 20

Tous les articles, tous les intitulés, le titre du projet de loi ainsi que le projet de loi lui-même, tels qu'ils ont été amendés par les votes précédents, sont adoptés, les voix se divisant ainsi:

(Vote n° 51)

POUR

Audet	Côté	Khelfa	Poulin
Bacon	( <i>Riv.-du-Loup</i> )	Laporte	Rémillard
Baril	Cusano	Larouche	Richard
Beaudin	Després	Lavoie-Roux	Rivard
Bégin	Dougherty	Leclerc	Robic
Bélanger	Dubois	Lefebvre	Ryan
( <i>Laval-des-Rap.</i> )	Dutil	Legault	Saintonge
Bélanger	Farrah	Lemieux	St-Roch
( <i>Még.-Compton</i> )	Forget	Lemire	Savoie
Bélisle	Fortier	Levesque	Séguin
Bissonnet	French	Lincoln	Sirros
Blackburn	Gagnon-Tremblay	MacDonald	Théoret
( <i>Roberval</i> )	Gardner	Maciocia	Thérien
Bleau	Gauvin	Maltais	Thuringer
Bourassa	Gervais	Marcil	Tremblay
Bourbeau	Gobé	Marx	( <i>Iberville</i> )
Bradet	Gratton	Middlemiss	Tremblay
Camden	Hains	Pagé	( <i>Rimouski</i> )
Cannon	Héту	Paradis	Trépanier
Chagnon	Houde	( <i>Brome-Miss.</i> )	Trudel
Ciaccia	Johnson	Pelchat	Vaillancourt
Côté	Joly	Philibert	Vallières
( <i>Charlesbourg</i> )	Kehoe	Polak	

CONTRE

Blackburn	Chevrette	Godin	Parent
( <i>Chicoutimi</i> )	Claveau	Harel	( <i>Bertrand</i> )
Blais	Desbiens	Jolivet	Perron
Boulerice	Dufour	Juneau	Rocheftort
Brassard	Filion	Paré	Vermette
Charbonneau	Gendron		

Pour: 83 Contre: 20

Le rapport, ainsi amendé, de la Commission des affaires sociales qui a étudié en détail le projet de loi 34, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives, est adopté, les voix se divisant ainsi:

(Vote n° 52)

POUR

Audet	Côté	Khelfa	Poulin
Bacon	(Riv.-du-Loup)	Laporte	Rémillard
Baril	Cusano	Larouche	Richard
Beaudin	Després	Lavoie-Roux	Rivard
Bégin	Dougherty	Leclerc	Robic
Bélanger	Dubois	Lefebvre	Ryan
(Laval-des-Rap.)	Dutil	Legault	Saintonge
Bélanger	Farrah	Lemieux	St-Roch
(Még.-Compton)	Forget	Lemire	Savoie
Bélisle	Fortier	Levesque	Séguin
Bissonnet	French	Lincoln	Sirros
Blackburn	Gagnon-Tremblay	MacDonald	Théoret
(Roberval)	Gardner	Maciocia	Thérien
Bleau	Gauvin	Maltais	Thuringer
Bourassa	Gervais	Marcil	Tremblay
Bourbeau	Gobé	Marx	(Iberville)
Bradet	Gratton	Middlemiss	Tremblay
Camden	Hains	Pagé	(Rimouski)
Cannon	Héту	Paradis	Trépanier
Chagnon	Houde	(Brome-Miss.)	Trudel
Ciaccia	Johnson	Pelchat	Vaillancourt
Côté	Joly	Philibert	Vallières
(Charlesbourg)	Kehoc	Polak	

CONTRE

Blackburn	Chevrette	Godin	Parent
(Chicoutimi)	Claveau	Harel	(Bertrand)
Blais	Desbiens	Jolivet	Perron
Boulerice	Dufour	Juneau	Rocheftort
Brassard	Filion	Paré	Vermette
Charbonneau	Gendron		

Pour: 83 Contre: 20

**avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission de la culture, afin d'étudier en détail le projet de loi 78, Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs;
- La Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi 85, Loi sur certains aspects du statut des juges municipaux, et le projet de loi 86, Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 90, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances des municipalités et des organismes intermunicipaux;
- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 59, Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crs bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, et le projet de loi 95, Loi modifiant la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes;

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

M. Gratton, ministre délégué à la Réforme électorale, informe l'Assemblée que l'honorable Lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 104, Loi électorale, et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, M. Gratton propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 104 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 104 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

---

À 12 h 48, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

#### *Adoption du principe*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du

Trésor, propose que le principe du projet de loi 103, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et modifiant la Loi sur l'assurance-maladie, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 103 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 103 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

#### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 74, Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et la Loi sur les accidents du travail.

Après débat, le rapport est adopté.

#### *Adoption*

M. Dutil, ministre délégué à la Famille, à la Santé et aux Services sociaux, propose que le projet de loi 34, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Du consentement de l'Assemblée, les travaux de l'Assemblée se poursuivent au-delà de 18 h 00.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

14 décembre 1988

---

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

---

À 18 h 52, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à jeudi 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**





Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

258 Loi modifiant la Charte de la ville de Québec.

(Document n° 542 de la session)

---

M. Leclerc (Taschereau) présente le projet de loi d'intérêt privé 258, Loi modifiant la Charte de la ville de Québec, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 258 soit renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

### Dépôts de documents

M. MacDonald, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, dépose:

Le rapport annuel de la Société du parc industriel du centre du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 543 de la session)

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Vallerand, ministre délégué aux Affaires internationales, dépose:

Le rapport annuel de l'Office franco-québécois pour la jeunesse, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1987.

(Document n° 544 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

M. Gendron, leader de l'Opposition officielle, au nom de M. Charbonneau (Verchères), dépose:

Les rapports de la Commission de l'économie et du travail qui, le 13 décembre 1988, a étudié en détail les projets de loi:

- 79 Loi modifiant la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique - Rapporté avec un amendement.

(Document n° 545 de la session)

- 97 Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 546 de la session)

### Dépôts de pétitions

M. Parent (Bertrand) dépose:

Un extrait de pétition concernant la fermeture de certains établissements commerciaux le dimanche.

(Document n° 547 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, Mme Dougherty (Jacques-Cartier) dépose:

Un extrait de pétition demandant que soit rejeté le projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique.

(Document n° 548 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### Votes reportés

M. le Président met aux voix la motion de M. Dutil, ministre délégué à la Famille, à la Santé et aux Services sociaux, proposant l'adoption du projet de loi 34, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives.

(Vote n° 53)

#### POUR

Audet	Bradet	Dubois	Khelifa
Bacon	Camden	Dutil	Laporte
Baril	Cannon	Fortier	Larouche
Beaudin	Cardinal	French	Lavoie-Roux
Bégin	Chagnon	Gagnon-Tremblay	Leclerc
Bélanger	Ciaccia	Gardner	Lefebvre
(Laval-des-Rap.)	Côté	Gauvin	Legault
Bélanger	(Charlesbourg)	Gratton	Lemieux
(Még.-Compton)	Côté	Hains	Lemire
Bélisle	(Riv.-du-Loup)	Héту	Levesque
Blackburn	Cusano	Houde	Lincoln
(Roberval)	Després	Johnson	MacDonald
Bleau	Dougherty	Joly	Maciocia
Bourbeau	Doyon	Kehoe	Maltais

Marcil	Poulin	Sirros	Trépanier
Marx	Richard	Théoret	Trudel
Middlemiss	Rivard	Thérien	Vaillancourt
Pagé	Robic	Thuringer	Vallières
Pelchat	Ryan	Tremblay	
Philibert	Saintonge	(Iberville)	
Picotte	St-Roch	Tremblay	
Polak	Savoie	(Rimouski)	

#### CONTRE

Blackburn	Chevrette	Harel	Perron
(Chicoutimi)	Claveau	Jolivet	Rochefort
Blais	Dufour	Juneau	Vermette
Boulerice	Garon	Paré	
Brassard	Gendron	Parent	
Charbonneau	Godin	(Bertrand)	

La motion est adoptée, les voix se divisant ainsi:

Pour: 77 Contre: 19

En conséquence, le projet de loi 34 est adopté.

#### Avis touchant les travaux des commissions

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires, et le projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique;
- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 95, Loi modifiant la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes;
- La Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 84, Loi modifiant la Loi sur les forêts.

## **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 21 et 188 du Règlement et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, il est ordonné:

QUE les travaux de l'Assemblée reprennent cet après-midi à 14 h 00 et qu'ils soient ajournés à 18 h 00;

QU'au cours de l'après-midi, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'effectuer, selon l'horaire ci-après déposé, l'étude des crédits supplémentaires # 2 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1989.

M. Gratton, leader du gouvernement, dépose l'horaire prévu pour l'étude des crédits supplémentaires # 2.

(Document n° 549 de la session)

---

## **AFFAIRES DU JOUR**

### **Projets de loi du gouvernement**

#### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de la culture relatif au projet de loi 69, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications.

Après débat, le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 71, Loi modifiant la Loi sur le régime des eaux.

Après débat, le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 93, Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'exploration minière.

Un débat s'ensuit.

À 13 h 00, sur la motion de M. Claveau (Ungava), le débat est ajourné.

---

Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 14 h 00.

---

**Quatorze heures**

### **Crédits budgétaires**

Conformément à l'ordre adopté au cours de la présente séance, l'Assemblée se transforme en commission plénière pour l'étude des crédits supplémentaires # 2 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1989.

La commission plénière procède à l'étude de ces crédits.

À 18 h 00, M. le Président de la commission plénière avise Mme la Vice-présidente de l'Assemblée que la commission n'a pas fini de délibérer.

**15 décembre 1988**

---

Se conformant à l'ordre adopté, Mme la Vice-présidente lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à vendredi 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**





Dix heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Dépôts de rapports de commissions

M. Bélanger (Laval-des-Rapides) dépose:

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, le 14 décembre 1988, a étudié en détail le projet de loi:

- 59 Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois - Rapporté avec des amendements à la version anglaise.

(Document n° 550 de la session)

M. Trudel (Bourget) dépose:

Le rapport de la Commission de la culture qui, le 14 décembre 1988, a étudié en détail le projet de loi:

- 78 Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 551 de la session)

M. Charbonneau (Verchères) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 6, 12, 13 et 15 décembre 1988, a étudié en détail le projet de loi:

- 84 Loi modifiant la Loi sur les forêts - Rapporté avec des amendements, dont un au titre.

(Document n° 552 de la session)

M. Filion (Taillon) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 14 décembre 1988, a étudié en détail le projet de loi:

- 85 Loi sur certains aspects du statut des juges municipaux - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 553 de la session)

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 6, 9, 12, 13 et 14 décembre 1988, a étudié en détail le projet de loi:

- 86 Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 554 de la session)

### Dépôts de pétitions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Tremblay (Iberville) dépose:

Un extrait de pétition concernant le budget de l'hôpital du Haut-Richelieu et du centre Gertrude-Lafrance.

(Document n° 555 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 70, Loi sur les caisses d'épargne et de crédit;
- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 95, Loi modifiant la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes;
- La Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires, et le projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique.

---

#### **AFFAIRES DU JOUR**

#### **Débats d'urgence**

M. le Président communique à l'Assemblée une demande de débat d'urgence que M. Chevrette, chef de l'Opposition officielle, lui a adressée relativement au jugement sur l'application de la Charte de la langue française rendu hier par la Cour suprême du Canada.

Puis, M. le Président rend la décision suivante:

#### **DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE**

M. le Président déclare qu'il a reçu cette demande dans les délais requis et qu'après examen, elle est conforme aux exigences de l'article 88 du Règlement et de la jurisprudence en ce sens que le sujet est précis, d'importance particulière, relève de l'Assemblée et n'aurait pu être discuté autrement étant donné que le jugement n'a été rendu qu'hier. Par ailleurs, aucune occasion prochaine d'en discuter n'est évidente.

En conséquence, cette demande est recevable.

Le débat d'urgence s'ensuit.

À 13 h 00, le débat prend fin.

### **Crédits budgétaires**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 21 et 188 du Règlement et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, il est ordonné:

QUE l'Assemblée poursuive ses travaux jusqu'à 17 h 00, sans interruption, et qu'à ce moment, elle les ajourne à lundi, 10 h 00;

QU'au cours de l'après-midi, la commission plénière poursuive, selon l'horaire ci-après déposé, l'étude des crédits supplémentaires # 2 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1989;

QU'il soit procédé, avant la fin de ladite séance, à l'adoption du projet de loi relatif à ces crédits.

M. Gratton, leader du gouvernement, dépose l'horaire prévu pour l'étude des crédits supplémentaires # 2.

(Document n° 556 de la session)

En conséquence, l'Assemblée se constitue en commission plénière pour l'exécution du mandat qui lui est confié.

Les crédits supplémentaires sont étudiés en commission plénière.

L'étude des crédits supplémentaires étant terminée, Mme la Présidente de la commission plénière fait le rapport suivant:

M. le Vice-président:

J'ai l'honneur de rapporter que la commission plénière a adopté les crédits supplémentaires # 2 et que le gouvernement est autorisé à prendre sur le fonds consolidé du revenu une somme maximum de 221 263 400 \$ pour le paiement des crédits supplémentaires de dépenses du Québec présentés à l'Assemblée nationale

pour l'année financière 1988-1989, auxquelles il n'a pas été autrement pourvu, soit le montant des crédits à voter pour chacun des différents programmes énumérés à l'annexe du projet de loi qui sera présenté.

Le rapport est adopté.

Mme Robic, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, au nom de M. Levesque, ministre des Finances, présente le projet de loi 111, Loi n° 4 sur les crédits, 1988-1989, et propose:

QUE l'Assemblée en soit saisie;  
QUE le principe de ce projet de loi soit adopté;  
QUE le projet de loi soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 111 est adopté.

---

À 16 h 55, conformément à l'ordre adopté, l'Assemblée ajourne ses travaux à lundi, 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Dépôts de documents

M. Séguin, ministre du Travail, dépose:

Le rapport annuel du Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 557 de la session)

Le rapport annuel de la Régie des entreprises en construction du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 558 de la session)

M. Côté, ministre délégué aux Forêts, dépose:

Le rapport annuel de l'Office du crédit agricole du Québec relatif au programme de financement forestier, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 559 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

M. Bélanger (Laval-des-Rapides) dépose:

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 15 et 16 décembre 1988, a étudié en détail le projet de loi:

- 95 Loi modifiant la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes  
- Rapporté avec des amendements.

(Document n° 560 de la session)

M. Parent (Bertrand) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 7, 8, 13 et 14 décembre 1988, a étudié en détail le projet de loi:

- 90 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances des municipalités et des organismes intermunicipaux  
- Rapporté avec des amendements.

(Document n° 561 de la session)

### Dépôts de pétitions

Sont déposés cinq extraits de pétition demandant que l'Assemblée nationale confirme dans leur intégrité les articles de la Charte de la langue française relatifs à l'affichage commercial et aux raisons sociales:

- un par M. Chevrette, chef de l'Opposition officielle;  
(Document n° 562 de la session)
- un par M. Gendron, leader de l'Opposition officielle;  
(Document n° 563 de la session)
- un par Mme Juneau, députée de Johnson;  
(Document n° 564 de la session)
- un par M. Brassard, whip de l'Opposition officielle;  
(Document n° 565 de la session)
- un par M. Jolivet, leader adjoint de l'Opposition officielle.  
(Document n° 566 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Fillion (Taillon) dépose:

Une étude de l'Office de la langue française, en date de février 1986, concernant l'état de la francisation dans les entreprises québécoises.

(Document n° 567 de la session)



**Avis touchant les travaux des commissions**

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 70, Loi sur les caisses d'épargne et de crédit;
- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin d'étudier en détail le projet de loi 100, Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole;
- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 80, Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux.

---

**AFFAIRES DU JOUR**

M. Gratton, leader du gouvernement, fait part de son intention de présenter une motion de suspension des règles de procédure.

M. Gendron, leader de l'Opposition officielle, soulève une question de règlement, alléguant qu'une motion de suspension des règles de procédure ne saurait être présentée à cette étape des travaux.

M. le Président suspend la séance afin de prendre le tout en délibéré.

---

À 13 h 00, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

Après une nouvelle suspension, M. le Président communique à l'Assemblée sa décision relative à la question de règlement soulevée par M. Gendron, leader de l'Opposition officielle.

### DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La motion de suspension des règles de procédure présentée aux affaires du jour par M. Gratton, leader du gouvernement, est recevable pour les motifs suivants:

- à l'instar de plusieurs autres motions sans préavis, la motion de suspension d'une règle dont le motif invoqué est l'urgence ne doit pas nécessairement être présentée au moment prévu aux affaires courantes pour les motions sans préavis;
- de par sa nature même et en raison du motif d'urgence sur lequel elle s'appuie, la motion de suspension d'une règle doit pouvoir être présentée à tout moment que le leader du gouvernement juge opportun au cours d'une séance.

### Projets de loi du gouvernement

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

QUE, en raison de l'urgence de la situation et en vue de permettre l'adoption de projets de loi, dont celle du projet de loi 178, Loi modifiant la Charte de la langue française, et de certaines autres mesures:

Le 2° paragraphe de l'article 19, les articles 20, 21, 22 et 107 soient suspendus jusqu'à ce que l'Assemblée décide d'ajourner ses travaux au 14 mars 1989;

Les mots "ou sur un fait personnel" au 4° paragraphe de l'article 53 et le 7° paragraphe du même article, l'article 54, les articles 71 à 73, les 2° et 3° alinéas de l'article 84, les mots "ou à la demande d'un député" au 1° alinéa de l'article 86 ainsi que le 2° alinéa du même article, les 2°, 3° et 8° paragraphes

de l'article 87, les articles 88 à 93, 194, 205 à 208, 213, 230, 232, à l'article 233: "À l'étape prévue des affaires courantes," les articles 236, 237, 240, 241, le 2° alinéa de l'article 244, à l'article 248, les mots: "et l'adoption du projet de loi est fixée à une séance subséquente", les 2° et 3° alinéas de l'article 256 et les articles 304 à 307 soient suspendus jusqu'à l'adoption du projet de loi 178, Loi modifiant la Charte de la langue française;

Il soit permis, dès l'adoption de la présente motion, de procéder à l'étude dudit projet de loi;

La durée de l'étude détaillée dudit projet de loi en commission plénière soit fixée à un maximum de trois heures après le début de ses travaux et ce, malgré les dispositions de l'article 245;

Le président de la commission plénière, à l'expiration de ce délai, mette aux voix immédiatement, sans débat et sans appel nominal, les articles et les amendements dont la commission n'aurait pas disposé, y compris les amendements que le ministre qui présente le projet de loi n'aurait pas pu proposer en cours d'étude, et fasse rapport à l'Assemblée;

La durée du débat sur l'adoption du projet de loi 178, Loi modifiant la Charte de la langue française, soit fixée à un maximum de deux heures, incluant une réplique de dix minutes au ministre qui présente ledit projet de loi, auquel maximum pourrait s'ajouter, le cas échéant, pour les fins de l'application de l'article 257, une période maximale de soixante minutes au terme de laquelle les amendements seraient mis aux voix immédiatement et sans appel nominal;

L'Assemblée puisse siéger tous les jours, sauf les dimanches, à compter de 10 h 00, jusqu'à ce qu'elle décide d'ajourner ses travaux, avec suspension de 13 h 30 à 15 h 00 et de 18 h 30 à 20 h 00;

Sous réserve de ce qui précède, les dispositions du règlement de l'Assemblée particulières aux mois de juin et décembre soient appliquées; et

Les règles ci-haut mentionnées puissent s'appliquer jusqu'à ce que l'Assemblée décide de s'ajourner au 14 mars 1989.

---

Le projet de loi 178, Loi modifiant la Charte de la langue française, est distribué.

Du consentement de l'Assemblée, les travaux sont suspendus pour trente minutes afin que les députés puissent prendre connaissance de la motion de suspension des règles présentée par M. Gratton, leader du gouvernement.

À la reprise des travaux, M. Gendron, leader de l'Opposition officielle, soulève une question de règlement et, se basant sur les dispositions de l'ancien règlement, dit règlement Geoffrion, conteste la recevabilité de la motion. Il prétend que la motion est irrégulière en ce sens que les motifs invoquant l'urgence ne sont pas indiqués et l'objet trop imprécis; le leader du gouvernement aurait dû non seulement distribuer le projet de loi visé, soit le projet de loi 178, mais aussi préciser les autres projets de loi que l'on entend vouloir faire adopter jusqu'à l'ajournement au 14 mars.

À l'appui de la recevabilité de sa motion, M. Gratton, leader du gouvernement, cite le cas d'une motion semblable présentée le 13 mai 1975 et qui visait plusieurs projets de loi. Quant à l'urgence, elle n'a pas à être plaidée, elle n'a qu'à être invoquée, si l'on s'en tient à l'article 183 du règlement actuel.

Sur la même question, M. Chevrette, chef de l'Opposition officielle, rappelle l'article 223 du règlement Geoffrion et allègue que la motion étant incomplète et non spécifique quant aux projets de loi concernés, elle doit être déclarée irrecevable.

M. Rochefort, député indépendant de Gouin, fait valoir certains arguments allant dans le même sens que ceux défendus par le chef de l'Opposition officielle.

M. le Président déclare ensuite prendre l'affaire en délibéré et suspend la séance à loisir.

---

À 18 h 00, M. le Président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

Vingt heures

Après suspension, M. le Président rend sa décision sur la recevabilité de la motion de suspension des règles de procédure présentée par M. Gratton, leader du gouvernement.

### DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La motion proposée par M. Gratton, leader du gouvernement, est recevable pour les motifs suivants:

- elle rencontre tous les critères de forme énoncés aux articles 182 à 184 du Règlement de l'Assemblée nationale;
- les précédents ont établi que le Président n'a pas à décider de l'urgence lorsqu'elle est invoquée comme motif de suspension des règles;
- la motion de suspension des règles peut viser plusieurs objets, entre autres l'adoption de plus d'un projet de loi dont le contenu doit être connu des membres de l'Assemblée au moment de sa présentation, soit parce qu'ils sont déjà inscrits au *Feuilleton* ou parce qu'ils sont distribués conformément à l'article 184 du Règlement.

---

Avant que ne s'engage le débat restreint sur la motion de suspension des règles présentée par M. Gratton, leader du gouvernement, M. le Président informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole prévu pour la discussion de cette motion. Mise à part une intervention de dix minutes accordée à M. Rochefort, député indépendant de Gouin, les deux groupes parlementaires se partageront également la période totale allouée à ce débat.

Puis, M. Gratton, leader du gouvernement, entame le débat sur la motion présentée conformément aux articles 182 et 183 du Règlement.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 54)

POUR

Audet	Chagnon	Houde	Philibert
Bacon	Côté	Hovington	Polak
Baril	(Charlesbourg)	Joly	Poulin
Beaudin	Côté	Kehoe	Rémillard
Bégin	(Riv.-du-Loup)	Khelfa	Richard
Bélanger	Cusano	Larouche	Rivard
(Laval-des-Rap.)	Dauphin	Latulippe	Robic
Bélanger	Després	Lavoie-Roux	Ryan
(Még.-Compton)	Dionne	Leclerc	St-Roch
Bélisle	Doyon	Lefebvre	Savoie
Bissonnet	Farrah	Legault	Séguin
Blackburn	Forget	Lemire	Théoret
(Roberval)	Fortier	Levesque	Thérien
Bleau	Gagnon-Tremblay	Maciocia	Thuringer
Bourbeau	Gardner	Marcil	Tremblay
Bradet	Gauvin	Messier	(Rimouski)
Brouillette	Gobé	Middlemiss	Trépanier
Camden	Gratton	Paradis	Vallerand
Cannon	Hains	(Matapédia)	Vallières
Cardinal	Hamel	Pelchat	

CONTRE

Blackburn	Chevrette	Gendron	Parent
(Chicoutimi)	Clavau	Harel	(Bertrand)
Blais	Desbiens	Jolivet	Perron
Boulerice	Dufour	Juneau	Rochefort
Brassard	Filion	Paré	Vermette
Charbonneau	Garon		

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 72 Contre: 20

M. Rivard, ministre délégué aux Affaires culturelles, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi 178, Loi modifiant la Charte de la langue française.

Le mardi 20 décembre 1988

Un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 55)

POUR

Audet	Chagnon	Houde	Philibert
Bacon	Côté	Hovington	Polak
Baril	(Charlesbourg)	Joly	Poulin
Beaudin	Côté	Kehoc	Rémillard
Bégin	(Riv.-du-Loup)	Khelfa	Richard
Bélanger	Cusano	Larouche	Rivard
(Laval-des-Rap.)	Dauphin	Latulippe	Robic
Bélanger	Després	Lavoie-Roux	Ryan
(Még.-Compton)	Dionne	Leclerc	St-Roch
Bélisle	Doyon	Lefebvre	Savoie
Bissonnet	Farrah	Legault	Séguin
Blackburn	Forget	Lemire	Théoret
(Roberval)	Fortier	Levesque	Thérien
Bleau	Gagnon-Tremblay	Maciocia	Tremblay
Bourbeau	Gardner	Marcil	(Rimouski)
Bradet	Gauvin	Messier	Trépanier
Brouillette	Gobé	Middlemiss	Vallerand
Camden	Gratton	Paradis	Vallières
Cannon	Hains	(Matapédia)	
Cardinal	Hamel	Pelchat	

CONTRE

Blackburn	Chevrette	Gendron	Parent
(Chicoutimi)	Claveau	Godin	(Bertrand)
Blais	Desbiens	Harel	Perron
Boulerice	Dufour	Jolivet	Rocheffort
Brassard	Filion	Juneau	Vermette
Charbonneau	Garon	Paré	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 71 Contre: 21

M. Rivard, ministre délégué aux Affaires culturelles, propose que le principe du projet de loi 178, Loi modifiant la Charte de la langue française, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement.

---

À 2 h 11, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à ce matin 10 h 00.

---

#### SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le 19 décembre 1988, à 12 h 10, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de Mme Bégin, vice-présidente de l'Assemblée nationale, de M. Blackburn, le représentant du Premier ministre, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 34 Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives;
- 89 Loi modifiant la Loi sur l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec;
- 99 Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives;
- 111 Loi n° 4 sur les crédits, 1988-1989.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Dix heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:

- 207 Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal.

(Document n° 568 de la session)

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 35 des règles de fonctionnement, M. Dauphin (Marquette) présente le projet de loi d'intérêt privé 207, Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 207 soit renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

## Dépôts de documents

M. Levesque, ministre des Finances, dépose:

Le rapport financier publié par le ministère des Finances, pour l'année 1987-1988;

(Document n° 569 de la session)

Les comptes publics du gouvernement du Québec (3 volumes), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 570 de la session)

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, dépose:

Le rapport annuel de la Régie de l'électricité et du gaz, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988;

(Document n° 571 de la session)

Le rapport annuel du ministère de l'Énergie et des Ressources, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 572 de la session)

M. Marx, ministre de la Sécurité publique, dépose:

Le rapport annuel du ministère du Solliciteur général, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988;

(Document n° 573 de la session)

Le rapport annuel du Bureau de la protection civile du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 574 de la session)

M. Gobeil, ministre des Affaires internationales et ministre responsable du Commerce extérieur, dépose:

Le rapport annuel du ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 575 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

M. Bélanger (Laval-des-Rapides) dépose:

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 9 et 19 décembre 1988, a étudié en détail le projet de loi:

80 Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux - Rapporté sans amendement.

(Document n° 576 de la session)

### Dépôts de pétitions

M. Parent (Bertrand) dépose:

Un extrait de pétition concernant la fermeture de certains établissements commerciaux le dimanche.

(Document n° 577 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### Avis touchant les travaux des commissions

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 58, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Éducation, et le projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique;

- La Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 70, Loi sur les caisses d'épargne et de crédit;
- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin d'étudier en détail le projet de loi 100, Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 40 des règles de fonctionnement:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi 207, Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal, le projet de loi 255, Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal, et le projet de loi 258, Loi modifiant la Charte de la ville de Québec.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Rivard, ministre délégué aux Affaires culturelles, proposant que le principe du projet de loi 178, Loi modifiant la Charte de la langue française, soit maintenant adopté.

**20 décembre 1988**

---

À 13 h 30, conformément à l'ordre adopté, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

**Quinze heures**

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 178, Loi modifiant la Charte de la langue française.

---

À 18 h 30, conformément à l'ordre adopté, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

**Vingt heures**

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion d'adoption du principe du projet de loi 178, Loi modifiant la Charte de la langue française.

**Le mercredi 21 décembre 1988**

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

20 décembre 1988

---

À 2 h 15, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à ce matin 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**

---

Dix heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Présentation de projets de loi

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 232 du Règlement, M. Paradis, ministre des Affaires municipales, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

109 Loi sur le régime de retraite des élus municipaux.

La motion est adoptée.

---

M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

113 Loi sur le contrôle de certains intermédiaires du marché des assurances.

La motion est adoptée.

## Dépôts de documents

Les documents suivants sont déposés:

Par Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles:

Le rapport annuel de la Commission des biens culturels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988;

(Document n° 578 de la session)

Le rapport annuel du Musée de la civilisation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 579 de la session)

Par M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Ryan, ministre de l'Éducation et ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science:

Le rapport annuel du Conseil supérieur de l'éducation sur l'état et les besoins de l'éducation intitulé *Le rapport Parent, vingt-cinq ans après*, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 580 de la session)

Par M. Rémillard, ministre de la Justice:

Le rapport annuel de la Société québécoise d'information juridique, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988;

(Document n° 581 de la session)

Le rapport annuel de la Commission des services juridiques, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988;

(Document n° 582 de la session)

Le rapport annuel du Comité de la protection de la jeunesse, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988;

(Document n° 583 de la session)

Le rapport annuel du ministère de la Justice, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988;

(Document n° 584 de la session)



Par M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation:

Le rapport annuel de la Régie des assurances agricoles du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988;

(Document n° 585 de la session)

Le rapport annuel du Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988;

(Document n° 586 de la session)

Le rapport annuel de l'Office du crédit agricole du Québec relatif au programme de financement agricole, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 587 de la session)

Par M. le Président:

Le rapport annuel du Protecteur du citoyen, pour l'exercice financier allant du 1<sup>er</sup> janvier 1987 au 30 mars 1988.

(Document n° 588 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

M. Paré (Shefford) dépose:

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, les 8, 9, 15, 16, 17, 22, 23, 24, 29 novembre et les 1<sup>er</sup>, 2, 5, 6, 7, 9, 12, 13, 15, 16 et 20 décembre 1988, a étudié en détail le projet de loi:

107 Loi sur l'instruction publique - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 589 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

# Votes reportés

M. le Président met aux voix la motion de M. Rivard, ministre délégué aux Affaires culturelles, proposant que le principe du projet de loi 178, Loi modifiant la Charte de la langue française, soit maintenant adopté.

(Vote n° 56)

## POUR

Audet	Côté	Johnson	Pelchat
Bacon	(Riv.-du-Loup)	Joly	Philibert
Baril	Cusano	Kehoe	Picotte
Beaudin	Dauphin	Khelfa	Polak
Bégin	Després	Laporte	Poulin
Bélanger	Dionne	Larouche	Rémillard
(Laval-des-Rap.)	Doyon	Latulippe	Richard
Bélanger	Dubois	Lavoie-Roux	Rivard
(Még.-Compton)	Dutil	Leclerc	Robic
Bélisle	Farrah	Lefebvre	Ryan
Bissonnet	Forget	Legault	Saintonge
Blackburn	Fortier	Lemieux	St-Roch
(Roberval)	Fortin	Lemire	Savoie
Bleau	Gagnon-Tremblay	Levesque	Séguin
Bourassa	Gardner	MacDonald	Sirros
Bourbeau	Gauvin	Maciocia	Théoret
Bradet	Gervais	Maltais	Thérien
Brouillette	Gobé	Marcil	Tremblay
Camden	Gobeil	Messier	(Iberville)
Cannon	Gratton	Middlemiss	Tremblay
Cardinal	Hains	Pagé	(Rimouski)
Chagnon	Hamel	Paradis	Trépanier
Ciaccia	Héту	(Brome-Miss.)	Trudel
Côté	Houde	Paradis	Vallerand
(Charlesbourg)	Hovington	(Matapédia)	Vallières

## CONTRE

Blackburn	Brassard	Desbiens	French
(Chicoutimi)	Charbonneau	Dougherty	Garon
Blais	Chevrette	Dufour	Gendron
Boulerice	Claveau	Filion	Godin

Harel	Lincoln	Parent	Rochefort
Jolivet	Marx	(Bertrand)	Thuringer
Juncau	Paré	Perron	Vermette

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 91 Contre: 26

En conséquence, le principe du projet de loi 178 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 178 est renvoyé en commission plénière.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 58, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Éducation;
- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin d'étudier en détail le projet de loi 100, Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole;
- La Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 70, Loi sur les caisses d'épargne et de crédit, et le projet de loi 103, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et modifiant la Loi sur l'assurance-maladie.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 40 des règles de fonctionnement:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi 256, Loi sur la Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec.

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

Conformément à l'ordre adopté à la séance du 19 décembre 1988, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi 178, Loi modifiant la Charte de la langue française.

Le projet de loi 178 est étudié en commission plénière.

---

À 13 h 30, conformément à l'ordre adopté, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

### Quinze heures

La commission plénière poursuit l'étude du projet de loi 178, Loi modifiant la Charte de la langue française.

M. le Président de la commission plénière rapporte que le projet de loi 178 a été étudié et amendé.

Après une suspension, Mme la Vice-présidente se prononce sur un rappel au règlement de M. Gendron, leader de l'Opposition officielle.

### DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Le rapport de la commission plénière doit être mis aux voix sans débat conformément à l'article 248 du règlement. La mise aux voix n'a pas à être retardée à 22 heures pour permettre le dépôt d'amendements puisque la mention "sans débat" signifie également "sans amendement" en vertu du règlement actuel, comme c'était le cas également selon le règlement en vigueur entre 1972 et 1984

et le règlement Geoffrion. En outre, la suspension de l'application de l'article 230 du règlement a pour effet d'enlever toute discrétion sur le moment de la mise aux voix, celle-ci devant obligatoirement avoir lieu au cours de la présente séance.

Le rapport est ensuite mis aux voix et adopté, les voix se divisant ainsi:

(Vote n° 57)

POUR

Audet	Cusano	Houde	Pelchat
Bélanger	Dauphin	Hovington	Philibert
(Laval-des-Rap.)	Després	Joly	Polak
Bélanger	Dionne	Kehoe	Poulin
(Még.-Compton)	Doyon	Khelfa	Richard
Bélisle	Dubois	Larouche	Rivard
Bissonnet	Farrah	Latulippe	Saintonge
Blackburn	Forget	Leclerc	St-Roch
(Roberval)	Fortin	Lefebvre	Sirros
Bleau	Gardner	Legault	Thérien
Bourbeau	Gauvin	Lemire	Tremblay
Camden	Gervais	Levesque	(Rimouski)
Cannon	Gobé	Maciocia	Trépanier
Cardinal	Gobeil	Maltais	Trudel
Chagnon	Gratton	Marcil	Vallerand
Côté	Hamel	Paradis	Vallières
(Charlesbourg)	Hétu	(Matapédia)	

CONTRE

Blackburn	Desbiens	Harel	Perron
(Chicoutimi)	Dufour	Jolivet	Rocheffort
Blais	Filion	Juneau	Vermette
Boulerice	Garon	Paré	
Brassard	Gendron	Parent	
Chevrette	Godin	(Bertrand)	

Pour: 61 Contre: 19

*Adoption*

Conformément à l'ordre adopté, M. Rivard, ministre délégué aux Affaires culturelles, propose l'adoption du projet de loi 178, Loi modifiant la Charte de la langue française.

---

À 18 h 30, conformément à l'ordre adopté, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

**Vingt heures**

M. le Vice-président informe l'Assemblée qu'après une rencontre avec les leaders parlementaires et le député indépendant de Gouin, le temps de parole de deux heures prévu pour le débat portant sur l'adoption du projet de loi 178, Loi modifiant la Charte de la langue française, sera réparti comme suit: l'auteur du projet de loi ainsi que le député indépendant de Gouin auront droit chacun à une intervention de dix minutes et les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période allouée à ce débat.

Le débat s'ensuit.

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 58)

POUR

Audet	Bélanger	Bissonnet	Bourbeau
Bacon	(Laval-des-Rap.)	Blackburn	Brouillette
Baril	Bélanger	(Roberval)	Camden
Beaudin	(Még.-Compton)	Bleau	Cannon
Bégin	Bélisle	Bourassa	Cardinal

Chagnon	Gervais	Levesque	Rémillard
Ciaccia	Gobé	MacDonald	Richard
Côté	Gobeil	Maciocia	Rivard
(Charlesbourg)	Gratton	Maltais	St-Roch
Côté	Hamel	Marcil	Savoie
(Riv.-du-Loup)	Hétu	Messier	Séguin
Cusano	Houde	Middlemiss	Sirros
Dauphin	Hovington	Pagé	Théoret
Després	Johnson	Paradis	Thérien
Dionne	Joly	(Brome-Miss.)	Tremblay
Doyon	Kehoe	Paradis	(Iberville)
Dubois	Khelfa	(Matapédia)	Tremblay
Farrah	Laporte	Parent	(Rimouski)
Forget	Larouche	(Sauvé)	Trépanier
Fortier	Latulippe	Pelchat	Trudel
Fortin	Lavoie-Roux	Philibert	Vallerand
Gagnon-Tremblay	Leclerc	Picotte	Vallières
Gardner	Lefebvre	Polak	
Gauvin	Legault	Poulin	

CONTRE

Blackburn	Chevrette	Gendron	Parent
(Chicoutimi)	Claveau	Harel	(Bertrand)
Blais	Desbiens	Jolivet	Perron
Boulerice	Dufour	Juneau	Rocheffort
Brassard	Filion	Paré	Vermette
Charbonneau	Garon		

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 84 Contre: 20

En conséquence, le projet de loi 178, Loi modifiant la Charte de la langue française, est adopté.

*Adoption du principe*

M. Parent (Sauvé) propose que le principe du projet de loi 192, Loi concernant le régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 192 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 192 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 14, Loi sur la réorganisation municipale du territoire de la municipalité de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent.

Le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 53, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec concernant la paroisse de Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport.

Le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 83, Loi constituant la municipalité de Cantley.

Le rapport est adopté.

---



L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 90, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances des municipalités et des organismes intermunicipaux, ainsi que les amendements proposés par M. Paradis, ministre des Affaires municipales.

Après débat, les amendements sont adoptés.

Le rapport amendé est adopté.

---

### *Adoption*

M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que le projet de loi 71, Loi modifiant la Loi sur le régime des eaux, soit adopté.

Le jeudi 22 décembre 1988

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 71 est adopté.

### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée reprend le débat sur la prise en considération du rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 93, Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'exploration minière.

Le débat terminé, le rapport est adopté à la majorité des voix.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 79, Loi modifiant la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique.

Le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise, ainsi que les amendements proposés par M. MacDonald, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie.

Les amendements sont adoptés.

Le rapport amendé est adopté.

---

#### *Adoption*

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. MacDonald, ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Industrie, propose que le projet de loi 66, Loi abrogeant la Loi sur la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 66 est adopté.

#### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 59, Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crïs bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois.

Le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 95, Loi modifiant la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 84, Loi modifiant la Loi sur les forêts, ainsi que les amendements proposés par M. Côté, ministre délégué aux Forêts.

Après débat, les amendements sont adoptés.

Le rapport amendé est adopté à la majorité des voix.

---

À 1 h 28, sur la motion de M. Côté, ministre délégué aux Forêts, l'Assemblée ajourne ses travaux à ce matin 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Déclarations ministérielles

M. Levesque, ministre des Finances, annonce la décision du gouvernement d'introduire, pour l'année d'imposition 1989, une déduction supplémentaire de 33 1/3% à l'égard des frais d'exploration minière de surface engagés au Québec ainsi que d'autres mesures fiscales.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Levesque dépose:

Une annexe précisant l'harmonisation des mesures fiscales québécoises et fédérales.

(Document n° 590 de la session)

M. Parent (Bertrand) fait quelques commentaires au nom de l'Opposition officielle et le ministre termine par une courte réplique.

### Présentation de projets de loi

Mme Bacon, ministre de l'Environnement, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 108 Loi sur les espèces menacées ou vulnérables et modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune.

La motion est adoptée.

---

M. Côté, ministre des Transports, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

112 Loi sur la voirie et modifiant diverses dispositions législatives.

La motion est adoptée.

### Dépôts de documents

Les documents suivants sont déposés:

Par Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles:

Le rapport annuel du Musée du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 591 de la session)

Par M. Ryan, ministre de l'Éducation et ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science:

Le rapport annuel du Conseil supérieur de l'éducation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 592 de la session)

Par M. Côté, ministre des Transports:

Le rapport annuel du ministère des Transports, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 593 de la session)

Par Mme Robic, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration:

Le rapport annuel du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 594 de la session)

Par M. Gratton, leader du gouvernement:

La liste des organismes invités à être entendus lors des consultations particulières de la Commission de l'aménagement et des équipements portant sur certains volets du plan d'action 1988-1998 intitulé: *Le transport dans la région de Montréal* ainsi qu'un avis précisant que les mémoires devront être reçus au plus tard le 16 janvier 1989 au Secrétariat des commissions.

(Document n° 595 de la session)

#### Dépôts de rapports de commissions

M. Parent (Sauvé) dépose:

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, le 21 décembre 1988, a étudié en détail le projet de loi:

58 Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Éducation - Rapporté sans amendement.

(Document n° 596 de la session)

#### Dépôts de pétitions

M. Dufour (Jonquière) dépose:

Un extrait de pétition demandant à l'Assemblée nationale de confirmer dans leur intégrité les articles de la Charte de la langue française relatifs à l'affichage commercial et aux raisons sociales.

(Document n° 597 de la session)

Du consentement de l'Assemblée, M. Parent (Bertrand) dépose:

Un extrait de pétition concernant le jugement de la Cour suprême et la langue d'affichage au Québec.

(Document n° 598 de la session)

Sont déposés, du consentement de l'Assemblée, deux extraits de pétition concernant la Charte de la langue française et les mesures de francisation applicables dans les entreprises québécoises:

- l'un par Mme Harel (Maisonneuve);

(Document n° 599 de la session)

- l'autre par M. Godin (Mercier).

(Document n° 600 de la session)

### **Questions et réponses orales**

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### **Motions sans préavis**

M. Dutil, ministre des Communications, propose:

QUE l'Assemblée nationale offre ses condoléances à la famille de monsieur Alphonse Ouimet, décrit comme le père de la télévision canadienne, décédé subitement mardi soir dernier à l'âge de 80 ans.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.



Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 84 du Règlement, M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

QUE le nom de monsieur Robert Dutil soit substitué à celui de monsieur Richard French comme parrain du projet de loi 69, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications;

QUE le nom de monsieur André Vallerand soit substitué à celui de monsieur Richard French comme parrain du projet de loi 105, Loi modifiant la Loi sur la Régie des installations olympiques; et

QUE le nom de monsieur Gil Rémillard soit substitué à celui de monsieur Herbert Marx comme parrain du projet de loi 86, Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives.

La motion est adoptée.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 84 du Règlement, M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

QUE soit instituée une Sous-commission de l'aménagement et des équipements qui aura pour mandat de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 77, Loi modifiant le Code de la sécurité routière.

La motion est adoptée.

---

M. le Président dépose:

Copie d'une décision rendue en privé (Private ruling) le 19 décembre 1988 concernant l'inscription d'un avis au *Feuilleton*.

(Document n° 601 de la session)

## **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi 255, Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal, et le projet de loi 207, Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal;
- La Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 70, Loi sur les caisses d'épargne et de crédit, le projet de loi 103, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et modifiant la Loi sur l'assurance-maladie, et le projet de loi 192, Loi concernant le régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal;
- La Sous-commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 77, Loi modifiant le Code de la sécurité routière.

---

## **AFFAIRES DU JOUR**

### **Affaires prioritaires**

M. Chevette, chef de l'Opposition officielle, propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement libéral pour la solution dangereuse qu'il a adoptée en matière d'affichage commercial suite au jugement rendu par la Cour Suprême du Canada.

Un débat s'ensuit.

Mme la Vice-présidente interrompt le débat et informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole prévu pour l'ensemble du débat. Mis à part un droit de réplique de quinze minutes accordé à l'auteur de la motion, les deux groupes parlementaires se partageront également la période totale allouée à la discussion de cette motion de censure. Dans ce cadre, la durée de chacune des interventions ne sera soumise à aucune autre limite.

Le débat se poursuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 59)

POUR

Blackburn	Chevrette	Gendron	Parent
(Chicoutimi)	Claveau	Godin	(Bertrand)
Blais	Desbiens	Harel	Perron
Boulerice	Dufour	Jolivet	Rocheport
Brassard	Filion	Juneau	Vermette
Charbonneau	Garon	Paré	

CONTRE

Audet	Chagnon	Gobé	MacDonald
Bacon	Côté	Gratton	Maciocia
Beaudin	(Charlesbourg)	Hains	Maltais
Bélanger	Côté	Hamel	Marcil
(Laval-des-Rap.)	(Riv.-du-Loup)	Hétu	Middlemiss
Bélanger	Cusano	Houde	Pagé
(Még.-Compton)	Dauphin	Hovington	Paradis
Bélisle	Després	Joly	(Brome-Miss.)
Bissonnet	Dionne	Kehoe	Paradis
Blackburn	Doyon	Khelfa	(Matapédia)
(Roberval)	Dubois	Laporte	Parent
Bleau	Farrah	Larouche	(Sauvé)
Bourbeau	Forget	Latulippe	Pelchat
Bradet	Fortier	Leclerc	Philibert
Brouillette	Gagnon-Tremblay	Lefebvre	Picotte
Camden	Gardner	Lemieux	Polak
Cannon	Gauvin	Lemire	Richard
Cardinal	Gervais	Levesque	Rivard

Robic  
Ryan  
Saintonge  
St-Roch

Théoret  
Thérien  
Tremblay  
(Iberville)

Tremblay  
(Rimouski)  
Trépanier  
Trudel

Vallerand  
Vallières

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 21 Contre: 76

---

À 13 h 30, conformément à l'ordre adopté, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

### Projets de loi du gouvernement

#### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de la culture relatif au projet de loi 78, Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs.

Après débat, le rapport est adopté.

*Adoption*

M. Côté, ministre délégué aux Forêts, propose que le projet de loi 84, Loi modifiant la Loi sur les forêts et d'autres dispositions législatives (*titre amendé*), soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 84 est adopté.

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 85, Loi sur certains aspects du statut des juges municipaux.

Après débat, le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 33, Loi modifiant le Code de procédure civile concernant le recouvrement de pensions alimentaires.

Après débat, le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 72, Loi modifiant la Loi sur les jurés.

Après débat, le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation relatif au projet de loi 98, Loi modifiant la Loi sur les courses de chevaux.

Le rapport est adopté.

#### *Adoption*

M. Rémillard, ministre de la Justice, au nom de M. Savoie, ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones, propose que le projet de loi 93, Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'exploration minière, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 93 est adopté.

---

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, propose que le projet de loi 95, Loi modifiant la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours du débat, M. Bourbeau propose, conformément à l'article 257 du Règlement, que le projet de loi soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude de deux amendements qu'il indique.

Un débat s'élève sur cette motion après quoi elle est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 95 est renvoyé en commission plénière.

Les amendements sont adoptés en commission plénière et le projet de loi 95, ainsi amendé, est rapporté; le rapport est adopté.

Le débat reprend sur la motion portant adoption du projet de loi 95.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 95 est adopté.

---

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu, propose que le projet de loi 59, Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crûs bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 59 est adopté.

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 86, Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives.

Après débat, le rapport est adopté.

*Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Rémillard, ministre de la Sécurité publique, propose que le projet de loi 86, Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 86 est adopté.

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 67, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours du débat, M. Rémillard propose, conformément à l'article 257 du Règlement, que le projet de loi soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude d'un amendement qu'il indique.

Un débat s'élève sur cette motion après quoi elle est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 67 est renvoyé en commission plénière.

L'amendement est adopté en commission plénière et le projet de loi 67, ainsi amendé, est rapporté; le rapport est adopté.

Le débat reprend sur la motion portant adoption du projet de loi 67.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 67 est adopté.

---

M. Dutil, ministre des Communications, propose que le projet de loi 69, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours du débat, M. Dutil propose, conformément à l'article 257 du Règlement, que le projet de loi soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude de deux amendements qu'il indique.

Un débat s'élève sur cette motion après quoi elle est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 69 est renvoyé en commission plénière.

Les amendements sont adoptés en commission plénière et le projet de loi 69, ainsi amendé, est rapporté; le rapport est adopté.

Le débat reprend sur la motion portant adoption du projet de loi 69.



Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 69 est adopté.

---

M. Rémillard, ministre de la Justice, au nom de M. MacDonald, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, propose que le projet de loi 79, Loi modifiant la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 79 est adopté.

---

M. Rémillard, ministre de la Justice, au nom de M. MacDonald, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, propose que le projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 97 est adopté.

---

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 65, Loi modifiant la Loi sur la santé et la sécurité du travail.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'ordre de la Chambre, à 18 h 00, M. le Vice-Président suspend la séance jusqu'à 19 h 30.

---

Dix-neuf heures trente

*Adoption du principe*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, M. Paradis, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 109, Loi sur le régime de retraite des élus municipaux, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 109 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 109 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 85 du Règlement, M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 109, Loi sur le régime de retraite des élus municipaux.
-

*Adoption*

M. Paradis, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 14, Loi sur la réorganisation municipale du territoire de la municipalité de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 14 est adopté.

---

M. Paradis, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 53, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec concernant la paroisse de Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 53 est adopté.

---

M. Paradis, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 83, Loi constituant la municipalité de Cantley, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 83 est adopté.

---

M. Paradis, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 90, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances des municipalités et des organismes intermunicipaux, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 90 est adopté.

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'éducation relatif au projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique.

Après débat, le rapport est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'éducation relatif au projet de loi 58, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Éducation.

Le rapport est adopté.

*Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Ryan, ministre de l'Éducation, propose que le projet de loi 58, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Éducation, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 58 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose que le projet de loi 78, Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 78 est adopté.

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée reprend le débat sur la prise en considération du rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 65, Loi modifiant la Loi sur la santé et la sécurité du travail.

Le débat terminé, le rapport est adopté.

*Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Ryan, ministre de l'Éducation, au nom de M. Séguin, ministre du Travail, propose que le projet de loi 65, Loi modifiant la Loi sur la santé et la sécurité du travail, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 65 est adopté.

---

M. Ryan, ministre de l'Éducation, au nom de M. Séguin, ministre du Travail, propose que le projet de loi 74, Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et la Loi sur les accidents du travail, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 74 est adopté.

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 40, Loi sur la sécurité du transport terrestre guidé.

Le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 76, Loi modifiant la Loi sur les transports.

Le rapport est adopté.

*Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Ryan, ministre de l'Éducation, au nom de M. Côté, ministre des Transports, propose que le projet de loi 40, Loi sur la sécurité du transport terrestre guidé, soit adopté.

Au cours du débat, M. Ryan propose, conformément à l'article 257 du Règlement, que le projet de loi soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude de deux amendements qu'il indique.

Un débat s'élève sur cette motion après quoi elle est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 40 est renvoyé en commission plénière.

Les amendements sont adoptés en commission plénière et le projet de loi 40, ainsi amendé, est rapporté; le rapport est adopté.

Le débat reprend sur la motion portant adoption du projet de loi 40.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 40 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. MacDonald, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, au nom de M. Côté, ministre des Transports, propose que le projet de loi 76, Loi modifiant la Loi sur les transports, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 76 est adopté.

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 91, Loi sur l'acquisition de voitures pour la ligne de trains entre les villes de Montréal et de Rigaud.

Le rapport est adopté.

*Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Côté, ministre des Transports, propose que le projet de loi 91, Loi sur l'acquisition de voitures pour la ligne de trains entre les villes de Montréal et de Rigaud, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 91 est adopté.

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 80, Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux.

Le rapport est adopté.

*Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 33, Loi modifiant le Code de procédure civile concernant le recouvrement de pensions alimentaires, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 33 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 72, Loi modifiant la Loi sur les jurés, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 72 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le projet de loi 80, Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux, soit adopté.



Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 80 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 85, Loi sur certains aspects du statut des juges municipaux, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 85 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le projet de loi 98, Loi modifiant la Loi sur les courses de chevaux, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 98 est adopté.

---

À 21 h 51, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à vendredi 10 h 00.

---

## SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le 22 décembre 1988, à 12 h 00, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Saintonge, vice-président de l'Assemblée nationale, de Mme Hovington, la représentante du Premier ministre, et de M. Duchesne, Secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 37 Loi sur la sécurité du revenu;
- 66 Loi abrogeant la Loi sur la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel;
- 71 Loi modifiant la Loi sur le régime des eaux;
- 178 Loi modifiant la Charte de la langue française.

---

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**

---

Dix heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Dépôts de documents

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, dépose:

Le rapport annuel de l'Institut québécois de recherche sur la culture, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 602 de la session)

M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, dépose:

Le rapport annuel du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988;

(Document n° 603 de la session)

Le rapport annuel de la Société des établissements de plein air du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1988.

(Document n° 604 de la session)

M. Paradis, ministre des Affaires municipales, dépose:

Le rapport annuel du ministère des Affaires municipales, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988;

(Document n° 605 de la session)

Le rapport annuel de la Société d'aménagement de l'Outaouais, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988;

(Document n° 606 de la session)

Le rapport annuel de la Société de développement de la Baie James, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1987.

(Document n° 607 de la session)

---

M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, dépose:

Un avant-projet de loi intitulé: Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières.

(Document n° 608 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 188 du Règlement, M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission du budget et de l'administration procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques, à compter du 7 mars 1989, afin d'étudier l'opportunité de maintenir en vigueur et, le cas échéant, de modifier la *Loi sur les valeurs mobilières*, conformément à l'article 352 de ladite loi et concurremment d'examiner l'avant-projet de loi sur les valeurs mobilières;

QUE les mémoires soient reçus au Secrétariat des commissions au plus tard le 10 février 1989; et

QUE le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

---

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

La réponse à la question écrite de Mme Juneau (Johnson) concernant les centres d'accueil et foyers privés pour personnes âgées. Question n° 3, *Feuilleton* du 21 décembre 1988.

(Document n° 609 de la session)

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Ryan, ministre de l'Éducation, dépose:

La réponse à la question écrite de M. Gendron (Abitibi-Ouest) concernant les dérogations à l'âge d'admission accordées par le ministre de l'Éducation. Question n° 4, *Feuilleton* du 21 décembre 1988.

(Document n° 610 de la session)

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, dépose:

La réponse à la question écrite de Mme Harel (Maisonneuve) concernant le programme APPORT. Question n° 5, *Feuilleton* du 21 décembre 1988.

(Document n° 611 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 23, 24 et 30 novembre ainsi que les 2, 5, 6, 7, 16, 19, 20, 21 et 22 décembre 1988, a étudié en détail le projet de loi:

- 70 Loi sur les caisses d'épargne et de crédit - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 612 de la session)

Les rapports de la Commission du budget et de l'administration qui, le 22 décembre 1988, a étudié en détail les projets de loi:

- 103 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et modifiant la Loi sur l'assurance-maladie - Rapporté avec des amendements;

(Document n° 613 de la session)

- 192 Loi concernant le régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal - Rapporté avec un amendement.

(Document n° 614 de la session)

M. Parent (Bertrand) dépose:

Les rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 22 décembre 1988, a étudié en détail les projets de loi:

- 77 Loi modifiant le Code de la sécurité routière - Rapporté avec des amendements;

(Document n° 615 de la session)

- 109 Loi sur le régime de retraite des élus municipaux - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 616 de la session)

Les rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 22 décembre 1988, a entendu les intéressés et étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 207 Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal - Rapporté avec des amendements;

(Document n° 617 de la session)

- 223 Loi concernant la ville de Saint-Basile-le-Grand - Rapporté avec des amendements;

(Document n° 618 de la session)

- 255 Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 619 de la session)

Sur la motion de M. Parent (Bertrand), les rapports relatifs aux projets de loi d'intérêt privé 207, 223 et 255 sont adoptés.

### Dépôts de pétitions

M. Vallières (Richmond) dépose:

Un extrait de pétition concernant le monopole de la Loi médicale et la légalité des autres formes de thérapie.

(Document n° 620 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### Avis touchant les travaux des commissions

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 258, Loi modifiant la Charte de la ville de Québec.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption*

M. Ryan, ministre de l'Éducation, propose que le projet de loi 107, Loi sur l'instruction publique, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 60)

POUR

Audet	Côté	Houde	Polak
Bacon	(Charlesbourg)	Hovington	Poulin
Bélanger	Côté	Kehoe	Rémillard
(Laval-des-Rap.)	(Riv.-du-Loup)	Larouche	Richard
Bissonnet	Cusano	Leclerc	Rivard
Blackburn	Dauphin	Legault	Ryan
(Roberval)	Després	Lemieux	Saintonge
Bleau	Dionne	MacDonald	Séguin
Bourbeau	Farrah	Maciocia	Sirros
Bradet	Forget	Maltais	Théoret
Brouillette	Fortier	Messier	Thuringer
Camden	Gagnon-Tremblay	Middlemiss	Tremblay
Cannon	Gardner	Paradis	(Rimouski)
Cardinal	Gauvin	(Brome-Miss.)	Trépanier
Chagnon	Gratton	Pelchat	Trudel
Ciaccia	Héту	Philibert	Vallières

CONTRE

Blais	Claveau	Gendron	Parent
Boulerice	Desbiens	Harel	(Bertrand)
Brassard	Dufour	Jolivet	Vermette
Chevrette	Garon	Paré	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 58 Contre: 14

En conséquence, le projet de loi 107 est adopté.



*Prise en considération de rapports de commissions*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 103, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et modifiant la Loi sur l'assurance-maladie.

Le rapport est adopté.

*Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 230 du Règlement, M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du Trésor, propose que le projet de loi 103, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et modifiant la Loi sur l'assurance-maladie, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 103 est adopté.

*Prise en considération de rapports de commissions*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 192, Loi concernant le régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Le rapport est adopté.

*Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 230 du Règlement, M. Vallières (Richmond), au nom de M. Parent (Sauvé), propose que le projet de loi 192, Loi concernant le régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 192 est adopté.

*Prise en considération de rapports de commissions*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 77, Loi modifiant le Code de la sécurité routière.

Le rapport est adopté.

*Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Côté, ministre des Transports, propose que le projet de loi 77, Loi modifiant le Code de la sécurité routière, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 77 est adopté.

## Projets de loi d'intérêt privé

### *Adoption du principe et adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22, 230, 237 et 268 du Règlement et à l'article 35 des Règles de fonctionnement, M. Vallières (Richmond), au nom de M. Dauphin (Marquette), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 207, Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 207 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 230 et 268 du Règlement, M. Vallières (Richmond), au nom de M. Latulippe (Chambly), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 223, Loi concernant la ville de Saint-Basile-le-Grand.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 223 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22, 230 et 268 du Règlement, M. Vallières (Richmond), au nom de Mme Trépanier (Dorion) propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 255, Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 255 est adopté.

## Projets de loi du gouvernement

### *Prise en considération de rapports de commissions*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 70, Loi sur les caisses d'épargne et de crédit.

Le rapport est adopté.

### *Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, propose que le projet de loi 70, Loi sur les caisses d'épargne et de crédit, soit adopté.

Au cours du débat, M. Fortier propose, conformément à l'article 257 du Règlement, que le projet de loi soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude d'amendements à la version anglaise.

Un débat s'élève sur cette motion après quoi elle est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 70 est renvoyé en commission plénière.

Les amendements sont adoptés en commission plénière et le projet de loi 70, ainsi amendé, est rapporté; le rapport est adopté.

La motion portant adoption du projet de loi 70 est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 70 est adopté.

Mme la Vice-présidente suspend la séance à loisir.

---

À 16 h 30, l'Assemblée poursuit ses travaux.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 61 du Règlement, M. Richard (Nicolet) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 23 décembre 1988, a étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:

258 Loi modifiant la Charte de la ville de Québec - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 621 de la session)

Sur la motion de M. Richard (Nicolet), le rapport relatif au projet de loi d'intérêt privé 258 est adopté.

*Prise en considération de rapports de commissions*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 109, Loi sur le régime de retraite des élus municipaux, ainsi que les amendements proposés par M. Paradis, ministre des Affaires municipales.

Les amendements sont adoptés.

Le rapport amendé est adopté.

*Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 230 du Règlement, M. Paradis, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 109, Loi sur le régime de retraite des élus municipaux, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 109 est adopté.

### **Projets de loi d'intérêt privé**

#### *Adoption du principe et adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22, 230, 237 et 268 du Règlement, M. Leclerc (Taschereau) propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 258, Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 258 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques dans le cadre de l'étude détaillée du projet de loi 100, Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole, et ce, à la date et aux heures ci-après indiquées:

Le lundi 9 janvier 1989:

de 15 h 00 à 16 h 30, l'Union des producteurs agricoles;

de 16 h 30 à 18 h 00, l'Union des municipalités du Québec;

de 20 h 00 à 21 h 30, l'Union des municipalités régionales des comtés; et

Le mardi 10 janvier 1989, la commission poursuivra l'étude détaillée dudit projet de loi.

La motion est adoptée.

---

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux au mardi 14 mars 1989, 14 h 00.

À 16 h 43, M. le Président lève la séance.

---

#### SANCTIONS DE PROJETS DE LOI

Le vendredi 23 décembre 1988, à 15 h 15, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de Mme Bégin, vice-présidente de l'Assemblée nationale, de Mme Bleau, représentante du Premier ministre, de M. Garon, le représentant du Chef de l'Opposition officielle, et du Secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 14 Loi sur la réorganisation municipale du territoire de la municipalité de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent;
- 33 Loi modifiant le Code de procédure civile concernant le recouvrement de pensions alimentaires;
- 40 Loi sur la sécurité du transport terrestre guidé;
- 53 Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec concernant la paroisse de Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport;
- 58 Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Éducation;
- 59 Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crs bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois;

- 65 Loi modifiant la Loi sur la santé et la sécurité du travail;
- 67 Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires;
- 69 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications;
- 70 Loi sur les caisses d'épargne et de crédit;
- 72 Loi modifiant la Loi sur les jurés;
- 74 Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et la Loi sur les accidents du travail;
- 76 Loi modifiant la Loi sur les transports;
- 77 Loi modifiant le Code de la sécurité routière;
- 78 Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs;
- 79 Loi modifiant la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique;
- 80 Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux;
- 83 Loi constituant la municipalité de Cantley;
- 84 Loi modifiant la Loi sur les forêts et d'autres dispositions législatives (*titre amendé*);
- 85 Loi sur certains aspects du statut des juges municipaux;
- 86 Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives;
- 90 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances des municipalités et des organismes intermunicipaux;
- 91 Loi sur l'acquisition de voitures pour la ligne de trains entre les villes de Montréal et de Rigaud;



- 93 Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'exploration minière;
- 95 Loi modifiant la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes;
- 97 Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise;
- 98 Loi modifiant la Loi sur les courses de chevaux;
- 103 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et modifiant la Loi sur l'assurance-maladie;
- 192 Loi concernant le régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal;
- 207 Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal;
- 223 Loi concernant la ville de Saint-Basile-le-Grand;
- 255 Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal.

---

Et, à 17 h 15, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Després, le représentant du Premier ministre, de M. Dufour, le représentant du Chef de l'Opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 107 Loi sur l'instruction publique;
- 109 Loi sur le régime de retraite des élus municipaux;
- 258 Loi modifiant la Charte de la ville de Québec.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Dépôts de documents

M. Levesque, ministre des Finances, transmet le message suivant de l'honorable Lieutenant-gouverneur à M. le Président qui en fait lecture à l'Assemblée:

### CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

L'honorable Lieutenant-gouverneur du Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits supplémentaires # 3 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1989, conformément aux dispositions de l'article 54 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

Québec, le 14 mars 1989

J. Gilles Lamontagne

M. Levesque, ministre des Finances, dépose les crédits supplémentaires # 3 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1989.

(Document n° 622 de la session)

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, les crédits supplémentaires # 3 pour 1988-1989 sont renvoyés en commission plénière.

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, dépose:

Le rapport annuel du ministère des Affaires culturelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988;

(Document n° 623 de la session)

Le rapport annuel de la Régie du cinéma, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988;

(Document n° 624 de la session)

Le rapport annuel de la Société du Grand Théâtre de Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 août 1988.

(Document n° 625 de la session)

M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, dépose:

Le rapport annuel du Conseil des collèges, pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 1987 au 30 juin 1988;

(Document n° 626 de la session)

Le cadre de référence pour le plan quinquennal d'investissements universitaires 1988-1993;

(Document n° 627 de la session)

Le décret 115-89 concernant l'approbation du plan quinquennal d'investissements universitaires pour la période du 1<sup>er</sup> juin 1988 au 31 mai 1993.

(Document n° 628 de la session)

M. Johnson, président du Conseil du Trésor, dépose:

Le rapport sur la mise en oeuvre de la *Loi sur la fonction publique*, en date de décembre 1988.

(Document n° 629 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

Les rapports suivants sont déposés:

Par M. Richard (Nicolet):

Le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, le 8 mars 1989, a vérifié les engagements financiers du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, à l'exclusion du volet Pêcheries, pour les mois de juillet à décembre 1988.

(Document n° 630 de la session)

Par M. Bélanger (Laval-des-Rapides):

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 7, 8, 9, 14, 15, 16 et 28 février ainsi que les 1<sup>er</sup>, 2 et 7 mars 1989, a tenu une consultation générale et des auditions publiques afin d'étudier l'énoncé de politique sur les services de garde à l'enfance déposé à l'Assemblée nationale le 24 novembre 1988;

(Document n° 631 de la session)

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 2 et 28 février 1989, a vérifié les engagements financiers du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu pour les mois de juillet 1987 à novembre 1988, du ministère de la Santé et des Services sociaux pour les mois d'août à novembre 1988 et certains engagements du mois de juin 1988 ainsi que ceux de l'Office des personnes handicapées du Québec pour les mois de mars à décembre 1988.

(Document n° 632 de la session)

Par M. Trudel (Bourget):

Le rapport de la Commission de la culture qui, le 28 février 1989, a procédé à l'examen des orientations, des activités et de la gestion de la Société de la Place des Arts de Montréal en vertu de l'article 294 du Règlement;

(Document n° 633 de la session)

Le rapport de la Commission de la culture qui, le 28 février 1989, a vérifié les engagements financiers du ministère des Affaires culturelles pour les mois d'août à décembre 1988;

(Document n° 634 de la session)

Le rapport de la Commission de la culture qui, le 8 mars 1989, a étudié le rapport d'activités 1987-1988 de la Commission d'accès à l'information, conformément à l'article 119.1 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1).

(Document n° 635 de la session)

Par M. Parent (Sauvé):

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, le 7 février 1989, a vérifié les engagements financiers du ministère de l'Éducation pour les mois de janvier à novembre 1988 et ceux du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science pour les mois de février à décembre 1988.

(Document n° 636 de la session)

Par M. Després (Limoilou), au nom de M. Lemieux (Vanier):

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 28 février 1989, a procédé à l'étude trimestrielle de la politique budgétaire du gouvernement et de l'évolution des finances publiques;

(Document n° 637 de la session)

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 1<sup>er</sup> mars 1989, a entendu le Vérificateur général dans le cadre de l'examen de son rapport annuel pour l'année financière terminée le 31 mars 1988;

(Document n° 638 de la session)

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 7 et 8 mars 1989, a tenu une consultation générale afin d'étudier l'opportunité de maintenir en vigueur et, le cas échéant, de modifier la *Loi sur les valeurs mobilières*, conformément à l'article 352 de ladite loi et, concurremment, d'examiner l'avant-projet de loi sur les valeurs mobilières.

(Document n° 639 de la session)

Par M. Filion (Taillon):

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 24 et 31 janvier ainsi que les 1<sup>er</sup> et 2 février 1989, a étudié en détail le projet de loi:

104 Loi électorale - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 640 de la session)

Par M. Parent (Bertrand):

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 24, 25, 26 et 27 janvier et le 8 février 1989, a tenu des consultations particulières et des auditions publiques dans le cadre de l'examen des volets "Développement du réseau autoroutier" et "Projets de développement du réseau de transport collectif" du plan d'action 1988-1998 intitulé: *Le transport dans la région de Montréal*.

(Document n° 641 de la session)

**Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel**

M. Perron, député de Duplessis, se prévalant de l'article 71 du Règlement, soulève une question de fait personnel afin d'informer l'Assemblée de sa décision de quitter le groupe parlementaire de l'Opposition officielle.

**Questions et réponses orales**

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

**Motions sans préavis**

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

QUE le nom de M. Pierre Fortier soit substitué à celui de M. Claude Ryan comme parrain des projets de loi suivants:

- 45 Loi modifiant la Loi sur les agronomes;
- 47 Loi modifiant la Loi sur les chimistes professionnels;
- 48 Loi modifiant la Loi sur les comptables agréés;
- 50 Loi modifiant la Loi sur les médecins vétérinaires;
- 51 Loi modifiant la Loi médicale;
- 52 Loi modifiant la Loi sur l'optométrie;
- 56 Loi modifiant la Loi sur les dentistes;
- 57 Loi modifiant la Loi sur la podiatrie;
- 61 Loi modifiant la Loi sur la pharmacie;

62 Loi modifiant la Loi sur les infirmières et les infirmiers;

87 Loi modifiant la Loi sur le notariat;

88 Loi modifiant la Loi sur les opticiens d'ordonnance; et

QUE le nom de M. Ghislain Maltais soit substitué à celui de M. Gaston Blackburn comme parrain du projet de loi d'intérêt privé suivant:

220 Loi concernant la Ville de Roberval.

La motion est adoptée.

---

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

QUE M. Christos Sirros, député de Laurier, remplace M. Gaston Blackburn, député de Roberval, comme membre permanent de la Commission des institutions; et

QUE M. Paul Philibert, député de Trois-Rivières, remplace M. Christos Sirros, député de Laurier, comme membre permanent de la Commission des affaires sociales.

La motion est adoptée.

---

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose:

QUE l'Assemblée nationale approuve, par un vote unanime, l'adhésion du Québec aux objectifs de la Décennie mondiale du développement culturel proclamée par l'Organisation des Nations unies.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.



## **Avis touchant les travaux des commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 220, Loi concernant la Ville de Roberval, le projet de loi 239, Loi concernant la municipalité du Lac-Nominingue, le projet de loi 241, Loi concernant la Ville de Saint-Georges, et le projet de loi 247, Loi concernant la cité de Côte Saint-Luc;
- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 73, Loi modifiant la Loi sur les allocations familiales et d'autres dispositions législatives;
- La Commission des institutions, afin, d'une part, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, de compléter sa consultation générale sur l'avant-projet de loi intitulé: Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit de la preuve et de la prescription et du droit international privé, et, d'autre part, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 244, Loi concernant la Succession de Georg Stellari, le projet de loi 249, Loi concernant un immeuble du cadastre de la cité de Montréal (quartier Saint-Antoine), le projet de loi 250, Loi concernant certains immeubles du cadastre de la cité de Montréal (quartier Sainte-Anne), et le projet de loi 259, Loi concernant le Collège de Saint-Césaire.

## **Motions sans préavis**

Mme Gagnon-Tremblay, ministre déléguée à la Condition féminine, propose:

QUE l'Assemblée nationale du Québec souligne la Journée internationale des femmes.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne l'Année de l'entraîneur.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

#### **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

M. le Vice-président informe l'Assemblée que le débat de la prochaine séance aux affaires inscrites par les députés de l'Opposition portera sur la motion de M. Filion (Taillon), laquelle se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale du Québec exige du gouvernement libéral qu'il présente sans délai un projet de loi abrogeant la Loi 178, Loi modifiant la Charte de la langue française, et identifiant clairement les moyens qu'il propose dans le but de protéger et promouvoir la langue et la culture françaises au Québec.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

Mme Bacon, ministre de l'Environnement, propose que le principe du projet de loi 108, Loi sur les espèces menacées ou vulnérables et modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Desbiens (Dubuc).

---

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 82, Loi modifiant le Code de procédure civile, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 82 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 82 est renvoyé en commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

---

À 17 h 37, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mercredi, 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 104, Loi électorale, ainsi que les amendements proposés par M. Gratton, ministre délégué à la Réforme électorale.

Après débat, les amendements sont adoptés.

Le rapport amendé est adopté.

#### *Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Gratton, ministre délégué à la Réforme électorale, propose que le projet de loi 104, Loi électorale, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 104 est adopté.

## **Crédits supplémentaires**

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière pour l'étude des crédits supplémentaires # 3 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1989.

La commission plénière étudie ces crédits supplémentaires.

À 13 h 00, M. le Président de la commission plénière avise Mme la Vice-présidente que la commission n'a pas fini de délibérer. En conséquence, les travaux sont ajournés à une séance subséquente.

Puis, Mme la Vice-présidente suspend les travaux de l'Assemblée jusqu'à 15 h 00.

---

**Quinze heures**

M. le Président dépose le message reçu de Sa Majesté la Reine Élisabeth II à l'occasion du Jour du Commonwealth qui est célébré chaque année le deuxième lundi de mars.

(Document n° 642 de la session)

## **AFFAIRES COURANTES**

### **Dépôts de documents**

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Levesque, ministre des Finances:

Le rapport annuel de la Caisse de dépôt et placement du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1988;

(Document n° 643 de la session)

Les états financiers et statistiques financières de la Caisse de dépôt et placement du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1988.

(Document n° 644 de la session)

Par M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources:

Le rapport annuel d'Hydro-Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1988.

(Document n° 645 de la session)

Par M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes:

Le rapport annuel du Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 646 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

Les rapports suivants sont déposés:

Par Mme Bélanger (Mégantic-Compton):

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 7 et 8 mars 1989, a étudié la proposition tarifaire d'Hydro-Québec pour l'année financière 1989.

(Document n° 647 de la session)

Par M. Richard (Nicolet):

Le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, les 8, 19, 20 et 21 décembre 1988 ainsi que les 9, 10, 11 et 19 janvier 1989, a tenu des consultations particulières et étudié en détail le projet de loi:

100 Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole-Rapporté avec des amendements.

(Document n° 648 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Claveau (Ungava) dépose le document suivant:

Une lettre, accompagnée de trois annexes, expédiée par M. André Laporte, Directeur exécutif à la société Hydro-Québec, concernant les investissements de cette dernière en ce qui concerne la qualité du service.

(Document n° 649 de la session)

### Motions sans préavis

M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose:

QUE l'Assemblée nationale félicite les athlètes, les entraîneurs, le comité organisateur et les gens de Matane pour le succès de la 24<sup>e</sup> finale des Jeux du Québec à Matane.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

### Avis touchant les travaux des commissions

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission du budget et de l'administration, afin d'entendre les intéressés et étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 246, Loi concernant Rageot Ltée, le projet de loi 251, Loi concernant St. Bernard Fish and Game Club, et le projet de loi 260, Loi concernant AY Unergie Inc.



M. le Vice-président donne l'avis suivant:

- La Commission des affaires sociales se réunira en séance de travail afin de statuer sur diverses affaires;
- La Commission de l'économie et du travail se réunira afin de vérifier les engagements financiers du ministère de l'Énergie et des Ressources (secteur Forêts);
- La Commission de l'aménagement et des équipements se réunira afin de vérifier les engagements financiers du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Affaires inscrites par les députés de l'Opposition

M. Filion (Taillon) propose la motion suivante:

QUE l'Assemblée nationale du Québec exige du gouvernement libéral qu'il présente sans délai un projet de loi abrogeant la Loi 178, Loi modifiant la Charte de la langue française, et identifiant clairement les moyens qu'il propose dans le but de protéger et promouvoir la langue et la culture françaises au Québec.

Avant que ne s'engage le débat, M. le Vice-président informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole prévu pour la discussion de cette motion au cours de la présente séance. Les deux groupes parlementaires se partageront également la période allouée à ce débat et le temps non utilisé par l'un des groupes sera attribué à l'autre. Dans ce cadre, la durée de chacune des interventions ne sera soumise à aucune limite.

Le débat s'ensuit.

**15 mars 1989**

---

Sur la motion de M. Jolivet, leader adjoint de l'Opposition officielle, le débat est ajourné.

---

À 18 h 00, M. le Vice-président lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi, 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### **AFFAIRES COURANTES**

#### **Dépôts de documents**

Les documents suivants sont déposés:

Par Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux:

Le rapport annuel de l'Office des personnes handicapées du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 650 de la session)

Par M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche:

Le rapport annuel de la Fondation de la faune du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 651 de la session)

Par M. Dutil, ministre des Communications:

Le décret 1821-88 concernant un échange de renseignements personnels entre la Régie de l'assurance-maladie du Québec et le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

(Document n° 652 de la session)

Par M. le Président:

Les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du 1<sup>er</sup> mars 1989:

- Décision 309 concernant le Règlement modifiant certains règlements applicables aux députés;
- Décision 312 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les allocations aux députés;
- Décision 313 concernant le Règlement sur les prévisions budgétaires relatives aux associations et organisations parlementaires.

(Document n° 653 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

Les rapports suivants sont déposés:

Par M. Bélisle (Mille-Îles), au nom de M. Lemieux (Vanier):

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 7 et 8 février 1989, a étudié en détail le projet de loi:

- 60 Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives et prévoyant certaines dispositions concernant l'impôt sur la vente en détail - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 654 de la session)

Par M. Parent (Bertrand):

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 12 décembre 1988 ainsi que les 31 janvier, 1<sup>er</sup> et 7 février 1989, a étudié en détail le projet de loi:

- 92 Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 655 de la session)

### Dépôts de pétitions

Mme Vermette (Marie-Victorin) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 260 pétitionnaires, concernant l'énoncé de politique sur les services de garde à l'enfance.

(Document n° 656 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### Motions sans préavis

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne le Mois de la nutrition qui se tient actuellement.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

### Avis touchant les travaux des commissions

Mme la Vice-présidente donne l'avis suivant:

- La Commission de l'économie et du travail se réunira afin de vérifier les engagements financiers du ministère de l'Énergie et des Ressources (secteur Forêts);

- La Commission de l'aménagement et des équipements se réunira afin de vérifier les engagements financiers du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche et du ministère des Affaires municipales.
- 

### **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 20 du Règlement et sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, il est ordonné:

QUE le jeudi 23 mars 1989, les travaux de l'Assemblée débutent à 10 h 00 et se terminent à 18 h 00, avec suspension de 12 h 30 à 14 h 00, la période prévue pour les affaires courantes demeurant à 14 h 00.

---

### **AFFAIRES DU JOUR**

#### **Affaires prioritaires**

M. Chevette, chef de l'Opposition officielle, propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement libéral d'abandonner les grands objectifs de contrôle de notre économie, de tolérer un taux de chômage démesurément élevé sans réagir et de contribuer à appauvrir gravement les citoyens et citoyennes habitant les régions et certains quartiers défavorisés des grandes villes du Québec, créant ainsi "deux Québec dans un".

Avant que ne s'engage le débat, Mme la Vice-présidente informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole prévu pour la discussion de cette motion au cours de la présente séance. Mis à part un droit de réplique de 15 minutes accordé à l'auteur de la motion, les deux groupes parlementaires se partageront également la période allouée à ce débat et le temps non utilisé par l'un des groupes sera attribué à l'autre. Dans ce cadre, la durée de chacune des interventions ne sera soumise à aucune limite.

Le débat s'ensuit.

---

À 17 h 55, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

Vingt heures

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de censure présentée par M. Chevette, chef de l'Opposition officielle.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 215 du Règlement, il est permis à M. Gendron, leader de l'Opposition officielle, d'exercer le droit de réplique préalablement accordé à l'auteur de la motion.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

---

**16 mars 1989**

---

À 22 h 00, Mme la Vice-présidente lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mardi, 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Dépôts de documents

M. Levesque, ministre des Finances, transmet le message suivant de l'honorable Lieutenant-gouverneur à M. le Président qui en fait lecture à l'Assemblée:

#### CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

L'honorable Lieutenant-gouverneur du Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits pour l'année financière se terminant le 31 mars 1990, conformément aux dispositions de l'article 54 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

Québec, le 16 mars 1989

J. Gilles Lamontagne

M. Levesque, ministre des Finances, dépose les crédits pour l'année financière se terminant le 31 mars 1990.

(Document n° 657 de la session)

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

QUE les crédits pour l'année financière se terminant le 31 mars 1990 soient renvoyés à la commission plénière afin que celle-ci les étudie et en adopte le quart, conformément à l'article 280 du Règlement.

Cette motion est adoptée.

M. Dutil, ministre des Communications, dépose:

Le décret 1881-88 concernant l'approbation de deux ententes entre le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu et la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada.

(Document n° 658 de la session)

M. Savoie, ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones, dépose:

Le rapport annuel de la Société nationale de l'amiante, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 659 de la session)

M. le Président dépose:

La décision suivante du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du 15 mars 1989:

- Décision 315 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les allocations aux députés.

(Document n° 660 de la session)

### **Dépôts de rapports de commissions**

Les rapports suivants sont déposés:

Par M. Bélanger (Laval-des-Rapides):

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 8 décembre 1988 ainsi que les 14 et 15 mars 1989, a étudié en détail le projet de loi:

- 73 Loi modifiant la Loi sur les allocations familiales et d'autres dispositions législatives - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 661 de la session)

Par M. Fillion (Taillon):

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 28 février et 15 mars 1989, a tenu une consultation générale et des auditions publiques sur l'avant-projet de loi portant réforme au Code civil du Québec du droit de la preuve et de la prescription et du droit international privé.

(Document n° 662 de la session)

Par M. Parent (Bertrand):

Les rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 14 mars 1989, a entendu les intéressés et étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé:

- 220 Loi concernant la ville de Roberval - Rapporté avec un amendement;

(Document n° 663 de la session)

- 239 Loi concernant la municipalité du Lac-Nominingue - Rapporté avec un amendement au titre;

(Document n° 664 de la session)

- 241 Loi concernant la Ville de Saint-Georges - Rapporté sans amendement;

(Document n° 665 de la session)

- 247 Loi concernant la cité de Côte Saint-Luc - Rapporté sans amendement.

(Document n° 666 de la session)

Sur la motion de M. Parent (Bertrand), les rapports relatifs aux projets de loi d'intérêt privé 220, 239, 241 et 247 sont adoptés.

### Dépôts de pétitions

M. Boulerice (Saint-Jacques) dépose:

- L'extrait d'une pétition, signée par 88 pétitionnaires, concernant l'énoncé de politique sur les services de garde à l'enfance.

(Document n° 667 de la session)

M. Paré (Shefford) dépose:

- L'extrait d'une pétition, signée par 766 pétitionnaires, concernant la promotion des produits acéricoles auprès des consommateurs québécois.  
(Document n° 668 de la session)

Deux extraits de pétition sont déposés concernant le monopole de la *Loi médicale* et la légalité des autres formes de thérapie:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 15 510 pétitionnaires, est déposé par Mme Cardinal (Châteauguay);  
(Document n° 669 de la session)
- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 72 582 pétitionnaires, est déposé par Mme Legault (Deux-Montagnes).  
(Document n° 670 de la session)

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, Mme Juneau (Johnson) dépose:

- L'extrait d'une pétition, signée par 955 pétitionnaires, concernant le respect du dimanche comme jour de repos.  
(Document n° 671 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### Votes reportés

M. le Président met aux voix la motion de censure présentée par M. Chevette, chef de l'Opposition officielle, laquelle se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement libéral d'abandonner les grands objectifs de contrôle de notre économie, de tolérer un taux de chômage démesurément élevé sans réagir et de contribuer à appauvrir gravement les

citoyens et citoyennes habitant les régions et certains quartiers défavorisés des grandes villes du Québec, créant ainsi "deux Québec dans un".

(Vote n° 61)

POUR

Blackburn ( <i>Chicoutimi</i> )	Charbonneau	Gendron	Parent ( <i>Bertrand</i> )
Blais	Chevrette	Godin	Rocheport
Boulerice	Desbiens	Jolivet	Vermette
Brassard	Filion	Juneau	
	Garon	Paré	

CONTRE

Audet	Dauphin	Khelfa	Pelchat
Baril	Després	Larouche	Philibert
Beaudin	Dougherty	Latulippe	Picotte
Bégin	Doyon	Lavoie-Roux	Polak
Bélanger	Dubois	Leclerc	Poulin
( <i>Laval-des-Rap.</i> )	Dutil	Lefebvre	Rémillard
Bélanger	Farrah	Legault	Richard
( <i>Még.-Compton</i> )	Fortier	Lemire	Rivard
Bélisle	Fortin	Levesque	Ryan
Bissonnet	French	Lincoln	St-Roch
Blackburn	Gagnon-Tremblay	MacDonald	Savoie
( <i>Roberval</i> )	Gardner	Maciocia	Séguin
Bleau	Gauvin	Maltais	Sirros
Bourassa	Gervais	Marcil	Théoret
Bourbeau	Gobé	Marx	Thérien
Bradet	Gratton	Messier	Thuringer
Camden	Hains	Middlemiss	Tremblay
Cannon	Hamel	Pagé	( <i>Rimouski</i> )
Cardinal	Hétu	Paradis	Trépanier
Chagnon	Houde	( <i>Brome-Miss.</i> )	Trudel
Ciaccia	Hovington	Paradis	Vaillancourt
Côté	Johnson	( <i>Matapédia</i> )	Vallerand
( <i>Riv.-du-Loup</i> )	Joly	Parent	Vallières
Cusano	Kehoe	( <i>Sauvé</i> )	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 17 Contre: 87

**Avis touchant les travaux des commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions:

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission des institutions, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 244, Loi concernant la succession Georg Stellari, le projet de loi 249, Loi concernant un immeuble du cadastre de la cité de Montréal (quartier Saint-Antoine), le projet de loi 250, Loi concernant certains immeubles du cadastre de la cité de Montréal (quartier Sainte-Anne), et le projet de loi 259, Loi concernant le Collège de Saint-Césaire;
- La Commission du budget et de l'administration, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 246, Loi concernant Rageot Ltée, le projet de loi 251, Loi concernant St. Bernard Fish and Game Club, et le projet de loi 260, Loi concernant AY Unergie Inc.;
- La Commission de l'éducation, afin de tenir des consultations particulières dans le cadre de l'étude détaillée du projet de loi 63, Loi modifiant la Loi sur l'Université du Québec.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Gratton, leader du gouvernement, dépose:

L'horaire des auditions de la Commission de l'éducation chargée de tenir des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 63, Loi modifiant la Loi sur l'Université du Québec.

(Document n° 672 de la session)

M. le Président donne l'avis suivant:

- La Commission de l'aménagement et des équipements se réunira afin de vérifier les engagements financiers du ministre responsable de l'Habitation.

### Motions sans préavis

Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, propose:

QUE, dans le cadre de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, l'Assemblée nationale réaffirme sa condamnation sans réserve du racisme et de la discrimination raciale sous toutes leurs formes.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

M. Fillion (Taillon) propose:

QUE l'Assemblée nationale adresse ses félicitations à monsieur Kevin Spraggett, grand maître international d'échecs, pour sa participation aux quarts de finale du Championnat du monde des échecs tenu à Québec en février dernier.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

### Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 188 du Règlement et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, il est ordonné:

**21 mars 1989**

---

QU'après les affaires courantes jusqu'à 18h00 et de 20h00 à 22h00 ainsi que demain matin de 10h00 à 12h15, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'effectuer, selon l'horaire ci-après déposé, l'étude des crédits supplémentaires # 3 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1989.

M. Gratton, leader du gouvernement, dépose l'horaire prévu pour l'étude des crédits supplémentaires # 3.

(Document n° 673 de la session)

---

## **AFFAIRES DU JOUR**

### **Crédits budgétaires**

### *Crédits supplémentaires*

Conformément à l'ordre précédemment adopté, l'Assemblée se constitue en commission plénière pour l'étude des crédits supplémentaires # 3 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1989.

La commission plénière procède à l'étude de ces crédits.

---

À 18h00, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20h00.

---



Vingt heures

La commission plénière poursuit l'étude des crédits supplémentaires # 3.

À 22h00, M. le Président de la commission plénière avise Mme la Vice-présidente de l'Assemblée que la commission n'a pas fini de délibérer.

Ainsi, Mme la Vice-présidente de l'Assemblée lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mercredi, 10h00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES DU JOUR

### Crédits budgétaires

#### *Crédits supplémentaires*

Conformément à l'ordre adopté à la séance du mardi 21 mars 1989, l'Assemblée se constitue de nouveau en commission plénière pour l'étude des crédits supplémentaires # 3 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1989.

L'étude des crédits supplémentaires étant terminée, Mme la Présidente de la commission plénière fait le rapport suivant:

M. le Vice-président:

J'ai l'honneur de rapporter que la commission plénière a adopté tous les crédits supplémentaires # 3 et que le gouvernement est autorisé à prendre sur le fonds consolidé du revenu une somme maximum de 270 650 700 \$ pour le paiement des crédits supplémentaires de dépenses du Québec présentés à l'Assemblée nationale pour l'année financière 1988-1989, auxquelles il n'a pas été autrement pourvu, soit le montant des crédits à voter pour chacun des différents programmes énumérés à l'annexe du projet de loi qui sera présenté.

Le rapport est adopté.

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du Trésor, au nom de M. Levesque, ministre des Finances, présente le projet de loi 114, Loi n° 5 sur les crédits, 1988-1989, et propose:

QUE l'Assemblée en soit saisie;  
QUE le principe de ce projet de loi soit adopté;  
QUE le projet de loi soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 114 est adopté.

---

### Projets de loi du gouvernement

#### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 60, Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives et prévoyant certaines dispositions concernant l'impôt sur la vente en détail, ainsi que les amendements proposés par M. Séguin, ministre du Revenu.

Après débat, les amendements sont adoptés.

Le rapport amendé est adopté.

---

À 13h00, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 15h00.

---

## AFFAIRES COURANTES

### Dépôts de documents

M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, dépose:

Le rapport annuel de l'Inspecteur général des institutions financières sur la tarification en assurance automobile, pour l'année 1988.

(Document n° 674 de la session)

M. Paradis, ministre des Affaires municipales, dépose:

La réponse à la question écrite de Mme Juneau (Johnson) concernant le démantèlement de la municipalité régionale de comté d'Acton. Question n° 2, *Feuilleton* du 22 mars 1989.

(Document n° 675 de la session)

M. Ryan, ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, dépose:

Le rapport annuel du Conseil de la langue française, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988;

(Document n° 676 de la session)

Le rapport annuel de la Commission de toponymie, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 677 de la session)

### Dépôts de pétitions

M. Brassard (Lac-Saint-Jean) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 23 561 pétitionnaires, concernant l'abrogation du projet de loi 178 et la restauration du projet de loi 101 dans son intégrité.

(Document n° 678 de la session)

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Jolivet (Laviolette) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 227 pétitionnaires, concernant les budgets et ressources nécessaires aux personnes handicapées de la région 04.

(Document n° 679 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### Avis touchant les travaux des commissions

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission du budget et de l'administration, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 246, Loi concernant Rageot Ltée, le projet de loi 251, Loi concernant St. Bernard Fish and Game Club, et le projet de loi 260, Loi concernant AY Unergie Inc.

---

M. le Président donne l'avis suivant:

- La Commission de l'Assemblée nationale se réunira afin d'étudier et d'approuver les règlements électoraux.

Du consentement pour déroger à l'article 188 du Règlement, M. le Vice-président propose qu'à cette fin, la composition de la Commission de l'Assemblée nationale, prévue à l'article 115 du Règlement, puisse être modifiée.

La motion est adoptée.

## **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 188 du Règlement et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, il est ordonné:

QU'à la séance du jeudi 23 mars 1989, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'effectuer, selon l'horaire ci-après déposé, l'étude et l'adoption du quart des crédits pour l'année financière se terminant le 31 mars 1990.

M. Gratton, leader du gouvernement, dépose l'horaire prévu pour l'étude des crédits provisoires pour l'année financière se terminant le 31 mars 1990.

(Document n° 680 de la session)

---

## **AFFAIRES DU JOUR**

### **Affaires inscrites par les députés de l'Opposition**

L'Assemblée reprend le débat sur la motion proposée par M. Filion (Taillon), laquelle se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale du Québec exige du gouvernement libéral qu'il présente sans délai un projet de loi abrogeant la Loi 178, Loi modifiant la Charte de la langue française, et identifiant clairement les moyens qu'il propose dans le but de protéger et promouvoir la langue et la culture françaises au Québec.

Avant que ne s'engage le débat, M. le Vice-président informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole prévu pour la discussion de cette motion au cours de la présente séance. Mis à part un droit de réplique de 15 minutes accordé à l'auteur de la motion, les deux groupes parlementaires se partageront

également la période allouée à ce débat et le temps non utilisé par l'un des groupes sera attribué à l'autre. Dans ce cadre, la durée de chacune des interventions ne sera soumise à aucune limite.

Le débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

---

À 18h00, Mme la Vice-présidente lève la séance.

En conséquence, conformément à l'ordre adopté le 16 mars dernier, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi, 10h00.

---

#### SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le 22 mars 1989, à 12h45, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Saintonge, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Farrah, le représentant du Premier ministre, de M. Gendron, le représentant du Chef de l'Opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

104 Loi électorale;

114 Loi n° 5 sur les crédits, 1988-1989.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES DU JOUR

### Crédits budgétaires

#### *Crédits provisoires*

Conformément à l'ordre adopté à la séance du 22 mars 1989, l'Assemblée se constitue en commission plénière et étudie, en vue de l'adoption en bloc du quart d'entre eux, les crédits budgétaires pour l'année financière se terminant le 31 mars 1990.

À 12h10, Mme la Présidente de la commission plénière avise M. le Vice-président que la commission n'a pas fini de délibérer.

---

M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 14h00.

---

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

116 Loi sur les régimes complémentaires de retraite.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission des affaires sociales procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques dans le cadre de l'étude du projet de loi 116, Loi sur les régimes complémentaires de retraite, les 9, 10 et 11 mai 1989;

QUE les mémoires soient transmis au Secrétariat des commissions au plus tard le 28 avril 1989;

QUE le ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu soit membre de ladite commission pour la durée du mandat; et

QUE les organismes invités ainsi que l'horaire des auditions soient ceux spécifiés au document ci-après déposé.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 235 du Règlement, le débat sur cette motion est reporté à la séance du mardi 4 avril 1989.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Gratton, leader du gouvernement, dépose:

La liste des organismes invités ainsi que l'horaire des auditions de la Commission des affaires sociales chargée de tenir des consultations particulières et des auditions publiques dans le cadre de l'étude du projet de loi 116, Loi sur les régimes complémentaires de retraite.

(Document n° 681 de la session)

---

M. Séguin, ministre du Travail, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

118 Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les édifices publics.

La motion est adoptée.

---

M. Vallerand, ministre des Approvisionnements et Services, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

117 Loi modifiant la Loi sur la Société immobilière du Québec.

La motion est adoptée.

#### Dépôts de documents

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, dépose:

Le rapport annuel de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1988.

(Document n° 682 de la session)

M. le Président dépose:

La décision suivante du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du 22 mars 1989:

- Décision 317 concernant le Règlement modifiant à nouveau le Règlement sur les allocations aux députés.

(Document n° 683 de la session)

#### Dépôts de rapports de commissions

M. Després (Limoilou), au nom de M. Lemieux (Vanier), dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 21 et 28 février ainsi que le 2 mars 1989, a vérifié les engagements financiers du ministère du Revenu et des organismes relevant du ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du Trésor pour les mois de septembre 1988 à janvier 1989 ainsi que ceux du ministère des Finances pour les mois d'octobre 1987 à janvier 1989.

(Document n° 684 de la session)

Mme Bélanger (Mégantic-Compton), au nom de M. Charbonneau (Verchères), dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 16, 21 et 22 février ainsi que le 16 mars 1989, a vérifié les engagements financiers du ministère du Travail pour les mois d'octobre 1987 à décembre 1988, du ministère de l'Énergie et des Ressources, secteur Mines, pour les mois de janvier à décembre 1988, du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie pour les mois de mai à décembre 1988 et du secteur Développement technologique pour les mois d'octobre 1987 à décembre 1988 ainsi que ceux du ministère de l'Énergie et des Ressources, secteur Forêts, pour les mois d'août à décembre 1988.

(Document n° 685 de la session)

M. le Président dépose:

Le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale qui, le 23 mars 1989, a étudié et approuvé les règlements électoraux.

(Document n° 686 de la session)

## Dépôts de pétitions

Deux extraits de pétition sont déposés concernant l'énoncé de politique sur les services de garde à l'enfance:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 500 pétitionnaires, est déposé par M. Latulippe (Chambly);  
(Document n° 687 de la session)
- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 146 pétitionnaires, est déposé par M. Paré (Shefford).  
(Document n° 688 de la session)

Est également déposé par M. Paré (Shefford):

L'extrait d'une pétition, signée par 721 pétitionnaires, concernant le projet de développement immobilier de la colline parlementaire.  
(Document n° 689 de la session)

## Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

## Votes reportés

M. le Président met aux voix la motion présentée par M. Filion (Taillon) aux affaires inscrites par les députés de l'Opposition. Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale du Québec exige du gouvernement libéral qu'il présente sans délai un projet de loi abrogeant la Loi 178, Loi modifiant la Charte de la langue française, et identifiant clairement les moyens qu'il propose dans le but de protéger et promouvoir la langue et la culture françaises au Québec.

(Vote n° 62)

POUR

Blackburn	Chevrette	Gendron	Paré
(Chicoutimi)	Claveau	Godin	Parent
Blais	Dufour	Harel	(Bertrand)
Boulerice	Filion	Jolivet	
Brassard	Garon	Juneau	

CONTRE

Audet	Côté	Khelfa	Rémillard
Baril	(Riv.-du-Loup)	Larouche	Richard
Beaudin	Cusano	Latulippe	Rivard
Bégin	Dauphin	Lavoie-Roux	Robic
Bélanger	Després	Leclerc	Ryan
(Laval-des-Rap.)	Doyon	Lefebvre	Saintonge
Bélanger	Dubois	Legault	St-Roch
(Még.-Compton)	Dutil	Lemire	Savoie
Bélisle	Farrah	Levesque	Séguin
Bissonnet	Forget	Maciocia	Sirros
Blackburn	Gardner	Maltais	Thérien
(Roberval)	Gauvin	Marcil	Trépanier
Bleau	Gobé	Messier	Trudel
Bourbeau	Gratton	Pagé	Vallerand
Bradet	Hains	Paradis	Vallières
Brouillette	Hamel	(Brome-Miss.)	
Camden	Hétu	Paradis	
Cardinal	Hovington	(Matapédia)	
Chagnon	Johnson	Pelchat	
Côté	Joly	Philibert	
(Charlesbourg)	Kehoe	Polak	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 16 Contre: 71

**Avis touchant les travaux des commissions**

M. le Président donne l'avis suivant:

- La Commission des institutions se réunira afin de vérifier les engagements financiers du ministère de la Justice, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement.

---

**AFFAIRES DU JOUR**

**Crédits budgétaires**

*Crédits provisoires*

Conformément à l'ordre adopté, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin de poursuivre l'étude des crédits budgétaires pour l'année financière se terminant le 31 mars 1990.

Ces crédits sont étudiés en commission plénière.

L'étude étant terminée, Mme la Présidente de la commission plénière fait le rapport suivant à l'Assemblée:

M. le Vice-président:

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière a adopté en bloc un peu plus du quart des crédits budgétaires, soit une somme maximum de 6 541 302 141,67 \$ qui pourra être prise sur le fonds consolidé du revenu pour le paiement d'une partie du budget des dépenses du Québec présenté à l'Assemblée nationale pour l'année financière 1989-1990, auxquelles il n'a pas été autrement pourvu.

Cette somme se partage ainsi:

1° 6 145 346 575,00 \$ représentant 1/4 des crédits à voter pour chacun des programmes apparaissant au budget des dépenses du gouvernement pour cette année financière;

2° 70 986 575,00 \$ représentant 3/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 3 «Évaluation foncière» du ministère des Affaires municipales;

3° 2 952 116,67 \$ représentant 2/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 5 «Relations avec les municipalités» du ministère des Affaires municipales;

4° 10 156 433,33 \$ représentant 1/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 2 «Financement agricole» du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;

5° 39 201 416,67 \$ représentant 2/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 3 «Enseignement privé» du ministère de l'Éducation;

6° 14 411 825,00 \$ représentant 1/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 2 «Amélioration de la forêt» du ministère de l'Énergie et des Ressources;

7° 4 515 200,00 \$ représentant 6/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 3 «Développement de l'industrie forestière» du ministère de l'Énergie et des Ressources;

8° 878 666,67 \$ représentant 2/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 4 «Financement forestier» du ministère de l'Énergie et des Ressources;

9° 3 699 333,33 \$ représentant 2/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 2 «Politiques et opérations financières» du ministère des Finances;

10° 34 389 500,00 \$ représentant 4/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 3 «Soutien aux sociétés et organismes d'État» du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie;

11° 5 119 766,67 \$ représentant 1/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 1 «Développement du loisir, des sports et du plein air» du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche;



12° 158 708 641,70 \$ représentant 1/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 5 «Prestations d'aide sociale» du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu;

13° 908 566,67 \$ représentant 1/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 7 «Sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crïs» du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu;

14° 10 252 083,33 \$ représentant 7/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 2 «Aide financière au revenu de travail» du ministère du Revenu;

15° 10 708 650,00 \$ représentant 3/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 2 «Soutien des organismes bénévoles» du ministère de la Santé et des Services sociaux;

16° 29 066 791,67 \$ représentant 1/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 6 «Transport scolaire» du ministère des Transports.

Le rapport est adopté à la majorité des voix.

M. Vallerand, ministre des Approvisionnements et Services, au nom de M. Levesque, ministre des Finances, présente le projet de loi 115, Loi n°1 sur les crédits, 1989-1990, et propose:

QUE l'Assemblée en soit saisie;  
QUE le principe de ce projet de loi soit adopté;  
QUE le projet de loi soit adopté.

La motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 115 est adopté.

Sur la motion de M. Vallerand, ministre des Approvisionnements et Services, les crédits budgétaires, sauf ceux de l'Assemblée nationale, sont renvoyés pour étude aux commissions permanentes.

23 mars 1989

---

À 18h50, sur la motion de M. Vallerand, ministre des Approvisionnements et Services, l'Assemblée ajourne ses travaux au mardi 4 avril 1989, à 14 h 00.

---

### SANCTION DE PROJET DE LOI

Le jeudi 23 mars 1989, à 19h00, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de Mme Bégin, vice-présidente de l'Assemblée nationale, de M. Després, le représentant du Premier ministre, de M. Boulerice, le représentant du Chef de l'Opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur de sanctionner le projet de loi suivant:

115 Loi n°1 sur les crédits, 1989-1990.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Dépôts de documents

M. Gobeil, ministre des Affaires internationales, dépose:

Le rapport annuel du ministère des Relations internationales, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 690 de la session)

M. le Président dépose:

Les prévisions budgétaires du Directeur général des élections pour l'exercice financier 1989-1990 et le rapport financier préliminaire pour 1988-1989;

(Document n° 691 de la session)

Les prévisions budgétaires de la Commission de la représentation électorale pour l'exercice financier 1989-1990 et le rapport financier préliminaire pour 1988-1989.

(Document n° 692 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

M. Després (Limoilou), au nom de M. Lemieux (Vanier), dépose:

Les rapports de la Commission du budget et de l'administration qui, le 22 mars 1989, a entendu les intéressés et étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé:

- 246 Loi concernant Rageot Ltée - Rapporté sans amendement;  
(Document n° 693 de la session)
- 251 Loi concernant St. Bernard Fish and Game Club - Rapporté sans amendement;  
(Document n° 694 de la session)
- 260 Loi concernant AY Unergie Inc. - Rapporté sans amendement.  
(Document n° 695 de la session)

Sur la motion de M. Després (Limoilou), les rapports relatifs aux projets de loi d'intérêt privé 246, 251 et 260 sont adoptés.

---

M. Fillion (Taillon) dépose:

Les rapports de la Commission des institutions qui, le 21 mars 1989, a entendu les intéressés et étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé:

- 244 Loi concernant la succession de Georg Stellari - Rapporté avec des amendements;  
(Document n° 696 de la session)
- 249 Loi concernant un immeuble du cadastre de la cité de Montréal (quartier Saint-Antoine) - Rapporté avec des amendements;  
(Document n° 697 de la session)
- 250 Loi concernant certains immeubles du cadastre de la cité de Montréal (quartier Sainte-Anne) - Rapporté avec des amendements;  
(Document n° 698 de la session)
- 259 Loi concernant le Collège de Saint-Césaire - Rapporté avec des amendements.  
(Document n° 699 de la session)

Sur la motion de M. Fillion (Taillon), les rapports relatifs aux projets de loi d'intérêt privé 244, 249, 250 et 259 sont adoptés.

## Dépôts de pétitions

Mme Harel (Maisonneuve) dépose:

- L'extrait d'une pétition, signée par 1000 pétitionnaires, concernant les démarches entreprises par la Tribune unique et populaire d'information juridique quant aux contrats de mariage établissant la séparation de biens.

(Document n° 700 de la session)

M. Paré (Shefford) dépose:

- L'extrait d'une pétition, signée par 245 pétitionnaires, concernant l'énoncé de politique sur les services de garde à l'enfance.

(Document n° 701 de la session)

## Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

## Avis touchant les travaux des commissions

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'éducation, afin de tenir des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 63, Loi modifiant la Loi sur l'Université du Québec;
- La Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 118, Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les édifices publics.

M. le Président donne l'avis suivant:

- La Commission des institutions se réunira afin de statuer sur la proposition d'un mandat d'initiative concernant les conséquences de l'application au Québec de la loi fédérale sur le statut et l'usage des langues officielles du Canada et sur les suites à donner à l'audition du Protecteur du citoyen tenue le 3 mars 1989.

### **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

M. le Président informe l'Assemblée que le débat de la prochaine séance aux affaires inscrites par les députés de l'Opposition portera sur la motion de Mme Harel (Maisonneuve). Cette motion se lit comme suit:

Que l'Assemblée nationale du Québec demande au gouvernement libéral de ne pas renier ses promesses formelles relatives à la condition féminine et de cesser son désengagement inacceptable à l'égard des femmes québécoises.

---

## **AFFAIRES DU JOUR**

### **Projets de loi du gouvernement**

#### *Adoption*

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 82, Loi modifiant le Code de procédure civile, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 82 est adopté.

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 73, Loi modifiant la Loi sur les allocations familiales et d'autres dispositions législatives.

Après débat, le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation relatif au projet de loi 100, Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole, ainsi que les amendements proposés par M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Après débat, les amendements sont adoptés.

Le rapport amendé est adopté à la majorité des voix.

*Adoption*

M. Séguin, ministre du Revenu, propose que le projet de loi 60, Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives et prévoyant certaines dispositions concernant l'impôt sur la vente en détail, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 60 est adopté.

*Adoption du principe*

M. Séguin, ministre du Travail, propose que le principe du projet de loi 118, Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les édifices publics, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 20 du Règlement, le débat se poursuit au-delà de 18h00.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 118 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 118 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

---

À 18h03, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à mercredi, 10h00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, dépose en remplacement du document n° 681 de la session:

La nouvelle liste des organismes invités ainsi que l'horaire modifié des auditions de la Commission des affaires sociales chargée de tenir des consultations particulières et des auditions publiques dans le cadre de l'étude du projet de loi 116, Loi sur les régimes complémentaires de retraite.

(Document n° 702 de la session)

Le débat reporté de la séance du jeudi 23 mars 1989 sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, proposant que le projet de loi 116 soit renvoyé à la Commission des affaires sociales pour consultations particulières, n'est pas tenu.

La motion est adoptée à la majorité des voix.

### *Adoption*

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, propose que le projet de loi 73, Loi modifiant la Loi sur les allocations familiales et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

**5 avril 1989**

---

La motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 73 est adopté.

---

À 10h20, la séance est suspendue à loisir.

---

À 12h32, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 20 du Règlement, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 15h00.

**Quinze heures**

## **AFFAIRES COURANTES**

### **Dépôts de documents**

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, dépose:

Le rapport annuel de la Commission des affaires sociales, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 703 de la session)

M. Dutil, ministre des Communications, dépose:

Le décret n° 199-89 concernant l'approbation d'un protocole d'accès et d'utilisation de renseignements personnels entre Les Amputés de guerre du Canada et la Régie de l'assurance automobile du Québec.

(Document n° 704 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

M. Parent (Bertrand) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 16 et 21 mars 1989, a vérifié les engagements financiers du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche et du ministre responsable de l'Habitation pour les mois de juillet à décembre 1988.

(Document n° 705 de la session)

### Dépôts de pétitions

Mme Harel (Maisonnette) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 278 pétitionnaires, concernant l'énoncé de politique sur les services de garde à l'enfance.

(Document n° 706 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

**Avis touchant les travaux des commissions**

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'éducation, afin de tenir des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 63, Loi modifiant la Loi sur l'Université du Québec.

---

**AFFAIRES DU JOUR**

**Affaires inscrites par les députés de l'Opposition**

Mme Harel (Maisonnette) propose la motion suivante:

Que l'Assemblée nationale du Québec demande au gouvernement libéral de ne pas renier ses promesses formelles relatives à la condition féminine et de cesser son désengagement inacceptable à l'égard des femmes québécoises.

Mme la Vice-présidente informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole prévu pour la discussion de cette motion au cours de la présente séance. Mis à part un droit de réplique de 10 minutes accordé à l'auteur de la motion, les deux groupes parlementaires se partageront également la période allouée à ce débat et le temps non utilisé par l'un des groupes sera attribué à l'autre. Dans ce cadre, la durée de chacune des interventions ne sera soumise à aucune limite.

Le débat s'engage sur la motion de Mme Harel (Maisonnette).

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

5 avril 1989

---

À la demande de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

---

À 18h00, M. le Vice-président lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi, 14h00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Dépôts de documents

M. Vallerand, ministre des Approvisionnements et Services, dépose:

Le rapport annuel de la Régie des installations olympiques, pour l'exercice financier terminé le 31 octobre 1988.

(Document n° 707 de la session)

#### Dépôts de pétitions

M. Garon (Lévis) dépose deux extraits de pétition concernant l'énoncé de politique sur les services de garde à l'enfance:

- l'un, extrait d'une pétition signée par 357 pétitionnaires;  
(Document n° 708 de la session)
- l'autre, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, extrait d'une pétition signée par 50 pétitionnaires.  
(Document n° 709 de la session)

Mme Vermette (Marie-Victorin) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 33 658 pétitionnaires, concernant les maisons d'hébergement pour les jeunes.

(Document n° 710 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, M. Claveau (Ungava) dépose:

Copie du contrat d'électricité garantie conclu entre les sociétés Hydro-Québec et Central Maine Power Company.

(Document n° 711 de la session)

### Votes reportés

M. le Président met aux voix la motion présentée par Mme Harel (Maisonneuve) aux affaires inscrites par les députés de l'Opposition. Cette motion se lit comme suit:

Que l'Assemblée nationale du Québec demande au gouvernement libéral de ne pas renier ses promesses formelles relatives à la condition féminine et de cesser son désengagement inacceptable à l'égard des femmes québécoises.

(Vote n° 63)

#### POUR

Blackburn  
(Chicoutimi)  
Blais  
Boulerice  
Brassard

Claveau  
Desbiens  
Filion  
Garon  
Gendron

Harel  
Jolivet  
Juneau  
Paré

Parent  
(Bertrand)  
Perron  
Vermette



CONTRE

Audet	Côté	Hains	Pelchat
Bacon	(Riv.-du-Loup)	Hétu	Philibert
Baril	Cusano	Houde	Polak
Bcaudin	Dauphin	Johnson	Poulin
Bégin	Després	Kehoe	Rémillard
Bélanger	Dionne	Khelfa	Richard
(Laval-des-Rap.)	Dougherty	Laporte	Rivard
Bélanger	Doyon	Larouche	Robic
(Még.-Compton)	Dubois	Latulippe	Ryan
Bélisle	Dutil	Lavoie-Roux	Saintonge
Bissonnet	Farrah	Leclerc	Savoie
Blackburn	Forget	Lefebvre	Séguin
(Roberval)	Fortier	Levesque	Sirros
Bleau	French	Lincoln	Thuringer
Bradet	Gagnon-Tremblay	Maltais	Tremblay
Brouillette	Gardner	Marcil	(Rimouski)
Camden	Gauvin	Messier	Trépanier
Cannon	Gervais	Middlemiss	Vaillancourt
Chagnon	Gobé	Pagé	Vallerand
Côté	Gobeil	Paradis	Vallières
(Charlesbourg)	Gratton	(Matapédia)	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 16 Contre: 76

Motions sans préavis

M. Richard (Nicolet) propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne le 100<sup>e</sup> anniversaire de l'Ordre du mérite agricole du Québec.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

Mme Blackburn (Chicoutimi) présente une motion qui ne peut être débattue faute de consentement.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'éducation, afin, d'une part, de tenir des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 63, Loi modifiant la Loi sur l'Université du Québec, et d'autre part, d'étudier les crédits budgétaires du ministère de l'Éducation;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministère des Affaires municipales (programmes 1 à 7).

---

### **AFFAIRES DU JOUR**

#### **Projets de loi du gouvernement**

##### *Adoption du principe*

M. Fortier, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le principe du projet de loi 47, Loi modifiant la Loi sur les chimistes professionnels, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 47 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 47 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

---

M. Fortier, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le principe du projet de loi 51, Loi modifiant la Loi médicale, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 51 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 51 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

---

M. Fortier, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le principe du projet de loi 52, Loi modifiant la Loi sur l'optométrie, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 52 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 52 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

---

M. Fortier, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le principe du projet de loi 56, Loi modifiant la Loi sur les dentistes, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 56 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 56 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

---

M. Fortier, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le principe du projet de loi 88, Loi modifiant la Loi sur les opticiens d'ordonnances, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 88 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 88 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

---

M. Fortier, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le principe du projet de loi 45, Loi modifiant la Loi sur les agronomes, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 45 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 45 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

---

M. Fortier, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le principe du projet de loi 48, Loi modifiant la Loi sur les comptables agréés, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 48 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 48 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

---

M. Fortier, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le principe du projet de loi 50, Loi modifiant la Loi sur les médecins vétérinaires, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 50 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 50 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

---

M. Fortier, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le principe du projet de loi 57, Loi modifiant la Loi sur la podiatrie, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 57 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 57 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

*Adoption*

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le projet de loi 100, Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 20 du Règlement, les travaux se poursuivent au-delà de 18h00.

Au cours du débat, M. Pagé propose que le projet de loi 100 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude de deux amendements qu'il indique.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 100 est renvoyé en commission plénière.

Les amendements y sont adoptés, dont l'un à la majorité des voix, et le projet de loi 100, ainsi amendé, est rapporté; le rapport est adopté.

Le débat reprend sur la motion portant adoption du projet de loi 100, Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 100 est adopté.

**Projets de loi d'intérêt privé**

*Adoption du principe et adoption*

M. Lefebvre (Frontenac), au nom de M. Parent (Sauvé), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 244, Loi concernant la succession de Georg Stellari.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 244 est adopté.

---

M. Lefebvre (Frontenac), au nom de M. Chagnon (Saint-Louis), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 249, Loi concernant un immeuble du cadastre de la cité de Montréal (quartier Saint-Antoine).

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 249 est adopté.

---

M. Lefebvre (Frontenac), au nom de M. Polak (Sainte-Anne), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 250, Loi concernant certains immeubles du cadastre de la cité de Montréal (quartier Sainte-Anne).

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 250 est adopté.

---

M. Lefebvre (Frontenac), au nom de M. Tremblay (Iberville), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 259, Loi concernant le Collège de Saint-Césaire.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 259 est adopté.

---

M. Lefebvre (Frontenac), au nom de M. Maltais (Saguenay), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 220, Loi concernant la Ville de Roberval.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 220 est adopté.

---

M. Lefebvre (Frontenac), au nom de M. Héту (Labelle), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 239, Loi concernant la municipalité de Lac-Nominingue (*titre amendé*).

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 239 est adopté.

---

M. Lefebvre (Frontenac), au nom de M. Audet (Beauce-Nord), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 241, Loi concernant la Ville de Saint-Georges.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 241 est adopté.

---

M. Lefebvre (Frontenac), au nom de M. Polak (Sainte-Anne), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 247, Loi concernant la cité de Côte Saint-Luc.

Ces motions sont adoptées.



En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 247 est adopté.

---

M. Lefebvre (Frontenac), au nom de M. Messier (Saint-Hyacinthe), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 246, Loi concernant Rageot Ltée.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 246 est adopté.

---

M. Lefebvre (Frontenac), au nom de M. Richard (Nicolet), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 251, Loi concernant St. Bernard Fish and Game Club.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 251 est adopté.

---

M. Lefebvre (Frontenac), au nom de M. Chagnon (Saint-Louis), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 260, Loi concernant AY Unergie Inc.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 260 est adopté.

---

À 18h55, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi, 14h00.

---

### SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le jeudi 6 avril 1989, à 18h00, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de Mme Bégin, vice-présidente de l'Assemblée nationale, de M. Tremblay (Rimouski), le représentant du Premier ministre, et du Secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Administrateur de la province de Québec de sanctionner les projets de loi suivants:

- 60    Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives et prévoyant certaines dispositions concernant l'impôt sur la vente en détail;
- 73    Loi modifiant la Loi sur les allocations familiales et d'autres dispositions législatives;
- 82    Loi modifiant le Code de procédure civile.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## **AFFAIRES COURANTES**

### **Dépôts de rapports de commissions**

M. Parent (Sauvé) dépose:

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, les 4, 5 et 6 avril 1989, a tenu des consultations particulières dans le cadre de l'étude détaillée du projet de loi:

63 Loi modifiant la Loi sur l'Université du Québec.

(Document n° 712 de la session)

### **Questions et réponses orales**

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### **Avis touchant les travaux des commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque, pour l'étude des crédits budgétaires:

- La Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère du Tourisme;
- La Commission de l'éducation, pour ceux du ministère de l'Éducation;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère des Affaires municipales (programmes 1 à 7);
- La Commission des affaires sociales, pour ceux du ministère de la Santé et des Services sociaux;
- La Commission des institutions, pour ceux du ministère de la Sécurité publique (programme 1).

#### **Motions sans préavis**

M. Chevette, chef de l'Opposition officielle, présente une motion qui ne peut être débattue faute de consentement.

---

M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Semaine de la conservation de la faune.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

**11 avril 1989**

---

À 15 h 10, M. le Vice-président lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mercredi, 15 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Quinze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Dépôts de pétitions

M. Parent (Bertrand) dépose deux extraits de pétition:

- l'un, extrait d'une pétition signée par 194 pétitionnaires, concernant la fermeture de certains établissements commerciaux le dimanche;  
(Document n° 713 de la session)
- l'autre, extrait d'une pétition signée par 349 647 pétitionnaires, concernant la commercialisation du dimanche et la qualité de la vie au Québec.  
(Document n° 714 de la session)

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Latulippe (Chambly) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par plus de 203 000 pétitionnaires, concernant la taxe fédérale prévue sur les repas.  
(Document n° 715 de la session)

#### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, Mme Blackburn (Chicoutimi) dépose:

Une lettre adressée à Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, par Mme Madeleine Blanchet, présidente du Conseil des affaires sociales, concernant l'intégration progressive des sages-femmes au système de santé.

(Document n° 716 de la session)

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 143 du Règlement, M. Gratton, leader du gouvernement, convoque, pour l'étude des crédits budgétaires:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère des Affaires municipales (programmes 8 et 9) et du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche;
- La Commission des affaires sociales, pour ceux du ministère de la Santé et des Services sociaux;
- La Commission de la culture, pour ceux du ministère des Affaires culturelles;
- La Commission du budget et de l'administration, pour ceux du ministère des Finances (programmes 1 à 5 et 8);

---

M. le Président donne l'avis suivant:

- La Commission des institutions se réunira afin de statuer sur diverses affaires.

#### **Motions sans préavis**

M. Savoie, ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones, propose:



QUE l'Assemblée nationale offre ses condoléances à la famille de monsieur Mark Gordon à l'occasion du décès de ce membre estimé de toute la communauté inuit.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

À 16 h 10, M. le Président lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi, 14 h 00.

---

#### SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le mercredi 12 avril 1989, à 16 h 30, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de Mme Bégin, vice-présidente de l'Assemblée nationale, de M. Larouche, le représentant du Premier ministre, de M. Dufour, le représentant du Chef de l'Opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Administrateur de la province de sanctionner les projets de loi suivants:

- 100 Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole;
- 220 Loi concernant la Ville de Roberval;
- 239 Loi concernant la municipalité de Lac-Nominingue (*titre amendé*);
- 241 Loi concernant la Ville de Saint-Georges;
- 244 Loi concernant la succession de Georg Stellari;
- 246 Loi concernant Rageot Ltée;
- 247 Loi concernant la cité de Côte Saint-Luc;

- 249 Loi concernant un immeuble du cadastre de la cité de Montréal (quartier Saint-Antoine);
- 250 Loi concernant certains immeubles du cadastre de la cité de Montréal (quartier Sainte-Anne);
- 251 Loi concernant St. Bernard Fish and Game Club;
- 259 Loi concernant le Collège de Saint-Césaire;
- 260 Loi concernant AY Unergie Inc.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Dépôts de documents

M. Dutil, ministre des Communications, dépose:

Le décret 465-89 concernant l'approbation d'une entente relative à la communication de renseignements nominatifs entre La Fondation Cité de la Santé de Laval et Cité de la Santé de Laval;

(Document n° 717 de la session)

Le décret 466-89 concernant l'approbation d'une entente relative à la communication de renseignements nominatifs entre La Fondation Centre hospitalier St-Joseph de Trois-Rivières et Le Centre hospitalier St-Joseph de Trois-Rivières.

(Document n° 718 de la session)

#### Dépôts de pétitions

Sont déposés deux extraits de pétition concernant l'énoncé de politique sur les services de garde à l'enfance:

- l'un, extrait d'une pétition signée par 402 pétitionnaires, par M. Larouche (Anjou);

(Document n° 719 de la session)

- l'autre, extrait d'une pétition signée par 300 pétitionnaires, par M. Kehoe (Chapleau).

(Document n° 720 de la session)

Et Mme Vermette (Marie-Victorin) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 2233 pétitionnaires, concernant les maisons d'hébergement pour les jeunes.

(Document n° 721 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### Avis touchant les travaux des commissions

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque, pour l'étude des crédits budgétaires, les commissions suivantes:

- La Commission des affaires sociales, pour ceux du ministère de la Santé et des Services sociaux;
- La Commission du budget et de l'administration, pour ceux du ministre délégué aux Finances et à la Privatisation;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère des Transports;
- La Commission de l'éducation, pour ceux du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, les commissions suivantes:

- La Commission de la culture, pour ceux du ministère des Affaires culturelles;

13 avril 1989

---

- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche;
  - La Commission des institutions, pour ceux du ministère de la Justice.
- 

À 15 h 16, M. le Vice-président lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mardi, 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Présentation de projets de loi

M. Paradis, ministre des Affaires municipales, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

121 Loi modifiant la Loi sur la Commission municipale.

La motion est adoptée.

#### Dépôts de documents

Mme Gagnon-Tremblay, ministre déléguée à la Condition féminine, dépose:

La réponse à une question orale de Mme Harcl (Maisonneuve), en date du 5 avril 1989, concernant la mise en vigueur de l'obligation contractuelle imposée, en vertu du programme d'accès à l'égalité, aux organismes soumissionnaires pour des contrats de biens et de services.

(Document n° 722 de la session)

M. le Président dépose:

Les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du 12 avril 1989:

- Décision 318 concernant le Règlement relatif au paiement d'une allocation de départ à un cadre supérieur de l'Assemblée nationale;

- Décision 319 concernant le Règlement relatif au paiement d'une allocation de départ à un fonctionnaire de l'Assemblée nationale;
- Décision 320 concernant le Règlement modifiant les règlements concernant la rémunération du personnel de députés et de cabinets.  
(Document n° 723 de la session)

### **Questions et réponses orales**

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### **Motions sans préavis**

M. Savoie, ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones, propose:

QUE l'Assemblée nationale félicite les Inuit du Nouveau-Québec élus à l'occasion du scrutin général du 10 avril dernier.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Semaine de l'action bénévole qui se tient cette année du 16 au 22 avril.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.



**Avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque, pour l'étude des crédits budgétaires:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère des Transports;
- La Commission des institutions, pour ceux du ministère de la Justice;
- La Commission des affaires sociales, pour ceux du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- La Commission de l'éducation, pour ceux du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science.

---

À 15 h 27, Mme la Vice-présidente lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mercredi, 15 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Quinze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Dépôts de pétitions

Sont déposés quatre extraits de pétition concernant l'énoncé de politique sur les services de garde à l'enfance:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 40 pétitionnaires, par M. Latulippe (Chambly);  
(Document n° 724 de la session)
- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 300 pétitionnaires, par M. Richard (Nicolet);  
(Document n° 725 de la session)
- le troisième, extrait d'une pétition signée par 782 pétitionnaires, par M. Chagnon (Saint-Louis);  
(Document n° 726 de la session)
- le quatrième, extrait d'une pétition signée par 258 pétitionnaires, par M. Garon (Lévis).  
(Document n° 727 de la session)

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Jolivet (Laviolette) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 941 pétitionnaires, concernant certains cas traités par la Commission de la santé et de la sécurité du travail.  
(Document n° 728 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Côté, ministre délégué aux Forêts, dépose:

Copie d'un avis émis par la Direction des affaires juridiques du ministère de l'Énergie et des Ressources concernant la mise en demeure adressée au ministre délégué aux Forêts par l'Association des producteurs de copeaux du Québec.

(Document n° 729 de la session)

### Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, convoque, pour l'étude des crédits budgétaires:

- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour ceux du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (programmes 1 à 9).

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- La Commission des affaires sociales, pour ceux du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère des Transports;
- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour ceux du ministre délégué aux Pêcheries;
- La Commission des institutions, pour ceux du ministère de la Sécurité publique.

**Motions sans préavis**

M. Boulerice (Saint-Jacques) propose:

QUE l'Assemblée nationale offre sa sympathie au peuple arménien, et plus particulièrement à la communauté arménienne du Québec, à l'occasion du 74<sup>e</sup> anniversaire du génocide de ce peuple survenu le 24 avril 1915.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

À 16 h 30, Mme la Vice-présidente lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi, 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### **AFFAIRES COURANTES**

#### **Dépôts de documents**

Mme Bacon, ministre de l'Environnement, dépose:

Le rapport annuel du ministère de l'Environnement, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 730 de la session)

#### **Dépôts de pétitions**

Mme Harel (Maisonneuve) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 220 pétitionnaires, concernant l'énoncé de politique sur les services de garde à l'enfance.

(Document n° 731 de la session)

#### **Questions et réponses orales**

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

**Avis touchant les travaux des commissions**

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, convoque, pour l'étude des crédits budgétaires:

- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour ceux du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (programmes 1 à 9);
- La Commission des affaires sociales, pour ceux du ministère du Conseil exécutif (programme 3) et des organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine;
- La Commission de la culture, pour ceux des organismes relevant du ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- La Commission des institutions, pour ceux du ministère de la Sécurité publique;
- La Commission du budget et de l'administration, pour ceux du ministère des Finances (programmes 6 et 7).

---

À 15 h 09, M. le Président lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mardi, 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Dépôts de documents

M. le Président dépose:

Les notes explicatives portant sur les prévisions budgétaires (1989-1990) et le rapport financier préliminaire (1988-1989) du Directeur général des élections;  
(Document n° 732 de la session)

Les notes explicatives portant sur les prévisions budgétaires (1989-1990) et le rapport financier préliminaire (1988-1989) de la Commission de la représentation électorale.  
(Document n° 733 de la session)

#### Dépôts de pétitions

M. Garon (Lévis) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 79 pétitionnaires, concernant l'énoncé de politique sur les services de garde à l'enfance.  
(Document n° 734 de la session)

## Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

## Avis touchant les travaux des commissions

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque, pour l'étude des crédits budgétaires:

- La Commission des institutions, pour ceux du ministère des Affaires internationales et ceux du ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones;
- La Commission de la culture, pour ceux des organismes relevant du ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française;
- La Commission du budget et de l'administration, pour ceux du ministère du Revenu, du Conseil du Trésor et des organismes relevant du ministre délégué à l'Administration;
- La Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère de l'Environnement.

25 avril 1989

---

À 15 h 00, M. le Président lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mercredi, 15 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Quinze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Présentation de projets de loi

M. Savoie, ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

126 Loi modifiant la Loi concernant les droits sur les mines.

La motion est adoptée.

---

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Ryan, ministre de l'Éducation et ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

125 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les institutions dont le régime d'enseignement est l'objet d'une entente internationale.

La motion est adoptée.

## Dépôts de pétitions

Sont déposés deux extraits de pétition concernant l'industrie du bois de sciage:

- l'un, extrait d'une pétition signée par plus de 3000 pétitionnaires, par M. Gendron (Abitibi-Ouest);  
(Document n° 735 de la session)
- l'autre, extrait d'une pétition signée par plus de 5000 pétitionnaires, par M. Gauvin (Montmagny-L'Islet).  
(Document n° 736 de la session)

Sont également déposés cinq extraits de pétition concernant l'énoncé de politique sur les services de garde à l'enfance:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 80 pétitionnaires, par M. Brouillette (Champlain);  
(Document n° 737 de la session)
- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 112 pétitionnaires, par M. Poulin (Chauveau);  
(Document n° 738 de la session)
- le troisième, extrait d'une pétition signée par 209 pétitionnaires, par Mme Bélanger (Mégantic-Compton);  
(Document n° 739 de la session)
- le quatrième, extrait d'une pétition signée par 250 pétitionnaires, par M. Messier (Saint-Hyacinthe);  
(Document n° 740 de la session)
- le cinquième, extrait d'une pétition signée par 345 pétitionnaires, par M. Laporte (Sainte-Marie).  
(Document n° 741 de la session)

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, deux extraits de pétition sont déposés:

- l'un, extrait d'une pétition signée par 44 pétitionnaires, concernant le financement de l'enseignement privé au Québec, par Mme Juneau (Johnson);  
(Document n° 742 de la session)
- l'autre, extrait d'une pétition signée par 4481 pétitionnaires, concernant l'avenir de l'Institut Armand-Frappier, par M. Filion (Taillon).  
(Document n° 743 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, Mme Robic, ministre déléguée à la Santé et aux Services sociaux, dépose:

Un rapport en date du 26 avril 1989 préparé par le ministère de la Santé et des Services sociaux indiquant le nombre de lits fermés dans les hôpitaux du Québec à la suite des moyens de pression exercés par la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec.

(Document n° 744 de la session)

### Motions sans préavis

M. Gobeil, ministre des Affaires internationales, propose:

QU'à l'occasion du décès de monsieur Hamani Diori, l'Assemblée nationale reconnaisse son apport à l'édification de la communauté francophone internationale.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

**Avis touchant les travaux des commissions**

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

Pour étude des crédits budgétaires:

- La Commission de la culture, pour ceux du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- La Commission de la culture, pour ceux du ministère des Communications;
- La Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie et du ministère de l'Énergie et des Ressources (programmes 5 à 9);
- La Commission des affaires sociales, pour ceux de la ministre déléguée à la Santé et aux Services sociaux;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère de l'Environnement;
- La Commission des institutions, pour ceux du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes.

Pour consultation et étude détaillée d'un projet de loi:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, relativement au projet de loi d'intérêt privé 230, Loi modifiant la Loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer Roberval-Saguenay.



À 16 h 20, M. le Vice-président lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi, 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Présentation de projets de loi

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Séguin, ministre du Revenu, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

119 Loi modifiant la Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement.

La motion est adoptée.

#### Dépôts de documents

Mme Bacon, ministre de l'Environnement, dépose:

Copie de trois lettres en date des 14 mars, 12 et 26 avril 1989 concernant l'enquête sur la gestion des déchets dangereux au Québec confiée au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement.

(Document n° 745 de la session)

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, dépose:

Les rapports annuels du Conseil de la science et de la technologie, pour les exercices financiers terminés les 31 mars 1986, 1987 et 1988.

(Documents n<sup>os</sup> 746, 747 et 748 de la session)

M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, dépose:

Le rapport annuel de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1988.

(Document n° 749 de la session)

### Dépôts de pétitions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, Mme Blackburn (Chicoutimi) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 1580 pétitionnaires, concernant l'octroi de fonds additionnels à l'Office des personnes handicapées du Québec.

(Document n° 750 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque pour l'étude des crédits budgétaires:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux de l'Office de planification et de développement du Québec;

- La Commission du budget et de l'administration, pour ceux du ministère du Revenu.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- La Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère de l'Énergie et des Ressources (programmes 1 à 4 et 5 à 9);
- La Commission des institutions, pour ceux du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes;
- La Commission des affaires sociales, pour ceux du ministère de la Santé et des Services sociaux.

#### **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 298 du Règlement, Mme la Vice-présidente informe l'Assemblée que le jeudi 4 mai 1989, M. Jolivet (Laviolette) s'adressera à M. Séguin, ministre du Travail, dans le cadre de l'interpellation portant sur "la détérioration des services offerts aux travailleurs et travailleuses du Québec par la Commission de la santé et de la sécurité du travail".

#### **Motions sans préavis**

M. Séguin, ministre du Travail, propose:

QUE cette Assemblée, à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai, souligne de façon particulière la contribution inestimable des travailleuses et travailleurs au développement de la société québécoise.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

**27 avril 1989**

---

À 15 h 12, Mme la Vice-présidente lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mardi, 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Présentation de projets de loi

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

128 Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire.

La motion est adoptée.

---

M. Paradis, ministre des Affaires municipales, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

130 Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

## Dépôts de pétitions

M. Audet (Beauce-Nord) dépose quatre extraits de pétition concernant l'énoncé de politique sur les services de garde à l'enfance:

- le premier, extrait d'une pétition signée par plus de 400 pétitionnaires.  
(Document n° 751 de la session)

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement:

- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 38 pétitionnaires;  
(Document n° 752 de la session)
- le troisième, extrait d'une pétition signée par 39 pétitionnaires;  
(Document n° 753 de la session)
- le quatrième, extrait d'une pétition signée par 54 pétitionnaires.  
(Document n° 754 de la session)

## Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, M. Boulerice (Saint-Jacques) dépose:

Copie d'une lettre datée du 5 août 1988 concernant le tournoi de golf CGP organisé dans le cadre de la campagne de financement du Parti libéral du Québec.

(Document n° 755 de la session)

## Motions sans préavis

Mme Bacon, ministre de l'Environnement, propose:

QUE cette Assemblée souligne le Mois de l'environnement qui a pour thème, cette année: "Les pesticides, le moins possible".



Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

**Avis touchant les travaux des commissions**

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque, pour l'étude des crédits budgétaires:

- La Commission des affaires sociales, pour ceux du ministère de la Santé et des Services sociaux;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux de l'Office de planification et de développement du Québec;
- La Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère du Travail et ceux du ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones;
- La Commission du budget et de l'administration, pour ceux du ministère des Approvisionnements et Services.

---

À 15 h 50, sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 52 du Règlement, à mercredi, 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:

210 Loi concernant la Régie intermunicipale d'Aqueduc du Bas-Richelieu.

(Document n° 756 de la session)

---

M. Brassard (Lac-Saint-Jean), au nom de M. Charbonneau (Verchères), présente le projet de loi d'intérêt privé 210, Loi concernant la Régie intermunicipale d'Aqueduc du Bas-Richelieu, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 210 soit renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

### Dépôts de pétitions

M. Boulerice (Saint-Jacques) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 950 pétitionnaires, concernant le génocide du peuple arménien.

(Document n° 757 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### Avis touchant les travaux des commissions

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission des institutions, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministère du Conseil exécutif (programmes 1 et 2);
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 230, Loi modifiant la Loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer Roberval-Saguenay.

---

À 15 h 09, M. le Président lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi, 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### **AFFAIRES COURANTES**

#### **Présentation de projets de loi**

M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

133 Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile.

La motion est adoptée.

---

M. Côté, ministre délégué aux Forêts, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

127 Loi sur le mérite forestier.

La motion est adoptée.

#### **Dépôts de documents**

Mme Robic, ministre déléguée à la Santé et aux Services sociaux, dépose:

Le rapport annuel de l'Office des personnes handicapées du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1987.

(Document n° 758 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

M. Cannon (La Peltre), au nom de M. Charbonneau (Verchères), dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 5 avril 1989, a étudié en détail le projet de loi:

- 118 Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les édifices publics  
- Rapporté sans amendement.

(Document n° 759 de la session)

M. Filion (Taillon) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 13 décembre 1988, 9 février et 23 mars 1989, a vérifié les engagements financiers relevant de la compétence du Premier ministre pour les mois de décembre 1985 et février à octobre 1988, ainsi que ceux du ministère des Affaires internationales pour les mois de décembre 1985 et février à décembre 1988 (secteur Relations internationales), pour les mois d'octobre 1987 à décembre 1988 (secteur Commerce extérieur) et du ministère de la Justice pour les mois de décembre 1985 et février à décembre 1988.

(Document n° 760 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement unanime pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission des affaires sociales, afin de tenir des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 116, Loi sur les régimes complémentaires de retraite.

### **Motions sans préavis**

M. MacDonald, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, propose:

QUE l'Assemblée nationale du Québec souligne la Semaine de l'entreprise qui se tiendra du 5 au 13 mai 1989 et qu'à ce titre, un hommage soit rendu à toutes les personnes oeuvrant au sein des entreprises du Québec.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

M. Côté, ministre délégué aux Forêts, propose:

QUE l'Assemblée nationale soit sensibilisée à la Semaine de l'arbre et des forêts qui se tiendra cette année du 7 au 13 mai.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

### **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

M. le Vice-président informe l'Assemblée que le vendredi 12 mai 1989, Mme Harel (Maisonneuve) s'adressera à M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, dans le cadre de l'interpellation portant sur "l'imbroglie fédéral-provincial relatif aux programmes de formation professionnelle, d'assurance-chômage, d'aide sociale et de congés de maternité".

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 20 du Règlement et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, il est ordonné:

QUE les travaux de la commission plénière qui étudiera aujourd'hui les crédits de l'Assemblée nationale puissent se poursuivre sans interruption au-delà de 18 h 00.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Crédits budgétaires

En exécution de l'article 286 du Règlement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier les crédits de l'Assemblée nationale pour l'année 1989-1990.

L'étude des crédits de l'Assemblée nationale étant terminée, M. le Président de la commission plénière fait rapport à l'Assemblée.

---

À 18 h 18, M. le Président lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mardi, 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Présentation de projets de loi

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

123 Loi modifiant le Code de procédure civile;

129 Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires.

Les motions sont adoptées.

---

M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

135 Loi concernant l'examen des plaintes des clients des distributeurs d'électricité.

La motion est adoptée.

---

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

124 Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec.

La motion est adoptée.

### **Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel**

M. Perron, député de Duplessis, se prévalant de l'article 71 du Règlement, soulève une question de fait personnel afin d'informer l'Assemblée de sa décision de joindre à nouveau, après avoir été acquitté des accusations portées contre lui, le groupe parlementaire de l'Opposition officielle.

### **Questions et réponses orales**

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, dépose:

Une lettre, en date du 18 avril 1989, expédiée au ministre fédéral de l'Énergie, des Mines et des Ressources, M. Jake Epp, concernant le projet Soligaz.

(Document n° 761 de la session)

### **Motions sans préavis**

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Bourassa, premier ministre, propose:

QUE, conformément aux articles 106 et 107 de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1), Me Gilles R. Tremblay soit nommé membre à la Commission de la fonction publique pour un mandat d'une durée de cinq ans à compter du 1<sup>er</sup> août 1989.

(Vote n° 64)

POUR

Audet	Côté	Hamel	Paré
Baril	(Charlesbourg)	Harel	Parent
Bégin	Côté	Johnson	(Bertrand)
Bélanger	(Riv.-du-Loup)	Jolivet	Pelchat
(Laval-des-Rap.)	Cusano	Joly	Perron
Bélanger	Dauphin	Juneau	Polak
(Még.-Compton)	Dionne	Khelfa	Poulin
Bélisle	Doyon	Larouche	Rémillard
Bissonnet	Dubois	Latulippe	Richard
Blackburn	Dufour	Lavoie-Roux	Robic
(Chicoutimi)	Farrah	Leclerc	Rocheffort
Blackburn	Filion	Lefebvre	Ryan
(Roberval)	Forget	Legault	Saintonge
Blais	Fortier	Lemire	St-Roch
Bleau	French	Levesque	Savoie
Boulerice	Gagnon-Tremblay	Lincoln	Séguin
Bourbeau	Gardner	Maltais	Sirros
Bradet	Garon	Marcil	Thérien
Brassard	Gauvin	Marx	Thuringer
Brouillette	Gendron	Messier	Tremblay
Camden	Gervais	Pagé	(Rimouski)
Chagnon	Gobé	Paradis	Trépanier
Chevrette	Gobeil	(Brome-Miss.)	Vallerand
Ciaccia	Godin	Paradis	Vallières
Claveau	Gratton	(Matapédia)	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 89 Contre: 0

**Avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission des affaires sociales, afin de tenir des consultations

particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 116, Loi sur les régimes complémentaires de retraite;

- La Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 63, Loi modifiant la Loi sur l'Université du Québec;
- La Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 45, Loi modifiant la Loi sur les agronomes, le projet de loi 47, Loi modifiant la Loi sur les chimistes professionnels, le projet de loi 48, Loi modifiant la Loi sur les comptables agréés, le projet de loi 50, Loi modifiant la Loi sur les médecins vétérinaires, le projet de loi 51, Loi modifiant la Loi médicale, le projet de loi 52, Loi modifiant la Loi sur l'optométrie, le projet de loi 56, Loi sur les dentistes, le projet de loi 57, Loi modifiant la Loi sur la podiatrie, et le projet de loi 88, Loi modifiant la Loi sur les opticiens d'ordonnances;
- La Commission des institutions, afin d'étudier les prévisions budgétaires du Directeur général des élections et de la Commission de la représentation électorale.

### **Renseignement sur les travaux de l'Assemblée**

M. le Vice-président informe l'Assemblée que le débat de la prochaine séance aux affaires inscrites par les députés de l'Opposition portera sur la motion de M. Paré (Shefford). Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale du Québec demande au gouvernement de cesser de négliger la saine gestion des déchets dangereux et des déchets domestiques sur le territoire du Québec et qu'il renonce à annoncer des mesures environnementales qui ne sont pas suivies d'actions concrètes.

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

M. Fortier, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le principe du projet de loi 61, Loi modifiant la Loi sur la pharmacie, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 61 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 61 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

---

M. Fortier, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le principe du projet de loi 62, Loi modifiant la Loi sur les infirmières et les infirmiers, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 62 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 62 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

---

M. Fortier, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le principe du projet de loi 87, Loi modifiant la Loi sur le notariat, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 87 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 87 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

#### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 118, Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les édifices publics, ainsi que l'amendement proposé par M. Séguin, ministre du Travail.

Après débat, l'amendement est adopté.

Le rapport amendé est adopté.

#### *Adoption du principe*

M. Séguin, ministre du Revenu, propose que le principe du projet de loi 119, Loi modifiant la Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Jolivet, leader adjoint de l'Opposition officielle.

**9 mai 1989**

---

À 16 h 19, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à mercredi, 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**





---

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Bacon, ministre de l'Environnement, proposant que le principe du projet de loi 108, Loi sur les espèces menacées ou vulnérables et modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 108 est adopté.

Sur la motion de Mme Bacon, ministre de l'Environnement, le projet de loi 108 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

#### *Adoption*

M. Séguin, ministre du Travail, propose que le projet de loi 118, Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les édifices publics, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 118 est adopté.

---

À 12 h 14, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 20 du Règlement, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

**Quinze heures**

## **AFFAIRES COURANTES**

### **Présentation de projets de loi**

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

120 Loi modifiant la Loi sur le Musée des beaux-arts de Montréal.

La motion est adoptée.

### **Dépôts de documents**

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose:

Le rapport annuel du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 762 de la session)

M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, dépose:

La convention complémentaire n° 10 à la Convention de la Baie James et du Nord québécois, en date du 3 mai 1989, ainsi que la proclamation enregistrée le 4 mai 1989 concernant son entrée en vigueur.

(Document n° 763 de la session)

### **Dépôts de rapports de commissions**

M. le Président dépose:

Les rapports des commissions parlementaires qui ont étudié les crédits budgétaires pour l'exercice financier 1989-1990.

(Document n° 764 de la session)

### **Dépôts de pétitions**

Mme Harel (Maisonneuve) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 22 724 pétitionnaires, concernant l'injustice sociale dont sont victimes les femmes mariées sous le régime de séparation de biens.

(Document n° 765 de la session)

### **Questions et réponses orales**

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### **Avis touchant les travaux des commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission des affaires sociales, afin de tenir des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 116, Loi sur les régimes complémentaires de retraite.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Affaires inscrites par les députés de l'Opposition

M. Paré (Shefford) propose la motion suivante:

QUE l'Assemblée nationale du Québec demande au gouvernement de cesser de négliger la saine gestion des déchets dangereux et des déchets domestiques sur le territoire du Québec et qu'il renonce à annoncer des mesures environnementales qui ne sont pas suivies d'actions concrètes.

Le débat s'engage.

---

À 18 h 00, Mme la Vice-présidente lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi, 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Présentation de projets de loi

M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

134 Loi sur les intermédiaires de marché.

La motion est adoptée.

---

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

142 Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse.

La motion est adoptée.

---

M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 122 Loi modifiant la Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec.

La motion est adoptée.

---

M. Paradis, ministre des Affaires municipales, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 136 Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec et le Code civil en matière de bail d'un logement à loyer modique.

La motion est adoptée.

---

M. MacDonald, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 138 Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec.

La motion est adoptée.

---

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Côté, ministre des Transports, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 132 Loi modifiant la Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport en matière de règlement d'emprunt.

La motion est adoptée.

### Questions et réponses orales

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, M. Chevette, chef de l'Opposition officielle, dépose:

Lettres et communiqués concernant le plan d'équilibre budgétaire présenté au centre des services sociaux Laurentides-Lanaudière.

(Document n° 766 de la session)

### Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement unanime pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, M. Gratton, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission des affaires sociales, afin de tenir des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 116, Loi sur les régimes complémentaires de retraite.

### Renseignements sur les travaux de l'Assemblée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux renseignements sur les travaux de l'Assemblée.

M. le Président informe l'Assemblée que le vendredi 19 mai 1989, M. Boulrice (Saint-Jacques) s'adressera à M. Johnson, président du Conseil du Trésor, dans le cadre de l'interpellation portant sur "la détérioration de la situation économique et les problèmes de chômage à Montréal".

## Motions sans préavis

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

QU'en raison de l'urgence de la situation et en vue de permettre l'adoption de tous les crédits budgétaires pour l'année financière se terminant le 31 mars 1990, tels que déposés à l'Assemblée le 21 mars 1989, l'application des règles de procédure prévues aux première et deuxième phrases du deuxième alinéa de l'article 288 soit suspendue et que les règles suivantes s'appliquent en leur lieu et place:

"À la séance suivante, ces rapports font l'objet d'un débat restreint, au cours duquel ils ne peuvent être amendés sauf sur motion sans préavis du leader du gouvernement ou d'un ministre. Le débat sur cette motion qui ne peut être amendée est tenu dans le cadre du débat restreint sur les rapports. Après le débat, l'Assemblée se prononce sur l'amendement aux rapports, sur ces rapports regroupés, amendés ou non, puis sur le projet de loi qui y fait suite."

Un débat s'ensuit.

Mme la Vice-présidente informe alors l'Assemblée de la répartition du temps de parole pour la discussion de cette motion. Mis à part un droit de réplique de 5 minutes accordé à l'auteur de la motion, les deux groupes parlementaires se partageront également la période allouée à ce débat.

Le débat se poursuit.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 215 du Règlement, le droit de réplique accordé à l'auteur de la motion est exercé par M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix. Un vote par appel nominal est exigé.



(Vote n° 65)

POUR

Bélanger (Laval-des-Rap.)	Després	Laporte	Picotte
Bélanger (Még.-Compton)	Dionne	Larouche	Poulin
Bélisle	Doyon	Leclerc	Richard
Bleau	Dubois	Lefebvre	Robic
Bourbeau	Dutil	Legault	Saintonge
Bradet	Fortier	Lemire	St-Roch
Brouillette	French	Levesque	Sirros
Camden	Gagnon-Tremblay	Marcil	Thérien
Cannon	Gauvin	Marx	Vaillancourt
Cardinal	Gervais	Paradis	Vallerand
Chagnon	Gobé	(Brome-Miss.)	Vallières
Cusano	Hains	Paradis	
	Johnson	(Matapédia)	
	Kehoe	Philibert	

CONTRE

Blackburn (Chicoutimi)	Brassard	Godin	Perron
Blais	Chevrette	Harel	
Boulerice	Dufour	Juneau	
	Garon	Paré	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 49 Contre: 12

## AFFAIRES DU JOUR

### Affaires prioritaires

#### *Crédits budgétaires*

L'Assemblée tient le débat restreint sur les rapports des commissions qui ont étudié les crédits budgétaires pour l'année financière 1989-1990.

Au début de son intervention et conformément à la motion de suspension des règles adoptée précédemment, M. Johnson, président du Conseil du Trésor, propose:

QUE les rapports des commissions faisant l'objet du présent débat soient amendés pour que soient adoptés les crédits visés au programme 6, *L'inspecteur général des institutions financières* et au programme 7, *Contrôle, surveillance et développement du commerce des valeurs mobilières*, du ministère des Finances.

Après une brève suspension, M. le Vice-président entend les arguments exprimés de part et d'autre sur la recevabilité de la motion d'amendement.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 20 du Règlement, les travaux se poursuivent au-delà de 18 h 00.

---

À 18 h 07, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

Vingt heures

M. le Vice-président rend la décision suivante sur la recevabilité de la motion d'amendement présentée par M. Johnson, président du Conseil du Trésor:

#### DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La motion d'amendement présentée par M. Johnson, président du Conseil du Trésor, est recevable puisqu'elle se rapporte à la motion de fond présentement à l'étude, soit l'adoption des rapports des commissions parlementaires ayant étudié les crédits budgétaires, et est conforme aux règles particulières régissant un amendement proposé à un rapport d'une commission parlementaire soumis à la considération de l'Assemblée.

De plus, dans sa forme, la motion d'amendement est conforme aux règles et usages relatifs à la procédure d'amendement puisqu'elle soumet aux membres de l'Assemblée une proposition claire dont la mise aux voix aura pour résultat soit l'adoption, soit le maintien du rejet des crédits budgétaires en cause.

---

M. le Vice-président informe ensuite l'Assemblée de la répartition du temps de parole prévu pour le débat restreint sur les rapports des commissions et sur l'amendement proposé par M. Johnson, président du Conseil du Trésor. À l'exception d'un droit de réplique de 10 minutes accordé à l'auteur de la motion, les deux groupes parlementaires se partageront également la période allouée à ce débat. Dans ce cadre, la durée de chacune des interventions ne sera soumise à aucune limite.

Le débat se poursuit sur les rapports des commissions et sur l'amendement proposé par M. Johnson, président du Conseil du Trésor.

Le débat prend fin conformément à l'article 210.

---

**11 mai 1989**

---

À 22 h 00, sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à lundi, 15 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**

Quinze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

Les projets de loi suivants sont l'un après l'autre présentés et, sur la motion de leurs auteurs respectifs, l'Assemblée accepte d'en être saisie:

- 137 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'application du Code de procédure pénale - M. Rémillard, ministre de la Justice;
- 139 Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie et d'autres dispositions législatives - Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux;
- 140 Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne concernant la Commission et instituant le Tribunal des droits de la personne - M. Rémillard, ministre de la Justice;
- 141 Loi sur les cours municipales et modifiant diverses dispositions législatives - M. Rémillard, ministre de la Justice;
- 143 Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal, la Loi sur le ministère des Transports et la Loi sur les transports - M. Côté, ministre des Transports;
- 144 Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu - M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu;

- 145 Loi sur le curateur public et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives - M. Rémillard, ministre de la Justice;
- 146 Loi modifiant le Code civil du Québec et d'autres dispositions législatives afin de favoriser l'égalité économique des époux - Mme Gagnon-Tremblay, ministre déléguée à la Condition féminine;
- 147 Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et d'autres dispositions législatives - M. Paradis, ministre des Affaires municipales;
- 148 Loi modifiant la Loi sur les huissiers - M. Rémillard, ministre de la Justice;
- 149 Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique - Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux;
- 150 Loi modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance - Mme Gagnon -Tremblay, ministre déléguée à la Condition féminine;
- 195 Loi relative à l'implantation d'une aluminerie dans la région de Sept-Îles - M. Farrah (Îles-de-la-Madeleine), au nom de M. Chagnon (Saint-Louis).

---

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant :

- 279 Loi remplaçant la Loi concernant La Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec.  
(Document n° 767 de la session)

M. Farrah (Îles-de-la-Madeleine), au nom de M. Chagnon (Saint-Louis), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 279, Loi remplaçant la Loi concernant La Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec.

La motion est adoptée.

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 279 soit renvoyé à la Commission du budget et de l'administration pour consultation et étude détaillée et que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

### Dépôts de rapports de commissions

M. Leclerc (Taschereau), au nom de M. Bélanger (Laval-des-Rapides), dépose:

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 9, 10 et 11 mai 1989, a tenu des consultations particulières et des auditions publiques dans le cadre de l'étude du projet de loi:

- 116 Loi sur les régimes complémentaires de retraite - Rapport recommandant une réimpression (article 238 du Règlement).  
(Document n° 768 de la session)

### Dépôts de pétitions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Chevrette, chef de l'Opposition officielle, dépose deux extraits de pétition:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 1040 pétitionnaires, concernant la construction et l'agrandissement de certaines écoles de la commission scolaire des Manoirs;  
(Document n° 769 de la session)
- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 259 pétitionnaires, concernant l'agrandissement de l'école secondaire La Mennais de Mascouche.  
(Document n° 770 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. MacDonald, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, dépose:

Un mémoire, en date du 19 juin 1987, de la Direction de l'aide à l'implantation industrielle, ministère de l'Industrie et du Commerce, concernant la vente d'un terrain, par la ville de Buckingham, à MM. Norman MacMillan et Réjean Côté.

(Document n° 771 de la session)

---

Puis, du consentement unanime pour déroger à l'article 53 du Règlement, au cours d'une réponse différée, M. Paradis, ministre des Affaires municipales, dépose:

Le rapport de vérification, en date du 15 mai 1989, du Service de la gestion financière et administrative, ministère des Affaires municipales, concernant la vente d'un terrain, par la ville de Buckingham, à MM. Norman MacMillan et Réjean Côté.

(Document n° 772 de la session)

### Avis touchant les travaux des commissions

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 61, Loi modifiant la Loi sur la pharmacie, le projet de loi 62, Loi modifiant la Loi sur les infirmières et les infirmiers, et le projet de loi 87, Loi modifiant la Loi sur le notariat.



15 mai 1989

---

## AFFAIRES DU JOUR

À 16 h 29, sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mardi, 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Dépôts de documents

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, dépose:

*Le deuxième rapport triennal sur les effets de la Loi sur l'abolition de la retraite obligatoire et modifiant certaines dispositions législatives (1982, chapitre 12).*

(Document n° 773 de la session)

M. Dutil, ministre des Communications, dépose:

*Le décret 125-89 concernant la communication de fichiers de renseignements personnels entre le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science et le ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu.*

(Document n° 774 de la session)

#### Dépôts de pétitions

Mme Juneau (Johnson) dépose:

*L'extrait d'une pétition, signée par 5969 pétitionnaires, concernant le centre local de services communautaires La Chenaie et l'ensemble du budget qui lui est consacré.*

(Document n° 775 de la session)

## Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

## Motions sans préavis

M. Richard (Nicolet) propose:

QUE l'Assemblée nationale rende hommage à monseigneur Albertus Martin, évêque émérite de Nicolet.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

M. Gratton, ministre du Tourisme, propose:

QUE l'Assemblée souligne la Semaine nationale de sensibilisation au tourisme qui se tient du 15 au 21 mai 1989.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

M. Rémillard, ministre de la Sécurité publique, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Semaine de la police qui se tient du 15 au 21 mai 1989.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

M. Boulerice (Saint-Jacques) propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne l'importance de l'oeuvre de monsieur Luc Lacoursière et offre à ses parents et amis ses plus sincères condoléances.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

M. Godin (Mercier) propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne l'élection de Carlos Menem à la présidence de l'Argentine.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail, d'une part, le projet de loi 119, Loi modifiant la Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement, le projet de loi 87, Loi modifiant la Loi sur le notariat, et d'autre part, d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 279, Loi remplaçant la Loi concernant La Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec;
  - La Commission des institutions, afin d'étudier les prévisions budgétaires du Directeur général des élections et de la Commission de la représentation électorale.
-

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 123, Loi modifiant le Code de procédure civile, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 123 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 123 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

---

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 129, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 129 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 129 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

---

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Séguin, ministre du Revenu, proposant que le principe du projet de loi 119, Loi modifiant la Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 119 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 119 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

---

M. Côté, ministre délégué aux Forêts, propose que le principe du projet de loi 127, Loi sur le mérite forestier, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement.

---

À 16 h 37, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 20 du Règlement, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

Vingt heures

**Affaires prioritaires**

M. Levesque, ministre des Finances, prononce le discours du budget.

Au cours de son intervention, M. Levesque dépose, avec le consentement de l'Assemblée, les documents suivants:

- Le sommaire des opérations financières pour 1987-1988 et 1988-1989;  
(Document n° 776 de la session)
- Le sommaire des opérations financières pour 1989-1990.  
(Document n° 777 de la session)

À la fin de son intervention, M. Levesque propose que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

M. Parent (Bertrand) fait quelques commentaires au nom de l'Opposition officielle.

---

À 22 h 12, M. le Président lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mercredi, 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

### *Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Côté, ministre délégué aux Forêts, proposant que le principe du projet de loi 127, Loi sur le mérite forestier, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 127 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 127 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

M. Paradis, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 130, Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 130 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 130 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

---

M. Paradis, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 121, Loi modifiant la Loi sur la Commission municipale, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 121 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 121 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

---

À 13 h 00, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

## **AFFAIRES COURANTES**

### **Dépôts de documents**

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Le rapport annuel du ministère de la Santé et des Services sociaux, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 778 de la session)

M. MacDonald, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, dépose:

Le rapport annuel de Sidbec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1988.

(Document n° 779 de la session)

### **Dépôts de rapports de commissions**

M. Parent (Sauvé) dépose:

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, le 9 mai 1989, a étudié en détail le projet de loi:

- 63 Loi modifiant la Loi sur l'Université du Québec - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 780 de la session)

## Dépôts de pétitions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Blais (Terrebonne) dépose trois extraits de pétition:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 1013 pétitionnaires, demandant que la commission scolaire des Manoirs soit dotée de nouvelles écoles;  
(Document n° 781 de la session)
- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 2282 pétitionnaires, demandant qu'une école primaire soit accordée au secteur de Saint-Louis-de-Terrebonne;  
(Document n° 782 de la session)
- le troisième, extrait d'une pétition signée par 929 pétitionnaires, demandant qu'une école primaire soit construite pour septembre 1990 dans le secteur de Mascouche-Centre.  
(Document n° 783 de la session)

## Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

## Avis touchant les travaux des commissions

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 127, Loi sur le mérite forestier;
- La Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi 123, Loi modifiant le Code de procédure civile, et le projet de loi 129, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires.

## AFFAIRES DU JOUR

### Affaires inscrites par les députés de l'Opposition

L'Assemblée reprend le débat sur la motion proposée par M. Paré (Shefford). Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale du Québec demande au gouvernement de cesser de négliger la saine gestion des déchets dangereux et des déchets domestiques sur le territoire du Québec et qu'il renonce à annoncer des mesures environnementales qui ne sont pas suivies d'actions concrètes.

Mme la Vice-présidente informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole prévu pour la discussion de cette motion au cours de la présente séance. Mis à part un droit de réplique de 15 minutes accordé à l'auteur de la motion, les deux groupes parlementaires se partageront également la période allouée à ce débat et le temps non utilisé par l'un des groupes sera attribué à l'autre. Dans ce cadre, la durée de chacune des interventions ne sera soumise à aucune limite.

Le débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Blackburn, ministre délégué à l'Environnement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

---

À 18 h 00, Mme la Vice-présidente lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi, 14 h 00.

*Le Président*

PIERRE LORRAIN



---

**Quatorze heures**

**Moment de recueillement**

**AFFAIRES COURANTES**

**Dépôts de documents**

M. Rémillard, ministre de la Justice, dépose:

Les rapport, recommandations et annexes du comité d'étude chargé d'étudier la rémunération, le régime de retraite et les autres avantages sociaux des membres de la Cour du Québec.

(Document n° 784 de la session)

**Dépôts de rapports de commissions**

M. Filion (Taillon) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 17 mai 1989, a étudié les prévisions budgétaires du Directeur général des élections et de la Commission de la représentation électorale pour l'année financière 1989-1990, lesquelles ont été approuvées.

(Document n° 785 de la session)

## Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

## Votes reportés

Mme la Vice-présidente met aux voix la motion présentée par M. Paré (Shefford) aux affaires inscrites par les députés de l'Opposition. Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale du Québec demande au gouvernement de cesser de négliger la saine gestion des déchets dangereux et des déchets domestiques sur le territoire du Québec et qu'il renonce à annoncer des mesures environnementales qui ne sont pas suivies d'actions concrètes.

(Vote n° 66)

### POUR

Blackburn	Brassard	Filion	Paré
(Chicoutimi)	Chevrette	Gendron	Parent
Blais	Claveau	Jolivet	(Bertrand)
Boulerice	Dufour	Juneau	Rocheport

### CONTRE

Audet	Bourbeau	Dutil	Larouche
Baril	Bradet	Farrah	Latulippe
Beaudin	Cardinal	Fortier	Lavoie-Roux
Bélanger	Côté	Gauvin	Leclerc
(Még.-Compton)	(Riv.-du-Loup)	Gratton	Lemieux
Bélisle	Cusano	Hétu	Lemire
Blackburn	Dauphin	Hovington	Levesque
(Roberval)	Després	Kehoe	Maciocia
Bleau	Doyon	Khelfa	Marcil



Messier	Picotte	Ryan	Trudel
Middlemiss	Polak	St-Roch	Vallerand
Pagé	Poulin	Sirros	Vallières
Paradis	Rémillard	Tremblay	
(Brome-Miss.)	Richard	(Rimouski)	
Pelchat	Robic	Trépanier	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 14 Contre: 52

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 130, Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et d'autres dispositions législatives, et le projet de loi 121, Loi modifiant la Loi sur la Commission municipale;
- La Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 279, Loi remplaçant la Loi concernant La Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec.

#### **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

Mme la Vice-présidente informe l'Assemblée que du consentement unanime pour déroger à l'article 298 du Règlement, le jeudi 25 mai 1989, M. Garon (Lévis) s'adressera à M. Côté, ministre des Transports et ministre responsable du Développement régional, dans le cadre de l'interpellation portant sur "l'état déplorable du réseau routier et l'insuffisance inacceptable des budgets dans ce secteur".

## AFFAIRES DU JOUR

### Affaires prioritaires

M. Parent (Bertrand) entame le débat sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

À la fin de son intervention, M. Parent (Bertrand) propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement libéral de ne pas avoir de véritable politique familiale, de rester indifférent devant la dégradation de l'économie et de l'emploi et d'abdiquer ses responsabilités face aux enjeux cruciaux de la société québécoise.

Le débat se poursuit sur la motion principale et sur la motion de censure.

À la fin de son intervention, M. Blais (Terrebonne) propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement l'actuel gouvernement du Québec qui ne trouve pas l'esprit de décision nécessaire pour maintenir dans son giron financier des pans complets de programmes que s'approprie anticonstitutionnellement le gouvernement fédéral au détriment du respect dû au peuple du Québec et ceci malgré nos droits dans une constitution déjà trop peu généreuse envers la population québécoise qui se veut former un peuple distinct.

Le débat se poursuit sur la motion principale et sur les motions de censure.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Gendron, leader de l'Opposition officielle.

---

À 18 h 00, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

Vingt heures

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement, et sur les motions de censure présentées par M. Parent (Bertrand) et M. Blais (Terrebonne).

À la fin de son intervention, M. Gendron, leader de l'Opposition officielle, propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement libéral qui ne considère toujours pas l'éducation comme une priorité en refusant d'accorder les crédits requis au financement des universités, des commissions scolaires et des cégeps.

Le débat se poursuit sur la motion principale et sur les motions de censure.

---

À 22 h 00, Mme la Vice-présidente lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mardi, 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

Conformément à l'article 16 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*, M. Théorêt, député de Vimont, démissionne de vive voix de son siège à l'Assemblée.

## AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. le Vice-président dépose les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale:

- Décision 311, en date du 1<sup>er</sup> mars 1989, concernant le Règlement sur le virement de crédits entre les catégories de dépenses 01 et 02 de la supercatégorie "Fonctionnement-personnel";
- Décision 321, en date du 17 mai 1989, concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les allocations aux députés.

(Document n° 786 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 17 mai 1989, a étudié en détail le projet de loi:

- 127 Loi sur le mérite forestier - Rapporté avec des amendements.  
(Document n° 787 de la session)

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 16 mai 1989, a étudié en détail le projet de loi:

- 119 Loi modifiant la Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement - Rapporté sans amendement.  
(Document n° 788 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### Avis touchant les travaux des commissions

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 121, Loi modifiant la Loi sur la Commission municipale, et le projet de loi 130, Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et d'autres dispositions législatives;
- La Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 279, Loi remplaçant la Loi concernant La Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec.

## Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. le Vice-président informe l'Assemblée que lors des affaires inscrites par les députés de l'Opposition, la motion débattue sera celle de M. Fillion (Taillon) proposant que le principe du projet de loi 191, Loi modifiant la Charte de la langue française et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Affaires prioritaires

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement, et sur les motions de censure suivantes:

De M. Parent (Bertrand):

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement libéral de ne pas avoir de véritable politique familiale, de rester indifférent devant la dégradation de l'économie et de l'emploi et d'abdiquer ses responsabilités face aux enjeux cruciaux de la société québécoise.

De M. Blais (Terrebonne):

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement l'actuel gouvernement du Québec qui ne trouve pas l'esprit de décision nécessaire pour maintenir dans son giron financier des pans complets de programmes que s'approprie anticonstitutionnellement le gouvernement fédéral au détriment du respect dû au peuple du Québec et ceci malgré nos droits dans une constitution déjà trop peu généreuse envers la population québécoise qui se veut former un peuple distinct.

De M. Gendron, leader de l'Opposition officielle:

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement libéral qui ne considère toujours pas l'éducation comme une priorité en refusant d'accorder les crédits requis au financement des universités, des commissions scolaires et des cégeps.

À la fin de son intervention, M. Boulerice (Saint-Jacques) propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral qui, par la voie de son premier ministre, a abandonné son engagement électoral visant à accorder à la culture 1% du budget total du Québec.

Le débat se poursuit sur la motion principale et sur les motions de censure.

Au cours de son intervention, M. Paré (Shefford) propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement libéral de négliger l'environnement depuis trois ans et demi en misant sur les discours creux plutôt que sur l'action et les investissements visant à protéger l'environnement.

Le débat se poursuit sur la motion principale et sur les motions de censure.

À la fin de son intervention, M. Dufour (Jonquière) propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral qui oublie les municipalités dans ses politiques fiscales en refusant de payer ses en lieu de taxe à 100%, d'examiner le partage des coûts des corps policiers, de revoir la question de la taxe industrielle; dans son refus d'augmenter ou d'accorder les crédits nécessaires pour les programmes municipaux tels que ReviCentre, les réseaux d'aqueduc et d'égout, les programmes d'assainissement des eaux, l'aménagement de pistes cyclables, l'aide à la construction résidentielle ainsi que de favoriser la mise en place d'incubateurs industriels.

Le débat se poursuit sur la motion principale et sur les motions de censure.



À 17 h 55, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

Vingt heures

### Affaires prioritaires

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement, et sur les motions de censure présentées par M. Parent (Bertrand), M. Blais (Terrebonne), M. Gendron, leader de l'Opposition officielle, M. Boulerice (Saint-Jacques), M. Paré (Shefford) et M. Dufour (Jonquière).

À la fin de son intervention, Mme Juneau (Johnson) propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de négliger de façon irresponsable les services aux personnes âgées, reniant ainsi ses engagements électoraux.

Le débat se poursuit sur la motion principale et sur les motions de censure.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement.

---

À 21 h 53, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mercredi, 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES DU JOUR

### Affaires prioritaires

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement, et sur les motions de censure suivantes:

De M. Parent (Bertrand):

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement libéral de ne pas avoir de véritable politique familiale, de rester indifférent devant la dégradation de l'économie et de l'emploi et d'abdiquer ses responsabilités face aux enjeux cruciaux de la société québécoise.

De M. Blais (Terrebonne):

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement l'actuel gouvernement du Québec qui ne trouve pas l'esprit de décision nécessaire pour maintenir dans son giron financier des pans complets de programmes que s'approprie anticonstitutionnellement le gouvernement fédéral au détriment du respect dû au peuple du Québec et ceci malgré nos droits dans une constitution déjà trop peu généreuse envers la population québécoise qui se veut former un peuple distinct.

De M. Gendron, leader de l'Opposition officielle:

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement libéral qui ne considère toujours pas l'éducation comme une priorité en refusant d'accorder les crédits requis au financement des universités, des commissions scolaires et des cégeps.

De M. Boulerice (Saint-Jacques):

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral qui, par la voie de son premier ministre, a abandonné son engagement électoral visant à accorder à la culture 1% du budget total du Québec.

De M. Paré (Shefford):

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement libéral de négliger l'environnement depuis trois ans et demi en misant sur les discours creux plutôt que sur l'action et les investissements visant à protéger l'environnement.

De M. Dufour (Jonquière):

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral qui oublie les municipalités dans ses politiques fiscales en refusant de payer ses en lieu de taxe à 100%, d'examiner le partage des coûts des corps policiers, de revoir la question de la taxe industrielle; dans son refus d'augmenter ou d'accorder les crédits nécessaires pour les programmes municipaux tels que ReviCentre, les réseaux d'aqueduc et d'égout, les programmes d'assainissement des eaux, l'aménagement de pistes cyclables, l'aide à la construction résidentielle ainsi que de favoriser la mise en place d'incubateurs industriels.

De Mme Juneau (Johnson):

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de négliger de façon irresponsable les services aux personnes âgées, reniant ainsi ses engagements électoraux.

À la fin de son intervention, Mme Blackburn (Chicoutimi) propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement libéral pour son attitude irresponsable à l'endroit de dizaines de milliers de personnes de tout âge qui attendent des services de santé et des services sociaux depuis des mois, voire des années au détriment de leur santé physique et mentale.

Le débat se poursuit sur la motion principale et sur les motions de censure.

À la fin de son intervention, M. Brassard (Lac-Saint-Jean) propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement libéral pour ses politiques déficientes en matière de formation professionnelle qui maintiennent un taux de chômage démesurément élevé.

Le débat se poursuit sur la motion principale et sur les motions de censure.

Conformément à l'article 275 du Règlement, le débat est suspendu à l'Assemblée.

---

À 12 h 35, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

## **AFFAIRES COURANTES**

### **Dépôts de documents**

M. Vallerand, ministre des Approvisionnements et Services, au nom de Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, dépose:

Le rapport annuel du Conseil consultatif de la lecture et du livre, pour les exercices financiers terminés les 31 mars 1987 et 1988.

(Document n° 789 de la session)

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Séguin, ministre du Revenu, dépose:

Le rapport annuel du ministère du Revenu, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 790 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### Motions sans préavis

M. Blais (Terrebonne) propose une motion qui ne peut être débattue faute de consentement.

---

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, propose:

QUE M. Réjean Doyon, député de Louis-Hébert, remplace M. Robert Middlemiss, député de Pontiac, comme membre permanent de la Commission de l'aménagement et des équipements;

QUE M. Robert Middlemiss, député de Pontiac, remplace M. Jean-Guy Gervais, député de L'Assomption, comme membre permanent de la Commission des affaires sociales;

QUE M. Jean-Guy Gervais, député de L'Assomption, remplace M. Cosmo Maciocia, député de Viger, comme membre permanent de la Commission de la culture;

QUE M. Cosmo Maciocia, député de Viger, remplace M. Réjean Doyon, député de Louis-Hébert, comme membre permanent de la Commission des institutions;

QUE M. Jean-Guy St-Roch, député de Drummond, remplace Mme Madeleine Bélanger, députée de Mégantic-Compton, comme membre permanent de la Commission de l'économie et du travail; et

QUE Mme Madeleine Bélanger, députée de Mégantic-Compton, remplace Mme Violette Trépanier, députée de Dorion, comme membre permanent de la Commission de l'aménagement et des équipements.

La motion est adoptée.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires;
- La Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre le débat sur le discours du budget.

---

### **AFFAIRES DU JOUR**

#### **Affaires inscrites par les députés de l'Opposition**

##### *Adoption du principe*

M. Filion (Taillon) propose que le principe du projet de loi 191, Loi modifiant la Charte de la langue française et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement.

---

À 18 h 07, M. le Vice-président lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi, 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Dépôts de documents

M. Côté, ministre des Transports, dépose:

Le rapport de la Commission des transports du Québec concernant l'application de la *Loi sur le camionnage* pour l'année 1988.

(Document n° 791 de la session)

M. Vallerand, ministre des Approvisionnements et Services, au nom de Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, dépose:

Un avis de classement de la Commission des biens culturels du Québec concernant le site archéologique du poste de traite de la rivière Ashuapmushuan.

(Document n° 792 de la session)

#### Dépôts de pétitions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Parent (Bertrand) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 7750 pétitionnaires, concernant la fermeture de la compagnie Northern Telecom à Aylmer.

(Document n° 793 de la session)

## Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose:

Une lettre, en date du 6 mai 1989, expédiée par M. Gilles Lacroix, Union des producteurs agricoles, concernant le zonage agricole de Laval.

(Document n° 794 de la session)

## Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre le débat sur le discours du budget;
- La Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires.

---

M. le Président donne l'avis suivant:

- La Commission de l'économie et du travail se réunira afin de statuer sur la motion de M. Jolivet, leader adjoint de l'Opposition officielle, proposant que la commission se donne un mandat d'initiative afin d'examiner l'administration de la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec et l'application des lois qui la régissent.

**Motions sans préavis**

M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Semaine Québec-Canada en forme.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

Mme Juneau (Johnson) propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Semaine de l'âge d'or qui se déroule du 21 au 28 mai 1989.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

Mme Pelchat (Vachon) propose:

QUE les membres de cette Assemblée soulignent de façon particulière la Journée internationale des musées qui se tiendra le 28 mai prochain et félicitent tous ceux et celles qui oeuvrent dans le réseau muséal du Québec.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que le principe du projet de loi 135, Loi concernant l'examen des plaintes des clients des distributeurs d'électricité, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement.

---

M. Paradis, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 147, Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 147 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 147 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

---

M. Paradis, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 136, Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec et le Code civil en matière de bail d'un logement à loyer modique, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 20 du Règlement, les travaux se poursuivent au-delà de 18 h 00.

Après le débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 136 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 136 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

---

À 19 h 02, sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mardi, 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Dépôts de documents

M. Côté, ministre des Transports, dépose:

Copie d'un protocole d'entente entre l'Office de planification et de développement du Québec et la ville de Charlesbourg concernant le versement d'une subvention pour l'acquisition de terrains en vue du développement d'un parc d'activités récréo-touristiques à Charlesbourg.

(Document n° 795 de la session)

#### Dépôts de pétitions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Paradis (Matapédia) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par plus de 24 000 pétitionnaires, concernant le recrutement de personnel médical pour le Centre hospitalier régional du Grand-Portage.

(Document n° 796 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose:

Le protocole d'entente entre la ville de Laval, la municipalité régionale de comté de Laval et le Syndicat des producteurs agricoles de Laval, en date du 19 mars 1989, concernant la vocation urbaine et agricole du territoire de la ville de Laval;

(Document n° 797 de la session)

Un télégramme expédié par le Syndicat des producteurs agricoles de Laval, en date du 29 mai 1989, demandant que le Conseil des ministres adopte le décret concernant le zonage agricole du territoire de la ville de Laval.

(Document n° 798 de la session)

### Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires;
- La Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre le débat sur le discours du budget;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 147, Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et d'autres dispositions législatives;
- La Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 138, Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec, et le projet de loi 195, Loi relative à l'implantation d'une aluminerie dans la région de Sept-Îles.



**Motions sans préavis**

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose:

QUE les membres de cette Assemblée félicitent monsieur Denys Arcand et toute son équipe à l'occasion de l'obtention du Prix du jury au Festival de Cannes pour le film Jésus de Montréal.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

QUE soit révoqué l'ordre de procéder au débat sur l'adoption du principe du projet de loi 133, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile;

QUE la Commission du budget et de l'administration procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques sur ce projet de loi le 8 juin 1989;

QUE le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat; et

QUE les organismes invités ainsi que l'horaire des auditions soient ceux spécifiés au document ci-après déposé.

La motion est adoptée.

Puis, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Gratton dépose:

La liste des organismes à inviter ainsi que l'horaire des auditions à tenir sur le projet de loi 133, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile.

(Document n° 799 de la session)

M. Savoie, ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones, propose:

QUE l'Assemblée nationale reconnaisse l'existence au Québec de la nation malécite au même titre que les dix autres nations autochtones déjà reconnues par la résolution de l'Assemblée nationale du 20 mars 1985.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

M. Gratton, ministre du Tourisme, propose:

QUE l'Assemblée nationale félicite les Flames de Calgary pour avoir remporté leur première Coupe Stanley.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose que le principe du projet de loi 122, Loi modifiant la Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 122 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 122 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

---

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, proposant que le principe du projet de loi 135, Loi concernant l'examen des plaintes des clients des distributeurs d'électricité, soit maintenant adopté.

---

À 18 h 00, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

#### **Vingt heures**

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 135, Loi concernant l'examen des plaintes des clients des distributeurs d'électricité.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 135 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 135 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

M. MacDonald, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, propose que le principe du projet de loi 138, Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 138 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 138 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger rétroactivement à l'article 233 du Règlement quant à l'existence de notes explicatives, M. Chagnon (Saint-Louis) propose que le principe du projet de loi 195, Loi relative à l'implantation d'une aluminerie dans la région de Sept-Îles, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 195 est adopté.

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, propose que le projet de loi 195 soit renvoyé à la Commission de l'économie et du travail pour étude détaillée et que le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

---

À 21 h 20, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mercredi, 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**

---

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 140, Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne concernant la Commission et instituant le Tribunal des droits de la personne, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 140 est adopté.

Sur la motion de M. Rémillard, ministre de la Justice, le projet de loi 140 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

---

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 145, Loi sur le curateur public et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 145 est adopté.

**31 mai 1989**

---

Sur la motion de M. Rémillard, ministre de la Justice, le projet de loi 145 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

---

À 13 h 02, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

**Quinze heures**

## **AFFAIRES COURANTES**

### **Dépôts de rapports de commissions**

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 25 et 30 mai 1989, a poursuivi le débat sur le discours du budget, conformément à l'article 275 du Règlement.

(Document n° 800 de la session)

M. Cannon (La Peltre) dépose:

Les rapports de la Commission de l'économie et du travail qui, le 31 mai 1989, a étudié en détail les projets de loi suivants:

- 138 Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec  
- Rapporté avec un amendement;

(Document n° 801 de la session)

- 195 Loi relative à l'implantation d'une aluminerie dans la région de Sept-Îles - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 802 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 135, Loi concernant l'examen des plaintes des clients des distributeurs d'électricité.

### Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux renseignements sur les travaux de l'Assemblée.

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, obtient le consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 276 du Règlement et, en conséquence, donne avis que le débat sur le discours du budget pourra reprendre à la séance du jeudi 1<sup>er</sup> juin 1989, à 15 h 00.

### Motions sans préavis

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose:

QUE les membres de cette Assemblée soulignent la Semaine de la chanson française d'ici.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

M. Blackburn, ministre délégué à l'Environnement, propose:

QUE cette Assemblée souligne la Semaine internationale des précipitations acides qui se tient du 29 mai au 2 juin 1989.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

### AFFAIRES DU JOUR

À la suite du consentement accordé lors des renseignements sur les travaux de l'Assemblée, il est procédé aux affaires inscrites par les députés de l'Opposition.



**Affaires inscrites par les députés de l'Opposition**

*Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Fillion (Taillon) proposant que le principe du projet de loi 191, Loi modifiant la Charte de la langue française et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

---

À 18 h 00, M. le Vice-président lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi, 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose les rapports du Directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants :

- 240 Loi concernant la ville de Saint-Hubert;
- 253 Loi concernant la Ville de Westmount;
- 265 Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal;
- 268 Loi concernant le Comité d'enfouissement sanitaire d'Argenteuil-Deux-Montagnes;
- 269 Loi refondant la Charte de la ville de Coaticook et validant certaines acquisitions;
- 271 Loi concernant la Ville de Vaudreuil;
- 273 Loi concernant la Ville de Saint-Eustache;
- 274 Loi concernant les limites territoriales de Ville d'Anjou;
- 286 Loi concernant la ville de Lac-Etchemin.

(Document n° 803 de la session)

M. Cusano (Viau), au nom de Mme Pelchat (Vachon), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 240, Loi concernant la ville de Saint-Hubert.

M. French (Westmount) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 253, Loi concernant la Ville de Westmount.

M. Dauphin (Marquette) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 265, Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal.

M. Cusano (Viau), au nom de Mme Legault (Deux-Montagnes), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 268, Loi concernant le Comité d'enfouissement sanitaire d'Argenteuil-Deux-Montagnes.

M. Vaillancourt (Orford) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 269, Loi refondant la Charte de la ville de Coaticook et validant certaines acquisitions.

M. Cusano (Viau), au nom de M. Marcil (Beauharnois), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 271, Loi concernant la Ville de Vaudreuil.

M. Cusano (Viau), au nom de Mme Legault (Deux-Montagnes), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 273, Loi concernant la Ville de Saint-Eustache.

M. Larouche (Anjou) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 274, Loi concernant les limites territoriales de Ville d'Anjou.

Mme Bégin (Bellechasse) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 286, Loi concernant la ville de Lac-Etchemin.

Ces motions sont adoptées.

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, propose que les projets de loi d'intérêt privé 240, 253, 265, 268, 269, 271, 273, 274 et 286 soient renvoyés à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ces projets de loi.

Ces motions sont adoptées.

### **Dépôts de rapports de commissions**

M. Lemieux (Vanier) dépose les rapports de la Commission du budget et de l'administration qui a étudié les projets de loi suivants:

Le 10 mai 1989:

- 45 Loi modifiant la Loi sur les agronomes - Rapporté avec un amendement;  
(Document n° 804 de la session)
- 47 Loi modifiant la Loi sur les chimistes professionnels - Rapporté sans amendement;  
(Document n° 805 de la session)
- 48 Loi modifiant la Loi sur les comptables agréés - Rapporté sans amendement;  
(Document n° 806 de la session)
- 50 Loi modifiant la Loi sur les médecins vétérinaires- Rapporté avec un amendement;  
(Document n° 807 de la session)
- 51 Loi modifiant la Loi médicale - Rapporté sans amendement;  
(Document n° 808 de la session)
- 52 Loi modifiant la Loi sur l'optométrie - Rapporté sans amendement;  
(Document n° 809 de la session)
- 56 Loi modifiant la Loi sur les dentistes - Rapporté avec un amendement;  
(Document n° 810 de la session)

- 57 Loi modifiant la Loi sur la podiatrie - Rapporté avec un amendement;

(Document n° 811 de la session)

- 88 Loi modifiant la Loi sur les opticiens d'ordonnance - Rapporté sans amendement;

(Document n° 812 de la session)

Le 16 mai 1989:

- 61 Loi modifiant la Loi sur la pharmacie - Rapporté avec des amendements;

(Document n° 813 de la session)

- 62 Loi modifiant la Loi sur les infirmières et les infirmiers - Rapporté avec des amendements;

(Document n° 814 de la session)

Les 16 et 17 mai 1989:

- 87 Loi modifiant la Loi sur le notariat - Rapporté avec des amendements;

(Document n° 815 de la session)

Et, le 23 mai 1989, le projet de loi d'intérêt privé suivant:

- 279 Loi remplaçant la Loi concernant La Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 816 de la session)

Sur la motion de M. Lemieux (Vanier), le rapport relatif au projet de loi d'intérêt privé 279 est adopté.

### **Questions et réponses orales**

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, M. Brassard (Lac-Saint-Jean) dépose:

La décision de la Commission de protection du territoire agricole du Québec concernant l'exclusion de certaines parties de lots de la zone agricole de ville de Laval, ainsi que les demandes de révision s'y rapportant.

(Document n° 817 de la session)

---

Puis, au cours d'une réponse différée, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Ryan, ministre de l'Éducation, dépose:

Un document intitulé *Les inscriptions en formation professionnelle au niveau secondaire, Note d'information*, en date du 1<sup>er</sup> juin 1989, accompagné de statistiques sur l'évolution, depuis 1984, des effectifs de la formation professionnelle dans les commissions scolaires.

(Document n° 818 de la session)

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 135, Loi concernant l'examen des plaintes des clients des distributeurs d'électricité;
- La Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 117, Loi modifiant la Loi sur la Société immobilière du Québec, et le projet de loi 134, Loi sur les intermédiaires de marché;
- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 139, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie et d'autres dispositions législatives, et le projet de loi 149, Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique.

## **Motions sans préavis**

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne le 350<sup>e</sup> anniversaire de l'arrivée au Québec des religieuses Augustines de la Miséricorde de Jésus, fondatrices de l'Hôtel-Dieu de Québec, et des religieuses Ursulines, fondatrices de l'École des Ursulines de Québec.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

## **AFFAIRES DU JOUR**

À la suite du consentement donné lors de la séance du 31 mai 1989 afin de déroger à l'article 276 du Règlement, l'Assemblée procède à l'étude de projets de loi du gouvernement.

### **Projets de loi du gouvernement**

#### *Adoption du principe*

M. Vallerand, ministre des Approvisionnements et Services, propose que le principe du projet de loi 117, Loi modifiant la Loi sur la Société immobilière du Québec, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 117 est adopté.



Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 117 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

---

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 119, Loi modifiant la Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement.

Le rapport est adopté.

*Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Séguin, ministre du Revenu, propose que le projet de loi 119, Loi modifiant la Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 119 est adopté.

*Adoption du principe*

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le principe du projet de loi 139, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Sur la motion de Mme Blackburn (Chicoutimi), le débat est ajourné.

---

À 13 h 00, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

**Quinze heures**

### **Affaires prioritaires**

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement, et sur les motions de censure suivantes:

De M. Parent (Bertrand):

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement libéral de ne pas avoir de véritable politique familiale, de rester indifférent devant la dégradation de l'économie et de l'emploi et d'abdiquer ses responsabilités face aux enjeux cruciaux de la société québécoise.

De M. Blais (Terrebonne):

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement l'actuel gouvernement du Québec qui ne trouve pas l'esprit de décision nécessaire pour maintenir dans son giron financier des pans complets de programmes que s'approprie anticonstitutionnellement le gouvernement fédéral au détriment du respect dû au peuple du Québec et ceci malgré nos droits dans une constitution déjà trop peu généreuse envers la population québécoise qui se veut former un peuple distinct.

De M. Gendron, leader de l'Opposition officielle:

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement libéral qui ne considère toujours pas l'éducation comme une priorité en refusant d'accorder les crédits requis au financement des universités, des commissions scolaires et des cégeps.

De M. Boulerice (Saint-Jacques):

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral qui, par la voie de son premier ministre, a abandonné son engagement électoral visant à accorder à la culture 1% du budget total du Québec.

De M. Paré (Shefford):

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement libéral de négliger l'environnement depuis trois ans et demi en misant sur les discours creux plutôt que sur l'action et les investissements visant à protéger l'environnement.

De M. Dufour (Jonquière):

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral qui oublie les municipalités dans ses politiques fiscales en refusant de payer ses en lieu de taxe à 100%, d'examiner le partage des coûts des corps policiers, de revoir la question de la taxe industrielle; dans son refus d'augmenter ou d'accorder les crédits nécessaires pour les programmes municipaux tels que ReviCentre, les réseaux d'aqueduc et d'égout, les programmes d'assainissement des eaux, l'aménagement de pistes cyclables, l'aide à la construction résidentielle ainsi que de favoriser la mise en place d'incubateurs industriels.

De Mme Juneau (Johnson):

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de négliger de façon irresponsable les services aux personnes âgées, reniant ainsi ses engagements électoraux.

De Mme Blackburn (Chicoutimi):

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement libéral pour son attitude irresponsable à l'endroit de dizaines de milliers de personnes de tout âge qui attendent des services de santé et des services sociaux depuis des mois, voire des années au détriment de leur santé physique et mentale.

De M. Brassard (Lac-Saint-Jean):

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement libéral pour ses politiques déficientes en matière de formation professionnelle qui maintiennent un taux de chômage démesurément élevé.

Le débat terminé, un vote par appel nominal est exigé sur chacune de ces motions, sur les rapports regroupés des commissions qui ont étudié les crédits budgétaires pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1990, sur l'amendement à ces rapports proposé par M. Johnson, président du Conseil du Trésor, et sur le projet de loi qui fait suite à ces crédits.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 223 du Règlement et à la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, les votes sont reportés à la périodes des affaires courantes de la séance du lundi 5 juin 1989.

## **Projets de loi du gouvernement**

### *Adoption du principe*

M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, informe l'Assemblée que l'honorable Lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 134, Loi sur les intermédiaires de marché, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Sur la motion de M. Maltais (Saguenay), le débat est ajourné.

---

À 18 h 00, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

Vingt heures

*Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, proposant que le principe du projet de loi 134, Loi sur les intermédiaires de marché, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 134 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 134 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

---

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant que le principe du projet de loi 139, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 139 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 139 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

---

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le principe du projet de loi 149, Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 149 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 149 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

---

M. Savoie, ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones, propose que le principe du projet de loi 126, Loi modifiant la Loi concernant les droits sur les mines, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 126 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 126 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail qu'il convoque dès maintenant pour l'exécution de ce mandat.

**1er juin 1989**

---

À 21 h 52, sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à vendredi, 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**





Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose les rapports du Directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 262 Loi concernant Les Développements Nouveaux de Lorette Ltée;
- 263 Loi concernant Gamma Lambda Foundation of Sigma Chi Fraternity Incorporated;
- 270 Loi concernant l'Association athlétique et sociale Hull Volant Inc.;
- 283 Loi concernant Groupe André Perry Inc.

(Document n° 819 de la session)

---

Mme Hovington (Matane), au nom de M. Bélisle (Mille-Îles), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 262, Loi concernant Les Développements Nouveaux de Lorette Ltée.

Mme Hovington (Matane), au nom de M. Chagnon (Saint-Louis), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 263, Loi concernant Gamma Lambda Foundation of Sigma Chi Fraternity Incorporated.

M. Kehoe (Chapleau) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 270, Loi concernant l'Association athlétique et sociale Hull Volant Inc.

M. Vallières (Richmond), au nom de M. French (Westmount), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 283, Loi concernant Groupe André Perry Inc.

Ces motions sont adoptées.

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, propose que les projets de loi d'intérêt privé 262, 263, 270 et 283 soient renvoyés à la Commission du budget et de l'administration pour consultation et étude détaillée et que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation soit membre de la commission pour l'étude de ces projets de loi.

Ces motions sont adoptées.

### Dépôts de documents

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, au nom de M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, dépose:

Le texte réimprimé du projet de loi 116, Loi sur les régimes complémentaires de retraite.

(Document n° 820 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

M. Jolivet (Laviolette), au nom de M. Filion (Taillon), dépose:

Les rapports de la Commission des institutions qui, le 18 mai 1989, a étudié en détail les projets de loi suivants:

123 Loi modifiant le Code de procédure civile - Rapporté sans amendement;

(Document n° 821 de la session)

- 129 Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires - Rapporté sans amendement.

(Document n° 822 de la session)

### **Questions et réponses orales**

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### **Avis touchant les travaux des commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 134, Loi sur les intermédiaires de marché.

---

## **AFFAIRES DU JOUR**

### **Projets de loi du gouvernement**

#### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 138, Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec.

Après débat, le rapport est adopté.

*Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. MacDonald, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, propose que le projet de loi 138, Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 138 est adopté.

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 195, Loi relative à l'implantation d'une aluminerie dans la région de Sept-Îles.

Après débat, le rapport est adopté.

*Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Chagnon (Saint-Louis) propose que le projet de loi 195, Loi relative à l'implantation d'une aluminerie dans la région de Sept-Îles, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 195 est adopté.

**2 juin 1989**

---

À 11 h 25, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à lundi, 15 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Quinze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Déclarations ministérielles

M. Rivard, ministre délégué à la Technologie, informe l'Assemblée d'une décision gouvernementale visant à préciser les modalités de gestion du Fonds de développement technologique.

Au cours de son intervention, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Rivard dépose:

Un document en date du 12 mai 1989 intitulé: *Fonds de développement technologique, Les projets mobilisateurs, objectif et modalités de gestion.*

(Document n° 823 de la session)

M. Parent (Bertrand) commente la déclaration du ministre et ce dernier termine par une courte réplique.

### Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose les rapports du Directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants:

245 Loi concernant l'Institution Monseigneur Guay et La Congrégation des Socurs de Notre-Dame du Bon Conseil de Chicoutimi;

272 Loi concernant la succession de Cora Frances Dunkerley;

275 Loi concernant les testaments de Charles Jodoin et de Sophranie Beauchamp;

282 Loi concernant l'Institution Monseigneur Guay et l'Archevêque catholique romain de Québec.

(Document n° 824 de la session)

---

M. Garon (Lévis) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 245, Loi concernant l'Institution Monseigneur Guay et La Congrégation des Soeurs de Notre-Dame du Bon Conseil de Chicoutimi.

M. Vallières (Richmond), au nom de M. Hamel (Sherbrooke), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 272, Loi concernant la succession de Cora Frances Dunkerley.

M. Fillion (Taillon) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 275, Loi concernant les testaments de Charles Jodoin et de Sophranie Beauchamp.

M. Leclerc (Taschereau) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 282, Loi concernant l'Institution Monseigneur Guay et l'Archevêque catholique romain de Québec.

Ces motions sont adoptées.

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, propose que les projets de loi d'intérêt privé 245, 272, 275 et 282 soient renvoyés à la Commission des institutions pour consultation et étude détaillée et que le ministre de la Justice soit membre de la commission pour l'étude de ces projets de loi.

Ces motions sont adoptées.



### Dépôts de documents

M. MacDonald, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, dépose:

Le rapport annuel de la Société des alcools du Québec, pour l'exercice financier se terminant le 25 mars 1989.

(Document n° 825 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 1<sup>er</sup> juin 1989, a étudié en détail le projet de loi:

- 117 Loi modifiant la Loi sur la Société immobilière du Québec  
- Rapporté sans amendement.

(Document n° 826 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, M. Brassard (Lac-Saint-Jean) dépose:

Copie d'un extrait de l'index des immeubles de la paroisse Saint-Vincent-de-Paul de Laval.

(Document n° 827 de la session)

---

Puis, M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, dépose:

Tableau sommaire des décisions de la Commission de protection du territoire agricole du Québec, depuis mai 1986, en ce qui concerne le dézonage agricole à Laval.

(Document n° 828 de la session)

---

Enfin, au cours d'une réponse différée, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Côté, ministre délégué aux Forêts, dépose:

Les rapports préliminaire et final, respectivement en date des 19 mai et 1<sup>er</sup> juin 1989, concernant la conciliation sur le prix des copeaux.

(Document n° 829 de la session)

### Votes reportés

M. le Président met aux voix les motions de censure présentées à l'occasion du débat sur le discours du budget.

La première, de M. Parent (Bertrand):

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement libéral de ne pas avoir de véritable politique familiale, de rester indifférent devant la dégradation de l'économie et de l'emploi et d'abdiquer ses responsabilités face aux enjeux cruciaux de la société québécoise.

(Vote n° 67)

### POUR

Blais	Dufour	Harel	Parent
Brassard	Filion	Jolivet	(Bertrand)
Chevrette	Garon	Juneau	Vermette
Claveau	Godin	Paré	

CONTRE

Audet	Ciaccia	Joly	Parent
Bacon	Côté	Kehoe	(Sauvé)
Baril	(Charlesbourg)	Khelfa	Pelchat
Bégin	Côté	Larouche	Philibert
Bélanger	(Riv.-du-Loup)	Leclerc	Picotte
(Laval-des-Rap.)	Cusano	Lefebvre	Polak
Bélanger	Dauphin	Legault	Poulin
(Még.-Compton)	Després	Lemieux	Rémillard
Bélisle	Dionne	Lemire	Richard
Bissonnet	Dougherty	Levesque	Rivard
Blackburn	Doyon	MacDonald	Robic
(Roberval)	Dutil	Maciocia	Ryan
Bleau	Farrah	Marcil	Savoie
Bourassa	Forget	Marx	Séguin
Bourbeau	Fortier	Messier	Sirros
Bradet	Gardner	Pagé	Thérien
Brouillette	Gauvin	Paradis	Thuringer
Camden	Gobé	(Brome-Miss.)	Vaillancourt
Cannon	Hains	Paradis	Vallerand
Cardinal	Hétu	(Matapédia)	Vallières
Chagnon	Hovington		

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 14 Contre: 74

La deuxième, de M. Blais (Terrebonne):

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement l'actuel gouvernement du Québec qui ne trouve pas l'esprit de décision nécessaire pour maintenir dans son giron financier des pans complets de programmes que s'approprie anticonstitutionnellement le gouvernement fédéral au détriment du respect dû au peuple du Québec et ceci malgré nos droits dans une constitution déjà trop peu généreuse envers la population québécoise qui se veut former un peuple distinct.

(Vote n° 68)

## POUR

Blais	Dufour	Harel	Parent
Brassard	Filion	Jolivet	(Bertrand)
Chevrette	Garon	Juneau	Vermette
Claveau	Godin	Paré	

## CONTRE

Audet	Ciaccia	Joly	Parent
Bacon	Côté	Kehoe	(Sauvé)
Baril	(Charlesbourg)	Khelfa	Pelchat
Bégin	Côté	Larouche	Philibert
Bélanger	(Riv.-du-Loup)	Leclerc	Picotte
(Laval-des-Rap.)	Cusano	Lefebvre	Polak
Bélanger	Dauphin	Legault	Poulin
(Még.-Compton)	Després	Lemieux	Rémillard
Bélisle	Dionne	Lemire	Richard
Bissonnet	Dougherty	Levesque	Rivard
Blackburn	Doyon	MacDonald	Robic
(Roberval)	Dutil	Maciocia	Ryan
Bleau	Farrah	Marcil	Savoie
Bourassa	Forget	Marx	Séguin
Bourbeau	Fortier	Messier	Sirros
Bradet	Gardner	Pagé	Thérien
Brouillette	Gauvin	Paradis	Thuringer
Camden	Gobé	(Brome-Miss.)	Vaillancourt
Cannon	Hains	Paradis	Vallerand
Cardinal	Hétu	(Matapédia)	Vallières
Chagnon	Hovington		

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 14 Contre: 74

La troisième, de M. Gendron, leader de l'Opposition officielle:

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement libéral qui ne considère toujours pas l'éducation comme une priorité en refusant d'accorder les crédits requis au financement des universités, des commissions scolaires et des cégeps.

(Vote n° 69)

POUR

Blais	Dufour	Harel	Parent
Brassard	Filion	Jolivet	(Bertrand)
Chevrette	Garon	Juneau	Vermette
Claveau	Godin	Paré	

CONTRE

Audet	Ciaccia	Joly	Parent
Bacon	Côté	Kehoe	(Sauvé)
Baril	(Charlesbourg)	Khelfa	Pelchat
Bégin	Côté	Larouche	Philibert
Bélanger	(Riv.-du-Loup)	Leclerc	Picotte
(Laval-des-Rap.)	Cusano	Lefebvre	Polak
Bélanger	Dauphin	Legault	Poulin
(Még.-Compton)	Després	Lemieux	Rémillard
Bélisle	Dionne	Lemire	Richard
Bissonnet	Dougherty	Levesque	Rivard
Blackburn	Doyon	MacDonald	Robic
(Roberval)	Dutil	Maciocia	Ryan
Bleau	Farrah	Marcil	Savoie
Bourassa	Forget	Marx	Séguin
Bourbeau	Fortier	Messier	Sirros
Bradet	Gardner	Pagé	Thérien
Brouillette	Gauvin	Paradis	Thuringer
Camden	Gobé	(Brome-Miss.)	Vaillancourt
Cannon	Hains	Paradis	Vallerand
Cardinal	Hétu	(Matapédia)	Vallières
Chagnon	Hovington		

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 14 Contre: 74

La quatrième, de M. Boulerice (Saint-Jacques):

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral qui, par la voie de son premier ministre, a abandonné son engagement électoral visant à accorder à la culture 1% du budget total du Québec.

(Vote n° 70)

POUR

Blais	Dufour	Harel	Parent
Brassard	Filion	Jolivet	(Bertrand)
Chevrette	Garon	Juneau	Vermette
Claveau	Godin	Paré	

CONTRE

Audet	Ciaccia	Joly	Parent
Bacon	Côté	Kehoe	(Sauvé)
Baril	(Charlesbourg)	Khelfa	Pelchat
Bégin	Côté	Larouche	Philibert
Bélanger	(Riv.-du-Loup)	Leclerc	Picotte
(Laval-des-Rap.)	Cusano	Lefebvre	Polak
Bélanger	Dauphin	Legault	Poulin
(Még.-Compton)	Després	Lemieux	Rémillard
Bélisle	Dionne	Lemire	Richard
Bissonnet	Dougherty	Levesque	Rivard
Blackburn	Doyon	MacDonald	Robic
(Roberval)	Dutil	Maciocia	Ryan
Bleau	Farrah	Marcil	Savoie
Bourassa	Forget	Marx	Séguin
Bourbeau	Fortier	Messier	Sirros
Bradet	Gardner	Pagé	Thérien
Brouillette	Gauvin	Paradis	Thuringer
Camden	Gobé	(Brome-Miss.)	Vaillancourt
Cannon	Hains	Paradis	Vallerand
Cardinal	Héту	(Matapédia)	Vallières
Chagnon	Hovington		

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 14 Contre: 74

La cinquième, de M. Paré (Shefford):

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement libéral de négliger l'environnement depuis trois ans et demi en misant sur les discours creux plutôt que sur l'action et les investissements visant à protéger l'environnement.

(Vote n° 71)

POUR

Blais	Dufour	Harel	Parent
Brassard	Filion	Jolivet	(Bertrand)
Chevrette	Garon	Juneau	Vermette
Claveau	Godin	Paré	

CONTRE

Audet	Ciaccia	Joly	Parent
Bacon	Côté	Kehoe	(Sauvé)
Baril	(Charlesbourg)	Khelfa	Pelchat
Bégin	Côté	Larouche	Philibert
Bélanger	(Riv.-du-Loup)	Leclerc	Picotte
(Laval-des-Rap.)	Cusano	Lefebvre	Polak
Bélanger	Dauphin	Legault	Poulin
(Még.-Compton)	Després	Lemieux	Rémillard
Bélisle	Dionne	Lemire	Richard
Bissonnet	Dougherty	Levesque	Rivard
Blackburn	Doyon	MacDonald	Robic
(Roberval)	Dutil	Maciocia	Ryan
Bleau	Farrah	Marcil	Savoie
Bourassa	Forget	Marx	Séguin
Bourbeau	Fortier	Messier	Sirros
Bradet	Gardner	Pagé	Thérien
Brouillette	Gauvin	Paradis	Thuringer
Camden	Gobé	(Brome-Miss.)	Vaillancourt
Cannon	Hains	Paradis	Vallerand
Cardinal	Hétu	(Matapédia)	Vallières
Chagnon	Hovington		

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 14 Contre: 74

La sixième, de M. Dufour (Jonquière):

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral qui oublie les municipalités dans ses politiques fiscales en refusant de payer ses en lieu de taxe à 100%, d'examiner le partage des coûts des corps policiers, de revoir la question de la taxe industrielle; dans son refus d'augmenter ou d'accorder les crédits nécessaires pour les programmes municipaux tels que ReviCentre, les réseaux d'aqueduc et d'égout, les programmes d'assainissement des eaux, l'aménagement de pistes cyclables, l'aide à la construction résidentielle ainsi que de favoriser la mise en place d'incubateurs industriels.

(Vote n° 72)

#### POUR

Blais	Dufour	Harel	Parent
Brassard	Filion	Jolivet	(Bertrand)
Chevrette	Garon	Juneau	Vermette
Claveau	Godin	Paré	

#### CONTRE

Audet	Ciaccia	Joly	Parent
Bacon	Côté	Kehoe	(Sauvé)
Baril	(Charlesbourg)	Khelfa	Pelchat
Bégin	Côté	Larouche	Philibert
Bélanger	(Riv.-du-Loup)	Leclerc	Picotte
(Laval-des-Rap.)	Cusano	Lefebvre	Polak
Bélanger	Dauphin	Legault	Poulin
(Még.-Compton)	Després	Lemieux	Rémillard
Bélisle	Dionne	Lemire	Richard
Bissonnet	Dougherty	Levesque	Rivard
Blackburn	Doyon	MacDonald	Robic
(Roberval)	Dutil	Maciocia	Ryan
Bleau	Farrah	Marcil	Savoie
Bourassa	Forget	Marx	Séguin
Bourbeau	Fortier	Messier	Sirros
Bradet	Gardner	Pagé	Thérien
Brouillette	Gauvin	Paradis	Thuringer
Camden	Gobé	(Brome-Miss.)	Vaillancourt
Cannon	Hains	Paradis	Valleraud
Cardinal	Héту	(Matapédia)	Vallières
Chagnon	Hovington		



La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 14 Contre: 74

---

La septième, de Mme Juneau (Johnson):

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de négliger de façon irresponsable les services aux personnes âgées, reniant ainsi ses engagements électoraux.

(Vote n° 73)

POUR

Blais	Dufour	Harel	Parent
Brassard	Filion	Jolivet	(Bertrand)
Chevrette	Garon	Juneau	Vermette
Claveau	Godin	Paré	

CONTRE

Audet	Brouillette	Dutil	Legault
Bacon	Camden	Farrah	Lemieux
Baril	Cannon	Forget	Lemire
Bégin	Cardinal	Fortier	Levesque
Bélanger	Chagnon	Gardner	MacDonald
(Laval-des-Rap.)	Ciaccia	Gauvin	Maciocia
Bélanger	Côté	Gobé	Marcil
(Még.-Compton)	(Charlesbourg)	Hains	Marx
Bélisle	Côté	Hétu	Messier
Bissonnet	(Riv.-du-Loup)	Hovington	Pagé
Blackburn	Cusano	Joly	Paradis
(Roberval)	Dauphin	Kehoe	(Brome-Miss.)
Bleau	Després	Khelfa	Paradis
Bourassa	Dionne	Larouche	(Matapédia)
Bourbeau	Dougherty	Leclerc	Parent
Bradet	Doyon	Lefebvre	(Sauvé)

Pelchat	Rémillard	Savoie	Vaillancourt
Philibert	Richard	Séguin	Vallerand
Picotte	Rivard	Sirros	Vallières
Polak	Robic	Thérien	
Poulin	Ryan	Thuringer	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 14 Contre: 74

La huitième, de Mme Blackburn (Chicoutimi):

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement libéral pour son attitude irresponsable à l'endroit de dizaines de milliers de personnes de tout âge qui attendent des services de santé et des services sociaux depuis des mois, voire des années au détriment de leur santé physique et mentale.

(Vote n° 74)

POUR

Blais	Dufour	Harel	Parent
Brassard	Filion	Jolivet	(Bertrand)
Chevrette	Garon	Juneau	Vermette
Claveau	Godin	Paré	

CONTRE

Audet	Blackburn	Chagnon	Dougherty
Bacon	(Roberval)	Ciaccia	Doyon
Baril	Bleau	Côté	Dutil
Bégin	Bourassa	(Charlesbourg)	Farrah
Bélanger	Bourbeau	Côté	Forget
(Laval-des-Rap.)	Bradet	(Riv.-du-Loup)	Fortier
Bélanger	Brouillette	Cusano	Gardner
(Még.-Compton)	Camden	Dauphin	Gauvin
Bélisle	Cannon	Després	Gobé
Bissonnet	Cardinal	Dionne	Hains

Hétu	Levesque	Parent	Ryan
Hovington	MacDonald	(Sauvé)	Savoie
Joly	Maciocia	Pelchat	Séguin
Kehoe	Marcil	Philibert	Sirros
Khelfa	Marx	Picotte	Thérien
Larouche	Messier	Polak	Thuringer
Leclerc	Pagé	Poulin	Vaillancourt
Lefebvre	Paradis	Rémillard	Vallerand
Legault	(Brome-Miss.)	Richard	Vallières
Lemieux	Paradis	Rivard	
Lemire	(Matapédia)	Robic	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 14 Contre: 74

La neuvième, de M. Brassard (Lac-Saint-Jean):

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement libéral pour ses politiques déficientes en matière de formation professionnelle qui maintiennent un taux de chômage démesurément élevé.

(Vote n° 75)

POUR

Blais	Dufour	Harel	Parent
Brassard	Filion	Jolivet	(Bertrand)
Chevrette	Garon	Juncau	Vermette
Claveau	Godin	Paré	

CONTRE

Audet	Bélanger	Bleau	Cannon
Bacon	(Még.-Compton)	Bourassa	Cardinal
Baril	Bélisle	Bourbeau	Chagnon
Bégin	Bissonnet	Bradet	Ciaccia
Bélanger	Blackburn	Brouillette	Côté
(Laval-des-Rap.)	(Roberval)	Camden	(Charlesbourg)

Côté	Hains	Marcil	Rémillard
( <i>Riv.-du-Loup</i> )	Héту	Marx	Richard
Cusano	Hovington	Messier	Rivard
Dauphin	Joly	Pagé	Robic
Després	Kehoe	Paradis	Ryan
Dionne	Khelfa	( <i>Brome-Miss.</i> )	Savoie
Dougherty	Larouche	Paradis	Séguin
Doyon	Leclerc	( <i>Matapédia</i> )	Sirros
Dutil	Lefebvre	Parent	Thérien
Farrah	Legault	( <i>Sauvé</i> )	Thuringer
Forget	Lemieux	Pelchat	Vaillancourt
Fortier	Lemire	Philibert	Vallerand
Gardner	Levesque	Picotte	Vallières
Gauvin	MacDonald	Polak	
Gobé	Maciocia	Poulin	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 14 Contre: 74

La motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement, est alors mise aux voix.

(Vote n° 76)

POUR

Audet	Blackburn	Chagnon	Dougherty
Bacon	( <i>Roberval</i> )	Ciaccia	Doyon
Baril	Bleau	Côté	Dutil
Bégin	Bourassa	( <i>Charlesbourg</i> )	Farrah
Bélanger	Bourbeau	Côté	Forget
( <i>Laval-des-Rap.</i> )	Bradet	( <i>Riv.-du-Loup</i> )	Fortier
Bélanger	Brouillette	Cusano	Gardner
( <i>Még.-Compton</i> )	Camden	Dauphin	Gauvin
Bélisle	Cannon	Després	Gobé
Bissonnet	Cardinal	Dionne	Hains

Hétu	Levesque	Parent	Ryan
Hovington	MacDonald	(Sauvé)	Savoie
Joly	Maciocia	Pelchat	Séguin
Kehoe	Marcil	Philibert	Sirros
Khelfa	Marx	Picotte	Thérien
Larouche	Messier	Polak	Thuringer
Leclerc	Pagé	Poulin	Vaillancourt
Lefebvre	Paradis	Rémillard	Vallerand
Legault	(Brome-Miss.)	Richard	Vallières
Lemieux	Paradis	Rivard	
Lemire	(Matapédia)	Robic	

# CONTRE

Blais	Dufour	Harel	Parent
Brassard	Filion	Jolivet	(Bertrand)
Chevrette	Garon	Juneau	Vermette
Claveau	Godin	Paré	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 74 Contre: 14

Est ensuite mis aux voix l'amendement proposé par M. Johnson, président du Conseil du Trésor, lors du débat restreint sur les rapports des commissions qui ont étudié les crédits budgétaires pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1990.

Cet amendement se lit comme suit:

QUE les rapports des commissions faisant l'objet du présent débat soient amendés pour que soient adoptés les crédits visés au programme 6, *L'inspecteur général des institutions financières*, et au programme 7, *Contrôle, surveillance et développement du commerce des valeurs mobilières*, du ministère des Finances.

(Vote n° 77)

POUR

Audet	Ciaccia	Joly	Parent
Bacon	Côté	Kehoe	(Sauvé)
Baril	(Charlesbourg)	Khelfa	Pelchat
Bégin	Côté	Larouche	Philibert
Bélanger	(Riv.-du-Loup)	Leclerc	Picotte
(Laval-des-Rap.)	Cusano	Lefebvre	Polak
Bélanger	Dauphin	Legault	Poulin
(Még.-Compton)	Després	Lemieux	Rémillard
Bélisle	Dionne	Lemire	Richard
Bissonnet	Dougherty	Levesque	Rivard
Blackburn	Doyon	MacDonald	Robic
(Roberval)	Dutil	Maciocia	Ryan
Bleau	Farrah	Marcil	Savoie
Bourassa	Forget	Marx	Séguin
Bourbeau	Fortier	Messier	Sirros
Bradet	Gardner	Pagé	Thérien
Brouillette	Gauvin	Paradis	Thuringer
Camden	Gobé	(Brome-Miss.)	Vaillancourt
Cannon	Hains	Paradis	Vallerand
Cardinal	Hétu	(Matapédia)	Vallières
Chagnon	Hovington		

CONTRE

Blais	Dufour	Harel	Parent
Brassard	Filion	Jolivet	(Bertrand)
Chevrette	Garon	Juneau	Vermette
Claveau	Godin	Paré	

L'amendement est adopté par le vote suivant:

Pour: 74 Contre: 14

Les rapports regroupés, amendés, des commissions qui ont étudié les crédits budgétaires pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1990 sont mis aux voix.

(Vote n° 78)

POUR

Audet	Ciaccia	Joly	Parent
Bacon	Côté	Kehoe	(Sauvé)
Baril	(Charlesbourg)	Khelfa	Pelchat
Bégin	Côté	Larouche	Philibert
Bélanger	(Riv.-du-Loup)	Leclerc	Picotte
(Laval-des-Rap.)	Cusano	Lefebvre	Polak
Bélanger	Dauphin	Legault	Poulin
(Még.-Compton)	Després	Lemieux	Rémillard
Bélisle	Dionne	Lemire	Richard
Bissonnet	Dougherty	Levesque	Rivard
Blackburn	Doyon	MacDonald	Robic
(Roberval)	Dutil	Maciocia	Ryan
Bleau	Farrah	Marcil	Savoie
Bourassa	Forget	Marx	Séguin
Bourbeau	Fortier	Messier	Sirros
Bradet	Gardner	Pagé	Thérien
Brouillette	Gauvin	Paradis	Thuringer
Camden	Gobé	(Brome-Miss.)	Vaillancourt
Cannon	Hains	Paradis	Vallerand
Cardinal	Héту	(Matapédia)	Vallières
Chagnon	Hovington		

CONTRE

Blais	Dufour	Harel	Parent
Brassard	Filion	Jolivet	(Bertrand)
Chevrette	Garon	Juneau	Vermette
Claveau	Godin	Paré	

Les rapports sont adoptés par le vote suivant:

Pour: 74 Contre: 14

M. Levesque, ministre des Finances, présente le projet de loi 151, Loi n° 2 sur les crédits, 1989-1990, et propose:

QUE l'Assemblée en soit saisie;  
 QUE le principe de ce projet de loi soit adopté; et  
 QUE le projet de loi soit adopté.

(Vote n° 79)

POUR

Audet	Ciaccia	Joly	Parent
Bacon	Côté	Kehoe	(Sauvé)
Baril	(Charlesbourg)	Khelfa	Pelchat
Bégin	Côté	Larouche	Philibert
Bélanger	(Riv.-du-Loup)	Leclerc	Picotte
(Laval-des-Rap.)	Cusano	Lefebvre	Polak
Bélanger	Dauphin	Legault	Poulin
(Még.-Compton)	Després	Lemieux	Rémillard
Bélisle	Dionne	Lemire	Richard
Bissonnet	Dougherty	Levesque	Rivard
Blackburn	Doyon	MacDonald	Robic
(Roberval)	Dutil	Maciocia	Ryan
Bleau	Farrah	Marcil	Savoie
Bourassa	Forget	Marx	Séguin
Bourbeau	Fortier	Messier	Sirros
Bradet	Gardner	Pagé	Thérien
Brouillette	Gauvin	Paradis	Thuringer
Camden	Gobé	(Brome-Miss.)	Vaillancourt
Cannon	Hains	Paradis	Vallerand
Cardinal	Hétu	(Matapédia)	Vallières
Chagnon	Hovington		

CONTRE

Blais	Dufour	Harel	Parent
Brassard	Fillion	Jolivet	(Bertrand)
Chevrette	Garon	Juneau	Vermette
Claveau	Godin	Paré	



La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 74 Contre: 14

En conséquence, le projet de loi 151 est adopté.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 108, Loi sur les espèces menacées ou vulnérables et modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune;
- La Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 135, Loi concernant l'examen des plaintes des clients des distributeurs d'électricité.

#### **Motions sans préavis**

M. Paradis, ministre des Affaires municipales, propose:

QUE cette Assemblée souligne la Semaine de la municipalité, qui se tient du 5 au 11 juin 1989.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

Mme Vermette (Marie-Victorin) propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Semaine nationale pour l'intégration des personnes handicapées, qui se déroule cette année du 4 au 10 juin 1989.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

M. Côté, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi 143, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal, la Loi sur le ministère des Transports et la Loi sur les transports, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 143 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 143 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

---

M. Côté, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi 132, Loi modifiant la Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport en matière de règlement d'emprunt, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 132 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 132 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

---

À 17 h 56, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

Vingt heures

*Adoption du principe*

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 142, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 142 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 142 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 141, Loi sur les cours municipales et modifiant diverses dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 141 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 141 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

---

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 148, Loi modifiant la Loi sur les huissiers, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 148 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 148 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

---

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 137, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'application du Code de procédure pénale, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 137 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 137 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

À 23 h 08, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mardi, 10 h 00.

---

### SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le lundi 5 juin 1989, à 18 h 30, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de Mme Bégin, vice-présidente de l'Assemblée nationale, de M. Chagnon, le représentant du Premier ministre, de Mme Juneau, la représentante du chef de l'Opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 118 Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les édifices publics;
- 119 Loi modifiant la Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement;
- 138 Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec;
- 151 Loi n° 2 sur les crédits, 1989-1990;
- 195 Loi relative à l'implantation d'une aluminerie dans la région de Sept-Îles.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



Dix heures

Moment de recueillement

M. le Président communique une lettre que le Secrétaire général de l'Assemblée nationale a reçue du Directeur général des élections du Québec relativement à l'élection de M. Robert LeSage, dans la circonscription électorale de Hull, et de M. Norman MacMillan, dans la circonscription électorale de Papineau.

M. le Président dépose ensuite les documents suivants:

- la lettre mentionnée ci-dessus accompagnée du certificat d'élection.  
(Document n° 830 de la session)

Ayant prêté le serment d'office, M. Robert LeSage, député de Hull, ainsi que M. Norman MacMillan, député de Papineau, prennent leurs sièges respectifs à l'Assemblée.

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose les rapports du Directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants:

237 Loi modifiant la charte de la ville de Gatineau;

264 Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal;

267 Loi modifiant la Loi fusionnant et consolidant The Mackay Institution for Protestant Deaf Mutes et The School for Crippled Children, Montreal, sous le nom de Mackay Center for Deaf and Crippled Children;

287 Loi modifiant la charte de la Ville de Québec.

(Document n° 831 de la session)

M. Thuringer (Notre-Dame-de-Grâce) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 267, Loi modifiant la Loi fusionnant et consolidant The Mackay Institution for Protestant Deaf Mutes et The School for Crippled Children, Montreal, sous le nom de Mackay Center for Deaf and Crippled Children.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 267 soit renvoyé à la Commission des affaires sociales pour consultation et étude détaillée et que la ministre de la Santé et des Services sociaux soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

---

M. Kehoe (Chapleau) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 237, Loi modifiant la charte de la ville de Gatineau.

M. Maciocia (Viger) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 264, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal.

M. Cusano (Viau), au nom de M. Leclerc (Taschereau), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 287, Loi modifiant la charte de la Ville de Québec.

Ces motions sont adoptées.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que les projets de loi d'intérêt privé 237, 264 et 287 soient renvoyés à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ces projets de loi.



La motion est adoptée.

### Dépôts de documents

M. le Président dépose:

Le nouveau diagramme de l'Assemblée nationale, en date du 6 juin 1989.  
(Document n° 832 de la session)

### Dépôts de pétitions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, Mme Juneau (Johnson) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 686 pétitionnaires, demandant que soient modifiés le *Code civil* et la *Loi sur la curatelle publique* quant à la procuration applicable en cas de déclaration d'invalidité.  
(Document n° 833 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, M. Brassard (Lac-Saint-Jean) dépose:

- L'offre d'achat présentée par Francine Leroux Lacroix à John Giosi Inc., en date du 20 mars 1987, pour une partie de lot de la zone agricole de la paroisse Sainte-Rose de Laval, ainsi que la promesse de vente s'y rattachant.

(Document n° 834 de la session)

- Le rapport d'analyse technique concernant certains lots faisant partie de la zone agricole de la paroisse Sainte-Rose de Laval ainsi que la copie du procès-verbal de l'audition publique tenue par la Commission de protection du territoire agricole du Québec au sujet de leur dézonage.

(Document n° 835 de la session)

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 108, Loi sur les espèces menacées ou vulnérables et modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune, et le projet de loi 136, Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec et le Code civil en matière de bail d'un logement à loyer modique;
- La Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 134, Loi sur les intermédiaires de marché;
- La Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi 145, Loi sur le curateur public et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives, le projet de loi 140, Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne concernant la Commission et instituant le Tribunal des droits de la personne, le projet de loi 142, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le projet de loi 141, Loi sur les cours municipales et modifiant diverses dispositions législatives, le projet de loi 148, Loi modifiant la Loi sur les huissiers, et le projet de loi 137, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'application du Code de procédure pénale.

## Motions sans préavis

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

QUE monsieur Jean Joly, député de Fabre, et monsieur Norman MacMillan, député de Papineau, soient membres de la Commission de l'économie et du travail; et

QUE monsieur Robert LeSage, député de Hull, soit membre de la Commission de l'aménagement et des équipements.

La motion est adoptée.

---

M. Côté, ministre des Transports, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Semaine nationale des transports qui se tient cette année du 4 au 10 juin 1989.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose que le principe du projet de loi 128, Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 128 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 128 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation.

---

À 13 h 00, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

**Quinze heures**

*Adoption du principe*

M. Ryan, ministre de l'Éducation et ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose que le principe du projet de loi 125, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les institutions dont le régime d'enseignement est l'objet d'une entente internationale, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 125 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 125 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation.

**Avis touchant les travaux des commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 145 du Règlement, M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 125, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les institutions dont le régime d'enseignement est l'objet d'une entente internationale, et le projet de loi 128, Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire.

**Projets de loi du gouvernement**

*Adoption du principe*

Mme Gagnon-Tremblay, ministre déléguée à la Condition féminine, propose que le principe du projet de loi 150, Loi modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

---

À 18 h 00, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

Vingt heures

*Adoption du principe*

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 150, Loi modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement.

---

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, propose que le principe du projet de loi 124, Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 124 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 124 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

---

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, propose que le principe du projet de loi 144, Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

**6 juin 1989**

---

**Le mercredi 7 juin 1989**

Le débat est ajourné sur la motion de M. Brassard (Lac-Saint-Jean).

---

À 00 h 20, sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à ce matin, 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**





Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Levesque, ministre des Finances, transmet le message suivant de l'honorable Lieutenant-gouverneur à M. le Président qui en fait lecture à l'Assemblée:

### CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

L'honorable Lieutenant-gouverneur du Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits supplémentaires # 1 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1990, conformément aux dispositions de l'article 54 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

Québec, le 7 juin 1989

J. Gilles Lamontagne

M. Levesque, ministre des Finances, dépose les crédits supplémentaires # 1 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1990.

(Document n° 836 de la session)

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, les crédits supplémentaires # 1 pour 1989-1990 sont renvoyés en commission plénière.

M. le Président dépose:

Une lettre de M. Vallières, whip en chef du gouvernement, en date du 5 juin 1989, désignant M. Poulin (Chauveau) comme quatrième whip adjoint de la formation gouvernementale.

(Document n° 837 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

M. Claveau (Ungava) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 31 mai, 1<sup>er</sup> et 5 juin 1989, a étudié en détail le projet de loi:

- 135 Loi concernant l'examen des plaintes des clients des distributeurs d'électricité - Rapporté avec un amendement.

(Document n° 838 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, M. Brassard (Lac-Saint-Jean) dépose:

Copie des rapports annuels de Gotart Ltée (1985) et de Placements Rythme Inc. (1988) tels que fournis à la Direction du fichier central des entreprises, Inspecteur général des institutions financières.

(Document n° 839 de la session)

Puis, M. Rémillard, ministre de la Justice, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, dépose:

Le texte des représentations du procureur général du Québec devant la Commission de protection du territoire agricole du Québec dans le dossier concernant Monit International Inc. et la Fédération de l'Union des producteurs agricoles des Laurentides, le Syndicat de l'Union des producteurs agricoles de Laval et la Corporation municipale de Laval.

(Document n° 840 de la session)

---

Enfin, M. Côté, ministre des Transports, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, dépose:

Documents concernant la vente par soumission publique de certains terrains de la zone agricole de la ville de Laval.

(Document n° 841 de la session)

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 136, Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec et le Code civil en matière de bail d'un logement à loyer modique;
- La Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi 145, Loi sur le curateur public et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives, le projet de loi 140, Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne concernant la Commission et instituant le Tribunal des droits de la personne, le projet de loi 142, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le projet de loi 141, Loi sur les cours municipales et modifiant diverses dispositions législatives, le projet de loi 148, Loi modifiant la Loi sur les huissiers, et le projet de loi 137, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'application du Code de procédure pénale;

7 juin 1989

---

- La Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 134, Loi sur les intermédiaires de marché.

---

## AFFAIRES DU JOUR

À 11 h 05, du consentement unanime, les travaux de l'Assemblée sont suspendus à loisir.

À 12 h 08, la séance reprend.

---

À la demande de M. Gratton, leader du gouvernement, et du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 21 du Règlement, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

**Quinze heures**

### **Projets de loi du gouvernement**

#### *Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, proposant que le principe du projet de loi 144, Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 144 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 144 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

---

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, informe l'Assemblée que l'honorable Lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 116, Loi sur les régimes complémentaires de retraite (*Réimpression*), et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 116 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 116 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales qu'il convoque dès maintenant pour l'exécution de ce mandat.

---

À 17 h 56, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi, 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Dix heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Dépôts de documents

M. le Président dépose:

Une lettre de M. Vallières, whip en chef du gouvernement, en date du 5 juin 1989, désignant Mme Cardinal (Châteauguay) et M. Gauvin (Montmagny-L'Islet), en remplacement de M. Després (Limoilou) et M. Leclerc (Taschereau), comme membres suppléants du Bureau de l'Assemblée nationale.

(Document n° 842 de la session)

Sur la motion de M. le Vice-président, cette désignation est agréée par l'Assemblée.

#### Dépôts de rapports de commissions

M. Parent (Sauvé) dépose les rapports de la Commission de l'éducation qui a étudié en détail les projets de loi suivants:

Les 25 et 30 mai 1989:

- 106 Loi sur les élections scolaires - Rapporté avec des amendements.  
(Document n° 843 de la session)

Le 6 juin 1989:

- 125 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les institutions dont le régime d'enseignement est l'objet d'une entente internationale - Rapporté avec un amendement.  
(Document n° 844 de la session)
- 128 Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire - Rapporté avec des amendements.  
(Document n° 845 de la session)

### **Questions et réponses orales**

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, M. Brassard (Lac-Saint-Jean) dépose:

La décision de la Commission de protection du territoire agricole du Québec, en date du 2 avril 1980, concernant l'exclusion de certains lots de la paroisse Saint-Vincent-de-Paul de la zone agricole de Laval, ainsi que la demande de révision, en date du 12 août 1981, s'y rattachant.  
(Document n° 846 de la session)

### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi 145, Loi sur le curateur public et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives, le projet de loi 140, Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne concernant la Commission et instituant le Tribunal des droits de la personne, le projet de loi 142, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le projet de loi 141, Loi sur les cours municipales et modifiant diverses dispositions législatives, le projet



de loi 148, Loi modifiant la Loi sur les huissiers, et le projet de loi 137, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'application du Code de procédure pénale;

- La Commission du budget et de l'administration, afin de tenir des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 133, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, la commission suivante:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 136, Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec et le Code civil en matière de bail d'un logement à loyer modique.

---

Mme la Vice-présidente donne l'avis suivant:

- La Commission de l'économie et du travail se réunira afin d'élire son vice-président;
- La Commission de l'aménagement et des équipements se réunira afin d'élire son vice-président.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Affaires prioritaires

M. Chevette, chef de l'Opposition officielle, propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le Gouvernement libéral de terminer son mandat en formulant de nouvelles promesses électorales plutôt que de travailler à réaliser ses engagements reniés de 1985, notamment dans les domaines de la santé, de l'environnement, de la politique familiale et de la promotion de la langue française.

Avant que ne s'engage le débat, Mme la Vice-présidente informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole prévu pour la discussion de cette motion au cours de la présente séance. Mis à part un droit de réplique de 15 minutes accordé à l'auteur de la motion, les deux groupes parlementaires se partageront également la période allouée à ce débat.

Le débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 80)

POUR

Blackburn (Chicoutimi)	Chevrette	Garon	Paré
Blais	Claveau	Gendron	Parent
Brassard	Dufour	Harel	(Bertrand)
	Filion	Jolivet	Perron

CONTRE

Baril	Cardinal	Farrah	Héту
Bélanger	Chagnon	Forget	Hovington
(Még.-Compton)	Cusano	Fortier	Joly
Bélisle	Dauphin	Gagnon-Tremblay	Khelfa
Bissonnet	Dionne	Gardner	Leclerc
Bradet	Dougherty	Gobé	Lefebvre
Camden	Doyon	Gratton	Legault
Cannon	Dubois	Hamel	Lemieux

Lemire	Pagé	Pelchat	Saintonge
LeSage	Paradis	Philibert	St-Roch
Lincoln	(Brome-Miss.)	Polak	Sirros
MacMillan	Paradis	Poulin	Thuringer
Marcil	(Matapédia)	Rémillard	Vaillancourt
Messier	Parent	Richard	Vallières
Middlemiss	(Sauvé)	Ryan	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 14 Contre: 55

---

À 13 h 00, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

**Quinze heures**

#### **Projets de loi du gouvernement**

##### *Adoption du principe*

Mme Gagnon-Tremblay, ministre déléguée à la Condition féminine, propose que le principe du projet de loi 146, Loi modifiant le Code civil du Québec et d'autres dispositions législatives afin de favoriser l'égalité économique des époux, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 146 est adopté.

**8 juin 1989**

---

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 146 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions qu'il convoque dès maintenant pour l'exécution de ce mandat.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 21 du Règlement, les travaux se poursuivent au-delà de 18 h 00.

---

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Gagnon-Tremblay, ministre déléguée à la Condition féminine, proposant que le principe du projet de loi 150, Loi modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance, soit maintenant adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le débat est ajourné et il est ordonné:

QU'à la reprise de ce débat, celui-ci se limite à une intervention de l'Opposition officielle et à la réplique de Mme Gagnon-Tremblay, ministre déléguée à la Condition féminine.

---

À 19 h 33, sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à vendredi, 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**

---

Dix heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé:

243 Loi modifiant la Charte de la ville de Hull.

(Document n° 847 de la session)

M. Kehoe (Chapleau) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 243, Loi modifiant la Charte de la ville de Hull.

La motion est adoptée.

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 243 soit renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, M. Brassard (Lac-Saint-Jean) dépose:

Deux propositions de dézonage agricole, en date des 2 décembre 1988 et 7 avril 1989, concernant les modules 1 à 24 et 26 de la municipalité régionale de comté de Laval.

(Document n° 848 de la session)

### Motions sans préavis

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 139 du Règlement, M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, propose:

QUE M. Després (Limoulu), M. Farrah (Îles-de-la-Madeleine) et M. Tremblay (Rimouski) remplacent Mme Bélanger (Mégantic-Compton), M. Houde (Berthier) et M. Poulin (Chauveau) à titre de présidents de séance.

La motion est adoptée.

### Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi 146, Loi modifiant le Code civil du Québec et d'autres dispositions législatives afin de favoriser l'égalité économique des époux.

## AFFAIRES DU JOUR

### Crédits budgétaires

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'effectuer l'étude des crédits supplémentaires # 1 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1990 et, du consentement unanime pour déroger à l'article 21 du Règlement, il est ordonné:

QUE les travaux de la commission plénière se déroulent selon le programme suivant:

- |   |   |            |
|---|---|------------|
| - | Président du Conseil du Trésor (Ouverture): | 30 minutes |
| - | Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu:        | 60 minutes |
| - | Enseignement supérieur et Science:          | 45 minutes |

Les crédits supplémentaires sont étudiés en commission plénière.

Puis, M. le Président de la commission plénière avise M. le Vice-président de l'Assemblée que la commission n'a pas fini de délibérer.

En conséquence, les travaux de la commission plénière sont ajournés à une séance subséquente.

### Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement et à l'article 40 des Règles de fonctionnement, M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé

suivants: le projet de loi 219, Loi modifiant la Loi concernant la cité de Salaberry-de-Valleyfield, le projet de loi 235, Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Hyacinthe, le projet de loi 243, Loi modifiant la Charte de la ville de Hull, le projet de loi 252, Loi concernant la Ville de LaSalle, le projet de loi 253, Loi concernant la Ville de Westmount, le projet de loi 268, Loi concernant le Comité d'enfouissement sanitaire d'Argenteuil--Deux-Montagnes, le projet de loi 271, Loi concernant la Ville de Vaudreuil, et le projet de loi 286, Loi concernant la ville de Lac-Etchemin.

---

À 13 h 55, sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à lundi, 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

M. le Vice-président communique et dépose les rapports du Directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants:

277 Loi concernant Club de Golf La Pruchière Inc.;

285 Loi concernant Domaine Lafontaine Ltée.

(Document n° 849 de la session)

Mme Dionne (Kamouraska-Témiscouata) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 277, Loi concernant Club de Golf La Pruchière Inc.

M. Vallières (Richmond), au nom de M. Chagnon (Saint-Louis), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 285, Loi concernant Domaine Lafontaine Ltée.

Les motions sont adoptées.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que les projets de loi d'intérêt privé 277 et 285 soient renvoyés à la Commission du budget et de l'administration pour consultation et étude détaillée et que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation soit membre de la commission pour l'étude de ces projets de loi.

La motion est adoptée.

**Dépôts de documents**

M. Dutil, ministre des Communications, dépose:

Le décret 788-89 concernant la communication de fichiers de renseignements personnels entre le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science et le ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu.

(Document n° 850 de la session)

---

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose trois documents provenant de la Direction des services techniques de la Commission de protection du territoire agricole du Québec et concernant la révision de la zone agricole:

- un rapport, en date du 7 juin 1989, sur l'état des négociations avec les municipalités régionales de comté;
- une liste, en date du 7 juin 1989, des municipalités régionales de comté dont la zone agricole fait l'objet d'une révision;
- un tableau, en date du 10 juin 1989, donnant la superficie exclue de la zone agricole des municipalités régionales de comté où la négociation est terminée.

(Document n° 851 de la session)

**Dépôts de rapports de commissions**

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 8 juin 1989, a tenu des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi:

133 Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile.

(Document n° 852 de la session)

M. Parent (Bertrand) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 8 juin 1989, a élu Mme Bélanger (Mégantic-Compton) à titre de vice-présidente de la commission.

(Document n° 853 de la session)

---

M. Cannon (La Peltre), au nom de M. Charbonneau (Verchères), dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 8 juin 1989, a élu M. Joly (Fabre) à titre de vice-président de la commission.

(Document n° 854 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose:

Une lettre, en date du 9 juin 1989, concernant l'exclusion du module 26 de la zone agricole de la municipalité régionale de comté de Laval.

(Document n° 855 de la session)

### Avis touchant les travaux des commissions

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi 146, Loi modifiant le Code civil du Québec et d'autres dispositions législatives afin de favoriser l'égalité économique des époux, le projet

de loi 140, Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne concernant la Commission et instituant le Tribunal des droits de la personne, le projet de loi 142, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le projet de loi 141, Loi sur les cours municipales et modifiant diverses dispositions législatives, le projet de loi 148, Loi modifiant la Loi sur les huissiers, et le projet de loi 137, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'application du Code de procédure pénale;

- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 150, Loi modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 143, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal, la Loi sur le ministère des Transports et la Loi sur les transports, et le projet de loi 132, Loi modifiant la Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport en matière de règlement d'emprunt;
- La Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 134, Loi sur les intermédiaires de marché.

---

M. le Vice-président donne l'avis suivant:

- La Commission des institutions, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, se réunira en séance de travail afin de statuer sur un projet de lettre au premier ministre et président du Conseil exécutif et sur un projet de recommandations à la suite de l'audition du Protecteur du citoyen le 2 mars 1989.

## AFFAIRES DU JOUR

## Projets de loi du gouvernement

*Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Gagnon-Tremblay, ministre déléguée à la Condition féminine, proposant que le principe du projet de loi 150, Loi modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 81)

## POUR

Audet	Cusano	Leclerc	Poulin
Beaudin	Dauphin	Lefebvre	Rémillard
Bégin	Dionne	Lemieux	Richard
Bélanger	Dougherty	Lemire	Rivard
(Laval-des-Rap.)	Doyon	LeSage	Ryan
Bélanger	Dutil	Levesque	Sirros
(Még.-Compton)	Farrah	Maciocia	Thuringer
Bleau	Forget	MacMillan	Tremblay
Brouillette	Fortier	Middlemiss	(Rimouski)
Camden	French	Pagé	Trépanier
Cannon	Gagnon-Tremblay	Paradis	Vallerand
Ciaccia	Gauvin	(Brome-Miss.)	Vallières
Côté	Gobé	Paradis	
(Charlesbourg)	Hovington	(Matapédia)	
Côté	Johnson	Philibert	
(Riv.-du-Loup)	Larouche	Picotte	

CONTRE

Blackburn  
(Chicoutimi)  
Boulerice  
Brassard

Claveau  
Dufour  
Filion  
Garon

Gendron  
Harel  
Jolivet  
Juneau

Paré  
Parent  
(Bertrand)

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 53 Contre: 13

En conséquence, le principe du projet de loi 150 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 150 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 117, Loi modifiant la Loi sur la Société immobilière du Québec.

Après débat, le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 135, Loi concernant l'examen des plaintes des clients des distributeurs d'électricité.

Après débat, le rapport est adopté.

---

À 13 h 00, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

## Quinze heures

### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 127, Loi sur le mérite forestier.

Après débat, le rapport est adopté.

### Crédits budgétaires

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue de nouveau en commission plénière afin de poursuivre l'étude des crédits supplémentaires # 1 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1990 et il est ordonné:

QUE les travaux de la commission plénière se déroulent selon le programme suivant:

- |   |            |
|---|------------|
| - Énergie et Ressources (secteur Forêts): | 45 minutes |
| - Transports:                             | 60 minutes |

Les crédits supplémentaires # 1 sont étudiés en commission plénière.

Puis, M. le Président de la commission plénière avise Mme la Vice-présidente de l'Assemblée que la commission n'a pas fini de délibérer.

En conséquence, les travaux de la commission plénière sont ajournés à une séance subséquente.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission du budget et de l'administration, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 277, Loi concernant Club de Golf La Pruchière Inc., le projet de loi 262, Loi concernant Les Développements Nouveaux de Lorette Ltée, le projet de loi 263, Loi concernant Gamma Lambda Foundation of Sigma Chi Fraternity Incorporated, le projet de loi 270, Loi concernant l'Association athlétique et sociale Hull Volant Inc., le projet de loi 283, Loi concernant Groupe André Perry Inc., et le projet de loi 285, Loi concernant Domaine Lafontaine Ltée;
  
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 230, Loi modifiant la Loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay, le projet de loi 237, Loi modifiant la charte de la ville de Gatineau, le projet de loi 269, Loi refondant la Charte de la ville de Coaticook et validant certaines acquisitions, et le projet de loi 287, Loi modifiant la charte de la Ville de Québec.

---

À 18 h 12, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mardi, 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Dix heures

Moment de recueillement

Conformément à l'article 16 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*, M. Charbonneau, député de Verchères, démissionne de vive voix de son siège à l'Assemblée, précisant que sa démission prendra effet à compter du 30 juin 1989.

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant :

281 Loi concernant certains immeubles faisant partie du parc industriel de Saint-Augustin-de-Desmaures.

(Document n° 856 de la session)

M. Cannon (La Peltrie) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 281, Loi concernant certains immeubles faisant partie du parc industriel de Saint-Augustin-de-Desmaures.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 281 soit renvoyé à la Commission des institutions pour consultation et étude détaillée et que le ministre de la Justice soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

### Dépôts de documents

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, dépose deux certificats actuariels de la Régie des rentes du Québec:

- le premier relatif au projet de loi 124, Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec;
- le deuxième relatif au projet de loi 146, Loi modifiant le Code civil du Québec et d'autres dispositions législatives afin de favoriser l'égalité économique des époux.

(Document n° 857 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

M. Parent (Bertrand) dépose les rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié les projets de loi suivants:

Les 18, 23 et 24 mai 1989:

- 130 Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et d'autres dispositions législatives - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 858 de la session)

Le 24 mai 1989:

- 121 Loi modifiant la Loi sur la Commission municipale - Rapporté avec un amendement.

(Document n° 859 de la session)

Le 30 mai 1989:

- 147 Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et d'autres dispositions législatives - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 860 de la session)

Les 6, 7 et 8 juin 1989:

- 136 Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec et le Code civil en matière de bail d'un logement à loyer modique - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 861 de la session)

Le 12 juin 1989:

- 132 Loi modifiant la Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport en matière de règlement d'emprunt - Rapporté sans amendement.

(Document n° 862 de la session)

- 143 Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal, la Loi sur le ministère des Transports et la Loi sur les transports - Rapporté sans amendement.

(Document n° 863 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### Avis touchant les travaux des commissions

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi 141, Loi sur les cours municipales et modifiant diverses dispositions législatives, le projet de loi 148, Loi modifiant la Loi sur les huissiers,

et le projet de loi 137, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'application du Code de procédure pénale;

- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 116, Loi sur les régimes complémentaires de retraite (*Réimpression*), le projet de loi 144, Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu, et le projet de loi 124, Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 122, Loi modifiant la Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec;
- La Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 134, Loi sur les intermédiaires de marché.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption*

M. Vallerand, ministre des Approvisionnements et Services, propose que le projet de loi 117, Loi modifiant la Loi sur la Société immobilière du Québec, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours du débat, M. Vallerand propose, conformément à l'article 257 du Règlement, que le projet de loi 117 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude d'un amendement à la version anglaise.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 117 est renvoyé en commission plénière.

L'amendement est adopté en commission plénière et le projet de loi 117, ainsi amendé, est rapporté; le rapport est adopté.

Le débat reprend sur la motion portant adoption du projet de loi 117.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 117 est adopté.

#### *Adoption du principe*

M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, propose que le principe du projet de loi 133, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 133 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 133 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

À 12 h 38, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 21 du Règlement, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

**Quinze heures**

*Adoption*

M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que le projet de loi 135, Loi concernant l'examen des plaintes des clients des distributeurs d'électricité, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours du débat, M. Ciaccia propose, conformément à l'article 257 du Règlement, que le projet de loi 135 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude d'amendements à la version anglaise.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 135 est renvoyé en commission plénière.

Les amendements sont adoptés en commission plénière et le projet de loi 135, ainsi amendé, est rapporté; le rapport est adopté.

Le débat reprend sur la motion portant adoption du projet de loi 135.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 135 est adopté.

---

**13 juin 1989**

---

À 16 h 43, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 21 du Règlement, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

**Vingt heures**

**Avis touchant les travaux des commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission des institutions, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 229, Loi concernant la succession de Morris Wexler, le projet de loi 245, Loi concernant l'Institution Monseigneur Guay et La Congrégation des Socurs de Notre-Dame du Bon Conseil de Chicoutimi, le projet de loi 272, Loi concernant la succession de Cora Frances Dunkerley, le projet de loi 275, Loi concernant les testaments de Charles Jodoin et de Sophranie Beauchamp, le projet de loi 281, Loi concernant certains immeubles faisant partie du parc industriel de Saint-Augustin-de-Desmaures, et le projet de loi 282, Loi concernant l'Institution Monseigneur Guay et l'Archevêque catholique romain de Québec;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 248, Loi concernant l'École nationale de théâtre du Canada, et le projet de loi 264, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal;

- La Commission des affaires sociales, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 267, Loi modifiant la Loi fusionnant et consolidant The Mackay Institution for Protestant Deaf Mutes et The School for Crippled Children, Montreal, sous le nom de Mackay Center for Deaf and Crippled Children.

### **Projets de loi du gouvernement**

#### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'éducation relatif au projet de loi 125, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les institutions dont le régime d'enseignement est l'objet d'une entente internationale.

Après débat, le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'éducation relatif au projet de loi 128, Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire.

Après débat, le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'éducation relatif au projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires, ainsi que les amendements proposés par M. Ryan, ministre de l'Éducation.

Au cours du débat, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 252 du Règlement, M. Ryan propose un nouvel amendement.



Après débat, les amendements sont adoptés.

Le rapport amendé est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'éducation relatif au projet de loi 63, Loi modifiant la Loi sur l'Université du Québec, ainsi que les amendements proposés par M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.

Après débat, les amendements sont adoptés.

Le rapport amendé est adopté.

---

À 21 h 53, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mercredi, 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Dix heures

Moment de recueillement

Conformément à l'article 16 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*, M. Latulippe, député de Chambly, démissionne de vive voix de son siège à l'Assemblée.

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Le rapport annuel de la Régie de l'assurance-maladie du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 864 de la session)

Dépôts de pétitions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Larouche (Anjou) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par plus de 4000 pétitionnaires, demandant que soit modifiée la politique de la Régie de l'assurance automobile du Québec en ce qui concerne la responsabilité en matière d'accidents d'automobile.

(Document n° 865 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, M. Chevette, chef de l'Opposition officielle, dépose:

Correspondance et documents divers concernant la demande de dézonage agricole présentée par la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes de Joliette à la Commission de protection du territoire agricole du Québec.

(Document n° 866 de la session)

---

Puis, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Côté, ministre des Transports et ministre responsable du Développement régional, dépose:

Une lettre en date du 2 mai 1989 expédiée par M. Harvie Andre, ministre de l'Expansion industrielle régionale, concernant les dispositions du dernier budget fédéral quant au financement du développement régional au Québec.

(Document n° 867 de la session)

---

Enfin, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, Mme Blackburn (Chicoutimi) dépose:

Une liste en date du 14 juin 1989 indiquant par région les hôpitaux les plus durement touchés par les moyens de pression exercés par la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec.

(Document n° 868 de la session)

**Avis touchant les travaux des commissions**

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 134, Loi sur les intermédiaires de marché, et le projet de loi 133, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile;
- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 150, Loi modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance.

---

**AFFAIRES DU JOUR**

**Crédits budgétaires**

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, l'Assemblée se constitue de nouveau en commission plénière afin de poursuivre l'étude des crédits supplémentaires # 1 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1990 et il est ordonné:

QUE les travaux de la commission plénière se déroulent selon le programme suivant:

- |                         |            |
|-------------------------|------------|
| - Affaires culturelles: | 60 minutes |
|-------------------------|------------|

Les crédits supplémentaires # 1 sont étudiés en commission plénière.

Puis, M. le Président de la commission plénière avise M. le Vice-président de l'Assemblée que la commission n'a pas fini de délibérer.

En conséquence, les travaux de la commission plénière sont ajournés.

## Projets de loi du gouvernement

### *Adoption du principe*

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose que le principe du projet de loi 120, Loi modifiant la Loi sur le Musée des beaux-arts de Montréal, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 120 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 120 est renvoyé en commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

### *Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose que le projet de loi 120, Loi modifiant la Loi sur le Musée des beaux-arts de Montréal, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 120 est adopté.

---

À 13 h 00, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 92, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Gendron, leader de l'Opposition officielle.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 132, Loi modifiant la Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport en matière de règlement d'emprunt.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Gendron, leader de l'Opposition officielle.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 143, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal, la Loi sur le ministère des Transports et la Loi sur les transports.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Gendron, leader de l'Opposition officielle.

*Adoption du principe*

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le principe du projet de loi 102, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 102 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 102 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

**Crédits budgétaires**

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue de nouveau en commission plénière afin de poursuivre l'étude des crédits supplémentaires # 1 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1990 et il est ordonné:

QUE les travaux de la commission plénière se déroulent selon le programme suivant:

- |   |                            |            |
|---|----------------------------|------------|
| - | Santé et Services sociaux: | 90 minutes |
|---|----------------------------|------------|

Les crédits supplémentaires # 1 sont étudiés en commission plénière.

Puis, M. le Président de la commission plénière avise M. le Vice-président de l'Assemblée que la commission n'a pas fini de délibérer.

En conséquence, les travaux de la commission plénière sont ajournés à une séance subséquente.



À 17 h 42, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 21 du Règlement, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

Vingt heures

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption*

M. Ryan, ministre de l'Éducation et ministre de l'Enseignement supérieur, propose que le projet de loi 125, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les institutions dont le régime d'enseignement est l'objet d'une entente internationale, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 125 est adopté.

---

M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose que le projet de loi 128, Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 128 est adopté.

---

M. Ryan, ministre de l'Éducation, propose que le projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 106 est adopté.

---

M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose que le projet de loi 63, Loi modifiant la Loi sur l'Université du Québec, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours du débat, M. Ryan propose, conformément à l'article 257 du Règlement, que le projet de loi 63 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude d'amendements qu'il indique.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 63 est renvoyé en commission plénière.

Les amendements sont adoptés en commission plénière et le projet de loi 63, ainsi amendé, est rapporté; le rapport est adopté.

Le débat reprend sur la motion portant adoption du projet de loi 63.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 63 est adopté.

#### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 136, Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec et le Code civil en matière de bail d'un logement à loyer modique.

Après débat, le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 121, Loi modifiant la Loi sur la Commission municipale.

Après débat, le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 130, Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et d'autres dispositions législatives, ainsi que les amendements proposés par M. Paradis, ministre des Affaires municipales.

Après débat, les amendements sont adoptés.

Le rapport amendé est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 147, Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et d'autres dispositions législatives.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

---

L'Assemblée reprend le débat sur le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 132, Loi modifiant la Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport en matière de règlement d'emprunt.

Le rapport est adopté.

---

**14 juin 1989**

---

L'Assemblée reprend le débat sur le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 143, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal, la Loi sur le ministère des Transports et la Loi sur les transports.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

---

L'Assemblée reprend le débat sur le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 92, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives.

Après débat, le rapport est adopté.

---

À 23 h 11, sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi, 10 h 00.

---

## **SANCTION DE PROJETS DE LOI**

Le mercredi 14 juin 1989, à 11 h 30, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de Mme Bégin, vice-présidente de l'Assemblée nationale, de M. LeSage, le représentant du Premier ministre, de M. Claveau, le représentant du chef de l'Opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

**117    Loi modifiant la Loi sur la Société immobilière du Québec;**

**14 juin 1989**

---

- 135 Loi concernant l'examen des plaintes des clients des distributeurs d'électricité.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Dix heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Motions sans préavis

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Bourassa, premier ministre, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne le Bicentenaire de la Révolution française.

Du consentement unanime, un débat s'ensuit.

Au cours du débat, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Gobeil, ministre des Affaires internationales, dépose:

Un document intitulé: *Bicentenaire de la Révolution française, Calendrier des manifestations tenues au Québec.*

(Document n° 869 de la session)

Le débat terminé, la motion est adoptée.

### **Déclarations ministérielles**

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, annonce la décision du gouvernement de hausser, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1989, le taux horaire du salaire minimum, le portant à 4,28 \$ pour les emplois à pourboires et à 5,00 \$ pour les autres emplois.

Mme Harel (Maisonneuve) fait quelques commentaires au nom de l'Opposition officielle et le ministre termine par une courte réplique.

### **Dépôts de documents**

M. Séguin, ministre du Travail, dépose:

Le rapport annuel de l'Institut de recherche et d'information sur la rémunération, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 870 de la session)

### **Dépôts de rapports de commissions**

M. Parent (Bertrand) dépose:

Les rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié en détail les projets de loi suivants:

Les 5 et 6 juin 1989:

- 108 Loi sur les espèces menacées ou vulnérables et modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 871 de la session)



Le 13 juin 1989:

- 122 Loi modifiant la Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec - Rapporté avec un amendement.

(Document n° 872 de la session)

### Dépôts de pétitions

Mme Vermette (Marie-Victorin) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 3150 pétitionnaires, concernant les maisons d'hébergement pour les jeunes.

(Document n° 873 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

---

Puis, au cours d'une réponse différée, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, dépose:

Le rapport de la Société d'énergie de la Baie James, en date du 14 juin 1989, concernant le contrat accordé à La Compagnie de Construction Cris (Québec) Ltée, accompagné d'annexes diverses.

(Document n° 874 de la session)

## Motions sans préavis

M. Gendron, leader de l'Opposition officielle, propose:

QUE M. Christian Claveau (Ungava) remplace M. François Gendron (Abitibi-Ouest) comme membre permanent de la Commission du budget et de l'administration; et

QUE M. Jean Garon (Lévis) remplace M. Christian Claveau (Ungava) comme membre permanent de la Commission de l'économie et du travail.

La motion est adoptée.

## Avis touchant les travaux des commissions

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi 137, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'application du Code de procédure pénale et, après avoir tenu des consultations particulières, le projet de loi 140, Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne concernant la Commission et instituant le Tribunal des droits de la personne;
- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 116, Loi sur les régimes complémentaires de retraite (*Réimpression*), et le projet de loi 124, Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 219, Loi modifiant la Loi concernant la cité de Salaberry-de-Valleyfield, le projet de loi 235, Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Hyacinthe, le projet de loi 243, Loi modifiant la Charte de la ville de Hull, le projet de loi 252, Loi concernant la Ville de

LaSalle, le projet de loi 253, Loi concernant la Ville de Westmount, le projet de loi 268, Loi concernant le Comité d'enfouissement sanitaire d'Argenteuil--Deux-Montagnes, le projet de loi 271, Loi concernant la Ville de Vaudreuil, et le projet de loi 286, Loi concernant la ville de Lac-Etchemin.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption*

M. Côté, ministre des Transports, propose que le projet de loi 132, Loi modifiant la Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport en matière de règlement d'emprunt, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 132 est adopté.

---

M. Côté, ministre des Transports, propose que le projet de loi 143, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal, la Loi sur le ministère des Transports et la Loi sur les transports, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 143 est adopté.

  

---

M. Côté, ministre des Transports, propose que le projet de loi 92, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours du débat, M. Côté propose, conformément à l'article 257 du Règlement, que le projet de loi 92 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude d'amendements qu'il indique.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 92 est renvoyé en commission plénière.

Les amendements sont adoptés en commission plénière et le projet de loi 92, ainsi amendé, est rapporté; le rapport est adopté.

Le débat reprend sur la motion portant adoption du projet de loi 92.

  

---

À 13 h 00, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

  

---

Quinze heures

*Adoption*

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du projet de loi 92, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 92 est adopté.

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 45, Loi modifiant la Loi sur les agronomes.

Le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 47, Loi modifiant la Loi sur les chimistes professionnels.

Le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 48, Loi modifiant la Loi sur les comptables agréés.

Le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 50, Loi modifiant la Loi sur les médecins vétérinaires.

Le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 51, Loi modifiant la Loi médicale.

Le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 52, Loi modifiant la Loi sur l'optométrie.

Le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 56, Loi modifiant la Loi sur les dentistes.

Le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 57, Loi modifiant la Loi sur la podiatrie.

Le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 61, Loi modifiant la Loi sur la pharmacie.

Le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 62, Loi modifiant la Loi sur les infirmières et les infirmiers.

Après débat, le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 87, Loi modifiant la Loi sur le notariat.

Le rapport est adopté.

---

**15 juin 1989**

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 88, Loi modifiant la Loi sur les opticiens d'ordonnances.

Le rapport est adopté.

---

À 15 h 51, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à vendredi, 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Déclarations ministérielles

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, annonce deux décisions du gouvernement visant, d'une part, à imposer un moratoire sur tous les décrets de révision des zones agricoles pour toutes les municipalités régionales de comté dont la zone agricole n'a pas été révisée et, d'autre part, à confier à Me Jules Brière le mandat de proposer des mesures additionnelles au processus de révision.

M. Brassard (Lac-Saint-Jean) fait quelques commentaires au nom de l'Opposition officielle et le ministre termine par une courte réplique.

### Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

290 Loi modifiant la Charte de la Ville de Beauport.

(Document n° 875 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 36 et 37 des Règles de fonctionnement, M. St-Roch (Drummond) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 290, Loi modifiant la Charte de la Ville de Beauport.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 290 soit renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

#### Dépôts de documents

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, dépose trois avis de classement de la Commission des biens culturels du Québec visant la municipalité de la Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent:

- le premier concernant le site archéologique de l'Île au Bois;
- le deuxième concernant le site historique Room's Point;
- le troisième concernant les sites archéologiques de la rive ouest de la Rivière de Blanc-Sablon.

(Document n° 876 de la session)

---

M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, dépose:

Le rapport annuel de la Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 877 de la session)

M. Fortier, ministre responsable de l'application des lois professionnelles et ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, dépose:

Les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988, des corporations professionnelles suivantes:

- L'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec;  
(Document n° 878 de la session)
- L'Ordre des optométristes du Québec;  
(Document n° 879 de la session)
- L'Ordre des podiatres du Québec;  
(Document n° 880 de la session)
- L'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec;  
(Document n° 881 de la session)
- Le Barreau du Québec;  
(Document n° 882 de la session)
- La Corporation professionnelle des comptables généraux licenciés du Québec;  
(Document n° 883 de la session)
- La Corporation professionnelle des ergothérapeutes du Québec;  
(Document n° 884 de la session)
- La Corporation professionnelle des hygiénistes dentaires du Québec;  
(Document n° 885 de la session)
- La Corporation professionnelle des travailleurs sociaux du Québec;  
(Document n° 886 de la session)
- La Corporation professionnelle des urbanistes du Québec.  
(Document n° 887 de la session)

Les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989, des corporations professionnelles suivantes:

- La Corporation professionnelle des administrateurs agréés du Québec;  
(Document n° 888 de la session)

- La Corporation professionnelle des diététistes du Québec;  
(Document n° 889 de la session)
- La Corporation professionnelle des technologistes médicaux du Québec.  
(Document n° 890 de la session)

Le rapport annuel de la Commission des valeurs mobilières du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 891 de la session)

---

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, dépose:

L'analyse actuarielle du Régime de rentes du Québec, en date du 31 décembre 1988.

(Document n° 892 de la session)

---

M. le Président dépose:

Le rapport du Directeur général des élections relatif aux résultats officiels du scrutin tenu le 29 mai 1989 dans les circonscriptions électorales de Hull et de Papineau.

(Document n° 893 de la session)

#### Dépôts de rapports de commissions

M. Filion (Taillon) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 2 mars 1989, a entendu le Protecteur du citoyen dans le cadre de l'examen de son rapport annuel 1987-1988 -- Rapport contenant une recommandation.

(Document n° 894 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, M. Gendron, leader de l'Opposition officielle, dépose:

La liste des membres du comité de surveillance interne de la Commission scolaire Davignon.

(Document n° 895 de la session)

---

### Motions sans préavis

M. Bourassa, premier ministre, propose:

QU'à l'occasion du décès de M. Maurice Bellemare, l'Assemblée nationale offre à sa famille et à ses amis ses plus sincères condoléances.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

### Avis touchant les travaux des commissions

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi 137, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'application du Code de procédure pénale, et le projet de loi 140, Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne concernant la Commission et instituant le Tribunal des droits de la personne;
- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 150, Loi modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance;

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 252, Loi concernant la Ville de LaSalle, le projet de loi 235, Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Hyacinthe, et le projet de loi 264, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 40 des Règles de fonctionnement, la commission suivante:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 265, Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal, et le projet de loi 290, Loi modifiant la Charte de la Ville de Beauport.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Crédits budgétaires

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue de nouveau en commission plénière afin de poursuivre l'étude des crédits supplémentaires # 1 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1990 et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 21 du Règlement, il est ordonné:

QUE les travaux de la commission plénière se déroulent selon le programme suivant:

- |                  |            |
|------------------|------------|
| - Environnement: | 90 minutes |
|------------------|------------|

Les crédits supplémentaires # 1 sont étudiés en commission plénière.

L'étude des crédits supplémentaires # 1 étant terminée, M. le Président de la commission plénière fait le rapport suivant:

La commission plénière a adopté tous les crédits supplémentaires # 1 et le gouvernement est autorisé à prendre sur le fonds consolidé du revenu une somme maximum de 237 438 000 \$ pour le paiement des crédits supplémentaires de dépenses du Québec présenté à l'Assemblée nationale pour l'année financière 1989-1990, auxquelles il n'a pas été autrement pourvu, soit le montant des crédits à voter pour chacun des différents programmes énumérés à l'annexe du projet de loi qui sera présenté.

Le rapport est adopté.

M. Blackburn, ministre délégué à l'Environnement, au nom de M. Levesque, ministre des Finances, présente le projet de loi 152, Loi n° 3 sur les crédits, 1989-1990, et propose:

QUE l'Assemblée en soit saisie;  
QUE le principe de ce projet de loi soit adopté; et  
QUE le projet de loi soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 152 est adopté.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi 137, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'application du Code de procédure pénale, et le projet de loi 140, Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne concernant la Commission et instituant le Tribunal des droits de la personne;

- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 116, Loi sur les régimes complémentaires de retraite (*Réimpression*), et le projet de loi 124, Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 262, Loi concernant Les Développements Nouveaux de Lorette Ltée, le projet de loi 263, Loi concernant Gamma Lambda Foundation of Sigma Chi Fraternity Incorporated, le projet de loi 270, Loi concernant l'Association athlétique et sociale Hull Volant Inc., le projet de loi 277, Loi concernant Club de Golf La Pruchière Inc., le projet de loi 283, Loi concernant Groupe André Perry Inc., et le projet de loi 285, Loi concernant Domaine Lafontaine Ltée.

#### Projets de loi du gouvernement

##### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 108, Loi sur les espèces menacées ou vulnérables et modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune.

Un débat s'ensuit.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 253 du Règlement, M. Blackburn, ministre délégué à l'Environnement, intervient en réplique à la place de Mme Bacon, ministre de l'Environnement.

Le débat terminé, le rapport est adopté.



16 juin 1989

---

À 14 h 21, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à lundi, 14 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

M. Séguin, ministre du Revenu, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 131 Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.

La motion est adoptée.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 232 du Règlement, M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 157 Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles.

La motion est adoptée.

---

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Paradis, ministre des Affaires municipales, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

155 Loi modifiant la Loi sur les immeubles industriels municipaux.

La motion est adoptée.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 232 du Règlement, M. Gratton, leader du gouvernement, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

153 Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale.

La motion est adoptée.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 232 du Règlement, M. Bélisle (Mille-Îles) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

193 Loi modifiant la Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.).

La motion est adoptée.

---

M. le Président communique et dépose les rapports du Directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants:

266 Loi concernant La Communauté grecque orthodoxe de la Ville de Laval;

280 Loi concernant le Fonds d'Établissement Mutuel des femmes du Québec.

(Document n° 896 de la session)

M. Gardner (Arthabaska), au nom de M. Sirros (Laurier), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 266, Loi concernant La Communauté grecque orthodoxe de la Ville de Laval.

M. Brassard (Lac-Saint-Jean) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 280, Loi concernant le Fonds d'Établissement Mutuel des femmes du Québec.

Ces motions sont adoptées.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que les projets de loi d'intérêt privé 266 et 280 soient renvoyés à la Commission du budget et de l'administration pour consultation et étude détaillée et que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation soit membre de la commission pour l'étude de ces projets de loi.

La motion est adoptée.

#### Dépôts de documents

M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, dépose:

Le rapport annuel du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 897 de la session)

---

M. Rémillard, ministre de la Sécurité publique, dépose:

Le rapport annuel de la Régie des permis d'alcool du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 898 de la session)

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du Trésor, dépose:

Le rapport annuel de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1988.

(Document n° 899 de la session)

---

M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, dépose:

Le rapport annuel de l'Inspecteur général des institutions financières sur l'état des affaires des assureurs ayant exercé au Québec en 1988.

(Document n° 900 de la session)

#### Dépôts de rapports de commissions

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Les rapports de la Commission du budget et de l'administration qui a étudié en détail les projets de loi suivants:

Les 1<sup>er</sup>, 2, 6, 7, 12, 13 et 14 juin 1989:

- 134 Loi sur les intermédiaires de marché - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 901 de la session)

Le 14 juin 1989:

- 133 Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 902 de la session)

M. Bélanger (Laval-des-Rapides) dépose:

Les rapports de la Commission des affaires sociales qui a étudié en détail les projets de loi suivants:

Le 1<sup>er</sup> juin 1989:

- 149 Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique  
- Rapporté sans amendement.

(Document n° 903 de la session)

Les 12, 14 et 16 juin 1989:

- 150 Loi modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance  
- Rapporté avec des amendements.

(Document n° 904 de la session)

---

M. Filion (Taillon) dépose:

Les rapports de la Commission des institutions qui a étudié en détail les projets de loi suivants:

Les 6, 7 et 8 juin 1989:

- 145 Loi sur le curateur public et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 905 de la session)

Le 12 juin 1989:

- 142 Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse - Rapporté avec un amendement.

(Document n° 906 de la session)

Les 12 et 13 juin 1989:

- 141 Loi sur les cours municipales et modifiant diverses dispositions législatives - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 907 de la session)

Le 13 juin 1989:

148 Loi modifiant la Loi sur les huissiers - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 908 de la session)

---

M. Joly (Fabre) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 1<sup>er</sup> juin 1989, a étudié en détail le projet de loi:

126 Loi modifiant la Loi concernant les droits sur les mines - Rapporté sans amendement.

(Document n° 909 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, M. Brassard (Lac-Saint-Jean) dépose:

Quatre décisions de la Commission de protection du territoire agricole du Québec concernant le dézonage de terres agricoles à Saint-Lin.

(Document n° 910 de la session)

### Avis touchant les travaux des commissions

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission des institutions, afin, d'une part, d'étudier en détail le projet de loi 146, Loi modifiant le Code civil du Québec et d'autres dispositions législatives afin de favoriser l'égalité économique des époux, et le projet de loi 140, Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne concernant la Commission et instituant le Tribunal des droits



de la personne, et, d'autre part, d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 287, Loi modifiant la charte de la Ville de Québec, le projet de loi 245, Loi concernant l'Institution Monseigneur Guay et La Congrégation des Soeurs de Notre-Dame du Bon Conseil de Chicoutimi, le projet de loi 282, Loi concernant l'Institution Monseigneur Guay et l'Archevêque catholique romain de Québec, le projet de loi 281, Loi concernant certains immeubles faisant partie du parc industriel de Saint-Augustin-de-Desmaures, le projet de loi 229, Loi concernant la succession de Morris Wexler, le projet de loi 272, Loi concernant la succession de Cora Frances Dunkerley, et le projet de loi 275, Loi concernant les testaments de Charles Jodoin et de Sophranie Beauchamp;

- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 116, Loi sur les régimes complémentaires de retraite (*Réimpression*), et le projet de loi 124, Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 230, Loi modifiant la Loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay, le projet de loi 237, Loi modifiant la charte de la ville de Gatineau, le projet de loi 269, Loi refondant la Charte de la ville de Coaticook et validant certaines acquisitions, le projet de loi 265, Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal, le projet de loi 290, Loi modifiant la Charte de la Ville de Beauport, et le projet de loi 248, Loi concernant l'École nationale de théâtre du Canada.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 40 des Règles de fonctionnement, les commissions suivantes:

- La Commission du budget et de l'administration, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 266, Loi concernant La Communauté grecque orthodoxe de la Ville de Laval;
- La Commission de l'éducation, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 254, Loi modifiant l'Acte pour incorporer le Collège Morrin, à Québec.

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

M. Gratton, leader du gouvernement, informe l'Assemblée que l'honorable Lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 153, Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale, et propose, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 230 et 237 du Règlement, que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 153 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 153 est renvoyé en commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

#### *Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 230 du Règlement, M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 153, Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 153 est adopté.

À 15 h 44, sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mardi, 10 h 00.

---

## SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le lundi 19 juin 1989, à 16 h 00, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Saintonge, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Gratton et de M. MacMillan, les représentants du Premier ministre, de M. Gendron, le représentant du Chef de l'Opposition officielle, et du Secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 63 Loi modifiant la Loi sur l'Université du Québec;
- 92 Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives;
- 120 Loi modifiant la Loi sur le Musée des beaux-arts de Montréal;
- 125 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les institutions dont le régime d'enseignement est l'objet d'une entente internationale;
- 128 Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire;
- 132 Loi modifiant la Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport en matière de règlement d'emprunt;
- 143 Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal, la Loi sur le ministère des Transports et la Loi sur les transports;
- 152 Loi n° 3 sur les crédits, 1989-1990;
- 153 Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



---

Dix heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Présentation de projets de loi

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de Mme Bacon, ministre de l'Environnement, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

159 Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux.

La motion est adoptée.

#### Dépôts de documents

M. Rémillard, ministre de la Justice et ministre de la Sécurité publique, dépose:

Le rapport annuel du Curateur public, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1988.

(Document n° 911 de la session)

Le rapport annuel de la Sûreté du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1988.

(Document n° 912 de la session)

---

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose:

Le rapport annuel de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 913 de la session)

---

M. Côté, ministre des Transports, dépose:

Le rapport annuel de la Régie de l'assurance automobile du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1988.

(Document n° 914 de la session)

Le rapport annuel de la Commission des transports du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 915 de la session)

---

M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, dépose:

Le rapport de l'Inspecteur général des institutions financières sur l'état des affaires des sociétés au Québec en 1988.

(Document n° 916 de la session)

M. Vallerand, ministre des Approvisionnements et Services, dépose:

Le rapport annuel de la Société immobilière du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 917 de la session)

---

M. Côté, ministre délégué aux Forêts, dépose:

Le rapport annuel de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (REXFOR), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 918 de la session)

---

M. Blackburn, ministre délégué à l'Environnement, dépose deux documents produits par M. Richard Martel, Ministère de l'Environnement, Direction générale du milieu hydrique:

- le premier, intitulé : *Document d'évaluation et d'analyse de la problématique de l'usine de ville Mercier;*
- le deuxième, intitulé: *Pollution des eaux souterraines par les composés organiques à Mercier: faits nouveaux.*

(Document n° 919 de la session)

#### Dépôts de rapports de commissions

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Les rapports de la Commission du budget et de l'administration qui, le 19 juin 1989, a entendu les intéressés et étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 263 Loi concernant Gamma Lambda Foundation of Sigma Chi Fraternity Incorporated - Rapporté sans amendement.

(Document n° 920 de la session)

- 270 Loi concernant l'Association athlétique et sociale Hull Volant Inc. - Rapporté sans amendement.  
(Document n° 921 de la session)

- 277 Loi concernant Club de Golf La Pruchière Inc. - Rapporté sans amendement.  
(Document n° 922 de la session)

- 283 Loi concernant Groupe André Perry Inc. - Rapporté sans amendement.  
(Document n° 923 de la session)

Sur la motion de M. Lemieux (Vanier), les rapports de la Commission du budget et de l'administration relatifs aux projets de loi d'intérêt privé 263, 270, 277 et 283 sont adoptés.

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 19 juin 1989, a élu M. Claveau (Ungava) à titre de vice-président de la commission.  
(Document n° 924 de la session)

---

M. Bélanger (Laval-des-Rapides) dépose:

Les rapports de la Commission des affaires sociales qui a étudié en détail les projets de loi suivants:

Les 7, 13, 15 et 19 juin 1989:

- 116 Loi sur les régimes complémentaires de retraite (*Réimpression*)  
- Rapporté avec des amendements.  
(Document n° 925 de la session)

Le 20 juin 1989:

- 124 Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec  
- Rapporté avec des amendements.  
(Document n° 926 de la session)



M. Joly (Fabre) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 19 juin 1989, a élu M. Garon (Lévis) à titre de président de la commission.

(Document n° 927 de la session)

---

M. Filion (Taillon) dépose:

Les rapports de la Commission des institutions qui a étudié en détail les projets de loi suivants:

Les 8, 9, 12 et 19 juin 1989:

- 146 Loi modifiant le Code civil du Québec et d'autres dispositions législatives afin de favoriser l'égalité économique des époux  
- Rapporté avec des amendements.

(Document n° 928 de la session)

Les 8, 12, 15, 16 et 19 juin 1989:

- 140 Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne concernant la Commission et instituant le Tribunal des droits de la personne - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 929 de la session)

---

M. Parent (Bertrand) dépose:

Les rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a entendu les intéressés et étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants:

Les 27 novembre 1986 et 15 juin 1989:

- 219 Loi modifiant la Loi concernant la cité de Salaberry-de-Valleyfield - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 930 de la session)

Le 15 juin 1989:

- 243 Loi modifiant la Charte de la ville de Hull - Rapporté avec des amendements.  
(Document n° 931 de la session)
- 253 Loi concernant la Ville de Westmount - Rapporté avec des amendements.  
(Document n° 932 de la session)
- 268 Loi concernant le Comité d'enfouissement sanitaire d'Argenteuil--Deux-Montagnes - Rapporté avec un amendement.  
(Document n° 933 de la session)
- 271 Loi concernant la Ville de Vaudreuil - Rapporté avec des amendements.  
(Document n° 934 de la session)
- 286 Loi concernant la ville de Lac-Etchemin - Rapporté avec des amendements.  
(Document n° 935 de la session)

Les 15 et 16 juin 1989:

- 252 Loi concernant la Ville de LaSalle - Rapporté avec des amendements.  
(Document n° 936 de la session)

Le 19 juin 1989:

- 237 Loi modifiant la charte de la ville de Gatineau - Rapporté avec des amendements.  
(Document n° 937 de la session)

Sur la motion de M. Parent (Bertrand), les rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements relatifs aux projets de loi d'intérêt privé 219, 243, 253, 268, 271, 286, 252 et 237 sont adoptés.

## Dépôts de pétitions

Mme Legault (Deux-Montagnes) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 63 pétitionnaires, concernant tout donneur potentiel du bloc coeur-poumons identifié par Métro-Transplantation.

(Document n° 938 de la session)

## Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, M. Brassard (Lac-Saint-Jean) dépose:

Documents se rapportant à la vente par le ministère des Transports du Québec, en 1982, de terrains lui appartenant et situés dans le cadastre de Saint-Vincent-de-Paul de la ville de Laval.

(Document n° 939 de la session)

---

Puis, à la demande de M. Gendron, leader de l'Opposition officielle, M. Rémillard, ministre de la Justice, dépose:

Une lettre en date du 9 juin 1989 expédiée par M. Côté, ministre des Transports et responsable du Développement régional, concernant le dossier portant sur la vente de terrains du cadastre de Saint-Vincent-de-Paul de la ville de Laval.

(Document n° 940 de la session)

## Dépôts de documents

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose:

Une lettre en date du 20 juin 1989 expédiée par M. Pierre-Luc Blain, président de la Commission de protection du territoire agricole du Québec, concernant le dézonage de terres agricoles à Saint-Lin.

(Document n° 941 de la session)

## Motions sans préavis

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

QUE soit révoquée l'adoption du projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires, et

QUE ledit projet de loi soit réinscrit au *Feuilleton* à l'étape de son adoption.

La motion est adoptée.

## Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement, M. Gratton, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 230, Loi modifiant la Loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay, le projet de loi 265, Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal, le projet de loi 290, Loi modifiant la Charte de la Ville de Beauport, et le projet de loi 248, Loi concernant l'École nationale de théâtre du Canada;

- La Commission des affaires sociales, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 267, Loi modifiant la Loi fusionnant et consolidant The Mackay Institution for Protestant Deaf Mutes et The School for Crippled Children, Montreal, sous le nom de Mackay Center for Deaf and Crippled Children, et d'étudier en détail le projet de loi 139, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie et d'autres dispositions législatives, et le projet de loi 102, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux;
  
- La Commission des institutions, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 245, Loi concernant l'Institution Monseigneur Guay et La Congrégation des Soeurs de Notre-Dame du Bon Conseil de Chicoutimi, le projet de loi 282, Loi concernant l'Institution Monseigneur Guay et l'Archevêque catholique romain de Québec, le projet de loi 281, Loi concernant certains immeubles faisant partie du parc industriel de Saint-Augustin-de-Desmaures, le projet de loi 229, Loi concernant la succession de Morris Wexler, le projet de loi 272, Loi concernant la succession de Cora Frances Dunkerley, et le projet de loi 275, Loi concernant les testaments de Charles Jodoin et de Sophranie Beauchamp;
  
- La Commission du budget et de l'administration, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 266, Loi concernant La Communauté grecque orthodoxe de la Ville de Laval.

---

Mme la Vice-présidente donne l'avis suivant:

- La Commission des affaires sociales se réunira en séance de travail afin de statuer sur diverses affaires.
-

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Prise en considération de rapports de commissions*

Du consentement unanime pour déroger à l'article 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 146, Loi modifiant le Code civil du Québec et d'autres dispositions législatives afin de favoriser l'égalité économique des époux, ainsi que les amendements proposés par Mme Gagnon-Tremblay, ministre déléguée à la Condition féminine.

Après débat, les amendements sont adoptés.

Le rapport amendé est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 150, Loi modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance.

Un débat s'ensuit.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 21 du Règlement, les travaux se poursuivent au-delà de 13 h 00.

Le débat terminé, le rapport est adopté à la majorité des voix.

*Adoption du principe*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, propose que le principe du projet de loi 157, Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 157 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 157 est renvoyé en commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

---

À 13 h 20, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

**Quinze heures**

*Adoption*

M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, au nom de M. Côté, ministre délégué aux Forêts, propose que le projet de loi 127, Loi sur le mérite forestier, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 127 est adopté.

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 133, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile.

Après débat, le rapport est adopté.

*Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, propose que le projet de loi 133, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 133 est adopté.

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 126, Loi modifiant la Loi concernant les droits sur les mines, ainsi que les amendements proposés par M. Savoie, ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones.

Après débat, les amendements sont adoptés.

Le rapport amendé est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 149, Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.



*Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le projet de loi 149, Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 149 est adopté.

**Dépôts de rapports de commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Bétanger (Laval-des-Rapides) dépose:

Les rapports de la Commission des affaires sociales qui a étudié en détail les projets de loi suivants:

Les 1<sup>er</sup> et 20 juin 1989:

- 139 Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie et d'autres dispositions législatives - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 942 de la session)

Le 20 juin 1989:

- 102 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux - Rapporté avec des amendements, dont un au titre.

(Document n° 943 de la session)

*Prise en considération de rapports de commissions*

Du consentement unanime pour déroger à l'article 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 102, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

Le rapport est adopté.

*Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le projet de loi 102, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux (*titre amendé*), soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 102 est adopté.

*Prise en considération de rapports de commissions*

Du consentement unanime pour déroger à l'article 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 139, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie et d'autres dispositions législatives.

Le rapport est adopté.

*Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le projet de loi 139, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 21 du Règlement, les travaux se poursuivent au-delà de 18 h 00.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 139 est adopté.

---

À 18 h 23, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

Vingt heures

*Adoption du principe*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, M. Paradis, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 155, Loi modifiant la Loi sur les immeubles industriels municipaux, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 155 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 155 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements qu'il convoque dès maintenant pour l'exécution de ce mandat.

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 122, Loi modifiant la Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec.

Après débat, le rapport est adopté.

---

Du consentement unanime pour déroger à l'article 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 116, Loi sur les régimes complémentaires de retraite (*Réimpression*).

Le rapport est adopté.

#### *Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, propose que le projet de loi 116, Loi sur les régimes complémentaires de retraite (*Réimpression*), soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 116 est adopté.

#### *Prise en considération de rapports de commissions*

Du consentement unanime pour déroger à l'article 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 124, Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec.

Le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 123, Loi modifiant le Code de procédure civile.

Après débat, le rapport est adopté.

#### *Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 123, Loi modifiant le Code de procédure civile, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 123 est adopté.

#### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 129, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires.

Après débat, le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 141, Loi sur les cours municipales et modifiant diverses dispositions législatives.

Après débat, le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 142, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, ainsi que l'amendement proposé par M. Rémillard, ministre de la Justice.

Après débat, l'amendement est adopté.

Le rapport amendé est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 145, Loi sur le curateur public et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives, ainsi que l'amendement proposé par M. Fillion (Taillon).

Un débat s'ensuit.

Après débat, l'amendement est mis aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 148, Loi modifiant la Loi sur les huissiers.

Après débat, le rapport est adopté.

---

Du consentement unanime pour déroger à l'article 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 140, Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne concernant la Commission et instituant le Tribunal des droits de la personne, ainsi que les amendements proposés par M. Rémillard, ministre de la Justice.

Après débat, les amendements sont adoptés.

Le rapport amendé est adopté.

---

À 23 h 55, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mercredi, 10 h 00.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**





Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Déclarations ministérielles

Mme Bacon, ministre de l'Environnement, fait état d'un premier compte-rendu des travaux de la Table ronde québécoise sur l'environnement et l'économie.

Au cours de sa déclaration, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, Mme Bacon dépose:

Une pochette d'information contenant neuf fiches produites par la Table ronde québécoise sur l'environnement et l'économie ainsi que deux rapports du Groupe de travail national sur l'environnement et l'économie.

(Document n° 944 de la session)

M. Paré (Shefford) fait quelques commentaires au nom de l'Opposition officielle et la ministre termine par une courte réplique.

### Présentation de projets de loi

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

158 Loi modifiant le Code civil et le Code de procédure civile.

La motion est adoptée.

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 160 Loi sur la mise en marché des produits agricoles et alimentaires et modifiant diverses dispositions législatives.

La motion est adoptée.

---

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 156 Loi sur la pratique des sages-femmes dans le cadre de projets-pilotes.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission des affaires sociales procède à une consultation générale dans le cadre de l'étude du projet de loi 156, Loi sur la pratique des sages-femmes dans le cadre de projets-pilotes;

QUE les mémoires soient reçus au Secrétariat des commissions au plus tard le 18 août 1989; et

QUE la ministre de la Santé et des Services sociaux soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

---

M. Dutil, ministre des Communications, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi:

- 154 Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et la Loi sur la sécurité du revenu.

La motion est adoptée.

**Dépôts de documents**

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, dépose:

Un avis de la Commission des biens culturels du Québec concernant le déclassement du bien culturel: Le Domaine Gill, Odanak.

(Document n° 945 de la session)

---

M. Levesque, ministre des Finances, dépose:

Le rapport annuel de Loto-Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 946 de la session)

---

M. Ryan, ministre de l'Éducation, dépose:

Le rapport annuel du ministère de l'Éducation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 947 de la session)

---

M. Rémillard, ministre de la Justice et ministre de la Sécurité publique, dépose:

Le rapport annuel de l'Office de la protection du consommateur, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 948 de la session)

Le rapport annuel de la Commission québécoise des libérations conditionnelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 949 de la session)

Le rapport annuel du Bureau du coroner, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1988.

(Document n° 950 de la session)

Le rapport annuel de la Commission de la santé et de la sécurité du travail concernant l'application de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels* et de la *Loi visant à favoriser le civisme*, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1988.

(Document n° 951 de la session)

Le rapport annuel de la Commission de police du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1988.

(Document n° 952 de la session)

---

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Un avant-projet de loi intitulé: Loi sur les services de santé et les services sociaux.

(Document n° 953 de la session)

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission des affaires sociales procède à une consultation générale dans le cadre de l'étude de l'avant-projet de loi, Loi sur les services de santé et les services sociaux;

QUE les mémoires soient reçus au Secrétariat des commissions au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre 1989; et

QUE la ministre de la Santé et des Services sociaux soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

---

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, dépose:

Un avant-projet de loi intitulé: Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives.

(Document n° 954 de la session)

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission des affaires sociales procède à une consultation générale dans le cadre de l'étude de l'avant-projet de loi, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives;

QUE les mémoires soient reçus au Secrétariat des commissions au plus tard le 15 septembre 1989; et

QUE le ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

Est également déposé par M. Bourbeau:

Le rapport annuel de la Régie des rentes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 955 de la session)

---

M. Dutil, ministre des Communications, dépose:

Le rapport annuel du ministère des Communications, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 956 de la session)

Le rapport annuel de la Commission d'accès à l'information, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 957 de la session)

M. Savoie, ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones, dépose:

Le rapport annuel de la Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 958 de la session)

---

M. Rivard, ministre délégué à la Technologie, dépose:

Le rapport annuel du Centre de recherche industrielle du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 959 de la session)

---

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. MacDonald, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, dépose:

Le rapport annuel de la Société de développement des coopératives, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 960 de la session)

Et, au nom de Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration:

La réponse à la question écrite de M. Godin (Mercier) concernant le voyage en Asie de madame Louise Robic, ex-ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration. Question n° 2, *Feuilleton* du 21 juin 1989.

(Document n° 961 de la session)

---

M. le Président dépose:

Une lettre de M. Trudel (Bourget) faisant part de sa démission, à compter du 20 juin 1989, en tant que président de la Commission de la culture.

(Document n° 962 de la session)

Dépôts de rapports de commissions

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 20 juin 1989, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:

- 266 Loi concernant La Communauté grecque orthodoxe de la Ville de Laval - Rapporté sans amendement.

(Document n° 963 de la session)

Sur la motion de M. Lemieux (Vanier), le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi d'intérêt privé 266 est adopté.

---

M. Bélanger (Laval-des-Rapides) dépose:

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui a étudié, les 21 et 22 février 1989 ainsi que les 16 mars et 20 juin 1989, conformément à l'article 176 du Règlement, la réglementation découlant de l'adoption du projet de loi 37, Loi sur la sécurité du revenu.

(Document n° 964 de la session)

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, le 20 juin 1989, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:

- 267 Loi modifiant la Loi fusionnant et consolidant The Mackay Institution for Protestant Deaf Mutes et The School for Crippled Children, Montreal, sous le nom de Mackay Center for Deaf and Crippled Children - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 965 de la session)

Sur la motion de M. Bélanger (Laval-des-Rapides), le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi d'intérêt privé 267 est adopté.

M. Filion (Taillon) dépose:

Les rapports de la Commission des institutions qui a entendu les intéressés et étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants:

Les 16 juin 1988 et 20 juin 1989:

- 229 Loi concernant la succession de Morris Wexler - Rapporté avec un amendement.

(Document n° 966 de la session)

Le 20 juin 1989:

- 245 Loi concernant l'Institution Monseigneur Guay et La Congrégation des Soeurs de Notre-Dame du Bon Conseil de Chicoutimi - Rapporté avec un amendement.

(Document n° 967 de la session)

- 275 Loi concernant les testaments de Charles Jodoin et de Sophranie Beauchamp - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 968 de la session)

- 281 Loi concernant certains immeubles faisant partie du parc industriel de Saint-Augustin-de-Desmaures - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 969 de la session)

- 282 Loi concernant l'Institution Monseigneur Guay et l'Archevêque catholique romain de Québec - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 970 de la session)

Sur la motion de M. Filion (Taillon), les rapports de la Commission des institutions relatifs aux projets de loi d'intérêt privé 229, 245, 275, 281 et 282 sont adoptés.



M. Parent (Bertrand) dépose:

Les rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a entendu les intéressés et étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants:

Les 3 mai, 19 et 20 juin 1989:

- 230 Loi modifiant la Loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 971 de la session)

Le 19 juin 1989:

- 269 Loi refondant la Charte de la ville de Coaticook et validant certaines acquisitions - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 972 de la session)

- 287 Loi modifiant la charte de la Ville de Québec - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 973 de la session)

Le 20 juin 1989:

- 248 Loi concernant l'École nationale de théâtre du Canada - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 974 de la session)

- 265 Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 975 de la session)

- 290 Loi modifiant la Charte de la Ville de Beauport - Rapporté sans amendement.

(Document n° 976 de la session)

Sur la motion de M. Parent (Bertrand), les rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements relatifs aux projets de loi d'intérêt privé 230, 269, 287, 248, 265 et 290 sont adoptés.

## Dépôts de pétitions

Mme Harel (Maisonnette) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 576 pétitionnaires, demandant que soit maintenu, pour les détenus, le plein accès au programme d'aide sociale.

(Document n° 977 de la session)

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, quatre extraits de pétition sont déposés:

Par M. Dufour (Jonquière):

L'extrait d'une pétition, signée par 965 pétitionnaires, demandant qu'un centre hospitalier pour soins à long terme soit établi dans la région du Saguenay;

(Document n° 978 de la session)

Par M. Jolivet (Laviolette):

L'extrait d'une pétition, signée par 3469 pétitionnaires, concernant l'indexation des prestations versées aux personnes victimes d'accidents du travail;

(Document n° 979 de la session)

Par M. MacMillan (Papineau):

L'extrait d'une pétition, signée par plus de 1200 pétitionnaires, concernant la construction d'une école primaire à Angers;

(Document n° 980 de la session)

Par M. Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue):

L'extrait d'une pétition, signée par plus de 4500 pétitionnaires, demandant que les industries de pâtes et papiers restreignent les traitements chimiques lors de la fabrication de leurs produits.

(Document n° 981 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement:

M. Brassard (Lac-Saint-Jean) dépose:

La décision de la Commission de protection du territoire agricole du Québec concernant le dézonage de lots de la paroisse de Sainte-Rose de Laval, en date du 17 août 1987, ainsi que le rapport d'analyse s'y rapportant.

(Document n° 982 de la session)

---

M. Dufour (Jonquière) dépose:

Un affidavit signé par monsieur Peter M. Gold, en date du 3 mai 1989, concernant certaines décisions prises par le conseil municipal de la ville de Saint-Laurent, accompagné de tableaux indiquant le montant de contributions versées au Parti libéral du Québec.

(Document n° 983 de la session)

### Votes reportés

M. le Président met aux voix l'amendement proposé par M. Filion (Taillon) au rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 145, Loi sur le curateur public et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives. Cet amendement se lit comme suit:

«L'article 181 du projet de loi 145 est modifié par l'addition, après le deuxième alinéa de l'article 10 qu'il introduit, de l'alinéa suivant:

«Dans le cas d'une cure fermée d'une durée de plus de 48 heures, le directeur ou le médecin doit la faire confirmer par ordonnance du tribunal. Les articles 332 et 332.1 du Code civil du Bas-Canada s'appliquent, en les adaptant, à une telle demande d'ordonnance.»

(Vote n° 82)

POUR

Blackburn (Chicoutimi)	Chevrette	Gendron	Paré
Boulerice	Desbiens	Harel	Parent
Brassard	Dufour	Jolivet	(Bertrand)
	Filion		

CONTRE

Audet	Côté	Kehoe	Pelchat
Bacon	(Riv.-du-Loup)	Khelfa	Philibert
Baril	Cusano	Laporte	Picotte
Beaudin	Dauphin	Lavoie-Roux	Polak
Bégin	Dionne	Lefebvre	Poulin
Bélanger	Dougherty	Lemieux	Rémillard
(Laval-des-Rap.)	Doyon	Lemire	Richard
Bélanger	Dubois	LeSage	Rivard
(Még.-Compton)	Dutil	Levesque	Robic
Bélisle	Farrah	Maciocia	Ryan
Bissonnet	Forget	MacMillan	Saintonge
Blackburn	Fortier	Maltais	St-Roch
(Roberval)	Fortin	Marcil	Savoie
Bleau	French	Messier	Séguin
Bourbeau	Gardner	Middlemiss	Thérien
Bradet	Gauvin	Page	Thuringer
Cannon	Gratton	Paradis	Trépanier
Cardinal	Hains	(Brome-Miss.)	Trudel
Chagnon	Hamel	Paradis	Vaillancourt
Ciaccia	Hovington	(Matapédia)	Vallerand
Côté	Johnson	Parent	Vallières
(Charlesbourg)	Joly	(Sauvé)	

L'amendement est rejeté par le vote suivant:

Pour: 12 Contre: 79

### Motions sans préavis

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

QUE madame Claire-Hélène Hovington, députée de Matane, remplace monsieur Claude Trudel, député de Bourget, comme membre de la Commission de la culture.

La motion est adoptée.

### Avis touchant les travaux des commissions

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin, d'une part, d'étudier en détail le projet de loi 155, Loi modifiant la Loi sur les immeubles industriels municipaux, et, d'autre part, d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 264, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal, et le projet de loi 235, Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Hyacinthe;
- La Commission de l'éducation, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 254, Loi modifiant l'Acte pour incorporer le Collège Morrin, à Québec;
- La Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 193, Loi modifiant la Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.).

---

M. le Vice-président donne l'avis suivant:

- La Commission de l'aménagement et des équipements se réunira en séance de travail afin de discuter de la demande de M. Garon (Lévis) de confier à la commission le mandat «d'étudier le fonctionnement de l'industrie du transport des véhicules neufs au Québec».

### **Motions sans préavis**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Paradis, ministre des Affaires municipales, propose:

QUE cette Assemblée dénonce les coupures en 1989 et l'abolition en 1990 par le gouvernement fédéral du programme d'aide à la rénovation Canada-Québec, volet locatif, et qu'elle exige du gouvernement fédéral qu'il revienne sur sa décision.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

### **AFFAIRES DU JOUR**

#### **Projets de loi publics au nom des députés**

##### *Adoption du principe*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, M. Bélisle (Mille-Îles) propose que le principe du projet de loi 193, Loi modifiant la Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.), soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 193 est adopté.

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, propose que le projet de loi 193 soit renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration, qu'il convoque dès maintenant pour l'exécution de ce mandat, et que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

## Projets de loi du gouvernement

### *Adoption du principe*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 158, Loi modifiant le Code civil et le Code de procédure civile, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 21 du Règlement, les travaux se poursuivent au-delà de 13 h 00.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 158 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 158 est renvoyé en commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

### *Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 230 du Règlement, M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 158, Loi modifiant le Code civil et le Code de procédure civile, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 158 est adopté.

---

À 13 h 18, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

### Dépôts de rapports de commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Parent (Bertrand) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 20 et 21 juin 1989, a étudié en détail le projet de loi:

- 155 Loi modifiant la Loi sur les immeubles industriels municipaux -  
Rapporté avec des amendements.

(Document n° 984 de la session)

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption*

M. Blackburn, ministre délégué à l'Environnement, au nom de M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 129, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 129 est adopté.

---

M. Blackburn, ministre délégué à l'Environnement, au nom de M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 140, Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne concernant la Commission et instituant le Tribunal des droits de la personne, soit adopté.

La motion est adoptée.



En conséquence, le projet de loi 140 est adopté.

---

M. Blackburn, ministre délégué à l'Environnement, au nom de M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 141, Loi sur les cours municipales et modifiant diverses dispositions législatives, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 141 est adopté.

---

M. Blackburn, ministre délégué à l'Environnement, au nom de M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 142, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 142 est adopté.

### **Dépôts de rapports de commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, Mme Harel dépose:

Le rapport de la Commission de la culture qui, le 21 juin 1989, a élu Mme Hovington (Matane) à titre de présidente de la commission.

(Document n° 985 de la session)

## Projets de loi du gouvernement

### *Adoption*

M. Fortier, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le projet de loi 45, Loi modifiant la Loi sur les agronomes, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 45 est adopté.

---

M. Fortier, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le projet de loi 47, Loi modifiant la Loi sur les chimistes professionnels, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 47 est adopté.

---

M. Fortier, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le projet de loi 48, Loi modifiant la Loi sur les comptables agréés, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 48 est adopté.

---

M. Fortier, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le projet de loi 50, Loi modifiant la Loi sur les médecins vétérinaires, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 50 est adopté.

---

M. Fortier, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le projet de loi 51, Loi modifiant la Loi médicale, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 51 est adopté.

---

M. Fortier, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le projet de loi 52, Loi modifiant la Loi sur l'optométrie, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 52 est adopté.

#### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 134, Loi sur les intermédiaires de marché.

Après débat, le rapport est adopté.

*Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, propose que le projet de loi 134, Loi sur les intermédiaires de marché, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 134 est adopté.

---

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

QUE soit révoquée l'adoption du projet de loi 140, Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne concernant la Commission et instituant le Tribunal des droits de la personne.

La motion est adoptée.

---

*Adoption*

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 140, Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne concernant la Commission et instituant le Tribunal des droits de la personne, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours du débat, M. Rémillard propose, conformément à l'article 257 du Règlement, que le projet de loi 140 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude d'amendements à la version anglaise.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 140 est renvoyé en commission plénière.

Les amendements sont adoptés en commission plénière et le projet de loi 140, ainsi amendé, est rapporté; le rapport est adopté.

Le débat reprend sur la motion portant adoption du projet de loi 140.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 140 est adopté.

---

M. Blackburn, ministre délégué à l'Environnement, au nom de Mme Bacon, ministre de l'Environnement, propose que le projet de loi 108, Loi sur les espèces menacées ou vulnérables et modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours du débat, M. Blackburn propose, conformément à l'article 257 du Règlement, que le projet de loi 108 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude d'amendements à la version anglaise.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 108 est renvoyé en commission plénière.

Les amendements sont adoptés en commission plénière et le projet de loi 108, ainsi amendé, est rapporté; le rapport est adopté.

Le débat reprend sur la motion portant adoption du projet de loi 108.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 108 est adopté.

### *Adoption du principe*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, M. Blackburn, ministre délégué à l'Environnement, au nom de Mme Bacon, ministre de l'Environnement, propose que le principe du projet de loi 159, Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 159 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 159 est renvoyé en commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

### *Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 230 du Règlement, M. Blackburn, ministre délégué à l'Environnement, au nom de Mme Bacon, ministre de l'Environnement, propose que le projet de loi 159, Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 159 est adopté.

### **Débats sur les rapports de commissions**

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions qui, le 2 mars 1989, a entendu le Protecteur du citoyen dans le cadre de l'examen de son rapport annuel 1987-1988.

M. le Vice-président informe alors l'Assemblée de la répartition du temps de parole prévu pour l'ensemble du débat. Les deux groupes parlementaires se partageront également la période totale d'une heure allouée à la discussion. Dans ce cadre, la durée de chacune des interventions ne sera soumise à aucune limite.

Le débat s'ensuit.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 21 du Règlement, les travaux se poursuivent au-delà de 18 h 00.

Le débat est ajourné.

### **Dépôts de rapports de commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Lemieux (Vanier) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 21 juin 1989, a étudié en détail le projet de loi:

- 193 Loi modifiant la Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) - Rapporté avec des amendements.  
(Document n° 986 de la session)

### **Projets de loi publics au nom des députés**

#### *Prise en considération de rapports de commissions*

Du consentement unanime pour déroger à l'article 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 193, Loi modifiant la Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.).

Le rapport est adopté.

*Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 230 du Règlement, M. Dauphin (Marquette), au nom de M. Bélisle (Mille-Îles), propose que le projet de loi 193, Loi modifiant la Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.), soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 193 est adopté.

**Débats sur les rapports de commissions**

Le débat reprend sur le rapport de la Commission des institutions qui, le 2 mars 1989, a entendu le Protecteur du citoyen dans le cadre de l'examen de son rapport annuel 1987-1988.

Le débat se termine et, conformément à l'article 95 du Règlement, il n'entraîne aucune décision de l'Assemblée.

**Dépôts de rapports de commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Parent (Sauvé) dépose:

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, le 21 juin 1989, a entendu les intéressés et étudié le projet de loi d'intérêt privé:

- 254 Loi modifiant l'Acte pour incorporer le Collège Morrin, à Québec  
- Rapporté avec des amendements.

(Document n° 987 de la session)

Sur la motion de M. Parent (Sauvé), le rapport de la Commission de l'éducation relatif au projet de loi d'intérêt privé 254 est adopté.



## Projets de loi du gouvernement

### *Adoption*

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Paradis, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 136, Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec et le Code civil en matière de bail d'un logement à loyer modique, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement.

---

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Fortier, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le projet de loi 56, Loi modifiant la Loi sur les dentistes, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 56 est adopté.

---

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Fortier, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le projet de loi 57, Loi modifiant la Loi sur la podiatrie, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 57 est adopté.

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Fortier, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le projet de loi 61, Loi modifiant la Loi sur la pharmacie, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 61 est adopté.

---

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Fortier, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le projet de loi 62, Loi modifiant la Loi sur les infirmières et les infirmiers, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 62 est adopté.

---

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Fortier, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le projet de loi 87, Loi modifiant la Loi sur le notariat, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 87 est adopté.

---

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Fortier, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le projet de loi 88, Loi modifiant la Loi sur les opticiens d'ordonnances, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 88 est adopté.

---

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Bourbeau, ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu, propose que le projet de loi 124, Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 124 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 230 du Règlement, M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Bourbeau, ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu, propose que le projet de loi 157, Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 157 est adopté.

---

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de Mme Gagnon-Tremblay, ministre déléguée à la Condition féminine, propose que le projet de loi 150, Loi modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance, soit adopté.

La motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 150 est adopté.

---

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Savoie, ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones, propose que le projet de loi 126, Loi modifiant la Loi concernant les droits sur les mines, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 126 est adopté.

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose que le projet de loi 122, Loi modifiant la Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 122 est adopté.

---

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 148, Loi modifiant la Loi sur les huissiers, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 148 est adopté.

---

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Paradis, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 121, Loi modifiant la Loi sur la Commission municipale, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 121 est adopté.

#### *Prise en considération de rapports de commissions*

Le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 145, Loi sur le curateur public et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives, est mis aux voix.

Le rapport est adopté.

*Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 145, Loi sur le curateur public et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 45 est adopté.

---

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Ryan, ministre de l'Éducation, propose que le projet de loi 106, Loi sur les élections scolaires, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours du débat, M. Gratton propose, conformément à l'article 257 du Règlement, que le projet de loi 106 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude d'un amendement qu'il indique. Cet amendement remplace le nouvel amendement adopté, en dérogation de l'article 252 du Règlement, sur la motion de M. Ryan, ministre de l'Éducation, à la séance du 13 juin 1989, lors de la prise en considération du rapport de la Commission de l'éducation relatif au projet de loi 106.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 106 est renvoyé en commission plénière.

L'amendement est adopté en commission plénière et le projet de loi 106, ainsi amendé, est rapporté; le rapport est adopté.

Le débat reprend sur la motion portant adoption du projet de loi 106.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 106 est adopté.

*Prise en considération de rapports de commissions*

Du consentement unanime pour déroger à l'article 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 155, Loi modifiant la Loi sur les immeubles industriels municipaux.

Le rapport est adopté.

*Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 230 du Règlement, M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Paradis, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 155, Loi modifiant la Loi sur les immeubles industriels municipaux, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 155 est adopté.

**Projets de loi d'intérêt privé**

*Adoption du principe et adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, Mme Pelchat (Vachon), au nom de M. Chagnon (Saint-Louis), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 263, Loi concernant Gamma Lambda Foundation of Sigma Chi Fraternity Incorporated.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 263 est adopté.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 237, 268 et 22 du Règlement, Mme Bleau (Groulx), au nom de M. Sirros (Laurier), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 266, Loi concernant La Communauté grecque orthodoxe de la Ville de Laval.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 266 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, Mme Pelchat (Vachon), au nom de M. Kehoe (Chapleau), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 270, Loi concernant l'Association athlétique et sociale Hull Volant Inc.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 270 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, Mme Bleau (Groulx), au nom de Mme Dionne (Kamouraska-Témiscouata), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 277, Loi concernant Club de Golf La Pruchière Inc.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 277 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement et à l'article 35 des Règles de fonctionnement, Mme Pelchat (Vachon), au nom de M. French (Westmount), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 283, Loi concernant Groupe André Perry Inc.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 283 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 268 du Règlement, Mme Bleau (Groulx), au nom de Mme Dougherty (Jacques-Cartier), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 229, Loi concernant la succession de Morris Wexler.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 229 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, Mme Pelchat (Vachon), au nom de M. Garon (Lévis), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 245, Loi concernant l'Institution Monseigneur Guay et La Congrégation des Soeurs de Notre-Dame du Bon Conseil de Chicoutimi.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 245 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 268 et 22 du Règlement, Mme Pelchat (Vachon), au nom de M. Fillion (Taillon), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 275, Loi concernant les testaments de Charles Jodoin et de Sophranie Beauchamp.

Ces motions sont adoptées.



En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 275 est adopté.

---

Mme Pelchat (Vachon), au nom de M. Chagnon (Saint-Louis), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 279, Loi remplaçant la Loi concernant La Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 279 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 237, 268 et 22 du Règlement, M. St-Roch (Drummond), au nom de M. Cannon (La Peltre), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 281, Loi concernant certains immeubles faisant partie du parc industriel de Saint-Augustin-de-Desmaures.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 281 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 268 et 22 du Règlement, Mme Bleau (Groulx), au nom de M. Leclerc (Taschereau), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 282, Loi concernant l'Institution Monseigneur Guay et l'Archevêque catholique romain de Québec.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 282 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 268 et 22 du Règlement, Mme Pelchat (Vachon), au nom de M. Thuringer (Notre-Dame-de-Grâce), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 267, Loi modifiant la Loi fusionnant et consolidant The Mackay Institution for Protestant Deaf Mutes et The School for Crippled Children, Montreal, sous le nom de Mackay Center for Deaf and Crippled Children.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 267 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 268 et 22 du Règlement, Mme Bleau (Groulx), au nom de M. Cannon (La Peltre), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 254, Loi modifiant l'Acte pour incorporer le Collège Morrin, à Québec.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 254 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 268 du Règlement, M. Paré (Shefford), au nom de M. Desbiens (Dubuc), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 230, Loi modifiant la Loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 230 est adopté.

---

Mme Pelchat (Vachon), au nom de M. Marcil (Beauharnois), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 219, Loi modifiant la Loi concernant la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 219 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, Mme Bleau (Groulx), au nom de M. Kehoe (Chapleau), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 237, Loi modifiant la charte de la ville de Gatineau.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 237 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 268 du Règlement, Mme Bleau (Groulx), au nom de M. Tremblay (Iberville), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 248, Loi concernant l'École nationale de théâtre du Canada.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 248 est adopté.

---

M. St-Roch (Drummond), au nom de M. Fortin (Marguerite-Bourgeoys), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 252, Loi concernant la Ville de LaSalle.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 252 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, Mme Pelchat (Vachon), au nom de M. French (Westmount), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 253, Loi concernant la Ville de Westmount.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 253 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 268 et 22 du Règlement, Mme Pelchat (Vachon), au nom de M. Dauphin (Marquette), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 265, Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 265 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, Mme Pelchat (Vachon), au nom de Mme Legault (Deux-Montagnes), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 268, Loi concernant le Comité d'enfouissement sanitaire d'Argenteuil--Deux-Montagnes.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 268 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 268 et 22 du Règlement, M. St-Roch (Drummond), au nom de M. Vaillancourt (Orford), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 269, Loi refondant la Charte de la ville de Coaticook et validant certaines acquisitions.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 269 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, M. St-Roch (Drummond), au nom de M. Maril (Beauharnois), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 271, Loi concernant la Ville de Vaudreuil.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 271 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement et à l'article 35 des Règles de fonctionnement, Mme Pelchat (Vachon), au nom de Mme Bégin (Bellechasse), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 286, Loi concernant la ville de Lac-Etchemin.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 286 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement et à l'article 35 des Règles de fonctionnement, Mme Pelchat (Vachon), au nom de M. Leclerc (Taschereau), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 287, Loi modifiant la charte de la Ville de Québec.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 287 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 237, 268 et 22 du Règlement et à l'article 35 des Règles de fonctionnement, M. St-Roch (Drummond) propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 290, Loi modifiant la Charte de la Ville de Beauport.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 290 est adopté.

#### Dépôts de documents

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Fortier, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le rapport annuel de la Corporation professionnelle des techniciens et techniciennes dentaires du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 988 de la session)

Le rapport annuel de l'Ordre des comptables agréés du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 989 de la session)

À 19 h 45, à la demande de M. Gratton, leader du gouvernement, M. le Vice-président suspend la séance.

---

Vingt-deux heures trente-cinq

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption*

Mme Gagnon-Tremblay, ministre déléguée à la Condition féminine, propose que le projet de loi 146, Loi modifiant le Code civil du Québec et d'autres dispositions législatives afin de favoriser l'égalité économique des époux, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours du débat, Mme Gagnon-Tremblay propose, conformément à l'article 257 du Règlement, que le projet de loi 146 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude de trois amendements qu'elle indique.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 146 est renvoyé en commission plénière.

Les amendements sont adoptés en commission plénière et le projet de loi 146, ainsi amendé, est rapporté; le rapport est adopté.

Le débat reprend sur la motion portant adoption du projet de loi 146.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 146 est adopté.

## Projets de loi d'intérêt privé

### *Adoption du principe*

M. Lefebvre (Frontenac), au nom de M. Kehoe (Chapleau), propose l'adoption du principe du projet de loi d'intérêt privé 243, Loi modifiant la Charte de la ville de Hull.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 243 est adopté.

### *Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, M. Lefebvre (Frontenac), au nom de M. Kehoe (Chapleau), propose l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 243, Loi modifiant la Charte de la ville de Hull.

Un débat s'ensuit.

Au cours du débat, M. Lefebvre propose, conformément à l'article 257 du Règlement, que le projet de loi 243 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude d'un amendement qu'il indique.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 243 est renvoyé en commission plénière.

L'amendement est adopté en commission plénière et le projet de loi 243, ainsi amendé, est rapporté; le rapport est adopté.

Le débat reprend sur la motion portant adoption du projet de loi 243.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 243 est adopté.



Le jeudi 22 juin 1989

### Dépôts de rapports de commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 15 et 21 juin 1989, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé:

- 235 Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Hyacinthe - Rapporté avec des amendements, dont un au titre.

(Document n° 990 de la session)

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 248 du Règlement:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 21 juin 1989, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé.

- 264 Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 991 de la session)

Sur la motion de Mme Bélanger (Mégantic-Compton), les rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements relatifs aux projets de loi d'intérêt privé 235 et 264 sont adoptés.

## Projets de loi du gouvernement

### *Adoption*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion portant adoption du projet de loi 136, Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec et le Code civil en matière de bail d'un logement à loyer modique.

La motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 136 est adopté.

---

M. Paradis, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 130, Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours du débat, M. Paradis propose, conformément à l'article 257 du Règlement, que le projet de loi 130 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude de quatre amendements qu'il indique.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 130 est renvoyé en commission plénière.

Les amendements sont adoptés en commission plénière et le projet de loi 130, ainsi amendé, est rapporté; le rapport est adopté.

Le débat reprend sur la motion portant adoption du projet de loi 130.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 130 est adopté.

## Projets de loi d'intérêt privé

### *Adoption du principe et adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 268 du Règlement, M. Audet (Beauce-Nord), au nom de M. Messier (Saint-Hyacinthe), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 235, Loi concernant la ville de Saint-Hyacinthe (*titre amendé*).

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 235 est adopté.

## Projets de loi du gouvernement

### *Adoption*

M. Paradis, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 147, Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours du débat, M. Paradis propose, conformément à l'article 257 du Règlement, que le projet de loi 147 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude d'un amendement qu'il indique.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 147 est renvoyé en commission plénière.

L'amendement est adopté en commission plénière et le projet de loi 147, ainsi amendé, est rapporté; le rapport est adopté.

Le débat reprend sur la motion portant adoption du projet de loi 147.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 147 est adopté.

### **Projets de loi d'intérêt privé**

#### *Adoption du principe et adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 268 du Règlement, M. Audet (Beauce-Nord), au nom de M. Maciocia (Viger), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 264, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 264 est adopté.

---

À 1 h 27, sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mardi 17 octobre 1989, à 14 h 00.

---

### **SANCTION DE PROJETS DE LOI**

Le jeudi 22 juin 1989, à 02 h 30, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de Mme Bégin, vice-présidente de l'Assemblée nationale, de M. Doyon, le représentant du Premier ministre, et de M. Duchesne, Secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 45 Loi modifiant la Loi sur les agronomes;

- 47 Loi modifiant la Loi sur les chimistes professionnels;
- 48 Loi modifiant la Loi sur les comptables agréés;
- 50 Loi modifiant la Loi sur les médecins vétérinaires;
- 51 Loi modifiant la Loi médicale;
- 52 Loi modifiant la Loi sur l'optométrie;
- 56 Loi modifiant la Loi sur les dentistes;
- 57 Loi modifiant la Loi sur la podiatrie;
- 61 Loi modifiant la Loi sur la pharmacie;
- 62 Loi modifiant la Loi sur les infirmières et les infirmiers;
- 87 Loi modifiant la Loi sur le notariat;
- 88 Loi modifiant la Loi sur les opticiens d'ordonnances;
- 102 Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux (*titre amendé*);
- 106 Loi sur les élections scolaires;
- 108 Loi sur les espèces menacées ou vulnérables et modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune;
- 116 Loi sur les régimes complémentaires de retraite (*Réimpression*);
- 121 Loi modifiant la Loi sur la Commission municipale;
- 122 Loi modifiant la Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec;
- 123 Loi modifiant le Code de procédure civile;
- 124 Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec;
- 126 Loi modifiant la Loi concernant les droits sur les mines;

- 127 Loi sur le mérite forestier;
- 129 Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires;
- 130 Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et d'autres dispositions législatives;
- 133 Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile;
- 134 Loi sur les intermédiaires de marché;
- 136 Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec et le Code civil en matière de bail d'un logement à loyer modique;
- 139 Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie et d'autres dispositions législatives;
- 140 Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne concernant la Commission et instituant le Tribunal des droits de la personne;
- 141 Loi sur les cours municipales et modifiant diverses dispositions législatives;
- 142 Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse;
- 145 Loi sur le curateur public et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives;
- 146 Loi modifiant le Code civil du Québec et d'autres dispositions législatives afin de favoriser l'égalité économique des époux;
- 147 Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et d'autres dispositions législatives;
- 148 Loi modifiant la Loi sur les huissiers;
- 149 Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique;
- 150 Loi modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance;
- 155 Loi modifiant la Loi sur les immeubles industriels municipaux;

- 157 Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles;
- 158 Loi modifiant le Code civil et le Code de procédure civile;
- 159 Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux;
- 193 Loi modifiant la Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.);
- 219 Loi modifiant la Loi concernant la cité de Salaberry-de-Valleyfield;
- 229 Loi concernant la succession de Morris Wexler;
- 230 Loi modifiant la Loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay;
- 235 Loi concernant la ville de Saint-Hyacinthe (*titre amendé*);
- 237 Loi modifiant la charte de la ville de Gatineau;
- 243 Loi modifiant la Charte de la ville de Hull;
- 245 Loi concernant l'Institution Monseigneur Guay et La Congrégation des Soeurs de Notre-Dame du Bon Conseil de Chicoutimi;
- 248 Loi concernant l'École nationale de théâtre du Canada;
- 252 Loi concernant la Ville de LaSalle;
- 253 Loi concernant la Ville de Westmount;
- 254 Loi modifiant l'Acte pour incorporer le Collège Morrin, à Québec;
- 263 Loi concernant Gamma Lambda Foundation of Sigma Chi Fraternity Incorporated;
- 264 Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal;
- 265 Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal;

- 266 Loi concernant La Communauté grecque orthodoxe de la Ville de Laval;
- 267 Loi modifiant la Loi fusionnant et consolidant The Mackay Institution for Protestant Deaf Mutes et The School for Crippled Children, Montreal, sous le nom de Mackay Center for Deaf and Crippled Children;
- 268 Loi concernant le Comité d'enfouissement sanitaire d'Argenteuil-Deux-Montagnes;
- 269 Loi refondant la Charte de la ville de Coaticook et validant certaines acquisitions;
- 270 Loi concernant l'Association athlétique et sociale Hull Volant Inc.;
- 271 Loi concernant la Ville de Vaudreuil;
- 275 Loi concernant les testaments de Charles Jodoin et de Sophranie Beauchamp;
- 277 Loi concernant Club de Golf La Pruchière Inc.;
- 279 Loi remplaçant la Loi concernant La Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec;
- 281 Loi concernant certains immeubles faisant partie du parc industriel de Saint-Augustin-de-Desmaures;
- 282 Loi concernant l'Institution Monseigneur Guay et l'Archevêque catholique romain de Québec;
- 283 Loi concernant Groupe André Perry Inc.;
- 286 Loi concernant la ville de Lac-Etchemin;
- 287 Loi modifiant la charte de la Ville de Québec;
- 290 Loi modifiant la Charte de la Ville de Beauport.

*Le Président*

**PIERRE LORRAIN**



## **ASSEMBLÉE NATIONALE**

**2<sup>e</sup> session - 33<sup>e</sup> législature**

<b>Président</b>	<b>Pierre Lorrain</b>
<b>Vice-président</b>	<b>Jean-Pierre Saintonge</b>
<b>Vice-présidente</b>	<b>Louise Bégin</b>
<b>Premier ministre et Président du Conseil exécutif</b>	<b>Robert Bourassa</b>
<b>Chef de l'Opposition officielle</b>	<b>Guy Chevrette</b>
<b>Leader du gouvernement</b>	<b>Michel Gratton</b>
<b>Leaders adjoints du gouvernement</b>	<b>Roger Lefebvre Daniel Johnson</b>
<b>Leader de l'Opposition officielle</b>	<b>François Gendron</b>
<b>Leader adjoint de l'Opposition officielle</b>	<b>Jean-Pierre Jolivet</b>
<b>Whip en chef du gouvernement</b>	<b>Yvon Vallières</b>
<b>Whips adjoints du gouvernement</b>	<b>Claire-Hélène Hovington Maximilien Polak William Cusano</b>
<b>Whip en chef de l'Opposition officielle</b>	<b>Jacques Brassard</b>

Secrétaire général

Pierre Duchesne

Secrétaires adjoints

Gérard Laliberté  
Mathieu Proulx

---

Sergent d'armes

Romain Gauthier

**LISTE ALPHABÉTIQUE**  
des  
**CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES**

Indiquant le nom des députés et leur appartenance politique  
(au moment de la dissolution de la 2<sup>e</sup> session, 33<sup>e</sup> législature)

Abitibi-Est	Savoie, Raymond	PLQ
Abitibi-Ouest	Gendron, François	PQ
Anjou	Larouche, René Serge <sup>1</sup>	PLQ
Argenteuil	Ryan, Claude	PLQ
Arthabaska	Gardner, Laurier	PLQ
Beauce-Nord	Audet, Jean	PLQ
Beauce-Sud	Dutil, Robert	PLQ
Beauharnois	Marcil, Serge	PLQ
Bellechasse	Bégin, Louise	PLQ
Berthier	Houde, Albert	PLQ
Bertrand	Parent, Jean-Guy	PQ
Bonaventure	Levesque, Gérard D.	PLQ
Bourassa	Robic, Louise	PLQ
Bourget	Trudel, Claude	PLQ
Brome-Missisquoi	Paradis, Pierre	PLQ
Chambly	Latulippe, Gérard <sup>2</sup>	PLQ
Champlain	Brouillette, Pierre A.	PLQ
Chapleau	Kehoe, John	PLQ
Charlesbourg	Côté, Marc-Yvan	PLQ
Charlevoix	Bradet, Daniel	PLQ
Châteauguay	Cardinal, Pierrette	PLQ
Chauveau	Poulin, Rémy	PLQ
Chicoutimi	Blackburn, Jeanne L.	PQ
Chomedey	Bacon, Lise	PLQ
Crémazie	Vallerand, André	PLQ
D'Arcy-McGee	Marx, Herbert <sup>3</sup>	PLQ
Deux-Montagnes	Legault, Yolande D.	PLQ
Dorion	Trépanier, Violette	PLQ

<sup>1</sup> Élu le 20 juin 1988

<sup>2</sup> A démissionné le 14 juin 1989

<sup>3</sup> A démissionné le 30 juin 1989

<b>Drummond</b>	St-Roch, Jean-Guy	PLQ
<b>Dubuc</b>	Desbiens, Hubert	PQ
<b>Duplessis</b>	Perron, Denis <sup>1</sup>	PQ
<b>Fabre</b>	Joly, Jean A.	PLQ
<b>Frontenac</b>	Lefebvre, Roger	PLQ
<b>Gaspé</b>	Beaudin, André	PLQ
<b>Gatineau</b>	Gratton, Michel	PLQ
<b>Gouin</b>	Rocheffort, Jacques	IND
<b>Groulx</b>	Bleau, Madeleine	PLQ
<b>Hull</b>	Rocheleau, Gilles <sup>2</sup>	PLQ
	LeSage, Robert <sup>3</sup>	PLQ
<b>Huntingdon</b>	Dubois, Claude	PLQ
<b>Iberville</b>	Tremblay, Jacques	PLQ
<b>Îles-de-la-Madeleine</b>	Farrah, Georges	PLQ
<b>Jacques-Cartier</b>	Dougherty, Joan	PLQ
<b>Jeanne-Mance</b>	Bissonnet, Michel	PLQ
<b>Jean-Talon</b>	Rémillard, Gil	PLQ
<b>Johnson</b>	Juneau, Carmen	PQ
<b>Joliette</b>	Chevrette, Guy	PQ
<b>Jonquière</b>	Dufour, Francis	PQ
<b>Kamouraska-Témiscouata</b>	Dionne, France	PLQ
<b>Labelle</b>	Hétu, Damien	PLQ
<b>L'Acadie</b>	Lavoie-Roux, Thérèse	PLQ
<b>Lac-Saint-Jean</b>	Brassard, Jacques	PQ
<b>Lafontaine</b>	Gobé, Jean-Claude	PLQ
<b>La Peltre</b>	Cannon, Lawrence	PLQ
<b>Laporte</b>	Bourbeau, André	PLQ
<b>Laprairie</b>	Saintonge, Jean-Pierre	PLQ
<b>L'Assomption</b>	Gervais, Jean-Guy	PLQ
<b>Laurier</b>	Sirros, Christos	PLQ
<b>Laval-des-Rapides</b>	Bélanger, Guy	PLQ
<b>Laviolette</b>	Jolivet, Jean-Pierre	PQ
<b>Lévis</b>	Garon, Jean	PQ

<sup>1</sup> A démissionné du caucus du PQ du 14 mars au 9 mai 1989

<sup>2</sup> A démissionné le 13 octobre 1988

<sup>3</sup> Élu le 29 mai 1989

Limoilou	Després, Michel	PLQ
Lotbinière	Camden, Lewis	PLQ
Louis-Hébert	Doyon, Réjean	PLQ
Maisonneuve	Harel, Louise	PQ
Marguerite-Bourgeoys	Fortin, Gilles	PLQ
Marie-Victorin	Vermette, Cécile	PQ
Marquette	Dauphin, Claude	PLQ
Maskinongé	Picotte, Yvon	PLQ
Matane	Hovington, Claire-Hélène	PLQ
Matapédia	Paradis, Henri	PLQ
Mégantic-Compton	Bélanger, Madeleine	PLQ
Mercier	Godin, Gérald	PQ
Mille-Îles	Bélisle, Jean-Pierre	PLQ
Montmagny-L'Islet	Gauvin, Réal	PLQ
Montmorency	Séguin, Yves	PLQ
Mont-Royal	Ciaccia, John	PLQ
Nelligan	Lincoln, Clifford	PLQ
Nicolet	Richard, Maurice	PLQ
Notre-Dame-de-Grâce	Thuringer, Harold Peter	PLQ
Orford	Vaillancourt, Georges	PLQ
Outremont	Fortier, Pierre-C.	PLQ
Papineau	Assad, Mark <sup>1</sup>	PLQ
Pontiac	MacMillan, Norman <sup>2</sup>	PLQ
Portneuf	Middlemiss, Robert	PLQ
Prévost	Pagé, Michel	PLQ
	Forget, Paul-André	PLQ
Richelieu	Khelfa, Albert	PLQ
Richmond	Vallières, Yvon	PLQ
Rimouski	Tremblay, Michel	PLQ
Rivière-du-Loup	Côté, Albert	PLQ
Robert-Baldwin	MacDonald, Pierre	PLQ
Roberval	Gauthier, Michel <sup>3</sup>	PQ
	Blackburn, Gaston <sup>4</sup>	PLQ
Rosemont	Rivard, Guy	PLQ

<sup>1</sup> A démissionné le 17 octobre 1988

<sup>2</sup> Élu le 29 mai 1989

<sup>3</sup> A démissionné le 2 février 1988

<sup>4</sup> Élu le 20 juin 1988

<b>Rousseau</b>	<b>Thérien, Robert</b>	<b>PLQ</b>
<b>Rouyn-Noranda-Témiscamingue</b>	<b>Baril, Gilles</b>	<b>PLQ</b>
<b>Saguenay</b>	<b>Maltais, Ghislain</b>	<b>PLQ</b>
<b>Sainte-Anne</b>	<b>Polak, Maximilien</b>	<b>PLQ</b>
<b>Saint-François</b>	<b>Gagnon-Tremblay, Monique</b>	<b>PLQ</b>
<b>Saint-Henri</b>	<b>Hains, Roma</b>	<b>PLQ</b>
<b>Saint-Hyacinthe</b>	<b>Messier, Charles</b>	<b>PLQ</b>
<b>Saint-Jacques</b>	<b>Boulerice, André</b>	<b>PQ</b>
<b>Saint-Jean</b>	<b>Lorrain, Pierre</b>	<b>PLQ</b>
<b>Saint-Laurent</b>	<b>Bourassa, Robert</b>	<b>PLQ</b>
<b>Saint-Louis</b>	<b>Chagnon, Jacques</b>	<b>PLQ</b>
<b>Sainte-Marie</b>	<b>Laporte, Michel</b>	<b>PLQ</b>
<b>Saint-Maurice</b>	<b>Lemire, Yvon</b>	<b>PLQ</b>
<b>Sauvé</b>	<b>Parent, Marcel</b>	<b>PLQ</b>
<b>Shefford</b>	<b>Paré, Roger</b>	<b>PQ</b>
<b>Sherbrooke</b>	<b>Hamel, André J.</b>	<b>PLQ</b>
<b>Taillon</b>	<b>Filion, Claude</b>	<b>PQ</b>
<b>Taschereau</b>	<b>Leclerc, Jean</b>	<b>PLQ</b>
<b>Terrebonne</b>	<b>Blais, Yves</b>	<b>PQ</b>
<b>Trois-Rivières</b>	<b>Philibert, Paul</b>	<b>PLQ</b>
<b>Ungava</b>	<b>Claveau, Christian</b>	<b>PQ</b>
<b>Vachon</b>	<b>Pelchat, Christiane</b>	<b>PLQ</b>
<b>Vanier</b>	<b>Lemieux, Jean-Guy</b>	<b>PLQ</b>
<b>Vaudreuil-Soulanges</b>	<b>Johnson, Daniel</b>	<b>PLQ</b>
<b>Verchères</b>	<b>Charbonneau, Jean-Pierre<sup>1</sup></b>	<b>PQ</b>
<b>Verdun</b>	<b>Gobeil, Paul</b>	<b>PLQ</b>
<b>Viau</b>	<b>Cusano, William</b>	<b>PLQ</b>
<b>Viger</b>	<b>Maciocia, Cosmo</b>	<b>PLQ</b>
<b>Vimont</b>	<b>Théorêt, Jean-Paul<sup>2</sup></b>	<b>PLQ</b>
<b>Westmount</b>	<b>French, Richard</b>	<b>PLQ</b>

#### Répartition des sièges à la dissolution:

98 PLQ (Parti libéral du Québec)

19 PQ (Parti Québécois)

1 IND (Indépendant)

4 sièges vacants (Chambly, D'Arcy-McGee, Verchères, Vimont)

<sup>1</sup> A démissionné le 30 juin 1989

<sup>2</sup> A démissionné le 23 mai 1989

# LISTE ALPHABÉTIQUE

des

## MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Indiquant leur circonscription et leur appartenance politique  
(au moment de la dissolution de la 2<sup>e</sup> session, 33<sup>e</sup> législature)

Assad, Mark <sup>1</sup>	Papineau	PLQ
Audet, Jean	Beauce-Nord	PLQ
Bacon, Lise	Chomedey	PLQ
Baril, Gilles	Rouyn-Noranda-Témiscamingue	PLQ
Beaudin, André	Gaspé	PLQ
Bégin, Louise	Bellechasse	PLQ
Bélanger, Guy	Laval-des-Rapides	PLQ
Bélanger, Madeline	Mégantic-Compton	PLQ
Bélisle, Jean-Pierre	Mille-Îles	PLQ
Bissonnet, Michel	Jeanne-Mance	PLQ
Blackburn, Gaston <sup>2</sup>	Roberval	PLQ
Blackburn, Jeanne L.	Chicoutimi	PQ
Blais, Yves	Terrebonne	PQ
Bleau, Madeline	Groulx	PLQ
Boulerice, André	Saint-Jacques	PQ
Bourassa, Robert	Saint-Laurent	PLQ
Bourbeau, André	Laporte	PLQ
Bradet, Daniel	Charlevoix	PLQ
Brassard, Jacques	Lac-Saint-Jean	PQ
Brouillette, Pierre A.	Champlain	PLQ
Camden, Lewis	Lotbinière	PLQ
Cannon, Lawrence	La Peltre	PLQ
Cardinal, Pierrette	Châteauguay	PLQ
Chagnon, Jacques	Saint-Louis	PLQ
Charbonneau, Jean-Pierre <sup>3</sup>	Verchères	PQ
Chevrette, Guy	Joliette	PQ
Ciaccia, John	Mont-Royal	PLQ
Claveau, Christian	Ungava	PQ
Côté, Albert	Rivière-du-Loup	PLQ

<sup>1</sup> A démissionné le 17 octobre 1988

<sup>2</sup> Élu le 20 juin 1988

<sup>3</sup> A démissionné le 30 juin 1989

Côté, Marc-Yvan	Charlesbourg	PLQ
Cusano, William	Viau	PLQ
Dauphin, Claude	Marquette	PLQ
Desbiens, Hubert	Dubuc	PQ
Després, Michel	Limoilou	PLQ
Dionne, France	Kamouraska-Témiscouata	PLQ
Dougherty, Joan	Jacques-Cartier	PLQ
Doyon, Réjean	Louis-Hébert	PLQ
Dubois, Claude	Huntingdon	PLQ
Dufour, Francis	Jonquière	PQ
Dutil, Robert	Beauce-Sud	PLQ
Farrah, Georges	Îles-de-la-Madeleine	PLQ
Filion, Claude	Taillon	PQ
Forget, Paul-André	Prévost	PLQ
Fortier, Pierre-C.	Outremont	PLQ
Fortin, Gilles	Marguerite-Bourgeoys	PLQ
French, Richard	Westmount	PLQ
Gagnon-Tremblay, Monique	Saint-François	PLQ
Gardner, Laurier	Arthabaska	PLQ
Garon, Jean	Lévis	PQ
Gauthier, Michel <sup>1</sup>	Roberval	PQ
Gauvin, Réal	Montmagny-L'Islet	PLQ
Gendron, François	Abitibi-Ouest	PQ
Gervais, Jean-Guy	L'Assomption	PLQ
Gobé, Jean-Claude	Lafontaine	PLQ
Gobeil, Paul	Verdun	PLQ
Godin, Gérald	Mercier	PQ
Gratton, Michel	Gatineau	PLQ
Hains, Roma	Saint-Henri	PLQ
Hamel, André J.	Sherbrooke	PLQ
Harel, Louise	Maisonneuve	PQ
Hétu, Damien	Labelle	PLQ
Houde, Albert	Berthier	PLQ
Hovington, Claire-Hélène	Matane	PLQ
Johnson, Daniel	Vaudreuil-Soulanges	PLQ
Jolivet, Jean-Pierre	Laviolette	PQ

<sup>1</sup> A démissionné le 2 février 1988



Joly, Jean A.	Fabre	PLQ
Juncau, Carmen	Johnson	PQ
Kehoe, John	Chapleau	PLQ
Khelifa, Albert	Richelieu	PLQ
Laporte, Michel	Sainte-Marie	PLQ
Larouche, René Serge <sup>1</sup>	Anjou	PLQ
Latulippe, Gérard <sup>2</sup>	Chambly	PLQ
Lavoie-Roux, Thérèse	L'Acadie	PLQ
Leclerc, Jean	Taschereau	PLQ
Lefebvre, Roger	Frontenac	PLQ
Legault, Yolande D.	Deux-Montagnes	PLQ
Lemieux, Jean-Guy	Vanier	PLQ
Lemire, Yvon	Saint-Maurice	PLQ
LeSage, Robert <sup>3</sup>	Hull	PLQ
Levesque, Gérard D.	Bonaventure	PLQ
Lincoln, Clifford	Nelligan	PLQ
Lorrain, Pierre	Saint-Jean	PLQ
MacDonald, Pierre	Robert-Baldwin	PLQ
MacMillan, Norman <sup>4</sup>	Papineau	PLQ
Maciocia, Cosmo	Viger	PLQ
Maltais, Ghislain	Saguenay	PLQ
Marcil, Serge	Beauharnois	PLQ
Marx, Herbert <sup>5</sup>	D'Arcy-McGee	PLQ
Messier, Charles	Saint-Hyacinthe	PLQ
Middlemiss, Robert	Pontiac	PLQ
Pagé, Michel	Portneuf	PLQ
Paradis, Henri	Matapédia	PLQ
Paradis, Pierre	Brome-Missisquoi	PLQ
Paré, Roger	Shefford	PQ
Parent, Jean-Guy	Bertrand	PQ
Parent, Marcel	Sauvé	PLQ
Pelchat, Christiane	Vachon	PLQ
Perron, Denis <sup>6</sup>	Duplessis	PQ

<sup>1</sup> Élu le 20 juin 1988

<sup>2</sup> A démissionné le 14 juin 1989

<sup>3</sup> Élu le 29 mai 1989

<sup>4</sup> Élu le 29 mai 1989

<sup>5</sup> A démissionné le 30 juin 1989

<sup>6</sup> A démissionné du caucus du PQ du 14 mars au 9 mai 1989

<b>Philibert, Paul</b>	<b>Trois-Rivières</b>	<b>PLQ</b>
<b>Picotte, Yvon</b>	<b>Maskinongé</b>	<b>PLQ</b>
<b>Polak, Maximilien</b>	<b>Sainte-Anne</b>	<b>PLQ</b>
<b>Poulin, Rémy</b>	<b>Chauveau</b>	<b>PLQ</b>
<b>Rémillard, Gil</b>	<b>Jean-Talon</b>	<b>PLQ</b>
<b>Richard, Maurice</b>	<b>Nicolet</b>	<b>PLQ</b>
<b>Rivard, Guy</b>	<b>Rosemont</b>	<b>PLQ</b>
<b>Robic, Louise</b>	<b>Bourassa</b>	<b>PLQ</b>
<b>Rocheffort, Jacques</b>	<b>Gouin</b>	<b>IND</b>
<b>Rochelcau, Gilles<sup>1</sup></b>	<b>Hull</b>	<b>PLQ</b>
<b>Ryan, Claude</b>	<b>Argenteuil</b>	<b>PLQ</b>
<b>St-Roch, Jean-Guy</b>	<b>Drummond</b>	<b>PLQ</b>
<b>Saintonge J.-Pierre</b>	<b>Laprairie</b>	<b>PLQ</b>
<b>Savoie, Raymond</b>	<b>Abitibi-Est</b>	<b>PLQ</b>
<b>Séguin, Yves</b>	<b>Montmorency</b>	<b>PLQ</b>
<b>Sirros, Christos</b>	<b>Laurier</b>	<b>PLQ</b>
<b>Théorêt, Jean-Paul<sup>2</sup></b>	<b>Vimont</b>	<b>PLQ</b>
<b>Thérien, Robert</b>	<b>Rousseau</b>	<b>PLQ</b>
<b>Thuringer, Harold Peter</b>	<b>Notre-Dame-de-Grâce</b>	<b>PLQ</b>
<b>Tremblay, Jacques</b>	<b>Iberville</b>	<b>PLQ</b>
<b>Tremblay, Michel</b>	<b>Rimouski</b>	<b>PLQ</b>
<b>Trépanier, Violette</b>	<b>Dorion</b>	<b>PLQ</b>
<b>Trudel, Claude</b>	<b>Bourget</b>	<b>PLQ</b>
<b>Vaillancourt, Georges</b>	<b>Orford</b>	<b>PLQ</b>
<b>Vallcrand, André</b>	<b>Crémazie</b>	<b>PLQ</b>
<b>Vallières, Yvon</b>	<b>Richmond</b>	<b>PLQ</b>
<b>Vermette, Cécile</b>	<b>Marie-Victorin</b>	<b>PQ</b>

#### Répartition des sièges à la dissolution:

98 PLQ (Parti Libéral du Québec)

19 PQ (Parti Québécois)

1 IND (Indépendant)

4 sièges vacants (Chambly, D'Arcy-McGee, Verchères, Vimont)

<sup>1</sup> A démissionné le 13 octobre 1988

<sup>2</sup> A démissionné le 23 mai 1989

## DÉMISSIONS

2<sup>e</sup> session - 33<sup>e</sup> législature

### Le 2 février 1988

Gauthier, Michel	Roberval	PQ
------------------	----------	----

### Le 13 octobre 1988

Rocheleau, Gilles	Hull	PLQ
-------------------	------	-----

### Le 17 octobre 1988

Assad, Marx	Papineau	PLQ
-------------	----------	-----

### Le 23 mai 1989

Théorêt, Jean-Paul	Vimont	PLQ
--------------------	--------	-----

### Le 14 juin 1989

Latulippe, Gérard	Chambly	PLQ
-------------------	---------	-----

### Le 30 juin 1989

Charbonneau, Jean-Pierre	Verchères	PQ
Marx, Herbert	D'Arcy-McGee	PLQ

## ÉLECTIONS PARTIELLES

### Le 20 juin 1988

Anjou	Larouche, René Serge	PLQ
Roberval	Blackburn, Gaston	PLQ

### Le 29 mai 1989

Hull	LeSage, Robert	PLQ
Papineau	MacMillan, Norman	PLQ



**MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF**  
(par ordre alphabétique)

2<sup>e</sup> session - 33<sup>e</sup> législature

**En date du 8 mars 1988**

BOURASSA, Robert	Premier ministre
BACON, Lise	Vice-Première ministre Ministre des Affaires culturelles
BOURBEAU, André	Ministre des Affaires municipales
CIACCIA, John	Ministre de l'Énergie et des Ressources
CÔTÉ, Albert	Ministre délégué aux Forêts
CÔTÉ, Marc-Yvan	Ministre des Transports
DUTIL, Robert	Ministre délégué à la Famille, à la Santé et aux Services sociaux
FORTIER, Pierre	Ministre délégué aux Finances et à la Privatisation
FRENCH, Richard	Ministre des Communications
GAGNON-TREMBLAY, Monique	Ministre déléguée à la Condition féminine
GOBEIL, Paul	Ministre délégué à l'Administration Président du Conseil du trésor
GRATTON, Michel	Ministre du Tourisme Leader parlementaire Ministre délégué à la Réforme électorale
JOHNSON, Daniel	Ministre de l'Industrie et du Commerce
LAVOIE-ROUX, Thérèse	Ministre de la Santé et des Services sociaux
LEVESQUE, Gérard D.	Ministre des Finances

LINCOLN, Clifford	Ministre de l'Environnement
MACDONALD, Pierre	Ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique
MARX, Herbert	Ministre de la Justice Solliciteur général
PAGÉ, Michel	Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
PARADIS, Pierre	Ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu Ministre du Travail
PICOTTE, Yvon	Ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche Ministre délégué aux Pêcheries
RÉMILLARD, Gil	Ministre des Relations internationales Ministre délégué aux Affaires intergou- vernementales canadiennes
ROBIC, Louise	Ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration
ROCHELEAU, Gilles	Ministre des Approvisionnements et Services
RYAN, Claude	Ministre de l'Éducation Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science
SAVOIE, Raymond	Ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones
SÉGUIN, Yves	Ministre du Revenu
VALLERAND, André	Ministre délégué aux Petites et Moyennes entreprises

**En date du 31 mars 1988**

BOURASSA, Robert	Premier ministre
------------------	------------------

BACON, Lise	Vice-Première ministre Ministre des Affaires culturelles
BOURBEAU, André	Ministre des Affaires municipales
CIACCIA, John	Ministre de l'Énergie et des Ressources
CÔTÉ, Albert	Ministre délégué aux Forêts
CÔTÉ, Marc-Yvan	Ministre des Transports
DUTIL, Robert	Ministre délégué à la Famille, à la Santé et aux Services sociaux
FORTIER, Pierre	Ministre délégué aux Finances et à la Privatisation
FRENCH, Richard	Ministre des Communications
GAGNON-TREMBLAY, Monique	Ministre déléguée à la Condition féminine
GOBEIL, Paul	Ministre délégué à l'Administration Président du Conseil du trésor
GRATTON, Michel	Ministre du Tourisme Leader parlementaire Ministre délégué à la Réforme électorale
JOHNSON, Daniel	Ministre de l'Industrie et du Commerce
LAVOIE-ROUX, Thérèse	Ministre de la Santé et des Services sociaux
LEVESQUE, Gérard D.	Ministre des Finances
LINCOLN, Clifford	Ministre de l'Environnement
MACDONALD, Pierre	Ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique
MARX, Herbert	Ministre de la Justice Solliciteur général
PAGÉ, Michel	Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

PARADIS, Pierre	Ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu Ministre du Travail
PICOTTE, Yvon	Ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche Ministre délégué aux Pêcheries
RÉMILLARD, Gil	Ministre des Relations internationales Ministre délégué aux Affaires intergouver- nementales canadiennes
RIVARD, Guy	Ministre délégué aux Affaires culturelles
ROBIC, Louise	Ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration
ROCHELEAU, Gilles	Ministre des Approvisionnements et Services
RYAN, Claude	Ministre de l'Éducation Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science
SAVOIE, Raymond	Ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones
SÉGUIN, Yves	Ministre du Revenu
VALLERAND, André	Ministre délégué aux Petites et Moyennes entreprises

**En date du 23 juin 1988**

BOURASSA, Robert	Premier ministre
BACON, Lise	Vice-Première ministre Ministre des Affaires culturelles
BOURBEAU, André	Ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu
CIACCIA, John	Ministre de l'Énergie et des Ressources
CÔTÉ, Albert	Ministre délégué aux Forêts



CÔTÉ, Marc-Yvan	Ministre des Transports
DUTIL, Robert	Ministre délégué à la Famille, à la Santé et aux Services sociaux
FORTIER, Pierre	Ministre délégué aux Finances et à la Privatisation
FRENCH, Richard	Ministre des Communications Ministre délégué au Développement technologique
GAGNON-TREMBLAY, Monique	Ministre déléguée à la Condition féminine
GOBEIL, Paul	Ministre des Affaires internationales
GRATTON, Michel	Ministre du Tourisme Leader parlementaire Ministre délégué à la Réforme électorale
JOHNSON, Daniel	Ministre délégué à l'Administration Président du Conseil du trésor
LAVOIE-ROUX, Thérèse	Ministre de la Santé et des Services sociaux
LEVESQUE, Gérard D.	Ministre des Finances
LINCOLN, Clifford	Ministre de l'Environnement
MACDONALD, Pierre	Ministre de l'Industrie, du Commerce et du Développement technologique
MARX, Herbert	Solliciteur général
PAGÉ, Michel	Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
PARADIS, Pierre	Ministre des Affaires municipales
PICOTTE, Yvon	Ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche Ministre délégué aux Pêcheries
RÉMILLARD, Gil	Ministre de la Justice Ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes

RIVARD, Guy	Ministre délégué aux Affaires culturelles
ROBIC, Louise	Ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration
ROCHELEAU, Gilles	Ministre des Approvisionnements et Services
RYAN, Claude	Ministre de l'Éducation Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science
SAVOIE, Raymond	Ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones
SÉGUIN, Yves	Ministre du Revenu Ministre du Travail
VALLERAND, André	Ministre délégué aux Affaires internationales

**En date du 6 juillet 1988**

BOURASSA, Robert	Premier ministre
BACON, Lise	Vice-Première ministre Ministre des Affaires culturelles
BOURBEAU, André	Ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu
CIACCIA, John	Ministre de l'Énergie et des Ressources
CÔTÉ, Albert	Ministre délégué aux Forêts
CÔTÉ, Marc-Yvan	Ministre des Transports
DUTIL, Robert	Ministre délégué à la Famille, à la Santé et aux Services sociaux
FORTIER, Pierre	Ministre délégué aux Finances et à la Privatisation
FRENCH, Richard	Ministre des Communications Ministre délégué à la Technologie

GAGNON-TREMBLAY, Monique	Ministre déléguée à la Condition féminine
GOBEIL, Paul	Ministre des Affaires internationales
GRATTON, Michel	Ministre du Tourisme Leader parlementaire Ministre délégué à la Réforme électorale
JOHNSON, Daniel	Ministre délégué à l'Administration Président du Conseil du trésor
LAVOIE-ROUX, Thérèse	Ministre de la Santé et des Services sociaux
LEVESQUE, Gérard D.	Ministre des Finances
LINCOLN, Clifford	Ministre de l'Environnement
MACDONALD, Pierre	Ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie
MARX, Herbert	Solliciteur général
PAGÉ, Michel	Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
PARADIS, Pierre	Ministre des Affaires municipales
PICOTTE, Yvon	Ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche Ministre délégué aux Pêcheries
RÉMILLARD, Gil	Ministre de la Justice Ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes
RIVARD, Guy	Ministre délégué aux Affaires culturelles
ROBIC, Louise	Ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration
ROCHELEAU, Gilles	Ministre des Approvisionnements et Services
RYAN, Claude	Ministre de l'Éducation Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science

SAVOIE, Raymond	Ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones
SÉGUIN, Yves	Ministre du Revenu Ministre du Travail
VALLERAND, André	Ministre délégué aux Affaires internationales

**En date du 15 août 1988**

BOURASSA, Robert	Premier ministre
BACON, Lise	Vice-Première ministre Ministre des Affaires culturelles
BOURBEAU, André	Ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu
CIACCIA, John	Ministre de l'Énergie et des Ressources
CÔTÉ, Albert	Ministre délégué aux Forêts
CÔTÉ, Marc-Yvan	Ministre des Transports
DUTIL, Robert	Ministre délégué à la Famille, à la Santé et aux Services sociaux
FORTIER, Pierre	Ministre délégué aux Finances et à la Privatisation
FRENCH, Richard	Ministre des Communications Ministre délégué à la Technologie
GAGNON-TREMBLAY, Monique	Ministre déléguée à la Condition féminine
GOBEIL, Paul	Ministre des Affaires internationales
GRATTON, Michel	Ministre du Tourisme Leader parlementaire Ministre délégué à la Réforme électorale
JOHNSON, Daniel	Ministre délégué à l'Administration Président du Conseil du trésor

LAVOIE-ROUX, Thérèse	Ministre de la Santé et des Services sociaux
LEVESQUE, Gérard D.	Ministre des Finances
LINCOLN, Clifford	Ministre de l'Environnement
MACDONALD, Pierre	Ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie
MARX, Herbert	Ministre de la Sécurité publique
PAGÉ, Michel	Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
PARADIS, Pierre	Ministre des Affaires municipales
PICOTTE, Yvon	Ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche Ministre délégué aux Pêcheries
RÉMILLARD, Gil	Ministre de la Justice Ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes
RIVARD, Guy	Ministre délégué aux Affaires culturelles
ROBIC, Louise	Ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration
ROCHELEAU, Gilles	Ministre des Approvisionnements et Services
RYAN, Claude	Ministre de l'Éducation Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science
SAVOIE, Raymond	Ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones
SÉGUIN, Yves	Ministre du Revenu Ministre du Travail
VALLERAND, André	Ministre délégué aux Affaires internationales

**En date du 12 octobre 1988**

BOURASSA, Robert	Premier ministre
BACON, Lise	Vice-Première ministre Ministre des Affaires culturelles
BOURBEAU, André	Ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu
CIACCIA, John	Ministre de l'Énergie et des Ressources
CÔTÉ, Albert	Ministre délégué aux Forêts
CÔTÉ, Marc-Yvan	Ministre des Transports
DUTIL, Robert	Ministre délégué à la Famille, à la Santé et aux Services sociaux
FORTIER, Pierre	Ministre délégué aux Finances et à la Privatisation
FRENCH, Richard	Ministre des Communications Ministre délégué à la Technologie Ministre des Approvisionnements et Services
GAGNON-TREMBLAY, Monique	Ministre déléguée à la Condition féminine
GOBEIL, Paul	Ministre des Affaires internationales
GRATTON, Michel	Ministre du Tourisme Leader parlementaire Ministre délégué à la Réforme électorale
JOHNSON, Daniel	Ministre délégué à l'Administration Président du Conseil du trésor
LAVOIE-ROUX, Thérèse	Ministre de la Santé et des Services sociaux
LEVESQUE, Gérard D.	Ministre des Finances
LINCOLN, Clifford	Ministre de l'Environnement
MACDONALD, Pierre	Ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie

MARX, Herbert	Ministre de la Sécurité publique
PAGÉ, Michel	Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
PARADIS, Pierre	Ministre des Affaires municipales
PICOTTE, Yvon	Ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche Ministre délégué aux Pêcheries
RÉMILLARD, Gil	Ministre de la Justice Ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes
RIVARD, Guy	Ministre délégué aux Affaires culturelles
ROBIC, Louise	Ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration
RYAN, Claude	Ministre de l'Éducation Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science
SAVOIE, Raymond	Ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones
SÉGUIN, Yves	Ministre du Revenu Ministre du Travail
VALLERAND, André	Ministre délégué aux Affaires internationales

**En date du 21 décembre 1988**

BOURASSA, Robert	Premier ministre
BACON, Lise	Vice-Première ministre Ministre des Affaires culturelles Ministre de l'Environnement
BOURBEAU, André	Ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu
CIACCIA, John	Ministre de l'Énergie et des Ressources

CÔTÉ, Albert	Ministre délégué aux Forêts
CÔTÉ, Marc-Yvan	Ministre des Transports
DUTIL, Robert	Ministre des Communications
FORTIER, Pierre	Ministre délégué aux Finances et à la Privatisation
GAGNON-TREMBLAY, Monique	Ministre déléguée à la Condition féminine
GOBEIL, Paul	Ministre des Affaires internationales
GRATTON, Michel	Ministre du Tourisme Leader parlementaire Ministre délégué à la Réforme électorale
JOHNSON, Daniel	Ministre délégué à l'Administration Président du Conseil du trésor
LAVOIE-ROUX, Thérèse	Ministre de la Santé et des Services sociaux
LEVESQUE, Gérard D.	Ministre des Finances
MACDONALD, Pierre	Ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie
PAGÉ, Michel	Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
PARADIS, Pierre	Ministre des Affaires municipales
PICOTTE, Yvon	Ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche Ministre délégué aux Pêcheries
RÉMILLARD, Gil	Ministre de la Justice Ministre délégué aux Affaires intergouver- nementales canadiennes Ministre de la Sécurité publique
RIVARD, Guy	Ministre délégué aux Affaires culturelles
ROBIC, Louise	Ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration



RYAN, Claude	Ministre de l'Éducation Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science
SAVOIE, Raymond	Ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones
SÉGUIN, Yves	Ministre du Revenu Ministre du Travail
VALLERAND, André	Ministre des Approvisionnements et Services

**En date du 3 mars 1989**

BOURASSA, Robert	Premier ministre
BACON, Lise	Vice-Première ministre Ministre des Affaires culturelles Ministre de l'Environnement
BLACKBURN, Gaston	Ministre délégué à l'Environnement
BOURBEAU, André	Ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu
CIACCIA, John	Ministre de l'Énergie et des Ressources
CÔTÉ, Albert	Ministre délégué aux Forêts
CÔTÉ, Marc-Yvan	Ministre des Transports
DUTIL, Robert	Ministre des Communications
FORTIER, Pierre	Ministre délégué aux Finances et à la Privatisation
GAGNON-TREMBLAY, Monique	Ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration Ministre déléguée à la Condition féminine
GOBEIL, Paul	Ministre des Affaires internationales
GRATTON, Michel	Ministre du Tourisme Leader parlementaire Ministre délégué à la Réforme électorale

JOHNSON, Daniel	Ministre délégué à l'Administration Président du Conseil du trésor
LAVOIE-ROUX, Thérèse	Ministre de la Santé et des Services sociaux
LEVESQUE, Gérard D.	Ministre des Finances
MACDONALD, Pierre	Ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie
PAGÉ, Michel	Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
PARADIS, Pierre	Ministre des Affaires municipales
PICOTTE, Yvon	Ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche Ministre délégué aux Pêcheries
RÉMILLARD, Gil	Ministre de la Justice Ministre délégué aux Affaires intergouver- nementales canadiennes Ministre de la Sécurité publique
RIVARD, Guy	Ministre délégué à la Technologie
ROBIC, Louise	Ministre déléguée à la Santé et aux Services sociaux
RYAN, Claude	Ministre de l'Éducation Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science
SAVOIE, Raymond	Ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones
SÉGUIN, Yves	Ministre du Revenu Ministre du Travail
TRÉPANIER, Violette	Ministre déléguée aux Communautés culturelles
VALLERAND, André	Ministre des Approvisionnements et Services

## ADJOINTS PARLEMENTAIRES

2<sup>e</sup> session - 33<sup>e</sup> législature

### Nommé le 13 juillet 1988

Gaston Blackburn	Premier ministre
------------------	------------------

### Nommés le 21 septembre 1988

Lawrence Cannon	Tourisme
Paul Philibert	Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu
André J. Hamel	Enseignement supérieur et Science
Jean-Paul Théorêt	Industrie, Commerce et Technologie

### Nommé le 3 mars 1989

Christos Sirros	Premier ministre
-----------------	------------------

### Nommé le 10 mai 1989

Claude Dauphin	Sécurité publique
----------------	-------------------

### Nommés le 17 mai 1989

Cosmo Maciocia	Affaires internationales
Réjean Doyon	Affaires municipales
Albert Houde	Agriculture, Pêcheries et Alimentation
Jean Leclerc	Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu
Robert Middlemiss	Santé et Services sociaux
Jean-Guy St-Roch	Travail

Nommée le 21 juin 1989

France Dionne

Industrie, Commerce et Technologie

---





ASSEMBLÉE NATIONALE  
INDEX DES PROCÈS-VERBAUX

2<sup>e</sup> session - 33<sup>e</sup> Législature

**AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION**

Voir **MOTIONS** (Art. 97 du Règlement)

**AJOURNEMENT DE L'ASSEMBLÉE**

Ajournement afin de permettre la tenue d'une interpellation. Motion adoptée, 316.

Ajournement en raison d'une panne d'électricité, 411. Ordre concernant les travaux des jours suivants, 418.

Ajournement du 23 mars 1989, à 18 heures, jusqu'au 4 avril 1989. Ordre, 716.

**AVANT-PROJETS DE LOI**

Caisses d'épargne et de crédit (Document n° 285), 352.

Code civil (droit de la preuve et de la prescription et droit international privé) (Document n° 281), 351.

Normes du travail (Document n° 954), 1043.

Services de santé et services sociaux (Document n° 953), 1042.

Valeurs mobilières (Document n° 608), 681.

**BUDGET ET CRÉDITS**

**Pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1988**

**Crédits supplémentaires # 2 déposés:**

Documents n<sup>os</sup> 13 et 14, 61.

Crédits renvoyés en commission plénière, 71, 76 (crédits supplémentaires # 2).

Rapport de la commission plénière, 77.

**Budget et crédits:- Suite**

**Pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1989**

**Crédits déposés:**

Document n° 60, 106.

**Crédits supplémentaires # 1 déposés:**

Document n° 228, 288.

**Crédits supplémentaires # 2 déposés:**

Document n° 534, 585.

**Crédits supplémentaires # 3 déposés:**

Document n° 622, 697.

Crédits renvoyés en commission plénière, 106 (avis), 118, 119 (crédits provisoires); 175 (Assemblée nationale); 288, 313 (ordre), 314, 326 (crédits supplémentaires # 1); 585, 619 (ordre), 620, 626 (ordre) (crédits supplémentaires # 2); 697, 708, 726 (ordre), 729 (crédits supplémentaires # 3).

Rapports de la commission plénière, 119, 175, 326, 626, 729.

Crédits renvoyés aux commissions permanentes, 120. Organisation des travaux, 123, 131. Rapports déposés, 176 (Document n° 138). Débat; répartition du temps; rapports mis aux voix, 183. Rapports adoptés (maj.), 247.

**Discours sur le budget (1988-1989):-** Discours prononcé; documents n<sup>os</sup> 165, 166, 167 déposés, 206. Débat; motions de censure, 209, 211, 215, 218. Débat suspendu, 219. Rapport de la CBA (Document n° 191) déposé, 232. Débat terminé; motions de censure rejetées (Votes n<sup>os</sup> 13, 14, 15); motion du ministre des Finances adoptée (Vote n° 16), 246.

**Pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1990**

**Crédits déposés:**

Document n° 657, 719.

**Crédits supplémentaires # 1 déposés:**

Document n° 836, 943.

Crédits renvoyés en commission plénière, 719, 733 (ordre), 735, 741 (crédits provisoires); 813 (ordre), 814 (Assemblée nationale); 943, 957, 965, 979, 982, 1004 (ordres) (crédits supplémentaires # 1).



## **Budget et crédits:- Suite**

Rapports de la commission plénière, 741, 814, 1005.

Crédits renvoyés aux commissions permanentes, 743. Rapports déposés (Document n° 764), 825. Motion de suspension des règles; consentement accordé pour la réplique; motion adoptée (Vote n° 65), 830. Débat sur les rapports; amend. proposé; amend. déclaré recevable (décision); débat terminé, 832, 833. Vote reporté au 5 juin, 898. Amend. adopté (Vote n° 77); rapports amendés adoptés (Vote n° 78), 924, 925.

**Discours sur le budget (1989-1990):-** Discours prononcé; documents n<sup>os</sup> 776, 777 déposés, 846. Débat; motions de censure, 856, 857, 861-863, 865. Débat suspendu, 867. Rapport de la CBA déposé (Document n° 800), 884. Dérogation à l'article 276, 885. Reprise du débat; votes reportés, 896-898. Motions de censure rejetées (Votes n<sup>os</sup> 67-75); motion du ministre des Finances adoptée (Vote n° 76), 912-923.

## **BUREAU DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE**

Décisions déposées, 13, 371, 399, 438, 714, 720, 738, 781, 859.

Désignation des membres, 85, 459, 949.

## **COMMISSIONS PERMANENTES**

Composition, 13, 14, 76, 136, 405, 406, 702, 732, 868, 937, 956, 961, 992, 1022, 1023, 1044, 1051, 1055.

Mandat à la CAE, 133 (pesticides); 267 (camionnage); 554 (transport dans la région de Montréal).

Mandat à la CAPA, 692 (protection du territoire agricole).

Mandat à la CAS, 285 (transport ambulancier); 512 (services de garde à l'enfance); 736, 751 (régimes complémentaires de retraite); 1040 (sages-femmes); 1042 (services de santé et services sociaux); 1043 (normes du travail).

Mandat à la CBA, 134 (décloisonnement des intermédiaires); 352 (caisses d'épargne et de crédit); 682 (valeurs mobilières); 879 (assurance automobile).

Mandat à la CC, 469 (statut professionnel des artistes).

Mandat à la CET, 62 (tarifs d'Hydro-Québec); 122 (Parc technologique du Québec métropolitain); 318, 325 (libre-échange).

Mandat à la CI, 102 (droit des obligations); 140 (prévisions budgétaire du DGE); 351 (droit de la preuve et de la prescription et droit international privé); 358 (révision de la *Loi électorale*); 368 (droits économiques des conjoints).

Mandat à la SCAE, 663 (Code de la sécurité routière).

## DÉBATS DE FIN DE SÉANCE

Aide sociale, visites effectuées chez les prestataires d'aide sociale, 519, 521.  
Schefferville, 242, 253.

## DÉBATS D'URGENCE

Jugement de la Cour suprême relativement à la Charte de la langue française.  
Demande jugée recevable; débat tenu, 625.

## DÉBATS STATUTAIRES

Rapport de la Commission de la représentation électorale sur la délimitation des circonscriptions électorales, 188, 189.

## DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

Rapport de la Commission de la culture qui a étudié le rapport sur la mise en oeuvre de la *Loi sur l'accès*. Répartition du temps; débat, 409.

Rapport de la Commission des institutions qui a étudié le rapport sur les activités de la Commission des droits de la personne. Répartition du temps; débat, 466, 488.

Rapport de la Commission des institutions qui a entendu le Protecteur du citoyen lors de l'étude de son rapport annuel 1987-1988. Répartition du temps; débat, 1060, 1062.

## DÉCISIONS DU PRÉSIDENT

Amendement à une motion présentée en vertu de l'article 97. Décisions, 124, 235. (Voir *Journal des débats*, pp. 545, 1465)

Amendement aux rapports des commissions relatifs aux crédits 1989-1990, recevabilité. Décision, 833. (Voir *Journal des débats*, p. 5489)

Application de l'article 252 du Règlement dans le cadre d'une motion de suspension des règles. Décision, 650. (Voir *Journal des débats*, p. 4551)

Débat d'urgence, demande. Décision, 625. (Voir *Journal des débats*, p. 4256)

Droit de réplique prévu à l'article 251 du Règlement. Décision, 576. (Voir *Journal des débats*, p. 3942)

Inscription d'un avis au *Feuilleton* (private ruling). Décision déposée (Document n° 601), 663.

Motion de suspension des règles, recevabilité. Décisions, 632, 635. (Voir *Journal des débats*, pp. 4331, 4342)

#### Décisions du Président:- Suite

- Question de fait personnel, recevabilité. Décision, 168. (Voir *Journal des débats*, p. 700)
- Question de privilège, recevabilité. Décision, 407. (Voir *Journal des débats*, p. 2568)

### DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

- Conventions collectives, prolongation, 121.
- Déclaration de revenus simplifiée, 517.
- Déchets dangereux, enquête, 410. Ordre, 418. Réplique, 421.
- Environnement, Table ronde québécoise, 1039 (Document n° 944).
- Exploration minière de surface, déduction supplémentaire et autres mesures fiscales, 659.
- Familles turques, statut de réfugié demandé, 85, 88.
- Fonds de développement technologique, modalités de gestion (Document n° 823), 909.
- Harmonisation des régimes d'imposition (Document n° 590), 659.
- Offres salariales (secteurs public et parapublic), 571.
- Salaire minimum, hausse, 273, 990.
- Sécurité du revenu, politique modifiée, 193, 497.
- Services de garde à l'enfance, politique (Document n° 477), 511.
- Zonage agricole, moratoire sur les décrets de révision, 999.

### DÉMISSIONS

#### Assemblée nationale:

- M. Mark Assad, en tant que député de Papineau, 399.
- M. Jean-Pierre Charbonneau, en tant que député de Verchères, 967.
- M. Michel Gauthier, en tant que député de Roberval, 12.
- M. Gérard Latulippe, en tant que député de Chambly, 977.
- M. Denis Perron, du caucus du Parti Québécois, 701. (Voir p. 816)
- M. Gilles Rocheleau, en tant que député de Hull, 399.
- M. Jean-Paul Théorêt, en tant que député de Vimont, 859.
- M. Claude Trudel, en tant que président de la Commission permanente de la culture, 1044.

#### Commission des droits de la personne:

- M. Norman Moyer, en tant que membre, 339.

## DISCOURS D'OUVERTURE

Discours d'ouverture prononcé par le Premier ministre, 9. Débat, 11, 15, 63, 68, 82, 90, 91, 93 (motions de censure). Votes reportés, 94. Motions de censure rejetées (Votes n<sup>os</sup> 1-4), 96-100.

## DOCUMENTS DE LA SESSION

**Abolition de la retraite obligatoire:-** Deuxième rapport triennal. Déposé, 841. (Document n° 773)

**Accès à l'égalité:-** Document concernant l'obligation contractuelle imposée aux soumissionnaires pour des contrats de biens et services. Déposé, 781. (Document n° 722)

### **Accès à l'information:**

Décret 993-87 concernant une entente entre le Québec et The Northwest Territories Cancer Registry. Déposé, 288. (Document n° 229)

Décret 1298-87 concernant une entente entre le Québec et le CN sur la communication de renseignements nominatifs. Déposé, 79. (Document n° 30)

Décret 1830-87 concernant l'échange de renseignements entre la RAAQ et le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu. Déposé, 79. (Document n° 31)

Décret 358-88 concernant une entente entre l'UPA et le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Déposé, 153. (Document n° 104)

Décret 922-88 concernant l'échange de renseignements entre la Fondation et l'Hôpital général de la région de l'Amiante Inc. Déposé, 416. (Document n° 397)

Décret 923-88 concernant la communication de renseignements entre la Fondation et l'Hôpital Laval. Déposé, 416. (Document n° 398)

Décret 924-88 concernant la communication de renseignements entre la Fondation et le Centre hospitalier régional de l'Outaouais. Déposé, 416. (Document n° 399)

Décret 1305-88 concernant la communication de renseignements entre la Fondation et le Centre hospitalier Sainte-Marie. Déposé, 416. (Document n° 400)

Décret 1626-88 concernant le couplage de renseignements entre la Régie des rentes et la CSST. Déposé, 470. (Document n° 441)

Décret 1821-88 concernant l'échange de renseignements entre la RAMQ et le MLCP. Déposé, 713. (Document n° 652)

Décret 1881-88 concernant l'échange de renseignements entre le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu et la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada. Déposé, 720. (Document n° 658)

**Documents de la session:- Suite**

Décret 125-89 concernant la communication de renseignements entre le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science et le ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu. Déposé, 841. (Document n° 774)

Décret 199-89 concernant l'échange de renseignements entre Les Amputés de guerre du Canada et la RAAQ. Déposé, 753. (Document n° 704)

Décret 465-89 concernant une entente entre La Fondation et Cité de la Santé de Laval. Déposé, 777. (Document n° 717)

Décret 466-89 concernant une entente entre la Fondation et Le Centre hospitalier St-Joseph de Trois-Rivières. Déposé, 777. (Document n° 718)

Décret 788-89 concernant la communication de renseignements entre le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science et le ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu. Déposé, 960. (Document n° 850)

**Acupuncture:-** Réponse à une question écrite concernant les honoraires payés à M<sup>c</sup> René Dussault. Déposé, 163. (Document n° 117)

**Administrateurs agréés, Corporation professionnelle:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 413. (Document n° 371)

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 1001. (Document n° 888)

**Affaires culturelles, ministère:**

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 105. (Document n° 55)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 698. (Document n° 623)

**Affaires municipales, ministère:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 681. (Document n° 605)

**Agence québécoise de valorisation industrielle:-** Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 416. (Document n° 401)

**Agriculture, Pêcheries et Alimentation, ministère:**

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 181. (Document n° 145)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 824. (Document n° 762)

**Aide sociale:**

Décision de la Commission des droits de la personne concernant une plainte déposée par une prestataire d'aide sociale. Déposé, 422. (Document n° 411)

Lettre faisant part des recommandations de la Commission des droits de la personnes concernant les mesures de vérification auprès des prestataires d'aide sociale. Déposé, 518. (Document n° 484)

**Documents de la session:- Suite**

Questionnaire rempli par les prestataires d'aide sociale. Déposé, 422. (Document n° 410)

Questionnaire utilisé lors d'enquêtes auprès des femmes prestataires d'aide sociale. Déposé, 417. (Document n° 406)

Réponse à une question écrite concernant les programmes d'aide offerts aux bénéficiaires. Déposé, 163. (Document n° 118)

**Alliance, Institut de recherche et d'éducation:-** Lettres patentes et certificat de changement de raison sociale. Déposé, 164. (Document n° 124)

**Amendements au projet de loi 37 (recevabilité):-** Lettre du Président de l'Assemblée nationale dénonçant une intervention de la députée de Maisonneuve. Déposé, 579. (Document n° 527)

**Approvisionnements et Services, ministère:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 470. (Document n° 442)

**Architectes, Ordre:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 413. (Document n° 372)

**Arpenteurs-géomètres, Corporation professionnelle:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 1001. (Document n° 878)

**Assad, Mark:-** Lettre de démission en tant que député de Papineau. Déposé, 399. (Document n° 353)

**Association des producteurs de copeaux du Québec:**

Avis juridique concernant la mise en demeure adressée au ministre délégué aux Forêts. Déposé, 786. (Document n° 729)

Rapports sur la conciliation sur le prix des copeaux. Déposé, 912. (Document n° 829)

**Association libérale du comté de Johnson:-** Lettre concernant un brunch offert par l'-. Déposé, 144. (Document n° 98)

**Avant-projets de loi:**

Caisses d'épargne et de crédit. Déposé, 352. (Document n° 285)

Code civil (droit de la preuve et de la prescription et droit international privé). Déposé, 351. (Document n° 281)

Normes du travail. Déposé, 1043 (Document n° 954)

Services de santé et services sociaux. Déposé, 1042. (Document n° 953)

Valeurs mobilières. Déposé, 681. (Document n° 608)

**Avocats de la pratique privée:-** Relevé des mandats confiés à des-. Déposé, 149. (Document n° 101)

**Documents de la session:- Suite**

**Baie James:-** Lettre du cabinet du Premier ministre concernant une demande d'appui pour un emploi. Déposé, 140. (Document n° 92)

**Barreau du Québec:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 1001. (Document n° 882)

**Bénéficiaires de l'aide sociale:** Voir Aide sociale.

**Bicentenaire de la Révolution française:-** Calendrier des manifestations au Québec. Déposé, 989. (Document n° 869)

**Buckingham, ville de:**

Mémoire du MIC concernant la vente d'un terrain. Déposé, 838. (Document n° 771)

Rapport de vérification du MAM concernant la vente d'un terrain. Déposé, 838. (Document n° 772)

**Budget:**

Crédits 1988-1989. Déposé, 106 (Document n° 60)

Crédits 1989-1990. Déposé, 719. (Document n° 657)

Crédits supplémentaires # 2, 1987-1988. Déposés, 61. (Documents n°s 13, 14)

Crédits supplémentaires # 1, 1988-1989. Déposé, 288. (Document n° 228)

Crédits supplémentaires # 2, 1988-1989 et horaire. Déposés, 585, 619, 626. (Documents n°s 534, 549, 556)

Crédits supplémentaires # 3, 1988-1989 et horaire. Déposés, 697, 726. (Documents n°s 622, 673)

Crédits supplémentaires # 1, 1989-1990. Déposé, 943. (Document n° 836)

Horaire pour l'étude des crédits provisoires 1989-1990. Déposé, 733. (Document n° 680)

**Bureau d'audiences publiques sur l'environnement:**

Échange de lettres avec le ministre de l'Environnement concernant une enquête sur les déchets dangereux. Déposé, 801. (Document n° 745)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 506. (Document n° 468)

**Bureau de la protection civile:**

Documents concernant des paiements effectués à deux employés. Déposé, 87. (Document n° 51)

Note de service concernant des dépenses reliées au programme d'aide à la suite d'inondations. Déposé, 213. (Document n° 178)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 640. (Document n° 574)

**Bureau de l'Assemblée nationale:**

Décisions 268, 270, 271, 276, 281, 282. Déposé, 13. (Document n° 8)

Décisions 291, 292, 293. Déposé, 371. (Document n° 327)

**Documents de la session:- Suite**

Décisions 295, 296, 298, 299. Déposé, 399. (Document n° 360)  
Décisions 300, 301, 303, 304. Déposé, 438. (Document n° 419)  
Décisions 309, 312, 313. Déposé, 714. (Document n° 653)  
Décision 315. Déposé, 720. (Document n° 660)  
Décision 317. Déposé, 738. (Document n° 683)  
Décisions 318, 319, 320. Déposé, 781. (Document n° 723)  
Décisions 311, 321. Déposé, 859. (Document n° 786)  
Désignation des membres. Déposés, 85, 459, 949. (Document n° 40, 435, 842)

**Bureau du coroner:**

Rapport annuel 1987. Déposé, 296. (Document n° 236)  
Rapport annuel 1988. Déposé, 1042. (Document n° 950)

**Cadres du Collège du Vieux Montréal:-** Coûts des ententes relatives à des contrats résiliés. Déposé, 178. (Document n° 144)

**Cadres supérieurs de l'Assemblée nationale:-** Dotation des-. Déposé, 175. (Document n° 135)

**Caisse de dépôt et placement:**

États financiers 1987 et statistiques. Déposé, 65. (Document n° 19)  
États financiers 1988 et statistiques. Déposé, 709. (Document n° 644)  
Rapport annuel 1987. Déposé, 65. (Document n° 18)  
Rapport annuel 1988. Déposé, 708. (Document n° 643)

**Camionnage:**

Rapport de la CAE concernant la mise en vigueur de certains articles de la loi. Déposé, 317. (Document n° 254)  
Rapport de la Commission des transports du Québec concernant l'application de la loi. Déposé, 871. (Document n° 791)

**Centre de recherche industrielle:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 389. (Document n° 336)  
Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 1044. (Document n° 959)

**Centre des services sociaux Laurentides-Lanaudière:-** Lettres et communiqués concernant le plan d'équilibre budgétaire présenté au-. Déposé, 829. (Document n° 766)

**Centre d'excellence pour la conversion des ressources énergétiques:-** Lettre d'Ultramar Canada inc. Déposé, 532. (Document n° 494)

**Centres d'accueil et foyers privés pour personnes âgées:-** Réponse à une question écrite. Déposé, 682. (Document n° 609)



**Documents de la session:- Suite**

**Charlesbourg:-** Protocole d'entente avec l'OPDQ concernant une subvention en vue du développement d'un parc d'activités récréo-touristiques. Déposé, 877. (Document n° 795)

**Chaussure Brown, La:**

Lettres concernant les honoraires payés aux avocats de-. Déposés, 151, 155. (Documents n<sup>os</sup> 103, 111)

Rapport concernant les honoraires et déboursés des procureurs. Déposé, 601. (Document n° 541)

**Chimistes, Ordre:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 414. (Document n° 373)

**Chiropraticiens, Ordre:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 506. (Document n° 467)

**Collège du Vieux Montréal:-** Coûts des ententes relatives à la résiliation du contrat d'engagement de cinq cadres. Déposé, 178. (Document n° 144)

**Comité d'action positive (PAC):-** Lettres patentes et certificat de changement de raison sociale. Déposé, 164. (Document n° 124)

**Comité de protection de la jeunesse:-** Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 646. (Document n° 583)

**Comité d'étude sur l'aménagement des services universitaires sur la Côte-Nord:-** Rapport déposé, 85. (Document n° 39)

**Comité national de révision du programme d'aide aux OVEP:-** Rapport intitulé: *L'Éducation populaire autonome au Québec*. Déposé, 62. (Document n° 15)

**Comité sur l'orientation de la politique relative à la forêt privée:-** Rapport du comité présidé par le député de Beauce-Nord. Déposé, 497. (Document n° 458)

**Commerce extérieur et Développement technologique, ministère:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 640. (Document n° 575)

**Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances:**

Rapport annuel 1987. Déposé, 370. (Document n° 322)

Rapport annuel 1988. Déposé, 1012. (Document n° 899)

**Commission consultative de l'enseignement privé:-** Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 549. (Document n° 507)

**Documents de la session:- Suite**

**Commission d'accès à l'information:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 370. (Document n° 320)

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 1043. (Document n° 957)

**Commission de formation professionnelle de la main-d'oeuvre:-** Document bilingue sur les services offerts. Déposé, 223. (Document n° 188)

**Commission de la construction:-** Rapport annuel 1987. Déposé, 352. (Document n° 284)

**Commission de la fonction publique:-** Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 399. (Document n° 359)

**Commission de la représentation électorale:**

Prévisions budgétaires 1988-1989 et rapport préliminaire 1987-1988. Déposé, 134. (Document n° 81)

Prévisions budgétaires 1989-1990, rapport préliminaire 1988-1989 et notes explicatives. Déposés, 745, 791. (Documents n°s 692, 733)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 399. (Document n° 355)

Rapport concernant les dépenses reliées à la délimitation des circonscriptions électorales. Déposé, 399. (Document n° 356)

Rapport sur la délimitation des circonscriptions électorales. Déposé, 171. (Document n° 132)

**Commission de la santé et de la sécurité du travail:**

Rapport annuel 1987. Déposé, 369. (Document n° 313)

Rapport annuel 1987 (indemnisation des victimes d'actes criminels et civisme). Déposé, 393. (Document n° 339)

Rapport annuel 1988 (indemnisation des victimes d'actes criminels et civisme). Déposé, 1042. (Document n° 951)

**Commission de police:**

Rapport annuel 1987. Déposé, 369. (Document n° 311)

Rapport annuel 1988. Déposé, 1042. (Document n° 952)

**Commission de protection de la langue française:-** Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 438. (Document n° 418)

**Commission de protection du territoire agricole:**

Décision concernant certains lots à Laval et demandes de révision s'y rapportant. Déposé, 893. (Document n° 817)

Décision concernant certains lots de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul de Laval et demande de révision. Déposé, 950. (Document n° 846)

Décision concernant des lots de la paroisse de Sainte-Rose-de-Laval et rapport d'analyse. Déposé, 1049. (Document n° 982)

**Documents de la session:- Suite**

Décisions concernant des terres à Saint-Lin. Déposé, 1014. (Document n° 910)

État des négociations avec les municipalités régionales de comté du Québec (juin 1989). Déposé, 960. (Document n° 851)

Lettre du président concernant le dézonage de terres agricoles à Saint-Lin. Déposé, 1026. (Document n° 941)

Propositions de dézonage concernant certains modules de la MRC de Laval. Déposé, 956. (Document n° 848)

Rapport d'analyse technique de certains lots de la zone agricole de Sainte-Rose de Laval et procès-verbal de l'audition publique tenue par la CPTA. Déposé, 936. (Document n° 835)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 415. (Document n° 394)

Représentations du procureur général devant la CPTA dans le dossier concernant Monit International Inc. Déposé, 945. (Document n° 840)

Tableau sommaire des décisions concernant la ville de Laval. Déposé, 912. (Document n° 828)

**Commission des affaires sociales:-** Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 752. (Document n° 703)

**Commission des biens culturels:**

Avis déposés, 105, 158, 266, 273, 296, 389, 398, 470, 871, 1000, 1041. (Documents n<sup>os</sup> 58, 158, 212, 219, 235, 335, 344, 440, 792, 876, 945)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 646. (Document n° 578)

**Commission des droits de la personne:**

Décision concernant une plainte déposée par une prestataire d'aide sociale. Déposé, 422. (Document n° 411)

Lettre de démission de M. Norman Moyer en tant que membre. Déposé, 339. (Document n° 275)

Lettre faisant part des recommandations de la commission sur les mesures de vérification utilisées auprès des prestataires d'aide sociale. Déposé, 518. (Document n° 484)

Rapport annuel 1987. Déposé, 399. (Document n° 358)

**Commission des écoles protestantes du grand Montréal:-** Lettre relative à la situation des élèves francophones. Déposé, 177. (Document n° 143)

**Commission des normes du travail:-** Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 428. (Document n° 413)

**Commission des services juridiques:-** Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 646. (Document n° 582)

**Documents de la session:- Suite**

**Commission des transports:**

Rapport sur l'application de la *Loi sur le camionnage*. Déposé, 871.  
(Document n° 791)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 369. (Document n° 308)

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 1020. (Document n° 915)

**Commission des valeurs mobilières:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 370. (Document n° 317)

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 1002. (Document n° 891)

**Commission de toponymie:**

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 12. (Document n° 2)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 731. (Document n° 677)

**Commission extraordinaire sur le libre-échange:-** Règles de procédure et horaire.  
Déposé, 319. (Document n° 259)

**Commission municipale:-** Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 393. (Document n° 340)

**Commission permanente de l'Assemblée nationale:- Rapports:**

Affaires courantes. Déposé, 513. (Document n° 480)

Commissions, composition. Déposés, 13, 72. (Documents n°s 9, 10, 24)

RAN, modifications. Déposé, 72. (Document n° 24)

Règlements électoraux, approbation. Déposé, 738. (Document n° 686)

**Commission permanente des affaires sociales:- Rapports:**

Engagement financiers. Déposés, 421, 699. (Documents n°s 407, 632)

Président et vice-président, élection. Déposés, 80, 87. (Documents n°s 33, 46)

Projet de loi 34. Déposés, 317, 580. (Documents n°s 252, 528)

Projet de loi 37. Déposé, 572. (Document n° 521)

Projet de loi 59. Déposé, 623. (Document n° 550)

Projet de loi 73. Déposé, 720. (Document n° 661)

Projet de loi 80. Déposé, 641. (Document n° 576)

Projet de loi 94. Déposé, 159. (Document n° 112)

Projet de loi 95. Déposé, 629. (Document n° 560)

Projet de loi 102. Déposé, 1031. (Document n° 943)

Projet de loi 116. Déposés, 837, 1022. (Documents n°s 768, 925)

Projet de loi 124. Déposé, 1022. (Document n° 926)

Projet de loi 139. Déposé, 1031. (Document n° 942)

Projet de loi 149. Déposé, 1013. (Document n° 903)

Projet de loi 150. Déposé, 1013. (Document n° 904)

Projet de loi 228. Déposé, 480. (Document n° 445)

Projet de loi 267. Déposé, 1045. (Document n° 965)

**Documents de la session:- Suite**

Santé mentale, politique. Déposé, 80. (Document n° 32)

Sécurité du revenu, politique et réglementation. Déposés, 135, 1045.  
(Documents n<sup>os</sup> 83, 964)

Services de garde à l'enfance, politique. Déposé, 699. (Document n° 631)

**Commission permanente de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation:-  
Rapports:**

Engagements financiers. Déposés, 96, 400, 699. (Documents n<sup>os</sup> 54, 362, 630)

Président et vice-président, élection. Déposés, 80, 87. (Documents n<sup>os</sup> 34,  
47)

Projet de loi 21. Déposé, 318. (Document n° 255)

Projet de loi 49. Déposé, 106. (Document n° 61)

Projet de loi 98. Déposé, 572. (Document n° 522)

Projet de loi 100. Déposé, 709. (Document n° 648)

**Commission permanente de l'aménagement et des équipements:- Rapports:**

Camionnage, mise en vigueur de certains articles de la loi. Déposé, 317.  
(Document n° 254)

Engagements financiers. Déposés, 135, 401, 480, 753. (Documents n<sup>os</sup> 84, 364,  
446, 705)

Pesticides, politique d'utilisation. Déposé, 296. (Document n° 239)

Président et vice-président, élection. Déposés, 87, 961. (Documents n<sup>os</sup> 48,  
853))

Projet de loi 1. Déposé, 331. (Document n° 268)

Projet de loi 7. Déposé, 324. (Document n° 264)

Projet de loi 14. Déposé, 498. (Document n° 462)

Projet de loi 15. Déposé, 222. (Document n° 184)

Projet de loi 16. Déposé, 340. (Document n° 276)

Projet de loi 17. Déposé, 340. (Document n° 277)

Projet de loi 24. Déposé, 331. (Document n° 269)

Projet de loi 28. Déposé, 324. (Document n° 265)

Projet de loi 38. Déposé, 302. (Document n° 245)

Projet de loi 40. Déposé, 493. (Document n° 456)

Projet de loi 53. Déposé, 498. (Document n° 463)

Projet de loi 76. Déposé, 601. (Document n° 539)

Projet de loi 77. Déposé, 684. (Document n° 615)

Projet de loi 83. Déposé, 562. (Document n° 519)

Projet de loi 90. Déposé, 630. (Document n° 561)

Projet de loi 91. Déposé, 580. (Document n° 531)

Projet de loi 92. Déposé, 714. (Document n° 655)

Projet de loi 99. Déposé, 573. (Document n° 523)

Projet de loi 101. Déposé, 207. (Document n° 169)

Projet de loi 108. Déposé, 990. (Document n° 871)

Projet de loi 109. Déposé, 684. (Document n° 616)

Projet de loi 121. Déposé, 968. (Document n° 859)

**Documents de la session:- Suite**

- Projet de loi 122. Déposé, 991. (Document n° 872)  
Projet de loi 130. Déposé, 968. (Document n° 858)  
Projet de loi 132. Déposé, 969. (Document n° 862)  
Projet de loi 136. Déposé, 969. (Document n° 861)  
Projet de loi 143. Déposé, 969. (Document n° 863)  
Projet de loi 147. Déposé, 969. (Document n° 860)  
Projet de loi 155. Déposé, 1054. (Document n° 984)  
Projet de loi 200. Déposé, 372. (Document n° 328)  
Projet de loi 201. Déposé, 256. (Document n° 207)  
Projet de loi 203. Déposé, 222. (Document n° 185)  
Projet de loi 207. Déposé, 684. (Document n° 617)  
Projet de loi 209. Déposé, 372. (Document n° 329)  
Projet de loi 219. Déposé, 1023. (Document n° 930)  
Projet de loi 220. Déposé, 721. (Document n° 663)  
Projet de loi 223. Déposé, 684. (Document n° 618)  
Projet de loi 224. Déposé, 222. (Document n° 186)  
Projet de loi 230. Déposé, 1047. (Document n° 971)  
Projet de loi 232. Déposé, 372. (Document n° 330)  
Projet de loi 235. Déposé, 1079. (Document n° 990)  
Projet de loi 237. Déposé, 1024. (Document n° 937)  
Projet de loi 239. Déposé, 721. (Document n° 664)  
Projet de loi 241. Déposé, 721. (Document n° 665)  
Projet de loi 243. Déposé, 1024. (Document n° 931)  
Projet de loi 247. Déposé, 721. (Document n° 666)  
Projet de loi 248. Déposé, 1047. (Document n° 974)  
Projet de loi 252. Déposé, 1024. (Document n° 936)  
Projet de loi 253. Déposé, 1024. (Document n° 932)  
Projet de loi 255. Déposé, 684. (Document n° 619)  
Projet de loi 258. Déposé, 691. (Document n° 621)  
Projet de loi 264. Déposé, 1079. (Document n° 991)  
Projet de loi 265. Déposé, 1047. (Document n° 975)  
Projet de loi 268. Déposé, 1024. (Document n° 933)  
Projet de loi 269. Déposé, 1047. (Document n° 972)  
Projet de loi 271. Déposé, 1024. (Document n° 934)  
Projet de loi 286. Déposé, 1024. (Document n° 935)  
Projet de loi 287. Déposé, 1047. (Document n° 973)  
Projet de loi 290. Déposé, 1047. (Document n° 976)  
Transport dans la région de Montréal, plan d'action. Déposé, 700. (Document n° 641)

**Commission permanente du budget et de l'administration:- Rapports:**

- Avant-projet de loi sur les caisses d'épargne et de crédit. Déposé, 400. (Document n° 361)  
Discours du budget. Déposés, 232, 884. (Documents n°s 191, 800)  
Engagements financiers. Déposés, 80, 498, 738. (Documents n°s 36, 459, 684)

**Documents de la session:- Suite**

- Intermédiaires, décloisonnement. Déposé, 296. (Document n° 238)
- Loi sur les valeurs mobilières*, modifications et avant-projet de loi. Déposé, 700. (Document n° 639)
- Politique budgétaire, étude trimestrielle. Déposés, 80, 700. (Documents n°s 37, 637)
- Président et vice-président, élection. Déposés, 86, 1022. (Documents n°s 42, 924)
- Projet de loi 6. Déposé, 324. (Document n° 262)
- Projet de loi 45. Déposé, 891. (Document n° 804)
- Projet de loi 47. Déposé, 891. (Document n° 805)
- Projet de loi 48. Déposé, 891. (Document n° 806)
- Projet de loi 50. Déposé, 891. (Document n° 807)
- Projet de loi 51. Déposé, 891. (Document n° 808)
- Projet de loi 52. Déposé, 891. (Document n° 809)
- Projet de loi 56. Déposé, 891. (Document n° 810)
- Projet de loi 57. Déposé, 892. (Document n° 811)
- Projet de loi 60. Déposé, 714. (Document n° 654)
- Projet de loi 61. Déposé, 892. (Document n° 813)
- Projet de loi 62. Déposé, 892. (Document n° 814)
- Projet de loi 64. Déposé, 86. (Document n° 41)
- Projet de loi 70. Déposé, 683. (Document n° 612)
- Projet de loi 87. Déposé, 892. (Document n° 815)
- Projet de loi 88. Déposé, 892. (Document n° 812)
- Projet de loi 103. Déposé, 683. (Document n° 613)
- Projet de loi 117. Déposé, 911. (Document n° 826)
- Projet de loi 119. Déposé, 860. (Document n° 788)
- Projet de loi 133. Déposés, 960, 1012. (Documents n°s 852, 902)
- Projet de loi 134. Déposé, 1012. (Document n° 901)
- Projet de loi 192. Déposé, 683. (Document n° 614)
- Projet de loi 193. Déposé, 1061. (Document n° 986)
- Projet de loi 205. Déposé, 353. (Document n° 288)
- Projet de loi 206. Déposé, 353. (Document n° 289)
- Projet de loi 214. Déposé, 353. (Document n° 290)
- Projet de loi 217. Déposé, 353. (Document n° 291)
- Projet de loi 221. Déposé, 354. (Document n° 292)
- Projet de loi 233. Déposé, 354. (Document n° 293)
- Projet de loi 242. Déposé, 354. (Document n° 294)
- Projet de loi 246. Déposé, 746. (Document n° 693)
- Projet de loi 251. Déposé, 746. (Document n° 694)
- Projet de loi 260. Déposé, 746. (Document n° 695)
- Projet de loi 263. Déposé, 1021. (Document n° 920)
- Projet de loi 266. Déposé, 1045. (Document n° 963)
- Projet de loi 270. Déposé, 1022. (Document n° 921)
- Projet de loi 277. Déposé, 1022. (Document n° 922)
- Projet de loi 279. Déposé, 892. (Document n° 816)

**Documents de la session:- Suite**

Projet de loi 283. Déposé, 1022. (Document n° 923)

Vérificateur général, rapport annuel et engagements financiers. Déposés, 80, 700. (Documents n<sup>os</sup> 35, 638)

**Commission permanente de la culture:- Rapports:**

Commission d'accès à l'information, rapport d'activités. Déposé, 699. (Document n° 635)

Engagements financiers. Déposés, 139, 417, 507, 699. (Documents n<sup>os</sup> 89, 403, 469, 634)

*Loi sur l'accès*, rapport sur la mise en oeuvre. Déposé, 301. (Document n° 243)

Président et vice-président, élection. Déposés, 87, 1055. (Documents n<sup>os</sup> 50, 985)

Projet de loi 2. Déposé, 289. (Document n° 231)

Projet de loi 26. Déposé, 283. (Document n° 221)

Projet de loi 43. Déposé, 439. (Document n° 420)

Projet de loi 69. Déposé, 561. (Document n° 517)

Projet de loi 78. Déposés, 561, 623. (Documents n<sup>os</sup> 516, 551)

Projet de loi 110. Déposé, 232. (Document n° 192)

Société de la Place des Arts, activités. Déposé, 699. (Document n° 633)

**Commission permanente de l'économie et du travail:- Rapports:**

Engagements financiers. Déposés, 114, 489, 738. (Documents n<sup>os</sup> 67, 451, 685)

Hydro-Québec, proposition tarifaire. Déposés, 86, 709. (Documents n<sup>os</sup> 43, 647)

Libre-échange, accord. Déposé, 389. (Document n° 337)

Parc technologique du Québec métropolitain, étude des décrets. Déposé, 221. (Document n° 181)

Président et vice-président, élection. Déposés, 86, 961, 1023. (Documents n<sup>os</sup> 44, 854, 927)

Projet de loi 5. Déposé, 212. (Document n° 173)

Projet de loi 11. Déposé, 222. (Document n° 182)

Projet de loi 12. Déposé, 317. (Document n° 253)

Projet de loi 19. Déposé, 256. (Document n° 205)

Projet de loi 27. Déposé, 340. (Document n° 278)

Projet de loi 29. Déposé, 302. (Document n° 244)

Projet de loi 31. Déposés, 256, 324. (Documents n<sup>os</sup> 206, 263)

Projet de loi 32. Déposé, 283. (Document n° 222)

Projet de loi 65. Déposé, 512. (Document n° 479)

Projet de loi 71. Déposé, 580. (Document n° 529)

Projet de loi 74. Déposé, 561. (Document n° 518)

Projet de loi 79. Déposé, 616. (Document n° 545)

Projet de loi 84. Déposé, 624. (Document n° 552)

Projet de loi 93. Déposé, 580. (Document n° 530)



**Documents de la session:- Suite**

Projet de loi 97. Déposé, 616. (Document n° 546)  
Projet de loi 118. Déposé, 812. (Document n° 759)  
Projet de loi 126. Déposé, 1014. (Document n° 909)  
Projet de loi 127. Déposé, 860. (Document n° 787)  
Projet de loi 135. Déposé, 944. (Document n° 838)  
Projet de loi 138. Déposé, 884. (Document n° 801)  
Projet de loi 195. Déposé, 885. (Document n° 802)  
Projet de loi 213. Déposé, 373. (Document n° 332)

**Commission permanente de l'éducation:- Rapports:**

Engagements financiers. Déposés, 113, 700. (Documents n°<sup>OS</sup> 66, 636)  
Président et vice-président, élection. Déposé, 87. (Document n° 49)  
Projet de loi 22. Déposé, 310. (Document n° 247)  
Projet de loi 58. Déposé, 661. (Document n° 596)  
Projet de loi 63. Déposés, 769, 849. (Documents n°<sup>OS</sup> 712, 780)  
Projet de loi 106. Déposés, 400, 950. (Documents n°<sup>OS</sup> 363, 843)  
Projet de loi 107. Déposés, 400, 647. (Documents n°<sup>OS</sup> 363, 589)  
Projet de loi 125. Déposé, 950. (Document n° 844)  
Projet de loi 128. Déposé, 950. (Document n° 845)  
Projet de loi 204. Déposé, 354. (Document n° 295)  
Projet de loi 254. Déposé, 1062. (Document n° 987)

**Commission permanente des institutions:- Rapports:**

Abrogation de certaines lois, étude du décret. Déposé, 222. (Document n° 183)  
Code civil (droit des obligations), avant-projet de loi. Déposé, 553. (Document n° 510)  
Code civil (droit de la preuve, droit de la prescription, droit international privé), avant-projet de loi. Déposé, 721. (Document n° 662)  
Commission de la représentation électorale, étude du rapport préliminaire. Déposé, 80. (Document n° 38)  
Commission des droits de la personne, activités. Déposé, 332. (Document n° 270)  
Droits économiques des conjoints, document. Déposé, 421. (Document n° 408)  
Engagements financiers. Déposés, 154, 812. (Documents n°<sup>OS</sup> 105, 760)  
*Loi électorale*, révision. Déposé, 549. (Document n° 509)  
Président et vice-président, élection. Déposé, 87. (Document n° 45)  
Prévisions budgétaires 1988-1989 du DGE. Déposé, 207. (Document n° 168)  
Prévisions budgétaires 1989-1990 du DGE. Déposé, 853. (Document n° 785)  
Projet de loi 3. Déposé, 310. (Document n° 248)  
Projet de loi 4. Déposé, 310. (Document n° 249)  
Projet de loi 8. Déposé, 311. (Document n° 251)  
Projet de loi 10. Déposé, 340. (Document n° 279)  
Projet de loi 20. Déposé, 311. (Document n° 250)  
Projet de loi 33. Déposé, 498. (Document n° 460)

**Documents de la session:- Suite**

Projet de loi 42. Déposé, 450. (Document n° 427)  
Projet de loi 68. Déposé, 507. (Document n° 470)  
Projet de loi 72. Déposé, 498. (Document n° 461)  
Projet de loi 75. Déposé, 544. (Document n° 504)  
Projet de loi 81. Déposé, 544. (Document n° 505)  
Projet de loi 85. Déposé, 624. (Document n° 553)  
Projet de loi 86. Déposé, 624. (Document n° 554)  
Projet de loi 104. Déposé, 700. (Document n° 640)  
Projet de loi 123. Déposé, 904. (Document n° 821)  
Projet de loi 129. Déposé, 905. (Document n° 822)  
Projet de loi 140. Déposé, 1023. (Document n° 929)  
Projet de loi 141. Déposé, 1013. (Document n° 907)  
Projet de loi 142. Déposé, 1013. (Document n° 906)  
Projet de loi 145. Déposé, 1013. (Document n° 905)  
Projet de loi 146. Déposé, 1023. (Document n° 928)  
Projet de loi 148. Déposé, 1014. (Document n° 908)  
Projet de loi 212. Déposé, 372. (Document n° 331)  
Projet de loi 229. Déposé, 1046. (Document n° 966)  
Projet de loi 244. Déposé, 746. (Document n° 696)  
Projet de loi 245. Déposé, 1046. (Document n° 967)  
Projet de loi 249. Déposé, 746. (Document n° 697)  
Projet de loi 250. Déposé, 746. (Document n° 698)  
Projet de loi 259. Déposé, 746. (Document n° 699)  
Projet de loi 275. Déposé, 1046. (Document n° 968)  
Projet de loi 281. Déposé, 1046. (Document n° 969)  
Projet de loi 282. Déposé, 1046. (Document n° 970)  
Protecteur du citoyen, rapport 1987-1988. Déposé, 1002. (Document n° 894)

**Commissions permanentes:**

Lettre de démission du président de la CC. Déposé, 1044. (Document n° 962)  
Liste des modifications apportées à la composition des commissions par l'Opposition. Déposé, 406. (Document n° 366)  
Rapports sur les crédits budgétaires 1988-1989. Déposé, 176. (Document n° 138)  
Rapports sur les crédits budgétaires 1989-1990. Déposé, 825. (Document n° 764)

**Commission québécoise des libérations conditionnelles:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 560. (Document n° 514)  
Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 1041. (Document n° 949)

**Commission scolaire Davignon:-** Liste des membres du comité de surveillance.  
Déposé, 1003. (Document n° 895)

**Documents de la session: Suite**

**Communautés culturelles et Immigration, ministère:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 661. (Document n° 594)

**Communications, ministère:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 370. (Document n° 319)

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 1043. (Document n° 956)

**Compagnie de Construction Cris (Québec) Ltée:-** Rapport de la SEBJ concernant le contrat accordé à La-. Déposé, 991. (Document n° 874)

**Comptables agréés, Ordre:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 414. (Document n° 374)

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 1076. (Document n° 989)

**Comptables en management accrédités, Ordre:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 414. (Document n° 375)

**Comptables généraux licenciés, Corporation professionnelle:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 1001. (Document n° 883)

**Comptes publics du gouvernement:**

1987-1988. Déposé, 640. (Document n° 570)

**Conseil consultatif de la lecture et du livre:-** Rapport annuel pour 1986-1987 et 1987-1988. Déposé, 867. (Document n° 789)

**Conseil consultatif de l'environnement:-** Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 438. (Document n° 417)

**Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre:**

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 65. (Document n° 20)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 629. (Document n° 557)

**Conseil consultatif sur les réserves écologiques:-** Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 544. (Document n° 503)

**Conseil de la langue française:**

Lettre concernant l'emploi du français, langue de l'Administration. Déposé, 439. (Document n° 422)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 12. (Document n° 1)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 731. (Document n° 676)

**Conseil de la recherche et du développement en transport:-** Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 488. (Document n° 450)

**Documents de la session:- Suite**

**Conseil de la science et de la technologie:**

Rapport annuel 1985-1986. Déposé, 802. (Document n° 746)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 802. (Document n° 747)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 802. (Document n° 748)

**Conseil des affaires sociales:-** Lettre de la présidente concernant l'intégration des sages-femmes au système de santé. Déposé, 774. (Document n° 716)

**Conseil des affaires sociales et de la famille:-** Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 531. (Document n° 492)

**Conseil des collègues:**

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 143. (Document n° 94)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 698. (Document n° 626)

**Conseil des universités:-** Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 506. (Document n° 466)

**Conseil du statut de la femme:-** Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 323. (Document n° 261)

**Conseil exécutif, ministère:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 416. (Document n° 402)

**Conseil interprofessionnel:-** Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 301. (Document n° 241)

**Conseil supérieur de l'éducation:**

Rapport annuel 1987-1988 (état et besoins de l'éducation). Déposé, 646. (Document n° 580)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 660. (Document n° 592)

**Conseillers en relations industrielles, Corporation professionnelle:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 414. (Document n° 377)

**Conseillers et conseillères d'orientation, Corporation professionnelle:**

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 413. (Document n° 367)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 414. (Document n° 376)

**Conseils régionaux de la santé et des services sociaux:-** Rapports annuels 1987-1988. Déposé, 398. (Document n° 348)

**Conservatoire de musique de Québec:-** Document concernant la qualité des services pédagogiques offerts. Déposé, 213. (Document n° 177)

**Documents de la session:- Suite**

**Consult-Action:-** Réponse à une question écrite concernant le nombre de demandes reçues. Déposé, 371. (Document n° 326)

**Convention de la Baie James et du Nord québécois:**

Convention complémentaire n° 8 et proclamation. Déposé, 459. (Document n° 433)

Convention complémentaire n° 10 et proclamation. Déposé, 825. (Document n° 763)

**Conversion des ressources énergétiques:-** Lettre d'Ultramar Canada inc. concernant l'établissement d'un centre d'excellence pour la-. Déposé, 532. (Document n° 494)

**Copeaux:**

Avis juridique concernant la mise en demeure adressée au ministre délégué aux Forêts par l'Association des producteurs de-. Déposé, 786. (Document n° 729)

Rapports concernant la conciliation sur le prix des-. Déposé, 912. (Document n° 829)

**Côte-Nord:-** Rapport du Comité d'étude sur l'aménagement des services universitaires. Déposé, 85. (Document n° 39)

**Cour du Québec:-** Rapport du comité chargé d'étudier les conditions de travail des membres. Déposé, 853. (Document n° 784)

**Crédits: Voir Budget**

**Crustacés des Iles inc.:-** Décrets, contrats de vente et conventions de clôture. Déposé, 467. (Document n° 437)

**Curateur public:**

Rapports annuels 1983, 1984, 1985, 1986. Déposé, 127. (Document n° 75)

Rapport annuel 1987. Déposé, 428. (Document n° 412)

Rapport annuel 1988. Déposé, 1019. (Document n° 911)

**Déchets organiques dangereux et BPC:**

Échange de lettres concernant une enquête confiée au BAPE. Déposé, 801. (Document n° 745)

Liasse de documents concernant la destruction de-. Déposé, 508. (Document n° 475)

Quatre lettres concernant la construction d'un centre de transfert à Saint-Augustin-de-Desmaures. Déposé, 573. (Document n° 525)

**Décision du Président (private ruling):-** Déposé, 663. (Document n° 601)

**Documents de la session:- Suite**

**Déclaration de revenus du contribuable québécois:**

Cahier spécial publié dans *La Presse*. Déposé, 380. (Document n° 334)

Nouveaux formulaires déposés, 517. (Document n° 481)

**Décloisonnement des intermédiaires:-** Document de consultation déposé, 134. (Document n° 79)

**Décrets:**

993-87 concernant une entente entre le Québec et The Northwest Territories Cancer Registry. Déposé, 288. (Document n° 229)

1298-87 concernant une entente entre le Québec et le CN sur la communication de renseignements nominatifs. Déposé, 79. (Document n° 30)

1830-87 concernant l'échange de renseignements entre la RAAQ et le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu. Déposé, 79. (Document n° 31)

286-87 et 210-88 concernant le Parc technologique et de développement industriel du grand Québec et le Parc technologique du Québec métropolitain. Déposé, 122. (Document n° 71)

358-88 concernant une entente entre l'UPA et le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Déposé, 153. (Document n° 104)

401-88 concernant l'approbation du plan quinquennal d'investissements universitaires 1987-1992. Déposé, 256. (Document n° 204)

922-88 concernant l'échange de renseignements entre la Fondation et l'Hôpital général de la région de l'Amiante Inc. Déposé, 416. (Document n° 397)

923-88 concernant la communication de renseignements entre la Fondation et l'Hôpital Laval. Déposé, 416. (Document n° 398)

924-88 concernant la communication de renseignements entre la Fondation et le Centre hospitalier régional de l'Outaouais. Déposé, 416. (Document n° 399)

1305-88 concernant la communication de renseignements entre la Fondation et le Centre hospitalier Sainte-Marie. Déposé, 416. (Document n° 400)

1626-88 concernant le couplage de renseignements entre la Régie des rentes et la CSST. Déposé, 470. (Document n° 441)

1821-88 concernant l'échange de renseignements entre la RAMQ et le MLCP. Déposé, 713. (Document n° 652)

1881-88 concernant l'échange de renseignements entre le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu et la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada. Déposé, 720. (Document n° 658)

115-89 concernant l'approbation du plan quinquennal d'investissements universitaires 1988-1993. Déposé, 698. (Document n° 628)

125-89 concernant la communication de renseignements entre le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science et le ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu. Déposé, 841. (Document n° 774)

**Documents de la session:- Suite**

- 199-89 concernant l'échange de renseignements entre Les Amputés de guerre du Canada et la RAAQ. Déposé, 753. (Document n° 704)
- 465-89 concernant une entente entre La Fondation et Cité de la Santé de Laval. Déposé, 777. (Document n° 717)
- 466-89 concernant une entente entre la Fondation et Le Centre hospitalier St-Joseph de Trois-Rivières. Déposé, 777. (Document n° 718)
- 788-89 concernant la communication de renseignements entre le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science et le ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu. Déposé, 960. (Document n° 850)

**Dentistes, Ordre:**

- Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 414. (Document n° 378)

**Denturologistes, Ordre:**

- Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 488. (Document n° 449)

**Dérogations à l'âge d'admission pour l'année scolaire 1988-1989:-** Réponse à une question écrite. Déposé, 683. (Document n° 610)

**Développement régional au Québec:-** Lettre du ministre de l'Expansion industrielle régionale (Ottawa) concernant le financement du-. Déposé, 978. (Document n° 867)

**Dézonage agricole:**

- Décision de la CPTA concernant certains lots à Laval et demandes de révision s'y rapportant. Déposé, 893. (Document n° 817)
- Décision de la CPTA concernant certains lots de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul de Laval et demande de révision. Déposé, 950. (Document n° 846)
- Décision de la CPTA concernant des lots de la paroisse de Sainte-Rose-de-Laval et rapport d'analyse. Déposé, 1049. (Document n° 982)
- Décisions de la CPTA concernant des terres à Saint-Lin. Déposé, 1014. (Document n° 910)
- Documents concernant la vente par soumission publique de certains terrains à Laval. Déposé, 945. (Document n° 841)
- Documents relatifs à la demande de dézonage présentée par la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes (Joliette). Déposé, 978. (Document n° 866)
- Documents relatifs à la vente par le ministère des Transports de terrains dans le cadastre de Saint-Vincent-de-Paul (Laval). Déposé, 1025. (Document n° 939)
- État des négociations avec les municipalités régionales de comté du Québec (juin 1989). Déposé, 960. (Document n° 851)
- Index (extrait) des immeubles de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul de Laval. Déposé, 911. (Document n° 827)

**Documents de la session:- Suite**

- Lettre de l'UPA concernant la ville de Laval. Déposé, 872. (Document n° 794)
- Lettre du ministre des Transports concernant la vente de terrains du cadastre de Saint-Vincent-de-Paul (Laval). Déposé, 1025. (Document n° 940)
- Lettre du président de la CPTA concernant le dézonage de terres agricoles à Saint-Lin. Déposé, 1026. (Document n° 941)
- Lettre concernant l'exclusion du module 26 de la zone agricole de la MRC de Laval. Déposé, 961. (Document n° 855)
- Offre d'achat d'un terrain de la zone agricole de Sainte-Rose de Laval. Déposé, 935. (Document n° 834)
- Propositions de dézonage concernant certains modules de la MRC de Laval. Déposé, 956. (Document n° 848)
- Protocole d'entente concernant la vocation urbaine et agricole de la ville de Laval. Déposé, 878. (Document n° 797)
- Rapport d'analyse technique de certains lots de la zone agricole de Sainte-Rose de Laval et procès-verbal de l'audition publique tenue par la CPTA. Déposé, 936. (Document n° 835)
- Rapports annuels de Gotart Ltée et Placements Rythme Inc. fournis à la Direction du fichier central des entreprises. Déposé, 944. (Document n° 839)
- Représentations du procureur général devant la CPTA dans le dossier concernant Monit International Inc. Déposé, 945. (Document n° 840)
- Tableau sommaire des décisions de la CPTA concernant la ville de Laval. Déposé, 912. (Document n° 828)
- Télégramme du Syndicat des producteurs agricoles relatif à l'adoption du décret concernant la ville de Laval. Déposé, 878. (Document n° 798)

**Diagramme de l'Assemblée nationale:-** Déposés, 113, 134, 399, 935. (Documents n°s 65, 80, 354, 832)

**Diététistes, Corporation professionnelle:**

- Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 414. (Document n° 379)
- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 1002. (Document n° 889)

**Directeur de la législation:- Rapports:**

- 201, 204, 224. Déposé, 147. (Document n° 99)
203. Déposé, 186. (Document n° 149)
235. Déposé, 194. (Document n° 156)
- 209, 214, 217, 228. Déposé, 230. (Document n° 189)
- 200, 205, 206, 223, 232. Déposé, 237. (Document n° 197)
233. Déposé, 255. (Document n° 202)
- 213, 221. Déposé, 265. (Document n° 211)
229. Déposé, 287. (Document n° 227)
242. Déposé, 295. (Document n° 234)



**Documents de la session:- Suite**

- 208, 212. Déposé, 309. (Document n° 246)  
246. Déposé, 458. (Document n° 430)  
241. Déposé, 479. (Document n° 444)  
239, 244, 247, 249, 250, 251, 256, 259, 260. Déposé, 524. (Document n° 485)  
220, 248. Déposé, 543. (Document n° 500)  
252, 254. Déposé, 559. (Document n° 513)  
255. Déposé, 599. (Document n° 535)  
258. Déposé, 615. (Document n° 542)  
207. Déposé, 639. (Document n° 568)  
210. Déposé, 809. (Document n° 756)  
279. Déposé, 836. (Document n° 767)  
240, 253, 265, 268, 269, 271, 273, 274, 286. Déposé, 889. (Document n° 803)  
262, 263, 270, 283. Déposé, 903. (Document n° 819)  
245, 272, 275, 282. Déposé, 910. (Document n° 824)  
237, 264, 267, 287. Déposé, 933. (Document n° 831)  
243. Déposé, 955. (Document n° 847)  
277, 285. Déposé, 959. (Document n° 849)  
281. Déposé, 967. (Document n° 856)  
290. Déposé, 999. (Document n° 875)  
266, 280. Déposé, 1010. (Document n° 896)

**Directeur général des élections:**

- Lettre et certificat d'élection de MM. René Serge Larouche et Gaston Blackburn. Déposé, 397. (Document n° 341)  
Lettre et certificat d'élection de MM. Robert LeSage et Norman MacMillan. Déposé, 933. (Document n° 830)  
Prévisions budgétaires 1988-1989 et rapport préliminaire 1987-1988. Déposé, 134. (Document n° 82)  
Prévisions budgétaires 1989-1990, rapport préliminaire 1988-1989 et notes explicatives. Déposés, 745, 791. (Document n°s 691, 732)  
Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 399. (Document n° 355)  
Rapport relatif au scrutin du 20 juin 1988. Déposé, 397. (Document n° 342)  
Rapport relatif au scrutin du 29 mai 1989. Déposé, 1002. (Document n° 893)  
Rapport sur la tenue d'un référendum au Nouveau-Québec. Déposé, 353. (Document n° 287)

**Documents à déposer à l'Assemblée:- Liste. Déposé, 13. (Document n° 7)**

**Droits économiques des conjoints:- Document de consultation intitulé: Les-. Déposé, 368. (Document n° 306)**

**Dussault, M<sup>c</sup> René:- Réponse à une question écrite concernant les honoraires payés dans le dossier de l'acupuncture. Déposé, 163. (Document n° 117)**

**Documents de la session:- Suite**

**Éducation, ministère:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 544. (Document n° 501)

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 1041. (Document n° 947)

**Éducation populaire autonome au Québec:-** Rapport du Comité national de révision du programme d'aide aux OVEP. Déposé, 62. (Document n° 15)

**Église Saint-François, île d'Orléans:-** Correspondance déposée, 273. (Document n° 220)

**Élections partielles du 20 juin 1988:**

Lettre du DGE et certificat d'élection de MM. Larouche et Blackburn. Déposé, 397. (Document n° 341)

Rapport du DGE relatif aux résultats officiels. Déposé, 397. (Document n° 342)

**Élections partielles du 29 mai 1989:**

Lettre du DGE et certificat d'élection de MM. Robert LeSage et Norman MacMillan. Déposé, 933. (Document n° 830)

Rapport du DGE relatif aux résultats officiels. Déposé, 1002. (Document n° 893)

**Élimination des neiges usées:-** Deux documents portant sur l'. Déposé, 554. (Document n° 512)

**Énergie et Ressources, ministère:**

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 121. (Document n° 70)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 640. (Document n° 572)

**Enseignement supérieur et Science, ministère:**

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 398. (Document n° 346)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 1011. (Document n° 897)

**Entente Canada-Québec:**

Courtiers et conseillers en valeurs. Déposé, 113. (Document n° 64)

Immigrants investisseurs. Déposé, 181. (Document n° 147)

**Environnement:**

Deux documents portant sur l'élimination des neiges usées. Déposé, 554. (Document n° 512)

Deux documents concernant l'usine de Ville Mercier. Déposé, 1021. (Document n° 919)

Document intitulé: *L'Environnement au Québec - un premier bilan*. Déposé, 266. (Document n° 214)

**Documents de la session:- Suite**

**Documents concernant la destruction de déchets organiques dangereux.**

Déposé, 508. (Document n° 475)

**Étude sur les lignosulfonates.** Déposé, 429. (Document n° 414)

**Lettres concernant la construction d'un centre de transfert de déchets organiques à Saint-Augustin-de-Desmaures.** Déposé, 573. (Document n° 525)

**Lettres concernant une enquête sur les déchets dangereux confiée au BAPE.** Déposé, 801. (Document n° 745)

**Pochette d'information concernant la Table ronde québécoise et le Groupe de travail national.** Déposé, 1039. (Document n° 944)

**Rapport annuel 1987-1988 du ministère.** Déposé, 789. (Document n° 730)

**Ergothérapeutes, Corporation professionnelle:**

**Rapport annuel 1987-1988.** Déposé, 1001. (Document n° 884)

**État des opérations financières:**

1986-1987 et 1987-1988. Déposé, 206. (Document n° 165)

1988-1989. Déposé, 206. (Document n° 167)

1987-1988, 1988-1989 et 1989-1990. Déposés, 846. (Document n<sup>os</sup> 776, 777)

**Évaluateurs agréés, Corporation professionnelle:**

**Rapport annuel 1987-1988.** Déposé, 414. (Document n° 380)

**Fait français dans le sport canadien:-** Rapport synthèse de deux enquêtes. Déposé, 202. (Document n° 164)

**Finances, ministère:-** Rapport financier 1987-1988. Déposé, 640. (Document n° 569)

**Fonction, publique:-** Rapport sur la mise en oeuvre de la *Loi sur la fonction publique*. Déposé, 698. (Document n° 629)

**Fondation de la faune:**

**Rapport annuel 1986-1987.** Déposé, 143. (Document n° 95)

**Rapport annuel 1987-1988.** Déposé, 713. (Document n° 651)

**Fonds d'aide aux recours collectifs:-** Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 398. (Document n° 347)

**Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers:-** Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 647. (Document n° 586)

**Fonds de développement technologique:-** Document accompagnant la déclaration ministérielle du ministre. Déposé, 909. (Document n° 823)

**Documents de la session:- Suite**

**Fonds de la recherche en santé du Québec:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 415. (Document n° 395)

Trois prospectus concernant les programmes de bourses et de subventions pour l'année 1989-1990. Déposé, 415. (Document n° 396)

**Forêt privée:-** Rapport du comité présidé par le député de Beauce-Nord. Déposé, 497. (Document n° 458)

**Formation professionnelle au niveau secondaire:-** Document concernant les inscriptions accompagné de statistiques depuis 1984. Déposé, 893. (Document n° 818)

**Gauthier, Michel:-** Lettre de démission en tant que député de Roberval. Déposé, 12. (Document n° 6)

**Gotart Itée et Placements Rythme inc.:-** Rapports annuels tel que fournis à la Direction du fichier central des entreprises. Déposé, 944. (Document n° 839)

**Harmonisation des régimes d'imposition fédéral et québécois:-** Annexe à une déclaration ministérielle. Déposé, 659. (Document n° 590)

**HLM de Saint-Liguori:-** Lettre concernant le conseil d'administration. Déposé, 208. (Document n° 171)

**Hôpitaux du Québec:**

Liste indiquant les hôpitaux les plus touchés par les moyens de pression de la FHIQ. Déposé, 978. (Document n° 868)

Nombre de lits fermés. Déposé, 797. (Document n° 744)

**Horaires des travaux de commissions:**

CAS (projet de loi 34, projet de loi 116). Déposés, 296, 737, 751. (Documents n°s 237, 681, 702)

CBA (projet de loi 133). Déposé, 879. (Document n° 799)

CE (projet de loi 63). Déposé, 724. (Document n° 672)

CET (libre-échange). Déposé, 319. (Document n° 259)

CP (crédits supplémentaires # 2). Déposés, 619, 626. (Documents n°s 549, 556)

CP (crédits supplémentaires # 3). Déposé, 726. (Document n° 673)

**Hydro-Québec:**

Contrat conclu avec la Central Maine Power Company. Déposé, 758. (Document n° 711)

Lettre concernant les investissements pour le maintien de la qualité du service. Déposé, 710. (Document n° 649)

Plan de développement 1988-1990. Déposé, 62. (Document n° 16)

**Documents de la session:- Suite**

Rapport annuel 1987. Déposé, 12. (Document n° 5)

Rapport annuel 1988. Déposé, 709. (Document n° 645)

Réponse à une question écrite concernant l'exportation d'électricité. Déposé, 467. (Document n° 438)

**Hygiénistes dentaires, Corporation professionnelle:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 1001. (Document n° 885)

**Immeubles de la paroisse Saint-Vincent-de-Paul de Laval:-** Index déposé, 911. (Document n° 827)

**Immigrants investisseurs:-** Entente Canada-Québec. Déposé, 181. (Document n° 147)

**Industrie et Commerce, ministère:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 512. (Document n° 478)

**Infirmières et infirmiers, Fédération:**

Liste en date du 14 juin 1989 des lits fermés dans les hôpitaux à la suite des moyens de pression exercés par la-. Déposé, 978. (Document n° 868)

Rapport en date du 26 avril 1989 sur la situation dans les hôpitaux. Déposé, 797. (Document n° 744)

**Infirmières et infirmiers, Ordre:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 544. (Document n° 502)

**Infirmières et infirmiers auxiliaires, Corporation professionnelle:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 414. (Document n° 381)

**Ingénieurs, Ordre:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 414. (Document n° 382)

**Ingénieurs forestiers, Ordre:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 414. (Document n° 383)

**Inhalothérapeutes, Corporation professionnelle:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 414. (Document n° 384)

**Inscriptions en formation professionnelle au niveau secondaire:-** Document et statistiques. Déposé, 893. (Document n° 818)

**Inspecteur général des institutions financières:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 398. (Document n° 351)

Rapport annuel 1987 (tarification en assurance automobile). Déposé, 195. (Document n° 160)

**Documents de la session:- Suite**

- Rapport annuel 1987 (affaires des assureurs). Déposé, 339. (Document n° 274)
- Rapport annuel 1988 (affaires des assureurs). Déposé, 1012. (Document n° 900)
- Rapport annuel 1988 (affaires des sociétés). Déposé, 1020. (Document n° 916)
- Rapport annuel 1988 (tarification en assurance automobile). Déposé, 731. (Document n° 674)

**Institut de recherche et d'information sur la rémunération:**

- Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 352. (Document n° 282)
- Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 990. (Document n° 870)

**Institut québécois de recherche sur la culture:**

- Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 61. (Document n° 12)
- Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 681. (Document n° 602)

**Institut québécois du cinéma:-** Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 493. (Document n° 455)

**Institutions financières, réforme:-** Document de consultation sur le découloignement des intermédiaires. Déposé, 134. (Document n° 79)

**Jeux olympiques (Séoul):-** Rapport synthèse de deux enquêtes sur le "fait français" dans le sport canadien. Déposé, 202. (Document n° 164)

**Johnson:-** Lettre concernant un brunch offert par l'Association libérale du comté. Déposé, 144. (Document n° 98)

**Joliette:-** Documents concernant la demande de dézonage agricole présentée par la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes. Déposé, 978. (Document n° 866)

**Jour du Commonwealth:-** Message de Sa Majesté la Reine. Déposés, 65, 708. (Documents n°<sup>os</sup> 17, 642)

**Justice, ministère:**

- Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 646. (Document n° 584)

**La Grande 2:-** Correspondance concernant des contrats accordés. Déposé, 135. (Document n° 85)

**Lamarche, M<sup>e</sup> Luc:-** Contrat d'engagement. Déposé, 284. (Document n° 226)

**Laval (dézonage agricole):**

- Décision de la CPTA concernant certains lots à Laval et demandes de révision s'y rapportant. Déposé, 893. (Document n° 817)

**Documents de la session:- Suite**

Décision de la CPTA concernant certains lots de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul de Laval et demande de révision. Déposé, 950. (Document n° 846)

Décision de la CPTA concernant des lots de la paroisse de Sainte-Rose-de-Laval et rapport d'analyse. Déposé, 1049. (Document n° 982)

Documents concernant la vente par soumission publique de certains terrains à Laval. Déposé, 945. (Document n° 841)

Documents relatifs à la vente par le ministère des Transports de terrains dans le cadastre de Saint-Vincent-de-Paul (Laval). Déposé, 1025. (Document n° 939)

Documents concernant l'état des négociations avec les municipalités régionales de comté du Québec. Déposé, 960. (Document n° 851)

Index des immeubles de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul de Laval. Déposé, 911. (Document n° 827)

Lettre de l'UPA concernant la ville de Laval. Déposé, 872. (Document n° 794)

Lettre du ministre des Transports concernant la vente de terrains du cadastre de Saint-Vincent-de-Paul (Laval). Déposé, 1025. (Document n° 940)

Lettre concernant l'exclusion du module 26 de la zone agricole de la MRC de Laval. Déposé, 961. (Document n° 855)

Offre d'achat d'un terrain de la zone agricole de Sainte-Rose de Laval. Déposé, 935. (Document n° 834)

Propositions de dézonage concernant des modules de la MRC de Laval. Déposé, 956. (Document n° 848)

Protocole d'entente concernant la vocation urbaine et agricole de la ville de Laval. Déposé, 878 (Document n° 797)

Rapport d'analyse technique de certains lots de la zone agricole de Sainte-Rose de Laval et procès-verbal de l'audition publique tenue par la CPTA. Déposé, 936. (Document n° 835)

Rapports annuels de Gotart Ltée et Placements Rythme Inc. tel que fournis à la Direction du fichier central des entreprises. Déposé, 944. (Document n° 839)

Représentations du procureur général devant la CPTA dans le dossier concernant Monit International Inc. Déposé, 945. (Document n° 840)

Tableau sommaire des décisions de la CPTA concernant la ville de Laval. Déposé, 912. (Document n° 828)

Télégramme du Syndicat des producteurs agricoles relatif à l'adoption du décret concernant la ville de Laval. Déposé, 878. (Document n° 798)

**Libre-échange:-** Règles de procédure et horaire de la commission extraordinaire. Déposé, 319. (Document n° 259)

**Lignosulfonates:-** Étude déposée, 429. (Document n° 414)

**Documents de la session:- Suite**

**Liste des directions des ministères:-** Déposé, 140. (Document n° 93)

**Lits fermés dans les hôpitaux du Québec:**

Liste en date du 14 juin 1989. Déposé, 978. (Document n° 868)

Rapport en date du 26 avril 1989. Déposé, 797. (Document n° 744)

**Loi électorale (révision):-** Document de réflexion et de consultation. Déposé, 66. (Document n° 22)

**Loi sur la fonction publique:-** Rapport sur la mise en oeuvre de la-. Déposé, 698. (Document n° 629)

**Loi sur les valeurs mobilières:-** Rapport quinquennal sur la mise en oeuvre de la-. Déposé, 113. (Document n° 63)

**Loisir, Chasse et Pêche, ministère:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 681. (Document n° 603)

**Loto-Québec:-** Voir Société des loteries et courses

**Madelipèche inc:-** Décrets, contrat de vente et convention de clôture. Déposé, 467. (Document n° 437)

**Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu, ministère:-** Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 600. (Document n° 537)

**Maisons de jeunes:-** Liasse de lettres concernant le financement des-. Déposé, 240. (Document n° 198)

**Malartic:**

Rapport faisant état de certains comptes payés par la ville. Déposé, 143. (Document n° 96)

Correspondance concernant la situation financière de la ville. Déposé, 144. (Document n° 97)

**Médecins, corporation professionnelle:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 579. (Document n° 526)

**Médecins vétérinaires, Corporation professionnelle:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 414. (Document n° 385)

**Mercier, Ville:-** Deux documents du ministère de l'Environnement concernant l'usine de-. Déposé, 1021. (Document n° 919)

**Ministères:-** Liste des directions. Déposé, 140. (Document n° 93)



**Documents de la session: - Suite**

**Ministères:**

**Affaires culturelles:**

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 97. (Document n° 55)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 678. (Document n° 623)

**Affaires municipales:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 661. (Document n° 605)

**Agriculture, Pêcheries et Alimentation:**

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 171. (Document n° 145)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 801. (Document n° 762)

**Approvisionnements et Services:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 454. (Document n° 442)

**Commerce extérieur et Développement technologique:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 620. (Document n° 575)

**Communications:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 354. (Document n° 319)

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 1013. (Document n° 956)

**Communautés culturelles et Immigration:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 641. (Document n° 594)

**Conseil exécutif:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 416. (Document n° 402)

**Éducation:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 526. (Document n° 501)

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 1011. (Document n° 947)

**Énergie et des Ressources:**

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 114. (Document n° 70)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 620. (Document n° 572)

**Enseignement supérieur et Science:**

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 382. (Document n° 346)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 981. (Document n° 897)

**Environnement:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 769. (Document n° 730)

**Finances:**

Rapport financier 1987-1988. Déposé, 620. (Document n° 569)

**Documents de la session: Suite**

**Industrie et Commerce:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 496. (Document n° 478)

**Justice:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 626. (Document n° 584)

**Loisir, Chasse et Pêche:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 661. (Document n° 603)

**Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 580. (Document n° 537)

**Relations internationales:**

Lettre concernant un contrat accordé par le ministre. Déposé, 145.  
(Document n° 110)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 117. (Document n° 73)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 725. (Document n° 690)

**Revenu:**

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 57. (Document n° 21)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 844. (Document n° 790)

**Santé et Services sociaux:**

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 254. (Document n° 213)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 825. (Document n° 778)

**Solliciteur général:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 620. (Document n° 573)

**Tourisme:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 355. (Document n° 325)

**Transports:**

Correspondance concernant la rationalisation du réseau ferroviaire  
canadien. Déposé, 562. (Document n° 533)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 202. (Document n° 172)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 640. (Document n° 593)

**Travail:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 338. (Document n° 283)

**Monit International Inc.:**

Rapports annuels de Gotart Ltée et Placements Rythme Inc., filiales de-,  
fournis à la Direction du fichier central des entreprises. Déposé, 944.  
(Document n° 839)

**Documents de la session:- Suite**

**Représentations du procureur général devant la CPTA dans le dossier de la société.** Déposé, 945. (Document n° 840)

**Motocyclettes:-** Information provenant de la RAQ concernant l'immatriculation des-. Déposé, 232. (Document n° 190)

**Municipalité régionale de comté d'Acton:-** Réponse à une question écrite concernant le démantèlement de la-. Déposé, 731. (Document n° 675)

**Musée d'art contemporain de Montréal:-** Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 397. (Document n° 343)

**Musée de la civilisation:-** Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 646. (Document n° 579)

**Musée du Québec:-** Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 660. (Document n° 591)

**Neiges usées:-** Deux documents concernant l'élimination de-. Déposé, 554. (Document n° 512)

**Notaires, Chambre:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 415. (Document n° 386)

**Office de la langue française:**

Étude concernant l'état de la francisation des entreprises. Déposé, 630. (Document n° 567)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 549. (Document n° 508)

**Office de la protection du consommateur:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 339. (Document n° 273)

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 1041. (Document n° 948)

**Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris:**

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 95. (Document n° 53)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 737. (Document n° 682)

**Office de planification et de développement:**

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 72. (Document n° 23)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 531. (Document n° 491)

**Office des personnes handicapées:**

Rapport annuel 1986-1987. Déposés, 713, 811. (Documents n<sup>os</sup> 650, 758)

**Office des professions:-** Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 398. (Document n° 345)

**Documents de la session:- Suite**

**Office des ressources humaines:-** Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 105.  
(Document n° 57)

**Office des services de garde à l'enfance:**

Lettre concernant un projet de service de garde. Déposé, 481. (Document n° 448)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 139. (Document n° 88)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 511. (Document n° 476)

**Office du crédit agricole:**

Rapport annuel 1987-1988 (financement forestier). Déposé, 629. (Document n° 559)

Rapport annuel 1987-1988 (financement agricole). Déposé, 647. (Document n° 587)

**Office franco-québécois pour la jeunesse:-** Rapport annuel 1987. Déposé, 616.  
(Document n° 544)

**Opérations financières:**

États pour 1986-1987, 1987-1988 et 1988-1989. Déposés, 206. (Document n°<sup>OS</sup> 165, 167)

Sommaires pour 1987-1988, 1988-1989 et 1989-1990. Déposés, 846. (Documents n°<sup>OS</sup> 776, 777)

**Opticiens d'ordonnances, Ordre:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 1001. (Document n° 881)

**Optométristes, Ordre:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 1001. (Document n° 879)

**Organismes invités par les commissions, listes:**

CAE (pesticides, transport à Montréal). Déposés, 133, 661. (Documents n°<sup>OS</sup> 78, 595)

CAS (projet de loi 34, projet de loi 116). Déposés, 288, 737, 751.  
(Documents n°<sup>OS</sup> 230, 681, 702)

CBA (projet de loi 133). Déposé, 879. (Document n° 799)

CET (projet de loi 31). Déposé, 194. (Document n° 157)

CI (révision de la *Loi électorale*). Déposé, 359. (Document n° 304)

CC (projet de loi 78). Déposé, 470. (Document n° 439)

**Orthophonistes et audiologistes, Corporation professionnelle:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 432. (Document n° 415)

**OVEP:-** Voir Éducation populaire autonome au Québec.

**Documents de la session:- Suite**

**Pesticides:-** Document intitulé: *Politique d'utilisation des pesticides en milieu forestier*. Déposé, 133. (Document n° 77)

**Pétitions:**

- Accidents du travail, indexation des prestations aux victimes. Déposé, 1048. (Document n° 979)
- Acériculteurs, mesures demandées. Déposés, 74, 114, 140, 151, 154, 167, 168, 722. (Documents n°s 25, 26, 27, 68, 69, 90, 91, 102, 106, 107, 129, 130, 668)
- Aide sociale, réforme, parité et droits des bénéficiaires. Déposés, 257, 266, 289, 297, 318, 325, 332, 354, 355, 573, 580. (Documents n°s 208, 209, 210, 215, 216, 232, 240, 257, 258, 266, 267, 271, 272, 296, 297, 298, 299, 300, 303, 524, 532)
- Angers, construction d'une école primaire. Déposé, 1048. (Document n° 980)
- Assurance automobile, politique modifiée. Déposé, 977. (Document n° 865)
- Avortement, décision de la Cour suprême. Déposé, 233. (Document n° 195)
- Beauport, nouvelle école primaire. Déposé, 154. (Document n° 109)
- Camps familiaux, avenir. Déposés, 355, 451. (Documents n°s 301, 429)
- Centre hospitalier du Grand-Portage, recrutement de personnel. Déposé, 877. (Document n° 796)
- Centres d'accueil et d'hébergement, financement. Déposés, 283. (Document n°s 223, 224, 225)
- Centres de femmes, avenir. Déposés, 154, 159, 163, 164, 167, 177, 187, 232. (Documents n°s 108, 113, 114, 115, 116, 120, 121, 122, 127, 128, 140, 141, 154, 155, 193, 194)
- Charte de la langue française et jugement de la Cour suprême. Déposés, 630, 661, 662, 731. (Documents n°s 562, 563, 564, 565, 566, 597, 598, 599, 600, 678)
- Chibougamau, absence de services pharmaceutiques. Déposé, 445. (Document n° 425)
- CLSC La Chenaie, budget. Déposé, 841. (Document n° 775)
- CLSC Partage des eaux, budget. Déposé, 489. (Document n° 454)
- Colline parlementaire, développement immobilier. Déposé, 739. (Document n° 689)
- Commission de la santé et de la sécurité du travail, cas traités et indexation des prestations. Déposés, 785, 1048. (Documents n°s 728, 979)
- Commission scolaire de Rivière-du-Loup, qualité de l'éducation. Déposé, 373. (Document n° 333)
- Commission scolaire des Manoirs, agrandissement ou nouvelles écoles. Déposés, 837, 850. (Documents n°s 769, 781)
- Curatelle publique, amendements à la loi. Déposés, 545, 935. (Document n° 506, 833)
- Dépotoir de pneus (Saint-Amable). Déposé, 450. (Document n° 428)
- Détenus, maintien du programme d'aide sociale. Déposé, 1048. (Document n° 977)

Documents de la session: - Suite

- Dimanche, fermeture des commerces. Déposés, 207, 417, 439, 471, 481, 489, 499, 507, 517, 518, 526, 527, 531, 537, 553, 601, 616, 641, 722, 773. (Documents n<sup>os</sup> 170, 404, 405, 421, 443, 447, 452, 453, 464, 465, 471, 472, 473, 474, 482, 483, 486, 487, 488, 490, 493, 495, 496, 497, 498, 499, 511, 540, 547, 577, 671, 713, 714)
- Dimanche, ouverture des marchés aux puces. Déposé, 422. (Document n° 409)
- École secondaire La Mennais (Mascouche), agrandissement. Déposé, 837. (Document n° 770)
- Femmes mariées sous le régime de la séparation de biens, injustice sociale subie. Déposés, 355, 401, 747, 825. (Documents n<sup>os</sup> 302, 365, 700, 765)
- Enseignement privé, financement. Déposé, 797. (Document n° 742)
- Étudiants en techniques policières, période d'attente imposée. Déposés, 163, 167, 171, 177, 182. (Documents n<sup>os</sup> 119, 125, 126, 133, 134, 139, 148)
- Films, présentation dans la langue d'origine. Déposés, 202. (Documents n<sup>os</sup> 161, 162, 163)
- Garderies, financement du réseau actuel. Déposé, 177. (Document n° 142)
- Génocide arménien, condamnation. Déposé, 810. (Document n° 757)
- Handicapés de la région 04, ressources demandées. Déposé, 732. (Document n° 679)
- Hôpital du Haut-Richelieu et centre Gertrude-Lafrance, budget. Déposé, 624. (Document n° 555)
- Industrie de pâtes et papiers, limitation des traitements chimiques. Déposé, 1048. (Document n° 981)
- Industrie du bois de sciage. Déposés, 796. (Documents n<sup>os</sup> 735, 736)
- Institut Armand-Frappier, avenir. Déposé, 797. (Document n° 743)
- Kahnawake, concurrence déloyale des commerçants. Déposé, 186. (Document n° 150)
- Les Relevailles, activités. Déposé, 444. (Document n° 424)
- Maison d'hébergement pour les jeunes, financement. Déposé, 758, 778, 991. (Documents n<sup>os</sup> 710, 721, 873)
- Mascouche-Centre, école primaire. Déposé, 850. (Document n° 783)
- Massif de Petite-Rivière-Saint-François, réalisation du projet. Déposé, 74. (Document n° 29)
- Méto-Transplantation (bloc coeur-poumons). Déposé, 1025. (Document n° 938)
- MRC Denis-Riverin, usine de transformation du bois demandée. Déposé, 164. (Document n° 123)
- Northern Telecom (Aylmer), fermeture. Déposé, 871. (Document n° 793)
- Office des personnes handicapées, fonds additionnels. Déposé, 802. (Document n° 750)
- Port-Cartier, embauche de travailleurs forestiers. Déposé, 233. (Document n° 196)
- Produits irradiés, étiquetage et mise en marché. Déposé, 266. (Document n° 217)

**Documents de la session:- Suite**

- Projet de loi 107 (instruction publique), retrait demandé. Déposé, 617. (Document n° 548)
- Projet de loi 178, abrogation. Déposé, 731. (Document n° 678)
- Réforme électorale, opposition. Déposés, 186, 212. (Documents n°s 151, 152, 153, 174, 175)
- Région 01, annexion d'un secteur. Déposé, 223. (Document n° 187)
- Saguenay, centre hospitalier pour soins à long terme demandé. Déposé, 1048. (Document n° 978)
- Saint-Louis-de-Terrebonne, école primaire. Déposé, 850. (Document n° 782)
- Schefferville, expropriation de résidents. Déposé, 240. (Document n° 199)
- Senneterre, entreposage de BPC. Déposés, 74, 148. (Documents n°s 28, 100)
- Services de garde à l'enfance, politique et financement du réseau actuel. Déposés, 177, 715, 721, 739, 747, 753, 757, 777, 778, 785, 789, 791, 796, 806. (Documents n°s 142, 656, 667, 687, 688, 701, 706, 708, 709, 719, 720, 724, 725, 726, 727, 731, 734, 737, 738, 739, 740, 741, 751, 752, 753, 754)
- Système administratif actuel, opposition. Déposé, 318. (Document n° 256)
- Taxe fédérale sur les repas, opposition. Déposé, 773. (Document n° 715)
- Thérapie, autres formes légalisées. Déposés, 684, 722. (Documents n°s 620, 669, 670)
- Transport dans la région de Montréal, échéances du Plan 1988-1998. Déposé, 527. (Document n° 489)

**Pharmaciens, Ordre:**

- Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 415. (Document n° 387)

**Photocartothèque québécoise:-** Liste de prix des documents diffusés par la-  
Déposé, 462. (Document n° 436)

**Physiothérapeutes, Corporation professionnelle:**

- Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 415. (Document n° 388)

**Placements Rythme Inc. et Gotart ltée:-** Rapports annuels tel que fournis à la  
Direction du fichier central des entreprises. Déposé, 944. (Document n° 839)

**Plan quinquennal d'investissements universitaires 1987-1992:**

- Cadre de référence. Déposé, 255. (Document n° 203)
- Décret 401-88 concernant l'approbation du-. Déposé, 256. (Document n° 204)

**Plan quinquennal d'investissements universitaires 1988-1993:**

- Cadre de référence. Déposé, 698. (Document n° 627)
- Décret 115-89 concernant l'approbation du-. Déposé, 698. (Document n° 628)

**Podiatres, Ordre:**

- Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 1001. (Document n° 880)

**Documents de la session:- Suite**

**Politique d'utilisation des pesticides en milieu forestier:-** Document déposé, 133. (Document n° 77)

**Politique sur les services de garde à l'enfance:-** Document d'orientation déposé, 511. (Document n° 477)

**Pour un meilleur équilibre:-** Politique sur les services de garde à l'enfance contenue dans un document intitulé:- Déposé, 511. (Document n° 477)

**Pourvoirie Club de chasse et pêche Archer:-** Correspondance concernant une demande d'agrandissement du territoire. Déposé, 168. (Document n° 131)

**Premier ministre, cabinet:-** Lettre concernant une demande d'appui pour un emploi à la Baie James. Déposé, 140. (Document n° 92)

**Président de l'Assemblée nationale:**

Décision (private ruling) concernant l'inscription d'un préavis au *Feuilleton*. Déposé, 663. (Document n° 601)

Lettre dénonçant une intervention de la député de Maisonneuve relativement à la recevabilité de certains amendements à un projet de loi. Déposé, 579. (Document n° 527)

**Proclamation du Premier ministre (Semaine des précipitations acides):-** Déposé, 268. (Document n° 218)

**Programme APPORT:-** Réponse à une question écrite. Déposé, 683. (Document n° 611)

**Programme PADEL:-** Réponse à une question écrite concernant les lettres acheminées aux organismes bénéficiaires du-. Déposé, 444. (Document n° 423)

**Programme SUPRET:-** Communiqué de presse concernant les demandes de prestations. Déposé, 241. (Document n° 201)

**Protecteur du citoyen:-** Rapport annuel pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 1987 au 31 mars 1988. Déposé, 647. (Document n° 588)

**Protection de la vie privée:-** Rapport 1987 relatif aux autorisations obtenues en vertu de la Loi sur la-. Déposé, 139. (Document n° 87)

**Psychologues, Corporation professionnelle:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 415. (Document n° 389)

**Radio-Québec:** Voir Société de radio-télévision du Québec.



**Documents de la session:- Suite**

**Rapport Audet:-** Rapport du Comité sur l'orientation de la politique relative à la forêt privée. Déposé, 497. (Document n° 458)

**Rapport Parent, vingt-cinq ans après:-** Rapport annuel 1987-1988 du Conseil supérieur de l'éducation. Déposé, 646. (Document n° 580)

**Recensement 1988 (annulation):-** Correspondance déposée, 94. (Document n° 52)

**Recherche & Développement:-** Réponse à une question écrite concernant le coût des mesures fiscales. Déposé, 600. (Document n° 538)

**Référendum au Nouveau-Québec:-** Rapport du DGE sur la tenue d'un-. Déposé, 353. (Document n° 287)

**Réforme des institutions financières:-** Document sur le décloisonnement des institutions financières. Déposé, 134. (Document n° 79)

**Réforme électorale:-** Voir **Révision de la Loi électorale.**

**Régie de la sécurité dans les sports:-** Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 458. (Document n° 432)

**Régie de l'assurance automobile:**

Rapport annuel 1987. Déposé, 369. (Document n° 309)

Rapport annuel 1988. Déposé, 1020. (Document n° 914)

**Régie de l'assurance-dépôts:**

Rapport annuel 1987. Déposé, 181. (Document n° 146)

Rapport annuel 1988. Déposé, 802. (Document n° 749)

**Régie de l'assurance-maladie:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 371. (Document n° 323)

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 977. (Document n° 864)

**Régie de l'électricité et du gaz:**

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 127. (Document n° 74)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 640. (Document n° 571)

**Régie des assurances agricoles:**

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 221. (Document n° 179)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 647. (Document n° 585)

**Régie des entreprises en construction:**

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 369. (Document n° 312)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 629. (Document n° 558)

**Documents de la session:- Suite**

**Régie des installations olympiques:**

Rapport annuel 1987. Déposé, 301. (Document n° 242)

Rapport annuel 1988. Déposé, 757. (Document n° 707)

**Régie des loteries et courses:-** Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 459.  
(Document n° 434)

**Régie des permis d'alcool:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 369. (Document n° 310)

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 1011. (Document n° 898)

**Régie des rentes:**

Analyse actuarielle du Régime de rentes au 31 décembre 1988. Déposé,  
1002. (Document n° 892)

Certificats actuariels relatifs aux projets de loi 124 et 146. Déposé, 968.  
(Document n° 857)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 369. (Document n° 314)

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 1043. (Document n° 955)

**Régie du cinéma:-** Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 698. (Document n° 624)

**Régie du logement:-** Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 497. (Document n° 457)

**Réimpression du projet de loi 116 (régimes complémentaires de retraite):-**  
Déposé, 904. (Document n° 820)

**Relations internationales, ministère:**

Lettre concernant un contrat accordé par le ministre. Déposé, 155. (Document  
n° 110)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 127. (Document n° 73)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 745. (Document n° 690)

**Remise des droits et peines:-** Rapport pour la période du 28 février 1986 au 8  
mars 1988. Déposé, 122. (Document n° 72)

**Réseau ferroviaire canadien, rationalisation:-** Correspondance déposée, 582.  
(Document n° 533)

**Revenu, ministère:**

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 65. (Document n° 21)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 868. (Document n° 790)

**Révision de la Loi électorale:-** Document de réflexion et de consultation.  
Déposé, 66. (Document n° 22)

**Documents de la session:- Suite**

**Rexfor: Voir Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers**

**Rocheleau, Gilles:-** Lettre de démission en tant que député de Hull. Déposé, 399. (Document n° 352)

**Sages-femmes:-** Lettre à la ministre de la Santé et des Services sociaux concernant l'intégration progressive des sages-femmes au système de santé. Déposé, 774. (Document n° 716)

**Saint-Laurent:**

Affidavit concernant des décisions prises par le conseil municipal et montant des contributions versées au Parti libéral du Québec. Déposé, 1049. (Document n° 983)

Correspondance concernant des transactions immobilières. Déposé, 135. (Document n° 86)

**Saint-Lin:**

Lettre du président de la CPTA concernant le dézonage de terres agricoles. Déposé, 1026. (Document n° 941)

Quatre décisions de la CPTA concernant le dézonage de terres agricoles. Déposé, 1014. (Document n° 910)

**Santé et Services sociaux, ministère:**

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 266. (Document n° 213)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 849. (Document n° 778)

**Schefferville:-** Correspondance concernant les indemnités rattachées au départ de certains résidents. Déposé, 240. (Document n° 200)

**Secrétariat aux Affaires intergouvernementales canadiennes:**

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 12. (Document n° 3)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 709. (Document n° 646)

**Semaine des précipitations acides de la Nouvelle-Angleterre et de l'est du Canada:-** Proclamation du Premier ministre. Déposé, 268. (Document n° 218)

**Sidbec:**

Rapport annuel 1987. Déposé, 323. (Document n° 260)

Rapport annuel 1988. Déposé, 849. (Document n° 779)

**Société d'aménagement de l'Outaouais:-** Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 681. (Document n° 606)

**Documents de la session:- Suite**

**Société de développement de la Baie James:-** Rapport annuel 1987. Déposé, 682.  
(Document n° 607)

**Société de développement des coopératives:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 370. (Document n° 316)

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 1044. (Document n° 960)

**Société de développement industriel:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 398. (Document n° 349)

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 1044. (Document n° 959)

**Société de la Place des Arts de Montréal:-** Rapport annuel pour l'exercice  
terminé le 2 septembre 1987. Déposé, 105. (Document n° 56)

**Société d'énergie de la Baie-James:-** Rapport concernant le contrat accordé à  
Construction Cris. Déposé, 991. (Document n° 874)

**Société de radio-télévision du Québec:**

Lettre relative aux attentes du gouvernement. Déposé, 572. (Document n° 520)

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 105. (Document n° 59)

**Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers (REXFOR):**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 353. (Document n° 286)

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 1021. (Document n° 918)

**Société des alcools:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 369. (Document n° 315)

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 911. (Document n° 825)

**Société des établissements de plein air:-** Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 681.  
(Document n° 604)

**Société des loteries et courses:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 351. (Document n° 280)

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 1041. (Document n° 946)

**Société des traversiers:**

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 195. (Document n° 159)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 600. (Document n° 536)

**Société d'habitation du Québec:**

Rapport annuel 1987. Déposé, 370. (Document n° 318)

Réponse à une question écrite concernant les programmes d'aide. Déposé, 176.  
(Document n° 137)

**Documents de la session:- Suite:**

**Société du Grand Théâtre de Québec:**

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 61. (Document n° 11)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 698. (Document n° 625)

**Société du Parc des expositions agro-alimentaires:-** Rapport annuel 1986. Déposé, 12. (Document n° 4)

**Société du Parc industriel du centre du Québec:-** Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 616. (Document n° 543)

**Société générale des industries culturelles:-** Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 458. (Document n° 431)

**Société générale du cinéma:-** Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 368. (Document n° 305)

**Société immobilière du Québec:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 370. (Document n° 321)

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 1021. (Document n° 917)

**Société Inter-Port:-** Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 398. (Document n° 350)

**Société nationale de l'amiante:**

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 176. (Document n° 136)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 720. (Document n° 659)

**Société québécoise d'assainissement des eaux:-** Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 450. (Document n° 426)

**Société québécoise des transports:**

Rapport annuel 1986. Déposé, 127. (Document n° 76)

Rapport annuel 1987. Déposé, 432. (Document n° 416)

**Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM):**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 371. (Document n° 324)

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 1044. (Document n° 958)

**Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ):-** Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 646. (Document n° 581)

**Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA):**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 393. (Document n° 338)

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 1020. (Document n° 913)

**Documents de la session:- Suite**

**Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP):**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 368. (Document n° 307)

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 1000. (Document n° 877)

**Soligaz:-** Lettre au ministre fédéral de l'Énergie, des Mines et des Ressources.  
Déposé, 816. (Document n° 761)

**Solliciteur général, ministère:-** Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 640.  
(Document n° 573)

**Sûreté du Québec:**

Rapport annuel 1987. Déposé, 221. (Document n° 180)

Rapport annuel 1988. Déposé, 1020. (Document n° 912)

**Table ronde québécoise sur l'environnement et l'économie:-** Pochette  
d'information et rapports du Groupe de travail national. Déposé, 1039.  
(Document n° 944)

**Techniciens et techniciennes dentaires, Corporation professionnelle:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 415. (Document n° 390)

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 1076. (Document n° 988)

**Techniciens en radiologie, Ordre:**

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 413. (Document n° 368)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 415. (Document n° 391)

**Technologistes médicaux, Corporation professionnelle:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 415. (Document n° 392)

Rapport annuel 1988-1989. Déposé, 1002. (Document n° 890)

**Technologues des sciences appliquées, Ordre:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 415. (Document n° 393)

**Thetford Mines:-** Correspondance relative à un projet de voie rapide. Déposé,  
289. (Document n° 233)

**Tourisme, ministère:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 371. (Document n° 325)

**Tournoi de golf CGP:-** Lettre concernant une activité organisée dans le cadre de  
la campagne de financement du Parti libéral. Déposé, 806. (Document n° 755)

**Transports, ministère:**

Correspondance relative au projet de rationalisation du réseau ferroviaire  
canadien. Déposé, 582. (Document n° 533)

**Documents de la session:- Suite**

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 212. (Document n° 172)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 660. (Document n° 593)

**Travail, ministère:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 352. (Document n° 283)

**Travailleurs sociaux, Corporation professionnelle:**

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 413. (Document n° 369)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 1001. (Document n° 886)

**Urbanistes, Corporation professionnelle:**

Rapport annuel 1986-1987. Déposé, 413. (Document n° 370)

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 1001. (Document n° 887)

**Urgences Santé:-** Notes de services concernant la suspension de deux techniciens ambulanciers. Déposé, 213. (Document n° 176)

**Usines de produits marins:-** Liste des usines ne respectant pas les normes gouvernementales. Déposé, 107. (Document n° 62)

**Valcurs mobilières:**

Avant-projet de loi modifiant la loi. Déposé, 682. (Document n° 608)

Entente Québec-Canada. Déposé, 113. (Document n° 64)

Rapport quinquennal sur la mise en oeuvre de la loi. Déposé, 113. (Document n° 63)

**Vérificateur général:**

Rapport annuel 1987-1988. Déposé, 561. (Document n° 515)

Rapport annuel 1987-1988 (vérification des comptes). Déposé, 399. (Document n° 357)

**Ville Saint-Laurent:**

Affidavit concernant des décisions prises par la Ville et montant des contributions versées au Parti libéral. Déposé, 1049. (Document n° 983)

Correspondance concernant des transactions immobilières. Déposé, 135. (Document n° 86)

**Voyage en Asie de l'ex-ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration:-** Réponse à une question écrite. Déposé, 1044. (Document n° 961)

**Whip adjoint du gouvernement:-** Lettre désignant M. Poulin (Chauveau) comme quatrième-. Déposé, 944. (Document n° 837)

**Zonage agricole:-** Voir Dézonage agricole

## ÉLECTIONS PARTIELLES

M. Gaston Blackburn, député de Roberval, 397.  
M. René Serge Larouche, député d'Anjou, 397.  
M. Robert LeSage, député de Hull, 933.  
M. Norman MacMillan, député de Papineau, 933.

## INTERPELLATIONS

Aide sociale, 82.  
Avis du Conseil de la Science et de la Technologie, 170, 182, 188.  
Commission de la santé et de la sécurité du travail, détérioration des services offerts, 803.  
Éducation des adultes, 242.  
Environnement, 218.  
Français au Québec, 157.  
Imbroglia fédéral-provincial relatif aux programmes de formation professionnelle, d'assurance-chômage, d'aide sociale et de congés de maternité, 813.  
Politique de la santé, absence, 453.  
Politique énergétique, 495.  
Politique familiale, 274, 320.  
Réseau routier, état déplorable et insuffisance inacceptable des budgets, 855.  
Retraités et pré-retraités, situation, 474.  
Situation économique et problèmes de chômage à Montréal, détérioration, 829.  
Territoires fauniques, 63.  
Transport ambulancier, 418.  
Transport dans la région de Montréal, 432.

## INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

Intervention du leader de l'Opposition concernant le ministre de l'Environnement. Question prise en délibéré, 401. Décision, 407. (Voir *Journal des débats*, pp. 2530, 2568)  
Décision du député de Duplessis de quitter le caucus du Parti Québécois, 701. (Voir *Journal des débats*, p. 4713). Le député de Duplessis réintègre le caucus du Parti Québécois, 816. (Voir *Journal des débats*, p. 5376)  
Faits contenus dans un article de *La Presse* concernant le ministre des Relations internationales, 155. (Voir *Journal des débats*, p. 657)  
Propos tenus à l'endroit du chef de l'Opposition; décision, 168. (Voir *Journal des débats*, p. 700)



## **MOMENT DE RECUEILLEMENT**

Minute de silence observée à la mémoire de M. René Lévesque, 437.

## **MOTIONS (Art. 97 du Règlement)**

Catastrophe de Saint-Basile-le-Grand, commission d'enquête demandée. Débat, 429. Vote reporté, 447. Motion rejetée (Vote n° 33), 451.

Charte de la langue française:

Abrogation du projet de loi 178. Débat, 711. Vote reporté, 734. Motion rejetée (Vote n°62), 739.

Adoption du principe du projet de loi 191. Débat, 869, 887.

Renforcement exigé. Ordre, 418. Débat; vote reporté, 555. Motion rejetée (Vote n° 37), 562.

Retrait dans le projet de loi C-72 des dispositions non conformes à la-, 173. Débat, 179. Vote reporté, 198, 199. Motion rejetée (Vote n° 12), 202-204.

Condition féminine, respect des promesses du gouvernement. Débat; vote reporté, 754. Motion rejetée (Vote n° 63), 758.

Déchets dangereux, négligence du gouvernement. Débat, 826. Vote reporté, 851. Motion rejetée (Vote n° 66), 854.

Garderies, respect des compétences du Québec, 224. Débat; amend. recevable (décision); 2<sup>e</sup> amend.; votes reportés, 234-236. 1<sup>er</sup> amend. adopté (Vote n° 17); 2<sup>e</sup> amend. rejeté (Vote n° 18); motion amendée adoptée (Vote n° 19), 247-251.

Immigrants, intégration à la majorité francophone, 90. Débat, 103. Amend. recevable (décision); votes reportés, 124. Amend. adopté (Vote n° 8); motion amendée adoptée (Vote n° 9), 128-130.

Jeunesse, respect des engagements électoraux. Débat, 509. Vote reporté au 2 décembre (consentement), 528. Motion rejetée (Vote n° 36), 538.

Magasins d'alimentation, fermeture le dimanche. Débat, 468. Vote reporté au 22 novembre (consentement), 491. Motion rejetée (Vote n° 35), 500.

## **MOTIONS DE CENSURE (Art. 304 du Règlement)**

Économie, abandon des grands objectifs. Débat; ordre concernant le droit de réplique; vote reporté, 716, 717. Motion rejetée (Vote n° 61), 722.

#### **Motions de censure:- Suite**

Engagements électoraux de 1985 reniés. Débat; motion rejetée (Vote n° 80), 952.

Jugement de la Cour suprême, solution dangereuse adoptée. Débat; motion rejetée (Vote n° 59), 664.

Projet de loi C-72, compétences linguistiques menacées. Débat; vote reporté, 359.  
Motion rejetée (Vote n° 28), 373.

Propos tenus par le ministre responsable de la Charte de la langue française.  
Débat; motion rejetée (Vote n° 20), 275.

Défense des intérêts du Québec, mollesse et attentisme du gouvernement. Débat;  
vote reporté, 419. Motion rejetée (Vote n° 30), 423.

#### **MOTIONS DE CLÔTURE**

##### **Commission des affaires sociales:**

Rapport relatif au projet de loi 37. Réunion des leaders, 551. Motion proposée, 552. Débat; vote reporté, 557. Motion adoptée (Vote n° 38), 564.

Rapport relatif au projet de loi 34. Réunion des leaders; motion proposée, 568. Débat; décision du Président; motion adoptée (Vote n° 39), 576.

#### **MOTIONS DE REPORT**

Projet de loi 31 (industrie de la construction), 270, 290 (Vote n° 24).

Projet de loi 37 (sécurité du revenu), 348 (Vote n° 26).

Projet de loi 107 (instruction publique), 433 (Vote n° 31).

#### **MOTIONS DE SUSPENSION DES RÈGLES DE PROCÉDURE**

Motions adoptées, 277, 306, 636, 830. (Voir aussi **SÉANCES SPÉCIALES**)

#### **MOTIONS DU GOUVERNEMENT**

Tenue d'un recensement en 1988. Débat; document n° 52 déposé; débat ajourné, 94. Débat terminé; vote reporté, 111. Motion rejetée (Vote n° 7), 114-116.

#### **MOTIONS SANS PRÉAVIS**

Année de l'entraîneur, 704.

**Motions sans préavis:- Suite**

- Arcand, Denys**, félicitations pour le Prix du jury au Festival de Cannes, 879.
- Argentine**, félicitations au nouveau président, Carlos Menem, 843.
- Arménie**, 73<sup>e</sup> anniversaire du génocide arménien, 156, 787; sympathie exprimée au peuple arménien (séisme), 574; 74<sup>e</sup> anniversaire du génocide, 787.
- Augustines et Ursulines**, 350<sup>e</sup> anniversaire de leur arrivée au Québec, 894.
- Back, Frédéric**, félicitations pour l'Oscar obtenu, 136.
- Bellemare, Maurice**, condoléances, 1003.
- Bicentenaire de la Révolution française**, 989.
- Brunet, Claude**, condoléances, 403.
- Canards illimités Canada**, 50<sup>e</sup> anniversaire, 223.
- Chili**, solidarité exprimée au peuple chilien, 404.
- Cirque du soleil**, félicitations, 258.
- Commissaire aux langues officielles**, propos dénoncés. Amend. proposé; votes reportés, 101. Amend. adopté (Vote n° 5); motion amendée adoptée (Vote n° 6), 107-110.
- Côté, Dr. Gilles**, félicitations pour avoir effectué la première angioplastie au laser, 532.
- Crête, M<sup>c</sup> Marcel**, condoléances, 67.
- Décennie mondiale du développement culturel**, 702.
- Déclaration universelle des droits de l'homme**, 40<sup>e</sup> anniversaire, 573.
- Diori, M. Hamani**, condoléances, 797.
- Élection générale au Nouveau-Québec**, félicitations aux candidats inuit élus, 782.
- Fédération québécoise de la faune**, félicitations pour le prix Doug-Clark, 390.
- Fête des travailleurs**, 172, 803.
- Fête nationale des Québécois**, 394.
- Flames de Calgary**, félicitations pour la Coupe Stanley, 880.
- Fleurdelisé**, 40<sup>e</sup> anniversaire, 223.
- FTQ-construction**, condoléances aux familles des quatre permanents décédés, 14.
- Gascon, Jean**, condoléances à la famille, 155.
- Génocide arménien**, anniversaire, 156, 787.
- Gordon, Mark**, condoléances, 775.
- Grégoire, Mgr Paul**, accession au cardinalat, 258.
- Jeux du Québec (Matane)**, 710.
- Jeux Olympiques (Séoul)**, félicitations à Caroline Waldo et Victor Davis, 404.
- Jeux paralympiques (Séoul)**, félicitations aux participants, 439.
- Jeux scolaires**, tenue des premiers jeux à Beauport, 156.
- Jour du souvenir**, 471.
- Journée des Patriotes**, 494.
- Journée internationale de l'infirmière et de l'infirmier**, 204.
- Journée internationale des femmes**, 10, 703.
- Journée internationale des musées**, 214, 873.
- Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale**, 725.
- Journée mondiale de lutte contre le sida**, 532.
- Journée mondiale du théâtre**, 110.
- Lachance, Marcel**, condoléances, 459.

**Motions sans préavis:- Suite**

- Lacoursière, M. Luc**, condoléances, 843.
- Lauzon, Jean-Claude**, félicitations pour les prix Génie, 102.
- Leclerc, Félix**, condoléances, 402.
- Lévesque, père Georges-Henri**, félicitations pour le prix "Jeunesse-Éducation", 144.
- Maires et conseillers municipaux**, élections, 460.
- Marchand, Jean**, condoléances, 402.
- Martin, Mgr Albertus**, hommage rendu, 842.
- McKenzie, Mme Francine C.**, condoléances, 325.
- Mitterand, François**, ré-élection comme président de la France, 197.
- Mois de la nutrition**, 715.
- Mois de l'environnement**, 178, 806.
- Nation malécite**, reconnaissance, 880.
- Nouveau-Québec**, félicitations aux candidats inuit élus à l'élection générale, 782.
- Ordre des arts et des lettres**, félicitations aux six récipiendaires, 312.
- Ordre du mérite agricole**, 100<sup>e</sup> anniversaire, 759.
- Ouimet, Alphonse**, condoléances, 662.
- Pellan, Alfred**, condoléances, 440.
- Prix du Québec 1988**, félicitations aux récipiendaires, 403.
- Prix Méritas**, félicitations aux récipiendaires, 581.
- Programme d'aide à la rénovation Canada-Québec**, coupures fédérales dénoncées, 1052.
- Proulx, abbé Maurice**, condoléances, 305.
- Quintal, M. Léopold**, félicitations pour le prix Roland-Michener, 390.
- Rocard, Michel**, nomination au poste de premier ministre de la France, 197.
- Rolland, Brigitte**, félicitations pour le Prix d'Europe, 332.
- Rousseau, Mme Yvette**, condoléances, 88.
- Saguenay-Lac-Saint-Jean**, ouananiche comme emblème, 156; 150<sup>e</sup> anniversaire de la région, 312.
- Séguin, Fernand**, condoléances, 390.
- Semaine d'appréciation de la jeunesse**, 473.
- Semaine de l'action bénévole**, 782.
- Semaine de la chanson française d'ici**, 257, 886..
- Semaine de la conservation de la faune**, 136, 770.
- Semaine de l'âge d'or**, 233, 873.
- Semaine de la municipalité**, 286, 927.
- Semaine de la police**, 208, 842.
- Semaine de l'arbre et des forêts**, 169, 813.
- Semaine de la santé et de la sécurité du travail**. Amend. proposé; motion amendée adoptée, 403.
- Semaine de l'entreprise**, 164, 813.
- Semaine de lutte contre les précipitations acides de la Nouvelle-Angleterre et de l'est du Canada**, 268, 886.
- Semaine de sensibilisation à la prévention de la toxicomanie**, 481.
- Semaine internationale des précipitations acides**, 268, 886.

**Motions sans préavis:- Suite**

**Semaine nationale de sensibilisation au tourisme, 214, 842.**

**Semaine nationale des transports, 937.**

**Semaine nationale pour l'intégration des personnes handicapées, 241, 928.**

**Semaine Québec en forme, 217, 873.**

**Semaine québécoise de l'action bénévole, 149.**

**Spraggett, Kevin, félicitations pour sa participation au Championnat du monde des échecs, 725.**

**Tremblay, Sylvie, félicitations pour le prix CIEL-Raymond-Lévesque, 141.**

**Ukrainiens, millénaire de l'adoption de la foi chrétienne, 377.**

**Ursulines et Augustines, 350<sup>e</sup> anniversaire de leur arrivée au Québec, 894.**

Motions non débattues faute de consentement, 81, 187 (M. Boulerice); 123 (M. Parent); 160 (M. Brassard); 240, 452, 770 (M. Chevette); 760 (Mme Blackburn); 868 (M. Blais).

**NOMINATIONS**

**Commission d'accès à l'information:**

M<sup>e</sup> Jacques O'Bready nommé président, 356 (Vote n° 27).

**Commission de la fonction publique:**

M. Gilles R. Tremblay nommé membre, 816 (Vote n° 64).

**Institut de recherche et d'information sur la rémunération:**

Mme Nicole P. Gendreau nommée vice-présidente, 472 (Vote n° 34).

**PROJETS DE LOI (*par ordre alphabétique*)**

**Abrogation de certaines dispositions législatives:-** Loi portant-. Projet de loi 20.

**Accès aux documents des organismes publics:-** Loi modifiant la Loi sur l'-. et sur la protection des renseignements personnels et la Loi sur la sécurité du revenu. Projet de loi 154.

**Accidents du travail et maladies professionnelles:**

Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 29.

Loi modifiant la Loi sur les-, et la Loi sur les accidents du travail. Projet de loi 74.

**Acquisition de voitures pour la ligne de trains entre les villes de Montréal et de Rigaud:-** Loi sur l'-. Projet de loi 91.

**Agronomes:-** Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 45.

**Projets de loi:- Suite**

**Aide aux victimes d'actes criminels:-** Loi sur l'-. Projet de loi 8.

**Allocations d'aide aux familles:-** Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 157.

**Allocations familiales:-** Loi modifiant la Loi sur les-, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 73.

**Aluminerie dans la région de Sept-Îles:-** Loi relative à l'implantation d'une-. Projet de loi 195.

**Aménagement et urbanisme et autres dispositions législatives:-** Loi modifiant la Loi sur l'-. Projet de loi 130.

**Anjou:**

Loi concernant Ville d'-. Projet de loi 218.

Loi concernant les limites territoriales de Ville d'-. Projet de loi 274.

**Assemblée nationale:-** Loi modifiant la Loi sur l'-. Projet de loi 153.

**Association athlétique et sociale Hull Volant Inc.:-** Loi concernant l'-. Projet de loi 270.

**Assurance automobile:**

Loi modifiant la Loi sur l'-, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 92.

Loi modifiant la Loi sur l'-. Projet de loi 133.

**Assurance-maladie:**

Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et modifiant la Loi sur l'-.  
Projet de loi 103.

Loi modifiant la Loi sur l'-, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 139.

**Assurance-prêts agricoles et forestiers:-** Loi modifiant la Loi sur l'-. Projet de loi 49.

**Assurances:-** Loi sur le contrôle de certains intermédiaires du marché des-.  
Projet de loi 113.

**AY Unergie Inc.:-** Loi concernant-. Projet de loi 260.

**Bibliothèque nationale du Québec:-** Loi sur la-. Projet de loi 43.

**Bromont:-** Loi concernant la Ville de-. Projet de loi 232.

**Projets de loi:- Suite**

**Cadastre:-** Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le-. Projet de loi 11.

**Caisses d'épargne et de crédit:-** Loi sur les-. Projet de loi 70.

**Centre de Ski Le Relais Inc.:-** Loi concernant le-. Projet de loi 208.

**Charte de la langue française:**

Loi modifiant la-. Projet de loi 178.

Loi modifiant la-, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 191.

**Charte de la ville de Beauport:-** Loi modifiant la-. Projet de loi 290.

**Charte de la ville de Coaticook:-** Loi refondant la-, et validant certaines acquisitions. Projet de loi 269.

**Charte de la ville de Gatineau:-** Loi modifiant la-. Projet de loi 237.

**Charte de la ville de Hull:-** Loi modifiant la-. Projet de loi 243.

**Charte de la Ville de Montréal:-** Loi modifiant la-. Projets de loi 200, 255, 264.

**Charte de la ville de Québec:-** Loi modifiant la-. Projets de loi 258, 287.

**Charte de la ville de Saint-Hyacinthe:-** Loi modifiant la-. Projet de loi 235.

**Charte des droits et libertés de la personne:-** Loi modifiant la-, concernant la Commission et instituant le Tribunal des droits de la personne. Projet de loi 140.

**Chimistes professionnels:-** Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 47.

**Club de Golf La Pruchière Inc.:-** Loi concernant-. Projet de loi 277.

**Club des Portes de l'Estric Inc.:-** Loi concernant le-. Projet de loi 242.

**Code civil:**

Loi modifiant le-, en matière de copropriété et d'emphytéose. Projet de loi 3.

Loi modifiant le Code civil et le Code de procédure civile en matière familiale. Projet de loi 4.

Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec et le-, en matière de bail d'un logement à loyer modique. Projet de loi 136.

Loi sur le curateur public et modifiant le-, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 145.

**Projets de loi:- Suite**

Loi modifiant le-, et d'autres dispositions législatives afin de favoriser l'égalité économique des époux. Projet de loi 146.

Loi modifiant le-, et le Code de procédure civile. Projet de loi 158.

**Code de la sécurité routière:-** Loi modifiant le-. Projet de loi 77.

**Code de procédure civile:**

Loi modifiant le-, concernant le recouvrement de pensions alimentaires. Projet de loi 33.

Loi modifiant le-. Projets de loi 82, 123.

Loi modifiant le-, et le Code de procédure civile. Projet de loi 158.

**Code de procédure pénale:-** Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'application du-. Projet de loi 137.

**Code des professions:-** Loi modifiant le-. Projet de loi 22.

**Collège de Saint-Césaire:-** Loi concernant le-. Projet de loi 259.

**Collège militaire Royal de Saint-Jean:-** Loi modifiant la Loi sur le-. Projet de loi 204.

**Collège Morrin:-** Loi modifiant l'Acte pour incorporer le-. Projet de loi 254.

**Comité d'enfouissement sanitaire d'Argenteuil - Deux-Montagnes:-** Loi concernant le-. Projet de loi 268.

**Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec:-** Loi sur la-. Projet de loi 256.

**Commission municipale:-** Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 121.

**Communauté grecque orthodoxe de la Ville de Laval:-** Loi concernant La-. Projet de loi 266.

**Communauté urbaine de Montréal:-** Loi modifiant la-, la Loi sur le ministère des Transports et la Loi sur les transports. Projet de loi 143.

**Communauté urbaine de Québec:**

Loi modifiant la Loi sur la-, et d'autres dispositions législatives en matière de promotion et de développement industriels. Projet de loi 27.

Loi modifiant la Loi sur la-, concernant la paroisse de Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport. Projet de loi 53.



**Projets de loi:- Suite**

**Compagnie de chemin de fer de Roberval-Saguenay:-** Loi modifiant la Loi constituant en corporation la-. Projet de loi 230.

**Comptables agréés:-** Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 48.

**Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec:-** Loi remplaçant la Loi concernant La-. Projet de loi 279.

**Conseil consultatif sur l'emploi et la sécurité du revenu:-** Loi sur le-. Projet de loi 41.

**Conseil de la famille:-** Loi sur le-. Projet de loi 94.

**Conservation et mise en valeur de la faune:**

Loi modifiant la Loi sur la-, et la Loi sur les parcs. Projets de loi 15, 101.

Loi sur les espèces menacées ou vulnérables et modifiant la Loi sur la-.  
Projet de loi 108.

**Conventions collectives du secteur public:-** Loi concernant la prorogation de certaines-. Projet de loi 44.

**Conversion de la Fédération des caisses d'établissement du Québec, des caisses d'épargne et de crédit qui lui sont affiliées et de la Corporation de fonds de sécurité de la Fédération des caisses d'établissement du Québec ainsi que leur fusion avec Société d'entraide économique du Québec inc.:-** Loi concernant la-  
Projet de loi 205.

**Coopérative Forestière du Nord-Ouest:-** Loi concernant la fusion par absorption entre la-, et la Fédération des Chantiers Coopératifs de l'Ouest Québécois.  
Projet de loi 213.

**Copropriété et emphytéose:-** Loi modifiant le Code civil en matière de-. Projet de loi 3.

**Corporation des marchands de meubles du Québec:-** Loi concernant la-. Projet de loi 234.

**Corporations municipales et intermunicipales de transport en matière de règlement d'emprunt:-** Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 132.

**Côte Saint-Luc:-** Loi concernant la cité de-. Projet de loi 247.

**Cour du Québec:-** Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires et d'autres dispositions législatives en vue d'instituer la-. Projet de loi 10.

**Projets de loi:- Suite**

**Cours municipales:-** Loi sur les-, et modifiant diverses dispositions législatives. Projet de loi 141.

**Courses de chevaux:-** Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 98.

**Crédits 1987-1988:-** Loi sur les-. Projet de loi 13.

**Crédits 1988-1989:-** Loi sur les-. Projets de loi, 18, 30, 39, 111, 114.

**Crédits 1989-1990:-** Loi sur les-. Projets de loi 115, 151, 152.

**Curateur public:-** Loi sur le-, et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 145.

**Délimitation des districts électoraux:-** Loi modifiant de nouveau la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et la Loi sur la Commission municipale concernant la-. Projet de loi 96.

**Dentistes:-** Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 56.

**Domaine Lafontaine Ltée:-** Loi concernant-. Projet de loi 285.

**Droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec:-** Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 122.

**Droits sur les mines:-** Loi modifiant la Loi concernant les-. Projet de loi 126.

**École nationale de théâtre du Canada:-** Loi concernant l'-. Projet de loi 248.

**Égalité économique des époux:-** Loi modifiant le Code civil du Québec et d'autres dispositions législatives afin de favoriser l'-. Projet de loi 146.

**Élections et référendums dans les municipalités:**

Loi modifiant de nouveau la Loi sur les-, et la Loi sur la Commission municipale concernant la délimitation des districts électoraux. Projet de loi 96.

Loi modifiant la Loi sur les-, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 147.

**Élections scolaires:-** Loi sur les-. Projet de loi 106.

**Eltéar Plourde Ltée:-** Loi concernant-. Projet de loi 214.

**Projets de loi:- Suite**

**Entente internationale:-** Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les institutions dont le régime d'enseignement est l'objet d'une-.  
Projet de loi 125.

**Espèces menacées ou vulnérables:-** Loi modifiant la Loi sur les-, et modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune. Projet de loi 108.

**Établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique:-** Loi modifiant la Loi sur l'-. Projet de loi 79.

**Établissements d'enseignement de niveau universitaire:-** Loi sur les-. Projet de loi 128.

**Examen des plaintes des clients des distributeurs d'électricité:-** Loi concernant l'-. Projet de loi 135.

**Finances des municipalités et des organismes intermunicipaux:-** Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les-. Projet de loi 90.

**Fiscalité municipale:-** Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 38.

**Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.):**- Loi modifiant la Loi constituant le-. Projet de loi 193.

**Fonds d'Établissement Mutuel des femmes du Québec:-** Loi concernant le-. Projet de loi 280.

**Forêts:-** Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 84.

**Formation et qualification professionnelles de la main-d'oeuvre:-** Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et la Loi sur la-. Projet de loi 31.

**Gamma Lambda Foundation of Sigma Chi Fraternity Incorporated:-** Loi concernant-. Projet de loi 263.

**Groupe André Perry Inc.:-** Loi concernant-. Projet de loi 283.

**Habitats fauniques:-** Loi modifiant de nouveau la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune concernant les-. Projet de loi 15.

**Hôpital Royal Victoria:-** Loi concernant la cession de certains immeubles par la ville de Montréal à l'-. Projet de loi 224.

**Projets de loi:- Suite**

**Huissiers:-** Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 148.

**Hydro-Québec:-** Loi modifiant la Loi sur-. Projet de loi 32.

**Immeuble du cadastre de la cité de Montréal (quartier Saint-Antoine):-** Loi concernant un-. Projet de loi 249.

**Immeubles du cadastre de la cité de Montréal (quartier Sainte-Anne):-** Loi concernant un-. Projet de loi 250.

**Immeubles faisant partie du parc industriel de Saint-Augustin-de-Desmaures:-** Loi concernant certains-. Projet de loi 281.

**Immeubles industriels municipaux:-** Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 155.

**Impôts:**

Loi modifiant la Loi sur les-, et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal. Projets de loi 6, 64, 131.

Loi modifiant la Loi sur les-, et d'autres dispositions législatives et prévoyant certaines dispositions concernant l'impôt sur la vente en détail. Projet de loi 60.

**Infirmières et infirmiers:-** Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 62.

**Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec:**

Loi sur l'-. Projet de loi 19.

Loi modifiant la Loi sur l'-. Projet de loi 89.

**Institution Monseigneur Guay et La Congrégation des Soeurs de Notre-Dame du Bon Conseil de Chicoutimi:-** Loi concernant l'-. Projet de loi 245.

**Institution Monseigneur Guay et l'Archevêque catholique romain de Québec:-** Loi concernant l'-. Projet de loi 282.

**Instruction publique:-** Loi sur l'-. Projet de loi 107.

**Intermédiaires de marché:-** Loi sur les-. Projet de loi 134.

**Intermédiaires du marché des assurances:-** Loi sur le contrôle de certains-. Projet de loi 113.

**Juges municipaux:-** Loi sur certains aspects du statut des-. Projet de loi 85.

**Jurés:-** Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 72.

**Projets de loi:- Suite**

**Lac-Etchemin:-** Loi concernant la ville de-. Projet de loi 286.

**Lac-Nominingue:-** Loi concernant la municipalité de-. Projet de loi 239.

**La Laurentienne, mutuelle d'Assurance:-** Loi concernant-. Projet de loi 206.

**Les Développements Nouveaux de Lorette Ltée:-** Loi concernant-. Projet de loi 262.

**Les Immeubles Benoît Inc.:-** Loi concernant-. Projet de loi 233.

**Libération conditionnelle des détenus:-** Loi modifiant la Loi favorisant la-.  
Projet de loi 68.

**Logement à loyer modique:-** Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec et le Code civil en matière de bail d'un-. Projet de loi 136.

**Loi électorale:-** Projet de loi 104.

**Loi médicale:-** Loi modifiant la-. Projet de loi 51.

**Loteries, courses, concours publicitaires et appareils d'amusement:-** Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 119.

**Mackay Center for Deaf and Crippled Children:-** Loi modifiant la Loi fusionnant et consolidant The Mackay Institution for Protestant Deaf Mutes et The School for Crippled Children, Montreal, sous le nom de-. Projet de loi 267.

**Maîtres entrepreneurs en réfrigération du Québec:-** Loi modifiant la Loi concernant les-. Projet de loi 231.

**Médecins vétérinaires:-** Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 50.

**Mérite forestier:-** Loi sur le-. Projet de loi 127.

**Métabetchouan:-** Loi concernant la Ville de-. Projet de loi 214.

**Mines:-** Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 5.

**Ministère de l'Éducation:-** Loi modifiant la Loi sur le-. Projet de loi 58.

**Ministère de l'Énergie et des Ressources:-** Loi modifiant la Loi sur le-. Projet de loi 55.

**Projets de loi:- Suite**

**Ministère de la Santé et des Services sociaux:-** Loi modifiant la Loi sur le-  
Projet de loi 80.

**Ministère des Affaires culturelles:-** Loi modifiant la Loi sur le-. Projet de loi 2.

**Ministère des Affaires internationales:-** Loi sur le-. Projet de loi 42.

**Ministère des Approvisionnements et Services:-** Loi modifiant la Loi sur le-  
Projet de loi 25.

**Ministère des Communications:-** Loi modifiant la Loi sur le-. Projets de loi 26,  
69.

**Ministère des Transports:-** Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de  
Montréal, la Loi sur le-, et la Loi sur les transports. Projet de loi 143.

**Mise en marché des produits agricoles:-** Loi modifiant la Loi sur la-, concernant  
le paiement des produits agricoles. Projet de loi 21.

**Mise en marché des produits agricoles et alimentaires:-** Loi sur la-, et modifiant  
diverses dispositions législatives. Projet de loi 160.

**Municipalité de Cantley:-** Loi constituant la-. Projet de loi 83.

**Municipalité de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent:-** Loi sur la réorganisation  
municipale de la-. Projet de loi 14.

**Musée des beaux-arts de Montréal:-** Loi sur le-. Projet de loi 120.

**Notariat:-** Loi modifiant la Loi sur le-. Projet de loi 87.

**Opticiens d'ordonnances:-** Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 88.

**Optométrie:-** Loi modifiant la Loi sur l'-. Projet de loi 52.

**Organisation policière:-** Loi sur l'-, et modifiant la Loi de police et diverses  
dispositions législatives. Projet de loi 86.

**Organisation territoriale municipale:-** Loi sur l'-. Projet de loi 7.

**Parc industriel de Saint-Augustin-de-Desmaures:-** Loi concernant certains  
immeubles faisant partie du-. Projet de loi 281.

**Parcs:-** Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune  
et la Loi sur les-. Projet de loi 101.

**Projets de loi:- Suite**

**Pensions alimentaires:-** Loi modifiant le Code de procédure civile concernant le recouvrement de-. Projet de loi 33.

**Pharmacie:-** Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 61.

**Plaintes des clients des distributeurs d'électricité:-** Loi concernant l'examen des-. Projet de loi 135.

**Podiatrie:-** Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 57.

**Pratique des sages-femmes:-** Loi sur la-, dans le cadre de projets-pilotes. Projet de loi 156.

**Produits agricoles:-** Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles concernant le paiement de-. Projet de loi 21.

**Produits agricoles et alimentaires:-** Loi sur la mise en marché des-, et modifiant diverses dispositions législatives. Projet de loi 160.

**Promotion et développement industriels:-** Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec et d'autres dispositions législatives en matière de-. Projet de loi 28.

**Protection de la jeunesse:-** Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 142.

**Protection de la santé publique:-** Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 149.

**Protection du consommateur:-** Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 75.

**Protection du territoire agricole:-** Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 100.

**Publicité le long des routes:-** Loi sur la-. Projet de loi 1.

**Qualité de l'environnement:-** Loi modifiant la Loi sur la-, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 99.

**Quebecair-Air Quebec:-** Loi concernant-. Projet de loi 201.

**Rageot Ltée:-** Loi concernant-. Projet de loi 246.

**Recensement des électeurs en 1988:-** Loi sur le-. Projet de loi 9.

**Régie des installations olympiques:-** Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 105.

**Projets de loi: Suite**

**Régie des télécommunications:-** Loi sur la-. Projet de loi 110.

**Régie du gaz naturel:-** Loi sur la-. Projet de loi 12.

**Régie intermunicipale d'Aqueduc du Bas-Richelieu:-** Loi concernant la-. Projet de loi 210.

**Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal:-** Loi concernant la-. Projets de loi 207, 265.

**Régime de rentes du Québec:-** Loi modifiant la Loi sur le-. Projet de loi 124.

**Régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal:-** Loi concernant le-. Projet de loi 192.

**Régime de retraite des élus municipaux:-** Loi sur le-. Projet de loi 109

**Régimes complémentaires de retraite:-** Loi sur les-. Projet de loi 116.

**Régimes de retraite des secteurs public et parapublic:-** Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les-, et modifiant la Loi sur l'assurance-maladie. Projet de loi 103.

**Régime des eaux:-** Loi modifiant la Loi sur le-. Projet de loi 71.

**Régimes supplémentaires de rentes:-** Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 95.

**Registre des associations et entreprises:-** Loi sur le-. Projet de loi 54.

**Relations du travail, formation professionnelle et gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction:-** Loi modifiant la Loi sur les-, et la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre. Projet de loi 31.

**Réorganisation municipale du territoire de la municipalité de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent:-** Loi sur la-. Projet de loi 14.

**Représentation électorale:-** Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 23.

**Roberval:-** Loi concernant la ville de-. Projet de loi 220.

**Roberval-Saguenay:-** Loi modifiant la Loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer-. Projet de loi 230.



**Projets de loi:- Suite**

**Sages-femmes:-** Loi sur la pratique des-, dans le cadre de projets-pilotes. Projet de loi 156.

**Saint-Basile-le-Grand:-** Loi concernant la ville de-. Projet de loi 223.

**Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport:-** Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec concernant la paroisse de-. Projet de loi 53.

**Saint-Eustache:-** Loi concernant la Ville de-. Projet de loi 273.

**Saint-Georges:-** Loi concernant la Ville de-. Projet de loi 241.

**Saint-Hubert:-** Loi concernant la ville de-. Projet de loi 240.

**Salaberry-de-Valleyfield:-** Loi modifiant la Loi concernant la cité de-. Projet de loi 219.

**Sanatorium Ross:-** Loi modifiant la Loi concernant le-. Projet de loi 228.

**Santé et sécurité du travail:-** Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 65.

**Sécurité dans les édifices publics:-** Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 118.

**Sécurité dans les sports:-** Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 17.

**Sécurité du revenu:**

Loi sur la-. Projet de loi 37.

Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 144.

Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et la Loi sur la-. Projet de loi 154.

**Sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois:-** Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 59.

**Sécurité du transport terrestre guidé:-** Loi sur la-. Projet de loi 40.

**Sécurité publique:-** Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière de-. Projet de loi 81.

**Services de garde à l'enfance:-** Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 150.

**Projets de loi:- Suite**

**Services de santé et services sociaux:-**

Loi modifiant la Loi sur les-, et d'autres dispositions législatives. Projet de loi 34.

Loi modifiant de nouveau la Loi sur les-. Projet de loi 102.

**Services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux:-** Loi modifiant la Loi assurant le-. Projet de loi 46.

**Sherbrooke:-** Loi concernant la ville de-. Projet de loi 203.

**Société de promotion économique du Québec métropolitain:-** Loi sur la-, et modifiant la Loi sur la Société Inter-Port de Québec. Projet de loi 27.

**Société des alcools du Québec:-** Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 138.

**Société d'habitation du Québec:-** Loi modifiant la Loi sur la-, et le Code civil en matière de bail d'un logement à loyer modique. Projet de loi 136.

**Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel:-** Loi abrogeant la Loi sur la-. Projet de loi 66.

**Société immobilière du Québec:-** Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 117.

**Société Inter-Port de Québec:-** Loi sur la Société de promotion économique du Québec métropolitain et modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 27.

**Société québécoise d'assainissement des eaux:-** Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 159.

**Société québécoise d'exploration minière:-** Loi modifiant la Loi sur la-. Projet de loi 93.

**Sociétés de placements dans l'entreprise québécoise:-** Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 97.

**St. Bernard Fish and Game Club:-** Loi concernant-. Projet de loi 251.

**Statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs:-** Loi sur le-. Projet de loi 78.

**Succession de Cora Frances Dunkerley:-** Loi concernant la-. Projet de loi 272.

**Succession de Georg Stellari:-** Loi concernant la-. Projet de loi 244.

**Projets de loi:- Suite**

**Succession de Morris Wexler:-** Loi concernant la-. Projet de loi 229.

**Succession de Napoléon M. Lagueux:-** Loi concernant la-. Projet de loi 212.

**Testaments de Charles Jodoin et de Sophranie Beauchamp:-** Loi concernant les-.  
Projet de loi 275.

**Traitement des élus municipaux:-** Loi sur le-. Projet de loi 24.

**Transport par autobus:-** Loi modifiant diverses dispositions législatives  
concernant le-. Projet de loi 16.

**Transports:**

Loi modifiant la Loi sur les-. Projet de loi 76.

Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal, la Loi sur le  
ministère des Transports et la Loi sur les-. Projet de loi 143.

**Tribunal des droits de la personne:-** Loi modifiant la Charte des droits et  
libertés de la personne concernant la Commission et instituant le-. Projet de  
loi 140.

**Tribunaux judiciaires:-** Loi modifiant la Loi sur les-. Projets de loi 67, 129.

**Trust Général du Canada:-** Loi modifiant la Loi fusionnant le-, et la Société  
d'Administration et de Fiducie. Projet de loi 221.

**Université du Québec:-** Loi modifiant la Loi sur l'-. Projet de loi 63.

**Vaudreuil:-** Loi concernant la Ville de-. Projet de loi 271.

**Ville d'Anjou:**

Loi concernant-. Projets de loi 218.

Loi concernant les limites territoriales de Ville d'-. Projet de loi 274.

**Ville de LaSalle:-** Loi concernant la-. Projet de loi 252.

**Vilmont Inc.:-** Loi concernant-. Projet de loi 217.

**Voirie:-** Loi sur la-, et modifiant diverses dispositions législatives. Projet de loi  
112.

**Westmount:-** Loi concernant la Ville de-. Projet de loi 253.

## PROJETS DE LOI (par ordre numérique)

**Projet de loi 1.-** Loi sur la publicité le long des routes.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 193. Principe adopté; renvoyé en commission, 292. Rapport déposé (Document n° 268), 331. Rapport adopté, 362. Projet de loi adopté, 378. Sanction, 385. (1988, c. 14)

**Projet de loi 2.-** Loi modifiant la Loi sur le ministère des Affaires culturelles.- Mme Bacon.- Présenté, 79. Principe adopté; renvoyé en commission, 205. Rapport déposé (Document n° 231), 289. Rapport adopté, 333. Projet de loi adopté, 343. Sanction, 385. (1988, c. 15)

**Projet de loi 3.-** Loi modifiant le Code civil en matière de copropriété et d'emphytéose.- M. Marx.- Présenté, 185. Principe adopté; renvoyé en commission, 225. Rapport déposé (Document n° 248), 310. Rapport adopté, 347. Projet de loi adopté, 363. Sanction, 385. (1988, c. 16)

**Projet de loi 4.-** Loi modifiant le Code civil en matière familiale (*titre amendé*). M. Marx.- Présenté, 201. Principe adopté; renvoyé en commission, 269. Rapport déposé (Document n° 249), 310. Rapport adopté; titre amendé, 347. Projet de loi adopté, 364. Sanction, 385. (1988, c. 17)

**Projet de loi 5.-** Loi modifiant la Loi sur les mines.- M. Savoie.- Présenté, 95. Principe adopté; renvoyé en commission, 192. Rapport déposé (Document n° 173), 212. Rapport adopté, 328. Renvoyé en commission pl., 333. En commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 342. Sanction, 350. (1988, c. 9)

**Projet de loi 6.-** Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.- M. Séguin.- Présenté, 193. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 229. Rapport déposé (Document n° 262), 324. Rapport pris en considération, 337. Rapport adopté (maj.), 361. Motion d'adoption du projet de loi, 379. Document n° 334 déposé; projet de loi adopté (maj.), 380. Sanction, 385. (1988, c. 18)

**Projet de loi 7.-** Loi sur l'organisation territoriale municipale.- M. Bourbeau.- Présenté, 153. Motion d'adoption du principe, 192, 220, 252. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 260. Rapport déposé (Document n° 264), 324. Rapport adopté, 335. Projet de loi adopté, 345. Sanction, 386. (1988, c. 19)

**Projet de loi 8.-** Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels.- M. Marx.- Présenté, 193. Principe adopté (lt-g.); renvoyé en commission, 226. Rapport déposé (Document n° 251), 311. Rapport adopté, 347. Projet de loi adopté, 364. Sanction, 386. (1988, c. 20)

#### Projets de loi.- Suite

**Projet de loi 9.-** Loi sur le recensement des électeurs en 1988.- M. Gratton.- Motion de suspension des règles adoptée; projet de loi présenté; principe adopté; en commission pl.; rapp. rapport adopté; projet de loi adopté, 306-308. Sanction, 350. (1988, c. 10)

**Projet de loi 10.-** Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires et d'autres dispositions législatives en vue d'instituer la Cour du Québec (*titre amendé*).- M. Marx.- Présenté, 185. Principe adopté (It-g.); renvoyé en commission, 321. Rapport déposé (Document n° 279), 340. Amend. rejeté; rapport adopté; titre amendé, 363. Projet de loi adopté, 379. Sanction, 386. (1988, c. 21)

**Projet de loi 11.-** Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le cadastre.- M. Ciaccia.- Présenté, 121. Principe adopté; renvoyé en commission, 191. Rapport déposé (Document n° 182), 222. Rapport adopté, 342. Projet de loi adopté, 360. Sanction, 386. (1988, c. 22)

**Projet de loi 12.-** Loi sur la Régie du gaz naturel.- M. Ciaccia.- Présenté, 193. Motion d'adoption du principe, 219. Principe adopté; renvoyé en commission, 259. Rapport déposé (Document n° 253), 317. Amend. adoptés; rapport adopté (maj.), 343. Projet de loi adopté, 360. Sanction, 386. (1988, c. 23)

**Projet de loi 13.-** Loi n° 5 sur les crédits, 1987-1988.- M. Levesque.- Présenté; principe adopté; projet de loi adopté, 77. Sanction, 83. (1988, c. 1)

**Projet de loi 14.-** Loi sur la réorganisation municipale du territoire de la municipalité de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent.- M. Paradis.- Présenté, 331. Nouveau parrain, 404. Motion d'adoption du principe, 409. Principe adopté; renvoyé en commission, 425. Rapport déposé (Document n° 462), 498. Rapport adopté, 654. Projet de loi adopté, 673. Sanction, 693. (1988, c. 55)

**Projet de loi 15.-** Loi modifiant de nouveau la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune concernant les habitats fauniques (*titre amendé*).- M. Picotte.- Présenté, 79. Principe adopté, 111. Renvoyé en commission, 112. Rapport déposé (Document n° 184), 222. Amend. et rapport adoptés; titre amendé, 329. Projet de loi adopté, 346. Sanction, 386. (1988, c. 24)

**Projet de loi 16.-** Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le transport par autobus.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 193. Principe adopté; renvoyé en commission, 292. Rapport déposé (Document n° 276), 340. Rapport adopté, 362. Projet de loi adopté, 378. Sanction, 386. (1988, c. 25)

**Projet de loi 17.-** Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports.- M. Picotte.- Présenté, 176. Principe adopté; renvoyé en commission, 305. Rapport déposé (Document n° 277), 340. Rapport adopté, 362. Projet de loi adopté, 378. Sanction, 386. (1988, c. 26)

#### Projets de loi- Suite

**Projet de loi 18.-** Loi n° 1 sur les crédits, 1988-1989.- M. Levesque.- Présenté; principe adopté; projet de loi adopté, 120. Sanction, 132. (1988, c. 2)

**Projet de loi 19.-** Loi sur l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec.- M. Gratton.- Présenté, 153. Principe adopté (lt-g.); renvoyé en commission, 225. Rapport déposé (Document n° 205), 256. Rapport adopté, 327. Projet de loi adopté, 334. Sanction, 350. (1988, c. 11)

**Projet de loi 20.-** Loi portant abrogation de certaines dispositions législatives.- M. Marx.- Présenté, 185. Principe adopté; renvoyé en commission, 269. Rapport déposé (Document n° 250), 311. Rapport adopté, 348. Projet de loi adopté, 364. Sanction, 386. (1988, c. 27)

**Projet de loi 21.-** Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles concernant le paiement des produits agricoles.- M. Pagé.- Présenté, 193. Principe adopté; renvoyé en commission, 263. Rapport déposé (Document n° 255), 318. Amend. et rapport adoptés, 328. Projet de loi adopté, 344. Sanction, 386. (1988, c. 28)

**Projet de loi 22.-** Loi modifiant le Code des professions.- M. Ryan.- Présenté, 193. Principe adopté; renvoyé en commission, 263. Rapport déposé (Document n° 247), 310. Rapport adopté, 328. Projet de loi adopté, 344. Sanction, 386. (1988, c. 29)

**Projet de loi 23.-** Loi modifiant la Loi sur la représentation électorale.- M. Gratton.- Motion pour suspendre certaines règles adoptée (Vote n° 21); projet de loi présenté; principe adopté (Vote n° 22); en commission pl.; rapp.; rapport adopté (maj.); motion d'adoption du projet de loi; vote reporté, 277-280. Projet de loi adopté (Vote n° 23), 284. Sanction, 300. (1988, c. 7)

**Projet de loi 24.-** Loi sur le traitement des élus municipaux.- M. Bourbeau.- Présenté, 201. Motion d'adoption du principe, 253. Principe adopté; renvoyé en commission, 261. Rapport déposé (Document n° 269), 331. Rapport adopté, 345. Projet de loi adopté, 379. Sanction, 386. (1988, c. 30)

**Projet de loi 25.-** Loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services.- M. Rocheleau.- Présenté, 201. Principe adopté (lt-g.); renvoyé en commission pl.; rapporté; rapport adopté, 259. Projet de loi adopté, 328. Sanction, 350. (1988, c. 12)

**Projet de loi 26.-** Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications.- M. French.- Présenté, 201. Principe adopté (lt-g.); renvoyé en commission, 264. Rapport déposé (Document n° 221), 283. Rapport adopté, 334. Projet de loi adopté, 361. Sanction, 386. (1988, c. 31)

#### Projets de loi: Suite

**Projet de loi 27.-** Loi sur la Société de promotion économique du Québec métropolitain et modifiant la Loi sur la Société Inter-Port de Québec.- M. Johnson.- Présenté, 201. Motion d'adoption du principe, 229. 294. Principe adopté; renvoyé en commission, 298. Rapport déposé (Document n° 278), 340. Rapport adopté, 362. Projet de loi adopté (maj.), 380. Sanction, 386. (1988, c. 32)

**Projet de loi 28.-** Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec et d'autres dispositions législatives en matière de promotion et de développement industriels.- M. Bourbeau.- Présenté, 201. Principe adopté; renvoyé en commission, 251. Rapport déposé (Document n° 265), 324. Rapport adopté, 336. Projet de loi adopté, 346. Sanction, 386. (1988, c. 33)

**Projet de loi 29.-** Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.- M. Paradis.- Présenté, 201. Principe adopté; renvoyé en commission, 260. Rapport déposé (Document n° 244), 302. Rapport adopté, 336. Projet de loi adopté, 344. Sanction, 386. (1988, c. 34)

**Projet de loi 30.-** Loi n° 2 sur les crédits, 1988-1989.- M. Levesque.- Présenté, principe adopté, projet de loi adopté (maj.), 247. Sanction, 272. (1988, c. 5)

**Projet de loi 31.-** Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre.- M. Paradis.- Présenté; renvoyé en commission, 185. Liste des organismes invités (Document n° 157), 194. Rapport sur les consultations (Document n° 206), 256. Motion d'adoption du principe; motion de report; vote reporté (ordre), 270. Motion de report rejetée (Vote n° 24), 290. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 293. Rapport déposé (Document n° 263), 324. Rapport adopté (maj.), 336. Renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté (maj.), 345. Sanction, 387. (1988, c. 35)

**Projet de loi 32.-** Loi modifiant la Loi sur Hydro-Québec.- M. Ciaccia.- Présenté, 194. Principe adopté; renvoyé en commission, 226. Rapport déposé (Document n° 222), 283. Rapport adopté (maj.), 343. Projet de loi adopté (maj.), 360. Sanction, 387. (1988, c. 36)

**Projet de loi 33.-** Loi modifiant le Code de procédure civile concernant le recouvrement de pensions alimentaires.- M. Rémillard.- Présenté, 367. Nouveau parrain, 404. Principe adopté; renvoyé en commission, 465. Rapport déposé (Document n° 460), 498. Rapport adopté, 667. Projet de loi adopté, 678. Sanction, 693. (1988, c. 56)

**Projet de loi 34.-** Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux et d'autres dispositions législatives.- M. Dutil.- Présenté, 202. Renvoyé en

#### Projets de loi.- Suite

commission, 285. Liste des organismes (Document n° 230), 288. Horaire (Document n° 237), 296. Motion d'adoption du principe, 299. Vote reporté, 300. Principe adopté (Vote n° 25); renvoyé en commission, 303. Rapport sur les consultations (Document n° 252), 317. Motion de clôture, 568. Décision du Président, 576. Motion adoptée (Vote n° 39), 577. Rapport déposé (Document n° 528), 580. Amend. déclarés recevables; amend. et rapport pris en considération; votes reportés, 596. Amend., art., intitulés, titre et rapport adoptés (Votes n<sup>os</sup> 47 à 52), 603-609. Motion d'adoption du projet de loi; vote reporté, 612. Projet de loi adopté (Vote n° 53), 617. Sanction, 638. (1988, c. 47)

**Projet de loi 37.-** Loi sur la sécurité du revenu.- M. Bourbeau.- Présenté, 194. Motion d'adoption du principe, 335. Motion de report proposée; motion de report rejetée (Vote n° 26), 348. Reprise du débat, 361, 363. Vote reporté, 364. Principe adopté (Vote n° 29); renvoyé en commission, 375. Nouveau parrain, 405. Motion de clôture, 551, 552, 557, 564. Rapport déposé (Document n° 521), 572. Amend. déclarés irrecevables; rapport et amend. pris en considération; votes reportés, 584. Amend. du ministre adoptés (Votes n<sup>os</sup> 40, 42); amend. de la députée de Maisonneuve rejetés (Vote n° 41); art., titre, sous-titres adoptés (Votes n<sup>os</sup> 43, 44); rapport amendé adopté (Vote n° 45), 592. Motion d'adoption du projet de loi, 594, 595. Vote reporté, 596. Projet de loi adopté (Vote n° 46), 602. Sanction, 680. (1988, c. 51)

**Projet de loi 38.-** Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale.- M. Bourbeau.- Présenté, 202. Principe adopté; renvoyé en commission, 252. Rapport déposé (Document n° 245), 302. Rapport adopté, 336. Projet de loi adopté, 346. Sanction, 387. (1988, c. 37)

**Projet de loi 39.-** Loi n° 3 sur les crédits, 1988-1989.- M. Levesque.- Présenté; principe adopté; projet de loi adopté, 327. Sanction, 350. (1988, c. 13)

**Projet de loi 40.-** Loi sur la sécurité du transport terrestre guidé.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 367. Principe adopté; renvoyé en commission, 454. Rapport déposé (Document n° 456), 493. Rapport adopté; renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 676. Sanction, 693. (1988, c. 57)

**Projet de loi 41.-** Loi sur le Conseil consultatif sur l'emploi et la sécurité du revenu.- M. Séguin.- Réinscrit au Feuilleton au stade où il se trouvait à la clôture de la 1<sup>re</sup> session, 75. Nouveau parrain, 405.

**Projet de loi 42.-** Loi sur le ministère des Affaires internationales.- M. Gobeil.- Présenté, 323. Nouveau parrain, 405. Principe adopté (It-g.); renvoyé en commission, 427. Rapport déposé (Document n° 427), 450. Rapport adopté, 461. Projet de loi adopté, 465. Sanction, 475. (1988, c. 41)



#### Projets de loi- Suite

**Projet de loi 43.-** Loi sur la Bibliothèque nationale du Québec.- Mme Bacon.- Présenté, 351. Principe adopté (lt-g.); renvoyé en commission, 407. Rapport déposé (Document n° 420), 439. Rapport adopté, 443. Projet de loi adopté, 453. Sanction, 475. (1988, c. 42)

**Projet de loi 44.-** Loi concernant la prorogation de certaines conventions collectives du secteur public.- M. Gobeil.- Présenté, 367. Principe adopté; en commission pl.; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 377. Sanction, 387. (1988, c. 38)

**Projet de loi 45.-** Loi modifiant la Loi sur les agronomes.- M. Fortier.- Présenté, 428. Nouveau parrain, 701. Principe adopté; renvoyé en commission, 762. Rapport déposé (Document n° 804), 891. Rapport adopté, 995. Projet de loi adopté, 1056. Sanction, 1082. (1989, c. 23)

**Projet de loi 46.-** Loi modifiant la Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux.- M. Dutil.- Art. 53 et 232 suspendus; projet de loi présenté; principe adopté; en commission pl.; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 394. Sanction, 395. (1988, c. 40)

**Projet de loi 47.-** Loi modifiant la Loi sur les chimistes professionnels.- M. Fortier.- Présenté, 428. Nouveau parrain, 701. Principe adopté; renvoyé en commission, 760. Rapport déposé (Document n° 805), 891. Rapport adopté, 995. Projet de loi adopté, 1056. Sanction, 1083. (1989, c. 24)

**Projet de loi 48.-** Loi modifiant la Loi sur les comptables agréés.- M. Fortier.- Présenté, 431. Nouveau parrain, 701. Principe adopté; renvoyé en commission, 763. Rapport déposé (Document n° 806), 891. Rapport adopté, 995. Projet de loi adopté, 1056. Sanction, 1083. (1989, c. 25)

**Projet de loi 49.-** Loi modifiant la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers.- M. Pagé.- Réinscrit au Feuilleton au stade où il se trouvait à la clôture de la 1<sup>re</sup> session, 75. Rapport déposé (Document n° 61), 106. Amend. et rapport adoptés (maj.), 117. Projet de loi adopté (maj.), 131. Sanction, 132. (1988, c. 3)

**Projet de loi 50.-** Loi modifiant la Loi sur les médecins vétérinaires.- M. Fortier.- Présenté, 431. Nouveau parrain, 701. Principe adopté; renvoyé en commission, 763. Rapport déposé (Document n° 807), 891. Rapport adopté, 996. Projet de loi adopté, 1057. Sanction, 1083. (1989, c. 26)

**Projet de loi 51.-** Loi modifiant la Loi médicale.- M. Fortier.- Présenté, 431. Nouveau parrain, 701. Principe adopté; renvoyé en commission, 761. Rapport déposé (Document n° 808), 891. Rapport adopté, 996. Projet de loi adopté, 1057. Sanction, 1083. (1989, c. 27)

**Projets de loi.- Suite**

**Projet de loi 52.-** Loi modifiant la Loi sur l'optométrie.- M. Fortier.- Présenté, 428. Nouveau parrain, 701. Principe adopté; renvoyé en commission, 761. Rapport déposé (Document n° 809), 891. Rapport adopté, 996. Projet de loi adopté, 1057. Sanction, 1083. (1989, c. 28)

**Projet de loi 53.-** Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec concernant la paroisse de Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport.- M. Paradis.- Présenté, 444. Principe adopté; renvoyé en commission, 484. Rapport déposé (Document n° 463), 498. Rapport adopté, 654. Projet de loi adopté, 673. Sanction, 693. (1988, c. 58)

**Projet de loi 54.-** Loi sur le registre des associations et entreprises.- M. Fortier.- Réinscrit au Feuilleton au stade où il se trouvait à la clôture de la 1<sup>re</sup> session, 75.

**Projet de loi 55.-** Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Énergie et des Ressources.- M. Ciaccia.- Présenté, 431. Principe adopté (lt-g.); en commission pl.; Document n° 436 déposé; rapp.; rapport adopté, 462. Projet de loi adopté, 487. Sanction, 597. (1988, c. 43)

**Projet de loi 56.-** Loi modifiant la Loi sur les dentistes.- M. Fortier.- Présenté, 437. Nouveau parrain, 701. Principe adopté; renvoyé en commission, 761. Rapport déposé (Document n° 810), 891. Rapport adopté, 996. Projet de loi adopté, 1063. Sanction, 1083. (1989, c. 29)

**Projet de loi 57.-** Loi modifiant la Loi sur la podiatrie.- M. Fortier.- Présenté, 437. Nouveau parrain, 701. Principe adopté; renvoyé en commission, 763. Rapport déposé (Document n° 811), 892. Rapport adopté, 997. Projet de loi adopté, 1063. Sanction, 1083. (1989, c. 30)

**Projet de loi 58.-** Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Éducation.- M. Ryan.- Présenté, 437. Principe adopté (lt-g.); renvoyé en commission, 582. Rapport déposé (Document n° 596), 661. Rapport adopté; projet de loi adopté, 674. Sanction, 693. (1988, c. 59)

**Projet de loi 59.-** Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crs bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois.- M. Bourbeau.- Présenté, 466. Motion d'adoption du principe, 483. Principe adopté; renvoyé en commission, 495. Rapport déposé (Document n° 550), 623. Rapport adopté, 656. Projet de loi adopté, 669. Sanction, 693. (1988, c. 60)

#### Projets de loi- Suite

**Projet de loi 60.-** Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives et prévoyant certaines dispositions concernant l'impôt sur la vente en détail. - M. Séguin.- Présenté, 477. Principe adopté (lt-g.) (maj.); renvoyé en commission, 541. Rapport déposé (Document n° 654), 714. Amend. et rapport adoptés, 730. Projet de loi adopté, 749. Sanction, 768. (1989, c. 5)

**Projet de loi 61.-** Loi modifiant la Loi sur la pharmacie.- M. Fortier.- Présenté, 437. Nouveau parrain, 701. Principe adopté; renvoyé en commission, 819. Rapport déposé (Document n° 813), 892. Rapport adopté, 997. Projet de loi adopté, 1064. Sanction, 1083. (1989, c. 31)

**Projet de loi 62.-** Loi modifiant la Loi sur les infirmières et les infirmiers.- M. Fortier.- Présenté, 437. Nouveau parrain, 702. Principe adopté; renvoyé en commission, 819. Rapport déposé (Document n° 814), 892. Rapport adopté, 997. Projet de loi adopté, 1064. Sanction, 1083. (1989, c. 32)

**Projet de loi 63.-** Loi modifiant la Loi sur l'Université du Québec.- M. Ryan.- Présenté, 457. Principe adopté; renvoyé en commission, 583. Rapport sur les consultations (Document n° 712), 769. Rapport déposé (Document n° 780), 849. Amend. et rapport adoptés, 975. Renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 984. Sanction, 1017. (1989, c. 14)

**Projet de loi 64.-** Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.- M. Séguin.- Réinscrit au Feuilleton au stade où il se trouvait à la clôture de la 1<sup>re</sup> session, 75. Rapport déposé (Document n° 41), 86. Amend. et rapport adoptés (maj.), 112. Projet de loi adopté (maj.), 117. Sanction, 132. (1988, c. 4)

**Projet de loi 65.-** Loi modifiant la Loi sur la santé et la sécurité du travail.- M. Séguin.- Présenté, 450. Principe adopté; renvoyé en commission, 474. Rapport déposé (Document n° 479), 512. Rapport pris en considération, 671. Rapport adopté; projet de loi adopté, 675. Sanction, 694. (1988, c. 61)

**Projet de loi 66.-** Loi abrogeant la Loi sur la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel.- M. MacDonald.- Présenté, 449. Principe adopté; renvoyé en commission pl.; rapp.; rapport adopté, 485. Projet de loi adopté, 656. Sanction, 680. (1988, c. 52)

**Projet de loi 67.-** Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires.- M. Rémillard.- Présenté, 457. Principe adopté; renvoyé en commission pl.; rapp.; rapport adopté, 487. Renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 670. Sanction, 694. (1988, c. 62)

**Projet de loi 68.-** Loi modifiant la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus.- M. Marx.- Présenté, 457. Principe adopté; renvoyé en commission, 484.

#### Projets de loi.- Suite

Rapport déposé (Document n° 470), 507. Rapport adopté, 548. Projet de loi adopté, 575. Sanction, 597. (1988, c. 44)

**Projet de loi 69.-** Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications.- M. Dutil.- Présenté, 477. Principe adopté; renvoyé en commission, 540. Rapport déposé (Document n° 517), 561. Rapport adopté, 619. Nouveau parrain, 663. Renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 670. Sanction, 694. (1988, c. 63)

**Projet de loi 70.-** Loi sur les caisses d'épargne et de crédit.- M. Fortier.- Présenté, 477. Principe adopté (lt-g.); renvoyé en commission, 503. Rapport déposé (Document n° 612), 683. Rapport adopté; motion d'adoption du projet de loi; renvoyé en commission; amendé (version anglaise); rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 690. Sanction, 694. (1988, c. 64)

**Projet de loi 71.-** Loi modifiant la Loi sur le régime des eaux.- M. Ciaccia.- Présenté, 477. Motion d'adoption du principe, 540. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 546. Rapport déposé (Document n° 529), 580. Rapport adopté, 620. Projet de loi adopté (maj.), 655. Sanction, 680. (1988, c. 53)

**Projet de loi 72.-** Loi modifiant la Loi sur les jurés.- M. Rémillard.- Présenté, 470. Principe adopté; renvoyé en commission, 495. Rapport déposé (Document n° 461), 498. Rapport adopté, 667. Projet de loi adopté, 678. Sanction, 694. (1988, c. 65)

**Projet de loi 73.-** Loi modifiant la Loi sur les allocations familiales et d'autres dispositions législatives.- M. Bourbeau.- Présenté, 449. Motion d'adoption du principe, 475. Principe adopté; renvoyé en commission, 483. Rapport déposé (Document n° 661), 720. Rapport adopté, 749. Projet de loi adopté (maj.), 751. Sanction, 768. (1989, c. 4)

**Projet de loi 74.-** Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et la Loi sur les accidents du travail.- M. Séguin.- Présenté, 477. Principe adopté; renvoyé en commission, 505. Rapport déposé (Document n° 518), 561. Rapport adopté, 612. Projet de loi adopté, 675. Sanction, 694. (1988, c. 66)

**Projet de loi 75.-** Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur.- M. Marx.- Présenté, 477. Principe adopté; renvoyé en commission, 514. Rapport déposé (Document n° 504), 544. Rapport adopté; projet de loi adopté, 566. Sanction, 597. (1988, c. 45)

**Projets de loi:- Suite**

**Projet de loi 76.-** Loi modifiant la Loi sur les transports.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 477. Principe adopté; renvoyé en commission, 520. Sous-commission instituée, 663. Rapport déposé (Document n° 539), 601. Rapport adopté, 676. Projet de loi adopté, 677. Sanction, 694. (1988, c. 67)

**Projet de loi 77.-** Loi modifiant le Code de la sécurité routière.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 478. Principe adopté; renvoyé en commission, 552. Rapport déposé (Document n° 615), 684. Rapport adopté; projet de loi adopté, 688. Sanction, 694. (1988, c. 68)

**Projet de loi 78.-** Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs.- Mme Bacon.- Présenté; renvoyé en commission, 469. Principe adopté; renvoyé en commission, 502. Rapport sur les consultations (Document n° 516), 561. Rapport déposé (Document n° 551), 623. Rapport adopté, 666. Projet de loi adopté, 674. Sanction, 694. (1988, c. 69)

**Projet de loi 79.-** Loi modifiant la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique.- M. MacDonald.- Présenté, 478. Principe adopté (It-g.); renvoyé en commission, 567. Rapport déposé (Document n° 545), 616. Rapport adopté, 656. Projet de loi adopté, 671. Sanction, 694. (1988, c. 70)

**Projet de loi 80.-** Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux.- Mme Lavoie-Roux.- Présenté, 478. Principe adopté; renvoyé en commission, 547. Rapport déposé (Document n° 576), 641. Rapport adopté; projet de loi adopté, 678. Sanction, 694. (1988, c. 71)

**Projet de loi 81.-** Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière de sécurité publique.- M. Marx.- Présenté, 478. Principe adopté; renvoyé en commission, 515. Rapport déposé (Document n° 505), 544. Rapport adopté, 567. Projet de loi adopté, 575. Sanction, 597. (1988, c. 46)

**Projet de loi 82.-** Loi modifiant le Code de procédure civile.- M. Rémillard.- Présenté, 478. Principe adopté; renvoyé en commission pl.; rapp.; rapport adopté, 705. Projet de loi adopté, 748. Sanction 768. (1989, c. 6)

**Projet de loi 83.-** Loi constituant la municipalité de Cantley.- M. Paradis.- Présenté, 478. Principe adopté; renvoyé en commission, 534. Rapport déposé (Document n° 519), 562. Rapport adopté, 654. Projet de loi adopté, 673. Sanction, 694. (1988, c. 72)

#### Projets de loi.- Suite

**Projet de loi 84.-** Loi modifiant la Loi sur les forêts et d'autres dispositions législatives (*titre amendé*).- M. Côté (Rivière-du-Loup).- Présenté, 478. Principe adopté (lt-g.)(maj.); renvoyé en commission, 535. Rapport déposé (Document n° 552), 624. Amend. et rapport adoptés (maj.); titre amendé, 657. Projet de loi adopté (maj.), 667. Sanction, 694. (1988, c. 73)

**Projet de loi 85.-** Loi sur certains aspects du statut des juges municipaux.- M. Rémillard.- Présenté, 478. Principe adopté; renvoyé en commission, 595. Rapport déposé (Document n° 553), 624. Rapport adopté, 667. Projet de loi adopté, 679. Sanction, 694. (1988, c. 74)

**Projet de loi 86.-** Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives.- M. Rémillard.- Présenté, 478. Motion d'adoption du principe, 535. Principe adopté (lt-g.) (maj.); renvoyé en commission, 548. Rapport déposé (Document n° 554), 624. Nouveau parrain, 663. Rapport adopté; projet de loi adopté, 669. Sanction, 694. (1988, c. 75)

**Projet de loi 87.-** Loi modifiant la Loi sur le notariat.- M. Fortier.- Présenté, 478. Nouveau parrain, 702. Principe adopté; renvoyé en commission, 820. Rapport déposé (Document n° 815), 892. Rapport adopté, 997. Projet de loi adopté, 1064. Sanction, 1083. (1989, c. 33)

**Projet de loi 88.-** Loi modifiant la Loi sur les opticiens d'ordonnances.- M. Fortier.- Présenté, 478. Nouveau parrain, 702. Principe adopté; renvoyé en commission, 762. Rapport déposé (Document n° 812), 892. Rapport adopté, 998. Projet de loi adopté, 1064. Sanction, 1083. (1989, c. 34)

**Projet de loi 89.-** Loi modifiant la Loi sur l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec.- M. Gratton.- Présenté, 478. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission pl.; rapp.; rapport adopté, 546. Projet de loi adopté, 594. Sanction, 638. (1988, c. 48)

**Projet de loi 90.-** Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances des municipalités et des organismes intermunicipaux.- M. Paradis.- Présenté, 478. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 533. Rapport déposé (Document n° 561), 630. Amend. et rapport adoptés, 655. Projet de loi adopté, 673. Sanction, 694. (1988, c. 76)

**Projet de loi 91.-** Loi sur l'acquisition de voitures pour la ligne de trains entre les villes de Montréal et de Rigaud.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 479. Principe adopté; renvoyé en commission, 520. Rapport déposé (Document n° 531), 580. Rapport adopté; projet de loi adopté, 677. Sanction, 694. (1988, c. 77)

#### Projets de loi.- Suite

**Projet de loi 92.-** Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile et d'autres dispositions législatives.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 479. Principe adopté; renvoyé en commission, 519. Rapport déposé (Document n° 655), 714. Rapport pris en considération, 981. Rapport adopté, 986. Renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 994, 995. Sanction, 1017. (1989, c. 15)

**Projet de loi 93.-** Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'exploration minière.- M. Savoie.- Présenté, 479. Principe adopté (It-g.) (maj.); renvoyé en commission, 547. Rapport déposé (Document n° 530), 580. Rapport pris en considération, 620. Rapport adopté (maj.), 655. Projet de loi adopté, 668. Sanction, 695. (1988, c. 78)

**Projet de loi 94.-** Loi sur le Conseil de la famille.- M. Dutil.- Réinscrit au Feuilleton au stade où il se trouvait à la clôture de la 1<sup>re</sup> session, 75. Rapport déposé (Document n° 112), 159. Rapport et amend. pris en considération, 183. Vote reporté, 191. Amend. rejetés (Vote n° 10); rapport adopté (Vote n° 11), 195. Projet de loi adopté (maj.), 205. Sanction, 272. (1988, c. 6)

**Projet de loi 95.-** Loi modifiant la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes.- M. Bourbeau.- Présenté, 479. Principe adopté; renvoyé en commission, 566. Rapport déposé (Document n° 560), 629. Rapport adopté (maj.), 657. Renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté (maj.), 668. Sanction, 695. (1988, c. 79)

**Projet de loi 96.-** Loi modifiant de nouveau la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et la Loi sur la Commission municipale concernant la délimitation des districts électoraux.- M. Paradis.- Réinscrit au Feuilleton au stade où il se trouvait à la clôture de la 1<sup>re</sup> session, 75. Nouveau parrain, 404.

**Projet de loi 97.-** Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise.- M. MacDonald.- Présenté, 479. Principe adopté; renvoyé en commission, 568. Rapport déposé (Document n° 546), 616. Amend. et rapport adoptés, 656. Projet de loi adopté, 671. Sanction, 695. (1988, c. 80)

**Projet de loi 98.-** Loi modifiant la Loi sur les courses de chevaux.- M. Pagé.- Présenté, 479. Principe adopté; renvoyé en commission, 557. Rapport déposé (Document n° 522), 572. Rapport adopté, 668. Projet de loi adopté, 679. Sanction, 695. (1988, c. 81)

**Projets de loi:- Suite**

**Projet de loi 99.-** Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives.- M. Lincoln.- Présenté, 479. Motion d'adoption du principe, 505. Principe adopté; renvoyé en commission, 514. Rapport déposé (Document n° 523), 573. Amend. et rapport adoptés, 583. Projet de loi adopté, 594. Sanction, 638. (1988, c. 49)

**Projet de loi 100.-** Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole.- M. Pagé.- Présenté, 479. Motion d'adoption du principe (lt-g.), 523, 541. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 556. Rapport déposé (Document n° 648), 709. Amend. et rapport adoptés (maj.), 749. Renvoyé en commission pl.; amend. (maj.); rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté (maj.), 764. Sanction, 775. (1989, c. 7)

**Projet de loi 101.-** Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la Loi sur les parcs (*titre amendé*).- M. Picotte.- Réinscrit au Feuilleton au stade où il se trouvait à la clôture de la 1<sup>re</sup> session, 75. Rapport déposé (Document n° 169), 207. Rapport adopté (maj.); titre amendé, 329. Projet de loi adopté (maj.), 347. Sanction, 387. (1988, c. 39)

**Projet de loi 102.-** Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux (*titre amendé*).- Mme Lavoie-Roux.- Présenté, 479. Principe adopté; renvoyé en commission, 982. Rapport déposé (Document n° 943), 1031. Rapport adopté; titre amendé; projet de loi adopté, 1031. Sanction, 1083. (1989, c. 35)

**Projet de loi 103.-** Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.- M. Johnson.- Présenté, 559. Principe adopté; renvoyé en commission, 611. Rapport déposé (Document n° 613), 683. Rapport adopté; projet de loi adopté, 687. Sanction, 695. (1988, c. 82)

**Projet de loi 104.-** Loi électorale.- M. Gratton.- Présenté, 572. Principe adopté (lt-g.); renvoyé en commission, 611. Rapport déposé (Document n° 640), 700. Amendements et rapport adoptés; projet de loi adopté, 707. Sanction, 734. (1989, c. 1)

**Projet de loi 105.-** Loi modifiant la Loi sur la Régie des installations olympiques.- M. Vallerand.- Présenté, 571. Nouveau parrain, 663.

**Projet de loi 106.-** Loi sur les élections scolaires.- M. Ryan.- Réinscrit au Feuilleton au stade où il se trouvait à la clôture de la 1<sup>re</sup> session, 75. Rapport sur la consultation (Document n° 363), 400. Motion d'adoption du principe, 443. Principe adopté; renvoyé en commission, 454. Rapport déposé (Document n° 843), 950. Amend. et rapport pris en considération; amend. proposé (dérogation à l'article 252); amend. adoptés; rapport amendé adopté, 974. Projet de loi adopté, 983. Adoption révoquée, 1026. Renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 1067. Sanction, 1083. (1989, c. 36)



**Projets de loi:- Suite**

**Projet de loi 107.-** Loi sur l'instruction publique.- M. Ryan.- Réinscrit au Feuilleton au stade où il se trouvait à la clôture de la 1<sup>re</sup> session, 75. Rapport sur la consultation (Document n° 363), 400. Motion d'adoption du principe, 425. Motion de report rejetée (Vote n° 31), 433. Vote reporté, 441. Principe adopté (Vote n° 32); renvoyé en commission, 445. Rapport déposé (Document n° 589), 647. Rapport adopté, 674. Projet de loi adopté (Vote n° 60), 685. Sanction, 695. (1988. c. 84)

**Projet de loi 108.-** Loi sur les espèces menacées ou vulnérables et modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune.- Mme Bacon.- Présenté, 659. Motion d'adoption du principe, 705. Principe adopté; renvoyé en commission, 823. Rapport déposé (Document n° 871), 990. Rapport adopté (droit de réplique exercé par le ministre délégué à l'Environnement), 1006. Renvoyé en commission pl.; amendé (version anglaise); rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 1059. Sanction, 1083. (1989, c. 37)

**Projet de loi 109.-** Loi sur le régime de retraite des élus municipaux.- M. Paradis.- Présenté, 645. Principe adopté; renvoyé en commission, 672. Rapport déposé (Document n° 616), 684. Amend. et rapport adoptés; projet de loi adopté, 691. Sanction, 695. (1988, c. 85)

**Projet de loi 110.-** Loi sur la Régie des télécommunications.- M. French.- Réinscrit au Feuilleton au stade où il se trouvait à la clôture de la 1<sup>re</sup> session, 75. Principe adopté; renvoyé en commission, 131. Rapport déposé (Document n° 192), 232. Rapport adopté, 291. Projet de loi adopté, 298. Sanction, 300. (1988, c. 8)

**Projet de loi 111.-** Loi n° 4 sur les crédits, 1988-1989.- M. Levesque.- Présenté; principe adopté; projet de loi adopté, 627. Sanction, 638. (1988. c. 50)

**Projet de loi 112.-** Loi sur la voirie et modifiant diverses dispositions législatives.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 660.

**Projet de loi 113.-** Loi sur le contrôle de certains intermédiaires du marché des assurances.- M. Fortier.- Présenté, 645.

**Projet de loi 114.-** Loi n° 5 sur les crédits, 1988-1989.- M. Levesque.- Présenté; principe adopté; projet de loi adopté, 730. Sanction, 734. (1989, c. 2)

**Projet de loi 115.-** Loi n° 1 sur les crédits, 1989-1990.- M. Levesque.- Présenté; principe adopté; projet de loi adopté (maj.), 743. Sanction, 744. (1989, c. 3)

#### Projets de loi.- Suite

**Projet de loi 116.-** Loi sur les régimes complémentaires de retraite (*Réimpression*).- M. Bourbeau.- Présenté; motion de renvoi en commission; débat reporté, 736. Motion adoptée (maj.); renvoyé en commission, 751. Rapport sur les consultations (Document n° 768), 837. Réimpression déposée (Document n° 820), 904. Principe adopté (lt-g.); renvoyé en commission, 947. Rapport déposé (Document n° 925), 1022. Rapport adopté; projet de loi adopté (maj.), 1034. Sanction, 1083. (1989, c. 38)

**Projet de loi 117.-** Loi modifiant la Loi sur la Société immobilière du Québec.- M. Vallerand.- Présenté, 737. Principe adopté; renvoyé en commission, 894. Rapport déposé (Document n° 826), 911. Rapport adopté, 964. Renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 970. Sanction, 986. (1989, c. 12)

**Projet de loi 118.-** Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les édifices publics.- M. Séguin.- Présenté, 737. Principe adopté; renvoyé en commission, 750. Rapport déposé (Document n° 759), 812. Amend. et rapport adoptés, 820. Projet de loi adopté, 823. Sanction, 931. (1989, c. 8)

**Projet de loi 119.-** Loi modifiant la Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement.- M. Séguin.- Présenté, 801. Motion d'adoption du principe, 820. Principe adopté; renvoyé en commission, 845. Rapport déposé (Document n° 788), 860. Rapport adopté; projet de loi adopté, 895. Sanction, 931. (1989, c. 9)

**Projet de loi 120.-** Loi modifiant la Loi sur le Musée des beaux-arts de Montréal.- Mme Bacon.- Présenté, 824. Principe adopté; en commission pl.; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 980. Sanction, 1017. (1989, c. 16)

**Projet de loi 121.-** Loi modifiant la Loi sur la Commission municipale.- M. Paradis.- Présenté, 781. Principe adopté; renvoyé en commission, 848. Rapport déposé (Document n° 859), 968. Rapport adopté, 985. Projet de loi adopté, 1066. Sanction, 1083. (1989, c. 39)

**Projet de loi 122.-** Loi modifiant la Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec.- M. Picotte.- Présenté, 828. Principe adopté; renvoyé en commission, 880. Rapport déposé (Document n° 872), 991. Rapport adopté, 1033. Projet de loi adopté, 1066. Sanction, 1083. (1989, c. 40)

**Projet de loi 123.-** Loi modifiant le Code de procédure civile.- M. Rémillard.- Présenté, 815. Principe adopté; renvoyé en commission, 844. Rapport déposé (Document n° 821), 904. Rapport adopté; projet de loi adopté, 1035. Sanction, 1083. (1989, c. 41)

#### Projets de loi.- Suite

**Projet de loi 124.-** Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec.- M. Bourbeau.- Présenté, 816. Principe adopté; renvoyé en commission, 940. Certificat actuariel déposé (Document n° 857), 968. Rapport déposé (Document n° 926), 1022. Rapport adopté, 1034. Projet de loi adopté, 1065. Sanction, 1083. (1989, c. 42)

**Projet de loi 125.-** Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les institutions dont le régime d'enseignement est l'objet d'une entente internationale.- M. Ryan.- Présenté, 795. Principe adopté; renvoyé en commission, 938. Rapport déposé (Document n° 844), 950. Rapport adopté, 974. Projet de loi adopté, 983. Sanction, 1017. (1989, c. 17)

**Projet de loi 126.-** Loi modifiant la Loi concernant les droits sur les mines.- M. Savoie.- Présenté, 795. Principe adopté; renvoyé en commission, 900. Rapport déposé (Document n° 909), 1014. Amend. et rapport adoptés, 1030. Projet de loi adopté, 1065. Sanction, 1083. (1989, c. 43)

**Projet de loi 127.-** Loi sur le mérite forestier.- M. Côté (Rivière-du-Loup).- Présenté, 811. Motion d'adoption du principe, 845. Principe adopté; renvoyé en commission, 847. Rapport déposé (Document n° 787), 860. Rapport adopté, 965. Projet de loi adopté, 1029. Sanction, 1084. (1989, c. 44)

**Projet de loi 128.-** Loi sur les établissements de niveau universitaire.- M. Ryan.- Présenté, 805. Principe adopté; renvoyé en commission, 937. Rapport déposé (Document n° 845), 950. Rapport adopté, 974. Projet de loi adopté, 983. Sanction, 1017. (1989, c. 18)

**Projet de loi 129.-** Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires.- M. Rémillard.- Présenté, 815. Principe adopté; renvoyé en commission, 844. Rapport déposé (Document n° 822), 905. Rapport adopté, 1035. Projet de loi adopté, 1054. Sanction, 1084. (1989, c. 45)

**Projet de loi 130.-** Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et d'autres dispositions législatives.- M. Paradis.- Présenté, 805. Principe adopté; renvoyé en commission, 848. Rapport déposé (Document n° 858), 968. Amend. et rapport adoptés, 985. Renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 1080. Sanction, 1084. (1989, c. 46)

**Projet de loi 131.-** Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.- M. Séguin.- Présenté, 1009.

#### Projets de loi.- Suite

**Projet de loi 132.-** Loi modifiant la Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport en matière de règlement d'emprunt.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 828. Principe adopté; renvoyé en commission, 929. Rapport déposé (Document n° 862), 969. Rapport pris en considération, 981. Rapport adopté, 985. Projet de loi adopté, 993. Sanction, 1017. (1989, c. 19)

**Projet de loi 133.-** Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile.- M. Fortier.- Présenté, 811. Ordre révoqué; projet de loi renvoyé en commission, 879. Rapport sur les consultations (Document n° 852), 960. Principe adopté; renvoyé en commission, 971. Rapport déposé (Document n° 902), 1012. Rapport adopté; projet de loi adopté, 1030. Sanction, 1084. (1989, c. 47)

**Projet de loi 134.-** Loi sur les intermédiaires de marché.- M. Fortier.- Présenté, 827. Principe adopté (lt-g.); renvoyé en commission, 898, 899. Rapport déposé (Document n° 901), 1012. Rapport adopté; projet de loi adopté, 1058. Sanction, 1084. (1989, c. 48)

**Projet de loi 135.-** Loi concernant l'examen des plaintes des clients des distributeurs d'électricité.- M. Ciaccia.- Présenté, 815. Motion d'adoption du principe, 874. Principe adopté; renvoyé en commission, 881. Rapport déposé (Document n° 838), 944. Rapport adopté, 964. Renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 972. Sanction, 987. (1989, c. 13)

**Projet de loi 136.-** Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec et le Code civil en matière de bail d'un logement à loyer modique.- M. Paradis.- Présenté, 828. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 874. Rapport déposé (Document n° 861), 969. Rapport adopté, 984. Motion d'adoption du projet de loi, 1063. Projet de loi adopté (maj.), 1080. Sanction, 1084. (1989, c. 49)

**Projet de loi 137.-** Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'application du Code de procédure pénale.- M. Rémillard.- Présenté, 835. Principe adopté; renvoyé en commission, 930.

**Projet de loi 138.-** Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec.- M. MacDonald.- Présenté, 828. Principe adopté; renvoyé en commission, 882. Rapport déposé (Document n° 801), 884. Rapport adopté; projet de loi adopté, 905. Sanction, 931. (1989, c. 10)

**Projet de loi 139.-** Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie et d'autres dispositions législatives.- Mme Lavoie-Roux.- Présenté, 835. Motion d'adoption du principe, 895. Principe adopté; renvoyé en commission, 899. Rapport déposé (Document n° 942), 1031. Rapport adopté; projet de loi adopté, 1032. Sanction, 1084. (1989, c. 50)

#### Projets de loi.- Suite

**Projet de loi 140.-** Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne concernant la Commission et instituant le Tribunal des droits de la personne.- M. Rémillard.- Présenté, 835. Principe adopté; renvoyé en commission, 883. Rapport déposé (Document n° 929), 1023. Amend. et rapport adoptés, 1037. Projet de loi adopté, 1054. Adoption révoquée; renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 1058. Sanction, 1084. (1989, c. 51)

**Projet de loi 141.-** Loi sur les cours municipales et modifiant diverses dispositions législatives.- M. Rémillard.- Présenté, 835. Principe adopté; renvoyé en commission, 930. Rapport déposé (Document n° 907), 1013. Rapport adopté, 1035. Projet de loi adopté, 1055. Sanction, 1084. (1989, c. 52)

**Projet de loi 142.-** Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse.- M. Rémillard.- Présenté, 827. Principe adopté; renvoyé en commission, 929. Rapport déposé (Document n° 906), 1013. Amend. et rapport adoptés, 1036. Projet de loi adopté, 1055. Sanction, 1084. (1989, c. 53)

**Projet de loi 143.-** Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal, la Loi sur le ministère des Transports et la Loi sur les transports.- M. Côté (Charlesbourg).- Présenté, 835. Principe adopté; renvoyé en commission, 928. Rapport déposé (Document n° 863), 969. Rapport pris en considération, 981. Rapport adopté (maj.), 986. Projet de loi adopté, 993. Sanction, 1017. (1989, c. 20)

**Projet de loi 144.-** Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu.- M. Bourbeau.- Présenté, 835. Motion d'adoption du principe, 940. Principe adopté (maj.); renvoyé en commission, 946.

**Projet de loi 145.-** Loi sur le curateur public et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives.- M. Rémillard.- Présenté, 836. Principe adopté; renvoyé en commission, 883. Rapport déposé (Document n° 905), 1013. Amend. et rapport pris en considération; vote sur l'amend. reporté, 1036. Amend. rejeté (Vote n° 82), 1049. Rapport adopté, 1066. Projet de loi adopté, 1067. Sanction, 1084. (1989, c. 54)

**Projet de loi 146.-** Loi modifiant le Code civil du Québec et d'autres dispositions législatives afin de favoriser l'égalité économique des époux.- Mme Gagnon-Tremblay.- Présenté, 836. Principe adopté; renvoyé en commission, 953. Certificat actuariel déposé (Document n° 857), 968. Rapport déposé (Document n° 928), 1023. Amend. et rapport adoptés, 1028. Renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 1077. Sanction, 1084. (1989, c. 55)

**Projets de loi.- Suite**

**Projet de loi 147.-** Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et d'autres dispositions législatives.- M. Paradis.- Présenté, 836. Principe adopté; renvoyé en commission, 874. Rapport déposé (Document n° 860), 969. Rapport adopté (maj.), 985. Renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté, 1081. Sanction, 1084. (1989, c. 56)

**Projet de loi 148.-** Loi modifiant la Loi sur les huissiers.- M. Rémillard.- Présenté, 836. Principe adopté; renvoyé en commission, 930. Rapport déposé (Document n° 908), 1014. Rapport adopté, 1036. Projet de loi adopté, 1066. Sanction, 1084. (1989, c. 57)

**Projet de loi 149.-** Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique.- Mme Lavoie-Roux.- Présenté, 836. Principe adopté; renvoyé en commission, 900. Rapport déposé (Document n° 903), 1013. Rapport adopté (maj.); projet de loi adopté (maj.), 1030. Sanction, 1084. (1989, c. 58)

**Projet de loi 150.-** Loi modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance.- Mme Gagnon-Tremblay.- Présenté, 836. Motion d'adoption du principe, 939, 954 (ordre). Principe adopté (Vote n° 81); renvoyé en commission, 963. Rapport déposé (Document n° 904), 1013. Rapport adopté (maj.), 1028. Projet de loi adopté (maj.), 1065. Sanction, 1084. (1989, c. 59)

**Projet de loi 151.-** Loi n° 2 sur les crédits, 1989-1990.- M. Levesque.- Présenté; principe adopté; projet de loi adopté (Vote n° 79), 926. Sanction, 931. (1989, c. 11)

**Projet de loi 152.-** Loi n° 3 sur les crédits, 1989-1990.- M. Levesque.- Présenté; principe adopté; projet de loi adopté, 1005. Sanction, 1017. (1989, c. 21)

**Projet de loi 153.-** Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale.- M. Gratton.- Présenté, 1010. Principe adopté (lt-g.); en commission pl.; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 1016. Sanction, 1017. (1989, c. 22)

**Projet de loi 154.-** Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection de renseignements personnels et la Loi sur la sécurité du revenu.- M. Dutil.- Présenté, 1040.

**Projet de loi 155.-** Loi modifiant la Loi sur les immeubles industriels municipaux.- M. Paradis.- Présenté, 1010. Principe adopté; renvoyé en commission, 1033. Rapport déposé (Document n° 984), 1054. Rapport adopté; projet de loi adopté, 1068. Sanction, 1084. (1989, c. 60)

**Projet de loi 156.-** Loi sur la pratique des sages-femmes dans le cadre de projets-pilotes.- Mme Lavoie-Roux.- Présenté; renvoyé en commission, 1040.

**Projets de loi.- Suite**

**Projet de loi 157.-** Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles.- M. Bourbeau.- Présenté, 1009. Principe adopté; en commission pl.; rapp.; rapport adopté, 1029. Projet de loi adopté, 1065. Sanction, 1085. (1989, c. 61)

**Projet de loi 158.-** Loi modifiant le Code civil et le Code de procédure civile.- M. Rémillard.- Présenté, 1039. Principe adopté; en commission pl.; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 1053. Sanction, 1085. (1989, c. 62)

**Projet de loi 159.-** Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux.- Mme Bacon.- Présenté, 1019. Principe adopté; en commission pl.; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 1060. Sanction, 1085. (1989, c. 63)

**Projet de loi 160.-** Loi sur la mise en marché des produits agricoles et alimentaires et modifiant diverses dispositions législatives.- M. Pagé.- Présenté, 1040.

**Projet de loi 178.-** Loi modifiant la Charte de la langue française.- M. Rivard.- Avis de motion de suspension des règles; décision du Président, 631. Motion présentée; question de règlement; décision du Président, 635. Motion adoptée (Vote n° 54), 636. Projet de loi présenté (Vote n° 55); motion d'adoption du principe, 636-638, 642; vote reporté, 643. Principe adopté (Vote n° 56); renvoyé en commission pl., 649. En commission pl.; amendé; rapp.; décision du Président; rapport adopté (Vote n° 57), 650-651. Projet de loi adopté (Vote n° 58), 652. Sanction, 680. (1988, c. 54)

**Projet de loi 191.-** Loi modifiant la Charte de la langue française et d'autres dispositions législatives.- M. Filion.- Présenté, 537. Avis concernant l'étude du projet de loi, 861. Motion d'adoption du principe; débat en vertu de l'art. 97, 869, 887.

**Projet de loi 192.-** Loi concernant le régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal.- M. Chagnon.- Présenté, 599. Principe adopté; renvoyé en commission, 653. Rapport déposé (Document n° 614), 683. Rapport adopté; projet de loi adopté, 687, 688. Sanction, 695. (1988, c. 83)

**Projet de loi 193.-** Loi modifiant la Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.).- M. Bélisle.- Présenté, 1010. Principe adopté; renvoyé en commission, 1052. Rapport (Document n° 986) déposé et adopté; projet de loi adopté, 1061. Sanction, 1085. (1989, c. )

**Projets de loi.- Suite**

**Projet de loi 195.-** Loi relative à l'implantation d'une aluminerie dans la région de Sept-Îles.- M. Chagnon.- Présenté, 836. Dérogation à l'article 233 (notes explicatives); principe adopté; renvoyé en commission, 882. Rapport déposé (Document n° 802), 885. Rapport adopté; projet de loi adopté, 906. Sanction, 931. (1989, c. )

**Projet de loi 200.-** Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal.- Mme Trépanier.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 197); projet de loi présenté; renvoyé en commission, 237. Rapport (Document n° 328) adopté, 372. Principe et projet de loi adoptés, 383. Sanction, 387. (1988, c. 86)

**Projet de loi 201.-** Loi concernant Quebecair - Air Québec.- M. Bélisle.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 99); projet de loi présenté; renvoyé en commission, 147. Rapport (Document n° 207) adopté, 256. Principe adopté (maj.); projet de loi adopté (maj.), 293. Sanction, 300. (1988, c. 99)

**Projet de loi 203.-** Loi concernant la ville de Sherbrooke.- M. Hamel.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 149); projet de loi présenté; renvoyé en commission, 186. Rapport (Document n° 185) adopté, 222. Principe et projet de loi adoptés, 383. Sanction, 387. (1988, c. 89)

**Projet de loi 204.-** Loi modifiant la Loi sur le Collège militaire Royal de Saint-Jean.- Mme Pelchat.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 99), 147. Projet de loi présenté; renvoyé en commission, 148. Rapport (Document n° 295) adopté, 354. Principe et projet de loi adoptés, 384. Sanction, 387. (1988, c. 100)

**Projet de loi 205.-** Loi concernant la conversion de la Fédération des caisses d'établissement du Québec, des caisses d'épargne et de crédit qui lui sont affiliées et de la Corporation de fonds de sécurité de la Fédération des caisses d'établissement du Québec ainsi que leur fusion avec Société d'entraide économique du Québec inc.- M. Chevette.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 197), 237. Projet de loi présenté; renvoyé en commission, 238. Rapport (Document n° 288) adopté, 353. Principe et projet de loi adoptés, 381. Sanction, 387. (1988, c. 97)

**Projet de loi 206.-** Loi concernant La Laurentienne, mutuelle d'Assurance.- M. Lemieux.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 197), 237. Projet de loi présenté; renvoyé en commission, 238. Rapport (Document n° 289) adopté, 353. Principe adopté (maj.); projet de loi adopté (maj.), 384. Sanction, 387. (1988, c. 95)



#### Projets de loi- Suite

**Projet de loi 207.-** Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal.- M. Dauphin.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 568); dérogation à l'article 35; projet de loi présenté; renvoyé en commission, 639. Rapport (Document n° 617) adopté, 684. Principe et projet de loi adoptés, 689. Sanction, 695. (1988, c. 93)

**Projet de loi 208.-** Loi concernant le Centre de Ski Le Relais Inc.- M. Poulin.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 246); projet de loi présenté; renvoyé en commission, 309.

**Projet de loi 209.-** Loi concernant la Ville de Métabetchouan.- M. Brassard.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 189); projet de loi présenté; renvoyé en commission, 230. Rapport (Document n° 329) adopté, 372. Principe et projet de loi adoptés, 384. Sanction, 387. (1988, c. 92)

**Projet de loi 210.-** Loi concernant la Régie intermunicipale d'Aqueduc du Bas-Richelieu.- M. Charbonneau.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 756); projet de loi présenté; renvoyé en commission, 809.

**Projet de loi 212.-** Loi concernant la succession de Napoléon M. Lagueur.- M. Doyon.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 246), 309. Projet de loi présenté; renvoyé en commission, 310. Rapport (Document n° 331) adopté, 372. Principe et projet de loi adoptés, 381. Sanction, 387. (1988, c. 105)

**Projet de loi 213.-** Loi concernant la fusion par absorption entre la Coopérative Forestière du Nord-Ouest et la Fédération des Chantiers Coopératifs de l'Ouest Québécois.- M. Gendron.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 211); projet de loi présenté; renvoyé en commission, 265. Rapport (Document n° 332) adopté, 373. Principe et projet de loi adoptés, 383. Sanction, 387. (1988, c. 98)

**Projet de loi 214.-** Loi concernant Elzéar Plourde Ltée.- M. Dufour.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 189), 230. Projet de loi présenté; renvoyé en commission, 231. Rapport (Document n° 290) adopté, 353. Principe et projet de loi adoptés, 381. Sanction, 387. (1988, c. 106)

**Projet de loi 217.-** Loi concernant Vilmont Inc.- M. Maciocia.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 189), 230. Projet de loi présenté; renvoyé en commission, 231. Rapport (Document n° 291) adopté, 353. Principe et projet de loi adoptés, 382. Sanction, 387. (1988, c. 102)

**Projet de loi 218.-** Loi concernant Ville d'Anjou.- M. Trudel.- Réinscrit au Feuilleton au stade où il se trouvait à la clôture de la 1<sup>re</sup> session, 88.

#### Projets de loi- Suite

**Projet de loi 219.-** Loi modifiant la Loi concernant la cité de Salaberry-de-Valleyfield.- M. Marci.- Réinscrit au Feuilleton au stade où il se trouvait à la clôture de la 1<sup>re</sup> session, 88. Rapport (Document n° 930) adopté, 1023. Principe et projet de loi adoptés, 1073. Sanction, 1085. (1989, c. )

**Projet de loi 220.-** Loi concernant la ville de Roberval.- M. Maltais.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 500); projet de loi présenté; renvoyé en commission, 543. Nouveau parrain, 702. Rapport (Document n° 663) adopté, 721. Principe et projet de loi adoptés, 766. Sanction, 775. (1989, c. )

**Projet de loi 221.-** Loi modifiant la Loi fusionnant le Trust Général du Canada et la Société d'Administration et de Fiducie.- M. Chagnon.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 211); projet de loi présenté; renvoyé en commission, 265. Rapport (Document n° 292) adopté, 354. Principe et projet de loi adoptés, 382. Sanction, 388. (1988, c. 96)

**Projet de loi 223.-** Loi concernant la ville de Saint-Basile-le-Grand.- M. Latulippe.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 197), 237. Projet de loi présenté; renvoyé en commission, 239. Rapport (Document n° 618) adopté, 684. Principe et projet de loi adoptés, 689. Sanction, 695. (1988, c. 91)

**Projet de loi 224.-** Loi concernant la cession de certains immeubles par la ville de Montréal à l'Hôpital Royal Victoria.- M. Chagnon.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 99), 147. Présenté; renvoyé en commission, 148. Rapport (Document n° 186) adopté, 222. Principe et projet de loi adoptés, 383. Sanction, 388. (1988, c. 94)

**Projet de loi 228.-** Loi modifiant la Loi concernant le sanatorium Ross.- M. Beaudin.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 189), 230. Présenté; renvoyé en commission, 231. Rapport (Document n° 445) adopté, 480. Principe et projet de loi adoptés, 502. Sanction, 597. (1988, c. 101)

**Projet de loi 229.-** Loi concernant la succession de Morris Wexler.- Mme Dougherty.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 227); présenté; renvoyé en commission, 287. Rapport (Document n° 966) adopté, 1046. Principe et projet de loi adoptés, 1070. Sanction, 1085. (1989, c. )

**Projet de loi 230.-** Loi modifiant la Loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer Roberval-Saguenay.- M. Desbiens.- Réinscrit au Feuilleton au stade où il se trouvait à la clôture de la 1<sup>re</sup> session, 88. Renvoyé à la CAE, 89. Rapport (Document n° 971) adopté, 1047. Principe et projet de loi adoptés, 1072. Sanction, 1085. (1989, c. )

#### Projets de loi.- Suite

**Projet de loi 231.-** Loi modifiant la Loi concernant les maîtres entrepreneurs en réfrigération du Québec.- M. Bélanger (Laval-des-Rapides).- Réinscrit au Feuilleton au stade où il se trouvait à la clôture de la 1<sup>re</sup> session, 89. Renvoyé à la CET, 116.

**Projet de loi 232.-** Loi concernant la Ville de Bromont.- M. Tremblay (Iberville).- Rapport du directeur de la législation (Document n° 197), 237. Présenté; renvoyé en commission, 239. Rapport (Document n° 330) adopté, 372. Principe et projet de loi adoptés, 384. Sanction, 388. (1988, c. 90)

**Projet de loi 233.-** Loi concernant Les Immeubles Benoît Inc.- M. Hétu.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 202); présenté; renvoyé en commission, 255. Rapport (Document n° 293) adopté, 354. Principe et projet de loi adoptés, 382. Sanction, 388. (1988, c. 103)

**Projet de loi 234.-** Loi concernant la Corporation des marchands de meubles du Québec.- M. Gobé.- Réinscrit au Feuilleton au stade où il se trouvait à la clôture de la 1<sup>re</sup> session, 89.

**Projet de loi 235.-** Loi concernant la ville de Saint-Hyacinthe (*titre amendé*).- M. Messier.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 156); présenté; renvoyé en commission, 194. Rapport (Document n° 990) adopté; titre amendé, 1079. Principe et projet de loi adoptés, 1081. Sanction, 1085. (1989, c. )

**Projet de loi 237.-** Loi modifiant la charte de la ville de Gatineau.- M. Kehoe.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 831); présenté; renvoyé en commission, 934. Rapport (Document n° 937) adopté, 1024. Principe et projet de loi adoptés, 1073. Sanction, 1085. (1989, c. )

**Projet de loi 239.-** Loi concernant la municipalité de Lac-Nominingue (*titre amendé*).- Rapport du directeur de la législation (Document n° 485), 524. Présenté; renvoyé en commission, 525. Rapport (Document n° 664) adopté; titre amendé, 721. Principe et projet de loi adoptés, 766. Sanction, 775. (1989, c. )

**Projet de loi 240.-** Loi concernant la ville de Saint-Hubert.- Mme Pelchat.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 803), 889. Présenté; renvoyé en commission, 890.

**Projet de loi 241.-** Loi concernant la Ville de Saint-Georges.- M. Audet.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 444), 479. Présenté; renvoyé en commission, 480. Rapport (Document n° 665) adopté, 721. Principe et projet de loi adoptés, 766. Sanction, 775. (1989, c. )

#### Projets de loi: Suite

**Projet de loi 242.-** Loi concernant le Club des Portes de l'Estric Inc.- Mme Juneau.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 234); dérogation à l'article 37; présenté; renvoyé en commission, 295. Rapport (Document n° 294) adopté, 354. Principe et projet de loi adoptés, 382. Sanction, 388. (1988, c. 104)

**Projet de loi 243.-** Loi modifiant la Charte de la ville de Hull.- M. Kehoe.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 847); présenté; renvoyé en commission, 955. Rapport (Document n° 931) adopté, 1024. Principe adopté; renvoyé en commission pl.; amendé; rapp.; rapport adopté; projet de loi adopté, 1078. Sanction, 1085. (1989, c. )

**Projet de loi 244.-** Loi concernant la succession de Georg Stellari.- M. Parent (Sauvé).- Rapport du directeur de la législation (Document n° 485), 524. Présenté; renvoyé en commission, 526. Rapport (Document n° 696) adopté, 746. Principe et projet de loi adoptés, 764. Sanction, 775. (1989, c. )

**Projet de loi 245.-** Loi concernant l'Institution Monseigneur Guay et La Congrégation des Socurs de Notre-Dame du Bon Conseil de Chicoutimi.- M. Garon.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 824), 909. Présenté; renvoyé en commission, 910. Rapport (Document n° 967) adopté, 1046. Principe et projet de loi adoptés, 1070. Sanction, 1085. (1989, c. )

**Projet de loi 246.-** Loi concernant Ragcot Ltée.- M. Messier.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 430); présenté; renvoyé en commission, 458. Rapport (Document n° 693) adopté, 746. Principe et projet de loi adoptés, 767. Sanction, 775. (1989, c. )

**Projet de loi 247.-** Loi concernant la cité de Côte Saint-Luc.- M. Polak.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 485), 524. Présenté; renvoyé en commission, 525. Rapport (Document n° 666) adopté, 721. Principe et projet de loi adoptés, 766. Sanction, 775. (1989, c. )

**Projet de loi 248.-** Loi concernant l'École nationale de théâtre du Canada.- M. Tremblay (Iberville).- Rapport du directeur de la législation (Document n° 500); présenté; renvoyé en commission, 543. Rapport (Document n° 974) adopté, 1047. Principe et projet de loi adoptés, 1073. Sanction, 1085. (1989, c. )

**Projet de loi 249.-** Loi concernant un immeuble du cadastre de la cité de Montréal (quartier Saint-Antoine).- M. Chagnon.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 485), 524. Présenté; renvoyé en commission, 526. Rapport (Document n° 697) adopté, 746. Principe et projet de loi adoptés, 765. Sanction, 776. (1989, c. )

**Projets de loi: Suite**

**Projet de loi 250.-** Loi concernant certains immeubles du cadastre de la cité de Montréal (quartier Sainte-Anne).- M. Polak.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 485), 524. Présenté; renvoyé en commission, 526. Rapport (Document n° 698) adopté, 746. Principe et projet de loi adoptés, 765. Sanction, 776. (1989, c. )

**Projet de loi 251.-** Loi concernant St. Bernard Fish and Game Club.- M. Richard.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 485); présenté; renvoyé en commission, 524. Rapport (Document n° 694) adopté, 746. Principe et projet de loi adoptés, 767. Sanction, 776. (1989, c. )

**Projet de loi 252.-** Loi concernant la Ville de LaSalle.- M. Fortin.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 513), 559. Présenté; renvoyé en commission, 560. Rapport (Document n° 936) adopté, 1024. Principe et projet de loi adoptés, 1073. Sanction, 1085. (1989, c. )

**Projet de loi 253.-** Loi concernant la Ville de Westmount.- M. French.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 803), 889. Présenté; renvoyé en commission, 890. Rapport (Document n° 932) adopté, 1024. Principe et projet de loi adoptés, 1074. Sanction, 1085. (1989, c. )

**Projet de loi 254.-** Loi modifiant l'Acte pour incorporer le Collège Morrin, à Québec.- M. Cannon.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 513), 559. Présenté; renvoyé en commission, 560. Rapport (Document n° 987) adopté, 1062. Principe et projet de loi adoptés, 1072. Sanction, 1085. (1989, c. )

**Projet de loi 255.-** Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal.- Mme Trépanier.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 535), 599. Présenté; renvoyé en commission, 600. Rapport (Document n° 619) adopté, 684. Principe et projet de loi adoptés, 689. Sanction, 695. (1988, c. 87)

**Projet de loi 256.-** Loi sur la Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec.- M. Després.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 485), 524. Présenté; renvoyé en commission, 525.

**Projet de loi 258.-** Loi modifiant la Charte de la ville de Québec.- M. Leclerc.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 542); présenté; renvoyé en commission, 615. Rapport (Document n° 621) adopté, 691. Principe et projet de loi adoptés, 692. Sanction, 695. (1988, c. 88)

**Projet de loi 259.-** Loi concernant le Collège Saint-Césaire.- M. Tremblay (Iberville).- Rapport du directeur de la législation (Document n° 485), 524. Présenté; renvoyé en commission, 526. Rapport (Document n° 699) adopté, 746. Principe et projet de loi adoptés, 765. Sanction, 776. (1989, c. )

**Projets de loi: Suite**

**Projet de loi 260.-** Loi concernant AY Unergie Inc.- M. Chagnon.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 485), 524. Présenté; renvoyé en commission, 525. Rapport (Document n° 695) adopté, 746. Principe et projet de loi adoptés, 767. Sanction, 776. (1989, c. )

**Projet de loi 262.-** Loi concernant Les Développements Nouveaux de Lorette Ltée.- M. Bélisle.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 819); présenté; renvoyé en commission, 903.

**Projet de loi 263.-** Loi concernant Gamma Lambda Foundation of Sigma Chi Fraternity Incorporated.- M. Chagnon.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 819); présenté; renvoyé en commission, 903. Rapport (Document n° 920) adopté, 1021. Principe et projet de loi adoptés, 1068. Sanction, 1085. (1989, c. )

**Projet de loi 264.-** Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal.- M. Maciocia.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 831); présenté; renvoyé en commission, 934. Rapport (Document n° 991) adopté, 1079. Principe et projet de loi adoptés, 1082. Sanction, 1085. (1989, c. )

**Projet de loi 265.-** Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'île de Montréal.- M. Dauphin.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 803), 889. Présenté; renvoyé en commission, 890. Rapport (Document n° 975) adopté, 1047. Principe et projet de loi adoptés, 1074. Sanction, 1085. (1989, c. )

**Projet de loi 266.-** Loi concernant La Communauté grecque orthodoxe de la Ville de Laval.- M. Sirros.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 896), 1010. Présenté; renvoyé en commission, 1011. Rapport (Document n° 963) adopté, 1045. Principe et projet de loi adoptés, 1069. Sanction, 1086. (1989, c. )

**Projet de loi 267.-** Loi modifiant la Loi fusionnant et consolidant The Mackay Institution for Protestant Deaf Mutes et The School for Crippled Children, Montreal, sous le nom de Mackay Center for Deaf and Crippled Children.- M. Thuringer.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 831); présenté; renvoyé en commission, 934. Rapport (Document n° 965) adopté, 1045. Principe et projet de loi adoptés, 1072. Sanction, 1086. (1989, c. )

**Projet de loi 268.-** Loi concernant le Comité d'enfouissement sanitaire D'Argenteuil - Deux-Montagnes.- Mme Legault.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 803), 889. Présenté; renvoyé en commission, 890. Rapport (Document n° 933) adopté, 1024. Principe et projet de loi adoptés, 1074. Sanction, 1086. (1989, c. )

**Projets de loi: Suite**

**Projet de loi 269.-** Loi refondant la Charte de la ville de Coaticook et validant certaines acquisitions.- M. Vaillancourt.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 803), 889. Présenté; renvoyé en commission, 890. Rapport (Document n° 972) adopté, 1047. Principe et projet de loi adoptés, 1075. Sanction, 1086. (1989, c. )

**Projet de loi 270.-** Loi concernant l'Association athlétique et sociale Hull Volant Inc.- M. Kehoe.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 819), 903. Présenté; renvoyé en commission, 904. Rapport (Document n° 921) adopté, 1022. Principe et projet de loi adoptés, 1069. Sanction, 1086. (1989, c. )

**Projet de loi 271.-** Loi concernant la Ville de Vaudreuil.- M. Marcl.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 803), 889. Présenté; renvoyé en commission, 890. Rapport (Document n° 934) adopté, 1024. Principe et projet de loi adoptés, 1075. Sanction, 1086. (1989, c. )

**Projet de loi 272.-** Loi concernant la succession de Cora Frances Dunkerley.- M. Hamel.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 824), 909. Présenté; renvoyé en commission, 910.

**Projet de loi 273.-** Loi concernant la Ville de Saint-Eustache.- Mme Legault.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 803), 889. Présenté; renvoyé en commission, 890.

**Projet de loi 274.-** Loi concernant les limites territoriales de Ville d'Anjou.- M. Larouche.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 803), 889. Présenté; renvoyé en commission, 890.

**Projet de loi 275.-** Loi concernant les testaments de Charles Jodoin et de Sophranie Beauchamp.- M. Fillion.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 824); présenté; renvoyé en commission, 910. Rapport (Document n° 968) adopté, 1046. Principe et projet de loi adoptés, 1070. Sanction, 1086. (1989, c. )

**Projet de loi 277.-** Loi concernant Club de Golf La Pruchière Inc.- Mme Dionne.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 849); présenté; renvoyé en commission, 959. Rapport (Document n° 922) adopté, 1022. Principe et projet de loi adoptés, 1069. Sanction, 1086. (1989, c. )

**Projet de loi 279.-** Loi remplaçant la Loi concernant La Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec.- M. Chagnon.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 767); présenté; renvoyé en commission, 836. Rapport (Document n° 816) adopté, 892. Principe et projet de loi adoptés, 1071. Sanction, 1086. (1989, c. )

**Projets de loi: Suite**

**Projet de loi 280.-** Loi concernant le Fonds d'Établissement Mutuel des femmes du Québec.- M. Brassard.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 896); présenté; renvoyé en commission, 1011.

**Projet de loi 281.-** Loi concernant certains immeubles faisant partie du parc industriel de Saint-Augustin-de-Desmaures.- M. Cannon.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 856); présenté; renvoyé en commission, 967. Rapport (Document n° 969) adopté, 1046. Principe et projet de loi adoptés, 1071. Sanction, 1086. (1989, c. )

**Projet de loi 282.-** Loi concernant l'Institution Monseigneur Guay et l'Archevêque catholique romain de Québec.- M. Leclerc.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 824); présenté; renvoyé en commission, 910. Rapport (Document n° 970) adopté, 1046. Principe et projet de loi adoptés, 1071. Sanction, 1086. (1989, c. )

**Projet de loi 283.-** Loi concernant Groupe André Perry Inc.- M. French.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 819), 903. Présenté; renvoyé en commission, 904. Rapport (Document n° 923) adopté, 1022. Principe et projet de loi adoptés, 1069. Sanction, 1086. (1989, c. )

**Projet de loi 285.-** Loi concernant Domaine Lafontaine Ltée.- M. Chagnon.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 849); présenté; renvoyé en commission, 959.

**Projet de loi 286.-** Loi concernant la ville de Lac-Etchemin.- Mme Bégin.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 803), 889. Présenté; renvoyé en commission, 890. Rapport (Document n° 935) adopté, 1024. Principe et projet de loi adoptés, 1075. Sanction, 1086. (1989, c. )

**Projet de loi 287.-** Loi modifiant la charte de la Ville de Québec.- M. Leclerc.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 831); présenté; renvoyé en commission, 934. Rapport (Document n° 973) adopté, 1047. Principe et projet de loi adoptés, 1075. Sanction, 1086. (1989, c. )

**Projet de loi 290.-** Loi modifiant la Charte de la Ville de Beauport.- M. St-Roch.- Rapport du directeur de la législation (Document n° 875); dérogation aux articles 36 et 37; présenté; renvoyé en commission, 999. Rapport (Document n° 976) adopté, 1047. Principe et projet de loi adoptés, 1076. Sanction, 1086. (1989, c. )



## QUESTIONS DE FAIT PERSONNEL

Décision du député de Duplessis de quitter le caucus du Parti Québécois, 701. (Voir *Journal des débats*, p. 4713). Le député de Duplessis réintègre le caucus du Parti Québécois, 816. (Voir *Journal des débats*, p. 5376)

Faits contenus dans un article de *La Presse* concernant le ministre des Relations internationales, 155. (Voir *Journal des débats*, p. 657)

Propos tenus à l'endroit du chef de l'Opposition; décision, 168. (Voir *Journal des débats*, p. 700)

## QUESTIONS DE PRIVILÈGE

Intervention du leader de l'Opposition concernant le ministre de l'Environnement. Question prise en délibéré, 401. Décision, 407. (Voir *Journal des débats*, pp. 2530, 2568)

## QUESTIONS ÉCRITES ET RÉPONSES

**Acupuncture:-** Honoraires payés à M<sup>e</sup> René Dussault. Réponse, 163. (Document n° 117)

**Aide sociale:-** Programmes offerts aux bénéficiaires. Réponse, 163. (Document n° 118)

**Centres d'accueil et foyers privés pour personnes âgées:-** Nombre. Réponse, 682. (Document n° 609)

**Consult-Action:-** Nombre de demandes reçues. Réponse, 370. (Document n° 326)

**Déroptions à l'âge d'admission (année scolaire 1988-1989):-** Nombre. Réponse, 683. (Document n° 610)

**Hydro-Québec:-** Exportation d'électricité. Réponse, 467. (Document n° 438)

**Municipalité régionale d'Acton:-** Démantèlement. Réponse, 731. (Document n° 675)

**Programme APPORT:-** Nombre de bénéficiaires et coût. Réponse, 683. (Document n° 611)

**Programme PADEL:-** Lettres aux organismes bénéficiaires du-. Réponse, 444. (Document n° 423)

**Recherche & Développement:-** Coût des mesures fiscales. Réponse, 600. (Document n° 538)

Questions écrites:- Suite

**Société d'habitation du Québec:-** Prévisions de dépenses pour chacun des programmes d'aide. Réponse, 176. (Document n° 137)

**Voyage en Asie de l'ex-ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration:-** Coût. Réponse, 1044. (Document n° 961)

## RÉFORME ÉLECTORALE

Comité de travail formé pour étudier le document de réflexion et de consultation sur la révision de la *Loi électorale* (Document n° 22), 66.

Rapport de la CI concernant l'étude du rapport préliminaire de la Commission de la représentation, 80. (Document n° 38)

Rapport de la Commission de la représentation sur la délimitation des circonscriptions électorales, 171. (Document n° 132)

## RÈGLES DE PROCÉDURE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Modifications apportées, 72-74. (Document n° 24)

## SANCTION ROYALE

Projets de loi sanctionnés, 83, 132, 271, 300, 350, 385, 395, 475, 597, 638, 680, 693, 695, 734, 744, 768, 775, 931, 986, 1017, 1082.

## SÉANCES SPÉCIALES

*Jeudi 31 mars 1988 (10h00):* Ordre, 117.

*Jeudi 2 juin 1988:* Motion de suspension des règles en vue de l'adoption du projet de loi 23, Loi modifiant la Loi sur la représentation électorale, 277.

*Mercredi 8 juin 1988:* Motion de suspension des règles en vue de l'adoption du projet de loi 9, Loi sur le recensement des électeurs en 1988, 306.

*Lundi 19 décembre 1988:* Motion de suspension des règles en vue de l'adoption du projet de loi 178, Loi modifiant la Charte de la langue française, 631-636.

*Jeudi 23 mars 1988 (10h00):* Ordre, 716.

Séances spéciales:- Suite

Jeudi 11 mai 1989: Motion de suspension des règles en vue de l'adoption des crédits supplémentaires 1989-1990, 830, 831 (Vote n° 65).

**VOTES PAR APPEL NOMINAL (82 votes)**

Pp. 243, 244, 245, 246, 275, 278, 279, 349, 357, 433, 472, 577, 636, 637, 651, 652, 665, 686, 817, 831, 952, 963. (25 votes)

Votes reportés, 96, 97, 99, 100, 108, 109, 115, 128, 129, 195, 196, 203, 248, 249, 250, 284, 290, 303, 374, 375, 423, 445, 451, 500, 538, 563, 564, 586-592, 602, 603-609, 617, 648, 723, 740, 758, 854, 912-926, 1050. (57 votes)